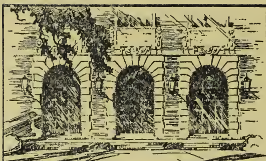


1re Année. N° 1. Mai 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction : N. **Joukowsky**, A. **Oelsnitz**, Ch. **Perron**, Elisée **Reclus**.

ABONNEMENT : Un an, **6** Fr.; Six mois, **3** Fr.; Trois mois, **1** Fr. **50**.

Le numéro 50 Centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** », chemin de Montchoisy, 26 à Genève.

NOTRE PROGRAMME

Il y a aujourd'hui six ans que le mouvement révolutionnaire commencé le 18 Mars à Paris succombait sous les efforts de toutes les réactions.

Ce mouvement n'a pas eu seulement une importance réelle en France où il a marqué une ère nouvelle dans les revendications du prolétariat; il a eu son contre-coup dans les différents pays de l'Europe et de l'Amérique.

En Italie, en Espagne, en Allemagne, en Grèce, en Belgique, en Suisse, en Russie, les travailleurs enhardis par les tentatives qu'avaient faites leurs frères de Paris, sentant l'amour de la Révolution se raviver dans leurs cœurs au récit des luttes de la Commune et des fureurs sanglantes de la bourgeoisie affolée, firent partout un pas en avant dans la voie de l'émancipation.

Aujourd'hui ces efforts commencent à porter leurs fruits; le réveil est si considérable que l'initiative s'est heureusement déplacée; ce ne sont plus seulement les victimes des défaites populaires qui veulent reprendre leur marche, mais la masse ouvrière elle-même qui demande à s'ébranler et qui cherche sa voie.

Répondant à l'appel qui nous est fait par nos amis de France, nous osons publier aujourd'hui cette revue socialiste-révolutionnaire.

La question sociale, celle qui divise les producteurs et les exploiteurs en deux camps à jamais irréconciliables n'est pas résolue; mais partout les travailleurs se groupent pour reconquérir le produit de leur

travail sur les minorités d'oisifs: Trades-unionistes en Angleterre, partisans des candidatures ouvrières en Allemagne, en Hollande, en Danemark, révolutionnaires en Espagne, en Italie, dans une partie de la Suisse et surtout en France, tous cherchent à s'émanciper du patronat. Les moyens, la tactique peuvent différer, mais le but poursuivi est partout le même: *Émancipation des travailleurs, abolition du Patronat.*

Pour atteindre ce but, il faut que les travailleurs s'organisent, il faut qu'ils apprennent à connaître toutes les questions qui les intéressent car « l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Les questions de production et de consommation sont les mêmes partout; montagnes et océans peuvent délimiter les régions et déterminer le caractère et l'activité des producteurs, mais pas plus que les frontières factices, montagnes et océans ne changent rien à la situation des travailleurs. Ceux-ci sont exploités partout.

Membres de l'Association Internationale des Travailleurs, nous sommes convaincus que si l'inégalité économique est la source de toute oppression, la machine gouvernementale, l' *État*, sous toutes ses formes, politiques, juridiques, religieuses, est l'instrument le plus puissant de l'oppression dont souffre la masse ouvrière.

Nous combattrons donc toute l'organisation bourgeoise actuelle; répudiant d'ores et déjà toute alliance avec un parti politique quelconque et nous fermant avec joie toute les avenues du pouvoir, nous voulons rester peuple et « vile multitude ».

Les formes du passé dureront d'autant plus que les travailleurs s'intéresseront à leur existence; fut-ce pour les modifier; nous ferons donc tous nos efforts pour détourner nos frères de cette politique vaine.

Nous voulons arriver à une organisation où il n'y aura plus d'oisifs jouissant du produit du travail d'autrui, plus de producteur périssant plus ou moins vite de fatigues, de misère et de faim.

Travailler pour produire, produire pour consommer, consommer pour progresser: Tels sont les devoirs et les droits de tout être humain.

Pour atteindre ce but, il faut que les travailleurs aient à leur disposition les instruments de travail, qu'ils puissent arriver au complet développement de toutes leurs facultés intellectuelles et physiques, que par l'abolition du patronat et du gouvernementalisme ils jouissent du produit intégral de leur travail; d'esclaves qu'ils sont aujourd'hui, il faut qu'ils deviennent enfin des hommes.

Alors, par son entrée volontaire dans les groupes de production, de consommation, d'instruction, et par la pratique raisonnée de la solidarité, chaque être humain sera réellement et consciemment libre.

Nous sommes donc des **an-archistes!**

Le « TRAVAILLEUR » est avant tout destiné à l'Étude. Toutes les questions seront soulevées, toutes les solutions examinées, et dans sa *Libre Tribune*, les opinions différentes trouveront un accès facile. Le « TRAVAILLEUR » prêtera ses colonnes à tous ceux qui, comme nous, poursuivent l'émancipation des travailleurs et la fin de toute

exploitation. Notre discussion sera toujours franche, notre critique toujours loyale: les questions d'amour-propre n'existent pas pour des révolutionnaires dont la cause est celle des travailleurs dans le monde entier.

La Rédaction.

BULLETIN

En Mars 1871, le peuple de Paris, indigné de toutes les lâchetés commises par la bourgeoisie française, dressa la tête et fit la Révolution. S'agissait-il, en cette occurrence, de briser un trône? Non. Les prolétaires de Paris visaient plus haut : il s'agissait pour eux de nettoyer les écuries d'Augias, de faire place nette,.... de se débarrasser, en un mot, d'une maladie toute française, le bourgeoisisme, avec ses innombrables tentacules qui, sous toutes les formes, pompent et sucent le produit de l'activité des travailleurs.

Aussi quel branle-bas en Europe pendant la terrible lutte de Paris contre Versailles! et, après la défaite de la Commune, quel accord entre toutes les puissances pour mettre hors la loi tout ce qui, de près ou de loin, avait pris part au mouvement! Une harmonie touchante s'établit aussitôt entre tous les gouvernements. Pour un instant ils oublient leurs querelles, ils ne voient devant eux que le spectre rouge du socialisme révolutionnaire.

En Allemagne, en Russie, en Italie, en Espagne, on ne songe qu'à une loi, la loi Dufaure : on veut proscrire l'Internationale. Il y aurait eu à craindre pour la cause si cette situation pouvait durer. Mais, il y a quelque chose de plus puissant que M. de Bismark : la force des choses. Il suffit d'un petit événement quelconque, du grain de sable, pour troubler l'harmonie entre gouvernants.

On ne sait réellement trop pourquoi l'Europe bourgeoise s'est mise à verser des larmes à propos de quelques massacres commis il y a deux ans en Bulgarie. Le Turc n'est certainement pas ce qu'il y a de plus aimable au monde; mais il n'en est pas moins vrai que la bourgeoisie catholique, orthodoxe ou païenne de tous les pays sans exception, est fort mal venue à lui reprocher ces massacres.

En Russie, le paysan se trouve presque livré à une mort lente; écrasé d'impôts, exténué de travail, il a à peine de quoi se nourrir. Pour une monarchie absolue, cet ordre de choses peut paraître naturel. Mais la situation est-elle préférable dans les pays de

république ? La réponse est simple : à Genève, les bijoutiers et les horlogers se trouvent obligés de remuer la terre pour un misérable salaire de 2 fr. 25 par jour. Il y a donc partout des Bulgares. D'un Turc à un patron la différence est presque insensible : tout patron est un Turc, moins la franchise. Tel est l'effet de la civilisation.

Autrefois, il était de mode de pleurer sur la « pauvre Pologne. » Le Parisien oubliait ses souffrances et faisait bon marché de ses aspirations démocratiques et sociales au récit des souffrances de la Pologne aristocratique et cléricale. Aujourd'hui, c'est le Bulgare qui préoccupe les cœurs tendres et passionnés de nos bons bourgeois qui ont encore les mains toutes rouges du sang de Mai.

En lisant les brochures et les journaux des libéraux russes et anglais, on croirait que ces messieurs se préparent à une sainte croisade. Mais les intérêts du christianisme ne paraissent plus être de mode, les gouvernements, au lieu de s'entendre, comme ils l'avaient fait pour priver tout ce qui avait figure de communard, du pain et du sel, se brouillent. Comme de vieilles commères, ils cancannent les uns sur les autres, s'entr'accusent et finalement se prennent aux cheveux.

Salisbury enregistre les massacres commis par les Turcs en Bulgarie. Edhem Pacha — pas content évidemment — prétend que la façon anglaise de « coloniser » n'est pas précisément tout ce qu'il y a de plus chrétien et de plus doux.

M. de Chaudordy, délégué français, ex-bras droit ou bras gauche, comme on voudra, de M. Gambetta, ayant eu la rare impudence d'intervenir dans le débat et d'insister, Edhem Pacha, pas mal fort en histoire, ce qui a pu paraître drôle au Chaudordy en question, est remonté jusqu'à la Saint-Barthélemy et lui a parfaitement mis sous le nez les beaux exploits de la bourgeoisie française pendant et après la Commune. Le délégué russe, le général Ignatieff, se croyant le plus malin de tous, devait être bien surpris de ce qu'un simple Turc pouvait dire de vérités à l'égard du gouvernement de l'auguste tzar. Dans sa simplicité Edhem Pacha fit observer à M. Ignatieff que les massacres moscovites commis en Pologne et en Circassie étaient assez réussis dans leur genre et ne laissaient pas grand chose à désirer.

Le parlement anglais prépare, paraît-il, un livre bleu, espèce d'inventaire de toutes les atrocités commises par le gouvernement russe lors de la réunion des *Uniates* à l'église officielle. Que le prince Gortschakoff se mette à l'œuvre pour nous raconter comment l'Angleterre libérale agit dans les Indes et nous aurons ainsi une collection de livres jaunes, bleus ou verts, un récit complet des

atrocités commises par tous les gouvernements. Cette fois les animaux seront bien peints par eux-mêmes.

*
* *

Et pourquoi ces brouilles?

C'est que le moment approche de partager le butin que l'Osmanli abandonnera peut-être à la volonté des gouvernements européens, dont la douceur chrétienne est si bien connue des prolétaires de tous pays. A qui le grand marché asiatico-européen, à qui Constantinople ?

L'Osmanli gouverne, prie Dieu, fume sa pipe, se bat, mais il n'est ni homme de finances, ni industriel. De tous les temps, Constantinople devait donc se trouver entre des mains étrangères.

La Russie commerciale et industrielle, la Russie bourgeoise, à peine capable de faire valoir les forces productives de l'empire moscovite, ne pourrait certes pas remplacer l'Osmanli dans la direction des affaires de Constantinople.

Autrefois les Gênois, aujourd'hui les Anglais, sont les maîtres de la place. Les voies maritimes, ainsi que les voies ferrées, venant dans l'Orient leur appartiennent; voici pourquoi ils veulent garantir aux Turcs leur empire. C'est grâce à l'incapacité du maître politique que l'Anglais est devenu le maître réel du pays. Pour rien au monde il ne le céderait à la Russie, et il est bien difficile d'admettre que la neutralité de l'Angleterre durera longtemps. L'Autriche a trop de Bulgares chez elle pour voir avec sang froid comment on va « émanciper » les peuples des Balkans. Tout cela peut amener des complications et les généraux russes auront une rude besogne à faire, car les prières des popes et la bravoure des cosaques ne pourront rien faire contre les canons Armstrong.

*
* *

L'auguste Tsar « veut émanciper les Bulgares! » Quelle dérision! Les cinq cents socialistes russes qu'on juge à l'heure qu'il est, la misère du peuple russe, les persécutions contre les petits Russiens, la défense d'écrire en langue petite russienne, — tout cela ne parle nullement en faveur des Turcs de Saint-Pétersbourg qui gouvernent la Russie, et si les peuples des Balkans ne peuvent compter que sur « l'auguste Tzar, » ils n'ont qu'à se couvrir de deuil; ils n'ont qu'à rayer de leurs langues le mot de Liberté.

*
* *

Mais quittons l'Orient. Nous ne somme pas dans le secret des Dieux pour savoir ce que le grand duc Nicolas va faire des principautés danubiennes. Le prince Charles de Hohenzollern, neveu du Barberousse de Berlin, fera bien un petit roi, vivant des misères des Valaques, pourvu qu'il reste obéissant à la volonté du

grand chancelier de la bourgeoisie européenne, M. le prince de Bismark qui prend des congés, mais qui n'en dirige pas moins tous les pas des gouvernants européens.

L'Italie officielle n'est qu'une succursale du cabinet de M. de Bismark. Elle fait la chasse aux catholiques pour tromper les esprits, pour paraître libérale, pour essayer de donner le change; mais ce ne sont pas en réalité, les catholiques qu'elle vise, à preuve les persécutions contre les socialistes italiens.

L'Internationale et ses journaux supprimés, les socialistes militants emprisonnés, voilà les hauts faits du cabinet présidé par M. Nicotera.

Nous ne connaissons pas dans ses détails la levée de boucliers que viennent de faire nos amis italiens; mais nous sommes sûrs que l'agitation faite par eux dans le midi de l'Italie portera ses fruits.

Les événements se pressent rapidement en France. Hâtons-nous de les saisir au vol.

L'épée non moins loyale qu'invaincue vient de trancher la situation. Grâces lui en soient rendues!

Nous allons enfin savoir à qui parler et véritablement ce coup d'état ministériel est loin de nous déplaire. La révocation sans phrases de l'aimable M. Jules Simon, le renvoi de la chambre des députés pour un mois au moment où les foins poussent, tout cela n'a rien qui puisse nous faire verser des pleurs,

Les revoilà les héros du 24 mai, pas un ne manque, ils y sont tous, depuis le terrible de Broglie jusqu'au doux Caillaux et à l'inoffensif de Meaux. Le parterre de l'ordre moral s'est embelli cependant d'une nouvelle fleur. Voyez et sentez : c'est M. Brunet, ancien président de la sixième chambre, présentement sénateur de la Corréze, dont beaucoup d'entre nous ont gardé le souvenir.

Ce coup d'état ministériel en restera-t-il là ? Ne pourrait-il pas, par un hasard imprévu — car les classes dirigentes sont si lâches, si molles, si incapables de viriles résolutions, qu'on ne sait trop avec elle sur quoi faire fonds — ne pourrait-il pas s'accentuer encore, prendre une autre forme, devenir un 2 décembre plus ou moins légal et constitutionnel ?

Nous posons la question. Le temps se chargera de nous répondre.

Mais si cela arrivait, si la sinistre comédie de décembre allait se renouveler par les mains brutales des prétoriens et des soudards bonapartistes, ou par les mains gantées des Janus orléanistes, nous dirons à nos frères de France, aux travailleurs des champs, comme aux travailleurs des villes :

« Prenez garde. Le jour du danger approche, ceux qui en mai

« 1871, républicains de toute nuance et de toute couleur, ont « assassiné Paris ou sont restés spectateurs indifférents d'un « massacre de prolétaires comme jamais l'histoire n'en a enregis-« tré, vous circonviendront alors, vous feront de beaux discours, « vous appelleront sans doute aux armes pour la défense des lois « et de la constitution. Ne vous laissez pas aller à votre générosité « naturelle, tenez-vous droits et fermes, les lois et les constitu-« tions dont on vous fera l'étalage sont contre vous machines de « guerre. Mais soyez vous-mêmes et si — heureux réveil — vous « vous sentez le cœur et les reins assez solides, souvenez-vous de « mai, songez qu'à six mille lieues de la France des combattants « de la dernière révolution sociale meurent de mort lente, souf-« frent des martyres indescriptibles, ont les yeux continuellement « fixés sur la mère-patrie, attendant un secours qui jamais ne « vient, et, travailleurs, si l'heure vous semble arrivée, n'hésitez « pas, dans votre intérêt même, à reprendre l'œuvre d'émanci-« pation violemment interrompue le 29 mai. »

LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE ET SES RÉSULTATS

Dans quelques jours il y aura six ans que les députés de Versailles se levaient comme un seul homme pour acclamer Mac-Mahon et les généraux de l'ex-empire, qui venaient d'égorger trente mille citoyens de Paris. Pas un membre des gauches ne protesta contre l'exécrable cri de victoire jeté par la coalition monarchique devant les cadavres fumants encore de ceux qui les avaient nommés pour défendre la République !

Non-seulement ces gauches se joignirent aux bestiales clameurs des députés monarchistes de toutes nuances, mais, ajoutant la calomnie à leur lâcheté, elles affirmèrent que les Mac-Mahon, les Ducrot, les Gallifet, les Vinoy, toute la meute enfin des complices de décembre, avaient sauvé la République, menacée, disaient-elles, par les fédérés de la Commune.

La plupart même de ceux qui, depuis, sont devenus des *intransigeants*, n'eurent, M. Louis Blanc en tête, pas assez d'imprécations à vomir contre les vaincus d'alors.

Ce n'est certes pas pour le seul plaisir de remuer toute cette

boue sanglante, que nous venons évoquer dans les circonstances présentes, l'effroyable souvenir de mai 1871 qui, de même qu'en juin 1848, vint une fois encore démontrer au prolétariat que, républicaine ou non, la bourgeoisie n'a d'autre souci que de le maintenir en servitude.

Du 4 septembre jusqu'à ce jour, comme autrefois du 24 février 1848 au 2 décembre 1851, qu'elle a été, en effet, l'attitude de la bourgeoisie républicaine, la seule dont nous ayons à nous occuper, puisque, devenue majorité gouvernementale, elle tenait hier encore l'avenir de la République dans ses mains.

Il va sans dire que pour juger de cette attitude, nous devons nous dégager ici de toute conception autre que celle invoquée par les républicains bourgeois devant leurs électeurs pour en obtenir le mandat qu'ils désiraient.

Examinons donc quels sont les points principaux de leur prétendu programme, et, si pauvres soient ceux-ci, voyons comment leur réalisation a été recherchée.

Ces points sont les suivants :

— Destruction du pouvoir personnel;

— Subordination de l'Eglise à l'Etat;

— Etablissement d'un enseignement laïque à tous les degrés;

— Reconnaissance du droit pour tous de s'associer, de se réunir et de manifester librement sa pensée par la parole et par l'écrit;

— Enfin, restitution aux communes du droit de s'administrer elles-mêmes et de nommer directement leurs administrateurs.

Tels sont, depuis, soixante ans, les désidératas formulés par la bourgeoisie républicaine ou seulement libérale.

Qu'a-t-elle fait, notamment depuis la chute du second empire, pour réaliser ce programme hors duquel, d'après son dire, il n'est pas de salut.

A peine l'empire jeté à terre — bien malgré la volonté de cette bourgeoisie, — M. Gambetta l'avouera, — les députés qui la représentaient au Corps législatif s'empressent, au nom d'une *responsabilité* dont ils s'investissent d'eux-mêmes, de refuser à Paris, bientôt cerné par l'armée prussienne, d'organiser lui-même sa défense, à laquelle ils déclarent, eux, ne pas croire !

Ils préfèrent livrer la France toute entière aux mains de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, plutôt que de « céder un pouce de leur autorité usurpée et une seule pierre de leur forteresse gouvernementale. »

Une paix telle quelle est bâclée; l'Assemblée dite nationale se réunit à Bordeaux; quelle y est l'attitude des députés républicains? Quelles sont leurs préoccupations? Ils savent que Paris et les gran-

des villes ne subissent qu'en frémissant de honte la situation que leur a faite la trahison des « gens du 4 septembre. »

Vite ils abdiquent entre les mains des monarchistes le mandat qu'ils tiennent de ces mêmes grandes villes. Plus encore, ils dénoncent celles-ci comme étant les seules causes du triomphe de l'envahisseur!

Un certain nombre d'entre eux, plus sincères, se sont un instant associés aux efforts de Paris, de Marseille, de Lyon, pour sauver, sinon l'intégrité de son sol, du moins l'honneur de la France ; ces villes indignées de l'audace de leurs calomniateurs, se soulèvent, malgré la situation périlleuse où elle se trouvent et jettent le cri de réveil de la Révolution. Quelle va être la conduite de ces députés plus honnêtes? Vont-ils, comme Delescluze, comme Tridon, comme Razoua, Cournet et Malon, quitter l'Assemblée et se ranger sous les plis du drapeau déployé le 18 mars? A l'exception de quelques-uns qui donnent leur démission et demeurent passifs durant les deux mois que Paris soutient sa mémorable lutte, tous rampent autour de Thiers et de Mac-Mahon, chargés de noyer la Révolution dans le sang de la grande cité!

Et depuis? A quelles hontes ne se sont-ils pas associés? Quels principes n'ont-ils pas reniés? Ils ne se sont certes pas épargnés à la tâche de livrer la République à ses adversaires de toutes nuances.

Ces fiers ennemis du pouvoir personnel, voyez les tour à tour aux genoux du petit Thiers, leur ancien geôlier devenu leur sauveur! puis, Thiers tombé, baiser avec respect les bottes de Mac-Mahon, proclamé la *loyale épée*, de par Gambetta devenu le chef de file et le porte-voix de la bourgeoisie républicaine!

Ces mangeurs de jésuites, voyez-les, Jules Simon en tête, se rouler aux pieds des cléricaux, auxquels ils livrent jusqu'à leurs enfants mêmes, pour que ces derniers puissent sucer par tous les pores le lait des saines doctrines destinées à faire vivre leur République aimable!

Ces énergiques défenseurs de la souveraineté du peuple, voyez-les déclarer que le Sénat, cette jolie machine d'enrayement que l'on connaît, sera la plus complète, la plus sincère représentation des communes de France!

Ces revendicateurs acharnés, sous l'empire, des droits des municipalités, voyez-les fabriquer une loi qui remet celles-ci à la discrétion absolue des préfets, c'est-à-dire du gouvernement!

Ces partisans sincères de l'égalité dans l'impôt du sang, voyez-les voter une loi militaire qui ne laisse même plus au pauvre la chance de se soustraire à cet impôt par le tirage au sort, mais qui en exonère quiconque jouit d'une instruction privilégiée et peut verser 1500 francs dans les caisses de l'Etat!

Tous ces amis de la liberté, enfin, voyez-les fabriquer coup sur coup le plus de lois possible pour restreindre sous toutes les formes les droits des citoyens.

Mais ce n'est pas tout encore.

Jusqu'en février 1876, ils ont prétendu subir une situation dont, en tant que minorité, ils n'étaient pas les maîtres.

De nouvelles élections générales ont lieu. Les voilà devenus majorité! — La République va devenir, on l'espère, une vérité, le fameux programme va recevoir son accomplissement. — L'opportunisme va enfin trouver qu'il est opportun d'agir. A défaut d'honnêteté d'ailleurs, son intérêt, sa sécurité même le lui commandent impérieusement. Sans doute. Mais comment agir? sur quelles données? Au nom de quels principes?

Les principes? on les a reniés pendant cinq ans. Constamment on a déclaré à tout venant que ce qui faisait la supériorité de la République sur la monarchie, c'était surtout d'offrir le plus sûr moyen de refouler les revendications du prolétariat. On a répété sur tous les tons qu'on était républicain, il est vrai, mais qu'on était anti-révolutionnaire. Ce dont on ne pouvait douter dès après juin 1848.

On a réclamé un pouvoir fort pour mâter la démagogie et la pouvoir plus sûrement envoyer pourrir en Calédonie.

En fait de liberté d'association, on a voté la loi supprimant l'*Internationale* ou toute autre organisation de ce genre, grâce à laquelle les travailleurs se pourraient concerter pour s'affranchir.

La liberté de la presse? on l'a foulée aux pieds et on a surtout acclamé la suppression des journaux républicains.

La liberté de conscience? On n'a rien trouvé de mieux pour s'opposer aux menées cléricales, que d'invoquer le Concordat, cette œuvre du premier empire, grâce auquel le catholicisme a pu reconquérir tout ce que la Révolution lui avait enlevé. On a livré l'enseignement tout entier à ce même catholicisme. Ce que n'avaient jamais voulu faire le bourgeois Louis-Philippe ni ses ministres!

Et puis, encore, comment agir?

Le Sénat, cette « grande représentation des communes de France, » dont la majorité se compose de monarchistes avérés, le Sénat n'est-il pas là pour repousser tout essai de mouvement?

Attendons... le moment n'est pas encore venu.—Amadouons nos ennemis, en refusant même de jouer la comédie d'une amnistie que s'empresserait d'ailleurs de refuser la *loyale épée;* continuons de leur livrer une à une ce qui nous reste de garanties et de prérogatives; nous sommes la majorité, c'est vrai; mais prouvons que si nous sommes le nombre, nous sommes aussi la lâcheté par excellence, et... recevons de Mac-Mahon, dans la personne de notre ministre J. Simon, entré au pouvoir par le petit escalier de service,

le plus splendide coup de pied qu'ait jamais reçu dans le derrière un laquais de grande maison!

Telle est en résumé l'histoire de l'opportunisme et de ses brillants résultats!

La morale de cette histoire est facile à tirer. Le parti républicain bourgeois — depuis longtemps séparé de la Révolution — est usé jusqu'à la corde. Dénué de tout principe, de toute conception gouvernementale qui lui soit propre, il n'a de raison d'être que l'appétit de pouvoir et de situations politiques dont, tout comme ses adversaires politiques, ses membres sont affolés, et ce n'est vraiment pas assez.

Uniquement dévoué à ses seuls intérêts, dont il ne voit la satisfaction possible que par le maintien du principe d'autorité en politique, en philosophie et en économie sociale, il s'est montré le plus lâche et le plus féroce ennemi du parti socialiste.

Partisans de la Révolution sociale, qui doit remettre aux mains du travailleur l'instrument de production nécessaire à la sauvegarde de sa dignité et au développement intégral de toutes ses facultés, nous ne pouvons que nous réjouir de voir ainsi le parti républicain donner de lui-même la preuve de son impuissance. Mais si la constatation de plus en plus flagrante de l'incapacité politique des classes dirigeantes — *quelle que soit la forme de gouvernement qu'elles adoptent* — nous est un sujet de joie et d'espérance, il ne faudrait cependant pas en conclure que le prolétariat n'a plus qu'à aller sous les fenêtres du Grand Hôtel, à Paris, pour y acclamer de ses vivats le citoyen Gambetta et ses amis des Gauches, réunies en cour plénière.

Cet homme est l'un des artisans particulièrement responsables de la crise actuelle qui menace la Révolution. L'acclamer ainsi que ceux qui l'ont suivi dans ses honteuses pratiques politiques, serait le dégager de cette responsabilité et s'en rendre solidaire. Il est au contraire grand temps de s'en séparer.

Il faut que le prolétariat rentre en possession de son droit d'initiative. Qu'il ne prenne plus conseil que de lui-même pour combattre la formidable réaction qui s'organise et dont le triomphe, peut ajourner pour de longues années son affranchissement.

Tout progrès vers cet affranchissement, on ne saurait trop le redire, ne peut être que le résultat des efforts personnels et directs de ceux qui y sont intéressés.

Aux travailleurs donc d'aviser. L'avenir de leurs enfants est à cette heure dans leurs mains. Cet avenir dépend absolument de l'attitude qu'ils sauront prendre dans cet instant peut-être suprême.

LA GUERRE D'ORIENT

La guerre qui vient de commencer le même jour en Asie et en Europe, menace d'être, par l'étendue de son champ de carnage, la plus grande de toutes celles qu'a subies l'humanité. Ce n'est pas seulement dans les plaines du Danube et vers les sources de l'Euphrate que s'ébranlent les armées, c'est l'ancien monde presque tout entier qui s'agite.

Les hommes sont en marche et en contremarche, dans l'immense empire russe; de tous les pays musulmans, de l'Arabie, de l'Inde, du fond même de l'Afrique, accourent les défenseurs du croissant, tandis que l'Angleterre, dont les colonies font le tour du monde, se tient partout sur ses gardes et prépare ses bataillons, ses flottes, ses subsides. En présence de la grande lutte, tous les États sentent la terre trembler sous eux: pour tous, il s'agit de l'existence, et que, par calcul ou par faiblesse, ils prennent ou non part à la guerre, leur destinée ne s'en joue pas moins sur l'immense champ de bataille.

En effet, la possession du Danube, celle de Kars et de l'Ararat ne sont qu'un petit détail dans le conflit. Les ambitions en lutte visent à des conquêtes autrement grandes. Quelle sera la future maîtresse du monde? La Russie qui « marche en guerre » ou l'Angleterre qui proclame sa neutralité? Tout est là! Car le rêve de l'Empire universel hante toujours les chefs d'État; plus ils possèdent déjà, plus ils ont la fureur d'acquérir. D'ailleurs, même en bornant leurs désirs, en se limitant au strict nécessaire pour que leurs possessions forment un tout complet, les deux puissances se voient fatalement entraînées à changer la face du monde, par les nécessités de la conquête. La Russie qui s'est annexé déjà la sixième partie de la terre, n'a pourtant pas ce que possédent de tous petits États : de libres issues vers l'Océan. Elle ne commande que des mers souvent obstruées de glaces, comme la mer Blanche et la mer d'Ochotzk, des bassins fermés, comme la mer Caspienne, des Méditerranées en miniature, comme la mer Baltique et la mer Noire, dont la clef est entre les mains de puissances rivales. La Russie est une grande captive; elle se heurte de toutes parts aux barreaux d'une prison. Et puis, ne lui manque-t-il pas de riches colonies étalées au grand soleil du midi? Elle a trop d'arpents de neige, pas assez de ces terres fertiles que les gens du nord regardent toujours avec envie.

Ce n'est pas ce qui manque à l'Angleterre. Elle a ses Indes orientales et ses Indes occidentales, l'Australie et les îles Fidji; elle pénètre maintenant dans l'Afrique équatoriale. Elle possède aussi tous les chemins de la mer; ses navires sont partout; les denrées du monde entier affluent dans ses ports; l'argent regorge de ses banques. Et pourtant, elle aussi a besoin de se compléter comme État: il y a des lacunes dans son domaine immense. De Londres à Calcutta, le chemin n'est pas absolument assuré aux flottes et aux armées de l'Angleterre. Elle peut avoir à craindre une attaque de flanc, si la Russie cesse d'être captive aux bords de sa mer Noire, si elle s'empare du cours supérieur de l'Euphrate ou s'installe dans les forteresses de l'Afghanistan.

Jusqu'à présent tout allait bien pour elle. La Méditerranée appartient à ses flottes, elle y possède les forteresses imprenables de Gibraltar et de Malte; le canal de Suez n'est ouvert aux navires de toutes les nations que s'il lui convient de les laisser passer; elle commande dans la mer Rouge et sur les côtes de l'Arabie; elle s'empare à temps de toutes les bonnes positions commerciales et militaires sur le chemin des Indes; par ses traités, ses missions dites religieuses, elle marche à la conquête de tout l'intérieur de l'Afrique. Du côté du sud, la route est donc assurée; mais c'est au nord que sont les points faibles. Que son client, de Turquie, presque son vassal perde ses forteresses et les passages des Balkans, que la « Sublime Porte » laisse entrer les soldats russes, que les amiraux du tsar arrivent à Salonique pour lancer seulement une barque sur la Méditerranée, alors tout est compromis; l'heure du combat suprême est arrivé pour la Grande-Bretagne.

Tels sont les intérêts en jeu. Ce sont les intérêts du monde entier dans son équilibre politique. La France, l'Espagne et d'autres pays ne peuvent se soustraire momentanément à la lutte que par leur insignifiance relative. L'Allemagne, forte de l'énorme puissance offensive que lui donne son armée, pourrait intervenir, il est vrai, mais son apparition ne serait qu'un interméde, et tôt en tard recommencerait la lutte pour la possession du monde entre la grande puissance continentale et la grande puissance maritime.

En attendant le moment de la décision finale, qu'au point de vue politique ils tardent peut-être trop à prendre, les Anglais se contentent de choisir leur terrain, de pousser les pions du joueur qu'ils favorisent; ils se battent par procuration. Ils voudraient bien faire la guerre sans tirer l'épée, même sans déranger l'équilibre de leur budget. C'est bon pour des Russes à demi-barbares, pensent-ils, de faire tout d'abord entendre

le canon. Eux se réservent pour le moment où les intérêts immédiats de l'Angleterre seront menacés. C'est alors que commencera la grande, la véritable guerre, non pas seulement pour la possession de tel ou tel vaste territoire, mais vraiment pour la domination du monde ancien.

On le voit, jamais guerre aussi grande par ses conséquences politiques n'a encore bouleversé les peuples, et pourtant, si nous nous plaçons sur le seul terrain qui nous convienne, celui de la révolution au nom des droits et des devoirs, tout cela ne mérite que notre parfait mépris. Les immenses massacres, les vols de territoires qui vont se faire, ne sont pas seulement infâmes par l'atrocité des moyens, ils sont aussi méprisables par la pauvreté des résultats d'importance réelle pour l'humanité.

Que les marchandises de l'Orient nous arrivent désormais estampillées en anglais ou en russe ; que les flottes de la Méditerranée hissent le pavillon britannique ou le pavillon moscovite ; que les matelots du Bosphore hurlent « Dieu sauve la reine » ou « Dieu protège le tsar », qu'y aura t-il de nouveau dans la condition intime des peuples? La femme en sera-t-elle plus libre dans sa famille? L'enfant sera-t-il plus respecté ? L'ouvrier sera-t-il moins asservi au capital ? Tous auront-ils leur part entière à la propriété, au bien-être, à l'instruction? Non! rien ne sera changé, si ce n'est un vain décor. Et pour en arriver là, que de scélératesses et de mensonges ! La comédie que viennent de jouer les diplomates est-elle assez ignoble et assez bête en même temps? Cette honteuse farce a-t-elle assez couté !

Sachons donc, nous qui voulons former une société libre de travailleurs, sachons continuer notre bon combat, sans nous occuper de ces guerres entre maîtres poussant les uns contre les autres des bataillons d'esclaves. Notre cause est tout autre. Nous n'avons pas à mentir comme les diplomates ; nous proclamons hautement notre but, qui est précisément la suppression de toute diplomatie, de toute guerre d'État à État, par la destruction de l'État lui-même. Ce ne sont ni les intérêts spéciaux de la France, ni ceux de l'Angleterre ou de la Russie qui nous tiennent à cœur, mais c'est la cause de tous les hommes qui travaillent, de tous ceux que les « classes dirigeantes », maitresses du capital, cherchent à retenir dans l'ignorance et dans la misère.



CORRESPONDANCES

PARIS

Le cléricalisme, ce chancre phagédénique qui s'est propagé chez les peuples latins et qui cause chez eux depuis des siècles des ravages terribles, se montre depuis quelques mois en France plus impudent, plus cynique que jamais. Dans un effort suprême, dans une convulsion désespérée qui sont les avant coureurs de son agonie, les prodromes de sa mort, il tente de ressaisir le pouvoir qui lui échappe, il essaie de courber sous son joug abêtissant, de reployer dans l'abîme méphitique de ses doctrines noires les esprits tendant à s'affranchir et à monter vers la lumière, vers la vérité.

Rien n'a été fait par le spiritualiste Simon pour entraver les manœuvres religieuses, pour enrayer les menées papalines, pour déjouer la conspiration criminelle de la gent ensoutannée ; à ces intrigues il n'a opposé qu'une faiblesse complaisante, qu'une inertie coupable. Devant la recrudescence impunie des manifestations catholiques, le pays s'est ému, et bien malgré elles, nos gauches timorées et conservatrices se sont vues, dès la rentrée de la Chambre, dans la nécessité dure d'interpeller le ministère.

L'interpellation a été formulée d'une manière timide, douce et bénigne par cet échappé des parquets, cet adversaire féroce de l'amnistie qui a nom Leblond. Simon Jules a répondu par une homélie dévotieuse, après quelques paroles vides et ronflantes de M. Gambetta, un insignifiant ordre du jour, accepté par le gouvernement, a été voté à une grande majorité et on est un peu moins avancé qu'auparavant.

Cependant M. le président du conseil ayant reconnu que le clergé avait commis queques petits actes délictueux, vite il a ordonné des poursuites.... contre un journal républicain le *Radical* pour outrage à la religion catholique. Cette façon merveilleuse de mâter le jésuitisme factieux rappelle assez les procédés de Gribouille, et vraiment M. le ministre de l'intérieur n'a pas usurpé sa réputation d'habile politique.

Mais que penser de ces républicains centre-gauchers et opportunistes qui, sentant le besoin de refréner la propagande ultramontaine, se refusent à prendre les seules mesures efficaces et se contentent d'émettre un désir vague et indécis ? Qu'attendre de ces cerveaux mesquins et étroits bourrés de préjugés, fermés à toute idée de progrès, ne sachant ni ne voulant distinguer le vrai du faux, blâmant ce qui est juste, réprouvant ce qui est moral, bourgeois endurcis se disant républicains et conservateurs et ne justifiant que la dernière épithète ? République, ce sont la tes plus dangereux ennemis, car, sous couleur de libéralisme, ils font de la réaction à outrance, ils s'opposent à toute marche en avant, à toute réforme, à toute innovation. Entre les aspirations légitimes de la démocratie socialiste

et la réalisation de ses vœux, il y a l'épaisseur de leur sottise; l'obstacle est formidable, j'en conviens, néanmoins ne nous décourageons pas et nous le renverserons.

Quant à l'extrême gauche vaut-elle mieux? Composée d'hommes ayant la prétention de suivre rigidement les principes, mais les défendant mollement, formalistes ayant la bouche pleine du mot légalité, s'efforçant d'inculquer à la masse le respect indécent des lois épouvantables que nous subissons et que nous devons par tous les moyens chercher à démolir, s'inclinant devant des personnages tels que Louis Blanc, qui aux fautes de 48 a ajouté le crime d'avoir siégé durant la Commune, au milieu des bourreaux de ses électeurs, cette réunion parlementaire ne fera rien de bon, dans une heure critique il n'y aurait pas à compter sur elle.

Heureusement qu'à côté de ces intransigeants platoniques s'en trouvent d'autres, révolutionnaires ceux-là qui, sans être députés, préparent l'avenir, s'appuyant sur le prolétariat toujours oublié, toujours malheureux et dont les revendications ont été jusqu'ici honteusement méconnues. Pendant ces dernières années la classe ouvrière décimée par la guerre étrangère et par la guerre civile, victime éternelle de toutes les réactions, en butte aux haines et aux vengeances affolées de la bourgeoisie victorieuse, terrorisée par une répression implacable, a supporté sans exhaler de plaintes, ses atroces misères, a souffert sans mot dire, découragée qu'elle était par sa nouvelle défaite, affaissée et meurtrie.

Vaincu, le prolétariat s'était remis à sa dure tâche, il retrainait son boulet, mais cette fois-ci parfaitement résigné. Il ne croyait plus à sa force, il commençait à douter du triomphe, il ne vivait plus que pour nourrir ses vainqueurs, ses maîtres. A l'effervescence des derniers jours de l'empire avaient succédé l'indifférence et la torpeur. Maintenant se montrent à nous les symptômes précurseurs du réveil si longtemps attendu. Votre vaillante revue arrive au moment propice: elle se propose de pousser à l'étude raisonnée et approfondie de la question sociale, elle préparera ainsi la lutte dernière qui doit aboutir à l'émancipation des travailleurs.

D.

LYON

Aperçus rétrospectifs

Six ans après la chute de la Révolution sociale communaliste du 18 Mars, où en sommes-nous?

Que sont devenues les nombreuses individualités socialistes, nées la veille de la Révolution de 1870, et qui ont échappé à la terrible répression de Mai 1871?

Qu'est devenu le parti lui-même? Où sont ses actes?

Pourquoi n'en retrouve-t-on de traces nulle part en France?

C'est ce qu'il convient d'examiner.

Nous comprenons que la disparition de cent mille des meilleurs d'entre les nôtres, enlevés brusquement de la capitale par la mort, l'exil ou la transportation, ait pu y faire momentanément le silence, mais nous, les ouvriers de la seconde ville de France, mais les nôtres de tous les

grands centres industriels, mais les travailleurs de la France entière, moins éprouvés que nos frères de Paris, pourquoi ne parlons-nous pas?

C'est que, nous ne craignons pas de l'avouer franchement, il n'existe, à proprement parler, plus d'organisation socialiste en France.

Nous allons expliquer notre pensée et pour cela retracer rapidement les causes qui ont précédé et produit notre effacement.

Surpris par le 4 Septembre et heureusement exclus du nouveau pouvoir, les socialistes se posèrent dès le premier jour, à Paris, en adversaires du gouvernement bourgeois qui venait de naître. Restés ainsi intacts dans leur organisation, ils pouvaient, dès le 31 octobre suivant, donner à présager qu'il faudrait bientôt compter avec eux et qu'ils ne laisseraient pas escamoter si facilement la Révolution sociale.

Il n'en fut malheureusement pas de même en province, où le mouvement qui venait de se produire trouva du premier coup, placés à sa tête, un certain nombre des nôtres. Dès lors, le parti socialiste était entamé, car ceux qui furent élevés au pouvoir subirent l'impulsion venue du gouvernement et furent insensiblement amenés à résister à leurs amis de la veille.

Bientôt irrémédiablement perdus dans l'esprit de leurs anciens amis politiques, ils ne songèrent plus qu'à se maintenir dans la position où les avaient placés les hasards d'un revirement gouvernemental. C'en était fait, ils devinrent les dociles agents du pouvoir central.

On les retrouve même un peu plus tard faisant cause commune avec ce qu'on a coutume d'appeler les autorités légales, pour faire avorter les mouvements en faveur de la Commune de Paris (1).

On peut bien dire que les échecs que subirent ces mouvements, partout où ils se produisirent, joints à la perturbation causée dans le parti par les volte-face que nous venons de signaler, furent les causes primordiales et principales de la désorganisation du parti socialiste en province, et elle ne tarda pas d'ailleurs à se compléter par l'action d'une quantité de nouvelles lois répressives et d'incessantes persécutions.

D'autres faits de conséquence au moins aussi graves allaient se produire.

Jetés en bas du pouvoir par le 24 Mai, les libéraux se posèrent de suite en victimes de la réaction. Cette attitude leur conquit aisément une certaine autorité sur les masses ouvrières, alors sans direction d'idées, ce dont ils surent admirablement profiter. C'est de ce moment que date cette alliance désastreuse du prolétariat et de la bourgeoisie libérale française.

Absorbé, dirigé, habilement circonscrit par elle dans ses moindres actes, le prolétariat ne vit plus dès ce moment que par les yeux de ses députés à l'Assemblée de Versailles, dont il s'occupe de suivre, au jour le jour, les ergotages parlementaires.

Cette influence de l'esprit bourgeois n'a cessé de se révéler depuis dans les moindres manifestations du mouvement ouvrier.

Nous aurons lieu d'examiner dans de prochaines correspondances pourquoi les chambres syndicales aussi bien que les Congrès ouvriers ne pourront rien produire tant qu'ils resteront dans la voie où ils sont entrés.

Nous établirons pourquoi le mouvement ouvrier qui a suivi la Commune n'a rien produit ni comme étude sérieuse ni comme organisation sociale.

---

(1) La plupart de ces traîtres au parti socialiste forment aujourd'hui en province l'avant-garde du parti des *opportunistes* dont Gambetta est le chef.

Profitant de l'expérience passée, nous essaierons de faire comprendre pourquoi il n'y a rien à attendre des prétendus républicains d'en haut, qu'ils s'appellent *opportunistes* ou *intransigeants*. Les premiers sont toujours prêts à toutes les concessions, à tous les atermoiements et parfois à toutes les réactions. Les seconds sont des anciennes perruques qui essaient de remettre à la mode le programme politique des vieilles idées jacobines de 1848. Mais ne l'oublions pas, les uns et les autres sont avant tout des fils de la bourgeoisie qui bénéficient des priviléges sociaux existants, et qui, à ce titre, ont des intérêts diamétralement opposés à ceux des travailleurs.

Nous n'avons que faire de tous ces charlatans politiques.

Reprenant la première devise de la grande Internationale, nous croyons que l'*émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*.

C'est donc à eux que nous faisons appel, à ceux surtout de la nouvelle génération, à ceux qui, n'ayant rien commis des impardonnables faiblesses qui ont amené la décadence du parti révolutionnaire en France, peuvent se retrouver demain, sans compromissions antérieures génantes, sans arrière-pensée, unis et organisés s'ils le veulent, prêts à conquérir à la première occasion les droits imprescriptibles du Travail.

Nous avons dit en quelques mots où en était la France des prolétaires à cette heure, nous dirons bientôt ce qu'elle doit faire, selon nous, si elle veut redevenir l'espoir de la Révolution. B.

VERVIERS

Notre pays est très agité en ce moment. Depuis le Congrès ouvrier qui s'est tenu récemment à Gand, deux lignes de conduite se sont fait jour : l'une, consistant à se mêler parfois aux questions politiques, afin d'obtenir quelques bribes de liberté permettant aux socialistes une plus solide organisation ; l'autre, croyant devoir rester en dehors de toute agitation politique.

Il convenait de laisser à chaque fraction du parti ouvrier belge sa manière de voir et sa liberté d'action : ainsi, du reste, en avait décidé le Congrès.

Cette résolution était la plus sage qu'il pût prendre ; malheureusement les provinces flamandes ne l'ont pas compris ainsi, car nous avons vu *le Werker* d'Anvers faire aux sociétés flamandes, pour se réunir en congrès, un appel qui semblait vouloir refuser le concours des sociétés wallonnes comme n'ayant pas une même opinion quant à la forme. Espérons que nos compagnons flamands reviendront à d'autres sentiments et qu'ils comprendront enfin que notre force doit résider surtout dans notre unité d'action.

Suivant la décision prise au Congrès de Gand, toutes les sociétés ouvrières belges sont de nouveau convoquées à un Congrès qui aura lieu au mois de juin prochain à Bruxelles.

Ce qui préoccupe beaucoup en ce moment la presse belge de toutes les couleurs, c'est la récente nomination de M. Paul Janson, ex-membre de l'Internationale, à la Chambre des représentants.

Je me garderais bien d'en parler, s'il ne se trouvait un trop grand nombre d'ouvriers qui se laissent prendre à ces machinations politiques. Et pourtant quelle terreur cette élection n'a-t-elle pas jetée dans le camp clérical et même chez nos vieux libéraux !

M. Janson a été socialiste et, d'après une déclaration par lui faite, il prétend l'être encore, tout en admettant le programme libéral, chose qui lui était nécessaire s'il voulait avoir sa place au parlement, car nos censitaires ne sont pas précisément disposés à y envoyer des socialistes, et leurs journaux l'avouent quand ils disent que : « ce n'est pas le Janson socialiste, mais le Janson libéral » qu'ils ont élu. Voilà comment M. Janson, après avoir à plusieurs reprises fait la guerre au roi, condamné la Constitution, vient de faire à l'un et à l'autre SERMENT de FIDÉLITÉ.

Le passé ne nous a-t-il pas encore donné assez de ces exemples ? Faudra-t-il attendre que l'avenir nous prouve que M. Janson, même en admettant qu'il reste socialiste, ne pourra rien faire pour parer à la triste situation de la classe laborieuse, quoiqu'il siége au Parlement ? G.

BERLIN

Dans les quelques lignes qui suivent, nous voulons porter à la connaissance de nos compagnons de langue française différentes observations sur l'Allemagne, lesquelles sont en partie de nature à nous donner de joyeuses espérances, mais qui, pour d'autres aussi, sont d'une nature affligeante.

L'organisation ouvrière allemande s'est tenue jusqu'ici sur le terrain purement légal. Les meneurs du parti ne manquent pas de dire aux travailleurs que ce n'est que par ce moyen qu'ils pourront atténuer le mal dont ils souffrent et amener la masse à la connaissance de la situation qui leur est faite par les classes exploitantes. Ces mêmes meneurs reconnaissent pourtant aussi que notre seul moyen pratique sera en définitive l'appel aux armes et l'emploi de la force.

Mais depuis que les ouvriers voient que leur situation ne fait qu'empirer et que la corde qu'ils ont autour du cou se resserre toujours davantage ; depuis qu'ils voient aussi que les tentatives révolutionnaires de compagnons socialistes dans d'autres pays, par exemple en Russie et en Italie, sont reniées et calomniées par les meneurs actuels de l'organisation ouvrière allemande, beaucoup d'ouvriers allemands du parti, qui sont réellement révolutionnaires, commencent à arriver à la conviction qu'avec la propagande légale *il n'y a rien à gagner*, mais *beaucoup à perdre* pour les travailleurs.

Aussi engageons-nous les ouvriers français à ne pas nous imiter et à ne pas renouveler les fautes que nous avons commises en nous plaçant sur le terrain de la propagande légale, car aussitôt qu'ils auront nommé quelques députés parmi les ouvriers, leurs compagnons, aussitôt ces ouvriers, corrompus par la pourriture bourgeoise, avec laquelle ils ne pourront

faire autrement que de se commettre, s'habituant peu à peu à la vie bourgeoise, seront eux et leur entourage perdus pour leur parti.

Ces gens oublieront combien les souffrances de l'ouvrier sont grandes, et combien son impatience de les voir cesser est grande aussi, ils croiront toujours que le temps n'est pas arrivé encore d'agir, et ce temps s'éloignera toujours davantage. Mais nous, ouvriers, nous savons très bien que le moment est arrivé et que nous sommes capables de tenter notre émancipation, car maintenant plus que jamais la misère est grande et le mécontentement général.

Si les députés et écrivains du parti ouvrier allemand ne prennent pas une autre attitude, et il est probable qu'ils ne la modifieront pas, comme notre organisation a déjà attiré à elle beaucoup d'éléments bourgeois, ils pourront voir bientôt que les ouvriers révolutionnaires allemands iront seuls leur chemin, laissant leurs meneurs dépenser tranquillement leur pension.

Aussi il y a en Allemagne beaucoup d'ouvriers du parti qui sont anarchistes, mais pour ceux-là, dans tous les cas, il y en a encore un certain nombre qui ne sont pas bien conscients de la valeur du principe, parce que dans les journaux et les brochures allemandes, on ne leur parle toujours seulement que d'une sorte d'*État ouvrier* (Volkstaat) avec organisation centralisée. Mais ces ouvriers savent déjà que gouvernement et liberté sont deux mots qui ne peuvent aller ensemble.

Il serait peut-être bon de développer, spécialement pour eux le principe anarchiste dans une brochure en langue allemande.

Cette brochure serait d'autant plus utile que, déjà dans notre parti, un grand nombre d'entre nous comprennent que, malgré toutes les apparences, c'est la bourgeoisie qui donne la note que suit la direction centrale de notre organisation.

Salut révolutionnaire. X.

LEIPZIG

Compagnons,

Je commence ma correspondance par un salut fraternel à vous tous et par un souhait de longue vie à votre entreprise, qui doit être à mes yeux un nouveau jalon dans le mouvement du prolétariat français.

C'est avec le plus grand plaisir que j'accepte la proposition que vous me faites de renseigner vos lecteurs sur la direction des idées, sur les actes, sur la propagande, sur les mille formes de l'activité du parti démocratique socialiste en Allemagne. Les travailleurs de chaque pays sont intéressés à connaître les voies et moyens employés par leurs compagnons des pays voisins pour arriver à leur émancipation. C'est seulement par cette étude mutuelle que les travailleurs s'épargneront bien des fautes périlleuses et bien des efforts très coûteux dépensés en pure perte.

J'ai devant moi une collection entière du journal *le Vorwærts*, organe

central du parti socialiste démocratique allemand, et je n'ai qu'à y puiser pour y découvrir une série de faits contradictoires. Ainsi, un grand nombre de ces faits prouvent le degré du développement de la conscience de classe des ouvriers opposé aux autres classes, de leur dignité, de leur énergie, de leur persévérance dans leur lutte contre le capital et l'Etat actuel. D'un autre côté, nous pouvons remarquer que les travailleurs allemands ne sont pas encore libres du culte des personnalités, de la croyance aveugle en leurs meneurs. Si vous êtes frappé autant que réjoui du nombre considérable des membres du parti, de leur activité et des résultats produits, vous êtes en même temps forcé de reconnaître que le fait de la concentration dans quelques mains, de toutes ces forces organisées, est un obstacle des plus sérieux au développement de la conscience révolutionnaire des travailleurs allemands.

Bien que les socialistes allemands ne soient pas encore émancipés des idées rétrogrades sur l'organisation de l'Etat comme moyen d'accomplissement de la Révolution sociale ; néanmoins, depuis quelques années, ils se sont placés au point de vue révolutionnaire vis-à-vis de *l'Etat actuel.* De toutes leurs forces ils ont tenté de prouver aux travailleurs que dans *l'Etat actuel*, toutes les améliorations économiques sont impossibles, qu'en conséquence point n'est la peine de faire des pétitions, de solliciter des réformes, et, en effet, ni au Reichstag, ni en dehors du Reichstag, les meilleurs meneurs du parti socialiste n'ont fait d'agitation au profit des réformes en question ; ils se sont, au contraire, et au parlement et ailleurs, montrés dédaigneux des améliorations de détail. En un mot, ils se sont tenus avec une dignité toute révolutionnaire.

Les élections ont été pour eux un moyen de faire connaître le nombre des ennemis de l'ordre social actuel, et le Reichstag une tribune d'où, de temps en temps, ils pouvaient impunément jeter dans les masses populaires des idées et des aperçus sur les moyens d'émancipation du prolétariat, idées et aperçus qu'il eut été impossible de produire dans les réunions populaires.

Mais dans ces derniers temps, il y a eu une espèce de volte-face. On a vu des députés socialistes entrer en pourparlers avec la majorité réactionnaire du parlement à propos de quelques paragraphes d'une loi dont l'ensemble était parfaitement réactionnaire. Leur tactique, révolutionnaire jusqu'alors, se trouve donc changée en tactique d'attermoiements. Nous en avons une preuve récente dans ce fait qu'ayant besoin de quinze signatures pour présenter deux projets de lois, l'un sur les rapports entre patrons et ouvriers, l'autre sur la protection de la liberté électorale, les députés socialistes se sont réunis pour le premier projet avec les ultramontains, et pour le second avec les radicaux. Ainsi ces hommes qui considéraient comme une trahison toute compromission avec un parti politique bourgeois quelconque, n'ont pas hésité à faire cette brèche aux principes.

Auparavant ils auraient regardé comme une honte une approbation quelconque de la bourgeoisie. Maintenant, leur journal, *le Vorwærts*, ramasse avec orgueil tous les articles favorables qui traînent dans les journaux réactionnaires de toute nuance à propos de ce projet de loi *sur le travail dans les fabriques.* Ils sont bien contents que ce projet soit *si modéré et si pratique.* Notons encore que, dans quelques endroits, les socialistes s'unissent aux radicaux pour l'élection du candidat radical, qui, sans aucun doute, n'a pas propagé la destruction de *l'Etat actuel* et la nécessité de la Révolution sociale. Le brillant résultat que leur a valu cette attitude, c'est que les deux députés radicaux élus avec le concours des socialistes

se sont refusés à mettre leurs signatures au bas de ce fameux projet de loi pendant *si modéré et si pratique*!

C'est ainsi que ces hommes oublient déjà le programme du parti socialiste qui porte que « tous les autres partis, le parti radical compris, ne « forment *qu'une masse réactionnaire par rapport au parti des travail- « leurs.* »

Ce qu'il y a de pire, c'est que, grâce au système d'organisation centralisée du parti, il s'est constitué une sorte d'aristocratie bureaucratique qui, de jour en jour, devient une sérieuse entrave au développement révolutionnaire des ouvriers allemands. Cette aristocratie bureaucratique est composée des rédacteurs de la presse socialiste, des agitateurs et des administrateurs de l'organisation. Tous ces gens, qui vivent au dépens des ouvriers, sans vivre de leur vie, ont perdu peu à peu l'instinct révolutionnaire, et on remarque chez eux une espèce de répulsion pour tout ce qui sort de la masse plus énergique et plus vivace et qui pourrait donner une autre impulsion au mouvement organisé. Je ne veux pas dire par là cependant qu'ils ne soient pas toujours dévoués à la cause du peuple, mais, à cause du milieu où ils se trouvent, ils ne s'aperçoivent pas eux-mêmes combien de jour en jour ils s'éloignent du mouvement et se mettent dans l'impossibilité de comprendre les intérêts du prolétariat.

Telle est mon opinion sur la propagande qui se fait en ce moment, et bien que je la considère comme défavorable à la Révolution, elle est à ce point socialiste que la bourgeoisie et l'État ne cessent d'imaginer des moyens répressifs pour la restreindre et l'empêcher dans toutes ses manifestations, qu'elles aient lieu par la plume et par la parole. On jette les socialistes dans les cachots, on les condamne à la prison et à l'amende. Si les mois de prison pleuvent sur les agitateurs et les amendes sur le prolétariat, tout cela prouve suffisamment la solidarité de celui-ci avec ceux-là pour combattre leurs oppresseurs.

C'est ainsi que des milliers de francs sont dépensés par les ouvriers pour secourir les familles des prisonniers, pour le paiement des frais judiciaires et des amendes, et combien de prolétaires perdent leur dernier morceau de pain pour leurs convictions socialistes.

Un seul fabricant, Krupp, — pour ne citer qu'un seul exemple, — a chassé de sa fabrique cent vingt-six ouvriers, et tous les jours des ouvriers subissent le même sort parce qu'ils ne veulent pas entrer dans les sociétés de secours organisées par leurs patrons pour les assujettir encore davantage.

Les ouvriers, indignés de perdre le dernier lambeau de liberté qui leur reste, se mettent énergiquement à l'organisation de leurs forces pour la grande lutte de l'avenir.

Sous peu de temps auront lieu plusieurs Congrès corporatifs, bien que les capitalistes et l'État mettent tout en œuvre pour les empêcher.

Pour terminer j'ajouterai que le prolétariat allemand ne croit heureusement pas qu'on puisse aboutir à quelque chose de sérieux par l'organisation des corps de métiers dans le milieu économique actuel. Ils sont pénétrés de cette idée que l'amélioration de leur sort ne sera possible que dans une société organisée sur les bases de la propriété collective.

Espérons que bientôt ils seront délivrés de l'influence de leurs chefs, et que les idées anarchistes arriveront à se faire jour en Allemagne.

Salut révolutionnaire. S.

LES PAYSANS RUSSO-UKRAÏNIENS

sous les libéraux hongrois

Pendant de longues années, le public européen a applaudi aux tendances libérales de l'aristocratie hongroise, à ses luttes tantôt révolutionnaires, tantôt parlementaires et diplomatiques contre l'absolutisme des Habsbourg, enfin à son triomphe complet, par ce qu'on appelle *le dualisme austro-hongrois,* autrement dit la reconnaissance de la nationalité hongroise dans l'empire.

Longtemps aussi, l'aristocratie hongroise ou magyare s'est vantée de sa *constitution* plus ancienne que celle de l'Angleterre, et la presse libérale de l'Europe, peu au courant de toutes ces choses, n'a pas manqué de répéter ces déclamations enthousiastes *).

Parfois cependant, ce concert libéral a été troublé par quelque cri de souffrance jeté dans les obscures colonnes de quelque journal serbe ou tchèque, ou bien sorti de la bouche de quelque membre du parlement, soit à Vienne, soit à Pesth. Mais ces voix isolées ont toujours été étouffées sous les fanfares retentissantes des Magyars, auxquelles venaient se joindre les applaudissements de l'Europe libérale.

Le petit nombre de ceux qui se donnaient un peu la peine de réfléchir sur les motifs de ces protestations se satisfaisaient à peu de frais par les réponses invariables que leur faisaient les libéraux magyars: Ceux qui protestaient n'étaient que les échos du servilisme et de l'absolutisme, soit autrichien, soit russe, les instruments dociles des intrigues du *panslavisme moscovite.* Méthode facile et commode, et dont le libéralisme européen s'accomodait sans effort, croyant à tort ou à raison trouver dans la Hongrie, une sorte d'*avant garde de la liberté de l'Europe,* un rempart contre l'envahissement du tsarisme, ou du . . . . . nihilisme cosaque!

Il faut avouer aussi que les protestations des chefs des partis de l'opposition en Hongrie étaient, sauf de très rares exceptions, organisées de telle sorte que le triomphe magyar-libéral était assuré d'avance. Il est également vrai de dire que malheureusement chefs des partis

*) Voir parmi les publications les plus récentes *l'Histoire générale des Hongrois* par M. Sayous et ses articles dans la *Revue des Deux-Mondes.*

slaves, avaient une confiance aveugle dans l'absolutisme autrichien et les rêves de concours de la Russie officielle, et pourtant combien peu ces rêves étaient justifiés par la politique du gouvernement russe et par l'action trop insignifiante et trop maladroitement dirigée des comités slaves enx mêmes. Et, ce qui est encore plus regrettable, les protestations de l'opposition slave en Hongrie comme en Autriche ne sont en général nullement appuyées sur une critique sérieuse de l'état social des populations slaves, ni surtout sur la connaissance de la force active qui tend à faire entrer en scène les masses populaires elles-mêmes pour constituer ainsi une opposition sociale autant que nationale.

C'est une double faute d'autant plus que les *masses slaves* en Hongrie et on peut en dire de même pour l'Autriche en général, à l'exception de la Galicie occidentale ou polonaise, forment pour la plupart, les *nationalités opprimées* et en même temps les *classes sociales des travailleurs*: paysans et ouvriers. Aussi le mouvement national pourrait-il être en plein accord avec le mouvement cosmopolite des travailleurs des autres pays.

Les populations slaves en Hongrie même, d'après les statistiques magyares, forment le tiers de toute la population de la couronne de St-Étienne. Le gouvernement hongrois compte d'après le recensement de 1870 dans toutes les terres de la couronne (Hongrie proprement dite, Transylvanie, Fium et son district, Croatie avec la Slavonie, les Confins Militaires) 15,417, 327 habitants que le docteur Konek répartit de la façon suivante: *)

Magyars	6,176,612 =	40.1 %
Roumains. . . .	2,608,120 =	16.9 %
Allemands . . .	1,898,202 =	12.5 %
Serbo-Croates . .	2,380,985 =	15.5 %
Slovaques. . . .	1,835,334 =	11.9 %
Russo-Ukraïniens	469,420 =	3 %
Divers.	48,794 =	

Certes, ces nationalités ne vivent pas pêle-mêle. Chacune a son district où elle a la prédominance numérique et où il n'y a que des Magyars formant l'aristocratie et des employés de l'État, ces derniers même pour la plupart descendant aussi des races non-magyares et ne professant le patriotisme magyar qu'en vue de leur carrière bureaucratique. Or, dans toutes les parties de l'État magyar, à l'exception du centre, le pays situé entre le Danube et la Tisza et les districts adjacents, les populations subissent une double oppression sociale et nationale de la part des Magyars et des renégats de toutes sortes.

*) Schwieckr. Statistik des Kœnigreiches Ungarn. Stuttgart. 1877, pages 80 et 399.

La Constitution, assez libérale pour la classe dominante, ne garantit nullement les nationalités soumises: la brusque confiscation des biens de la « *Matiza* » slovaque (société littéraire éditrice) et de deux gymnases (académies) slovaques, qui étaient soutenus avec des fonds obtenus par des collectes privées, en est la preuve indiscutable, non moins que l'arrestation du chef du parti serbe, Milititch, exécutée avec un sans gêne digne du régime absolu des employés russes contre lequel les Magyars ne cessent de déclamer.

Mais l'État libéral magyar se montrera encore plus ressemblant à « *un sépulcre blanchi* » si nous jetons un coup d'œil sur l'état social des masses et surtout des masses non-magyares.

Pour un socialiste, l'État magyar est d'autant plus intéressant à observer qu'on y peut étudier comment les relations sociales se compliquent par des relations nationales, comment les lois du développement de la vie économique qui ont amené dans tous les États de l'Europe moderne la soumission des classes travailleuses à l'aristocratie propriétaire ou capitaliste, se tournent d'une manière plus accablante contre les travailleurs là où une nation par droit de conquête s'est placée sur les épaules d'autres nations et forme dans son entier et par toutes ses classes une sorte d'aristocratie.

Ce spectacle digne d'attention pour les théoriciens comme pour les praticiens du socialisme se présente surtout dans l'Europe centrale, où se rencontrent les races germanique, slave, magyare, turque, Grecque. Un observateur dont l'esprit n'est habitué qu'à la vue du mouvement socialiste dans les grands centres industriels, aux masses ouvriéres considérables, aux agrégats de travailleurs d'une même nationalité (française, anglaise, allemande, etc.) sera étonné en pénétrant tout d'un coup du *socialisme des immense cités et des grandes fabriques* dans le *socialisme rustique* des pays orientaux. S'il veut en saisir la philosophie, il devra être d'autant plus fortement préparé à ce spectacle, tout nouveau pour lui, de luttes sociales absolument inconnues en Occident, qu'elles sont encore compliquées de diverses relations nationales.

Nous pensons que les socialistes de l'Occident ne pourront que profiter de l'étude des phénomènes de la lutte séculaire à la fois nationale et sociale qui se produit dans l'Orient de l'Europe.

Le caractère de ces pays, peuplés principalement d'agriculteurs, présente un intérêt tout spécial à l'étude. Un mouvement géographique de nationalités se ruant les unes sur les autres, n'arrivant jamais à s'absorber, à s'unir, gardant chacune son caractère propre, et se livrant à des envahissements, par suite desquels le peuple soumis forme les couches inférieures de la hiérarchie politico-sociale telle est la situation. C'est ainsi que les Allemands dominent sur les Polonais, les Tchéques, les Lettes; c'est ainsi que les Polonais dominent sur les Russo-ukraïniens; c'est ainsi que les Grand-Russiens dominent sur les races Finnoises. C'est le tableau qui se présente aux socialistes de l'Occident.

En tournant leurs regards sur leur propre pays, les socialistes de l'Occident verront des masses agricoles, restant etrangères au mouve-

ment socialiste et composées de races non-assimilées, comme les Provençaux, les Basques, les Bretons, les Irlandais, les Flamands etc. — L'analogie est frappante.

Ce n'est qu'après de pareilles études que se formera le vrai cosmopolitisme, aux vues larges et générales. Ce cosmopolitisme ne se donnera pas la tâche impossible de détruire les nationalités, ce qui, dans la pratique, n'aboutit qu'à l'asservissement des nationalités conquises par les nationalités conquérantes, et à la constitution de classes privilégiées et de classes sujettes. Non, mais par le relèvement des masses populaires, il attirera à lui, les nationalités diverses — produit de la nature — dans une fédération internationale libre et égalitaire basée sur l'autonomie de l'individu et la fédération des Communes libres.

Michel Dragomanow.

(A suivre).



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Histoire de la Commune de 1871 PAR *Lissagaray.*

BRUXELLES.—LIBRAIRIE CONTEMPORAINE DE HENRI KISTEMAECKERS, BOULEVARD DU NORD, 60.

Voici au moins un historien de la Commune qui ne remonte pas au déluge. Son travail — d'un peu plus de cinq cents pages avec appendice — plein d'entrain et de mouvement, tient entre ses deux dates: 9 août 1870, 29 Mai 1871. Les derniers chapitres, complément naturel et indispensable du récit, sont consacrés, aux arrestations, aux exécutions sommaires, aux procés devant les Conseils de guerre, enfin à la Nouvelle-Calédonie et à l'exil.

J'aime bien cette façon preste et vive d'écrire l'histoire, à une condition cependant: c'est qu'en entrant ainsi de plain-pied dans les événements qu'il veut raconter, l'historien me fasse saisir immédiatement le lien intime qui les rattache aux événements passés, me mette, en un mot, au courant de leur filiation.

La Commune est-elle un accident ou bien est-elle la légitime et fatale résultante d'une série de faits antérieurs? Est-elle une simple émeute, une explosion, ou bien une révolution politique et sociale? Paris, Lyon, Marseille, Narbonne, Limoges, Toulouse, Saint-Étienne, le Creuzot etc. etc. levant à quelques jours d'intervalle le drapeau

rouge contre l'assemblée introuvable, qui, de Bordeaux, venait de transporter à Versailles le drapeau tricolore de l'Empire, toutes ces grandes villes, tous ces grands centres industriels, ont-ils sacrifié à une simple fantaisie de bruit et de mouvement, ou bien à un besoin profond de vérité, de justice, de rénovation ?

Telles sont les réflexions qui viennent à l'esprit, lorsqu'on a fermé le livre du citoyen Lissagaray et qu'on n'est plus sous le charme de ces pages vibrantes et colorées dont nous avions déjà eu un avant-goût dans les «*Huit journées de Mai derrière les barricades*».

Suivant nous, en effet, la Commune n'est compéhensible que tout autant qu'elle est éclairée, expliquée par le récit des faits qui l'ont engendrée: Juin, Décembre, le réveil des derniéres années de l'empire; non un récit par le menu, mais l'ensemble des faits, leur force d'impulsion, leur action inévitable sur ce qui va suivre, toutes choses qui constituent la trame même de l'histoire du prolétariat à notre époque.

C'est à peine si le citoyen Lissagaray effleure ces divers points. Ce qui semble le préoccuper surtout, c'est de savoir quel jour et à quelle heure la gauche du Corps Législatif, cédant enfin à l'impatience du peuple de Paris, voudra bien prononcer la déchéance de l'Empire.

L'historien ne nous semble pas tenir non plus un compte suffisant des trois journées du siège de Paris : 8 Octobre, 31 Octobre, 22 Janvier. Lissagaray me répondra qu'on ne peut se trouver en même temps à Paris et au Camp de Toulouse. Sans aucun doute. Mais il avouera aussi que ces trois journées, celle du 31 Octobre surtout, où le prolétariat fut pendant quelques heures maître de la situation, éclairent d'une singulière lueur la révolution du 18 Mars, et qu'il n'est pas inutile de s'être trouvé à Paris pour parler d'une façon claire, nette et précise de ces jours tourmentés. Thiers a bien mis le feu aux poudres avec son expédition de nuit sur Montmartre, mais l'explosion n'eut pas eu lieu, si Paris, de longue main, n'eut été prêt, bien que son contingent révolutionnaire eut été désorganisé par le siège. La trainée ne se fut pas étendue jusqu'à la province, si le milieu n'eut pas été favorable. Nous n'insistons là dessus que parce que le nouvel historien de la Commune, sans le vouloir sans doute, nous parait faire passer trop souvent en première ligne les causes occasionnelles qui ont déterminé les événements, au mépris des causes réelles qui les ont engendrés.

A nos yeux, la partie la mieux traitée de l'ouvrage est celle qui a trait au Comité Central. Ici l'auteur a vu de ses yeux, et certes nul révolutionnaire ne manquera de souscrire aux éloges décernés par lui à ce groupe d'hommes, presque tous inconnus, qui réussirent à faire baisser pavillon à Versailles par la dignité de leur attitude et la fermeté de leurs actes. On peut lui reprocher la non-occupation du Mont-Valérien; mais le prolétariat non seulement parisien mais universel gardera du Comité Central un impérissable souvenir, car, pendant huit jours il fut le fidèle gardien de la Révolution.

La Commune commit la lourde faute de décréter et de légiférer, d'être un gouvernement enfin, du reste fort mal obéi; sa double origine révolutionnaire et légale entrava toujours ses résolutions, marqua

tous ses actes d'un cachet de faiblesse et d'indécision. La Commune, à cause de cette double origine, ne fut jamais libre. Electeurs et élus furent tous, à notre avis, responsables de cette inextricable situation. Paris fut absolument rendu à lui même — car il ne fut jamais plus libre — songea-t-il seulement à dénoncer cette situation, à la trancher par un acte ou par une protestation; un individu, un groupe même en eut-il l'intention? Les faits répondent: Non. Nul ne sait ce qui fut arrivé plus tard, si la Commune eut prolongé son existence.

Pourquoi alors, citoyen Lissagaray, choisir quelques hommes comme boucs émissaires de notre défaite?

Cette façon de voir et de juger tient plus du pamphlet que de l'histoire. Ce que je vois dans ce terrible mouvement de la Commune ce ne sont pas les individus, c'est la masse entière du peuple. Par suite, les responsabilités portent plus haut et vont plus loin.

Pour nous résumer, le citoyen Lissagaray, suivant nous, a cédé un peu trop à ce penchant, très humain d'ailleurs, qui consiste à juger plutôt les hommes que les choses. La tâche est assurément plus aisée et plus facile; mais la vérité et la justice ne peuvent qu'y perdre. Que sont, en effet, quelques personnalités à côté de la gravité et de l'immensité du probléme soulevé par la révolution prolétarienne du 18 Mars? **T.**

Nous recevons du citoyen Arthur Arnould la lettre suivante:

20 Floréal, an 85.

Chers Citoyens,

Oui, mille fois oui, je suis des vôtres, de cœur et de plume.

J'ai lu le programme du « TRAVAILLEUR ». — Ce programme est le mien, les principes qu'il affirme avec tant de netteté sont ceux que j'essaie, — en y mettant les précautions et les tempéraments nécessaires, — de propager . . . . . ailleurs et jusque sous la férule des vainqueurs.

Certes, vous pouvez compter sur mon concours à cette œuvre utile de propagande socialiste-révolutionnaire.

C'est la nécessité seule de terminer à heure fixe un travail commandé qui m'a empéché de vous donner un article pour le premier numéro, mais cet empèchement accidentel ne se reproduira pas.

Excusez-moi donc pour cette fois, et comptez sur moi pour l'avenir.

Salut et Solidarité.

Arthur Arnould.

TRIBUNE LIBRE

Souscription permanente, ouverte à Londres, pour les condamnés politiques à la Nouvelle Calédonie.

Révolutionnaires Socialistes,

Sur un sol incultivable, dans un climat meurtrier, sans vêtements, sans souliers, sans instruments de travail, à cinq mille lieues de leur pays natal, séparés de tout ce qui leur est cher, femmes, enfants, amis, éloignés de tout ce qui peut faire vivre et espérer, des milliers des vôtres expient dans une lente agonie, le crime d'avoir pendant dix semaines tenu en échec dans Paris toutes les forces réactives réunies, après avoir, pendant cinq mois de misère et d'abnégation, lutté pour contraindre le gouvernement à organiser la défense contre l'invasion étrangère.

Pas une voix ne s'est élevée en leur faveur dans cette Chambre, qui continue à traîner la France dans l'ornière creusée par l'*Assemblée des ruraux*, et qui conduit la République à une mort certaine; pas un de ceux nommés avec mission de demander l'amnistie, non comme une aumône, mais de faire reconnaître que, ceux-là seuls qui avaient fait de leurs corps un rempart contre les exploiteurs de toutes sortes, avaient fait leur devoir, en proclamant une fois de plus que le producteur a seul le droit de dicter des lois puisque seul il donne la vie à l'humanité entière; aucun des mandataires ne l'a fait, c'est donc au peuple à le proclamer.

Déjà des témoignages de sympathie ont été adressés aux vaincus de la *Commune;* Paris, Marseille, Lyon, Cette, Montpellier et diverses autres villes, ont par des banquets et das réunions, tenus le *Dix-huit Mars,* affirmé que l'heure de la revendication était proche.

Mais en attendant la justification ces hommes souffrent, il faut les secourir jusqu'au jour de la liberté.

Des comités de secours aux familles des détenus, ont bien été formés à Paris, par des députés, ou élèves députés ou sénateurs; on a su se préparer des candidatures sous le voile de la bienfaisance; mais aucun d'eux n'a songé aux véritables victimes, à ceux qui sont dans les mains de la chiourme bonapartiste et cléricale, tout ce qu'ils ont pu faire a été de demander le pardon pour ceux dont ils ont félicité les vainqueurs pendant que le sang des travailleurs coulait encore chaud dans les rues de Paris.

C'est donc aux ouvriers toujours debout et toujours prêts à se faire tuer pour affirmer l'idée révolutionnaire socialiste que nous adressons cet appel.

Depuis trois ans les réfugiés de la Commune à Londres ont organisé une souscription permanente pour les *déportés à la Nouvelle Calédonie,* ils ont jusqu'ici avec l'aide des réfugiés en Belgique, en Suisse, en Amérique, recueilli une somme d'environ six mille francs. Une partie de cette somme a été envoyée à nos amis détenus, et d'autres sommes seront expédiées d'ici peu ; mais les ressources des proscrits sont restreintes et les besoins des prisonniers de plus en plus grands.

Unissez-vous à nous, formez des comités, organisez des groupes de versements réguliers, et la commission de Londres se chargera des envois.

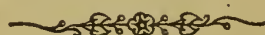
Nous sommes convaincus que vous répondrez à notre appel, nous sommes sûrs que vous ne resterez pas sourds aux plaintes qui s'échappent des pénitenciers de Nouméa, car on ne s'est jamais adressé en vain à ceux qui ont inscrits sur leur drapeau :

Liberté, Justice.

La commission :

J. Joffrin, 60, Hartland Road, Kentish Town, N. W.
C. Langevin, Hartland Road, Kentish Town, N. W.
Léon Landrin, sécretaire, 10, Charlotte Street, Fitzroy Square, W.
P. Vichard, sécretaire, 2, Minbing Lane, E. C.
E. Maujean, trésorier, 60, Hartlan Road, Kentish Town, N. W.

Londres, Avril 1877.



AVIS. — Tout citoyen qui recevra ce premier numéro et qui ne le renverra pas à l'administration du « TRAVAILLEUR » sera considéré comme abonné.

Avec le second numéro nous prendrons remboursement sur ceux qui ne nous auront pas fait parvenir le montant de leur abonnement d'ici au 15 JUIN.

L'ADMINISTRATION.



Imprimerie du « Rabotnik », 26, chemin de Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 2. Juin 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction: N. **Joukowsky**, A. **Oelsnitz**, Ch. **Perron**, Elisée **Reclus**.

ABONNEMENT: Un an, **6** Fr.; Six mois, **3** Fr.; Trois mois, **1** Fr. **50**.
Le numéro 50 Centimes.
Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** », chemin de Montchoisy, 26 à Genève.

BULLETIN

En vrai militaire, le maréchal les avait congédiés pour un mois. En bons soldats, ils avaient obéi sans trop murmurer. Le mois expiré, voilà la troupe revenue et depuis quelques jours, il nous est donné de la voir évoluer sur le théatre de Versailles..... de loin, c'est vrai, et nous avouons franchement que nous n'avons pas lieu d'en être fâchés.

Noirs et blancs, rouges et bleus, droitiers ou centre-droitiers, gauchers modérés ou gauchers intransigeants, tout cela se démène sur les planches comme de vrais enragés. Le dompteur Grévy est impuissant à maintenir l'ordre dans la ménagerie. Ah! c'est un bien beau spectacle! On dirait qu'ils vont se dévorer entre eux. N'ayez peur. Il faut bien occuper la galerie et faire croire aux populations naïves que leurs intérêts sont en bonnes mains, capables de les défendre. Après s'être réciproquement traités de « boue et de fumier, » M. Gambetta et M. Granier de Cassagnac n'en sortiront pas moins, comme on l'a vu maintes fois, bras dessus bras dessous de l'Assemblée et n'en riront pas moins entre eux de la bêtise des gouvernés. Ah! bonnes gens, vous avez pris au sérieux tous ces grands airs de bataille, toutes ces provocations de parti à parti; vous aviez cru qu'ils étaient l'explosion de cœurs indignés. Naïfs électeurs, toujours dupés, toujours victimes, que quelques uns de vous s'avisent de leur demander compte de leur conduite et vous verrez comme ils vous enverront promener, à moins que, tablant sur votre simplicité, ils ne soient certains de vous tromper à nouveau. Les meilleurs, *la chair de votre chair*, se contenteront

de déclarations ou plutôt de déclamations générales qui, dans notre beau pays, ont toujours le privilége d'être écoutées.

Mais ce n'est là que le côté extérieur de l'affaire.

Connaissez vous M. de Fourtou? Non, n'est ce pas?

M. de Fourtou — de son vrai nom Bardy — est un mince avocat de Ribérac qui veut sauver la France et les principes de 89 des mains de M. Gambetta — l'enfant de Cahors — et des principes de 93.

Voyez vous cela? Principes de 89, ce sont là, M. de Fourtou, de bien vieux clichés; principes de 93, ce sont là, M. Gambetta, des thèmes bien usés. Il y a bien eu en effet, en 89, un changement de front de l'humanité; il y a bien eu en 93, une tendance nouvelle à l'émancipation de l'humanité et à l'affranchissement de l'individu; le moindre souci de M. de Fourtou aussi bien que de M. Gambetta doit être de mettre ces principes en pratique. Il nous est quelquefois arrivé de lire un petit écrit très court mais qui en dit bien long et qui s'appelle vulgairement *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.* Je suis persuadé que M. de Fourtou lit plutôt le rosaire et le syllabus que *la Déclaration des droits.* Mais non, M. de Fourtou est un farceur qui se moque aussi bien du Rosaire que de la Déclaration des Droits et qui, par manière de passe-temps joue *du péril social,* comme il jouerait de la grosse caisse. Pour lui comme pour ses compères, de Broglie et consorts on peut retourner le mot de leur maitre à tous, Morny: le pouvoir, c'est l'argent des autres. Que diable! il faut bien un peu songer à soi et refaire ses affaires en délabre. Car tout est là. Quant à des idées, à des principes, à de la dignité, cela est bon pour le menu peuple, non pour ceux qui le représentent.

Regardez-les tous, à quelque parti qu'ils appartiennent, Sénat ou Chambre des députés, ce troupeau est marqué au front du signe de Caïn. Ce qu'ils n'ont pu tuer de la conscience et du bon sens populaires, ils voudraient se le partager. C'est un marché, une halle. Ce n'est pas toi, c'est moi qui représente le peuple. Ah! farceurs!

A cette heure, la bourgeoisie française donne bien la mesure non-seulement de sa nullité comme idée — sous ce rapport elle était déjà bien connue — mais encore d'une indignité absolue de caractère. Parmi tous ces hommes, la fine fleur des classes dirigeantes et possédantes, s'en est-il trouvé un seul pour protester sérieusement contre la façon tout à fait soldatesque dont le maréchal les avait renvoyés?

Impuissance au point de vue des idées, lâcheté au point de vue des caractères: voilà son bagage. A supposer que toute cette comédie ne finisse pas en tragédie, le maréchal, sans qu'il en soit autre chose, pourra renvoyer, si cela lui convient, la nouvelle Chambre qui lui sera envoyée, et la nouvelle Chambre lui obéira comme l'ancienne. Ce jeu de navette pourra durer jusqu'en 1880.

Mais qu'en pensera le peuple?

Nous voudrions lui faire toucher du doigt qu'il est la dupe d'un trompe-l'œil; que ses prétendus représentants ne représentent qu'eux-mêmes; que l'ordre est dans le travail, et le désordre dans le systéme représentatif; que le gouvernement, quel qu'il soit, n'est qu'une machine pneumatique qui empêche le peuple de respirer, de vivre, de se mou-

voir; que la personne humaine a des droits antérieurs et supérieurs aux constitutions écrites; que le corps social n'est pas libre lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Nous voudrions, en un mot, faire éclater aux yeux, de façon à n'y plus revenir, que la politique ancienne, la politique des partis est chose finie, que nous n'avons à nous en mêler en aucune façon, sinon pour la détruire, que nous avons enfin à inaugurer un ordre nouveau — l'ordre du travail.

Que les travailleurs abandonnent donc les étroites voies du passé! Qu'ils fassent entre eux la ligue du droit humain, qu'ils soient eux-mêmes, qu'eux les maîtres ne se mettent pas à la remorque de ceux qui les exploitent et les gouvernent. Qu'ils aient toujours présentes à l'esprit et devant les yeux, ces paroles prononcées le 16 Juin par M. Gambetta répondant à M. de Fourtou :

« Renoncez à dire que cette assemblée a amnistié la Commune, car « elle *l'a flétrie;* non seulement elle ne l'a pas *réhabilitée,* mais elle « a borné ses vœux de clémence à ce projet voté ici, porté au Sénat par « un homme dont on évoque aujourd'hui l'autorité avec je ne sais quelle « hyprocrisie de langage, par M. Dufaure. »

*
* *

Si les députés du Croupion français sont d'une obéissance et d'une docilité à désarmer les gens les plus difficiles, il n'en est pas tout à fait de même en Allemagne. Un député au Reichstag, le citoyen Bebel, ayant jugé à propos de ne pas baisser pavillon devant M. le prince de Bismark, vient d'être condamné à neuf mois de prison pour avoir outragé l'irascible Chancelier par la voie de la presse. Ah! citoyen Bebel, si vous aviez l'élasticité de M. Gambetta!

*
* *

L'empereur de Russie voyage en ce moment pour encourager ses armées qui en ont grand besoin. On n'a pas encore passé le Danube! L'ennemi du dehors, tout Turc qu'il soit, n'est pas moins difficile à vaincre que l'ennemi de l'intérienr. La propagande socialiste marche toujours son chemin. Arrestations, perquisitions et jugements pleuvent dru sur les propagandistes. Les journaux de Pétersbourg nous annoncent que bientôt on va juger quinze citoyens, parmi lesquels M[lle] Schatiloff et le citoyen Tschoudnowski, pour avoir propagé des écrits socialistes. Il ne faut pas être de la force d'un de Moltke pour frapper en pareil cas. Aussi nos amis sont-ils sûrs de leur affaire. Le chemin de la Sibérie leur est déjà ouvert.

*
* *

Le gouvernement autrichien va bien. A Vienne et à Lemberg, on a arrêté cinq socialistes. Il parait que ces cinq citoyens répandaient un livre confisqué depuis peu et ayant pour titre « *Pourquoi notre terre n'est elle plus à nous?* » La propagande se fait donc non seulement en Hongrie, mais encore en Galicie et parmi les Ruthénes. Parmi les arrêtés se trouve un socialiste polonais, les autres sont des petits-russiens. Les arrestations continuent.

*
* *

Le socialisme, malgré les gouvernements, les barrières, les préjugés,

gagne de jour en jour du terrain. Il se publie à Patras un journal socialiste révolutionnaire *Eliniki Democratie* dont les rédacteurs sont en prison depuis un mois, on ne sait pour quel motif. Le député socialiste, Rokos Choïdas, qui siége au parlement d'Athènes, n'a encore osé rien dire à ce sujet. Portera-t-il la question devant la Chambre? Peut-être, mais certainement, le gouvernement ne l'écoutera pas. La Grèce se prépare à la guere extérieure et les socialistes continueront à être arrêtés comme « *perturbateurs inopportuns* ».

* * *

Le parti de la Révolution, malgré la guerre, les chomages, et toutes les misères dont l'Europe ne s'est pas encore remise depuis la honteuse équipée de Napoléon III, poursuit son œuvre de propagande et d'organisation.

En Allemagne, le parti socialiste démocratique vient de tenir son Congrès à Gotha. D'après les résolutions prises, il n'y aura pas de changements dans la tactique du parti: agitation électorale, formation d'un corps de députés socialistes au Reichstag, tels sont les moyens d'action adoptés depuis longtemps. La présence de ces députés au centre même du gouvernement n'empêche pas les détenteurs des richesses publiques d'agir à la militaire contre les ouvriers, n'arrête pas la misère toujours croissante, n'entrave en rien l'oppression économique dont souffrent les travailleurs.

* * *

A Asch, (Bohème) les tisseurs gagnent de 4 à 6 fr. par semaine; inutile d'ajouter qu'un ouvrier même non-marié ne pourrait vivre avec un semblable salaire dans aucune ville de l'Europe. La Bohème ne pouvant échapper à la loi générale, en vertu de laquelle les vivres deviennent plus chers à mesure que l'industrie se développe, les travailleurs de ce pays tombent de plus en plus dans un affreux dénûment. Les tisseurs de Asch viennent de se mettre en grève; à la suite d'une manifestation paisible devant la fabrique d'un de leurs patrons, la gendarmerie autrichienne jalouse de gagner à son tour les lauriers conquis à la Ricamarie par les soldats français du 4me de ligne, fit feu sur les ouvriers désarmés et leurs fusils pour n'être pas des chassepots n'en firent pas moins «merveille» : Un ouvrier mort, douze grièvement blessés, tels sont les résultats de leurs brillants exploits.

* * *

Les socialistes Belges se préparent au Congrès Universel qui doit se tenir à Gand. Internationalistes et représentants de toute autre organisation ouvrière viendront au mois de septembre discuter dans cette ville sur le mode d'organisation que le prolétariat européen doit se donner. La proposition en a été acceptée au dernier congrès général de l'Association Internationale des Travailleurs tenu à Berne en Octobre 1876. Il a été décidé que les internationaux viendraient y prendre part. Mais leur situation en Espagne, en Italie, en France, rendra difficile leur représentation à ce congrès. Dans tous les cas, il est à espérer que l'activité des socialistes belges qui se traduit par une série

de Congrès, sera bientôt imitée par les compagnons de la Fédération Jurassienne afin qu'à ce congrès l'Association puisse avoir dans l'importante discussion qui se prépare, la place qui lui est due.

Les ouvriers Belges, plus heureux que leurs frères de Asch, viennent aussi d'avoir une grève importante à Seraing — ils en ont été quittes pour un simulacre de bataille et pour quelques arrestations.

Les ouvriers français, à leur tour, viennent de subir une nouvelle fois la protection de l'Etat. Les mineurs de Nœux sont en grève. Soldats et gendarmes, magistrats et mouchards, ont trouvé là une occasion brillante de « *sauver la société* ». De nombreuses arrestations ont été opérées et la justice agile pour cette fois a déjà condamné nombre d'ouvriers à des peines variant de deux ans à un mois d'emprisonnement. Les puits sont occupés militairement et les ouvriers conduits par le collet pour reprendre le travail.

Comme au beau temps de l'Empire, les soldats ivres continuent leurs exploits. Pourtant, il n'y a pas eu encore mort d'homme. Qu'est donc devenu le capitaine Gausserand, qui commandait en 1869 le feu sur les mineurs désarmés? Est-ce que la République bourgeoise ne saurait plus utiliser tous les dévouements? Voyons, maréchal, envoyez vite à Nœux pendant qu'il en est temps encore ce brillant officier.

L'ATTENTAT

La crise que traverse la République aimable, (pour la Réaction), et conservatrice, (de la monarchie), n'est que la dernière phase de la longue conspiration monarchique si bien servie d'abord par les trahisons de 70, par les massacres de 71, par la justice de Satory et par la littérature de la rue de Jérusalem, puis un instant prise à ses propres piéges, embarrassée dans sa première présidence, empêtrée dans sa fusion, pataugeant dans son ordre moral, embourbée dans son Vallonat, et attardée dans son septennat, puis rentrant tout à coup au pouvoir par la poterne que lui ouvre la loyauté de son maréchal injustement accusé de la trahir. Il ne trahissait pas, il attendait; l'épée attendait le goupillon, le corps de garde attendait la sacristie, le général d'armée attendait le général des jésuites, et ces deux généraux faisaient attendre la conspiration; un nonce donne le signal et la voilà revenue, processionnellement avec un évêque en queue; elle gagne un beau matin, avant la messe, la bataille des portefeuilles, et Tartufe chasse Orgon du ministère; la religion traditionnelle met à la porte la

religion naturelle, (tant pis, pour elle, après tout; pourquoi est-elle de la famille ?) et voilà encore une fois les libéraux par terre, les cléricaux sur le pinacle, la République bénie, confessée, communiée et confirmée, l'opposition exorcisée, et la France encapuchonnée. L'union monarchique dont la réapparition est visible au zénith de Paris, à l'œil nu, et à toute heure, jusqu'à nouvel ordre, est triple, comme par le passé; sa dernière incarnation est encore en trois personnes; mais ces trois personnes sont des personnes dévotes; ce sont trois têtes dans une calotte. Ces trois monarchies sont trois sœurs qui se ressemblent, elles sont agréablement différentes et pareilles, comme les nymphes du poète; elles ont des grâces diverses, et une beauté commune, la beauté cléricale. Elles sont coiffées d'une gloire, comme Sainte Nitouche, et ceintes d'un cordon comme Saint-François; elles citent la Providence à tous coups, la Religion à tout propos, et leur conscience, comme si elles en avaient; elles se saluent en latin, comme des nonnes, parlent le langage des honnêtes gens en public, et celui des princes dans l'intimité. Les trois monarchies étaient un peu divisées, elles se tiennent comme les doigts de la main; leurs trois couronnes étaient désunies; elles sont réunies et conjuguées comme celles du pape sur une seule et même mitre; leurs droits étaient différents; il y avait le droit divin, le droit de l'escamotage et le droit du guet-apens; il n'y a plus que le droit du Vatican; différents aussi leurs caractéres; l'une traditionnelle, l'autre bourgeoise, la troisième militaire; les voilà toutes ultramontaines; les Prétendants ont le petit collet, ce brelan de rois est un trio de capucins, et le triple gueux est un triple jésuite. Les trois dynasties étaient en délicatesse; elles avaient eu, comme Néron, quelques difficultés de famille; on s'était, entre cousins, un peu égorgillé, un peu fusillé, un peu pendu; on avait de petits torts à se reprocher; le Saint-Esprit est venu qui a tout arrangé; les sœurs ennemies se sont embrassées; les trois Majestés se sont entendues comme larrons en foire; elles n'ont plus qu'une âme qu'elles élèvent au Seigneur, et qu'une main qu'elles allongent sur le budjet de la France; elles n'ont plus qu'un cœur, le cœur de Jésus; qu'un symbole, la croix; qu'une loi, la loi d'amour; qu'un trône, l'autel; qu'un drapeau, la bannière de la vierge, et qu'une devise: sauver Rome, en perdant la France. Les trois monarchies réconciliées par Basile, voilà le chef-d'œuvre de la Réaction, c'était le fond de son sac, sa dernière malice et la meilleure. Rendons lui justice; non pas que je croie très intelligentes les têtes qui composent le « ministère des curés; » mais tout animal a l'instinct de sa conservation, les monstres aussi, le despotisme comme les autres;

or rien n'est plus conservateur d'un despotisme qu'une religion; un simple Fourtou peut comprendre cela, ou au moins l'a entendu dire; les despotismes étant frères, comme les libertés sont sœurs, celui qui sait étouffer l'esprit est l'allié naturel de celui qui se propose d'enchaîner la volonté. Si la servitude a pour résultat, comme on l'a dit, de rétrécir le crâne, combien plus désastreux encore seront les effets d'une religion, qui s'attaque au foyer même de la vie, à l'âme de notre âme, à la raison! donc une monarchie se meurt, on appelle le prêtre, non pour l'administrer mais pour la guérir; rien de mieux; mais appeler au secours du principe monarchique un principe plus compromis et plus usé encore; tenter la cure d'un malade par un autre, et la réconciliation de trois partis par un quatrième, le plus décrié de tous; accepter résolument l'intervention cléricale comme étant le moyen le plus sûr, il est vrai, de déplaire au pays, dont on se moque, mais aussi de plaire aux trois monarchies dont on a besoin; ne pas trop regarder au choix des instruments, ne pas avoir de sot scrupule, ne pas faire le dégoûté, et s'emprêtrailler pour régner; voilà l'audace et l'habileté; bravo, de Broglie!

Pour ces aventuriers, brasseurs de complots et d'intrigues, chevaliers de haute industrie, capacités dirigeantes à la recherche d'une société dirigeable, pour toute cette bohême, la politique est une affaire «dont on vit,» comme a dit l'un d'eux. On est homme d'Etat, comme on est homme d'Église, en exploitant la crédulité publique; il s'agit d'entretenir l'imbécillité des autres et de cacher la sienne; dès qu'un homme s'est fait une collection de dupes qui croient à sa supériorité, il finit par y croire lui même; quelquefois il a commencé par là. Il suffit de persuader aux gens qu'il y a un Etat, qui n'est pas tout le monde, et des affaires d'Etat qui ne sont pas leurs affaires, et qu'ils ne sauraient entendre; et une science d'Etat qu'ils ne sauraient apprendre; et des services d'Etat qu'ils ne sauraient rendre, et qu'il faut demander aux hommes d'Etat, et leur payer. Et c'est ainsi que notre admirable société fourmille de parasites, ombres de fonctionnaires, remplissant un simulacre de fonction et rendant une apparence de service réclamé par un besoin imaginaire; d'où l'on voit que tous les pontifes ne sont pas dans les temples et que les classes dirigeantes sont des classes pontificales. Et cela sera ainsi, tant qu'il y aura un nombre suffisant de volontés qui abdiquent et de souverainetés individuelles démissionnaires; tant qu'il y aura des hommes nés libres et éprouvant le besoin d'être gouvernés, et renonçant lâchement à se gouverner eux-mêmes, et composant une masse cent fois plus

dirigeable que les ballons. Il y a encore de la place et de beaux jours pour les routiniers de la politique et même pour les routiers et les malandrins. Courage de Broglie! — A la suite de cette bande sacrée, d'innombrables essaims d'hommes noirs, comme une nuée de sauterelles, se sont abattus sur la France; le jour en est obscurci, l'air en est infecté. Le pays est sillonné de pélerins, couvert de moineries, de confréries, de jésuitières, de séminaires, d'universités ignorantines, d'ordres religieux de toute couleur, possédant le cinquième du territoire, comme en 88. C'est une invasion nouvelle, la pire, car c'est une installation. On marche sur des rats d'Eglise, et ça ne porte pas bonheur; la sainteté court les rues, la théocratie coule à pleins bords. Le syllabus triomphe. C'est la vieille barbarie monarchique et religieuse qui s'évade de sa tombe, c'est le moyen âge qui ressuscite, c'est le spectre noir qui revient. Le mauvais coup du 16 mai, (n'allez pas croire surtout que c'est un coup d'Etat!) le coup de Jarnac du 16 mai a évoqué ces revenants et donné le signal de la fête; le sabbat est ouvert, c'est le bal des sorciers qui commence, pour faire suite à la grande orgie du second Empire. Le coup de Présidence du 16 mai est un attentat non seulement à la douce constitution opportuniste et à la République nominale; non seulement, comme toute entreprise monarchique, un attentat contre la souveraineté nationale, mais c'est surtout et avant tout un attentat contre la civilisation, contre le progrès, la science et l'esprit modernes, un attentat contre le sens commun. C'est le retour offensif des ténèbres contre la lumière; c'est le principe du mal qui tente sa revanche, et offre de nouveau la bataille à la Révolution victorieuse et clémente. Le crime est si grand qu'on ne le croyait plus possible; sa chance de succès est dans son énormité même. Nul ne supposait qu'il se trouvât jamais en France des hommes pour le commettre. Il s'en est trouvé. — La raison moderne avait quatre siècles; pendant quatre siècles, elle avait grandi, elle avait recueilli les trésors de la raison antique et renoué la tradition de l'esprit humain, interrompue pendant mille ans; elle avait appris, en France, à douter avec Montaigne, à railler avec Rabelais, à discuter avec Bayle, à raisonner avec Descartes et Gassendi, à critiquer avec Pascal, à rire avec Molière, à observer avec Fontenelle, à nier avec Diderot, à affirmer avec Condillac, à persuader avec Rousseau, à démontrer avec d'Alembert, à démolir avec d'Holbach, à expliquer le monde moral avec Montesquieu, et la nature avec Buffon, à combattre avec l'Encyclopédie et à vaincre avec Voltaire; à connaitre sa loi avec Condorcet et à fonder son règne avec la Révolution. Les hommes du 16 mai ont décidé que tout cela était non

avenu; ce sublime mouvement intellectuel, il leur plait de l'arrêter, ils se mettent en travers; ils disent au progrès: on ne passe pas! et à la science : tu n'iras pas plus loin! Josué retardait le soleil, ils veulent l'éteindre, c'est plus sûr. Ils biffent les connaissances humaines, et mettent leur religion à la place: merci! Tout restaurateur d'ignorance est criminel de lèse-humanité. Leur tentative est absurde, c'est leur excuse. Faire rebrousser l'histoire, tâche impossible; ils seront innocents malgré eux. Ils exhument contre la pensée toutes les vieilles lois répressives des deux Restaurations et des deux empires, preuve qu'ils croient à l'énergique résistance de la conscience française; en la traitant comme une ennemie personnelle, ils rendent justice au pays et à eux-mêmes, sans le vouloir; en supposant la France catholique, ils provoquent l'explosion de la libre pensée; la France répondra par le centenaire de Voltaire. Le ridicule dont ils se couvrent est le commencement de leur expiation; ils gâtent leur besogne et font la nôtre; merci de Broglie! Ramener les dieux pour ramener les rois, rétablir du même coup tous les despotismes, réinstaller toutes les tyrannies divines et humaines, réhabiliter César, amnistier Jésus-Christ, restituer le passé en bloc, brûler toutes les nouveautés, restaurer toutes les vieilleries, tout le bric-à-brac social, tout le décor du vieux monde; c'était le plan, il était beau; mais si les dieux ne reviennent pas, ils ne pourront ramener les rois; et si le diable emporte toute la compagnie, qu'il la garde!

A. Rogeard.



LE MOUVEMENT COOPERATIF EN FRANCE

Depuis la chute de la Commune et l'écrasement de la Révolution Sociale en Mai 1871, une partie de la classe ouvrière française, à Paris et dans les Départements, semble avoir mis sa confiance dans le mouvement coopératif.

Plus d'utopies! — nous dit-on — des faits. Renonçons aux théories irréalisables, entrons sur le terrain pratique.

Le Congrès ouvrier tenu à Paris, l'année dernière, s'est prononcé, en majorité, pour *la coopération.* La réunion corporative des Boulangers n'a guère parlé d'autre chose.

Parlons-en donc à notre tour.

La Révolution Sociale a deux sortes d'ennemis: — Ceux qui nient la

question sociale, et ceux qui, même avec beaucoup de bonne foi, s'imaginent qu'on peut la résoudre en détail, d'une façon fragmentaire, sans toucher à l'ensemble, par une succession de faits, en dehors des principes.

C'est là une grave erreur. Si tous les hommes sont solidaires, toutes les réformes le sont également. Si vous n'en abordez qu'une, si, dans celle-là même, vous n'abordez qu'un seul point, — comment voulez-vous que cet atôme influe sur le mouvement général? — Or, s'il ne peut ni l'arrêter ni le détourner, il le suivra, — et le résultat, par conséquent, sera nul.

Les conditions *politiques* du travail ont beaucoup changé depuis des siècles. L'esclave est devenu serf, le serf est devenu *salarié* — Comment se fait-il donc que la condition du travailleur soit restée sensiblement la même, et tend plutôt à s'empirer?

C'est que les Réformes n'ont jamais porté sur le fond, sur le côté *Social* du problème.

On a déclaré que la personne du travailleur et le travail étaient libres; — seulement on a oublié que le travailleur affranchi du carcan ou de la glébe restait esclave de sa misére, de son ignorance, et de l'impuissance que toutes les deux lui créent et que *l'instrument du travail* n'étant pas aux mains du travailleur, le travail restait forcément à la merci du capitaliste.

La base de l'Organisme Social n'ayant pas changé, les réformes de superficie et de détail furent submergées, entrainées par le grand courant, et ne laissèrent point de trace d'amélioration dans le sort des masses laborieuses.

L'estomac est fait pour fabriquer du chyle qui devient du sang, par la digestion des aliments. Donnez-lui tous les aliments que vous voudrez, — viande, poisson, légumes, fruits, — il n'en fera jamais que du chyle qui produira du sang. — C'est sa loi, il la subit, et tout ce qui pénètre en lui, la subit avec lui.

L'Organisme Social actuel est fait pour produire l'exploitation du travail et du travailleur au profit du capital et du capitaliste. — Il est, à sa façon, un estomac, mais au lieu de faire du chyle *il fait du privilège* — Quoi que vous mettiez dedans, le résultat ne se modifiera pas, à moins que vous ne changiez le mécanisme lui-même.

Pour cela, il y a un moyen, il est connu: — Substituer l'association à l'antagonisme, amener la restitution de l'Instrument du travail au travailleur, **désindividualiser** la possession du Capital Social.

Voilà la solution vraie, large.

En dehors, y en a-t-il une autre? — Peut-on prendre une fraction du probléme, et, par là, réaliser un progrés sérieux, un affranchissement quelconque du travailleur?

Beaucoup le croient, — ou le disent, — aujourd'hui, et cherchent le salut dans la *coopération.*

Voyons donc si, dans le milieu actuel, la coopération est ou peut être une solution.

On peut répondre carrément — non, et cela pour deux raisons principales. —*En fait*, parceque la coopération est absolument impra-

ticable. — *En principe*, parceque, fut-elle praticable, — elle serait impuissante, tournerait le dos au but poursuivi, — car elle n'aboutirait qu'à produire une nouvelle classe de privilégiés, à créer une nouvelle couche de capitalistes, qui augmenterait d'autant la misère et l'abaissement des non-capitalistes.

Une première preuve, c'est que l'État n'interdit point le mouvement coopératif, le supporte volontiers, encourage, — au moins par sa tolérance, — les ouvriers à se lancer dans cette voie.

Or l'État, croyons-le bien, a l'instinct extrêmement sûr de ce qui l'entrave ou le menace. La solution de la question sociale amenant nécessairement la suppression de l'État résorbé dans la Collectivité, si la *coopération* devait résoudre la question sociale, l'État la poursuivrait, la frapperait de ses foudres, comme il poursuit et frappe tous les autre moyens que voudraient adopter aujourd'hui les Socialistes.

Donc, il ne craint pas la Coopération, donc elle ne peut rien contre lui, donc elle ne peut rien pour le peuple, — puisque l'État ne vit qu'aux dépens du peuple, puisque le peuple ne s'affranchira que par la suppression de l'État.

Dès qu'on y regarde d'un peu près, on s'aperçoit, en effet, que la Coopération, — telle qu'on l'entend à l'heure actuelle, — est une solution anti-révolutionnaire, une solution de détail, qui, en mettant les choses au mieux, sauverait, enrichirait peut-être un certain nombre d'individus, dans des conditions spéciales, mais qui ne saurait s'étendre à la Collectivité, et qui ne touche en rien à l'organisation capitaliste.

Le Coopérateur ne modifie point les conditions actuelles de la production. Quand il réussit, c'est qu'il a pu se les approprier, — voilà tout.

Qu'un certain nombre d'ouvriers de certaines professions qui demandent peu de mise de fonds, —les plus patients, les plus instruits, les plus capables, les mieux rétribués, — puissent s'associer entre eux, fonder quelques ateliers, produire directement sans l'intermédiaire de patrons, en un mot, devenir leur propres patrons, — cela est admissible.

Mais, après, qu'y aura-t-il de changé?

D'abord, quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, *jamais tous les membres d'une Corporation n'en feront partie* — Les conditions sociales ne le permettent point.— De là, naissance d'une aristocratie ouvrière, formée de quelques individualités plus habiles ou plus heureuses, qui arriveraient tout simplement,— comme on dit, — à tirer leur épingle du jeu.

Qu'y a-t-il donc là de nouveau, après tout? Cela se voit tous les jours. Nombre de petits patrons, — autrefois plus qu'aujourd'hui, — sortent de la classe ouvrière. Qu'un *tel* compagnon serrurier, devienne patron, passe de l'état de *salarié* à l'état de *salariant*, — qu'est-ce que cela change à la situation des salariés et au salariat? — Qu'au lieu d'un compagnon, ce soit cent, ou mille compagnons, qui, en s'unissant, arrivent à ce résultat, — quelle différence y voyez-vous?

Poussons les choses à l'extrême, supposons, pour un instant, — ce qui est absurde, et les coopérateurs le savent mieux que personne, — que *tous* les membres de certaines corporations parviennent à s'affranchir ainsi.

Cette loi peut-elle s'appliquer à *toutes* les corporations?

Non! — Et une loi qui ne s'applique pas à tous les phénomènes du même ordre, n'est plus une loi, une solution qui ne résout pas tous les cas d'un même problème, n'est plus une solution.

Que les ouvriers boulangers, ou les ouvriers tailleurs, dont le travail demande l'avance d'un capital relativement faible, réunissent ce capital, exploitent directement des ateliers coopératifs,—soit.

Mais les *salariés* des *chemins de fer*, — mécaniciens, chauffeurs, cantoniers, employés, etc. etc. — pourront-ils se cotiser, construire des voies ferrées qui leur appartiennent, ou racheter les voies ferrées actuelles?

Mais les *salariés des mines* pourrons-ils, par la coopération, racheter le Creuzot, et l'exploiter directement?

Mais les hauts-fourneaux, les usines dont l'outillage représente des millions,— est-ce la *coopération des salariés* qui fournira les fonds nécessaires à leur exploitation, quand cette exploitation n'exige pas moins que la *coopération* de nombreux capitalistes et des grands barons de la finance?

Mais les *ouvriers agricoles*, qu'il ne faut pas oublier non plus, etc. etc, etc.?

On pourrait étendre les exemples à l'infini.

Au point de vue simplement pratique, la coopération n'est donc pas une solution, et ne peut l'être, — dans la société actuelle.

En admettant, — ce qui est même fort contestable, —que, par elle, un certain nombre d'ouvriers deviennent leurs propres patrons, et passent de l'état de salariés à celui de capitalistes, —ce sera une excellente chose pour eux, mais la *question sociale* n'aura pas avancé d'un pas. — Elle aura plutôt reculé, en ce sens que le nombre des intéressés au maintien des iniquités actuelles aura augmenté. Et c'est ce que comprennent parfaitement les bourgeois qui poussent la classe ouvrière dans cette voie, qui, loin d'être la grande route du progrès, n'est qu'une impasse, un cul de sac sans issue.

La coopération est, au socialisme, ce que *l'opportunisme* est à la politique. — Elle est l'impuissance, et elle est l'oubli des principes, la tentative de l'égoïsme individuel, renonçant à réformer la société, pour s'arranger avec elle et s'élever de la classe des exploités à celle des privilégiés, — car le coopérateur, s'il réussit, n'est plus qu'un privilégié, lui aussi, ayant acquis accidentellement, son instrument de de travail, alors que l'instrument de travail reste de par la loi, un privilège individuel, en dehors de la collectivité.

En résumé, le mouvement coopératif, *dans la pratique*, n'a jamais rien résolu, *en aucun pays*.

En effet, ce qui constitue la *société coopérative*, c'est la réunion du *capital* et du *travail* dans les même mains. D'autre part, ce qui constitue le prolétariat,, — c'est l'absence du capital. — Il y a donc là

une antinomie à peu près impossible à résoudre.—Que le salarié économise, tant qu'il voudra, — et la plupart du temps, cela lui est matériellement défendu, — il n'arrivera jamais qu'à un résultat fort insignifiant, et aura quatre vingt-dix-neuf chances sur cent de succomber dans la concurrence qui lui sera faite par les gros capitaux, surtout à une époque comme la nôtre, où l'agrandissement du marché devenu universel, et l'introduction des machines, tend de plus en plus à détruire la petite industrie au profit de la grande, qui bientôt sera seule maitresse, étant seule possible.

Si les sociétés coopératives, au contraire, ont recours à l'emprunt, — elles perdent leur caractère, car il faudra payer la part du capital emprunté, et alors elles rentreront dans la catégorie de toute autre entreprise basée sur la séparation du capital et du travail.

Enfin, si elles réussissent, elles devront s'agrandir, étendre le cercle de leurs affaires, et comme les membres coopérateurs n'y pourront suffire, il faudra qu'ils aient recours, eux aussi, à l'emploi du travail salarié de membres non coopérateurs, ou coopérateurs à un degré trés inférieur.

La plus grande probabilité, d'ailleurs, est sauf très rares exceptions, pour l'insuccès, car dans une société où la concurrence repose sur l'exploitation du travail par le Capital, quiconque ne subit pas cette loi, risque d'être brisée par elle. — *On ne s'affranchit pas du milieu politique et social : on le change, ou il s'impose à vous.*

Si telle est, en gros, la situation au point de vue des faits, elle n'est pas meilleure au point de vue des principes.

Là, le mouvement coopératif, devient dangereux et anti-révolutionnaire, nous le répétons, en ce sens que, ne changeant rien aux bases mêmes de l'organisation économique, laissant les choses en l'état, il détourne la classe ouvrière, la classe exploitée, de la préocupation et de l'étude des termes véritables, sérieux, du problème, et tend à l'affaiblir en la divisant, en donnant à beaucoup de ses membres l'illusion, l'espoir de résoudre la partie du problème qui les concerne, en dehors de la solution générale, en dehors de la loi de solidarité qui veut des principes d'une application universelle.

Mais, nous disent les partisans de la coopération, l'action révolutionnaire est impossible pour le moment, et hors de la coopération, toute tentative nous est interdite.

Est-ce une raison pour déserter les principes?

Connaître le but est beaucoup. — Savoir le chemin pour l'atteindre n'est pas moins. — Tous les partis ont la victoire à leur jour. — Si, pendant l'inaction forcée et la défaite passagère, nous nous livrons au découragement, à l'abdication, au lieu d'apprendre nettement ce qu'il faut vouloir et comment on y arrive, — que ferons-nous à l'heure du triomphe?

Nous perdrons encore la partie, comme nous l'avons déjà perdue, faute d'être prêts, d'avoir un programme suffisamment défini, suffisamment *compris, connu* des masses.

Quant à l'interdiction, en France, de toute action ouverte ou propagande sérieuse, elle prouve seulement ceci, — que nous avons tou-

jours cru, — c'est qu'un certain milieu préalable de liberté politique, est utile, au large et fécond développement de la Révolution Sociale.

Arthur Arnould.

DE LA PROPRIÉTÉ

De toutes les questions qui se débattent en ce moment, il n'en est pas à notre avis de plus importante à examiner que celle se rapportant à la propriété.

C'est en effet de la propriété qu'il s'agit au fond de tous les mouvements politiques modernes, surtout, depuis un siècle, dans les sociétés européennes.

« Plus cela change et plus c'est la même chose » a-t-on dit un jour, à propos de nos révolutions successives.

Ce plaisant axiôme formulait d'une façon saisissante la non-valeur de ces révolutions considérées au seul point de vue politique. On aurait même pu dire : « plus cela change et pire cela est », car plus les révolutions amènent au pouvoir les républicains formalistes ou radicaux — et plus le sang des prolétaires coule à flots.

Qu'importent en effet tous les changements de formes politiques qui se sont effectués depuis 1789, dès que les conditions économiques restent les mêmes; dès que le prolétariat dépend de plus en plus de ceux qui détiennent les instruments de travail ?

C'est le fond même des choses et des situations qui est à changer. C'est la propriété enfin dont il faut radicalement changer les assises.

Mais a-t-on réellement le droit de changer ces assises ? La propriété, dans sa forme actuelle, n'est-elle pas un principe sacré auquel nul n'a le droit de toucher ?

Avant de répondre à cette question, examinons ce qu'est en soi la propriété d'après les définitions acceptées par les partisans mêmes de l'état économique actuel.

Littré, dans son dictionnaire, en donne les deux définitions ci-après :

« La propriété est le droit par lequel une chose est propre à « quelqu'un.

« La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses « *de la manière la plus absolue.* »

J. Garnier, dans son traité d'économie politique, dit :

« La propriété, c'est le droit d'*user en toute liberté* de la richesse « LÉGITIMEMENT ACQUISE.

« La possession *exclusive* et la jouissance de *ces richesses* — « soit produites, soit naturelles — constituent le droit de propriété. »

Outre ces définitions, qui s'accordent à regarder la propriété comme le droit de disposer *exclusivement* et de la manière *la plus absolue* des richesses naturelles ou produites, *légitimement* acquises, les économistes s'accordent également à faire découler aussi la propriété individuelle de l'instinct, de sa nécessité comme stimulant au travail ; comme étant enfin la source de toute civilisation.

Voyons si les faits ne viendraient pas donner le plus formel démenti aux affirmations des économistes.

*
* *

Reconnaissons tout d'abord avec ces messieurs que toute propriété — à l'exception des choses fournies par la nature — est en effet le *produit du travail*. Mais de quel travail? Celui du détenteur actuel de cette propriété? Nous pouvons facilement nous inscrire en faux contre cette allégation absolument mensongère.

Quelle est, en effet, l'origine première de la propriété individuelle, sinon la conquête, c'est à dire le brigandage organisé?

Les économistes, M. Thiers en tête, sont forcés de reconnaitre qu'en effet la propriété individuelle n'a pas d'autre origine première. Ils n'ont d'autre argument à invoquer, contre les conséquences à tirer de cette origine, qu'attendu son ancienneté, le droit de conquête se trouve légitimé par l'impossibilité même où l'on se trouve d'en réparer l'injustice et d'en rectifier les résultats! — Argument sur lequel les juristes ont édifié la *prescription*, c'est-à-dire qu'ils ont déclaré non valable toute revendication des ayant-droits, dès que ceux-ci, même pour des causes en dehors de leur volonté, ont laissé s'écouler un certain temps entre leur revendication et l'époque à laquelle ils ont été dépouillés de ce qui leur appartenait.

Est-il nécessaire de remonter bien au delà de ce temps pour retrouver la preuve des origines *illégitimes* de la propriété individuelle de nos jours?

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont-ils pas arraché littéralement par la violence ou par la fraude aux derniers descendantss des anciens possesseurs indigènes, les vastes territoires dont ils se sont agrandis depuis moins d'un siècle?

La France, au nom seul de la force, n'a-t-elle pas arraché tout le nord de l'Afrique à ses propriétaires précédents, les arabes? Sans doute, répondent les économistes, mais c'est au nom de la civilisation et pour le plus grand bien de l'humanité.

Soit — admettons cette justification, malgré les objections de toute nature qu'elle soulève. Mais c'est donc qu'alors vous êtes obligés de reconnaître, vous aussi, que la propriété n'est pas un principe; qu'elle doit s'incliner devant des motifs d'intérêt général? Car, dès lors, que serait ce principe?

Si, toucher à la forme actuelle de la propriété lui paraît un si grand crime, pourquoi donc la bourgeoisie jouit-elle sans remords des biens confisqués sur les émigrés, biens dont la Révolution l'a investie en les lui revendant à vil prix?

Pourquoi la bourgeoisie n'a-t-elle pas protesté contre l'abolition de l'esclavage dans les colonies, proclamé en 1848 par le gouvernement provisoire, contraint à ce grand acte réparateur par l'opinion publique d'alors? Est-ce que l'esclave ne représentait pas pour son maître une propriété parfaitement légitimée par les lois antérieures?

N'est-ce pas la bourgeoisie qui a légalisé l'expropriation pour cause d'utilité publique?

Qu'est-ce donc, nous le répétons, qu'un principe qui doit s'effacer devant une question de convenance sociale plus ou moins justifiée?

Mais il y a le droit du premier occupant, disent alors les juristes, toujours à la rescousse de toutes les iniquités sociales.

Or, répondrons-nous à ces derniers, votre droit de premier occupant est précisément annulé et devenu sans valeur, par suite du droit de conquête, ou par le fait de révolutions politiques qui sont venus l'infirmer, annulation que vous, juristes, partisans du droit écrit, avez légitimée et sanctionnée dans tous ses effets ultérieurs, par votre théorie de la prescription.

Tâchez du moins de vous mettre d'accord avec vous mêmes, si la chose vous est par hasard possible.

L'origine prétendue légitime de la propriété individuelle est donc de pure invention.

Qu'on nous permette de nous appuyer ici de l'opinion d'un homme que les économistes ne peuvent répudier ni traîter de révolutionnaire. C'est bel et bien un des leurs, un écrivain de la *Revue des Deux mondes*, M. Emile de Laveleye, qui s'exprime ainsi :

« Les juristes, s'inspirant du *Digeste* et des *Institutes*, font dériver la propriété de l'occupation de la *res nullius* (chose n'appartenant à personne); mais, à AUCUNE ÉPOQUE, la terre n'a été *res nullius*. Chez les peuples chasseurs, le territoire de chasse; chez les pasteurs, le parcours des troupeaux; enfin chez les premiers peuples agricoles, les champs cultivés, étaient considérés comme la propriété *collective* de la tribu et l'idée ne ve-

« nait à personne qu'un individu pût y avoir un droit exclusif et « héréditaire [1]. »

On pourrait s'étendre à l'infini sur ce thême. Mais il ne nous semble pas nécessaire de multiplier les exemples pour démontrer que, ni dans les temps anciens, ni dans ceux plus récents et plus proches de nous, on ne trouve de preuve dans l'histoire que la propriété, dans sa forme actuelle, puisse affirmer sérieusement la légitimité de son origine,

***

Examinons maintenant si les raisons de sentiment, tirées de l'instinct, du stimulant nécessaire à l'homme et enfin de la puissance civilisatrice du droit de propriété individuelle, sont vraiment des arguments irréfutables en faveur de celle-ci.

L'argument tiré de l'instinct nous paraît avoir précisément une portée tout opposée à celle qu'on prétend lui attribuer.

Que l'homme, en effet, de même que tous les animaux, tende à s'approprier les choses nécessaires à son existence, c'est là un fait incontestable et très-légitime en soi. Mais, par cela même, cet instinct doit être respecté dans chacun des individus de l'espèce. Or, si, partant de ce fait, on prétend légitimer le droit que s'attribue tel ou tel individu de s'approprier pour son usage exclusif, non-seulement dans le présent, mais encore à l'usage des siens dans l'avenir, les choses nécessaires à l'exclusion de tous, frustrés alors, par cette prétention, du droit qui leur est inhérent, comment ne pas voir dans la propriété individuelle — abus de l'instinct — la source même de tous les déchirements auxquels l'humanité est en proie ?

Que penser alors des déclamations, très platoniques d'ailleurs, qu'inspirent ces déchirements, de plus en plus terribles, aux partisans de la propriété individuelle, faisant de cette dernière cependant, la cause même de tout progrès et de toute civilisation ?

C'est justement parcequ'elle repose sur un instinct irréfléchi, simplement brutal, par cela même anti-scientifique et anti-social, que la propriété individuelle n'est ni un principe ni une institution hors de discussion.

La propriété n'est qu'un fait, une situation, tout aussi transformable que toutes les autres conceptions se rattachant à l'organisation sociale.

« Mais le désir d'acquérir la propriété est le plus puissant stimulant qni excite l'homme au travail » diront encore les économistes. « Sans la propriété individuelle, l'homme n'a plus de res-

---

(1) *De la Propriété et de ses formes primitives*, par E. de Laveleye. (Préface, page 19).

« sort, plus d'activité, plus d'initiative et la production générale en « diminue d'autant. »

A ce compte, il semblerait que ce sont ceux-là qui possèdent le plus qui travaillent le mieux et qui produisent davantage.

Or, comme la masse toujours croissante de produits est le résultat des seuls efforts du prolétariat qui, lui, possède de moins en moins; comme la plupart des inventions, pour améliorer les produits ou pour les multiplier, sont presque tous l'œuvre de ce prolétariat, on nous permettra de ne pas attacher une grande importance à cet argument par trop fantaisiste, mis, par les savants en économie politique, au service du « grand principe de la propriété. »

Il n'est pas un propriétaire intelligent qui le prenne lui-même au sérieux.

Il faut être économiste officiel pour débiter gravement cette bouffonnerie.

G. Lefrançais.

(*A suivre.*)



L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de l'étude de notre collaborateur Michel Dragomanow *sur «Les paysans russo-ukraïniens sous les libéraux hongrois» ainsi que plusieurs correspondances.*



CORRESPONDANCES

PARIS

Ah ! mes chers amis, c'est encore vous qui avez la meilleure et la plus glorieuse part. Ici, de tous les côtés, le dégoût vous monte aux lèvres. On se demande si on est en France, pays de clarté et de lumière, ou bien en Chine. On se tate pour savoir si on a bien vu et bien compris. On se demande si on ne va pas s'arrêter soi-même de peur d'être arrêté par son voisin. C'est un véritable méli-mélo intellectuel et moral. Les bons bourgeois qui, sur tous les points du pays, commençaient à aller leur petit train-train sous l'aimable sceptre de M. Jules Simon s'effraient du petit événement du 16 mai. Dans les ateliers les machines s'arrêtent, les commandes diminuent dans les comptoirs, les transactions sont interrompues. Joseph Prudhomme, toujours solennel, ne pontifie plus; le sabre légen-

daire cesse d'être le plus beau jour de sa vie, il met la main à la plume ou la plume à la main pour redemander sa république que MM. Mac-Mahon, de Broglie, de Fourtou et le charmant Brunet veulent mettre à mort au coin de je ne sais quel fourré constitutionnel, il pleure, il soupire, il se jette dans les bras des 363 pour qu'ils la lui retrouvent et la lui rendent le 16 juin pure des attouchements de M. Dupanloup.

Et les 363 le lui ont promis. Et Prudhomme qui a cru à l'empire et qui croit aux 363, se frotte les mains et se dit qu'à partir du 16 les doublons vont retomber dans sa caisse avec un bruit joyeux.

Mais ce ne serait rien si Prudhomme seul, en France et surtout dans notre cher Paris révolutionnaire, comptait sur la date du 16 juin pour résoudre les questions pendantes. Je suis malheureusement obligé d'avouer que beaucoup d'ouvriers et non des plus naïfs, en raison des milieux et des fréquentations, en sont arrivés là, ou peu s'en faut. L'arrestation du citoyen Bonnet-Duverdier avait un moment impressionné l'opinion ; mais vous savez quelle est ici la mobilité de l'esprit public. A l'heure qu'il est on n'en parle plus. Du reste, le conseil municipal est d'une sagesse exemplaire, et il faut espérer qu'il arrivera à mériter les éloges du gouvernement de MM. de Broglie et de Fourtou.

Car voilà où nous en sommes. A l'heure qu'il est, on en est à se disputer le prix de sagesse. Et le grand sage, l'oracle que tous vont consulter pour tirer la république bourgeoise du pétrin où elle se trouve — tous, entendez-vous bien, centre gauche, gauche, union républicaine, extrême gauche, M. Germain aussi bien que M. Duportal, M. de Marcère aussi bien que MM. Naquet et Madier de Montjau — cet oracle, c'est ce maudit vieillard dont je ne puis écrire le nom sans un mépris souverain : M. Thiers.

Il m'importe peu de savoir ce que dira le petit gnôme couvert encore du sang de mai et ce que répéteront ses fidèles acolytes devant les ministres du 16 mai. Ce que je sais bien, c'est qu'il y a une véritable déroute de la raison publique, et que ce qui sera résolu par les 363 sera accepté par la grande majorité des travailleurs.

Vous vous demanderez sans doute pourquoi cet affaissement, pourquoi cet abandon de soi-même chez un peuple aussi vif et aussi primesautier. A-t-il perdu ce merveilleux ressort, cette incomparable élasticité qui a fait de lui jusqu'à ce jour le vrai jouteur révolutionnaire? Paris ne rit-il plus, ne sait-il plus, comme sous l'empire, se moquer de ses gouvernants? Certes non, mais la saignée à blanc d'il y a six ans n'est pas encore réparée; Paris a encore les pâles couleurs. Peu à peu un sang jeune entre dans ses veines et va lui redonner la vie. Mais il faut le temps. Puis, il faut ne pas perdre de vue que dès qu'il apparaît dans la politique un élément nouveau, vite le radicalisme s'en empare. Or, mieux que moi vous savez ce que valent les gens qui, depuis le 4 septembre, ont tenu le haut du pavé dans les chambres et les antichambres, et à quel degré d'abjection morale ils en sont arrivés. Leur pourriture, ils la communiquent à ceux qui les approchent et voilà autant d'hommes perdus. Il faut que vous le sachiez, même ceux qui votèrent des félicitations à l'armée après l'assassinat de Paris, se recommandent *de la Commune* auprès des jeunes, *tout en en déplorant les excès*. Ils savent que ce n'est que par là que, dans les grandes villes, ils peuvent avoir les voix de beaucoup. Aucune déclaration ne leur coûte. Ils se proclament au besoin socialistes, si cela est nécessaire.

Rien cependant n'est perdu. Mais il faut que ce peuple désemparé se refasse une conscience. Il reste de bons éléments qu'il faut savoir mettre en œuvre et le socialisme révolutionnaire reprendra sa marche en avant. Comment faire? La situation est bien difficile, car à l'heure qu'il est on ne

peut même se réunir pour discuter. Parlez donc un peu pour nous, puisque vous le pouvez ; et le travail latent qui s'accomplit dans les ateliers, dans les fabriques, même au milieu et sous le couvert de conversations de politique courante, finira bien par porter ses fruits.

Cette assemblée non moins républicaine modérée que républicaine intransigeante a été un de nos malheurs. Nous y avons cru, nous avons cru *à son pouvoir*. Nous nous sommes laissé aller un peu bêtement « au Sénat, cette grande représentation des communes de France. » Nous avons perdu le guidon, et aujourd'hui nous supportons les conséquences de notre faiblesse.

L'établissement politique auquel, sans en avoir bien conscience, nous avons donné nos voix, se retourne aujourd'hui contre nous. Le maréchal à tiroirs — vrai personnage de comédie, espèce de maître Jacques à tout service et à toute fin — sort de la coulisse où il traînait le glorieux sabre de Sedan aux applaudissements de la galerie républicaine, et prend la parole. Une fois n'est pas coutume. Qu'a dit ce sergent-régisseur ? Il a donnné ordre à la troupe du théâtre de Versailles de s'éclipser. Aussitôt fait que dit. Et la troupe est allée donner des représentations en province. M. Gambetta a obtenu un grand succès à Amiens et à Abbeville. Pourquoi n'est-il pas allé à Cahors ?

Comme je vous le disais en commençant, tout cela est véritablement écœurant. Ce désordre aura-t-il une fin ? Les principes finiront-ils par être remis en lumière et par avoir raison ? Aura-t-on toujours cette inaltérable confiance dans les décisions du suffrage universel ? Serons-nous toujours les Bertrand de la légalité ? Le peuple qui travaille, qui produit toute la richesse sociale et la met aux mains des exploiteurs par le fait d'une imbécillité d'esprit qui n'a d'égale que la générosité et l'humanité du cœur, comprendra-t-il enfin que toute cette richesse est à lui, et que ceux qui, au mépris des droits du travail, mettent la main dessus, sont de simples voleurs ? Ces temps de justice et de vérité sont peut-être bien éloignés de nous.

Mais, à mon avis, il ne faut pas cesser de répéter que là est le point essentiel ; que la question sociale domine tout et qu'en dehors d'elle il n'y a que mensonge et duperie.

Et, du reste, le peuple verra par des preuves irréfragables, qu'il n'a aujourd'hui qu'à compter sur lui-même. S'est-il trouvé au 18 mai un député pour protester contre le sans-gêne avec lequel on a congédié la Chambre ? A-t-on songé a mettre en accusation, je ne dirai pas le président de la république, mais même ce ministère qui venait lui signifier si cavalièrement congé ? On parle vaguement de deux ou trois signatures pour la mise en accusation du président.

Même au point de vue bourgeois, au point de vue de la République de leur cœur, les mandataires du 20 février — indignes descendants des bourgeois des anciennes assemblées délibérantes — n'ont rien su prévoir, rien su faire ; ils nous ont donné la preuve flagrante de leur lâcheté, de leur inintelligence, de leur incapacité. Et ils se trouvent aujourd'hui en face d'un coup d'Etat ou d'une dissolution.

Ils seront réélus. Possible. Mais après cette réélection, serons-nous plus avancés ? La question en sera-t-elle éclaircie d'autant ? La raison populaire aura-t-elle une assise sur quoi bâtir ? Ne serons-nous pas toujours, comme devant, en proie au parlementarisme, aux discussions de personnes ? Ne perdrons-nous pas toujours notre temps ? Et ne devrions-nous pas enfin travailler pour être des hommes libres ? E.

VERVIERS

Encore une fois, les ouvriers houilleurs du bassin de Seraing se sont vu forcés à déclarer la guerre à leurs patrons, mais, malheureusement, le défaut d'organisation les a empêchés de soutenir une grève de longue durée : ils ont dû accomplir le travail aux conditions qui leur étaient imposées, après une pénible résistance de quinze jours.

Comment et pourquoi la grève s'est-elle produite? Et qu'en est-il résulté? C'est ce que nous allons examiner.

Depuis quelque temps, nos administrations houillères ont fait subir aux ouvriers des réductions de salaire successives (ce qui avait déjà provoqué plusieurs grèves partielles qui étaient restées sans résultat), à tel point qu'on peut évaluer à cinquante pour cent l'infériorité des salaires actuels sur les précédents; à cette énorme réduction de salaire est venu s'adjoindre une suppression de journées de travail : les ouvriers n'étaient plus occupés que trois jours par semaine.

Dès lors, les conditions de travail devenaient impossibles, et, dès le 15 mai, un grand nombre d'ouvriers avaient complétement quitté le travail. Le mouvement gréviste avait pris, dès les premiers jours, de grandes proportions. Le 21 mai on ne comptait que 2000 grévistes et le lendemain on pouvait en évaluer le nombre a plus de 8000.

Quelques jours plus tard, des compagnons de Verviers qui avaient été prévenus de ce mouvement, se rendaient à Seraing et des meetings furent organisés pour le lundi 21 mai. Ils eurent lieu au milieu d'une animation extrême qui démontrait une résolution énergique de la part des grévistes.

Inutile de dire que les autorités locales avaient pressenti les événements dès les premiers meetings, un certain nombre d'agents de police stationnaient aux abords du local de la réunion et prenaient les allures les plus provocantes; plusieurs d'entre eux avaient même essayé, à plusieurs reprises, de pénétrer dans la salle, mais en avaient été immédiatement exclus lorsqu'ils ont voulu se présenter en armes. Enfin ils parvinrent à arrêter nos compagnons, lesquels sont encore, a l'heure actuelle, détenus préventivement a la prison de Liége.

Malgré le calme le plus complet parmi les groupes d'ouvriers, plusieurs bataillons de la garnison de Liége, un détachement de celle de Namur et plusieurs batteries d'artillerie avaient été envoyés à Seraing. Les troupes ont cerné la ville et intercepté les communications sur chaque rive de la Meuse; l'artillerie occupait les hauteurs environnantes.

A Verviers, quelques-uns de nous avaient pensé pouvoir tirer bon profit de ce mouvement de Seraing, mais après quelques démarches, on a dû y renoncer; on avait cru retrouver l'énergie révolutionnaire d'autrefois, qui a été absorbée par les questions politiques dans lesquelles se sont engagés un grand nombre d'entre nous.

La Fédération locale verviétoise, dans un grand meeting tenu le lundi 28 mai, a protesté contre les arrestations illégales faites à Seraing. A mon avis, nous devrions en finir avec toutes ces protestations à nos meetings et dans nos journaux; la meilleure protestation et la seule efficace serait d'empêcher l'injustice de se produire, fût-ce même par la force.

Pour nous, nous ne croyons pas que les grèves puissent jamais porter remède à nos maux; nous ne les acceptons que comme moyens d'agitation et à la condition que le moment soit bien choisi.

Comme je vous l'avais annoncé, le Congrès de l'Union ouvrière belge a eu lieu le 3 juin à Bruxelles; il paraîtrait que la discussion a été assez vive entre Wallons et Flamands. Je ne peux vous donner d'autres renseignements, ignorant ce qui en est résulté, G.

GENÈVE

Au centre de l'Europe, il existe un petit pays où ont pris corps les rêves les plus avancés de la politique radicale. Ce pays s'appelle la Suisse. Le suffrage universel le plus large, la législation directe, le droit de réunion, le droit d'association, la liberté de la presse, rien n'y manque. Encore quelques petites réformes, encore un coup d'épaule, et l'idéal de la bourgeoisie radicale est un fait accompli dans ce bienheureux pays.

Et pourtant dans cet Eldorado comme ailleurs, il existe, malgré les merveilles du mécanisme politique, des patrons et des salariés, des exploiteurs et des exploités, des affamés et des rassasiés. C'est que la liberté politique de la république bourgeoise est incapable de faire surgir un monde social nouveau, de changer les conditions économiques des classes ouvrières, les rapports du capital et du travail. A quoi peuvent, en effet, servir aux travailleurs toutes les libertés, si le capital, les machines, la terre, ne lui appartiennent pas ?

Une chose dont il est impossible de se faire une idée, c'est qu'avec toutes ces libertés, le peuple suisse est, sans contredit, le peuple le moins révolutionnaire du monde, c'est que même l'intelligence révolutionnaire fait absolument défaut non-seulement à la masse ouvrière, mais encore à la minorité organisée ou en voie d'organisation.

Ceux qui connaissent l'Amérique, l'Angleterre et la Suisse, ceux qui ont vu de près le charlatanisme des partis dans ces divers pays, ceux qui ont assisté au fonctionnement du mécanisme politique et qui savent quelle influence il possède sur les masses ouvrières, comprendront de suite ce que nous voulons dire, et s'expliqueront sans effort les causes des idées rétrogrades du prolétariat suisse.

Pour ceux qui ne connaissent pas les pays dont nous venons de parler, il importe d'exposer plus longuement et par des faits, que la République bourgeoise la plus rouge et la plus radicale est le meilleur moyen de dompter cet animal dangereux qui s'appelle *le salarié.*

Donner, en effet, à croire au peuple que la liberté civile et politique est le *summum* des droits de l'homme en société, et par dessus le marché lui donner ces libertés, lui représenter sans cesse qu'aucun peuple ne les possède, chatouiller la vanité individuelle dans toutes ses fibres et par contre-coup celle de la nation, ne négliger aucune occasion de proclamer bien haut que le peuple suisse est souverain dans le sens le plus étendu du mot, qu'il se fait à lui-même sa propre loi, voilà ce que de tout temps dans ce pays ont fait les classes dirigeantes. Quoi d'étonnant alors que le chauvinisme le plus étroit ait pénétré ce peuple jusqu'à la moëlle, qu'il se soit laissé garotter par les détenteurs du capital, et qu'en contemplant cet animal domestique si docile et si bien élevé, la bourgeoisie suisse puisse dire, sans crainte de se tromper, qu'elle est à bon droit fière de sa situation comme de la plus stable qui soit au monde,

Ces vérités banales pour ceux qui connaissent la Suisse une fois dites, et pour la compréhension de ce qui va suivre, j'entre dans mon sujet qui est l'exposition aussi brève et aussi claire que possible des mouvements ouvriers en Suisse.

Sur cette terre républicaine, il existe trois organisations ouvrières : le *Grutli*, organisation nationale politique, presque exclusivement composée de citoyens suisses ; l'*Union ouvrière suisse*, organisée et dirigée par des réfugiés politiques allemands, composée de citoyens de la Suisse allemande et de citoyens allemands, et enfin *la Fédération jurassienne de*

l'Association Internationale des Travailleurs, composée pour la plus grande partie de citoyens de la Suisse romande et de réfugiés français.

La Société du *Grutli* assez nombreuse, est une société patriotique et rien autre, ses idées n'ont rien de commun avec le socialisme. Elle n'a pas de politique positive, de politique propre, ses moyens d'actions varient suivant les milieux et les faits qui se produisent, et suivant aussi les membres qui composent les sections. A Genève, par exemple, elle va bras dessus bras dessous avec les radicaux, tandis qu'à Neuchâtel, trompée par les radicaux, une partie des membres du *Grutli* ont voté dernièrement la liste verte, dite libérale ou conservatrice.

L'*Union ouvrière suisse* qui compte dans ses rangs près de 5,000 membres, se considère comme la véritable représentation du mouvement socialiste en Suisse, elle ne cache nullement sa prétendue parenté *avec le parti socialiste démocratique allemand*. Dans cette prétention, il y a bien une part de vérité. Les fondateurs et les meneurs de cette société sont, en effet, sortis de ce parti et en leur qualité de réfugiés allemands, ils ont la plupart conservé des relations avec ses membres. Leur respect religieux de la tradition allemande, au sujet de l'organisation de l'Etat et quelques opinions générales les lient, étroitement. L'autorité et la centralisation pour faire la révolution et l'Etat comme idéal de l'organisation future, telle est la pierre angulaire sur laquelle reposent les deux sociétés. Dans ces derniers temps, quand, au milieu des meneurs du parti socialiste démocratique allemand, on remarque l'épuisement de la conscience révolutionnaire, quand plusieurs mêmes abandonnent complétement la voie révolutionnaire, la prétention de l'*Arbeiter-Bund* (*Union ouvrière Suisse*), en raison de sa consanguinité avec ce parti, a reçu une sanction complète.

A en juger par les correspondances publiées récemment par l'*Arbeiter Zeitung* (Journal allemand de la *Fédération Jurassienne*) ainsi que par votre *Revue*, tout aussi bien que par l'étude de ce qui passe en Allemagne et dont l'aveu est implicitement contenu dans certains articles du *Vorwaerts*, il semble que le mot d'ordre définitivement adopté est : *plus lentement, peu à peu*. Cette tactique est celle-même dont se glorifie l'*Arbeiter-Bund*. A chaque parole qu'ils prononcent, à chaque article qu'ils écrivent, à chaque acte qu'ils sont obligés de faire, la recommandation perpétuelle de ses meneurs est « *marche graduelle, pas à pas, patience* ». *Le Vorwaerts* de Leipzig et *la Tagwacht* de Zurich appelnt cela : *marschiren* (marcher, avancer).

Il y a à remarquer pourtant que les deux organisations ont certains côtés caractéristiques très différents, en ce sens que les membres du parti socialiste démocratique allemand *(Social-demokratischen Partei)* sont plus consciemment socialistes que ne le sont ceux de l'*Arbeiter-Bund*. J'ai eu maintes fois l'occasion de parler avec nombre de personnes qui ont eu la chance de voir à l'œuvre plusieurs sections de l'*Arbeiter-Bund*, et toutes ont été unanimes à me dire qu'elles n'avaient pu découvrir dans ces sections la moindre trace de socialisme, et qu'il arrive même que quelques-unes ne sont pas même abonnées à leur organe officiel *la Tagwacht*, parce qu'elles lui préfèrent tel journal bourgeois libéral ou conservateur.

En Allemagne, la propagande socialiste est, certainement, plus nette et plus énergique. La rupture des socialistes allemands avec les partis politiques bourgeois y est un fait encore général, tandis que l'*Arbeiter-Bund* n'a mis aucune pudeur dans son alliance et son inféodation au radicalisme bourgeois. Aujourd'hui il marche d'accord avec le *Grutli*.

Mais si l'*Arbeiter-Bund* a fusionné avec les partis bourgeois, il est par contre à couteaux tirés avec *la Fédération Jurassienne de l'Association*

Internationale des Travailleurs, qui est la seule véritable représentation sérieuse du socialisme sur le territoire suisse.

Avant de parler de cette fédération, qui a déjà son histoire, nous nous arrêterons un instant sur les résolutions prises au dernier congrès de l'*Arbeiter-Buud*, tenu récemment à Neuchâtel, et qui nous paraissent caractériser d'une manière très-précise ses idées et ses tendances. A ce Congrès ont été invités les délégués du Grutli ; *mais la proposition d'inviter la Fédération Jurassienne a été repoussée.*

Voici les premières résolutions adoptées à ce Congrès :

1) L'*Arbeiter-Bund* et le *Grutli* forment la base du parti social démocratique. Le Comité central de l'*Arbeiter-Bund* a la direction suprême de la Société et résout toutes les questions intéressant l'organe central et les publications du parti.

2) Ne peuvent être nommés membres de l'organisation, que *les compagnons qui s'engagent à défendre à chaque occasion le programme de l'Union.*

3) *Nul ne peut être membre de l'Arbeiter-Bund, s'il appartient à une organisation qui n'a pas les principes et la tactique de l'Arbeiter-Bund.*

Comme vous le voyez, la première résolution démontre d'une façon péremptoire, les sympathies marquées de l'*Arbeiter-Bund* pour la centralisation et l'autorité. La Société. en effet, possède un Comité directeur qui nomme ses employés administratifs pris dans les sections. C'est enfin un petit Etat. D'un autre côté, il appert de cette résolution que le niveau de la conscience révolutionnaire chez les meneurs de l'*Arbeiter-Bund* est bien bas, puisqu'ils ont consenti à s'allier avec un groupe dont toute la valeur consiste dans un nationalisme étroit et dans un chauvinisme à ce point aveugle qu'il n'a jamais hésité à se mêler, sous couleur de patriotisme, aux tripotages politiques les moins avouables, tantôt au profit des conservateurs, tantôt au profit des radicaux.

La même résolution dénote un parti pris de restreindre la liberté de l'individu et du groupe, puisque c'est le Comité central qui a entre ses mains l'organe central du parti et qui par là se trouve être le seul juge de la direction à donner à cet organe.

Nous ne dirons rien des deuxième et troisième résolutions qui prouvent surabondamment les tendances absolutistes et autoritaires des meneurs de l'*Arbeiter-Bund.*

Mais votre étonnement sera bien plus grand, lorsque je vous aurai dit qu'elles n'ont été prises que dans le but d'empêcher l'entrée des sections de l'*Arbeiter-Bund* aux membres de la *Fédération jurassienne*, en raison des idées et du programme socialiste-révolutionnaire de celle-ci.

Mais laissons de côté l'*Arbeiter-Bund*, et pour finir, parlons un peu de la *Fédération jurassienne.*

Son programme peut se résumer en quelques mots :

La complète dépendance économique et politique du travailleur est la source de tous ses maux. La liberté politique, idéal des bourgeois radicaux, est pour lui une fiction et un leurre. L'appropriation à la collectivité des travailleurs du capital et des instruments de travail, la libre organisation des groupes, l'autonomie de l'individu dans les groupes, tels sont les moyens par lesquels on peut arriver à l'affranchissement complet de l'humanité. L'Etat est le grand instrument de l'oppression du prolétariat. C'est un *crime ou une duperie* d'amener la masse ouvrière sur le terrain des réformes légales. C'est pourquoi la *Fédération jurassienne* ne cesse de dire aux ouvriers : « Ne mendiez aucun secours à l'Etat, car « ce serait rabaisser la dignité humaine et donner des forces nouvelles « au plus puissant instrument d'oppression que possède la bourgeoisie.

« Ne faites pas de pétitions à vos législateurs, car les loups ne sont pas « capables de faire des lois favorables aux agneaux. Votre vie est terrible « et misérable, mais jusqu'à ce que se lève le soleil de la justice, ne « demandez à vos maîtres ni remêde ni palliatif. Organisez-vous pour « vous porter mutuellement secours les uns aux autres. Que ces organi- « sations vous servent d'écoles de chaque heure et de chaque jour ; mais « n'oubliez pas l'avenir, et préparez les cadres pour la grande lutte du « prolétariat européen contre le monde bourgeois. »

La *Fédération jurassienne* est la plus petite par le nombre des sociétés ouvrières suisses, et il y a à cela deux motifs : le premier est que son action s'exerce en dehors des grands centres industriels, et le second le chauvinisme des ouvriers suisses en général et leur foi dans les libertés politiques qu'ils possèdent. Mais quoique petite par le nombre, elle gagne chaque jour du terrain et inspire à la bourgeoisie des craintes sérieuses. Pendant que l'*Arbeiter-Bund* reçoit pour sa conduite modérée les louanges du Conseil d'Etat de Berne, des radicaux genevois et des conservateurs vaudois, la petite *Fédération jurassienne* donne à réfléchir aux gouvernements de la libre Helvétie, et tous cherchent les moyens légaux pour l'anéantir, parce qu'ils sentent bien qu'il y a là un péril pour la bourgeoisie et les classes dirigeantes qui ne le cèdent pas, dans notre beau pays, en corruption aux bourgeoisies et classes dirigeantes des nations qui l'environnent.

Les temps sont peut être proches, car la grande industrie viendra tôt ou tard s'asseoir sur les ruines de la petite industrie qui, de toute part, en Suisse, est agonisante, et ce jour là l'inaltérable quiétude de la bourgeoisie suisse, pourra bien se changer en une véritable terreur.

N.

MOSCOU

Alexandre II a commencé son règne alors que les canons des alliés de Napoléon III tonnaient à Sébastopol. Vingt-deux ans se sont écoulés depuis, vingt-deux ans de souffrances pour les travailleurs, pour le peuple ! La trompette guerrière vient de rappeler sous les armes les fils des paysans affamés pour sauver comme toujours l'*honneur* de la patrie et de nos frères Slaves. Pas d'argent, pas de crédit, — peu importe ! ne faut-il pas réparer coûte que coûte les inepties des diplomates ? Alexandre II finira-t-il comme il a commencé ? Finira-t-il comme son père remettant le gouvernail de l'Etat aux mains de son fils au milieu d'une guerre qui se terminera on ne sait trop comment ?

En attendant, le peuple souffre, les vingt-deux années de *réformes* n'ont amené aucun changement dans sa situation économique. *Attaché à la glèbe* le paysan crevait de faim sous le règne de l'empereur Nicolas; *émancipé* par Alexandre II il paie plus d'impôts que par le passé et continue à crever de faim comme devant.

Les libéraux saluèrent la réforme conçue par les propriétaires, ils prétendirent que la force productive de notre pays agricole par excellence allait augmenter et que le paysan, par suite, paierait son rachat d'une manière presque insensible. Ceux qui osèrent, à l'époque, ne pas applaudir le gouvernement, ceux qui osèrent critiquer la réforme ont depuis payé cher leur opposition ou leurs critiques. Ceux qui n'en sont pas déjà

morts végètent, en attendant la fin de leur horrible existence, dans quelque province éloignée en Sibérie.

Le peuple, à juste titre, mécontent de la réforme, espérait que le czar lui donnerait bientôt une *nouvelle liberté*, en lui rendant toute la terre dont ses ancêtres avaient disposé au profit de leurs favoris.

De grandes rumeurs et des mouvements se produisirent dans presque toutes les provinces. L'empereur lui-même fut forcé de dire au peuple à diverses reprises « *vous n'aurez pas une autre liberté* ».

Il est difficile de faire croire à un homme en bonne santé qu'il est atteint d'une maladie mortelle ; le peuple russe ne se contentant pas des réponses du czar, attendait et attend encore *sa terre et sa liberté*.

Quelle est donc la situation du paysan russe à l'heure qu'il est ? Voilà la question qu'il nous paraît intéressant d'examiner et nous nous proposons d'en parler dans cette première correspondance.

Un défaut capital de toutes les *réformes libérales* consiste en ce qu'elles coûtent une masse d'argent ; déjà les commissions de rédaction du projet d'émancipation, avec leurs régiments de présidents, de vice-présidents, de membres, de secrétaires, etc., avaient opéré un certain vide dans les caisses de l'Etat. Vinrent plus tard les *réformes* dans l'administration et dans la justice, dans l'armée et dans la police, et par suite le peuple se trouva écrasé d'impôts.

La noblesse paresseuse et insouciante, ne comprenant rien à l'économie rurale, était criblée de dettes, ses terres étaient toutes engagées et réengagées aux hypothèques de l'Etat ; le *rachat forcé* d'une partie de ces terres nobiliaires par les communes a facilité aux seigneurs le paiement de leurs dettes, et on peut dire que ce sont les seigneurs qui se trouvèrent réellement émancipés au point de vue économique.

Après cette liquidation faite sous la protection du czar et aux dépens du paysan, la noblesse pouvait commencer une vie nouvelle. Les conditions étant changées, n'ayant plus le travail gratuit des serfs à leur disposition, les propriétaires eussent pu introduire un système d'exploitation mercantile.

Incapable de le faire, la noblesse devait céder la place à la bourgeoisie.

Avant l'émancipation, cette dernière se tenait principalement dans les villes, s'occupait de commerce et d'industrie. Le pays étant essentiellement agricole, le commerce des graines était naturellement le plus important. Marchands de blés et propriétaires se trouvaient donc en rapport constant. Après l'émancipation, le commerçant chercha à devenir en même temps fermier ou propriétaire.

La situation du travailleur empira encore davantage. Cet oiseau rapace qu'on appelle le bourgeois se lève de grand matin, et surveille les travaux en personne, l'œil du maître luit partout, le règne des araignées suçant méthodiquement les mouches remplaça celui des seigneurs qui se contentaient de les écraser. Grâce à cette transformation, la production du sol augmenta de 40 0|0, mais s'ensuit-il que le paysan a plus qu'auparavant le pain qui lui serait nécessaire ?

Le paysan du Nord de la Russie se considère comme très heureux, quand il a de quoi manger du mois de septembre au mois de janvier et à partir de cette époque, la famine commence pour lui. Les industries du pays n'ayant pas reçu le développement nécessaire, il n'y a en tout que 700,000 mains sur 80 millions d'habitants, occupées dans les fabriques et encore doivent-elles chômer souvent.

La Russie est un Etat de paysans, et il n'est pas inutile de passer en revue quelques chiffres puisés aux sources officielles et qui nous montreront sa situation véritable.

Dans la province de *Moscou*, au centre de l'Empire, le paysan paie à l'Etat, sous prétexte d'impôts et de contributions diverses, 205 0|0 du revenu de sa terre.

Pour la province de *St-Pétersbourg*, nous voyons figurer le chiffre de 134 0|0.

Dans celle de *Penza* (l'une des provinces les plus fertiles du bassin du Volga) il paie 128 0|0,

A l'extrême nord, dans la province d'*Archangelsk*, ce chiffre s'élève à 137 0|0.

Supposons que le paysan rende à l'Etat *tout son revenu*, on se demande où il prendra les 105, 34, 28 et 37 0|0 que lui réclame encore l'Etat. Il est facile de comprendre que le paysan se trouve forcé d'aller travailler à n'importe quel prix au profit de l'oiseau de proie établi à côté de lui, pour pouvoir vivre et parfaire les sommes que sa terre se refuse a lui donner, mais que l'Etat inexorable lui réclame quand même. Et voila ce que l'on a eu l'impudence d'appeler EMANCIPATION ! ! !

Un nouveau système de servage plus lourd et non moins horrible, telle est la liberté que le czar et sa clientèle nobiliaire ont accordé au paysan. Il n'est propriétaire que de nom, tout comme beaucoup de paysans français qui travaillent au profit des caisses hypothécaires, des crédits fonciers, des mille formes que sait prendre l'usure pour tirer d'eux le plus clair de leur rude labeur. Il y a cependant entre eux une différence : tandis que le paysan français illusionné par l'éclat trompeur d'une pseudo-liberté politique, aveuglé par les mille rouages de la bancocratie, *se croit un être libre et indépendant*, le paysan russe qui se trouve directement aux prises avec toutes les difficultés d'une situation économique épouvantable, a su saisir la cause immédiate de l'oppression dont il est victime et il en recherche le remède là où il est véritablement : Il *se sait esclave* du capital et de la propriété et cherche à s'en émanciper par la Commune.

Le paysan de la Grande Russie veut garder sa *Commune*, mais le gouvernement et la bourgeoisie se donnent toutes les peines du monde pour détruire cette institution de solidarité économique, qui a de tous les temps allégé les souffrances du peuple agricole.

Qu'est-ce donc que cette *Commune* de la Grande Russie ?

Tout le village possède en commun : champs arables, prés, forêts, appartiennent à la *Commune*. Nul n'a le droit de propriété exclusive, chaque membre de la *Commune* reçoit en possession une parcelle de terre égale aux parcelles que possèdent les autres. Il a le droit de cultiver la terre, de disposer à son gré des produits de son travail, mais il ne peut dans aucun cas ni vendre son terrain ni le transmettre à qui que ce soit par voie d'héritage ou de donation. Les membres de la *Commune* augmentant en nombre, la répartition s'établit à nouveau. Telle est l'organisation de cette Commune : elle empêche le paysan de devenir prolétaire.

L'hostilité des propriétaires grands et petits contre cette organisation, est telle que l'un des grands propriétaires de la Russie. M. Orloff-Davidoff, n'a pas craint de dire il y a trois ans :

« Il faut détruire la Commune, il faut que les paysans aient le droit de « vendre leur terre et poussés par la nécessité, ils ne tarderont pas à la « vendre. De cette manière nous verrons chez nous le développement de « la grande propriété et nous aurons toujours sous la main la quantité « voulue d'ouvriers prêts à travailler pour un prix minime, c'est ainsi « qu'une agriculture modèle pourra se développer dans notre pays. »

Le gouvernement suit à peu près la même tactique. Les paysans ayant déjà payé les sommes dues pour le rachat des terres, obtiennent le droit

à des parcelles de terre que le gouvernement leur donne à titre de propriété individuelle. Ce sont là les premiers candidats au prolétariat.

Les terres appartenant aux propriétaires paient un impôt vingt fois moindre que celles des paysans, nous avons donc chez nous un système progressif, mais à l'inverse. La *Commune* une fois détruite, la solidarité dans le paiement de l'impôt n'existant plus, les paysans ne pourront plus le payer, ils quitteront leurs terres et s'en iront aux quatre coins du monde, dispersés à tous les vents, à la recherche des acheteurs de leur travail. Pourquoi le gouvernement cherche-t-il a détruire cette solidarité économique parmi les paysans, puisqu'elle lui est si utile en matière de prélèvements d'impôts ? C'est que le gouvernement veille sur les intérêts des classes privilégiées. Alexandre Ier est le premier empereur bourgeois e la Russie, il ressemble beaucoup à Louis-Philippe : faux comme lui, poltron comme lui. bourgeois comme lui. Le peuple russe souffre, mais il proteste comme il peut, et surtout il se refuse à payer l'impôt.

Cette année se présente mal, on ne s'attend guère à une bonne récolte et d'après les journaux de St-Pétersbourg, il y a dans la capitale de l'empire 90,000 ouvriers sans travail ! A Toula, centre principal de fabriques d'armes, malgré les préparatifs de guerre, il y avait cet hiver 10,000 ouvriers inoccupés. Ajoutez a tout ceci les calamités de la guerre et vous aurez une idée de la situation.

L'emprunt qu'on a tenté de faire l'année dernière n'a pas été couvert, malgré toutes les roueries malpropres. La banque de l'Etat a prêté à la banque d'Odessa 500,000 roubles, pour que cette dernière pût souscrire ; cette farce à la Robert-Macaire n'a pas plus réussi que les autres. On dit que l'empereur va bientôt signer un Ukase, promulguant un emprunt extérieur de 3 milliards de francs. Que feront les banquiers de l'Europe? Le gouvernement, comment les paiera-t-il ?

On parle de la convocation de la milice, ce qui mettra le pays en pleine déroute et rapprochera le gouvernement de la banqueroute. Pourvu que celle-ci nous rapproche de la Révolution ! Qui sait quand elle viendra ? Louis Capet en convoquant les Etats-généraux, ne savait pas qu'il convoquait ses juges suprêmes. Quel sera le sort d'Alexandre, disparaîtra-t-il comme Louis Capet ou bien sera-t-il forcé de quitter le pays comme Louis-Philippe ?

Oui, le peuple russe se rapproche de plus en plus du moment où éclatera la crise suprême. Les révolutionnaires doivent redoubler leurs efforts. Les dix grands procès politiques qui ont eu lieu sous ce règne nous prouvent que le mouvement ne s'arrête pas. Dans quelles conditions et comment se fait la propagande révolutionnaire en Russie ? C'est ce qui fera l'objet de ma prochaine correspondance.

Salut et solidarité, D. K.



TRIBUNE LIBRE

LA NUIT DU 21 AU 22 MAI 1871.

Le Citoyen Lissagaray dit dans son « Histoire de la Commune » page 350: « Un fait analogue (analogue à celui de Montmartre) se « produit en même temps sur la rive gauche à l'Ecole Militaire. En « face du parc d'artillerie, les Versaillais depuis une heure du matin « manœuvrent au Trocadéro. Et pas un seul des canons ne s'allume. « Que fait donc le gouverneur de l'Ecole ?

« Au lever du jour, la brigade Langourian attaque les baraquements « du Champ-de-Mars. Les fédérés s'y défendent énergiquement et ne « peuvent être délogés que par les obus du Trocadéro. Ils se replient « sur l'Ecole, repoussent encore longtemps l'effort des troupes, et « laissent ainsi au VII[e] arrondissement le temps de se lever. »

Autant de mots, autant d'erreurs !

Voici la vérité, toute la vérité sur l'occupation de la place de *l'Ecole Militaire,* dont j'étais le commandant, et je défie qui que ce soit de dire que je m'en sois écarté.

Le Dimanche, 21 mai, vers les sept heures du soir, le bruit de l'attaque couronnée de succès des troupes de Versailles contre le mur d'enceinte se répandit sur les boulevards. Sauter en voiture et courir au ministère de la guerre fut, pour moi, l'affaire de quelques minutes. Je m'attendais à trouver là une grande agitation ; il n'en était rien quoique l'on sût la nouvelle. Toutes les mesures, me dit-on, avaient été prises, le succès de surprise des Versaillais se transformerait infailliblement en une défaite honteuse. Demandant des instructions et des ordres, on me dit que je les recevrais en temps et lieu et de me tenir prêt à tout évenement. Le Chef d'état-major me pria, en même temps, de donner l'ordre au bataillon dit ; *Bataillon de La Cécilia,* caserné à l'Ecole militaire, de marcher à l'ennemi. A mon arrivée, je communiquai l'ordre au commandant de ce bataillon qui se mit en devoir de l'exécuter. et renseignai sur la situation le général La Cécilia, qui arrivait du Petit-Vanves et ne se doutait de rien.

Immense pâté de bâtiments (casernes, écuries, logements), dont la façade occupe toute l'étendue du Champ-de-Mars, l'Ecole militaire, bien loin d'être une place forte, n'a même jamais été considérée comme une place défendable. L'accès sur tous les points en est plus que facile, et le Trocadéro pris et occupé par de l'artillerie, l'Ecole militaire, même bourrée de troupes et de munitions, est prise.

J'avais, dès mon arrivée, fait doubler les postes, visité et fait fermer les portes et les grilles, recommandant à chacun la plus stricte vigilance. Le calme le plus complet régna jusqu'à onze heures. Je dois ici faire une observation très importante pour la clarté de ce récit. Les troupes fédérées massées au Champ-de-Mars n'étaient nullement sous mes ordres ; le colonel Vinot, campé sous la tente avec son état-major au milieu d'elles, en avait seul la direction et le commandement. Commandant de place, mon autorité expirait aux grilles des bâtiments !

Entre onze heures et minuit, Henri Fortuné, membre de la Commune, m'apporta un pli de l'état- major m'intimant l'ordre de rassembler les hommes que je pouvais avoir sous la main et de me tenir prêt à marcher à la barricade de Grenelle. L'Ecole militaire, désignée pour la formation et l'instruction des corps, ne renfermait pas de troupes de marche ; le bataillon incomplet qui la gardait était à peine suffisant pour le service.

—Combien pouvez-vous rassembler d'hommes ? me demanda Fortuné.

—Si je puis, dans une heure, en mener deux cent cinquante à trois cents à la barricade, je me considérerai, lui répondis-je, comme très heureux.

—Mais on m'a dit au ministère de la guerre que l'on pouvait facilement détacher mille hommes de l'Ecole militaire.

—Ceux qui vous ont dit cela sont des ânes, lui dis-je avec quelque humeur ; en tous cas, l'expérience est facile.

Là dessus, je fis battre et sonner le rappel par les tambours et les clairons et lançai mes adjudants de place dans les chambrées pour accélérer le mouvement.

Fortuné me quitta, en me disant de rester en piquet d'attente jusqu'à nouvel ordre.

Vers deux heures, Chouteau, membre du Comité Central, apparut. J'étais au milieu de la cour en tenue de marche, avec mon état-major ; tambours et clairons battaient et sonnaient le rappel en désespérés depuis une heure et demie.

—Où sont tes hommes ? me demanda Chouteau.

—Voilà ! répondis-je, en lui montrant *trente sept* gardes nationaux rangés, l'arme au pied.

—Tout çà ! fit-il.

—Tout çà.

Il fit faire un demi tour à son cheval blanc et repartit au galop en criant :

—Je vais rendre compte à la guerre et demander du renfort ; attends moi.

Je n'ai jamais revu Henri Fortuné et j'attends encore Chouteau.

Constatant l'impuissance du rappel, j'envoyai un de mes officiers au Champ-de-Mars demander du renfort au colonel Vinot. Il revint, au bout de dix minutes, me dire que le colonel avait abandonné le Champ-de Mars avec toutes les troupes fédérées. Me refusant à le croire, je fus constater moi-même l'évacuation et la solitude absolue de ce camp si animé naguère. Il était alors deux heures.

Vers les trois heures, une fusillade nourrie s'engagea sur la gauche du Trocadéro ; c'étaient les *Turcos de la Commune* qui ouvraient le feu sur les Versaillais. De plus en plus inquiet, j'envoyai estafette sur estafette au ministère de la guerre : le premier m'apporta un ordre, signé de je ne sais plus qui, me disant de tenir bon, que l'on allait m'envoyer cent hommes résolus. Cent hommee résolus, qu'on ne devait du reste pas envoyer, où il en aurait fallu quatre mille ! Le second un ordre verbal me donnant pleine et entière liberté de manœuvres.

Vers les cinq heures, la fusillade cesse sur la hauteur et quelques obus viennent fouiller les baraques abandonnées du Champ-de-Mars. Le Trocadéro envahi se hérisse d'artillerie et le bombardement de l'Ecole commence ; les obus et les boites à balles pleuvent sur les toits et dans les cours, en particulier sur la lanterne de l'horloge où flotte le drapeau rouge, devenu l'objectif de la batterie versaillaise. Les trente sept gardes nationaux accourus au rappel ont disparu ; autour de moi se pressent une cinquantaine de soldats de la ligne, déserteurs sans armes, frémissant du sort qui leur était réservé ; dans ce groupe trois ou quatre femmes qui pleurent ; trois officiers de mon état-major disparaissent ; nous sommes cinq ou six hommes armés, et déjà une ligne noire de troupes se déploie sur la pente du Trocadéro. Les deux officiers qui me restent ,un commandant et un capitaine, me pressent de prendre une décision ; évacuer l'Ecole militaire est évidemment le seul parti à prendre ; les troupes du Trocadéro descendent sur une triple ligne vers le Champ-de-Mars, leurs balles frappent déjà les murailles et les grilles ; tout est fini, je donne l'ordre de battre en retraite par la place de Fontenoy et marche avec mes deux officiers, derrière le troupeau humain qui me précède, éperdu. L'Ecole, en ce moment, était couverte de feux ; je ne sais par quel hasard le *Manège* plein de projectiles chargés et de munitions et la poudrière de l'*Annexe* ont pu éviter un désastre. Je reçois à la cheville gauche un éclat de pierre produit par le choc contre le mur d'une boite à balles ; contusion insignifiante et dont, à pareille heure, je ne parlai même pas. Nous gagnâmes enfin la grille et me plaçant avec mes deux officiers devant la porte du corps de garde, je fais passer tout le monde et sors le dernier avec eux.

Arrivé au ministère de la guerre vers les six heures, pour faire mon rapport, je le trouve complètement évacué. Je remonte alors péniblement vers Montmartre ; ma contusion, jugée d'abord insignifiante, avait déterminé une douloureuse enflure de la cheville et du pied : C'est appuyé sur le bras du capitaine qui ne m'a jamais abandonné

et qui pourrait en temoigner encore, que je me suis traîné à mon domicile.

Je rédigeai immédiatement mon rapport et l'envoyai au délégué à la guerre Delescluze, qui me répondit, dans la soirée, approuvant en tous points ma conduite, et me disant d'attendre ses ordres.

Ordres qui, hélas ! ne devaient pas venir. Ordres que, mis hors de combat je n'eusse pu, du reste, exécuter.

Je demande pardon aux lecteurs du « *TRAVAILLEUR* » de m'être trouvé dans la nécéssité de parler de moi si long-temps ; mais il faut que chacun de nous apporte sa page à l'histoire sinistre des massacres de Mai. C'est la meilleure et la plus impartiale façon de l'écrire.

Eugène Razoua.

AVIS. Les citoyens de *l'Extérieur* qui recevront ce numéro du «TRAVAILLEUR» et qui n'ont pas encore réglé leur abonnement sont invités à le faire dans le plus bref délai s'ils ne veulent pas subir de retard dans l'expédition de la REVUE.

Les timbres-poste français sont acceptés en paiement.

L'ADMINISTRATION.

Imprimerie du *Rabotnik*, Montchoisy, 26, Genève.

1re Année. N° 3. Juillet 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction : N. **Joukowsky**, A. **Oelsnitz**, Ch. **Perron**, Elisée **Reclus**.

ABONNEMENT : Un an, **6** fr.; Six mois, **3** fr.; Trois mois, **1** fr **50**.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** »
Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève**.

BULLETIN

Allons demander aujourd'hui des enseignements aux Etats-Unis, à la «République modèle». On vient précisément d'y célébrer une grande fête nationale: on y a pendu en un seul jour onze ouvriers, dont six dans la même cour de prison, et ce n'est, parait-il, qu'un commencement. Aussi quel frémissement de plaisir, d'un bout de la République à l'autre, parmi les amateurs de pittoresque! De toutes parts étaient accourus les rédacteurs de journaux pour avoir le privilège d'assister aux pendaisons; les personnages les plus considérables étaient venus chez les geôliers mendier des cartes de faveur pour être au nombre des spectateurs élus; les prisons étaient entourées de milliers d'hommes, joyeux de voir au moins les murs derrière lesquels s'accomplissait le drame.

Q'avaient-ils donc fait ces ouvriers, dont la pendaison était le grand évènement des Etats-Unis? C'étaient des mineurs irlandais, appartenant à la société de résistance des Molly Maguires. On les accusait d'avoir, à diverses époques, tué des hommes de police et des gens aux gages des compagnies houillères, et peut-être l'accusation était-elle fondée, quoique le simple témoignage d'un mouchard ait

suffi pour faire prononcer huit condamnations à mort. Si les malheureux avaient tué pour voler ou pour satisfaire une vengeance particulière, on les eût graciés probablement ou bien on n'en aurait pendu qu'un ou deux pour l'exemple; mais leur crime était bien autrement grand. Ils avaient tué pour venger des milliers de leurs frères étouffés dans les mines par l'incurie des patrons, d'autres centaines de milliers privés de leur salaire si péniblement acquis, opprimés de toutes les façons par ceux qui vivent de la misère du pauvre. Ils représentaient la révolte du travail contre le capital trois fois saint, la justice sommaire du vaincu punissant le caprice du vainqueur. Sans doute, leurs coups n'avaient porté que sur des subalternes et non sur les véritables exploiteurs; mais derrière l'agent de police le magistrat se sent menacé; le banquier comprend que la balle tirée sur le contremaître poura l'atteindre un jour. Ah, pourquoi les Molly-Maguires ne sont-ils pas nés dans une classe qui leur permette de commettre des crimes sans châtiment? Pourquoi ne sont ils pas au nombre de ces grands voleurs qui gouvernèrent New York pendant des années, gens habiles qui, après avoir filouté des millions de dollars, s'arrangent maintenant avec les tribunaux pour reprendre leurs titre d'honnêtes gens en rendant cinq pour cent de l'argent volé?

* * *

De la République modèle passons au Saint empire Russe. Là nous avons affaire à un souverain qui ne tue pas lui-même, parceque ce travail est malpropre, mais qui fait massacrer par ses sujets en uniforme. La besogne, de vile qu'elle serait, exercée par un seul indidu, devient ainsi noble et glorieuse. Aussi entendez-le parler aux Bulgares, qu'il n'a pas encore délivrés du joug musulman, mais auxquels il prépare un autre «joug» non moins lourd à porter. On croirait, à l'entendre, qu'il descend du ciel et qu'il parle, non pas en empereur, mais en dieu. Quel est le dernier mot de sa proclamation?

«Obéissez! Accomplissez exactement mes ordres. De là dépend votre salut!» Et les mesures sont prises pour que les Bulgares obéissent en effet, deviennent de bons sujets slaves, priant pour le tzar et dans les termes qui leur seront dictés. Les soldats sont là pour faire respecter les ordres souverains et derière eux vient déjà l'armée des plumitifs. Avec les trains d'artillerie qui franchissent le Danube passent aussi les convois de papier, cette paperasse fatale, plus redoutable pour les peuples que ne l'est le canon.

Pour nous imaginer le sort qui attend les récalcitrants de Bulgarie, mahométans ou chrétiens, si jamais le tzar parvient à détruire les armées de la Turquie et à s'installer sur le trône des Constantins, voyons ce que dans sa grandeur et sa toute bonté, il daigne décreter en faveur des habitants du Caucase. Là aussi ses armes sont allées porter la civilisation, fair régner la justice, éclairer les populations barbares de la merveilleuse lumière que répand la vraie foi : si nous

en croyons ce beau programme, les diverses peuplades du Caucase jouiraient maintenant d'un bonheur complet. En effet, il y a dix ans déjà, le digne frère de tzar, qui le représente dans le Caucase, le grand duc Michel a daigné rendre un premier décret de civilisation et d'amour. Dans l'espace de quatre mois, toute la population des vallées qui avoisinent la mer Noire était sommée de disparaitre par l'exil volontaire ou forcé : sinon, son Altesse aurait le chagrin d'avoir à faire la place nette par la force des armes. Il fallut obéir. Quatre cents mille hommes durent quitter leur patrie, les uns sur des navires russes que l'on mit gracieusement à leur disposition, les autres sur des felouques turques, et tous ces malheureux se dispersèrent en Asie et dans la Turquie d'Europe en mendiant un asile et du pain. Combien en mourut-il dans cet exode, du froid, de la faim, de la fièvre? Un tiers? La moitié peut être? Qu'importe au sérérissime prince Michel!

Il en serait plutôt beaucoup trop resté, au gré du tzar. C'est que dans la guerre actuelle, un grand nombre d'Abkhases, gardant au cœur le souvenir de l'atroce exil et l'amour de la vengeance, sont revenus en armes pour reconquérir les vallées d'où ils ont été chassés. Ce sont eux qui, avec l'aide de la flotte turque, se sont emparés de Soukhoum Kaleh et de plusieurs autres postes fortifiés du voisinage, eux qui ont coupé la route du littoral entre les pays du Don et la Transcaucasie, eux qui ont soulevé les tribus restées daus la partie centrale de la chaîne et qui harcèlent les convois des Russes autour des villes et des forts. On regrette sans doute de n'avoir pas décrété le massacre au lieu de l'exil sommaire, mais c'est une faute dans laquelle on ne retombera plus. Les mesures sont déjà prises; le plan de « pacification » s'accomplit déjà. Mais il a été décidé en haut lieu que l'œuvre de destruction se ferait tout en douceur, avec miséricorde. On ne tuera pas les Tcherkesses; non, mais on les déportera dans le gouvernement d'Olonetz, au nord de la Russie, et le froid, le scorbut, la nostalgie tueront les malheureux montagnards aussi sûrement que les balles : s'il en reste encore quelque-uns, eh bien! ils défricheront le sol, et leurs descendants deviendront de bons sujets du tzar. Quant aux terres abandonnées dans le Caucase, on y enverra les catholiques de la Pologne et de la Lithuanie afin de leur apprendre ce qu'il en coûte de ne pas faire leurs génuflexions suivant la méthode prescrite par le tzar. Vraiment, la Russie mérite la reconnaissance de tous les gouvernements pour l'habileté profonde dont elle fait preuve dans l'art d'écraser les peuples. Elle avait déjà la Sibérie, comme la France a Cayenne et l'ile des Pins, mais par d'intelligents déplacements de populations, elle sait faire une grande Sibérie de tout son territoire, du Caucase aux bords de la mer Blanche.

Et tandis que de pareilles atrocités s'accomplissent, le tzar au nom duquel se font ces crimes, s'avance de ville en ville, acclamé comme un Dieu. On l'entoure, on baise ses mains en pleurant, et des milliers de jeunes hommes, beaux, forts ayant de l'intelligence pour les choses ordinaires de la vie, sont heureux de mourir pour un regard

de ses yeux. Que l'esclave est donc un être immonde, surtout quand il est fier de la servitude !

*
* *

Et que dire de la France ? Les trois cent-soixante-trois s'applaudissent toujours de la correction de leur tenue et se disent assurés du triomphe. C'est dire qu'aprés avoir si longtemps affirmé la loyauté du maître, ils croient maintenant à celle des valets ! Les élections seront sincères, les préfets respecteront le scrutin et n'y mêleront pas le contenu de leurs soupières ! Admettons en effet que ce miracle s'accomplisse et que les trois cent-soixante-trois reviennent majestueusement se faire mettre à la porte une seconde fois. Bien plus, admettons par impossible que les révérends Pères Jésuites et le médaillé de Pie IX qui porte leur épée veuillent bien s'incliner devant le suffrage populaire. Mac-Mahon cédera la place au «petit bourgeois» et nous assisterons à un nouvel exode de préfets, de sous-préfets, de secrétaires de préfecture et de juges de paix! Mais dans l'immense machine qui broie le peuple, quel engrenage, quel rivet seulement sera changé? Toujours des gens à portefeuille rempli pour nous appauvrir, toujours des gens à décorations pour nous administrer, des gens à toque pour nous condamner, des gens à épée pour nous tuer si nous ne sommes pas contents, et des gens à chasuble pour changer nos enfants en petits jésuites. Toujours le même Dieu en trois personnes, l'Eglise, le Capital et l'Etat pour nous tenir esclaves !

Et sous un pareil régime, quelle peut être la situation faite au travailleur ? Nous allons en juger par la décision d'une compagnie de chemin de fer, décision prise avant «l'acte sauveur de seize mai» et naturellement confirmée depuis. Rédigé en termes juridiques, le jugement a l'air de peu de chose et ne sollicite guère l'attention publique; mais les conséquences n'en sont pas moins tragiques et peuvent figurer dans l'histoire du travail à côté des pendaisons en masse ordonnées aux Etats Unis.

Voici le fait. Un mécanicien de la Compagnie du Nord vient de terminer ses vingt années de service réglementaire; il a cinquante ans d'âge; il a droit, d'après les statuts, à toucher sa pension de retraite. Néanmoins, pour faire plaisir à ses chefs, il veut bien attendre, il consent à continuer son métier pénible et dangereux en attendant qu'on lui ait trouvé un remplaçant convenable. Tout à coup on le révoque; on biffe sa pension de retraite, qui va grossir les bénéfices de la Compagnie et les gros traitements des administrateurs. Qu'a-t-il donc fait, le malheureux! Il a commis le crime, l'attentat, de porter un kilogramme de tabac belge sur le territoire français ! La chose est duement prouvée, et par mesure de «sécurité publique» le mécanicien est bel et bien condamné à laisser aux mains de M. de Rotschild sa pension viagère de 1200 francs. Bien plus, la sentence atteint par cela même les cent cinquante mille employés des chemins de fer français. Ils sont tous à la merci des capitalistes qui retiennent chaque mois sur le salaire des travailleurs une part de la future pension de retraite. Un

tel comme socialiste, tel autre parce qu'il déplait, seront également révoqués la veille ou le lendemain du jour où la pension devrait être payée, et les quelques sous du pauvre iront gonfler les grands sacs aux écus. On nous dit que le directeur de la Compagnie du Nord est un juif; mais il serait bien digne d'être chrétien, car il nous semble avoir profondément médité cette parole du Christ : «A celui qui a, il sera encore donné davantage; mais à celui qui n'a rien le peu même qu'il a sera ôté.»

Et vous qui n'avez rien, patienterez vous toujours?

* * *

Au moment d'imprimer, un télégramme nous apporte le résumé sommaire des événements de Pittsburg, d'un intérêt bien autrement poignant pour nous que la guerre de Turquie ou la réelection des 363. Les grévistes de la Pennsylvanie se sont emparés de la grande ville de Pittsburg, la «Reine de l'Ouest», ils tiennent les chemins de fer et les télégraphes et dans tous les Etats voisins s'étend la grêve des transports. Le cœur nous bat d'attente et d'émotion. Est-ce quelque chose de grand qui se prépare? Est-ce le droit à son outil, la libre possession du fruit de son labeur que l'ouvrier va revendiquer? Le canon dont il s'est emparé et qu'il a tourné contre ses patrons va-t-il s'en servir pour défendre une Commune naissante? Vous qui vous levez là-bas, êtes-vous des justiciers? Alors salut à vous! Ce n'est pas seulement les onze pendus Molly-Maguires que vous avez à venger. Ce sont des nations entières, des générations d'opprimés et de torturés qui vous demandent justice. Frère, soyez des hommes. Soyez dignes de votre cause!

CONGRÈS GÉNÉRAL ET UNIVERSEL DES SOCIALISTES EN 1877.

APPEL

A toutes les Fractions du Socialisme et aux Organisations ouvrières de tous les pays.

Les diverses branches régionales de l'*Association Internationale des Travailleurs* réunies en Congrès à Berne, en Octobre 1876, — le *Parti démocrate socialiste* du Danemark par une lettre d'adhésion

de Novembre 1876,—la *Fédération ouvrière* suisse (**Arbeiterbund**) dans son Congrès tenu à Neuchatel en Mai 1877,—le *Parti démocrate socialiste* d'Allemagne, dans son Congrès tenu à Gotha en Mai-Juin 1877, —et les diverses organisations socialistes belges dans leurs récentes assemblées, ont résolu de prendre part à un Congrès général qu'ils ont décidé de tenir en Belgique dans le courant de la présente année et auquel ils engagent les organisations socialistes ouvrières de tous les pays à envoyer des délégués.

Les préparatifs du Congrès et le choix de la ville où il devait avoir lieu, ayant été confiés aux socialistes belges, ceux-ci ont décidé que ce Congrès universel aurait lieu à Gand, le **Dimanche 9 Septembre 1877** et les huit jours suivants.

Socialistes de tous les pays !

Plus que jamais il est temps que nous développions nos idées et nos principes ; et plus que jamais il est temps que nous établissions l'union entre tous ceux qui veulent l'émancipation du prolétariat. Si notre ligne de conduite peut différer, si nos moyens peuvent être divers, notre but à tous n'est-il pas le même? Ne voulons-nous pas tous que les fruits du travail appartiennent enfin à ceux qui les produisent, et qu'ainsi le Bien-être et la Justice règnent sur le monde? Tâchons de nous rapprocher et de nous entendre, sinon pour suivre le même chemin (ce qui n'est pas toujours possible), au moins pour arriver ensemble et plus vite au résultat que nous poursuivons tous.

Le Congrès socialiste de 1877 a précisément pour objet de chercher à établir ce rapprochement et cette entente si désirables, par la discussion de quelques-unes des questions les plus vitales et les plus urgentes. Nous avons donc lieu d'espérer que toutes les organisations socialistes et ouvrières de tous les pays. — Cercles d'études. de propagande et d'enseignement mutuel, Groupes corporatifs, Syndicats ou *Trades-unions*, Colonies et Associations coopératives s'efforçant d'appliquer dès maintenant quelques-unes des données du Socialisme, Partis socialistes constitués pour l'action politique et Fédérations ouvrières constituées pour la lutte économique, pour le soutien mutuel, —auront à cœur d'envoyer des délégués au Congrès de Gand.

Voici quelles sont jusqu'à présent les questions mises à l'ordre du jour du Congrès par divers groupes adhérents :

1° Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières et socialistes.

2° De l'organisation des corps de métier.

3° De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques.

4° Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.

5° De la création d'un bureau central de correspondance et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs au prix de la main d'œuvre, au prix des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements des fabriques, etc.

6° De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.

Les Groupes qui auraient d'autres questions à proposer, sont invités à en faire tenir la formule à l'une des adresses ci-dessous, avant le 1er Août prochain; nous croyons néanmoins devoir engager ces groupes à ne proposer que des questions d'une réelle importance ou d'une grande urgence, afin de ne pas trop surcharger l'ordre du jour du Congrès. Les Citoyens qui auraient l'intention de donner des Conférences ou de provoquer des Meetings pendant la durée du Congrès et en dehors des séances officielles de celui-ci, sont également priés d'en faire connaître d'avance le sujet, si c'est possible; mais il n'y a pas lieu, pensons-nous, de fixer ici une date limite pour l'envoi de ces communications.

Au nom des diverses Organisations socialistes adhérentes au Congrès:

POUR LE PARTI SOCIALISTE BELGE,
Le Secrétaire du Parti,
E. VAN BEVEREN.
rue Courte du Bateau, 10, à Gand.

POUR L'UNION OUVRIÈRE BELGE,
Le Secrétaire de la Chambre du travail de Bruxelles,
L. BERTRAND.
rue Jolly, 130, à Schærbeck-lez-Bruxelles.

POUR LA FÉDÉRATION BELGE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS,
Le Secrétaire du Conseil régional,
PH. COENEN,
rue de Mai (Meistraat), 6, à Anvers.

ARRANGEMENTS PRÉPARATOIRES.

Les Socialistes gantois organiseront à cette occasion, une **grande Manifestation** ainsi qu'une **grande Fête ouvrière.**

Les Socialistes gantois se sont aussi chargés de la partie matérielle de l'organisation du Congrès; ils ne négligeront rien pour que les délégués trouvent à Gand nourriture et logements à des prix modérés, salles de réunions, guides, interprètes, etc.—Pour tous les renseignements, demandes, arrivées, etc., s'adresser au citoyen

PAUL DE WITTE,
Rue Courte du Bateau, 20, GAND (Belgique).

L'ATTENTAT

(Suite).

Nous voilà donc tombés encore une fois entre les mains d'une bande de sauveurs; nous avions eu déjà les sauveurs de brumaire, les sauveurs de décembre; nous avons maintenant les sauveurs de mai. Ce qu'ils veulent est assez clair, c'est une restauration monarchique et religieuse; heureusement ce qu'ils peuvent l'est beaucoup moins. Quel est leur candidat préféré? Cela n'importe guères; sera-t-il grue ou soliveau? j'en ai peu de souci. Je sais qu'il y a quelque part un magasin d'altesses royales ou impériales, un grand déballage de princes, toute une ménagerie de prétendants et que c'est de Broglie, qui est le Barnum de cette exhibition; mais j'ignore quel article il se propose de nous offrir, quelle tête il veut couronner; ce n'est pas à moi de choisir dans son stock de monarchies, entre les trois mon cœur balancera toujours; je ne donnerais pas un zeste de la différence. C'est affaire à lui de donner la fève et de manger le gâteau et de prendre pour maitre celui-ci ou celui-là; le comte de là-bas ou le comte d'à-côté, ou le prince d'en face; ou tous les trois à la fois, ce qui ferait une triarchie, un roi en trois hypostases, une triosité terrestre, image de l'autre, et n'en serait que plus beau et plus conforme à la politique sacrée. Ce sont choses et gens d'un autre monde, et d'un autre âge et qui ne nous intéressent guères plus qu'une descente de la Courtille ou une cavalcade historique. On sourit et on passe et on dit ce sont des masques, mais on cesse de sourire si le jeu dure trop longtemps; on se demande s'il est prudent de laisser ainsi errer et crier par les rues toute cette procession en délire, toute cette bacchanale d'évêques, toute cette prêtraille en belle humeur; où courent ainsi tant de soutanes affolées et tant de pélerinages en goguette et où s'arrêteront les fredaines de l'épiscopat français; si tous ces égarés de l'Eglise, si toute cette cohue de saints échappés et enragés ne va pas causer quelque désordre, ou casser quelque chose ou mettre le feu quelque part; voilà ce qui nous intéresse et nous inquiète; nous voulons savoir enfin si cette comédie doit s'achever en tragédie et la mascarade en dragonnade, si Paris est définitivement conquis par l'Internationale noire et annexé à la rue des Postes; si une épidémie religieuse peut encore se propager et s'étendre dans notre atmosphère purifiée par la Révolution; si en

France après 92, après 48, après 71, si, sur ce sol natal des libertés du monde, sur cette terre classique de la République universelle, où s'est formée la première fédération pour aimer tous les peuples et la première armée pour combattre tous les rois, si parmi cette nation éclairée par tant génies, illustrée par tant de héros, répandant ses lumières et répandant son sang, nation verbe et martyr, ayant accumulé, depuis un siècle seulement, assez de gloire pour être la plus fière et assez de désastres, pour être la plus sage, si parmi cette nation tant de fois éprouvée et si bien avertie, on peut trouver encore les « dix mille coquins » qui font les Empires, et le « peuple de laquais » qui fait les royautés. Voilà ce qu'il importe d'apprendre et si vraiment l'imbroglio du 16 fait courir à la France quelques dangers. J'en vois sept principaux de degrés différents, et qui sont : réaction religieuse, royauté, césarisme, second septennat ou Présidence à vie, ou droit donné au Président de se choisir un successeur, guerre civile, guerre étrangère et République à dessein compromise ; le tout accompagné de la crise permanente, c'est à dire la ruine d'abord, la décadence ensuite ; oui l'affreuse décadence, décrépitude des nations, qui n'a pas commencé, tant s'en faut, pour la France régénérée en 89, mais commencerait le jour où elle renierait sa Révolution. Car il n'y a pas pour un peuple de chute plus profonde que celle qui le précipite de la science dans la religion, et de la liberté dans la servitude. Malheur à qui retourne de l'indépendance à la tutelle, et des fortes pensées de sa maturité aux flottantes visions de son enfance. Abdication de la raison, décomposition de l'esprit, diminution de l'être, suicide partiel. Individu ou nation, l'homme vit de ce qu'il sait, non de ce qu'il ignore. Un peuple vit et grandit tant qu'il augmente sa valeur intellectuelle et morale, tant qu'il va dépouillant l'erreur qui tue, et thésaurisant la vérité qui vivifie ; tant qu'il suit sa loi qui est le progrès. Hors de la science pas de salut, la Révolution ou la mort ! c'est-à-dire l'émancipation intérieure qui attire le respect et la sympatie, ou la dissolution intérieure qui attire l'invasion et la conquête ; nous posséder nous mêmes ou être possédés par d'autres ; être libres ou n'être plus ; paix perpétuelle des modernes républiques, ou entre-déchirement fatal des vieux empires ; fédérations fraternelles de peuples libres ou guerres fratricides de peuples asservis, alliances durables des nations ou pactes fragiles des empereurs ; les lumineux sommets où montent les grands peuples, ou les abîmes où ils finissent ; pour nous, comme pour tous, telle est l'alternative, et nous délibérons !

Je ne crois pas au succès du coup de force qui nous menace; mais la seule tentative aura causé de grands maux (*) ; j'ose encore espérer qu'il n'y aura pas de restauration, ni religieuse, ni royaliste, ni impérialiste, ni présidentielle, avec le même Président, nommé par lui, ni révision à l'envers; c'est-à-dire révision dans le sens monarchique d'une constitution républicaine; ce qui est contradictoire, absurde et inconstitutionnel; une constitution n'étant révisible que dans le sens de son principe; à moins que les réviseurs ne prétendent que pour supprimer toutes ses imperfections, il faille la supprimer elle même; et qu'on guérit un malade de tous maux, en lui coupant la tête. Espérons donc que rien ne sera fait, mais tout sera tenté; et les causes du mal subsisteront, et les mêmes effets se reproduiront. Les hommes du 16 mai auront disparu, et sont peut-être en train, d'opérer leur descente, sans parachute; mais il y aura encore le clergé français, les Prétendants français, la valetaille française, la Présidence française, et l'évêque italien; et on n'aura rien fait tant qu'on n'aura pas retiré à la religion romaine l'argent, l'appui et l'exemple du gouvernement de la France, lequel n'est pas plus romain que vous ou moi, j'aime à le croire, mais trouve dangereux d'être honnête; tant qu'on laissera traîner sur la République l'ombre de la monarchie, et qu'on n'aura pas renvoyé la Présidence aux vieilles lunes; et la Papauté, à tous les diables. Pour cela comme pour le reste, notre meilleur espoir est dans la nation, qui vaut mieux que ses députés, même opportunistes; et dans son génie révolutionnaire que cent ans de luttes formidables n'ont jamais pu vaincre que pour un instant et ont fortifié pour toujours. Dans une adresse de Robespierre aux Feuillants, on trouve ces paroles: « nous nous reposons avec la confiance qui appartient à des hommes « libres, de la destinée de la France et des nations, sur la marche « imposante et rapide de l'opinion publique, sur cette passion sainte « de la liberté qui ne périra qu'avec le peuple français. » Reposons nous donc, mais pas trop; n'ayons de confiance que celle qui appartient à des hommes libres, et méfions nous des endormeurs. Croyons à la durée de la passion sainte et au succès de notre cause, mais pour mieux la servir. On n'est jamais si bien sauvé ni défendu que par soi-

(*) Nous avouons que nous ne partageons pas l'avis de notre ami Rogeard. Avant le 16 Mai, la situation n'était-elle pas la même qu'aujourd'hui, avec l'hypocrisie en plus? La « République profondément conservatrice » ne nous dit rien qui vaille. *(Rédac.)*

même; et il ne faut pas que le sort de la République, puisse dépendre un seul instant de la loyauté d'un maréchal, ni même du vote d'un Parlement.

A. Rogeard.



ÉLECTIONS GÉNÉRALES

SI NOUS ÉTIONS EN FRANCE

Il n'est pas un traité d'histoire ancienne qui ne raconte, comme indice de l'avilissement dans lequel était tombé le peuple romain, comment l'empereur Domitien fit un jour réunir le sénat pour délibérer sur la sauce à laquelle il était préférable d'accommoder le turbot.

Eh bien! après un siècle bientôt de luttes gigantesques, pour conquérir sa liberté, la nation française est arrivée au même point que le sénat romain d'antique mémoire.

Seulement il ne s'agit plus aujourd'hui de « turbot », mais, pour les électeurs de ce pays, de décider *eux-mêmes* à quelle sauce ils préfèrent être mangés.

Oui, la France qui a fait les grandes journées révolutionnaires de 1792—93, et de Juin 1848; qui a fait le 18 Mars 1871 et la Commune de Paris, va sous peu être appelée, par les monarchistes coalisés d'un côté et par les illustres 363 de l'autre, à dire ce qu'elle aime le mieux d'être exploitée et mitraillée au nom d'une des trois monarchie, que recèlent les bottes de Mac-Mahon, ou au nom de l'une des républiques bourgeoises — opportuniste ou intransigeante — qu'abritent les lunettes du petit Thiers..... il n'est besoin d'autre épithête pour désigner le chef de file, actuel des de Marcère, des Gambetta, des Louis Blanc et des Naquet.

Certes, lorsqu'il y a deux ans à peine, certains d'entre nous affirmaient que l'ancienne Assemblée de 1871 serait dépassée en réaction par celle appelée à lui succéder; que les radicaux de toutes nuances dont celle-ci pourrait être composée seraient encore plus lâches et plus vils qu'ils ne l'avaient été en face des égorgeurs de Mai, nous ne croions pas que les événements nous donneraient si rapidement raison.

« Il a fallu le talent d'un Victor Hugo, pour faire supporter au « public le spectacle d'un laquais, devenant premier ministre » (*).

(*) *Lettre d'un Communard aux Électeurs français.* — Genève, Avril 1875.

Ainsi s'exprimait un de nos amis, il y a deux ans, répondant à ceux qui voyaient dans l'élection d'une nouvelle Assemblée la possibilité d'imposer un ministère gauchier à Mac-Mahon.

La ridicule aventure dans laquelle a sombré J. Simon — valet bien mieux formé aux belles manières, que ne pourra jamais l'être Gambetta ou un intransigeant quelconque—a prouvé de reste que notre ami avait prévu assez juste.

Après tout, il n'était besoin d'être sorcier pour celà.

Il suffisait de comparer le but recherché avec les moyens adoptés pour l'obtenir, et c'est à ce propos que nous croyons devoir dire à nos amis de France, concernant les élections générales qui se préparent, non ce qu'ils *doivent* faire—ils le savent aussi bien que nous — mais ce que *nous* ferions, si nous étions appelés à exercer dans ces circonstances, nos droits de citoyen.

Pour cela, nous nous placerons, non sur le terrain étroit de la République, forme de gouvernement qui, nous en faisons l'expérience en Suisse depuis six ans, n'a de soi nulle supériorité sur aucune autre, mais sur le terrain beaucoup plus large et plus solide de la Révolution.

La République, en effet, envisagée comme fonctionnement particulier du principe d'autorité—principe commun à tous les gouvernements monarchiques, ou démocratiques,—n'offre aucune autre garantie spéciale et plus efficace aux gouvernés contre leurs gouvernants, que la plus absolue monarchie: l'hypocrisie de la liberté distingue seule la république, même radicale, d'un empire autocratique quelconque. L'histoire de ces derniers temps aux États-Unis et en Suisse en fournit d'abondantes preuves.

Si nous nous plaçons, au contraire, au point de vue révolutionnaire, la question s'éclairait; le problème se pose nettement et la solution apparaît.

Il ne sagit plus alors de savoir si tel rouage gouvernemental doit être ou non changé ou modifié; si telle fonction doit être remplacée par telle autre; si l'autorité en un mot doit s'exercer par des mandataires, élus à temps ou par des chefs héréditaires, plus ou moins imposés par la grâce de Dieu et l'imbécillité des gouvernés.

Il s'agit simplement de la suppression de la machine gouvernementale elle-même et par conséquent de toute représentation de l'autorité reposant ou non sur le principe électif.

Il s'agit enfin de faire en sorte que la République devienne une vérité; c'est-à-dire de constituer une situation économique dans laquelle il n'y ait plus ni dirigeant ni dirigé, mais, des citoyens jouissant d'une indépendance effective et participant directement à la gestion d'intérêts devenus les leurs.

Or, on ne saurait trop le répéter, le suffrage universel n'a été pour la bourgeoisie qu'un ingénieux moyen de faire consacrer par les exploités eux mêmes, les priviléges sociaux dont elle s'était emparée en 1789 et qui, jusqu'en février 1848, reposaient sur la force et le hasard de la naissance.

Sans doute les antiques parchemins de la noblesse avaient dû faire place, dans l'ordre des exploiteurs, à l'influence plus sérieuse que donne la possession du capital indispensable au maintient de la hiérarchie économique actuelle. Mais en somme, l'existence de cette hiérarchie n'en était pas moins discutable et sujette à revendications, puisqu'elle ne reposait également que sur le droit du plus fort ou du plus habile. Grace au suffrage universel, c'est du consentement même de l'exploité que l'exploiteur fait ressortir la consécration de son prétendu droit. Et toute revendication de la part de l'exploité devient aussitôt un attentat contre les décisions de sa propre souveraineté!

Jusqu'en 1848, c'était au seul nom du fait de possession que les travailleurs étaient mis en coupe réglée et déclarés taillables et corvéables à merci.

Maintenant c'est de par leur volonté propre et dûment manifestée: qu'on ose nier le Progrès!

Par qui préférez-vous être jugé, condamné et exécuté? Au bénéfice de qui voulez-vous payer l'impôt sans cesse grossissant? Au nom de qui l'armée—tirée de votre sein.—Vous mitraillera-t-elle, ou la police violera-t-elle votre domicile? Par quel prêtre, catholique, protestant, juif, etc. vos enfants, seront-ils abrutis? Sous quelle forme le capitaliste continuera-t-il à bénéficier de vos labeurs et qui le protégera dans l'exploitation dont les travailleurs sont l'objet?

Parlez. Exprimez franchement votre opinion.... sous l'œil du prêtre, du préfet, du propriétaire et du mouchard.—Ne vous gênez pas.

Que préférez-vous, de Chambord, d'Orléans, de Badinguet, de Thiers, de Gambetta... ou de Tartempion devenu intransigeant?

La seule différence qu'il y ait entre eux, c'est que les uns sont riches, et que les autres cherchent à le devenir; ce qui fait que les premiers, ont plus d'adhérents que les autres. — Mais n'ayez garde; vous serez aussi bien gouvernés par les rouges, que par les bleus, les blancs, voire même les tricolores: leurs balles à tous sont de même calibre et leurs bagnes, aussi impitoyables.

Quant à n'être ni gouvernés, ni exploités, ni mitraillés, vous devez comprendre que le choix ne vous en est pas laissé. Il n'y a que des communards pour concevoir de telles énormités!

Ceci nous ramène naturellement à ce que nous nous proposons; c'est-à-dire à exposer de qu'elle façon nous agirions, si nous étions en France à cette heure d'agitation électorale, heure à laquelle, quoi qu'en ait le gouvernement Mac-Mahonien, les travailleurs—intéressés directs à la Révolution—pourront bien trouver le moyen, s'ils le veulent sérieusement, de manifester leur pensée.

Partant donc de cette idée que le suffrage universel n'est et ne peut-être qu'une comédie, jouée au seul bénéfice des conservateurs ou aspirant à le devenir, et dans laquelle l'électeur est voué au rôle de Jocrisse éternel, nous nous inquiéterions fort peu de savoir si le candidat appartient au groupe des fameux 363, ou s'il baise matin et soir la loyale épée. Nous nous inquiéterons moins encore si le candidat est de la dernière heure et s'apprête, «fidèle représentant des intérêts des

travailleurs, travailleur lui même etc. etc. etc. » (air connu) — à devenir un second *Tolain.*

Toutes ces nuances nous importeraient d'autant moins que le fond de leur sac est le même.

Tous, en effet, s'apprêtent à tenir aux électeurs ce vieux boniment:

« Profondément dévoué aux intérêts des classes laborieuses, je « viens, mes chers concitoyens (ou *citoyens* tout court — suivant la « nuance) m'offrir à vos suffrages, pour que vous m'envoyiez défendre « ces intérêts à la nouvelle Assemblée.

« Comme vous, je veux un pouvoir fort et juste, qui sache faire « respecter les volontés de la France au dedans et au dehors;

« Comme vous, je veux voir se répandre d'un bout à l'autre du pays « l'instruction qui éclaire et qui rend meilleur;

« Comme vous, je veux que la justice soit égale pour tous et que « chacun se courbe sous le majestueux niveau de la loi;

« Comme vous, je veux que l'impôt soit équitablement réparti sur « tous les membres de la grande famille;

« Comme vous, je veux que la liberté du travail et des transactions « soit débarrasée de toute entrave;

« Comme vous, enfin, je veux que la France trouve dans les institu- « tions politiques, qu'elle seule a le droit de se donner, des gages de « sécurité, d'ordre et de repos dont elle a tant besoin, après la crise politique qu'elle vient de traverser... donc prenez mon Ours, et... « vive Thiers, ou vive Mac-Mahon! suivant la nuance du candidat.

A quelques développements près et selon que le candidat sera plus ou moins orateur, la ritournelle sera la même.

Quand notre homme aura dit toutes ces belles choses, si nous étions électeurs, nous nous attacherions à démontrer à l'auditoire ému ou enthousiasmé suivant le cas — que le susdit bonhomme n'est qu'un naïf ou un farceur... ou peut-être les deux à la fois.

Le mettant en contradiction avec son fameux programme, nous lui rappellerions qu'il ne suffit pas de venir parler de justice et de loi, mais qu'il faut s'expliquer nettement sur ce que doit être la justice sociale et démontrer par quels caractères la loi se désigne à notre respect. Qn'il importe peu que le magistrat soit élu, si sa fonction reste un métier;

Qu'il ne suffit pas de se déclarer partisan d'une instruction plus ou moins laïque, obligatoire et gratuite. mais qu'il serait temps d'en finir avec ce vieux cliché et d'indiquer de qu'elle nature sera l'instruction qu'on prétend octroyer au peuple, et comment, toute gratuite qu'elle sera, (nous ne voulons pas chicaner sur ce mot) elle pourra être rendue obligatoire dans une société économique où le père de famille, à peine de les voir mourir de faim, est obligé de faire travailler ses enfants dès qu'ils ont la force nécessaire;

Qu'il ne suffit pas de parler d'égalité dans la répartition de l'impôt, mais qu'il faut dire aussi à quoi l'impôt sera réduit et comment on s'y prendra pour que le poids n'en retombe pas sur le producteur qui, seul jusqu'à présent, l'a intégralement payé;

Qu'il ne suffit pas de parler de liberté du travail et des transactions, mais qu'il faut encore démontrer la possibilité de cette liberté dans un état social où l'une des parties contractantes, dénuée d'outillage et de matières premières, qui lui appartiennent, se trouve forcément à la discrétion du capitaliste qui possède seul cet outillage et ces matières premières, sans lesquels il n'est pas de travail possible, ce qui transforme en sinistre blague la fameuse liberté des transactions, tant pronée à la fois par les monarchistes et les républicains de toute couleur;

Qu'enfin ou le candidat ne sait ce qu'il dit ou qu'il ment effrontément à ses électeurs lorsqu'il se pose en champion d'une liberté quelconque et qu'en même temps il s'affirme partisan d'un pouvoir fort qui sache se faire respecter au dehors et au dedans.

Qui dit pouvoir fort, en effet, dit aussi permanence d'une force armée qui en garantit le fonctionnement et la durée. Or, depuis S. M. Napoléon Ier, notamment nous savons où aboutissent ces pouvoirs forts. Nous savons assez comment ils garantissent au dehors le respect des peuples qui ont le bonheur d'en jouir et comment, au dedans, ils respectent leurs libertés.

Il est encore une rengaîne que ne manqueront qas de chanter en chœur les bienheureux 363. Tous ces libéraux, radicaux et intransigeants vont se présenter comme étant les ennemis résolus des Jésuites et comme étant décidés à en débarrasser le pays... tout en respectant la religion, cela va s'en dire.

Or il serait temps ce nous semble de demander à ces candidats, tels, par exemple que L. Blanc, Gambetta et le farouche J. Simon (qui s'est enrichi à manger du jésuite devant le public) pourquoi, en 1848, le premier envoyait chercher les prêtres de St Sulpice pour bénir l'arbre de la liberté, qu'on plantait au Luxembourg; pourquoi en 1870, le terrible dictateur Gambetta réinstallait à Lyon et à Marseille les jésuites qu'en avait chassés le peuple révolutionnaire de ces deux villes; pourquoi J. Simon est-il regardé par le nonce du Pape comme le ministre de l'instruction publique le plus accomodant auquel la papauté ait jamais eu à faire?

Certes quand nous aurons accompli cette besogne, nous ne penserions pas pour cela avoir compromis la réélection de tous ces aspirants législateurs. Il faudra malheureusement plus d'une déception douloureuse encore pour faire comprendre à la masse électorale tout le ridicule de la majesté de carton dont on l'affuble depuis trente ans.

Ces déceptions ne lui feront pas défaut.

Mais nous aurions d'abord la satisfaction d'avoir rempli un devoir impérieux; puis, peut-être, d'avoir contribué à hâter le moment où les amis sincères de la Révolution comprendront tout le vide de cette agitation politique grâce à laquelle leurs candidats de toutes nuances espèrent pouvoir pêcher en eau trouble.

Alors se fera la reprise de l'œuvre commencée en Juin 1848, con-

tinuée en Mars 1871 et qui, à ces deux dates n'avortèrent, pour la plus grande gloire des conservateurs, que grâce à la trahison et à la complicité des républicains bourgeois, dont, modérés, radicaux ou intransigeants les interêts sont identiques à ceux qu'ils prétendent combattre dans le gouvernement de Mac-Mahon.



DE LA PROPRIÉTÉ

(*Suite*).

Un dernier argument de sentiment, très en honneur chez les partisans de la propriété individuelle, c'est « l'heureuse influence que celle-ci exerce sur la famille et sur la société. »

Scrutons-en la valeur à notre tour.

Quelle heureuse influence en effet, la propriété individuelle et l'héritage qui en est la suite, exercent sur la famille! Qui n'a pu constater combien elle en resserre les membres! C'est à la mort des parents qu'éclate surtout la bienfaisante influence de l'héritage sur l'harmonie régnant entre les héritiers! Quel charmant spectacle que celui du partage! Quelle douce union règne entre les partageants! Combien vont s'aimer ensuite les frères et les sœurs!

Qui n'a été témoin des haines mortelles qu'engendre l'héritage! — Ces faits sont si nombreux, si répétés, si constamment les mêmes, qu'il serait banal d'y insister.

Là encore nous ne parlons que de l'héritage. Mais qui ne connaît les crimes qu'engendre une coutume assez usitée dans les campagnes, et qui consiste dans le partage anticipé que les parents font de leurs biens entre leurs enfants, à charge par ces derniers de pourvoir, jusqu'à la mort du père et de la mère, aux besoins de ceux-ci?

A peine ce partage est-il consommé, les *braves* enfants s'empressent de faire en sorte que les *vieux* vivent le moins de temps possible, se regardant comme volés si *ces vieux* s'obstinent à survivre trop longtemps au partage. Combien de ces aimables héritiers se mettent alors à *aider* la nature!

Les comptes-rendus des tribunaux ne sont-ils pas journellement remplis du récit d'assassinats, d'empoisonnements, de crimes de toutes sortes enfin, dont la propriété, dont l'héritage — ce qui est tout un — est l'unique mobile?

Sans compter tous les crimes à la répression desquels échappent les plus habiles ou les plus puissants!

Pour ce qui est de l'influence de la propriété individuelle sur la marche gouvernementale des sociétés, nous nous garderons bien de la nier. Cette influence, elle nous crève les yeux.

Mais les *gouvernés* ont-ils lieu de s'en réjouir ? ¡C'est autre chose.

Qu'on s'y prenne en effet comme on voudra ; que les fonctions publiques, politiques ou administratives soient électives ou non ; qu'elles soient déléguées par le suffrage restreint ou par le suffrage universel ; ces fonctions seront toujours, à de rares exceptions près, entre les mains de ceux-là seulement qui possèdent la propriété, l'instrument du travail. Par conséquent, la masse des travailleurs continuera d'être gouvernée, exploitée à merci.

Qu'importent à ces masses, à ces gouvernés, les libertés, dites *nécessaires*, de parler et d'écrire ?

Droits illusoires au fond, puisque ces masses n'auront ni le loisir, ni le capital indispensable pour les exercer fructueusement pour elles.

Ici, nous le répétons, on ne peut qu'être d'accord avec ses partisans, sur l'influence trop réelle de la propriété individuelle en matière gouvernementale. Mais c'est précisément pour cela qu'il faut la combattre.

Cette influence sur la direction de la chose publique n'est-elle pas d'ailleurs en contradiction formelle avec les nécessités démocratiques des sociétés modernes ? Nécessités devant lesquelles s'inclinent les juristes et les économistes.

C'est encore daus le livre de leur confrère, M. E. de Laveleye, déjà cité, que nous trouvons la réponse.

« Inspirés par l'esprit chrétien, vous proclamez avec une folle » imprévoyance, tous les hommes égaux en droit, et effectivement » vous accordez à tous le suffrage, ce qui permet aux masses » de nommer les législateurs et ainsi de faire les lois. En même » temps, les économistes leur répètent que toute propriété vient » du travail, et cependant elles voient que, sous l'empire des ins» titutions nouvelles, *ceux qui travaillent* n'ont point de propriété » et gagnent à peine de quoi subsister, tandis que *ceux qui ne* » *travaillent pas* vivent dans l'opulence et possèdent la terre. Les » premiers forment la grande majorité, comment les empêcher » d'employer une fois la prépondérance dont ils disposent pour » essayer de changer les lois qui président à la distribution de la » richesse, de façon à mettre en pratique la parole de Saint-Paul : » *Qui ne travaille point ne doit pas manger ?* (1) »

(1) Préface de *La Propriété et ses origines*, pag. 5, par E. de Laveleye.

Puis, plus loin, citant l'extrait suivant d'un livre de Troplong (ex-président de l'ex-sénat impérial) : « *Si la liberté* » *fonde la propriété, l'égalité la rend sacrée. Tous les hommes étant* » *égaux, donc également libres, chacun doit reconnaître dans autrui* » *la souveraine indépendance de son droit.* » M. de Laveleye ajoute cette remarque très judicieuse :

« Cette phrase n'a pas de sens ou elle signifie que nous devons » *assurer à chacun* la jouissance d'une propriété qui soit la garantie » de son indépendance (1). »

Sur ces points donc, pas plus que sur ceux dont nous avons parlé précédemment, la propriété individuelle, telle que la définissent les juristes et les économistes, ne peut se légitimer.

* * *

Mais si, dans ses origines, non plus que dans les motifs tirés soit de son utilité sociale, soit de sa valeur moralisatrice, la propriété individuelle ne peut être élevée à la hauteur d'un principe, du moins, en tant que fait plus ou moins contestable, le mode de propriété est-il assuré à la plus grande portion de la bourgeoisie qui se croit intéressée à le soutenir contre toute revendication du prolétariat ?

Nous ne craignons pas d'affirmer le contraire et nous allons le prouver.

Tout d'abord, nous croyons devoir dire ici ce que nous entendons par cette expression de *bourgeoisie.*

La bourgeoisie n'est qu'une expression économique. C'est une situation. Cette expression n'a rien de commun avec ce qu'on appelait autrefois l'*aristocratie.* Celle-ci échafaudait ses priviléges sur des chartes, sur des titres emportant de soi tels avantages attachés à la personne même qui en était investie. On naissait et on mourait aristocrate.

La bourgeoisie moderne, elle, n'est, nous le répétons, qu'une situation économique, comportant, sans doute, des priviléges plus excessifs encore, mais sans acception de personne. Tel naît bourgeois qui peut redevenir et mourir prolétaire, c'est-à-dire dénué du capital dont la possession seule l'avait fait naître bourgeois. Tel, au contraire, naît prolétaire et peut, à un moment donné, arriver à la bourgeoisie.

Lors donc que les socialistes déclarent la guerre à la bourgeoisie, il s'agit non des personnes, mais bien des conditions économiques sur lesquelles repose celle-ci. Les personnes n'ont qu'une très mince importance dans la question.

Mais, par cela même, il est à constater que la situation bour-

(1) Page 21, Préface du livre *La Propriété et ses formes primitives.*

geoise n'a de soi rien de stable, et que les causes qui l'ont créée peuvent également la compromettre et la détruire, en rejetant ainsi ceux qui en bénéficiaient dans les rangs du prolétariat. La possibilité de ce phénomène résulte des agissements de ce qu'on appelle la grande bourgeoisie, qui, elle, aspire logiquement à se créer une stabilité analogue à celle de l'ancienne aristocratie.

C'est ce que nous allons tenter de faire toucher du doigt.

S'il est un fait incontestable à cette heure, c'est la loi économique en vertu de laquelle la propriété foncière, la propriété manufacturière, les voies de transport, le capital fiduciaire et monétaire, enfin tous les instruments de production et tous les moyens d'échange, tendent à s'agglomérer entre le plus petit nombre possible de détenteurs.

En ce qui concerne la propriété foncière, cette tendance tient à deux causes principales : Premièrement, la nécessité d'une augmentation d'outillage répondant aux besoins, toujours croissants, d'une plus grande quantité de produits. Les cultures *intensives* ayant dû être substituées aux anciennes méthodes de cultures, *extensives*, le propriétaire rural a été obligé, pour satisfaire aux besoins des nouveaux procédés, de recourir aux prêteurs d'argent. Il y est encore conduit par la manie dont il est possédé d'arrondir sans cesse son domaine. Tout cela transforme fatalement le propriétaire rural en un simple employé de l'usurier ou des institutions de crédit auxquelles il a recours pour satisfaire aux obligations dont sa propriété est de plus en plus grevée. Aussi, en consultant les registres des inscriptions hypothécaires, pourrait-on calculer presque à heure fixe l'époque à laquelle il sera complétement dépossédé par l'usurier d'une part et le fisc de l'autre (1).

La seconde cause de l'agglomération du capital foncier en quelques mains tient aux majorats qui, en France comme en Angleterre, n'ont jamais cessé d'exister, malgré la loi qui, dans le premier de ces deux pays, a établi l'égalité de partage.

Il est à remarquer, en effet, que, dans la moitié de la France, l'ancienne propriété seigneuriale n'a subi aucun des effets de cette loi. (Ouest, Sud-Ouest et Centre de la France) (2).

Les anciennes familles aristocratiques, comprenant fort bien qu'à la propriété foncière est attachée l'influence gouvernementale,

(1) Dès avant la chûte du second empire, le sol de la France était grevé de 15 milliards d'hypothèques, soit, 5 p. %, d'une rente annuelle de 750 millions, auxquels il fallait ajouter 60 millions pour droit de quittance et acte de renouvellement à payer aux notaires.

Eugène Bonnemère. (*Bulletin du Mouvement social n° 16*, 15 août 1874).

(2) Une grande partie du département de Seine-et-Oise — qui enveloppe le département de la Seine — est dans le même cas!

se sont arrangées de telle sorte qu'à leur majorité et moyennant certaines stipulations en faveur des puînés, ceux-ci renoncent au bénéfice de la loi de partage et cèdent tous leurs droits sur le domaine paternel à leur aîné, qui en demeure ainsi seul propriétaire. Aussi retrouve-t-on, depuis bientôt un siècle, dans les assemblées parlementaires, les mêmes noms de familles, autrefois seigneuriales, qu'avant 1789.

Dans l'ordre manufacturier, la création d'un outillage de plus en plus coûteux et compliqué, amène naturellement la disparition de la petite industrie, de moins en moins capable de lutter contre la grande manufacture, qui crée en moins de temps davantage de produits à des prix de revient infiniment moindres.

Il en est de même pour le commerce et l'échange. L'ancien petit boutiquier fait nécessairement place aux grands magasins, dont il est destiné à devenir simplement le sous-distributeur. L'ancien petit transporteur n'est plus maintenant qu'un modeste agent des grandes compagnies. Il n'est pas jusqu'à l'usurier lui-même qui n'aît dû s'effacer devant les grandes banques ou devant les institutions de crédit fondées par celles-ci.

Partout la grande bourgeoisie se constitue et est en voie de refaire cette féodalité financière, industrielle et commerciale, dénoncée, dès le commencement de ce siècle, par quelques penseurs et notamment par le fondateur de l'école phalanstérienne, Ch. Fourier.

Sans prétendre au titre de prophète, on peut donc affirmer qu'avant la fin de ce siècle et par la seule force des choses, la petite bourgeoisie actuelle, petits cultivateurs, petits industriels, petits commerçants, employés, contre-maîtres, tous ne seront plus que les très humbles serviteurs de cette nouvelle féodalité, dont ils devront exécuter passivement les ordres, n'ayant plus même la latitude de choisir leurs maîtres !

Devenus esclaves à leur tour, sans doute ils apprendront, mais trop tard alors, qu'à tout prendre ils eussent mieux fait, en somme, de s'unir au prolétariat dans ses revendications, au lieu de faire cause commune avec ses égorgeurs.

Le mouvement communaliste de Paris, en 1871, leur en offrit l'occasion. Ils ne surent pas le comprendre. Espérons qu'ils ne tarderont pas à s'en mordre les pouces !

(A suivre.) **G. Lefrançais.**



L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de l'étude de notre collaborateur MICHEL DRAGOMANOW *sur «Les paysans russo-ukraïniens sous les libéraux hongrois» ainsi que plusieurs correspondances.*

LYON

Tous les partis attendent avec anxiété le résultat des prochaines élections (*). A vrai dire il n'y aura bien en présence que deux grandes divisions, puisque du coté des monarchistes l'entente des partis est quoiqu'on en dise momentanément faite, et que de celui des républicains les prétendus radicaux se sont joints aux modérés. Il est même convenu entre ces derniers que l'on ne se chicanera pas devant les électeurs entre *opportuniste* et *intransigeanls.*

Pour ma part je n'y vois aucun mal, puisque plus que jamais je suis disposé à les mettre dans le même sac.

Je vais même plus loin. Pour des raisons bien différentes de celles que donne l'immense majorité de nos démocrates ouvriers, je désire, je souhaite même vivement qu'après les élections nos républicains de touts couleurs se donnent plus que jamais la main, renversent Mac-Mahon et ses accolytes et deviennement enfin «parti de gouvernement» suivant les désirs que caresse depuis si longtemps Gambetta.

Tous les socialistes français un peu clairvoyants l'ont en effet compris depuis longtemps: tant que la bourgeoisie républicaine, si puissante aujourd'hui, de par l'appui inconscient des travailleurs, conservera le rôle de martyre et de persécutée que les cléricaux lui font prendre, elle aura un relief de libéralisme et un prestige auquels elle devra de rester sans trop de contestations la funeste directrice de ce grand parti républicain dont Gambetta personnifie la politique et auquel a eu le malheur de s'assimiler la démocratie ouvrière.

Nous en sommes certain, l'hétérogénéité de la composition du parti républicain éclatera à tous les yeux le jour où sa fraction bourgeoise aura gravi les marches du pouvoir, car ne pouvant répondre par aucune réforme sérieuse aux aspirations des masses ouvrières sans compromettre ses plus chers intérêts, elle sera contrainte en conséquence d'user de l'autorité repressive dont elle sera pourvu contre ses alliés de la veille devenus ses ennemis le lendemain.

Ce ne sera plus alors la lutte du travailleur uni au bourgeois libéral

---

(*) Il n'est pas démontré qu'elles aient lieu ou que la nouvelle Chambre puisse se réunir. Nous savons de source sûre que des mesures et certaines recherches ont été faites en vue de la préparation d'un Coup d'Etat (genre 2 décembre 51). Le moment venu, nous espérons pouvoir dénoncer à l'avance ce que nous saurons. Pour cette fois nous ne citerons qu'un fait. Nous affirmons qu'au camp de Sathonay (près Lyon) les officiers jusqu'au grade de lieutenant, ont été questionnés pour savoir «s'ils étaient fermement décidées à obéir au maréchal de Mac-Mahon, quoiqu'il doive en résulter, dans le cas où celui-ci jugerait à propos de les appeler à la défense des grands principes de conservation sociale,» On sait ce que cela veut dire. Nous ajouterons que la majorité des réponses n'auraient pas été de nature à encourager les desseins de la réaction.

pour la défense et la conservation d'un fantôme de république, contre les entreprises de je ne sais quelles factions monarchiques et cléricales, ce sera la lutte vraie, celle des producteurs contre les exploiteurs de toutes sortes, des déshérités du monde contre les repus de la fortune.

La question sociale qu'on aura crue enterrée à la suite de l'implacable répression de Mai 71 et plus encore noyée au milieu de préocupations politiques soigneusement entretenues, reviendra passionner les masses qui souffrent et qui attendent avec raison le remède à leurs maux de la mise en pratique des nouvelles idées sociales par la Révolution.

Mais si nous voulons aboutir promptement à une réorganisation du parti socialiste en France, moyen efficace et principal de préparer la Révolution, il faut apprendre à faire autre chose que des Chambres syndicales et à traiter dans les soi-disant Congrès ouvriers des questions d'un ordre éminemment supérieur à celles ayant trait aux Conseils des prud'hommes et aux Caisses de retraite pour les vieillards.

D'ailleurs pour nous, l'ensemble du mouvement ouvrier, tel qu'il se dessine aujourd'hui, va à une impasse ; de même que sa création la plus importante, les Chambres syndicales ouvrières, il faut qu'il se transforme, ou il restera sans but.

Ce n'est point de parti-pris que nous critiquons en passant les Chambres syndicales puisque — inconséquence peut-être — nous y participons nous mêmes; mais si nous sommes prêts à applaudir à tout ce qui provoque et fait de l'agitation ouvrière, c'est à la condition que cela n'ait point pour résultat d'affaiblir l'énergie des militants. Il ne faut pas les fatiguer sans utilité, ne surtout les pousser sous prétexte de respect de la légalité, dans cette voie de sagesse et de modération où l'on finit par abandonner tout le programme des revendications du prolétariat.

B.



LEIPZIG

La guerre franco-prussienne a fait du roi de Prusse un empereur d'Allemagne et de la Confédération germanique un empire allemand.

Empire allemand! Vous figurez-vous, lecteurs, l'impression que peuvent causer ces deux mots sur l'esprit de tout bon allemand. Empire allemand! dit avec une douce fierté le libéral allemand. Empire allemand! répète avec orgueil le *philister* (réactionnaire) germain. Ces deux mots magiques signifient : union de tous les allemands, grandeur politique et nationale de la race germanique. Au gentilhomme (*Junker*) l'empire allemand rappelle la grandeur militaire de l'Allemagne, les conquêtes de ses soldats et le génie militaire de sa noblesse. Nobles et roturiers parasites, ces chancres

rongeurs du peuple, ayant à leur tête les agioteurs du commerce, de l'industrie et de la banque, crient, à qui veut les entendre : « l'empire germanique est le commencement d'une ère nouvelle « dans la vie de l'Allemagne. L'industrie et la production sont à « l'apogée de leur développement. L'agrandissement du marché « industriel, l'accroissement des forces productrices et de la ri- « chesse du pays, tels sont les bienfaits de la guerre franco-prus « sienne, telles sont les bases indestructibles sur lesquelles repose « le grand empire allemand. »

A tous ces enthousiasmes, à tout ce lyrisme, il y a le revers de la médaille, car, pour le peuple travailleur de l'Allemagne, ces deux mots ont un tout autre sens. Pour le prolétariat allemand, en effet, le souvenir seul de la création de l'empire rappelle une guerre fratricide, des torrents de sang versé, le travail accumulé de ses mains détruit, la désolation des familles, la dévastation et la mort de centaines de milliers des siens. L'empire allemand n'est pour lui qu'une grande prison ayant pour assises les cadavres de ses fils. Et encore lui faut-il être le garde-chiourme de cette prison ! Si, par hasard, il lui reste en poche quelques misérables pfenings, ils ne lui appartiennent pas, ils appartiennent à l'empire, et quant à ses enfants, dès qu'ils sont en âge d'être soldats, ils vont grossir la multitude qui compose l'armée allemande.

Le rêve de Bismark et de de Moltke est de changer cette prison en une immense caserne.

Dans les écoles, le militarisme a tout englobé. Dans leurs fêtes enfantines, les enfants chantent des chansons destinées à célébrer les hauts faits der armées allemandes. On grise à l'avance ces petites cervelles en leur versant à pleines coupes le vin frelaté de la gloire nationale.

D'après un journal socialiste, *Der Zeitgeist* (*l'Esprit du Temps*), dans certaines écoles les petites filles chantent : *Wer will unter die Soldaten ?* (qui veut se faire soldat ?).

Les garçons, divisés en deux camps, apprennent à faire la guerre. On leur enseigne le maniement des armes meurtrières en mettant entre leurs petites mains des sabres de bois. Quoi d'étonnant que devenus grands ils deviennent si facilement des égorgeurs et des assassins ?

L'insolence des soldats, la brutalité des officiers et des sous-officiers vis-à-vis des personnes qui ne portent point la livrée militaire, une discipline farouche dans l'armée, l'arbitraire administratif et policier le plus complet, la corruption des classes dirigeantes étalée cyniquement au grand jour, l'agiotage financier et bancocratique poussé à ses dernières limites, voilà pour le côté moral de

cet empire fondé depuis six ans, et les résultats les plus clairs de cette guerre entre peuples faits pour s'entendre et non pour s'entre-dévorer.

Le travail manque à une quantité considérable de prolétaires : de là *le typhus de la faim* qui ravage l'Allemagne. La journée de 14 et 15 heures de travail, n'est parfois rétribuée qu'à raison de 20 centimes (nous pourrions citer des exemples), et de jour en jour les impôts augmentent.

Telle est, sans phrases, la situation économique que la bourgeoisie allemande a l'impudence de vanter comme nous l'avons vu.

Dans un milieu aussi terrible, que fait le peuple allemand ? Est-il las de lutter, ou bien s'organise-t-il en silence pour la guerre suprême contre ses oppresseurs ?

La réponse à cette question a déjà été faite dans ma précédente correspondance. Cette fois je me propose de vous donner quelques détails sur la lutte au jour le jour que soutient le prolétariat allemand.

Cette lutte offre un double caractère qui la rend assez complexe.

Ainsi, d'une part, ses efforts sont dirigés contre le gouvernement, de l'autre contre le patronat. De là deux côtés qu'il importe de bien caractériser dans le mouvemant allemand.

Contre le gouvernement et son arbitraire juridique, administratif et policier, des protestations et des manifestations incessantes. Contre l'oppression des patrons, la bataille est encore plus chaude ; elles sont de tous les jours, les réclamations contre la durée du travail, qui ne permet pas à l'ouvrier de s'instruire lorsqu'il en a le désir, contre l'insuffisance des salaires et surtout contre les atteintes portées à l'indépendance et à la dignité de caractère de la personne humaine par les prétentions de plus en plus exorbitantes des patrons.

Les ouvriers allemands comptent déjà dans leur sein une minorité respectable qui a parfaitement compris que cette double lutte n'est cependant pas suffisante pour arriver à la destruction de l'organisation bourgeoise, et qui est pénétrée de cette conviction que la liquidation de la propriété individuelle et de tout l'outillage au profit de la collectivité peut seule affranchir le prolétariat.

C'est grâce à la propagation incessante de cette idée que les ouvriers allemands ont rompu tout lien avec les partis politiques aussi bien radicaux que bourgeois, et qu'ils se sont organisés en un parti séparé du monde des exploiteurs.

Si le programme de ce parti offre une certaine inconsistance au point de vue révolutionnaire, si dans son organisation et dans sa

tactique nous trouvons des défauts qui surtout dans ces derniers temps ont sérieusement éclaté à tous les yeux et offrent un véritable danger, cela ne doit pas nous empêcher de reconnaître que l'énergie et les efforts du prolétariat allemand groupé sous sa bannière pour la propagande des idées socialistes peuvent être offerts en exemple au prolétariat des autres pays.

Un trait caractéristique de cette propagande, c'est qu'elle ne se fait pas seulement dans les grands centres, mais qu'elle pénètre un peu partout, jusque *dans les populations rurales*. Ainsi, par exemple, dans les propriétés de M. de Bismark, le candidat socialiste, il y a deux ans, obtenait 1000 voix. Il y a des exemples nombreux que des familles de paysans ont été jetées hors des maisons qu'elles occupaient uniquement en raison de leurs opinions socialistes. La brochure de Bracke « *Nieder mit den Social-Demokraten* » (à bas les socialistes démocrates!), très populaire par sa forme, a été tirée à 100,000 exemplaires et complétement vendue en peu de jours. Le socialisme a embrassé tous les districts agricoles. La Silésie qui, il y a deux ans, ne fournissait que quarante abonnés au journal socialiste, le *Neuer Social-Demokrat* (le *Nouveau socialiste démocrate*), a maintenant son organe socialiste spécial *die Wahrheit* (*la Vérité*), comptant 10,000 abonnés. La propagande socialiste est enfin arrivée à la famille ouvrière elle-même, ce qui a donné lieu à la création d'un organe à elle particulier, *la Neue-Welt* (*le Nouveau-Monde*).

Il y a quelques jours, le parti socialiste a tenu un Congrès à Gotha. Il était composé de cent soixante-dix délégués, et ce nombre était encore relativement restreint, car la plus affreuse misère règne actuellement en Allemagne. Chaque délégué représente une localité différente et le parti compte cinq cents localités dans lesquelles est réparti son personnel.

Le chiffre de soixante journaux que possède le parti démontre d'une façon suffisante que presque tous les centres ont au moins un organe. Non-seulement les villes comme Berlin, Leipzig, Hambourg, Breslau, Munich, etc., ont leur journal spécial, mais encore des petites villes comme Chemnitz (10,000 habitants), ont le leur.

Pour une propagande aussi étendue, il faut des ressources financières considérables. Le compte-rendu du Comité central pour l'exercice d'août 1876 à avril 1877 constate que les sommes versées à la caisse centrale pour les cotisations s'élèvent à 60,000 fr., et cette somme ne représenterait pas le quart des dépenses faites pour la propagande, car Altona seul a dépensé en peu de temps 35,000 fr. pour cet objet.

La dépense *minima* pour l'agitation pendant un semestre est de

250,000 francs. Ajoutez à cette somme celle nécessitée pour les dépenses de la presse (ces sommes sont toutes recueillies parmi les travailleurs, les typographies qui les impriment sont organisées par le parti, et les bénéfices qui en résultent sont destinés à la propagande et versés à la caisse centrale); — elle s'est enrichie dans ces derniers mois de dix-huit organes nouveaux; — ajoutez encore les dépenses de propagande parmi les corps de métiers, et vous vous rendrez compte de l'énergie de la classe ouvrière allemande et des sacrifices qu'elle s'impose pour propager ses idées et organiser ses forces pour la grande lutte qui se prépare.

Mais le prolétariat allemand ne se contente pas de faire des sacrifices pécuniaires, et ce n'est pas seulement la misère et l'exploitation dont il est victime qui entravent ses efforts. La police alliée aux patrons, la magistrature, ce masque de la police, viennent encore ajouter aux obstacles qu'il a à vaincre, mais de ce côté du mouvement nous parlerons dans une prochaine correspondance.

Revenons au Congrès de Gotha dont nous avons déjà dit un mot.

Le Congrès a résolu de faire paraître à Berlin une revue scientifique bi-mensuelle, d'éditer une brochure populaire spécialement destinée aux paysans, il a ordonné au Comité central d'organiser une presse socialiste en langue danoise et polonaise. *Geib*, un des membres du Comité, a fait rémarquer qu'il y a déjà quelques brochures traduites en langue polonaise, lesquelles se sont écoulées dans la population polonaise de l'empire allemand. C'est là le bon côté par lequel nous voulions commencer à parler de ce Congrès. —Mais à ce Congrès, plus encore qu'aux précédents, ont surgi des faits qui mettent à nu tous les vices qui rongent l'organisation du parti. Cependant puisque le compte rendu officiel n'en a pas encore été publié et que je n'ai eu connaissance des faits que par des correspondances et des récits particuliers, je ne parlerai pour aujourd'hui que de la déclaration de *Bebel* et autres délégués. *Bebel* a remarqué amèrement que dans la dernière agitation électorale on s'est écarté de la tactique accepté par le parti. « Çà et là nos camarades, a-t-il dit, ne faisaient que les déclarations les plus modérées et ont complétement passé sous silence les grands principes qui sont la base de nos convictions, les voix ainsi acquises ne nous servent à rien, une tactique semblable ne peut que créer au sein de notre parti des entraves pour les candidats sincèrement socialistes. » D'autres délégués du Congrès ont fait la remarque que dans ces derniers temps il est né une sorte de culte pour les socialistes élus au Reichstag. Partout on demande aux députés de

faire des conférences, comme si les autres agitateurs n'étaient pas de force à développer le programme du socialisme.

Quels sont les moyens que le Congrès a résolu de prendre pour combattre le mal avoué? — Les résolutions prises sont les suivantes :

1° Les listes de candidatures devront strictement se rattacher au programme.

2° Interdiction dans les comités, si possible, de la vente des portraits photographiés des chefs vivants du parti.

Ces deux résolutions démontrent clairement que les meneurs les plus honnêtes du parti ne sentent nullement où se trouve la source réelle du mal. Et ces résolntions, qui ne sont que des palliatifs d'un caractère autoritaire, nous rappellent les moyens sévères d'honnêtes bureaucrates pris pour la suppression des concussions et des pots de vin.

Les vices fondamentaux de l'organisation sont la centralisation, le bureaucratisme et l'agitation électorale; et logiquement leur pratique doit aboutir à la démoralisation des agitateurs et augmenter les tendances corruptrices du parlementarisme au sein du parti.

Le député *Fritche* a proposé l'union des députés socialistes ouvriers et des députés radicaux pour former une minorité parlementaire au Reichstag; la proposition a été rejetée, il est vrai, mais l'émission d'une telle proposition ne démontre-t-elle pas suffisamment la voie dans laquelle se trouve le parti? — Et si le député *Fritche* a fait une telle proposition, n'est-ce pas parce que le parti est à la veille d'adopter une semblable tactique et que tout cela n'est plus qu'une question d'*opportunisme?*

On voit que le parti d'agitation et de propagande socialistes s'arrête à la propagande électorale et que la masse ouvrière aveuglée par les agissements de ses chefs, prend confiance dans le parlementarisme, oubliant peu à peu le programme de ses revendications et les principes dont l'application est indispensable pour sa réalisation.

Quels que soient les moyens proposés par les plus sincères meneurs du parti, il lui sera impossible de faire revenir toute la masse de leurs compagnons députés de leur amour encore platonique pour le parlementarisme, mais qui ne tardera pas à se manifester plus visiblement, et le charlatanisme des intrigues parlementaires, les compromissions vont devenir le résultat inévitable de toute cette fatale tactique.

Dans l'organe central du parti, le *Vorwærts* (*En Avant*) nous lisons actuellement des articles et des correspondances dans les-

quels on développe l'idée de la puissance émancipatrice (!) du suffrage universel, thèse absolument contraire à celle que ce même organe propageait il y a peu d'années.

Que doivent donc faire les gens du parti qui sont restés fidèles aux idées et aux principes propagés au début, en présence de ces théories nouvelles qui sont une véritable trahison au programme ?

Ils devront abandonner complétement le parti qui s'engage dans cette voie ou bien malgré leur conviction aller à la remorque de moins sincères qu'eux. Puis les députés socialistes tomberont dans l'abjecte dégradation morale des Louis Blanc et des Tolain, paisiblement assis dans leurs fauteuils à Versailles pendant qu'on égorgeait leurs électeurs à Paris.

Faut-il que je fasse la remarque que le peuple allemand a peut-être le droit d'avoir une confiance quelconque, pour un temps limité, dans le parlementarisme, alors que le grand peuple de Paris manipulant depuis trente ans le suffrage universel, après avoir passé par les rudes événements historiques que nous savons, n'est pas seulement arrivé à jeter par dessus bord Louis Blanc, mais acclame encore un charlatan comme Gambetta.

Qu'y a-t-il donc d'étrange à ce que ce peuple allemand qui ne possède le suffrage universel que depuis dix ans tombe dans le piége qui lui est tendu par des hommes qui sont dans tous les cas, par leurs actes passés, aussi socialistes que L. Blanc?

Toute la responsabilité retombe sur la conscience de ses chefs théoriques et pratiques, et, quant à moi, j'espère que le temps n'est pas loin où en Allemagne s'organisera une fraction du parti socialiste tout à fait révolutionnaire qui saura faire bon marché de tous les préjugés gouvernementaux. Les traces en sont déjà visibles — j'y reviendrai dans une prochaine correspondance.

S.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

LE MAL DE MISÈRE

par le Docteur Henri Napias. Paris 1876.

L'auteur de cette petite brochure nous offre, pour guérir les maux auxquels la société humaine est en proie, une de ces nombreuses panacées dont la bourgeoisie est si prodigue, lorsque cela ne lui coûte rien et surtout lorsque, par ce moyen, elle peut faire

croire aux naïfs ouvriers que leur bien-être, l'amélioration de leur sort occupent nuit et jour les cœurs sensibles de leurs bons frères aînés des classes dirigeantes.

Dans sa préface, M. Napias, nous annonce qu'il se propose de résoudre la *question sociale*, et cela — chose merveilleuse ! — sans exciter l'une contre l'autre « deux classes de citoyens *dont les droits sont également respectables.* »

Homme prodigieux ! Incomparable prestidigitateur ! Tournez la page et vous aurez le moyen de concilier l'inconciliable, l'eau et le feu, la science et la foi, le capital et le travail, la République bourgeoise et la Révolution sociale. La voilà la formule magique qui doit résoudre tous les antagonismes, mettre fin à toutes les Révolutions : « Liberté, Instruction ! »

Nous sommes complétement de votre avis, M. Napias, nous aussi nous pensons que là est le vrai, le seul remède. Mais on a tant abusé de ces mots : Liberté, Instruction, que nous voulons savoir exactement ce qu'ils veulent dire dans votre bouche.

Des diverses observations statistiques qu'il nous présente, M. Napias conclut que tous les maux attachés à la vie de l'ouvrier : maladies fréquentes, mortalité excessive, courte durée de la vie moyenne, vices de tout genre, ivrognerie, crimes, suicides, proviennent de sa situation économique, qui est d'une injustice criante, et de l'ignorance, qui en est la fatale résultante.

En ce qui concerne les maladies, il est certain que beaucoup sont l'*apanage* de certains métiers et qu'on peut même dire, sans craindre de se tromper, qu'il n'est pas un métier, dans les conditions hygiéniques actuelles du travail, qui ne jouisse de ce triste privilége. Comme preuve nous citerons un exemple frappant : le docteur Bertillon constate qu'en France il meurt, chaque année, 130,000 individus sans *nulle obligation de l'organisme humain*, et par le seul fait de ces maladies terribles qui s'appellent : *barbarie, misère, ignorance.*

Le cadre de notre *Revue* ne nous permet pas de suivre M. Napias dans ses pérégrinations statistiques, encore moins de compléter ses chiffres et ses données. Pourtant nous croyons intéressant de communiquer à nos lecteurs le tableau dressé par M. Guillaume Röhrich (1), relativement à la mortalité dans les classes aisées et dans les classes pauvres :

De 1000 hommes nés à une même date, il reste vivants :

---

(1) Die Volkswirthschaft in Lehre und Leben, von Wilhelm Röhrich. (Leipzig, Brockhaus 1867).

Après	5 ans	943	aisés	655	pauvres
»	10 »	938	»	508	»
»	20 »	866	»	566	»
»	30 »	796	»	486	»
»	40 »	695	»	396	»
»	50 »	557	»	283	»
»	60 »	398	»	172	»
»	70 »	235	»	65	»
»	80 »	57	»	9	»

C'est, du reste, aux travailleurs que nous nous adressons et nous n'avons pas besoin d'insister sur les horreurs et les injustices de leur condition sociale, qu'ils connaissent mieux que tous les philanthropes de l'univers réunis. Il y a cependant un point que nous devons mettre en lumière, car il est, à notre avis, d'une importance de premier ordre et l'auteur ne s'en est occupé que d'une façon tout à fait incomplète : nous voulons parler de l'hérédité. L'auteur semble croire que l'enfant riche et l'enfant pauvre viennent au monde avec les mêmes chances physiologiques de vie. Cela est absolument inexact : l'organisme malade et épuisé des parents a son contre-coup sur l'organisme de l'enfant. Un grand nombre de maladies constitutionnelles, la phtisie, la scrofule, le rachitisme, les maladies des nerfs et beaucoup d'autres marquent de leur terrible sceau les enfants des ouvriers, et ceux-ci continuant à vivre dans les mêmes conditions fatales, la population ouvrière dégénère d'une façon sensible d'une génération à une autre.

Ce fait a pu être vérifié dans les centres industriels de l'Angleterre et de la France pendant deux ou trois générations.

Nous citerons un exemple frappant en preuve de l'état de délabrement physique des populations ouvrières :

En France, avant 1789, le minimum de la taille du fantassin était de 1 mètre 65 cent. En 1818, la loi du 10 mars sur le recrutement l'abaisse à 1 mètre 57 cent.; enfin la loi du 21 mars 1832 l'abaisse encore de 1 cent. En moyenne, près de la moitié des recrues en France est déclarée impropre au service militaire pour cause de petitesse de taille ou d'infirmités corporelles (1). En Saxe, le minimum est descendu, depuis 1780, de 1 mètre 78 cent. à 1 mètre 55 cent., et en Prusse à 1 mètre 57 cent.

D'après une statistique publiée en 1862 en Prusse, dans ce pays militaire par excellence, sur 1000 conscrits, 716 en moyenne sont

(1) Depuis lors, la dégénérescence a continué sa marche progressive, en sorte qu'à cette heure le minimum est de 1 mètre 53 cent.

déclarés impropres au service militaire, 317 pour cause de petitesse de taille et 399 pour cause d'infirmités corporelles (2).

Ceci est-il assez clair? Et cependant beaucoup n'y ajoutent aucune importance. Quelques centimètres de taille de plus ou de moins, qu'est-ce que cela fait?

Quant à nous, nous ne partageons pas la même quiétude, car dans cette dégénérescence nous voyons un terrible danger pour l'avenir de l'humanité, non-seulement au point de vue physique, mais encore au point de vue intellectuel. Ce danger, c'est le crétinisme. Les classes dirigeantes dont les droits, aux yeux de M. Napias, *sont aussi respectables* que ceux des classes dirigées ne seraient peut-être pas fâchées de régner sur une terre peuplée *de cadavres vivants*, victimes du travail et de l'hérédité. Mais avant de mourir, ces cadavres protestent, ils ne veulent plus attendre ce bien-être futur qu'on fait miroiter à leurs yeux, il leur faut une solution, une solution immédiate.

M. Napias se console de toutes ces misères à l'idée qu'elles diminuent, quoique lentement, grâce aux progrès de la science et à son application à l'hygiène du travail. Il énumère avec attendrissement les diverses mesures d'hygiène introduites récemment dans certaines branches d'industrie, et il voit dans ce *progrès pacifique* le gage d'un bien-être futur auquel l'humanité toute entière arrivera. Mais il néglige de nous dire ce que sera ce bien-être. L'humanité sera-t-elle encore divisée en classes, c'est-à-dire en groupes superposés les uns aux autres?

Toutes ces tirades sentimentales sur le progrès pacifique dénotent or un parti-pris de ne pas vouloir tirer les conclusions ou une ignorance sans bornes. Si, dans certains pays, la situation du travailleur est devenue plus supportable, est-ce que ce bien-être relatif n'a pas été acheté au prix du sang de ces obscurs héros que, par une rare perversion du cœur ou de l'esprit — des deux à la fois peut-être — l'auteur appelle de *ccupables martyrs*. Les rapports entre le capital et le travail ne sont pas choses de sentiment et de philanthropie; ce sont des rapports brutaux, basés sur des faits, et le simple bon sens démontre que le patron pour lequel la personne de l'ouvrier, en raison de l'offre considérable de la main-d'œuvre, n'a aucune valeur, n'acceptera jamais, *sans qu'il y soit forcé*, le moindre changement à la condition économique du travailleur. Et pourquoi le ferait-il? Lorsqu'il avait des esclaves qu'il achetait à tout prix, il prenait soin d'eux, comme on prend soin des chevaux et des bœufs; mais l'ouvrier salarié devenant malade n'est plus bon à rien, on le congédie et on en prend un autre.

(2) J.-V. Liebig Die Chemie in Ihrer Anwendung an Agricultur und Physiologie. Band I, pages 117-118.

Cependant, à la fin de son travail, notre patient auteur trouve le progrès un peu trop lent, et c'est là où il nous dévoile les merveilleux effets de la panacée dont nous avons parlé au début.

Liberté, Instruction! Voici ce que, sous cette magique formule, propose M. Napias :

1° Popularisation parmi les ouvriers des connaissances d'hygiène, développement et perfectionnement de l'hygiène publique.

2° Elévation des salaires au moyen de la liberté absolue des coalitions et de la liberté d'association.

3° Répartition plus équitable de l'impôt, diminution des droits qui pèsent sur la viande et le vin.

4° Introduction de toutes ces réformes comme de raison, par la voie du suffrage universel.

Et voilà le bon billet qu'a le travailleur de par M. Napias!

En attendant, que l'ouvrier, comme avant, travaille sans relâche; que le riche oisif jouisse tranquillement de sa richesse.

Toute la thèse du docteur Napias, en dépit de toutes ces belles phrases, se réduit à ceci :

1° Apprendre à l'ouvrier affamé la meilleure manière de s'accommoder à la faim, au froid et à tous les dangers du travail.

2° Conseiller à l'indigent de faire des économies, de former des associations et de faire la course au million.

3° Diminuer l'impôt sur les objets de première nécessité pour que l'ouvrier le paye sous forme d'augmentation de loyer ou de diminution de salaire.

Et toutes ces mirobolantes réformes, vous les placez sous la protection du suffrage universel! Docteur, vous voulez vous moquer de nous. Aussi bien que nous, vous devez savoir que le suffrage universel est un leurre, qu'il est la main-mise des classes dirigeantes sur la pensée populaire, le plus effroyable instrument de servitude volontaire dont aient jamais joué les gouvernements. Mais à quoi pensé-je? Le docteur Napias déclare qu'il est ardent républicain, parfaitement soumis aux lois qui régissent actuellement la France, et il assure à tout moment que tout le mal provient des tendances monarchiques de certaines personnalités malveillantes. En vérité, docteur, vous ne pouviez plus adroitement vous tirer d'un mauvais pas.

O.



Imprimerie du « Rabotnik », 26, chemin de Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 4. Août 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction : N. Joukowsky, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Elisée Reclus.

ABONNEMENT : Un an, 6 fr. ; Six mois, 3 fr. ; Trois mois, 1 fr 50.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « Rabotnik »
Chemin de Montchoisy, 26, à Genève.

BULLETIN

L'inquiétude générale n'a fait que grandir pendant ce dernier mois. Stagnation d'affaires, incertitude, tel est le caractère du moment. Les événements qui se déroulent en France sous la bannière de Mac-Mahon font prévoir un recommencement de lutte entre l'Allemagne protestante et la France catholique. En Orient, on se prépare à partager la Turquie, qu'on livre dès à présent au massacre et au pillage. Les capitalistes anglais ont les yeux fixés sur Constantinople ; leurs intérêts sont compromis, mais ils ne paraissent prendre aucune mesure ni aucune résolution. L'Autriche — à en croire Andrassy — suit avec un semblant de désintéressement la lutte engagée dans les Balkans, « pour profiter des conséquences. »

L'Allemagne laisse faire les soldats du Czar ; les soldats, car les généraux russes, tous ducs et grand-ducs, n'ont encore fait preuve que d'incapacité, ayant pour adversaires des pachas qui, comme eux, agissent sans plan ni unité d'action. Les deux armées se li-

vrent à un massacre réciproque se chiffrant dès à présent par 80,000 cadavres de producteurs.

L'approvisionnement de ces tueurs d'hommes coûte aux travailleurs russes près d'*un million* par jour; ils ont déjà perdu environ quarante mille hommes robustes et trente millions de roubles, arrachés aux laboureurs.

Bien qu'ayant perdu la même quantité de soldats, les Turcs, de leur côté, ont moins dépensé de piastres, étant chez eux et ne payant rien, ce qui d'ailleurs leur serait difficile, les coffres de l'Empire ottoman étant vides depuis longtemps : les porteurs de l'emprunt ne le savent que trop. Tels sont les résultats du carnage officiel! Quant aux femmes, vieillards et enfants massacrés par les porteurs d'uniformes, qui s'aviserait de les compter!

La situation du Bulgare était insupportable; maintenant que le « frère aîné » est venu se mêler de son émancipation, le *protégé* n'aura bientôt plus qu'une seule planche de salut : faire une trouée dans les eaux du Danube. Les libéraux russes, ces généreux émancipateurs, auront beaucoup mangé de poulardes aux truffes, beaucoup bu de champagne, le tout à la santé du Bulgare qui crevait de faim sous la domination turque; bientôt ils pourront manger leur part des gâteaux funéraires sur le cadavre de la Bulgarie.

Le paysan demandera-t-il compte de ses enfants tués, de ses roubles gaspillés? Viendra-t-il troubler les banquets de cette gent libérale de Moscou et de Pétersbourg? Un sentiment d'indignation se fera-t-il jour? L'empereur aura-t-il enfin des comptes à rendre?......... Moscou n'est pas Paris, l'esclavage pèse encore sur la Russie, et il est à craindre qu'après la guerre tout y reste calme. Seuls les socialistes continueront à payer de leur liberté et de leur vie la propagande par laquelle ils s'efforcent de jeter un peu de lumière dans ce pays de ténèbres.

Un nouveau procès a commencé le 19 juillet contre cent quatre-vingt-dix-huit personnes, accusées de propagande révolutionnaire, et parmi lesquelles se trouvent trente-deux femmes. Travaux forcés pendant quinze ans, exil à temps ou perpétuel en Sibérie, telles sont les peines que le czar laisse à la discrétion du juge! Après sa défaite de Plewna, le magnanime empereur aura donc une petite revanche sur son ennemi de l'intérieur, ennemi mortel et qui ne quittera la besogne que le jour où le paysan, ayant enfin compris sa force, secouera le joug qui l'écrase.

* * *

Passons maintenant sous le pavillon gothique de l'empereur Guillaume, le conquérant moderne, et, puisqu'il nous est impossible d'embrasser tous les faits accomplis durant le mois qui vient

de s'écouler, nous nous bornerons à relever une statistique des peines appliquées aux démocrates-socialistes allemands depuis 1863 — époque à laquelle parut le célèbre Ferdinand Lasalle — jusqu'à nos jours. Cela donnera à nos lecteurs une idée précise de ce que, d'une part, vaut le libéralisme protestant de M. de Bismark, et sur les proportions que prend en Allemagne le mouvement socialiste.

Il y a eu, durant quatorze ans, 2,843 procès! En Prusse, 2,065; en Saxe, 418; le reste se distribue entre la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, etc. La moyenne est de 203 procès par an, mais puisque les quatre cinquièmes du total incombent à la période de 1871-1876. Ce dernier fait nous prouve quelle influence eurent sur l'Allemagne les événements de la Commune de Paris.

Le gouvernement a fait :

Pour cause de haute trahison.	5	procès.
Pour crime de lèse-majesté	194	»
Pour crime de lèse-Bismark	211	»
Pour excitation à la haine, etc.	326	»
Pour crimes contre l'Etat, lèse-divinité, etc. . .	298	»
Pour résistance à la force publique.	277	»
Pour attaques dirigées contre les employés de l'Etat.	619	»
Pour désobéissance aux lois de la Confédération actuellemement Empire	909	»

La moitié de tous ces procès retombe sur la presse socialiste et 543 seulement furent gagnés par les accusés, l'Etat en a donc gagné 2,300.

Les peines appliquées ont été de deux catégories : emprisonnement et amendes. L'emprisonnement varie de trois mois à un an. *Vahlteich* seule a fait 18 mois à Chemnitz pour crime de lèse-majesté.

La totalité des jours de prison faits par les socialistes s'élèvent à 10,486 jours, ce qui équivaut à 173 ans, 6 mois et 3 semaines.

Les amendes payées à l'Etat s'élèvent au chiffre de 50,000 francs, soit, en y ajoutant les frais de justice, un total de 100,000 francs.

Toute réserve faite sur la tactique du parti socialiste allemand, et sur laquelle notre correspondant de Leipzig a déjà formulé notre opinion, l'*Arbeiter-Wochen-Chronik*, à laquelle nous empruntons cette statistique signale ce fait intéressant à noter que le nombre des électeurs socialistes en Allemagne s'élève à présent au chiffre de 600,000 !

Tel est le bénéfice que M. de Bismark a retiré de toutes ces persécutions.

* * *

Peu de chose en ce moment à dire de la France.

Chacun prépare sa candidature; donc, du maréchal-président au plus pur des intransigeants, tous s'apprêtent à mentir aux électeurs qui, à leur tour, se disposent, comme toujours, à se faire *rouler* par leurs candidats favoris. Le tout à la plus grande gloire du suffrage universel; c'est dans l'ordre.

Quels que soient les élus, en effet, tous seront d'accord avec M. Ménier (le bailleur de fonds, dit-on, de plusieurs journaux ultra-radicaux) et M. Féray (le gendre de feu Bugeaud), pour protester d'un ton indigné contre toute assimilation avec ceux qu'ils appellent les « assassins, les incendiaires et les scélérats de la Commune (1). »

Quant à ceux de ces *scélerats* qu'on a envoyés mourir de désespoir en Nouvelle-Calédonie, ils n'auront plus qu'à recourir au suicide pour abréger leur affreuse agonie, comme viennent de le faire dans l'espace de cinq mois (de janvier à mai) QUARANTE-DEUX de nos amis!

Le seul fait qu'il nous reste à noter en passant, c'est la lettre de l'ex-honorable Ordinaire au non moins ex-honorable Gambetta, lettre dont le *Figaro* et le *Pays* ont eu la primeur.

Toujours la même histoire!

Après avoir fait la popotte ensemble, ces braves gens se cassent l'écuelle vide sur la tête.

M. Ordinaire rappelle à son ex-copin qu'il sait où les cadavres sont cachés et le menace d'exhumations successives.

La seule chose originale cependant que révèle la lettre de M. Ordinaire, c'est que cet honnête citoyen avoue naïvement qu'il a trouvé tout naturel de refaire sa fortune compromise, en transmettant à des tripoteurs financiers les renseignements qu'il obtenait sur les décisions prises par les commissions de l'Assemblée. — « Tous les députés agissent ainsi », ajoute ce bon jeune homme.

D'accord, cher monsieur. On connaît depuis longtemps en effet ces ordures, dans le monde si délicat de la politique; mais on ne peut que vous remercier de les avoir mises au jour. Puissent les électeurs profiter de ces renseignements.

* * *

Après les événement d'Orient, c'est certainement la Suisse qui, en Europe, nous offre à cette heure le spectacle le plus intéressant, au point de vue qui nous préoccupe.

---

(1) Lettre de M. Feray à M. de Fourtou.

Vient d'abord l'affaire des *fraudeurs franco-suisses*, groupe d'honnêtes industriels, haut placés dans l'estime des bourgeois de Genève et autres lieux de la libre Helvétie. Ces braves gens, au moyen d'une contrebande parfaitement organisée, se sont fait payer jusqu'à *vingt-huit fois* pour un même objet, la prime accordée par la France sur la réexportation de toutes pièces d'horlogerie et bijouterie en or, manufacturées chez elle et poinçonnées par ses contrôleurs. La prime étant de 375 francs par kilogramme d'or, les sommes ainsi volées à la France, par nos très-moraux et très-religieux bourgeois, s'élèvent au chiffre avoué de cinq millions de francs, — chiffre bien inférieur à la réalité, dit-on. — Une misère, quoi ! Pris la main dans le sac, les voleurs sont menacés de procès correctionnels. Mais nous serions bien étonnés que les choses fussent menées si loin. On se contentera d'une simple restitution : le respect dû aux classes dirigeantes et supérieures l'exige impérieusement.

Et s'il arrive de ce fait que l'industrie de ce pays, déjà si compromise, en aille plus mal encore, il se trouvera bien dans le *Journal de Genève* quelque professeur d'économie politique pour prouver aux badauds que la crise tient « aux injustes exigences des ouvriers. »

Nos amis, les Internationaux jurassiens dans leur Congrès fédéral annuel, tenu à St-Imier, viennent de décider : 1° Que le *Bulletin*, organe de la Fédération, publiera, chaque trimestre, une revue générale des faits accomplis dans le domaine du mouvement socialiste; 2° Que toutes les sections seront invitées à fournir, pour y être inséré, un rapport annuel des travaux de chacune d'elles.

Ces deux résolutions sont de nature à donner un intérêt tout spécial au *Bulletin* et à resserrer surtout d'une façon plus intime les liens de solidarité qui réunissent les divers groupes de la Fédération jurassienne. Nous ne pouvons que féliciter vivement les délégués du Congrès de les avoir votées et d'avoir accru d'autant les moyens de propagande internationaliste.

L'augmentation de force qui en résultera nous semble arriver fort à propos, à en juger par l'arrêt dont le tribunal de Berne vient de frapper bon nombre de nos amis.

L'affaire du 18 mars, sur laquelle nous n'avons pas à revenir ici, vient en effet de se terminer par les condamnations suivantes :

Sont condamnés à 60 jours de prison : Lampert et Deiber;
A 40 jours : Rinke, Ulysse Eberhardt, Chopard, Dubois, Bræutschi, Chatelain, Herter, Kachelhofer, Guillaume, Huguenin, Lœtscher, Buache, Capt, Pittet, Henri Eberhardt, Tailland;
A 30 jours : Graber, Reber, Brousse, Werner, Voges;

A 10 jours : Simonin, Eggenschwyler, Paggi, Honegger, Gleyre, Zurbuchen, Chautems.

En outre, Rinke, Werner, Deiber, Brouse, Graber et Voges, étant étragers à la Suisse, sont bannis pour trois ans du canton de Berne.

Tous les prévenus sont solidairement condamnés au paiement des frais de la partie civile, fixés à 150 frs, et au paiement des frais du procés dont le montant n'est pas encore connu.

Qui oserait nier encore que la Suisse n'est pas la terre classique de toutes les libertés !

Si pénible qu'il nous soit de voir nos amis aller pour quelque temps en prison, nous sommes très satisfaits néanmoins du verdict prononcé à Berne. Mieux que tout raisonnement spéculatif, il témoignera d'une manière éclatante de la non valeur absolue de toutes les institutions purement politiques, si radicales soient-elles, devant la révolution sociale qui, seule, peut affranchir réellement les travailleurs.

Il va sans dire que, pénétrés de la nécessité de mettre en sérieuse pratique les principes de solidarité qui nous unissent, nous ouvrons, dès maintenant, une souscription pour aider nos amis à payer les frais et dommages auxquels ils viennent d'être condamnés.

L'importance des faits accomplis par les grévistes américains étant trop considérables pour qu'il soit possible de les analyser dans notre bulletin, nous publierons dans le prochain numéro de la revue une étude complète de ce remarquable mouvement, étude appuyée de documents qui en établiront l'incontestable véracité.

Souscription ouverte par le « *Travailleur* » au profit des condamnés de Berne :

La Rédaction du « Travailleur » . . . . . . **20 fr.**

LE CAPITALISTE

I

Quand on regarde l'ensemble de la société actuelle, en la débarrassant de tous les éléments artificiels créés par les formes politiques et gouvernementales, on constate qu'en réalité il n'y a que deux classes d'hommes : les CAPITALISTES, — c'est-à-dire les détenteurs du capital social, sous toutes ses formes (terre, matières premières, outils, machines, marchandises échangeables (1), etc.), et les NON-CAPITALISTES, — c'est-à-dire ceux qui, ne possédant que leur personne, ou force de travail, à la fois intellectuelle et musculaire, — en un mot, les SALARIÉS.

Tout autre classement est arbitraire, toute autre division est fictive ou accidentelle.

Pour justifier cet état de choses, les économistes bourgeois vous répondent que c'est le résultat de *la liberté du travail*, — principe essentiel, auquel on ne peut toucher sans tuer le travail lui-même et retourner à la barbarie.

Vous vous dites aussitôt que cette « liberté du travail, » qui aurait pour résultat de dépouiller les uns au profit des autres et d'amener la concentration des richesses, produites par le travail de tous, entre les mains d'un petit nombre d'individus, devrait alors ressembler furieusement à la liberté du brigandage, car sa conséquence serait exactement la même.

Qu'on me dépouille, en effet, au coin d'un bois, de ma montre, de ma bourse et de mon paletot, — au nom du couteau et du pistolet, — ou qu'on me dépouille de mon instrument de travail, — au nom de la liberté du travail, — quelle différence y voyez-vous ?

Mais, répondent encore les économistes, *le capital n'est que du travail accumulé*. Or, les capitaux étant le produit du travail, le capitaliste en est légitime possesseur, car c'est à son activité, à son intelligence, à son énergie propre qu'il en doit la possession. Une fois qu'il les a conquis ainsi, à la sueur de son front, n'est-il pas naturel qu'il les garde, en use à son gré, les prête ou les

---

(1) L'argent, la monnaie, n'est qu'une marchandise échangeable, comme toutes les autres, mais plus commode, plus facile à transporter, et admise généralement comme équivalent commun de toutes les autres marchandises.

transmette à qui lui convient, avec ou sans condition? Quoiqu'il en fasse, d'ailleurs, pourvu qu'il ne les enfouisse pas dans sa cave, s'il les maintient dans la circulation. soit qu'il les prête à gros intérêt, soit qu'il les place dans l'industrie, soit même qu'il les laisse par héritage à ses enfants, qui les feront valoir à leur tour, les capitaux retourneront alimenter le travail, dont ils sont sortis, par conséquent produiront de nouveaux capitaux, lesquels augmenteront d'autant la richesse nationale, et ainsi de suite jusqu'à la consommation des siècles.

Tel est le raisonnement, je crois, dans toute sa pureté.

Le capital, dit-on, est du travail accumulé. — Rien de plus exact, de plus évident.

En dehors des richesses naturelles, telles que l'air, la lumière, l'eau courante des fleuves et des rivières, la terre *primitive*, le gibier, ou animal à l'état sauvage, plus les forces mystérieuses qui transforment le grain de blé en épi, font du gland un chêne, président aux lois de la physique, aux affinités chimiques, etc., etc., toute richesse sociale, ou valeur échangeable et reproductive, est le produit du travail de l'homme et de ses forces, tant nerveuses ou intellectuelles que musculaires (1).

De ces richesses et forces naturelles que nous venons d'énumérer, il en est même un nombre très-restreint qui puissent compter, à proprement parler, comme richesses et forces sociales avant d'avoir été *appropriées*, c'est-à-dire avant d'avoir subi cette part de collaboration humaine ou de travail qui les rend utiles à nos besoins.

L'électricité, sans le travail de l'homme, produit la foudre. Avec le travail de l'homme, elle devient le télégraphe.

La terre non appropriée, à l'état vierge, est bien un capital absolu, une richesse sociale, puisque sans elle rien n'existerait, et qu'elle produit les fruits sauvages et nourrit le gibier, etc,, etc. ; mais les mines qu'elle renferme dans son sein, les forêts dont elle est couverte, les facultés germinatives qu'elle possède, ont besoin, pour devenir des utilités directes, positives, du travail de l'homme. Il faut le travail de l'homme pour extraire de la mine le fer et le charbon; il faut le travail de l'homme pour couper le bois de la forêt, en faire de la chaleur ou des madriers, ou des meubles, ou des vaisseaux; il faut le travail de l'homme pour que la fécondité

(1) Je ne parle pas ici des *valeurs d'usage*, lesquelles destinées à la consommation, et détruites par elle chaque jour, ne sauraient s'accumuler et, par conséquent; entrer en compte dans le *capital* social, tel que nous le considérons ici, bien qu'elles y jouent leur rôle en entretenant les forces du producteur.

naturelle du sol s'assouplisse à produire les légumes, les pommes et les fruits savoureux qui nous nourrissent, et ainsi de suite.

Donc, toute richesse sociale, ou utilité, ou valeur, comme on voudra l'appeler, de consommation, ou échangeable, ou productive, — sauf, je le répète, les richesses naturelles qui, n'ayant demandé et ne demandant aucun effort, appartiennent à tous (l'air, la lumière, etc,), et, par conséquent, le Capital, qui n'est que la portion de la richesse sociale *accumulée en vue de la production,* — est le produit du travail de l'homme.

Donc, il est bien vrai que « le capital est du travail accumulé. »

Donc, c'est le travail qui crée le capital.

Faut-il en conclure qu'il crée le Capitaliste?

Au premier abord, cela semblerait logique.

Regardons-y de plus près.

Voici un chef d'usine qui emploie trois cents ouvriers à fondre et à forger le fer dont on fabrique les outils et les machines les plus compliquées.

Ce chef d'usine travaille, non pas comme ses ouvriers, puisqu'il ne manie pas lui-même la pelle et le marteau, mais enfin il s'occupe de la comptabilité, des achats et des ventes, ou, si l'on préfère, les rapports avec l'extérieur pour l'échange des produits fabriqués dans l'usine, surveille, distribue le travail, etc., etc., soit seul, soit avec un certain nombre d'autres individus qui l'aident dans cette partie spéciale et essentielle du labeur commun.

Jusqu'ici, nous ne voyons qu'un groupe de travailleurs identiques, séparés seulement de fonctions par la loi de la division du travail.

Vous repassez dix ans après. L'usine fonctionne toujours avec ses trois cents ouvriers, ou davantage, ou moins, peu importe; elle produit toujours du fer.

Il n'y a qu'une différence : *Le chef de l'usine est devenu millionnaire, les autres sont restés ce qu'ils étaient.*

Lui, il roule carrosse, peut vivre de ses rentes et mourra dans un palais.

Eux, aussi mal vêtus, aussi mal nourris, aussi mal logés que le premier jour, continuent de suer au feu du fourneau et de peiner à l'enclume. Quand leurs forces seront usées, ils tomberont à la charge de la charité publique et mourront à l'hôpital.

Le travail de ces hommes a pourtant créé de la richesse, *fabriqué du capital.* La preuve, c'est que le chef de l'usine, sur ce travail, a pu accumuler, soit en matières premières, soit en produits appropriés, soit en terrains, en bâtiments, en machines, soit sous

forme de monnaie, par suite d'échanges de marchandises, des millions qui lui assurent et assureront à ses enfants une existence ample, heureuse, pourvu de tout le nécessaire et de tout le superflu.

Pourquoi les autres n'ont-ils rien accumulé ?

Pourquoi, de cette richesse créée par le travail commun, n'est-il rien resté entre leurs mains que cette portion appelée SALAIRE, et qui suffit à peine, quand elle suffit, à assurer à peu près le renouvellement des forces du travailleur dans ce qu'il y a de plus strictement essentiel, en lui fournissant de quoi se nourrir mal et grossièrement, se vêtir non moins mal et non moins grossièrement, et loger plus mal et plus grossièrement encore ?

Il y a donc deux sortes de travail :

Un qui produit le capital et l'autre qui produit le capitaliste.

Si vous interrogez le chef de l'usine, il vous répondra orgueilleusement, en se carrant, le sourire aux lèvres, pendant que ses breloques tressautent d'aise sur sa panse rebondie :

C'est MON travail qui m'a enrichi, c'est MON intelligence qui a fait ma fortune, c'est MON activité qui m'a rendu millionnaire !

SON travail ? Voyons un peu.

Nous avons admis qu'il travaillait autant que ses ouvriers, d'un autre travail, imposé par la division du travail et la diversité des aptitudes, que son travail personnel était l'*équivalent* de leur travail, car s'il ne pourrait se passer d'eux, eux également ont besoin de quelqu'un ou de quelques-uns qui remplissent des fonctions analogues.

Combien gagnent ses ouvriers à la journée ? Prenons une moyenne quelconque, cinq francs, si vous voulez. Donc la journée de travail, à l'usine, rapporte cinq francs. Donc sa journée à lui vaut cinq francs.

Allons plus loin. Supposons qu'il soit beaucoup plus intelligent, beaucoup plus actif que ses collaborateurs ; supposons même qu'il rende deux fois, trois fois plus de services que chacun des autres. Eh bien, alors, sa journée vaudrait dix francs, quinze francs, au maximum -

Est-ce sur ces 15 francs qu'il économiserait, qu'il accumulerait cinq millions en dix ans ?

Evidemment non.

Cependant, cette valeur a été produite (1). — Par qui ? — Par le travail de tous, Il n'en revient rien aux autres, et tout en revient à lui.

(1) En dehors des frais d'exploitation, comme de juste. C'est ce qu'on appelle la plus-value.

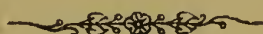
Ce n'est donc point par SON travail personnel, son travail à lui, SON intelligence à lui, SON activité à lui, que cette *plus-value*, dont il bénéficie seul, a été créée, — c'est par le travail, joint au sien, des trois cents ouvriers.

Ce n'est donc pas non plus en vertu du principe de la liberté du travail qu'il est devenu millionnaire.

Ce qui l'a enrichi. c'est tout simplement *le travail accumulé* DES AUTRES !

Par conséquent, s'il est juste de dire que le capital est du travail accumulé, il faut ajouter ceci : C'est que *le capitaliste, lui, est le produit du travail accumulé des autres*, ce qui le rend, on l'avouera, infiniment moins respectable et moins sacré.

Arthur Arnould.



LES PAYSANS AU JAPON

La possession de certains objets-outils et de matières premières de toute production est essentielle à l'homme. La propriété n'est qu'une forme de la possession; forme particulariste s'il en fut jamais et qui contient en elle un côté anarchiste et bon : celui de ne pas tolérer d'arbitre régulateur quelconque entre le possesseur et la chose possédée.

Malheureusement, ce bon côté est racheté par la tendance fatale que la propriété a de dégénérer en droit d'aubaine, à tel point, qu'être propriétaire, veut dire purement et simplement avoir le droit de céder la possession d'une chose au travailleur (qui seul saura la faire fructifier) et de prélever en faveur de l'oisiveté une part de lion sur les produits du travail.

Proudhon a clairement démontré que cette tendance était inhérente au principe même de la propriété et ne saurait nullement en être considérée comme un abus. Toute réforme de la propriété était donc nécessairement tombée dans le domaine des illusions, et un progrès ne saurait être réalisé dans cette direction, si ce n'est par le passage à une forme nouvelle et la possession, qui (en termes proudhoniens) résoudrait les contradictions du principe de la propriété dans une synthèse plus vaste et d'un ordre supérieur.

Les esprits étroits et timides, tout en prévoyant vaguement ce problème que notre siècle, selon toute probabilité, ne laissera pas

sans solution pratique, confondent le fait essentiel de la possession avec sa forme passagère — la propriété. L'abolition de ce principe qui, après avoir accompli sa mission historique (celle d'émanciper le bourgeois) ira fatalement rejoindre la monarchie du droit divin et les autres spectres du passé, leur apparait comme la fin du monde. Au-delà de ce point noir qui ne menace au fond que le monde des aubaines et des sinécures, ils ne savent discerner autre chose que la ruine de tout ordre et bien-être social, — que ruine et désolation.

Les économistes les plus orthodoxes veulent bien admettre cependant que, en dehors du principe de propriété, le monde a vécu et vit encore, et que notre propriété elle-même est issue de la possession communale, allodiale et féodale ; mais, disent-ils, toutes ces formes variées de la possession, ayant existé ou existant encore chez des peuples barbares, ne sont guère compatibles avec le progrès économique et social et ne pourraient être régénérées qu'au détriment absolu de la richesse même des nations.

Nous nous rangerions volontiers du côté de tous ceux dont l'idéal n'est point en arrière, dans l'une des formes ayant déjà vécu. Nous observerons seulement que, pour les formes de la possession, la faculté inventive de l'humanité est loin d'être aussi limitée que le supposent les apôtres trop zélés de la demi-science économique. Chez tous les peuples ayant eu une évolution historique à eux (c'est-à-dire non puisée aux sources classiques ou romantiques communes à l'Europe occidentale), nous signalons des formes de la possession essentiellement différentes de celle dans laquelle nous pataugeons actuellement.

D'autres nous donneront des détails instructifs et intéressants sur cette *possession slave* que Proudhon n'a pas épuisée dans sa « Théorie nouvelle de la propriété. » Permettez-moi de signaler à l'attention de vos lecteurs les particularités de la possession japonaise, qui est bien loin de réaliser notre idéal, mais qui mérite une mention particulière en ce sens que, tout en étant essentiellement distincte de notre droit de propriété, elle n'a certainement pas entravé le développement économique de ce pays qui, sous le rapport du progrès agricole, a devancé l'Angleterre elle-même. Du moins si la population au Japon est plus dense, elle y jouit d'un bien-être matériel incomparablement supérieur à celui des trois quarts de la nation britannique, et cependant elle n'a eu jusqu'à présent que les produits du sol et des mers pour se nourrir ; il est vrai qu'elle n'a pas nos requins de l'industrie et de la finance à alimenter.

Le Japon est un pays exclusivement agricole. Aussi les paysans

y occupent-ils l'échelle supérieure de la hiérarchie sociale : industriels et commerçants y viennent en dernier lieu. Au-dessus du paysan, il n'y avait que les princes féodaux (les *daï mio*) avec leurs escortes d'hommes d'épée (les *Samouraï*).

Chaque principauté formait un Etat féodal indépendant, régi par ses lois. Mais le sol était censé partout former la propriété nationale. Le laboureur en était possesseur moyennant une redevance unique au trésor qui se confondait entièrement avec l'impôt direct, et se prélevait en produits (plus particulièrement en riz ; les produits plus grossiers, tels que pois, sarrasin, etc., servant à l'alimentation des classes indigentes, étaient libres de toute charge). La quote-part prélevée par le trésor du prince, qui était censé représenter la nationalité cantonale, variait d'une localité à l'autre sans pouvoir excéder la moitié de son avoir, inférieur à 30 °/o. Ainsi, même au pis-aller, le laboureur japonais se trouvait dans une situation de beaucoup préférable à celle de nos métayers qui, sur leur moitié de produit, déjà rognée par le propriétaire foncier, ont encore, pour la plupart, le tonneau des Danaïdes du fisc à remplir.

Cependant, ce qui nous intéresse surtout dans ce système, c'est le principe qui lui servait de base plutôt que les applications que l'on en faisait dans la pratique.

La fusion de la *rente* avec l'*impôt* y avait pour conséquence immédiate ce fait que la question politique s'identifiait avec la question sociale ; l'Etat et le propriétaire sont encore tout un aux yeux du paysan japonais, bien que le système que je décris ici fort sommairement ait cessé d'exister depuis 1865.

Quelle que fût la proportion du produit que le paysan japonais eût à verser à son seigneur, il savait que du fruit de ses labeurs il entretenait ceux qui étaient chargés de gérer pour lui ses affaires nationales. Quant aux affaires de la commune, on n'en confiait ici la gestion qu'aux *nanou-ci*, espèce de maires électifs qui, tout en se prosternant devant les seigneurs et leurs satellites armés de deux sabres tranchants, et tout en leur prodiguant force politesses, fort baroques à notre point de vue, n'en savaient pas moins bien conserver leur indépendance vis-à-vis des représentants du pouvoir féodal, et se gardaient bien de se métamorphoser en saute-ruisseau de M. le préfet.

A une autre fois quelques détails sur l'application de ce principe essentiellement socialiste de la possession agraire. Ici, je me bornerai à accentuer en peu de mots la différence capitale que je vois entre cette possession japonaise et notre système de propriété : en entretenant du produit de ses labeurs le trésor national, le pay-

san japonais avait la conscience d'être le commanditaire de son gouvernement. Son idéal politique différait considérablement du nôtre; mais il attendait quand même de ses chefs des services d'une nature bien déterminée en retour de la nourriture qu'il fournissait à ses gouvernants. Ainsi, sans suffrage ni pratiques électives, les seigneurs féodaux du Japon se sentaient les mandataires de la nation. Comme tous les mandataires en tout lieu, ils n'ont pas mal abusé de la confiance de leurs mandants. Néanmoins, its s'étaient vus dans la nécessité de leur montrer certains égards que nos paysans de la race blancbe ne sont guère encore habitués à réclamer de leurs seigneurs, fonciers, boursiers et parlementaires.

En dépit de nos idées préconçues sur le despotisme endémique dans les pays orientaux, le Japon était, en réalité, gouverné par le *Zin-min-no Kokoro*, c'est-à-dire l'opinion publique (ou plutôt celle des paysans), sans songer que cette opinion pût être escamotée par des matadors de la presse et de la tribune. Il y a peu de mois encore, le gouvernement actuel, formé à l'image de ceux de l'Occident, et dûment ornée de canons Krupp et de fusils Remington, s'est vu dans la nécessité de subir la volonté de ses bons-hommes Jacques à pommettes saillantes et aux yeux obliques et bridés.

Ces quelques lignes suffiront, me paraît-il, pour démontrer clairement un des avantages incontestables que le système de possession japonais présente sur notre régime propriétaire. A savoir: celui de réduire les rapports entre cultivateurs et leur gouvernement à leur plus simple formule. L'importance de cet avantage ne se manifestera en entier à nos yeux que lorsque l'idéal politique de ces laboureurs de l'Extrême-Orient se rapprochera plus sensiblement du nôtre.

D'ailleurs, mon but n'est nullement de faire l'apologie de la possession japonaise. Je me contente de vous signaler ici cet intéressant exemple d'une civilisation raffinée et ayant pénétré jusqu'aux classes inférieures de la société (1), — d'une civilisation au moins aussi ancienne que la nôtre, mais ayant accompli son évolution en dehors du régime propriétaire.

Léon Metschnikoff.

---

(1) Au Japon, l'on ne trouve pas de personnes ne sachant lire et écrire, bien que leur écriture soit bien plus difficile que la nôtre.

DE LA PROPRIÉTÉ

(Fin).

Certains esprits bourgeois, plus sincères peut-être, ou simplement plus malins, ont compris qu'on ne pouvait cependant se contenter de déclarer comme l'a fait niaisement le chef actuel du parti républicain français, « qu'il n'y a pas de question sociale. »

Ils ont reconnu que, ni au point de vue du fait brutal, ni au point de vue des prétendus principes sur lesquels s'appuient les prôneurs de la propriété individuelle, celle-ci ne donne satisfaction aux tendances démocratiques des sociétés issues de la Révolution commencée à la fin du siècle dernier.

Préoccupés de la situation antagonique actuelle, et dans l'espérance d'ajourner indéfiniment l'échéance du conflit que doit amener cette situation, ces sages ont cru pouvoir dépister le prolétariat, en lui indiquant la *coopération* comme étant sa vraie voie de salut. Certains d'entre eux, même, sont allés jusqu'à tracer le plan d'institutions de crédit au moyen desquelles les associations coopératives seraient mises à même de fonctionner et de se multiplier.

Si nous n'avions affaire qu'à quelques bourgeois plus ou moins sincères, préconisant la *coopération* comme moyen sérieux d'affranchissement pour les travailleurs, il ne nous paraîtrait point nécessaire de les désillusionner.

Mais, on ne saurait trop le redire, la plupart de ceux qui y poussent les ouvriers, ne se servent de l'idée que comme d'un dérivatif à la Révolution sociale qui les menace; d'autre part, beaucoup de prolétaires, faute d'y avoir suffisamment réfléchi, ayant donné dans le piège, il nous semble utile de replacer de nouveau sous les yeux de ceux-ci les déceptions sans nombre que leur ménage cette prétendue voie d'affranchissement *).

Nous nous garderons bien pour cela d'évoquer ici les causes secondaires, tirées de la non-réussite de ces sortes d'associations. Nous allons au contraire supposer que rien ne s'oppose à leur succès. Notre critique ne pourra qu'y gagner.

Quel est le but que poursuivent les travailleurs comme garantie réelle de leur affranchissement intégral ?

Se rendre maitres de leurs instruments de travail, de façon à ne relever que d'eux-mêmes comme producteurs, en se subordonnant le capital qui, d'aide simple, est devenu leur absolu souverain. En un mot, abolir le salariat.

---

*) Bien que le citoyen Arthur Arnould ait déjà parlé de la coopération dans un précédent numéro de cette *Revue,* nous croyons bon d'y revenir encore, pour signaler quelques nouvelles objections omises par l'auteur : le sujet en est d'ailleurs inépuisable.

En second lieu, supprimer la concurrence désordonnée dont tout le poids retombe sur eux en tant que producteurs, par suite de l'abaissement des prix de main-d'œuvre, et, en tant que consommateurs, par suite du moins bon conditionnement des produits manufacturés; toute réduction du prix de vente étant forcément basée sur la diminution du prix de revient et sur l'adultération des matières employées.

Or, comment les associations coopératives, à supposer qu'elles se puissent établir, amèneraient-elles la suppression de cette concurrence désordonnée ? Comment, placées dans des conditions économiques semblables, ne seraient-elles pas contraintes, de par la loi de l'offre et de la demande, qui règle seule les transactions, à subir à leur tour les effets inévitables de cette loi, sanctifiée par les économistes ?

Forcées de limiter le nombre de leurs associés et, d'autre part, afin de satisfaire aux commandes, contraintes en même temps, pour les exécuter, de recourir à un supplément de main-d'œuvre, les associations ne seraient-elles pas amenées logiquement à s'adjoindre un certain nombre de *salariés*, auxquels il leur serait impossible d'accorder la moindre part des bénéfices de l'entreprise, dont ces *salariés* n'auraient point à courir les risques ?

En quoi dès lors ces Associations, devant leurs *salariés* se différencieront-elles du patronat actuel ? Sans doute et ainsi que ce fait s'est déjà produit, certaines de ces associations, par leur réussite, pourraient amener dans les rangs de la bourgeoisie quelques ouvriers plus habiles et plus heureux que leurs camarades. Mais en quoi le plus grand nombre des travailleurs s'en trouvera-t-il mieux ? En quoi le plus grand nombre sera-t-il moins exploité qu'aujourd'hui ? Comment le travail, sans lequel il ne peut vivre, lui sera-t-il plus garanti qu'à présent ? Poser la question, n'est-ce pas la résoudre ?

Notons d'ailleurs que nous avons commencé par écarter les obstacles qui s'opposent à la réussite des associations coopératives de production.

Cependant il faut bien aussi aborder ce côté de la question.

L'association de production coopérative, facile à réaliser peut-être dans certaines industries, dont l'outillage est peu coûteux, est-elle sérieusement possible dans la grande industrie, dont l'outillage devient de plus en plus colossal ?

Si l'on peut admettre qu'à l'aide de durs sacrifices, un petit nombre de travailleurs puissent réunir le capital nécessaire pour créer quelques ateliers de menuiserie, de cordonnerie, de serrurerie, de tailleurs, de maçons même, peut-on supposer un seul instant que les travailleurs puissent prélever sur leur salaire presque toujours insuffisant, une épargne telle qu'ils puissent créer, par exemple, une entreprise semblable à celle du Creusot ? Il ne paraît guère utile de discuter ici une hypothèse de ce genre, dont l'absurdité est évidente.

Pourtant, malgré son caractère absurde, supposons que par un véritable miracle, cette hypothèse soit devenue une réalité et que les travailleurs aient réalisé le capital voulu. Que feraient-ils de ce capital ?

Ils proposeraient aux propriétaires actuels du Creusot de racheter l'usine? Mais si les propriétaires ne veulent pas vendre? Les travailleurs seront réduits alors à créer un outillage identique, faisant double emploi avec le premier et devant du même coup annuler la valeur du premier? Et de plus, comment suppléeront-ils à la matière première sur laquelle ils doivent opérer et qui leur manquera nécessairement? Le sol où ils installeront leur nouvelle usine ne réunira probablement pas les mêmes conditions de richesse houillière et ferrugineuse que possède l'usine du Creusot.

Qu'est-ce donc alors que cette donnée de l'association coopérative de production, dont la réussite est forcément subordonnée au nombre restreint de ses associés, et dont l'extension à la grande industrie ne ferait qu'augmenter le gâchis dans lequel nous pataugeons en ce moment? Qu'importent après cela les conceptions d'organisations de crédit prétendu gratuit, destinées, dit-on, à faciliter aux travailleurs l'acquisition de leurs instruments de travail?

Outre qu'on ne prête habituellement qu'à celui qui possède et qui peut offrir de réelles garanties de remboursement—ce qui est en somme très naturel, — en admettant, contre toute vraisemblance, que quelque St-Vincent de Paul de la Banque consentît à y risquer ses capitaux, à quoi servirait cette bonne volonté, sinon à augmenter de quelques unités le nombre actuel des conservateurs?

Que des admirateurs de l'ordre bourgeois, plus intelligents que les autres, aient aperçu la possibilité d'un tel résultat et continuent à prôner ce moyen de tous leurs efforts, nous comprenons leur calcul, assez habile, sinon très-honnête. Mais les travailleurs n'y doivent voir qu'une manœuvre de guerre ayant pour but de détourner leur attention du véritable but à atteindre.

Comme le rat du vieux La Fontaine, ils doivent dire :

« Ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille.

* * *

Mais si la propriété individuelle, a, sous toutes formes et ainsi que nous venons de le voir, tendance à se collectiviser, il nous faut examiner le genre d'influence que, devenue collective elle peut exercer sur l'avenir du prolétariat, objet des préoccupations constantes des révolutionnaires socialistes.

Afin qu'on ne puisse nous taxer de parti pris, concernant la tendance actuelle de la propriété à se collectiviser, qu'il nous soit permis de mettre en cause encore une fois l'écrivain économiste précédemment cité, (toujours M. E. de Laveleye), dans l'ouvrage de qui nous lisons les lignes suivantes, page 29 :

« . . . Il suffit de jeter les regards autour de nous, pour voir que le « principe de la collectivité nous envahit de tous côtés et menace « l'indépendance de l'individu isolé. D'une part la société anonyme, « puissance collective d'où la responsabilité est complétement bannie, « s'empare non-seulement de toutes les grandes industries ; elle écrase « même sous sa concurrence irrésistible les artisans et les petits com-

« merçants sur un terrain où ils semblaient inattaquables : la confection « des vêtements, des chaussures, des meubles et la vente au détail. « Les sociétés anonymes entreprennent tout et se multiplient de plus « en plus. Bientôt tout le monde sera *actionnaire* ou *salarié;* il n'y « aura plus de place pour le petit chef d'industrie isolé, pour le tra- « vailleur indépendant non associé. »

De l'aveu même de cet écrivain, chrétien et adversaire des socialistes révolutionnaires—il ne faut pas l'oublier—le prolétariat est donc placé devant cette alternative : ou retomber dans un nouveau servage, conséquence de la concentration des forces capitalistes entre les mains directrices des grandes entreprises de toute nature ; ou faire en sorte que la propriété revienne, en mode collectif, aux mains des travailleurs, c'est-à-dire à ceux qui la cultivent et en accroissent la valeur, par leur travail effectif et direct, assurant ainsi la véritable liberté : celle reposant sur l'égalité des conditions économiques pour tous les producteurs, au moyen de l'usage commun des instruments de travail.

La première de ces solutions rendues inévitables par la force même des choses, c'est la reconstitution, nous le répétons, d'une féodalité et d'un servage cent fois plus inexorable et plus impitoyable que celui du moyen-âge, puisqu'à l'oppression de ses maîtres *anonymes*, le travailleur verra s'ajouter l'épouvantable tyrannie de l'outil-machine, appelé à rendre son travail de plus en plus abrutissant. Transformé en véritable automate et sans initiative possible, il n'aura même plus la ressource, comme au moyen-âge, de donner à la matière qu'il façonnera le reflet de sa pensée. Plus inconscient que la machine elle-même, le travailleur n'aura plus à penser !

La machine, devenue son maître, commandera au seul bénéfice du capitaliste. Le travailleur devra lui obéir aveuglément sous peine de mort !

Qu'au contraire, la propriété des instruments de production ; que les produits naturels, éléments essentiels de leurs travaux, deviennent la propriété inaliénable et collective des travailleurs, c'est alors l'avénement de l'indépendance, définitivement assurée, de tous les membres du corps social. La Machine, au lieu d'être une cause de souffrances et de misères croissantes pour le plus grand nombre, devient pour tous ce qu'elle doit être :

Un moyen d'augmenter et d'améliorer en même temps la masse de production, tout en laissant plus de loisirs aux travailleurs, au profit de leur développement intellectuel. C'est la vie pour tous dans son entier épanouissement.

C'est enfin la Révolution devenue une vérité !

L'individu, librement associé au groupe travailleur de sa profession, se meut cette fois avec une complète indépendance et non aux dépens de son existence, dans le milieu qu'il s'est choisi. Il en est de même du groupe dans la commune et de celle-ci dans la Fédération. Partout l'autonomie et partout aussi la solidarité, remplacent l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme. La production, désormais réglée et dirigée par les besoins des producteurs, et non plus par le

seul caprice ou par les seuls intérêts de quelques-uns au détriment de tous, est délivrée de tous les fléaux qui la grèvent et la dénaturent de nos jours. La concurrence imbécile et immorale que se font entre eux les capitalistes, aux doubles dépens du producteur et du consommateur; cette concurrence si chère aux économistes bourgeois et qui permet de pêcher en eau trouble, fait place à l'émulation du bien-faire et à la recherche des moyens d'améliorer la qualité des matières employées.

Enfin, l'augmentation des produits agricoles, loin d'être pour l'industrie rurale une cause de ruine, ainsi qu'il arrive si souvent, grâce aux heureux effets de la prétendue loi de l'offre et de la demande, qui règne seule à cette heure sur le marché, cette augmentation sera au contraire pour tous, producteurs et consommateurs, une cause de bien-être et d'harmonie réelle *).

Mais dira-t-on, peut-être, comment se fera le passage du mode actuel de propriété en mode de propriété collective?

A cela et pour terminer, nous répondrons que n'étant pas dans le secret de l'avenir, il ne nous est pas possible de préciser la solution de cette question. Tout dépendra des circonstances dans lesquelles s'effectuera ce changement et de l'intelligence qu'y apporteront les parties intéressées.

Que feront les détenteurs actuels des instruments de travail? Consentiront-ils à fournir au prolétariat la possibilité de devenir propriétaire de ces instruments, au moyen de contrats de rachat qui permettraient de transformer sans secousse trop violente les conditions sociales actuelles? — C'est aux possesseurs à y réfléchir en temps utile.

En tous cas ils sont avertis depuis longtemps déjà, non seulement par ceux qu'il leur convient d'appeler dédaigneusement des mécontents, des esprits fâcheux, des piliers d'estaminets enfin, mais par les faits, devenus d'une telle évidence, que les avertissements leur sont donnés maintenant de la part même des écrivains et des penseurs de leurs propres journaux — C'est de leurs rangs que part l'aveu de l'inévitable crise.

Nous n'avons quant à nous d'autre conclusion à tirer que celle-ci: Ou la propriété se transformera au bénéfice de tous et la démocratie sera une réalité, ou elle deviendra l'apanage de quelques privilégiés au détriment de la presque totalité, réduite en servage industriel, et la Révolution, tant prônée par les républicains plus ou moins radicaux, n'aura été qu'une ironique et sanglante illusion.

Il dépend du prolétariat qu'il n'en soit pas ainsi.

Heureusement, un juste sentiment de révolte se manifeste de plus en plus parmi les travailleurs. La « Libre Amérique » elle-même en est imprégnée. Le monde entier protestera bientôt énergiquement contre

---

*) Qui ne sait que les récoltes trop abondantes, en vins et en céréales notamment, sont généralement une cause de ruine pour les petits cultivateurs, dans l'état économique actuel?

une situation économique dans laquelle la violence et la fraude légalisées tiennent lieu de justice.

Malgré la cupidité des capitalistes; malgré la prétendue science des économistes officiels — grands-Prêtres de la propriété individuelle, la Révolution sociale substituera à celle-ci la Propriété collective.

Aussi, après avoir rappelé les principaux arguments qui infirment le caractère prétendu sacré de la Propriété, dans sa forme actuelle, et indiqué pour quels motifs il est légitime de la détruire, nous pensons qu'il sera peut-être intéressant de faire connaître comment, selon nous, la propriété collective pourra s'accorder avec le besoin de liberté dont la satisfaction est le but vers lequel tendent les efforts de tous.

C'est ce que nous tenterons de faire dans la seconde partie de cette étude, sous le titre d'*Essai de comptabilité sociale.*

G. Lefrançais.

LES PAYSANS RUSSO-UKRAÏNIENS

sous les libéraux hongrois

(Suite).

Notre intention est de jeter un coup d'œil rapide sur l'Europe orientale et de fixer particulièrement l'attention de nos lecteurs sur un petit coin de ce vaste espace et sur les curieux phénomènes de la vie sociale qui s'y produisent. Ce petit coin, c'est la partie orientale de la Hongrie, c'est à dire les Bereg, Marmaros, Ugosca, Ung, et des Comtés de Saros, Zemplin etc. etc., où la majeure partie de la population appartient à la race slave, branche russe, nationalité ukraïnienne ou petite-russienne.

Depuis deux siècles, l'occident de l'Europe a perdu de vue cette nationalité dont un français sagace traçait le vivant tableau vers le milieu du XVII siècle sous ce titre: *Description d'Ukranie, qui sont plusieurs provinces du royaume de Pologne, contenues depuis les confins de la Moscovie jusques aux limites de la Transylvanie, ensemble leurs mœurs, façon de vivre et de faire la guerre* *).

Dans ces dernières années la publication des recueils de chants et de contes populaires ukraïniens a ramené l'attention des savants au moins sur cette nationalité, surtout en France, en Italie, en Angleterre et en Allemagne.

---

*) Rouen, 1650, in-4° par le sieur de Beauplan.

Le travail le plus complet qui ait été fait sur cet intéressant sujet est dû à la plume d'un professeur français, M. Alfred Rambaud, qui a consacré la quatrième partie de son livre, *la Russie épique*, (Paris 1876) *à l'epopée petite-russienne*, c'est-à-dire au récit des luttes du peuple ukraïnien contre les Tartares et les Turcs, d'un côté et contre les Polonais de l'autre, luttes qui remplissent le XVI[e] et le XVII[e] siècle et qui dépassent par leur valeur historique et sociale les mouvements des paysans de France au XIV[e] siècle et d'Allemagne au XVI[e].

« Dans ces contes et ces simples récits mieux encore que dans les « chansons épiques, dit M. Rambaud à propos d'un recueil récemment « paru des contes populaires du pays, on peut se faire une idée du « caractère petit-russien, de cet esprit tantôt gai et malicieux comme « un conte de pope ou de popesse, tantôt sombre comme une histoire « de revenant, *passionnée pour la revendication de la liberté et de la « justice contre les seigneurs*, reflétant dans sa variété infinie la fan- « taisie réveuse de l'Allemagne, la vivacité des peuples méridionaux, « la mélancolie humoristique des Grands-Russes, et malgré tout con- « servant son originalité propre, car la Petite-Russie se distingue et « de la Russie, et de l'Allemagne, et de la Hongrie et des Slaves du « Sud, faisant à tous des emprunts et rendant sien tout ce qu'elle emprunte » *).

Dans son livre, *la Russie épique*, M. Rambaud donne la traduction d'une chanson populaire ukraïnienne qu'il appelle *la Marseillaise rustique des campagnes de l'Ukraine:*

« Dans le monde il n'est point de justice, on n'en trouvera point. La « justice vit sous les lois de l'injustice. Aujourd'hui la justice est en « prison chez les *pans* (les seigneurs). L'injustice est assise à son aise « avec les *pans* dans la salle d'honneur..... La justice est foulée aux « pieds par les *pans;* mais on verse à l'injustice l'hydromel dans les « coupes. »

Il nous serait facile, si le cadre de cette *Revue* nous le permettait, de citer tel proverbe, tel chant, tel écrit populaire conservé dans la mémoire illetrée du paysan ukraïnien, qui montre jusqu'à quel point il est pénétré de cette idée que *tout ce qui est au dessus de lui ne se nourrit, ne s'habille que par son travail.* Et si, dans l'Europe orientale, il existe un pays où les idées du socialisme moderne fassent, pour ainsi dire, corps avec les réminiscences historiques, avec les aspirations incessantes du paysan, ce pays, c'est l'Ukraine.

L'Ukraine occupe sur la carte d'Europe une place aussi considérable que la France. Elle s'étend des sources du Dounau, affluent de la Vistule, de l'Ung et de la Tisza, affluents du Danube, jusqu'aux sources du Don en Russie, des bords du Niemen, entre la Pologne et la Lithuanie, jusqu'aux bords de la mer Noire.

La population rustique de ce vaste pays appartient à la nationalité ukraïnienne: quant à la totalité, il est bien difficile de donner des

*) *La Petite-Russie, traditions, récits, œuvres d'art populaires*. Revue politique et littéraire, 1876, nº 26.

chiffres précis, parce que les statistiques que nous avons sous la main sont des statistiques officielles faites par des États non-ukraïniens (Moscovite en Russie, Polonais-Allemand en Galicie, Roumano-allemand en Bukovine, Magyar en Hongrie) et par suite, des statistiques que nous pouvons soupçonner d'avoir plutôt diminué qu'augmenté le chiffre des Ukraïniens. Mais, grâce au système de recrutement qui existait encore il y a quelques années en Russie, et d'après lequel le service *était seulement obligatoire pour les classes inférieures*, nous pouvons avoir quelques données positives sur la question. Car il ne faut pas perdre de vue que c'est justement *dans les classes inférieures* que la race ukraïnienne s'est conservée de la manière la plus pure. Or, d'après les calculs faits par le statisticien militaire russe, M. Rittich, il y a en Russie au moins quatorze millions et demi de Petits-Russiens ou Ukraïniens. Les Ukraïniens d'Autriche occupent la plus grande partie de la province nommée officiellement le royaume de Galicie et Lodomérie à l'Orient du fleuve San, la partie occidentale de la Bukovine, les confins de la Hongrie, et sont au nombre d'environ trois ou quatre millions.

Avant de passer à l'étude de l'état social de la population ukraïnienne en Hongrie, nous avons encore quelques mots à dire sur les diverses dénominations qu'elle a prises dans l'histoire.

Tous les savants qui ont étudié les langues et l'ethnographie slaves sont en général d'accord que le groupe oriental des Slaves, ou groupe russe, se subdivise en trois groupes dont les noms ont varié suivant les sorts historiques des pays, les mouvements des frontières etc. etc. Pour désigner ces trois groupes, on emploie le plus souvent les expressions suivantes· la grande Russie, la Russie-Blanche, la Petite-Russie ou l'Ukraine.

C'est la Petite-Russie qui, avec sa capitale Kiew, fut jadis—du IX[e] au XII[e] siècle—le centre de la fédération des villes libres russes. Ces villes libres avaient des princes élus dans les assemblées populaires (vietché *), toujours responsables et révocables.

Cette *Russie par exellence* fut dévastée au XIII[e] siècle par les Tatares, subjuguée au XIV[e] par les princes lithuaniens et soumise au joug féodal. Depuis elle a perdu l'avantage ou le désavantage, comme on voudra, d'avoir un état national avec toutes ses conséquences : clergé, aristocratie, bourgeoisie nationaux.

En 1569, elle se trouve réunie à la couronne de Pologne par le fait de la noblesse féodale russo-lithuanienne. Sous la domination de la Pologne aristocratique, tout ce qui restait de l'aristocratie petite-russienne se fit Polonais, et la bourgeoisie nationale fut en grande partie remplacée par des colons juifs, arméniens etc. etc. Le pays, toujours menacé par les incursions des Tatares et des Turcs, prend alors une nouvelle face. Sur les bords du Dnieper, du Bog et du Dniester se forment les associations et les communes libres des Cosaques ukraïniens, vivant de la pêche et de la guerre. Bientôt ces communes

*) Du mot *viechtchati,* parler, parlement.

durent entrer en lutte avec l'état aristocratique polonais. Cette lutte, d'essence absolument sociale au fond, fut compliquée aussitôt d'éléments religieux par suite de l'intervention des jésuites, qui avaient rêvé de convertir par la force les populations russes à l'obéissance au pontife de Rome (1595).

Cette complication fut la cause principale de l'union des Cosaques ukraïniens, sous leur chef Bohcard Khmelnitzki—le Cromwell russe, comme le nomme un contemporain français *) avec l'État moscovite, dont les tzars, correligionnaires des Cosaques, s'obligèrent en retour (1654) à protéger la religion et les libertés. De ces obligations, les tzars ne tinrent naturellement que la première. C'est alors que l'État moscovite prit le nom d'Empire de toutes les Russies. Ce qui restait de la Petite-Russie aux mains des Polonais est venu aux mains des tzars, un siècle plus tard, au moment des trois partages de la Pologne, dont le premier donna à l'Autriche la province Russo-Ukraïnienne de Galicie et Lodomérie. Inutile de dire que dans les provinces demeurées sous la domination polonaise, les relations sociales et nationales restèrent les mêmes que celles contre lesquelles les Cosaques s'étaient revoltés. Les réformes superficielles introduites par les gouvernements autrichien (17—1848) et la Russie (1861—1863) n'ont rien changé au fond des choses.

Dans la partie de la Petite-Russie affranchie de la domination polonaise par les cosaques et qui passa sous celle des tzars, la masse du peuple fut transformée en serfs et l'aristocratie indigène, sortie des familles des chefs cosaques, devint une noblesse russe à la moscovite. Les terres libres lui furent distribuées ainsi qu'aux employés venus de Moscou. Ainsi de nouveau la Petite-Russie se trouva soumise à une aristocratie et à une bourgeoisie étrangères, et privée de toute liberté politique dans le vaste empire des tzars absolus.

Cette dernière liberté, le gouvernement Austro-Hongrois (1860-1867) l'a rendue à tous les peuples de l'empire, sans oublier les Ukraïniens, mais dans des conditions sociales telles, que la jouissance en est, pour le paysan ukraïnien, tout à fait illusoire.

Par cet aperçu rapide de l'histoire de la nationalité ukraïnienne, le lecteur peut se convaincre que nous n'exagérons rien en disant qu'elle nous offre l'exemple d'une population de 17 à 18 millions d'habitants essentiellement *rustique, travailleuse, démocratique et décentralisatrice*, plutôt sans doute par ses tendances et ses instincts que par théorie. Ces populations aussi sont chrétiennes, si on les examine superficiellement, mais, d'après les passages que nous avons cités du livre de M. Rambaud, la vraie caractéristique de cette race, c'est l'*ironie* et le *rationalisme*, qui ne demandent que le secours et l'appui de la science pour porter leurs fruits et débarrasser ce peuple de son passé religieux et féodal.

---

*) Pierre Chevalier.—Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne avec un discours de leur origine, pays, mœurs, gouvernement et religion et un contre des Tartares Pérécopites (Paris—1663).

Une chose à noter encore et qui apparait très-nette après un premier examen, c'est que les diverses institutions crées par les régimes féodaux, aristocratiques, cléricaux, bureaucratiques et bourgeois, sont sans utilité pour le paysan travailleur et lui sont, au contraire, dommageables. Dans la Hongrie orientale, en effet, tous ce qui est au-dessus du paysan n'est que la sangsue qui le suce sans lui rendre même ce que, dans d'autres pays, les couches sociales supérieures et les institutions analogues lui rendent bon gré mal gré.

Michel Dragomanow.

(*A suivre.*)



Nous avons à nous excuser auprès de nos lecteurs. En acceptant dans la Tribune libre de notre 2e livraison l'article du citoyen Razoua en réponse à un passage de *l'Histoire de la Commune* par le citoyen Lissagara y, nous ouvrions la porte aux discussion personnelles. Nous croyons agir conformément au vœu de nos abonnés en ne nous laissaut pas entrainer plus loin dans cette direction : c'est à l'étude des questions sociales que nous devons consacrer notre *Revue* et non à des échanges de lettres sur un détail de l'histoire, où les personnes sont plus en jeu que les principes. Nous mêmes nous n'avons point à prendre parti pour tel ou tel des acteurs de la Commune, toute en désirant que la lumière se fasse sur les hommes qui ont pris part à ce grand mouvement révolutionnaire, n'oublions que notre devoir est surtout de regarder en avant et de préparer de nouveaux combattants pour une lutte nouvelle et plus heureuse.

Le Comité de Rédaction.



CORRESPONDANCES

PATRAS

Nous vous avions promis de vous envoyer la traduction de l'article sur la « question d'Orient » que nous avons publié dans le premier numéro du journal socialiste *Elliniki Dimocratici* et qui nous a valu outre la saisie du journal l'arrestation des rédacteurs, nous venons tenir notre promesse. Malheureusement nous ne pouvons rendre l'ironie mordante de cet article écrit en style populaire et c'est vraiment dommage, car l'article ainsi transformé perd beaucoup de sa valeur. Enfin le voici tel qu'il nous est possible de vous le donner :

« La question d'Orient, comme toutes les questions de nationalité, ne sert qu'aux diplomates et aux riches. Quand règne la « paix » ces gens s'amusent sur le dos du peuple avec cette question discutée sans trève ni fin. Puis lorsqu'ils ont intérêt à faire la guerre ils nous aiguillonnent pour

nous pousser à nous entre-tuer à leur profit. Le tzar et son entourage ont déclaré vouloir affranchir les Slaves. Mais n'est-ce pas une dérision! Est-ce que si ces gens aimaient vraiment la liberté ils n'affranchiraient pas tout d'abord les quarante millions de Russes qu'ils oppriment dans leur pays?

Pour bien comprendre leur amour de la liberté, il suffit de savoir que tous ceux qui en Russie ont le courage de tenter quoique ce soit pour l'affranchissement de ce malheureux peuple sont envoyés en Sibérie, où ils sont enterrés vivants, sans autre espoir que la mort! L'affranchissement pour eux c'est la mort, imaginez-vous maintenant ce que c'est que leur vie!

Cela n'empêche pas le tzar de se proclamer « libérateur, » aux applaudissements des classes possédantes. Et les gouvernements et les gens riches dont ils sont les soutiens, se gardent bien de contester cette affirmation de « l'auguste empereur » parce qu'eux-mêmes tiennent le même langage et agissent de même avec le peuple.

Que leur importe en effet? Lorsque leur intérêt les poussera à contredire le tzar et à lui déclarer la guerre, qui donc ira se battre? Iront-ils eux-mêmes à la mort? Non pas! mais les pauvres gens!

De l'autre côté les pachas engagent les Turcs à combattre pour l'Alcoran, ils invoquent Mahomet, ils abusent de leur fanatisme, et ces malheureux qui ne se doutent même pas du scepticisme de leurs maîtres, qui ne croient qu'à l'argent qu'ils extorquent au peuple, vont tuer et se faire tuer.

Mais sans parler de la Russie ni de la Turquie, examinons nos propres affaires et notre propre pays.

Pour pouvoir bien comprendre quel est notre intérêt dans la question d'Orient et par conséquent comment il faudrait agir, nous devons avant tout fermer nos oreilles aux paroles attrayantes de ceux qui veulent nous tromper. Nous devons refuser d'entendre quand ces hommes nous parlent de *nationalité*, de *sacrifice*, d'*abnégation*, parce que les traîtres ne croient à rien de ce qu'ils disent. Ils nous parlent ce langage parce qu'il est de leur intérêt de nous avoir pour esclaves. Les événements de 1821 en sont la preuve. Alors les bourgeois du temps criaient qu'il fallait combattre pour la *foi* et pour la *patrie*, mais ils combattaient pour leurs intérêts. Et de ceux qui ont lutté avec sincérité et un véritable amour de la patrie, la pluspart sont restés sur les champs de bataille, et leurs enfants, comme vous le savez tous, n'ont pas de pain à manger!

Souvenez-vous de 1854 et de la révolution de la Crète. Pendant que le peuple versait son sang pour la liberté les grands phraseurs patriotes reposaient dans leurs palais, d'autres voyageaient en Europe et y mangeaient à leur aise le produit de notre travail, d'autres prêtaient à 30 pour cent et criaient *foi* et *patrie!*

Que demandent donc ces gens? La guerre? S'ils veulent la guerre qu'ils nous en montrent la route en marchant les premiers. Mais ils ne la veulent que pour nous exterminer et avoir moins d'obstacles à briser dans leur vie d'exploitation et de rapine. Fermez donc vos oreilles aux paroles d'encouragement qu'ils vous adressent et donnez toute votre attention à la réalité. Il faut comprendre que ceux qui nous parlent de la liberté de nos frères ne cherchent autre chose que d'en faire des esclaves. Ils ne cherchent qu'à se nourrir à nos frais et à nous maintenir dans notre insupportable situation.

Ces homme ont de quoi nourrir leurs enfants, ils peuvent les faire instruire, tandis que nous sommes obligés de mettre nos enfants au travail

dès l'âge de sept ans où ils perdent ainsi leur jeunesse en travaillant nuit et jour. Qu'importe, pourvu que nos enfants soient en état de les nourrir ou de leur servir de soldats!

Les médecins trouvent que les fils de bourgeois sont trop faibles pour la guerre, et si quelquefois on les trouve valides il ne leur en coûte que cinq cents francs pour se libérer. Payez comme nous, nous disent-ils? Que voilà un bon conseil! Mais comment payer? D'ailleurs ces fils de bourgeois sont toujours assez solides quand ils entrent à l'Ecole militaire pour devenir des officiers.

Qu'importe aux riches si pendant l'hiver nous souffrons du froid et n'avons pas de quoi manger! Ils vont au théâtre ou au bal et leurs ventres sont pleins à crever.

Que leur importe le peuple, l'intérêt est en hausse, les ouvriers travaillent pour eux, les cultivateurs sèment les champs, les bergers apportent le beurre et la viande, l'Europe leur envoie ses articles de luxe et nous, nous les payons, Voilà la vérité!

Il y a quelque temps ils nous conseillaient de rester tranquilles, ils nous engageaient à faire alliance avec la Turquie et demandaient à l'Europe de « délivrer » nos frères. Cela les empêchait-il de dissiper follement les millions arrachés au rude labeur du peuple?

Aujourd'hui ils changent de masque. Ils nous disent que nous devons faire la guerre à la Turquie; mais le prix du pain augmente, le travail est arrêté et ils ferment leurs coffres-forts. Si les pauvres n'ont pas de pain qu'ils meurent.

Apprenons aussi que les Turcs ne sont pas seulement en Thessalie, en Epire, en Macédoine et en Thrace, mais qu'il y en a chez nous et qu'il nous faut commencer la lutte ici même pour résoudre la question d'Orient. C'est pour cela que nous avons fondé *Le Dìmocraticos syllogos de Patras*, et nous invitons tous ceux qui désirent la vraie solution de la question d'Orient à travailler avec nous. » G.

LEIPZIG

Quand l'homme réussit à transformer un animal sauvage en animal domestique, il lui fait perdre en même temps jusqu'à l'instinct de la liberté et ce dernier ne peut plus vivre sans maître. Cela n'a rien d'étonnant; l'animal ne se rend pas compte du passé et n'apprécie pas le présent en dehors des limites de sa cour ou de son écurie. Mais ce qu'il est plus difficile de comprendre, c'est que l'homme, cet animal arrivé par une série de transformations à un degré relativement supérieur d'intelligence, soit de beaucoup au-dessous de l'animal sauvage dont nous parlions tout à l'heure quant à la connaissance de la liberté. En voici un exemple frappant. Que voyons-nous, en effet? Des carnassiers civilisés qui ont réussi à dompter leurs victimes à un tel degré d'obéissance que ces dernières, c'est-à-dire l'immense majorité des hommes, ne peuvent pas s'imaginer la liberté autrement que sous le contrôle d'un ou de plusieurs maîtres. Si cette aberration est commune à presque tous les peuples, elle est plus profonde encore en Allemagne. Là la démocratie-socialiste ne peut même pas entrevoir la possibilité d'une confiscation générale directe des instruments de travail par les groupes ouvriers!

Le peuple allemand, élevé sous la pression de la servitude, ne peut comprendre une organisation vraiment populaire fondée exclusivement par le libre contrat des individus, des groupes, etc. Non, un Etat populaire (*Volkstaat*), un bâton dans les mains de gouverneurs socialistes, voilà

ce qui est selon lui l'unique moyen pour réaliser la liberté et l'égalité sur la terre !

Mais regardez comment agissent ces futurs gouverneurs, aujourd'hui que leur État est encore embryonnaire et quand eux-mêmes sont encore poursuivis par leurs adversaires, les Guillaume, les Bismark, etc. Regardez-les à l'œuvre et vous pourrez facilement vous faire une idée des garanties de liberté qui pourraient exister dans leur Etat idéal.

Nous avons lu à diverses reprises dans l'*Arbeiter-Zeitung* (journal des ouvriers), l'organe des socialistes-révolutionnaires en Suisse, des correspondances d'Allemagne contenant certaines critiques relatives à la démoralisation qui a commencé de se produire parmi les meneurs du parti allemand et dont nous avons déjà parlé dans de précédentes correspondances. Cette *indiscrétion* a mis en fureur tous les dignitaires de cet Etat *in spe*. Heureusement, ou malheureusement, ces candidats à la législature et à la direction de l'Etat populaire (!) n'ont encore ni prisons ni bourreaux pour mettre à la raison (d'Etat !) les récalcitrants, les clairvoyants, les sincères. Comment poursuivre ces hérétiques ? Comment ? vous allez l'apprendre :

Un citoyen russe, ayant été soupçonné de distribuer des exemplaires de l'*Arbeiter-Zeitung* parmi les socialistes allemands et par suite d'avoir écrit quelques correspondances pour ce journal, nous vîmes paraître dans le *Worwærts* (En avant) une note dont le contenu est à peu près le suivant : « Si vous ne cessez pas de faire de l'opposition Bakouniste, etc., nous allons publier votre lettre à Liebknecht, qui est très compromettante pour vous. »

En effet, cette lettre pouvait devenir compromettante pour l'accusé... vis-à-vis du gouvernement russe ; elle pouvait l'amener dès son retour en Russie dans les casemates de St-Pétersbourg.

Il a été prouvé par la suite que les correspondances de l'*Arbeiter-Zeitung* étaient envoyées par un socialiste allemand, qui s'était hélas ! infecté des doctrines de l'hérésie anarchique. Mais ce citoyen ne pouvait habiter que secrètement l'Allemagne. Eh bien ! comme il fallait absolument le rendre... inoffensif, quatre assemblées furent successivement convoquées dans notre ville sous prétexte de compte-rendu du Congrès de Gotha. Dans aucune de ces réunions il ne fut question du Congrès ; la seule, l'unique question, la grande affaire en un mot, celle qui préoccupait les promoteurs de ces réunions c'était la *déconsidération* (!) du correspondant coupable de l'*Arbeiter-Zeitung*. Le caractère de la discussion est très bien indiqué par les paroles suivantes, que prononce un député ouvrier :

« Vous voyez là (ici l'orateur désigne du doigt un membres de l'assem-
« blée), un individu qui se nomme X... Qui est-il ? Peut-être n'est-il pas
« celui pour lequel il se fait passer ; et il se permet de distribuer l'*Arbei-*
« *ter-Zeitung*, un journal anarchiste, dans nos assemblées, sous nos yeux,
« il y envoie des correspondances, il a été à Gotha pour faire un compte-
« rendu de notre Congrès. Qu'est-ce qui lui a payé le voyage ? ou bien
« c'est l'*Arbeiter-Zeitung* ou bien le gouvernement. Peut-être est-ce un
« mouchard ? Dans tous les cas, c'est un homme nuisible et il est de notre
« devoir de nous en débarasser en l'expulsant de nos assemblées. »

Quoique sachant très bien dans quelle situation illégale se trouvait ce citoyen, l'État-major du parti insistait spécialement sur ce fait, qu'il n'avait pas déclaré son séjour à la police et que par conséquent on ne savait qui il était.

Il veut répondre, on lui coupe la parole, les protestations qu'il adresse à l'assemblée au nom de la liberté de la parole, au nom de la tolérance

d'idées que l'on accorde dans les assemblées socialistes aux libéraux eux-mêmes sont vite étouffées par quelques meneurs, on lui interdit même pour l'avenir l'entrée dans les assemblées publiques !

Quelques jours après, dans une réunion, un citoyen socialiste pose la question suivante : Peut-on tolérer dans le parti un membre qui ne partage pas entièrement son programme? Le citoyen Motteler, député au Reichstag, lui répond affirmativement. Pour quelle raison, reprend alors l'indiscret questionneur, a-t-on donc expulsé du parti un socialiste anarchiste ? Il attend encore la réponse.

Des dénonciations indirectes, d'impudentes violations du droit de discussion, l'expulsion des assemblées, voilà les moyens qu'emploient les représentants de cet Etat en herbe pour combattre les idées nouvelles.

Il y a quelques semaines plusieurs dissidents ont jeté dans le *Fragen Kasten* (boîte aux questions) qui existe dans chaque réunion socialiste de notre ville quelques questions d'un caractère délicat. Immédiatement après en avoir eu connaissance le citoyen Motteler fit la proposition qu'à l'avenir de pareilles questions devaient être signées par leurs auteurs, ajoutant que dans le cas contraire elles ne soient pas discutées. Telle est la tactique de cet Etat embryonnaire en face du courant naissant dans le parti démocratique socialiste. Cette attitude réactionnaire de l'aristocratie socialiste peut égarer les membres du parti pendant quelque temps encore, mais il ne fait plus de doute pour moi que les craintes des meneurs du parti ne se réalisent bientôt, car la démoralisation se développe parmi eux avec rapidité.

Dans le nombre des symptômes précurseurs d'une tendance plus révolutionnaire en Allemagne, un des plus importants est la propagande du *Privat docent* (professeur libre) de l'Université de Berlin *Dühring.* Il y a plusieurs années déjà qu'il dénonçait la contradiction existant entre les idées gouvernementalistes de la démocratie socialiste allemande et les idées de liberté. Pour ce crime il fut l'objet de persécutions acharnées. Le *Vorwærts,* qui n'accepta pas un seul article sympathique à Dühring ou à ses idées, imprimait dernièrement durant six mois une longue et diffuse réfutation, aussi peu sérieuse qu'illisible d'Engels (elle n'est pas encore terminée), dans laquelle on déclare que Dühring n'est qu'un charlatan, etc. La maîtrise de l'Université de Berlin qui possède plus de force matérielle et tout aussi peu d'intelligence dans la lutte contre l'hérésie, a tout simplement expulsé le professeur de sa chaire à l'Université.

On a raconté que Dühring vieux et aveugle se réjouissait a sa façon du nouveau coup qui le frappe. « Dans le *Volkstaat,* » dit-il, « mon sort eût été pis. Qui sait? on m'eût peut-être guillotiné. »

Son expulsion de l'Université a soulevé une telle tempête d'indignation parmi les étudiants les plus intelligents que les meneurs du parti socialiste démocratique ont été forcés d'adhérer à la protestation générale de la jeunesse bourgeoise contre la violation du droit de libre enseignement.

Nous espérons que les persécutions dont est victime ce courageux vieillard ne seront pas sans fruits pour la pénétration dans les masses de l'hérésie dont il s'est fait le défenseur convaincu : c'est-à-dire l'idée de la destruction de l'Etat et de l'organisation libre des hommes.

Pour terminer cette correspondance, permettez-moi de vous citer un fait caractéristique qui se produit au milieu même du parti socialiste-démocratique.

Il se publie à Munich un journal socialiste quotidien le *Zeitgeist* (l'Esprit du temps), qui a pour programme : la libre fédération des groupes,

des Communes, et qui tout en exposant les idées étatistes des uns et anti-autoritaires des autres se déclare partisan des idées anti-étatistes. Si les meneurs du parti sont restés jusque maintenant en relations pacifiques avec cet organe, c'est probablement parce que dans les questions de tactique ses rédacteurs sont restés sur le même terrain que les membres du parti socialiste-démocratique. Mais peut-on demander aux partisans de nouveaux principes de tirer dès le début toutes les conséquences pratiques qui découlent de ces idées neuves encore? C'est pourquoi sans doute la rédaction du *Zeitgeist* ne remarque pas encore ou ne paraît pas remarquer que la tactique parlementaire paralysera inévitablement sa propagande de principe contre l'organisation établie. La propagande législative est tout à fait conforme au but poursuivi par les meneurs du parti qui est de s'emparer à un moment donné du pouvoir — et nous voyons par ce moyen devenir populaires les hommes qui semblent destinés à remplacer les membres du gouvernement actuel et qui auront charge de *faire le bonheur du peuple.* Mais les rédacteurs du *Zeitgeist* auraient tort de ne pas comprendre qu'une pareille tactique est d'autant plus nuisible qu'elle empêche de pénétrer dans les masses l'idée essentielle que la Révolution sociale ne peut être que l'œuvre du peuple lui-même. En rechercher la réalisation par l'intervention d'un pouvoir gouvernemental ou législatif, c'est créer des obstacles à la Révolution, en retarder l'éclosion et détourner de leur vrai but tous les événements, tous les sacrifices que le peuple n'a jamais marchandés aux actes, aux mouvements qui se produisent pour donner satisfaction à ses aspirations,

Peut-être la rédaction voit-elle la contradiction mais hésite-t-elle à engager la lutte avec un parti si fortement organisé ?

Je serais curieux de savoir si au prochain congrès universel des socialistes la Bavière aura un délégué spécial, proclamant les idées fédéralistes des groupes socialistes de ce pays, ou bien si le délégué officiel, dont la nomination est laissée au Comité central, parlera au nom des deux idées en présence ou seulement au nom de l'idée centralisatrice, qui obtient encore l'adhésion de la majorité dans le parti.

Tels sont les symptômes qui nous permettent d'espérer la création, dans un avenir prochain, d'un parti socialiste anarchiste en Allemagne.

Cette création est favorisée par l'aveuglement du gouvernement impérial qui poursuit l'organisation actuelle du parti, démontrant ainsi aux éléments actifs qu'il contient l'impossibilité de se maintenir sur le terrain légal, elle est aussi favorisée par la démoralisation toujours croissante des meneurs du parti; leurs tendances ultral-égales et parlementaires sont arrivées à un tel degré que le *Vorwærts* déclare que les participants à la démonstration de N. D. de Kasan sont des « comédiens » et ceux de Bénévent des « brigands » pour prouver au gouvernement et à la classe privilégiée son amour de l'ordre et de la légalité. S.

MOSCOU

Ainsi que je l'ai déjà dit dans ma précédente correspondance, l'immense majorité des producteurs russes se compose d'agriculteurs. Tout le monde sait que notre gouvernement est une monarchie despotique et absolue et que toutes les affaires sont régies par le Tzar qui n'est lui-même qu'un grand propriétaire foncier à la tête d'un grand troupeau d'autres propriétaires fonciers et d'une aristocratie bureaucratique. Ces deux traits spéciaux de notre situation donnent à notre propagande et à nos luttes un

caractère particulier. Il va de soi qu'au milieu d'une population presque exclusivement agricole, la question par excellence, celle qui passionne la masse des intéressés et des privilégiés est la question de la possession de la terre.

Dans cette question tous les socialistes russes se sont fait un devoir de prendre la défense de la propriété collective. Certes, si nous admettons la propriété collective, ce n'est pas que nous voulions défendre à tout prix les traditions du passé ; ce n'est pas que nous la considérions comme un produit original des institutions historiques du peuple russe, ou plutôt de la Grande Russie, comme le supposent les Slavophiles. Non, ce qui est précieux pour nous dans la commune agricole, c'est la négation du droit exclusif de la propriété du sol. L'idée populaire, que le travail personnel donne seul droit à la jouissance du sol, considéré comme instrument de travail ; que l'achat ou l'acaparement de la terre par un plus ou moins grand nombre d'individus constitue une violation du plus sacré des droits naturels de l'humanité, que la culture du sol par des salariés en faveur d'oisifs est une indignité et un crime nous compte au nombre de ses partisans. Nous sommes pour la propriété collective, parce qu'avec elle pas un des membres de la Commune ne peut être privé du droit à la terre.

Selon nous, la propriété collective, telle qu'elle existe actuellement en Russie, est la première étape vers une jouissance collective du sol, plus complète et plus parfaite qui ne se réalisera qu'après une confiscation générale au profit de tous et par l'abolition de toute propriété individuelle. Cette confiscation sera le premier pas de la Révolution russe.

La Commune n'est que le berceau duquel sortira le développement, sur des bases nouvelles, des libres groupes de producteurs.

C'est placé sur le solide terrain de *sa Commune* que le peuple russe a combattu pendant toute son histoire les éléments de l'Etat auquel il est resté étranger.

L'Etat nous a été apporté avec l'invasion des Mongols, il a fondé sur le sol des Fédérations, des Républiques libres et complétement autonomes une monarchie asiatique. Pour éviter cette nouvelle invasion, beaucoup s'enfuirent dans les steppes et dans la Sibérie. — Là furent fondées de libres Communes !

Tantôt sous forme de colonies libres au fond des forêts vierges de la Sibérie, tantôt sous forme de Communes de Cosaques à demi militaires et à demi civiles dans des vallées inaccessibles, la protestation contre le nouvel ordre de choses s'affirmait énergiquement et l'idéal populaire, vaincu, mais non écrasé, se réalisait avec une force nouvelle.

De toutes les institutions populaires la Commune rurale a seule survécue ; mais, hélas ! isolée et corrompue par l'influence administrative et bureaucratique de l'Etat. Elle a pourtant conservé encore vivant son principe : la *Solidarité*. Et le peuple défend ce principe avec tant d'énergie que l'Etat hésite encore à combattre ouvertement la Commune.

Ceux même parmi le peuple qui avaient confiance dans l'Etat perdent enfin leur foi dans cette « nouvelle providence. » On a proclamé l'abolition du servage, le peuple lui attend « *la nouvelle liberté* ; » on a installé le *self government* provincial, mais le peuple qui connaît la comédie qui se joue sous ce semblant d'indépendance dont ne profitent que les gros propriétaires des assemblées régionales se rit de cette affectation de libéralisme.

Notre monarchie absolue peut devenir constitutionnelle, elle peut même se transformer en République, personne de ceux pour qui les enseignements de l'histoire ne sont pas choses vaines, ne croira jamais que

l'Etat, qui de son essence n'est et ne peut être qu'en instrument d'oppression — l'histoire des peuples, et particulièrement l'histoire du peuple russe, n'en donnent que trop d'exemples — puisse devenir un instrument de délivrance au moyen duquel le peuple arrivera à la conquête de la Liberté et de la Solidarité économiques.

Qu'on me permette ici une petite digression :

Il peut se faire que les socialistes allemands réussissent à concilier l'inconciliable, à trouver une solution à l'antagonisme de l'Etat et du peuple sous forme de *Volkstaat* (Etat du peuple). Peut-être leurs tentatives se font-elles avec une foi profonde dans le succès, mais je dois avouer que la majorité des socialistes russes ne possède pas cette foi.

Nous avons vu dans l'histoire nombre de tentatives très sincères de la conciliation de la religion et de la science. Avons-nous jamais pu entrevoir même le moindre fruit de ces tentatives mort-nées ? Plus impossible est-il aux socialistes russes de se mettre sur ce terrain qui serait pour eux l'abdication complète des tendances même du peuple, qui se distingue par la haine perpétuelle qu'il voue à tout ce qui porte l'empreinte de l'Etat. Ni les tzars de Moscou, ni Pierre avec son knout, ni Alexandre II avec ses amendes et ses persécutions, d'une part, et son masque de libéralisme de l'autre, ne sont parvenus à lui faire aimer l'Etat. L'idée même de l'Etat est complétement étrangère au peuple russe. Combien de fois ne lui a-t-il pas déclaré la guerre ? Qui donc a oublié ses luttes lorsqu'il marchait avec Balotnikoff, Razine, Boulavine, Pougatcheff à la conquête de ses droits pour la défense de sa libre Commune ?

Partout où le peuple ne se trouvait pas en face des conquérants, partout où il pouvait échapper aux étreintes de l'Etat, il ne formait pas de colonies composées de patrons et d'ouvriers, mais des associations égalitaires dans lesquelles le droit de chacun était respecté.

Qui s'est fait l'apôtre des idées anti-étatistes en Europe ? Bakounine, un Russe.

Loin de moi l'intention d'en faire une question de mérite national entre les socialistes des divers peuples, je veux seulement démontrer que ce n'est pas le hasard ou le caprice qui a poussé un Russe à propager l'anarchie, tandis que d'autres penseurs ont laissé de côté ces idées pour s'occuper du mutuellisme, de la banque du peuple, etc.

Loin de moi aussi l'intention de créer une doctrine du socialisme russe, mais qu'il me soit permis du moins de résumer les aspirations populaires qui se traduisent par une puissante tendance à l'abolition de la propriété individuelle et par conséquent à l'abolition d'une classe privilégiée de propriétaires. Une libre jouissance collective du sol, une libre commune agricole dans notre pays presque exclusivement agricole complètent ces tendances. La question des industries et fabriques est résolue par les socialistes russes de la même façon qa'en Occident ; nous n'avons donc pas à nous en occuper maintenant.

Après avoir examiné nos tendances et notre but, il me reste à parler des moyens employés à leur réalisation. Le principal est et sera longtemps encore celui qui a toujours dû être employé pour la réalisation de toute idée nouvelle — c'est la lutte — et dans le cas présent la lutte du peuple contre le gouvernement, l'Etat et le Capital.

Il ne suffit pas d'espérer en un nouvel ordre de choses, il faut encore affirmer son espérance par des actes.

Mécontents des lois arbitraires créées par le caprice pour la défense du privilége de quelques-uns, nous devons les violer et les combattre. Mécontents de l'Etat nous insurger contre lui.

Si nous ne croyons pas en cette institution, nous ne devons rien avoir de commun avec elle, supprimer tous nos rapports, l'isoler pour la réduire à ses propres forces.

Si nous ne croyons pas à la possibilité d'une conciliation entre la minorité dominante et la majorité dominée nous devons combattre la première et si nous ne sommes pas en force pour lui déclarer la guerre à outrance nous devons nous contenter d'une guerre d'escarmouches et nous préparer pour une lutte décisive.

Telle est aujourd'hui l'opinion dominante parmi les socialistes russes, aussi leur est-il impossible, au point de vue de l'agitation, de borner leur action à la propagande orale ou imprimée et parmi eux aussi se manifeste le besoin de passer à la lutte active.

Le défaut d'action véritable à toujours une influence corruptrice sur les partis en transformant leurs membres, d'hommes d'action en doctrinaires de cabinet.

Quelle forme doit avoir la lutte ? Quelle lutte conviendrait le mieux aux forces jeunes encore du parti socialiste ? Comment et où devraient commencer les premières préparations à cette lutte ? Ce sont là des questions difficiles à résoudre et dans lesquelles nous sommes loin d'être unanimes entre nous.

Jusqu'à présent notre activité s'est bornée à la propagande de nos idées dans les masses populaires, à la recherche des éléments révolutionnaires et à leur groupement. L'affaire de N. D. de Kasan est jusqu'à présent presque l'unique manifestation publique de nos aspirations et de nos sympathies ; la grande masse des forces se consume jusqu'à présent dans un travail lent, secret, souterrain au milieu du peuple, de temps en temps nos ennemis réussissent à découvrir quelque chose, il en résulte une désorganisation passagère et locale produite par les arrestations de nos amis qui après de longues années de prison et de tortures sont condamnés à une peine qui équivaut à la mort.

Après vous avoir donné le tableau de ce travail souterrain, j'avais l'intention de vous donner dans cette lettre quelque idée de notre programme, de vous montrer les moyens de propagande et d'agitation dans leur pratique même, mais la longueur de ma correspondance m'oblige de remettre ce récit à la prochaine fois.

Salut et Solidarité. D. K.

AVIS

Les abonnés trimestriels sont prévenus qu'avec le prochain numéro il sera pris remboursement sur tous ceux qni n'auront pas fait parvenir d'ici le 15 Septembre prochain le montant de leur abonnement à l'administration de la Revue.

L'Administration.

Imprimerie du « RABOTNIK », 26, chemin de Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 5. Septembre 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction : N. **Joukowsky**, A. **Oelsnitz**, Ch. **Perron**, Elisée **Reclus**.

ABONNEMENT : Un an, 6 fr. ; Six mois, 3 fr. ; Trois mois, 1 fr. 50.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** » Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève**.

BULLETIN

La situation est restée telle que nous l'avions présentée dans notre dernier numéro. L'empereur d'Allemagne vient de serrer cordialement la main à François d'Autriche ; Bismark cause amicalement avec Andrassy; les présidents de France et d'Amérique font des tournées, et l'incertitude, l'inquiétude s'emparent de toute l'Europe.

Il est à remarquer que, depuis la guerre franco-prussienne, il n'y a eu, jusqu'à présent, reprise d'affaires nulle part. Les crises industrielles et financières se suivent sans relâche, et il se peut que bientôt nous assistions à une crise générale, car la guerre d'Orient ne finira pas de si tôt; l'hiver arrêtera-t-il les opérations militaires, ou bien continuera-t-on de se livrer à la boucherie? C'est ce que nul ne sait; mais dans tous les cas, en guise de première fleur au printemps prochain, l'Europe pourra bien avoir à combattre les fléaux terribles du choléra, de la peste bovine et chevaline, dont les éléments générateurs s'amassent dans les plaines du Danube et dans les défilés des Balkans. Après la mitraille, le typhus viendra, comme toujours, couronner l'œuvre des gouvernements; villages entiers, quartiers ouvriers seront ravagés, et..... on s'en émotionnera moins qu'on vient de le faire à cause de la mort d'un seul homme.

Si Thiers n'était mort depuis l'apparition de notre précédent numéro, nous n'aurions rien à dire de la France dans le bulletin d'aujourd'hui.

Qu'est-ce en effet que la poursuite intentée contre Gambetta par les niais du 16 mai?—Cette ridicule affaire n'aura d'autre résultat que de gonfler la grenouille de telle sorte, que les électeurs la prendront de plus en plus, non pour un bœuf, comme disent les Genevois, mais pour un homme (*).

Parlons donc de Thiers.... puisqu'il est mort et que, suivant l'expression du jeune voyoucrate qui dirige le *Pays*, ce malfaiteur prudhommesque a enfin vraiment libéré la France de son odieuse personne.

Tous les journaux républicains—même les plus foncés en couleur—se sont complus à nous retracer les détails de la mort et des funérailles de celui que le chocolatier Ménier propose de couler en bronze, afin sans doute que, comme Bruxelles, Paris ait, lui aussi, son *Mannken-Pisz.*

Il est donc avéré que le fameux « tout Paris » a sanglotté au passage du corbillard conduisant, de Notre-Dame de Lorette au Père La Chaise, les restes du vainqueur de la Commune de Paris.

Nous n'en doutons nullement, sous réserve cependant de la présence plus que douteuse, à cette funèbre farce, des veuves et des orphelins de la « Semaine sanglante » et des familles attendant toujours le retour de ceux des leurs qui s'étiolent et meurent de désespoir dans la Nouvelle Calédonie.

Eh bien! oui; tout Paris, tout le Paris bourgeois, qui compte seul aux yeux des *reporters*, y assistait! — Qu'y a-t-il d'étonnant à cela? Est-ce que Thiers ne représentait pas dignement cette bourgeoisie dans ce qu'elle a d'égoïste, d'étroit, de lâche et de malsain, pour tout dire?

Est-ce que Thiers n'était pas la véritable caractéristique de cette espèce servile, qui crie liberté et court sans cesse après un maître; qui se dit philosophe, voltairienne même, mais qui prend le pain bénit, déclare qu'il faut une religion pour le peuple et meurt en se confessant; qui parle sans cesse morale et se constitue une famille dans des conditions à effaroucher la pudeur des volatiles les moins scrupuleux à cet endroit; qui se drape dans sa prétendue probité, dans son honneur frelaté, et s'enrichit à la Bourse, en trafiquant de dépêches « interrompues par le brouillard » ; qui crie au respect de la légalité, et livre ses adversaires vaincus aux juridictions exceptionnelles; qui revendique sans cesse la liberté de la presse et ne fait qu'accumuler lois sur lois contre cette liberté; qui se prétend la fille de la Révolution et n'est que la plus hypocrite des réactions?

(*) A Genève, l'épithète de « bœuf » est un terme de mépris.

Est-ce qu'enfin Thiers n'était pas l'expression la plus réussie d'une situation sur laquelle un chansonnier de l'époque brochait le couplet suivant :

« Amis, enfin, depuis dix-huit cent trente,
« Grâce à nos hommes à quasi-moyens,
« Qui ne jouit de mille écus de rente,
« Ne peut être qu'un quasi-citoyen.
« Puis sur les plis du drapeau de Jemmapes,
« On voit flotter quasi des fleurs de lys!
« Nous protégeons aussi quasi le Pape :
« Voilà, voilà, le règne des *quasis !*

Quasi-libérale, quasi-républicaine, quasi-morale—quasi-honnête; quasi tout ce qu'on voudra, mais essentiellement tartuffe et affamée de jouissances; telle la bourgeoisie, tel était son représentant de la rue St-Georges. Elle l'a beaucoup aimé ; elle l'a beaucoup pleuré — c'est dans l'ordre. Les anciens bonnets à poils de Louis-Philippe et les anciens détenus de *Doullens* et du *Mont St-Michel* se sont jetés dans les bras l'un de l'autre, en présence du cadavre de l'ami des premiers et de l'impitoyable geôlier des seconds — qui représentent aujourd'hui si dignement la république opportuniste ! C'est encore très logique. Enfin, ce n'est pas seulement en France, mais dans le monde entier, que tout ce qui vit de l'exploitation du travail d'autrui, a considéré la mort de Thiers comme un malheur public.

Thiers n'a-t-il pas terminé son existence politique par cet aphorisme, qu'Henri Monnier, son peintre fidèle, n'eût pas désavoué : « La République sera conservatrice ou ne sera pas » ?

La République, pour exister, devra conserver les privilèges des capitalistes, les gros budgets, les emplois grassement payés; la République ne sera que la monarchie avec un faux nez. Comment alors, tout ce monde de faméliques, qui, depuis l'intransigeant X., jusqu'à Jules Simon (qui ne transige jamais que pour un portefeuille), et jusqu'à A., le gros financier ou le grand industriel, qui ne transige jamais non plus que pour ses intérêts, comment tout ce monde n'eût-il point fait chorus avec « l'illustre » défunt, sur l'air de « Brigadier, vous avez raison » ?

Espérons pourtant que l'heure viendra où la conscience publique se relevant et où ceux qui n'ont pas encore perdu toute notion de justice, se sentant monter la honte au visage, administreront enfin à la carcasse de l'immonde vieillard le fameux coup de pied que lui prédit autrefois Armand Carrel..... qui, s'il eût vécu, n'eût pas manqué, plus que Louis Blanc, d'aller verser un pleur sur la tombe de l'assassin des fédérés de la Commune.

Comme épilogue aux funérailles du malpropre héros de *Grand-Vaux,* mentionnons la piteuse lettre que vient de publier M. A. Naquet, le plus fougeux des ex-intransigeants de Versailles, présentant M. Jules Grévy comme le successeur naturel de M. Thiers à la présidence de la République.

Serait-ce pour rendre impossible cette candidature, que M. Naquet s'empresse de la prendre sous sa protection?

* * *

Nous venons de lire le manifeste de M. Mac-Mahon à ses sujets de France et de Navarre.—Que ce soit Louis XIV, Robespierre, Bonaparte, Thiers, Mac-Mahon ou Gambetta, le refrain ne change pas: « l'Etat, c'est moi » ! — Et il en sera ainsi jusqu'à la suppression du dernier des gouvernements, celui-ci fût-il des plus intransigeants.

* * *

Les congrès pullulent en Suisse: congrès anti-phylloxérique à Lausanne, où l'on a beaucoup bu, naturellement, à l'insecte fournissant de si belles occasions de banqueter. Congrès de juristes à Zurich, pour régulariser le vol en temps de guerre — déguisé sous le nom plus respectable de « droit de prise entre les marines des États belligérants. »

Congrès médical à Genève, où trois à quatre cents médecins, accourus des quatre coins du monde, ont discuté, durant huit jours, des questions de grande importance sans doute; mais le côté qui nous intéresserait le plus, a été à peine effleuré. L'hygiène sociale eût mérité à elle seule un congrès de médecins mettant à jour toutes les innombrables souffrances auxquelles le peuple travailleur est voué de par l'organisation économique actuelle.

Enfin, en ce moment même et toujours à Genève, congrès en faveur de la réforme de la police des mœurs — une bien respectable institution vraiment!

Ce sujet savamment traité, il y a quelques mois, par le défunt journal *Les Droits de l'Homme*, vaut certes la peine d'occuper l'esprit de ceux qui pensent que notre société laisse beaucoup à désirer sous le double rapport de la justice et de la morale.

Mais, voyez la chance! A peine posée, en vue de soustraire la femme à l'ignoble esclavage auquel l'a vouée la prétendue morale des sociétés chrétiennes, d'accord sur ce point avec les sociétés payennes, voilà que la question se trouve à cette heure accaparée pas les mômiers protestants et les économistes bourgeois! Il faudrait pour la discuter avec fruit des savants et des travailleurs, qui y apporteraient, les uns leurs connaissances de l'hygiène, les autres leurs observations économiques et si douloureusement pratiques sur les causes originaires de la prostitution.

Ah bien oui! Les malheureuses habitantes des lupanars vont tomber des mains des argousins entre celles des Pressensé, des Borel, des Coulin — tous pasteurs; des Dameth et des Molinari, économistes d'autant plus bouffis de leur ignorance qu'elle se tarifie en de gros émoluments officiels!

En dignes représentants des intérêts bourgeois — qu'ils sont payés

pour défendre — tous ces gens-là n'envisagent la question qu'à ce seul point de vue : « La patente de police délivrée aux maisons de « prostitution ne sert qu'à donner une fausse sécurité à *nos* enfants, « qui les fréquentent. De sorte que la syphilis qu'y gagnent les petits « crevés du monde comme il faut, ne s'en propage que de plus belle, « ce qui est une abomination ».

Quant à considérer la question au point de vue des indignités policières dont la femme est l'objet, et qui viennent aggraver encore les douleurs d'une position dont les iniquités sociales sont les seules causes, il va sans dire que c'est le moindre de leur souci. Pour un peu ces farceurs bibliques diraient que « c'est la femme qui a commencé ».

Ce congrès, sans valeur pratique, malgré certaines vérités qu'y auront fait entendre éloquemment quelques femmes, entre autres—une ouvrière de Paris (*), dont la parole juste et vraie a été vivement applaudie,—a débuté par une conférence de M. de Pressensé et d'autres pasteurs sur les « *Compassions de Jésus-Christ* » (sic) ! nous n'inventons rien !

Que les fils de bourgeois meurent d'une syphilis libre ou estampillée, la chose nous paraît de peu d'importance et ne nous émeut guère.

Laissons ces macabres à leur œuvre impuissante. Laissons ces pasteurs et ces économistes débiter gravement leurs sententieuses rangaînes sur le vice et sur la vertu : la vie réelle n'est pas là.

Vienne la Révolution Sociale, garantissant à tous la vie par le travail, il n'y aura plus à se préoccuper de la police des mœurs : n'ayant plus de raison d'être, la prostitution aura disparu.

Dernières Nouvelles.

Au moment de paraitre, nous lisons le testament politique de Thiers à ses électeurs du IXe arrondissement de Paris.

Ce document est surtout remarquable par son impudence.

L'auteur du Pacte de Bordeaux en 1871, qui remit de nouveau la France aux mains des monarchistes coalisés, et reçut d'eux la mission d'étrangler la République, s'indigne qu'à cette heure les fonctions publiques ne soient pas occupées par des républicains!

L'homme qui, le 31 mai 1850, appelait le peuple « une vile multitude» et votait la loi du snffrage restreint, parle du respect dû à la souveraineté nationale!

L'homme qui, après St. Merri 1832, après Lyon 1834, après Transnonnain, après la Commune de Paris, livra les vaincus aux conseils de Guerre, recommande le respect de la légalité!

L'homme des *lois de septembre*, enfin revendique pour « toutes les opinions», le droit de «se manifester librement» (sic!)

Comme le cynique et sinistre gredin connaissait bien l'hypocrite badauderie des bourgeois de son temps!

(*) Mlle Raoul, ouvrière lingère, déléguée au congrès ouvrier de Paris en 1876.

SOUSCRIPTION

ouverte par le «TRAVAILLEUR» au profit des CONDAMNÉS DE BERNE

2eme LISTE

M. Dragomanow 5. » — A. Oelsnitz 2. » — G. Lefrançais 2. » N. Joukowsky 2. » — D. Klémentz 1. » — A. Avrial 1. » — Ralli 1. » J. Franquin 1. » — W. Tscherkessoff 1. » — La Châtre 5. » — G. Deville 1. » — Halia 2. » — Choura 0,50 — D. à G. 2. » — O. à M. 1. » — H. à P. 2. » — G. à M. 2. » — L. à G. 1. » — L. P. à P. 5. » — E. à B. 2. » — S. à B. 3. » — Ed. Briffod 1. » — Duport 0,50 — Lyard 0,50 — Grangier 0,50 — Guignard 0,50 — Burkilly 0,50 — Blanc 1. » — David 0,50 — Rieder 0,50 — Dunand 0.50 — Benck 0,50 Delavoit 0,50 — Durafour 0,50 — Pignet 1. » — J. Berain 0,50 — Faussal 0,50 — Gallet 1. » — Vial 1. » — Briffod 0,50 — E. Viandaz 1. » — Pierre de Paris 0,50 — Kahn 2. » — W. à B. 1. » — Citoyen M. 0,50 — L. Berchtold 0,50 — S. à G. 0,50 — B. à V. 1. ».

Total = 61.» 50.

Montant de la 1ere LISTE = 20 Fr.

Total Fr. **81. 50.**

LA GRÈVE D'AMÉRIQUE

L'émotion a été grande quand le télégraphe nous a apporté la nouvelle : Pittsburg est au pouvoir des ouvriers en grève. On ne savait même pas qu'il y eût insurrection, et tout à coup on apprend qu'elle tient en échec tout le monde officiel et bourgeois des Etats-Unis. Pour les conservateurs d'Europe, ce fut un jour d'effroi ; pour nous tous, hommes de la révolution, ce fut un grand jour d'espérance.

Mais, il faut le dire, les peureux d'Europe se sont bientôt rassurés et la réalité n'a pas répondu à notre soudain espoir. La grève des ouvriers américains n'a pas été une révolution ; même elle n'a été que partielle et la grande masse des travailleurs est restée à l'écart du mouvement. Après douze jours d'émotion, les affaires

semblent avoir repris leur cours accoutumé; l'esclave a de nouveau tendu ses membres à la chaîne et le dieu capital a retrouvé toute sa sérénité. Cependant, cette courte période d'effroi pour les uns, d'espérance pour les autres, ne se sera point écoulée sans laisser de traces profondes dans l'histoire des Etats-Unis. Il importe d'étudier rapidement la grève dans ses causes, ses péripéties et ses conséquences.

Les Américains, on le sait, sont des hommes qui connaissent peu les ménagements. Ils vont droit à leur but. Le capitaliste, chez eux, ne se pique pas de philanthropie; le marchand de chair humaine, qui vend les blancs après avoir trafiqué des noirs, n'a pas la prétention de faire le bonheur de sa denrée vivante; il exploite ses ouvriers à outrance, comme ses confrères d'Europe, mais avec moins d'hypocrisie. Pendant ces dernières années, la diminution du travail et l'accroissement du paupérisme qui en a été la conséquence aux Etats-Unis, a permis aux capitalistes américains de dicter des lois de famine aux ouvriers. Libres de choisir à leur aise dans la foule de ceux qui mendient l'ouvrage, ils en ont profité pour abaisser les salaires, tout en essayant de vendre au public leurs produits ou leurs services toujours au même prix ou même à des conditions encore plus onéreuses.

De tous les groupes de capitalistes, ceux qui se sont unis pour exploiter les chemins de fer, et pour commander ainsi à l'ensemble des échanges entre les producteurs et les consommateurs, sont ceux qui disposent de la plus grande puissance. La concurrence entre les diverses lignes est le fait isolé. Presque toutes les compagnies se sont liguées pour maintenir les prix élevés du transport, et, seules pour répartir les produits du pays, elles n'ont plus d'ordres à recevoir ni du gouvernement, ni du public. Disposant ensemble d'un capital qui ne peut être moindre de 25 milliards et d'un revenu de deux à trois milliards, présidant par cela même à toutes les oscillations du crédit, maîtresses, par l'achat des votes, de toutes les législatures locales et du gouvernement des Etats-Unis, ces compagnies se rient du pauvre fermier qui voudrait expédier ses produits sans laisser tout le bénéfice du capital, et maintes fois, alors qu'en Angleterre des misérables mouraient d'inanition et qu'en Allemagne régnait le typhus de la faim, on a vu des fermiers américains obligés d'employer leur maïs comme combustible, pour ne pas se ruiner en frais d'expédition.

Par l'effet de la concentration de plus en plus grande des capitaux, les compagnies elles-mêmes appartiennent à un petit groupe d'hommes. Ainsi que l'avouait récemment le ministre Sherman dans un discours officiel, les Etats-Unis sont la propriété finan-

cière de quatre individus, les présidents des compagnies de chemins de fer Erie, New-York-Central, Pennsylvania, Baltimore and Ohrio. Ce sont eux qui tiennent la bourse et créent à volonté le bien-être ou la ruine des actionnaires ; ils mettent en mouvement la pompe aspirante et foulante qui fait passer les capitaux de la poche des petits bourgeois dans celle des grands. Ils n'ont, il est vrai, qu'un modeste traitement officiel de 200,000 ou de 250,000 francs, mais « l'argent des autres » est pour eux une mine inépuisable. S'ils crient misère, c'est pour le compte des pauvres actionnaires qu'ils ont ruinés, et quand ceux-ci se plaignent, on leur donne satisfaction en diminuant le salaire des ouvriers. Dans l'espace des quatre dernières années, le prix des journées a été abaissé plusieurs fois pour tous les petits employés de chemins de fer : c'est à 40 pour cent en moyenne que l'on peut évaluer la diminution générale des appointements. et sur quelques lignes le paiement du salaire était en retard de plusieurs semaines, même de deux mois sur le chemin de Baltimore-Ohio. De diminution en diminution, le salaire moyen n'atteint même plus 4 francs par chef de famille, et c'est avec cette somme qu'il doit subvenir à l'entretien de sa femme et de ses enfants dans un pays comme les Etats-Unis où l'argent a si peu de valeur. Les Etats-Unis, qui naguère se comparaient fièrement aux pays du vieux monde comme une « terre de promission » pour tous les malheureux, a maintenant son prolétariat comme l'Angleterre, la France, la Belgique ou l'Allemagne. Dans le Massachusetts, l'Etat modèle, le nombre des nécessiteux s'est élevé en dix ans de 22,000 à plus de 220,000 ; dans la seule ville de New-York, 40,000 malheureux n'ont d'autres ressources que celle de la charité publique ; dans l'Union tout entière, près de deux millions d'ouvriers restent sans ouvrage. L'Amérique, après avoir reçu par centaines de mille chaque année les déshérités d'Europe, est devenu à son tour un pays d'émigration : non-seulement des émigrants sans espoir reviennent dans leur patrie, mais encore de vrais ouvriers *yankees* vont chercher fortune dans l'Amérique du Sud, en Australie et jusqu'en Angleterre.

Une nouvelle diminution de 10 pour cent sur les salaires a fait éclater l'orage sur la ligne Baltimore-Ohio. C'était le 16 juillet. Dans la ville même de Baltimore, les mécaniciens, les chauffeurs, les serre-freins, au nombre de plusieurs milliers, se mettent en grève ; mais les directeurs de la compagnie, préparés à l'événement, avaient pris leurs mesures : immédiatement les grévistes sont remplacés par des anciens faméliques inscrits sur les registres de demande et le service est à peine interrompu.

Mais à l'est de Baltimore, dans une vallée des montagnes Bleues que traverse le Potomac, les choses se passèrent autrement. Les ouvriers de Martinsburg, qui s'étaient mis en grève comme ceux de Baltimore, restèrent maîtres de la gare dont on voulait les chasser et n'y laissèrent point entrer les nouveau-venus qu'on venait mettre à leur place. Ils déclarèrent à la Compagnie que si leur salaire était abaissé, ils arrêteraient le service et ne laisseraient plus passer aucun train de marchandises. Le gouverneur de la Virginie occidentale, auquel s'adressa immédiatement la Compagnie comme à son allié naturel, s'empressa de faire appel à la milice locale. Elle se réunit en effet. mais composée en grande majorité de fermiers et de petits bourgeois exaspérés par les tarifs de la Compagnie, elle n'apparut devant la gare que pour acclamer les grévistes; quelques miliciens firent même cadeau de leurs armes aux ouvriers avant de s'en retourner dans leurs villages. Les bateliers d'un grand canal qui passe à Martinsburg vinrent grossir les rangs de la petite troupe insurgée.

Le 18, les grévistes de Martinsburg et leurs amis formaient une armée de 800 hommes et s'organisaient militairement pour résister à la Compagnie. Plus de 80 trains de marchandises étaient bloqués à Baltimore et dans les autres stations de l'Est; des ouvrages en terre s'élevaient sur un point favorable au dessus d'une courbe de la ligne; les grands approvisionnements de céréales et d'autres denrées qui se trouvaient dans la gare, avaient été saisis par les ouvriers en prévision d'un siége; quant aux bestiaux trouvés dans les écuries et les wagons, ils avaient été mis en liberté dans les prairies des environs. Mais les trains de voyageurs passaient régulièrement et le gouvernement des Etats-Unis, profitant de cet avantage, ne tarda pas à s'en servir, pour expédier à Martinsburg de vieilles troupes disciplinées, habituées à marcher, à sabrer, à tuer au commandement. Le 19, ces vieux troupiers, soldats de l'ordre, enfants chéris du capital, étaient en présence des ouvriers révoltés et en si grand nombre qu'il devenait impossible de leur résister. Quelques insurgés, entr'autres celui qu'ils avaient choisi pour chef, le mécanicien Zebb, furent faits prisonniers et le gros de la bande dut se retirer à l'ouest, dans le défilé de Cumberland. Les soldats les poursuivirent; mais ils ne purent franchir la barricade de wagons qu'on leur opposa; à leur tour, ils battirent en retraite et les grévistes célébrèrent leur première victoire. C'est dans les environs, près du village de Charlestown, que John Brown, il y a une vingtaine d'années, avait donné le signal de l'émancipation des noirs, et l'on put se demander si les grévistes de Martinsburg à

leur tour n'auraient pas inauguré une nouvelle guerre de laquelle sortirait la liberté des esclaves blancs.

Les événements de la vallée de Potomac causèrent une grande émotion dans tout le monde ouvrier d'Amérique, et la grève, qui jusque-là n'avait été qu'un fait isolé, devint générale sur le réseau de la Pennsylvanie, de New-York, de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois; même au Canada, les ouvriers du chemin de fer rompirent avec leur compagnie. A Baltimore, le 21, les ouvriers renvoyés se réunirent devant la gare; la foule les y suivit pour huer les soldats de deux régiments qu'on expédiait en hâte à Martinsburg; un conflit eut lieu, dans lequel les soldats armés de leurs fusils et de leurs sabres, l'emportèrent, non sans peine, sur la multitude armée de pierres. Dix morts, vingt-cinq blessés restèrent sur le pavé; mais la voie fut partiellement détruite et la gare livrée aux flammes. Dans la ville de Pittsburg, le grand entrepôt de houille et de pétrole, immense agglomération d'usines de la Pennsylvanie orientale, les conflits furent autrement sanglants et le désastre plus sérieux. Un premier appel de milice fait par le gouvernement n'avait pas réussi; 300 hommes seulement avaient répondu à l'appel, mais pour se débander immédiatement. Bientôt les troupes fédérales arrivées par des chemins de fer détournés dont les employés n'étaient pas en grève, firent leur apparition. A peine descendues des wagons, elles chargeaient déjà la foule, la bayonnette en avant. Dès la première rencontre, 70 individus, morts ou blessés, étaient laissés sur le champ de bataille. La foule exaspérée se retire sur les collines à l'est de la ville et de là, continue la lutte en lançant des pierres et des briques.Vers le soir, la troupe pressée de toutes parts, se réfugie dans l'atelier des machines, près de la gare, et de là, comme d'une forteresse, continue le feu sur les assaillants. Ceux-ci n'ont pas d'armes, mais ils savent s'en faire; ils s'emparent de toute espèce de projectiles, puis, saisissant les wagons chargés de houille et de pétrole, ils les allument et par les voies convergentes, les lancent vers l'atelier des machines ; le cercle de feu se retrécit peu à peu autour des soldats: ils échappent à grand peine, laissant derrière eux des blessés que le feu consume. Poursuivis par la foule, les soldats traversent la rivière, puis se dispersent en petites bandes, et le soir seulement, le général blessé parvient à les grouper dans un camp fortifié à 16 kilomètres de la ville; ils avaient perdu 25 des leurs pendant la retraite; en tout, près de 500 hommes des deux côtés avaient été tués ou blessés. L'incendie s'était propagé de wagon en wagon, d'édifice en édifice, et de l'atelier des machines jusqu'à l'extrémité de la gare des marchandises, tout brûlait sur une longueur de plus de cinq kilomè-

tres. Cent vingt-cinq locomotives, plus de mille wagons, d'immenses approvisionnements, tel fut pour la compagnie la perte de la journée.

Des conflits analogues, quoique moins sanglants, eurent lieu en plusieurs autres villes des Etats-Unis, à Reading, à Chicago, à Buffalo, à Colombus, partant où les directeurs des compagnies eurent à leur disposition des troupes fédérales pour tirer sur le peuple. Le Président des Etats-Unis, lui-même arrivé par la fraude au siége qu'il occupe, s'était empressé de donner son appui à ses amis, les honnêtes Directeurs de chemins de fer; il avait mis à leur disposition les 25,000 hommes de troupes fédérales et rappelé de la frontière indienne le général Sherman. Il fallait courir au plus pressé, négliger les ennemis de l'extérieur pour s'occuper de ceux de l'intérieur. Il fallait assurer l'ordre à tout prix, c'est-à-dire maintenir contre les grévistes la diminution de dix pour cent imposée par les patrons. Les navires dispersés sur la côte furent mandés en toute hâte; on leur assigna un poste de combat devant les grandes villes du littoral et les capitaines reçurent l'ordre de réduire en cendres les faubourgs et les quartiers d'onvriers, si la révolte devait y éclater. Il fut même question de décréter une levée de 75,000 hommes, comme l'avait fait Lincoln, au commencement de la guerre de sécession. Mais déjà la résistance active tirait à sa fin, et presque partout les émeutes avaient changé de nature. En beaucoup d'endroits où la foule se soulevait, elle avait déjà oublié la grève, cause primitive de la crise nationale; elle ne faisait qu'obéir à l'instinct, d'ailleurs fort légitime, qui la portait à combattre une société ennemie, mais elle n'avait d'autre but que de jouir pendant quelques heures de l'enivrement de la bataille. A San Francisco, la passion populaire alla même s'égarer sur les ouvriers chinois, comme si ces malheureux étaient responsables des salaires infimes auxquels l'avidité des blancs les a condamnés. La dernière émeute pour cause de grève et le dernier massacre de travailleurs désarmés eurent lieu le 2 août à Scranton, non loin de l'endroit où le mouvement avait commencé, deux semaines auparavant. La répression fut sans merci. Quant aux garanties constitutionnelles, aux immunités des Etats et des villes, aux droits que les lois de la république reconnaissent aux citoyens, il n'en était plus question. Les lois ne sont faites que pour l'opprimé; elles ne sont pas faites pour l'oppresseur, car c'est lui-même qui légifère et il se moque agréablement de son œuvre. C'est à celui qui n'a pris aucune part à leur confection de trembler devant elles!

Un seul personnage politique, soit dit à son honneur, refusa de

requérir la troupe contre les grévistes, M. Williams, gouverneur de l'Indiana. Toutes les lignes de chemins de fer qui convergent vers Indianapolis, la capitale de l'Etat, étaient tombées pacifiquement entre les mains des employés, par la fuite des directeurs ; ceux-ci insistaient pour rentrer dans leurs gares, accompagnés par des soldats et des canons. « Essayez de rentrer tous seuls, leur dit le gouverneur, et si l'on vous fait quelque violence, alors je pourrai songer à vous défendre. » Aussi, quel concert de malédictions de la part de tous les honnêtes gens contre ce gouverneur démagogue, ce flatteur de la vile multitude qui refuse de tuer ses électeurs, à la première sommation de quelques millionnaires!

Après les conflits de Pittsburg et de Chicago, les grévistes restaient les maîtres d'une partie du réseau que l'on peut évaluer à un septième environ de l'ensemble des lignes américainees. C'était assez pour gêner notablement le commerce et pour faire hausser le prix des denrées et des marchandises dans les grandes villes; mais ce n'était pas suffisant pour empêcher les mouvements de troupes, ni pour obliger les compagnies à céder aux demandes des ouvriers. D'ailleurs, la grève que des bourgeois effarés disaient avoir été résolue par une conspiration générale, s'était malheureusement faite au contraire sans ordre, sans entente; sur beaucoup de lignes, les ouvriers avaient continué leur service ou restaient en disponibilité, en attendant que la voie cessât d'être bloquée; et là où la grève était sérieuse, des faméliques sans nombre attendaient avec impatience qu'on leur donnât les places devenues vacantes. Entre une bourgeoisie, sachant ce qu'elle voulait, et un prolétariat agissant au hasard, le résultat de la lutte ne pouvait être douteux. On peut juger du manque de solidarité ouvrière par ce fait que la plus puissante association, celle des mécaniciens unis, qui possède à elle seule quinze millions de francs, ne jugea pas le moment opportun pour intervenir en quoi que ce soit. Elle se permit bien quelques menaces, mais ni par ses hommes, ni par son argent, elle n'essaya d'influer sur l'issue de la grève.

Une fois de plus, on a donc au la preuve que nulle grève, si importante qu'elle soit, ne peut aboutir au succès définitif des ouvriers, si elle ne se change pas en révolution. Sans doute, il est vrai que si tous les travailleurs à la fois, ceux qui récoltent le blé et ceux qui le changent en pain, les ouvriers de la terre et ceux de l'usine se croisaient simplement les bras, attendant qu'il plût aux manieurs d'argent de livrer leurs sacs d'écus, la transformation sociale ne se ferait pas attendre; les grévistes pourraient dicter leurs conditions et prendre possession de la terre entière et de son outillage. Mais cette unanimité populaire, quand la verrons-

nous? Pour longtemps encore elle ne peut être que du domaine de l'idéal : c'est de groupes révolutionnaires marchant à l'avant-garde et non de l'armée tout entière, que nous devons attendre les combats qui décideront de la victoire future.

Les plaintes des ouvriers américains, les documents nombreux qu'ils ont fait publier dans les journaux et qu'ils ont remis aux législateurs et aux congrès, témoignent qu'ils ne sont point encore arrivés à la conscience de leurs droits. Pour la grande majorité d'entre eux, toute la question semble être celle du salaire et non celle de la propriété. Ils font appel aux sentiments de leurs maîtres; ils invoquent leur esprit d'équité; mais tous, ou presque tous, semblent reconnaître en principe la différence essentielle qui doit exister entre le capitaliste et le pauvre; entre le donneur d'emploi et le salarié. Un petit nombre seulement s'élèvent à l'idée d'une participation possible aux bénéfices communs; mais le capital reste pour eux saint et sacro-saint. « Notre but, dit le manifeste d'une grande société ouvrière, est à la fois d'augmenter notre salaire et de donner au capitaliste plus de sécurité et des bénéfices plus réguliers. »

Ainsi, les ouvriers d'Amérique, inférieurs à ceux qui les exploitent par le manque d'unanimité, le sont aussi par le manque d'un principe qui les dirige. Les bourgeois partent de cette idée précise que la terre et ses produits doivent appartenir au plus fort, au plus habile, au plus rusé, et que l'infortune doit être le lot des vaincus: la propriété est pour eux un privilège à garder. Et ce point de départ est malheureusement aussi celui que les ouvriers ont accepté. Il leur convient de rester en dehors de la propriété, pourvu qu'ils aient le salaire; le privilège ne les blesse pas, pourvu qu'ils jôuissent de la tolérance. Combien autre et plus forte serait leur attitude si, d'accord entre eux, ils savaient dire aux bourgeois : « Votre propriété n'est qu'un vol et nous ne la reconnaissons pas; les lois que vous faites pour la protéger ne sont qu'une duperie et nous les maudissons; votre société tout entière n'est qu'injustice et nous voulons la détruire pour fonder une société nouvelle de droit et de liberté. »

Maîtres des chemins de fer comme ils l'ont été dans certains Etats pendant plus d'une semaine, les grévistes, s'ils eussent bien compris que les négociants de New-York et de Boston n'ont aucun droit à s'emparer de tout le trafic du pays et à prélever sur le public un impôt forcé de circulation, auraient eu le temps d'exproprier les compagnies en vertu de leur autorité collective et de gérer, au profit de tous, les lignes de chemins de fer dont ils étaient devenus temporairement possesseurs. C'est alors qu'aurait com-

mencé la véritable révolution et l'opinion publique des paysans, des petits employés, de tous ceux qu'exploite le grand capital, n'eût pas manqué de les soutenir. Tout d'abord en effet, la sympathie du peuple soutenait les grévistes; on leur apportait des vivres, des armes même; des réunions publiques se tenaient en leur faveur; mais dès que les prix des denrées s'accrurent, dès que la circulation générale fut partiellement interrompue au détriment des avantages ordinaires de la civilisation, on cessa de leur vouloir du bien; peu à peu l'opinion changea et leur devint hostile. Ils le sentirent eux-mêmes et c'est pour cela qu'ils se dispersèrent en beaucoup d'endroits où, des les premiers jours, ils avaient été les maîtres. C'est que la grande question est toujours celle du pain : la faim des producteurs avait causé la grève; celle des consommateurs y mit un terme.

Mais combien les résultats de lagrève auraient pu être différents si les ouvriers, comprenant bien leurs droits, s'étaient mis, au nom de l'utilité publique, à gérer pour la satisfaction des intérêts communs les lignes qui se trouvaient en leur pouvoir! Ainsi dans l'Etat d'Indiana, ils possédaient les quinze lignes de chemins de fer convergeant régulièrement, comme les rayons d'un cercle, vers la gare centrale d'Indianapolis, et par suite, c'est d'eux que dépendait la circulation de la vie dans les limites mêmes de tout l'Etat. Cette vie commerciale, ils l'arrêtèrent soudain par la grève; mais qui les eût empêché d'avertir fermiers, corporations ouvrières, petits bourgeois, qu'ils se chargeaient des transports, non pas seulement à prix réduit, mais à prix coûtant, qu'ils deviendraient les agents de la Société tout entière pour la répartition des produits et se borneraient à prélever sur les revenus journaliers, la part nécessaire à leur entretien personnel. S'ils avaient agi de cette manière, en transformant tout le mouvement des chemins de fer en un service public, le peuple tout entier, sitôt le premier moment d'étonnement passé, fût devenu joyeusement leur complice; toute une révolution s'inaugurait pacifiquement; tout un nouvel ordre d'idées sociales commençait à passer dans les faits! Quand même appuyés sur toute la force armée, sur toutes les ressources du gouvernement, les capitalistes évincés eussent réussi à reprendre possession de leur réseau de chemins de fer, le souvenir de l'interrègne se serait maintenu dans les populations, on eût comparé les deux régimes, ceux du service public et de l'exploitation capitaliste, et tôt ou tard l'expropriation forcée des compagnies fût devenue inévitable. Que dans une grève future les ouvriers ne l'oublient point: ce n'est pas de maintenir ou d'augmen-

ter leur salaire qu'il s'agit; c'est de saisir au profit de tous la propriété qu'on leur fait exploiter sans avantages pour eux!

Et maintenant que la société américaine est rentrée dans le calme habituel et que le capital a reconquis ses prétendus droits en triturant les prolétaires et en les changeant en boue, pour ainsi dire, quels enseignements les maîtres ont-ils tiré de la formidable insurrection à laquelle ils viennent d'échapper. Quelques-uns pensent qu'il serait bon de régulariser l'exploitation de la matière humaine, en substituant l'Etat aux compagnies. Ils s'imaginent qu'en imitant le grand Bismark et en rachetant pour le compte du gouvernement le réseau des chemins de fer, on assurerait à la fois, au public un service plus régulier, et au travailleur, une existence plus tranquille. Plus tard peut-être on pourrait penser à l'acquisition de toutes les usines, puis à celle des champs, et la société tout entière deviendrait une immense armée ayant ses généraux et ses capitaines, ses sergents et ses simples soldats, tous classés d'avance par l'Etat tout puissant.

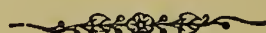
Ceux qui pensent ainsi, idéalistes de la bourgeoisie, sont qualifiés d'affreux communistes par les bien pensants, les fidèles de l'économie politique. La grande majorité des capitalistes et de la tourbe qui les entoure ont bien à s'occuper de pareils projets! Pour eux, la question est bien simple. Pour maintenir le pauvre peuple, la force suffit; mais il faut s'arranger toujours de manière à pouvoir disposer de cette force. L'armée a sauvé une première fois ce qu'ils appellent la société, c'est-à-dire leurs sacs d'écus. Eh bien! il faut accroître l'armée, bâtir des casernes et des redoutes dans toutes les villes de manufactures; dresser par l'exercice militaire une moitié des hommes du peuple à fusiller l'autre moitié! Voilà l'idéal de la société tel qu'ils le comprennent! La répression de la Commune de Paris, voilà leur épopée. Thiers et son compère Mac-Mahon ordonnant les massacres, voilà leurs héros, ceux qu'ils se proposent d'imiter!

Quant aux ouvriers, l'insuccès de la grève leur a fait changer de tactique: c'est par le vote, par l'agitation électorale, que la plupart d'entr'eux songent à l'emporter sur leurs patrons. Un premier triomphe leur a donné grand espoir. A Louisville, principale cité du Kentucky, ils ont réussi à nommer six représentants de la législature locale sur sept; à Covington, près de Cincinnati, ils ont élu un sénateur. En d'autres endroits, ils ont aussi remporté des triomphes de moindre importance; dans l'Ohio ils se croient assez forts pour faire disputer par un des leurs la première magistrature de l'Etat: les flatteurs, les coureurs de places ne leur manquent pas pour les encourager dans cette voie, et leurs journaux sont

remplis d'articles prophétisant la victoire future. Sous l'influence des idées allemandes, ils songent à s'organiser en *Volkstaat* et veulent s'emparer de l'Etat pour en faire manœuvrer les rouages à leur profit.

Nous ne voulons pas méconnaître l'importance de ce grand parti ouvrier qui se forme maintenant dans tous les Etats américains, en dehors des deux grands partis bourgeois, les républicains et les démocrates. C'est déjà un fait important que la scission définitive entre l'exploiteur et l'exploité sur le terrain politique; mais bientôt, nous l'espérons, les ouvriers américains auront à reconnaître que le vote est une arme plus impuissante encore que la grève. En supposant que la fraude ne se glisse pas dans le scrutin au profit des maîtres, en admettant que tous les représentants nommés par les ouvriers restent fidèles à leur cause qu'ils doivent servir et n'entrent dans le monde bourgeois que pour le combattre, en concédant enfin que les lois présentées par leurs délégués soient accueillies par les législatures et promulguées officiellement, qui peut nous garantir l'obéissance du capital? Ceux qui ont l'argent, et qui par l'argent tiennent la société toute entière, cèderont-ils, par respect pour la loi? Suffira-t-il d'une clause nouvelle de constitution, pour faire disparaître la coalition de tous les intérêts bourgeois? Non! ce n'est pas ainsi que les ouvriers arriveront à conquérir leurs droits; ce n'est point la ruse parlementaire qui leur assurera le pain. Ce qu'il leur faut, c'est l'entière compréhension de leurs droits et la ferme volonté de s'en saisir dès qu'ils auront la force. Point de discours ni de basse politique, mais l'action comme il convient à des hommes!

Elisée Reclus.



LA SOLIDARITÉ CHEZ LES BERBÈRES

L'antagonisme des intérêts, ainsi que le désordre moral au milieu desquels se débat la vieille société, ont faussé l'entendement humain et introduit dans la discussion une mauvaise foi telle que l'on ne peut même pas se mettre d'accord sur la valeur des termes dont on se sert. C'est pourquoi la sociologie est loin d'avoir progressé autant que les autres sciences. Je crois donc qu'il serait temps d'employer la méthode positive et expérimentale, à laquelle nous devons le peu de connaissances exactes que nous avons si péniblement conquises. Dans la courte étude que l'on va lire, j'ai

résumé de modestes et consciencieuses observations en évitant les déclamations sonores et vides, aussi bien que les polémiques byzantines ayant pour objectif les coteries ou les personnalités.

Il est incontestable que les civilisés contemporains, élevés au milieu de la haine sociale et de l'aveuglement que produit l'individualisme, sont peu préparés à la réalisation de nos désirs et de nos théories, dont nos descendants seuls verront l'application. Aussi m'a-t-il semblé utile et encourageant de faire connaître des sociétés qui, sans soupçonner le moins du monde la phraséologie de l'Europe, possèdent, de la façon la plus complète, les mœurs de l'association et pratiquent depuis longtemps la solidarité qui ne leur a pas été enseignée par des maîtres, mais que le climat et la nature du sol, dans le nord de l'Afrique, ont rendue nécessaire. J'ai vu dans ces faits, que nos adversaires eux-mêmes ne peuvent contester, un puissant argument contre le reproche d'utopie irréalisable que l'on adresse constamment à nos aspirations.

I

L'Algérie est un peu moins connue que la Chine et cela précisément parce que l'on a trop écrit sur son compte depuis 1830. La plupart des publicistes, aveuglés par des préjugés de race ou de religion, ont eu en outre le tort de généraliser leurs observations et de supposer que ce qu'ils ont vu, sur un point quelconque de ce pays aussi grand que la France, était vrai dans toute l'étendue du *Maghreub*. Le sol et les habitants de l'Afrique du Nord offrent une étonnante variété, et ce serait une erreur grossière de juger l'ensemble sans en avoir parcouru et étudié patiemment toutes les zônes si dissemblables. M. Renan prétend que l'exploration scientifique est la meilleure justification d'une conquête. Je ne crois pas que la conquête puisse jamais être justifiée; mais, dans tous les cas, l'exploration de l'Algérie n'a jamais été faite avec un esprit vraiment scientifique. La géographie étant la base de la sociologie, je commencerai par donner quelques indications concernant la nature du sol.

On se figure généralement que la terre des Maures est un pays de plaines traversé dans toute sa longueur par deux chaînes de montagnes parallèles à la mer. C'est une erreur. L'Algérie est couverte dans toutes les directions par une infinité de montagnes reliées entre elles comme les mailles d'un filet. Cette dernière expression (en arabe *chepka*), est du reste employée par les indigènes pour désigner le système orographique d'une partie de la province de Constantine.

A l'exception de trois ou quatre plaines de quelque étendue, on peut dire que l'Algérie est un pays de montagnes et de vallées. La côte est elle-même fort élevée, sauf à l'embouchure des fleuves. Ces derniers ont un cours de peu d'étendue et, à l'époque des pluies, s'écoulent rapidement vers la mer. Il en résulte que l'eau devient pour la culture un élément plus précieux que le sol lui-même. Sa conservation et sa répartition exigent une entente entre tous, pour la construction des barrages et l'entretien des canaux, toutes choses incompatibles avec le morcellement des terres. Aussi la propriété individuelle ne pourra jamais s'établir complètement en Afrique.

En s'éloignant de la mer, le sol s'élève constamment et, à une cinquantaine de lieues, on rencontre la région dite des hauts plateaux. Là il n'y a presque plus de rivières. On ne cultive pas, on utilise les pâturages pour l'élève du bétail. Mais là encore la solidarité est une nécessité, car il faut compter avec un ennemi nouveau, le vent du désert, lequel brûle et dessèche toutes les herbes sur son passage et force les troupeaux à se rapprocher du Tell pour trouver leurs subsistances. L'autorité française elle-même, tout individualiste qu'elle soit, est obligée d'accorder le libre parcours à ces tribus de pasteurs forcément nomades, car si on les parquait dans une contrée, momentanément sans eau et sans pâturages, des millions d'animaux périraient et avec eux les hommes qui vivent du commerce des laines. Le fisc perdrait aussi une source considérable de revenus.

Avant d'examiner avec plus de détail les résultats divers apportés, par l'esprit de solidarité, dans chacune des trois zônes de l'Algérie, je tiens à insister sur les causes qui l'ont rendue nécessaire. C'est la rareté de l'eau dans les plaines du Tell, habitées par des cultivateurs sédentaires; c'est la sécheresse produite par le *sirocco* dans les hauts plateaux habités par des pasteurs nomades. Quant aux habitants des montagnes, notamment ceux que l'on appelle vulgairement Kabyles, comme cette race occupait primitivement le sol entier et qu'elle a été chassée des plaines par les invasions, on peut supposer qu'elle pratiquait déjà l'association lorsqu'elle s'est réfugiée sur les hauteurs pour fuir les conquérants qui, à diverses époques, se sont emparés de l'Afrique du Nord. Ayant déjà les mœurs de l'association, les Berbères, voués désormais à l'industrie et au commerce, ont trouvé une application nouvelle de leurs sentiments de solidarité. Il existe enfin une quatrième zône entièrement différente des précédentes, c'est celle des oasis du Sahara algérien. Dans ces oasis disséminées au milieu du désert, se trouvant séparés des autres centres par les vagues de cet océan de sa-

ble qui, lui aussi, a de terribles tempêtes, les habitants éprouvent le besoin de songer au salut commun, absolument comme les marins qu'un même navire emporte au milieu des flots.

II

Ibn Rholdoum, le célèbre historien des Berbères, a cru anoblir ses compatriotes en leur donnant pour origine la tribu de Chanaan. Mais bien avant la rédaction des légendes bibliques, les Berbères formaient une puissante race s'étendant depuis l'Egypte jusqu'aux Pyrénnées. On a remarqué une certaine analogie entre leur langue et le copte et ils sont désormais classés dans une grande famille connue sous le nom d'Egypto-Berbères.

Les conquérants qui, à diverses époques, se sont succédés dans l'Afrique du Nord, campèrent généralement dans les plaines ; mais les montagnards ont conservé leurs institutions séculaires. Le Maroc tout entier est un empire berbère. En Algérie on peut dire que tous les massifs de montagnes sont occupés par des Berbères purs. Les plus importants sont ceux de l'*Aurès* dans la province de Constantine, celui du *Djurjura* ou Kabylie. Cette dernière a subi, moins que les autres, l'influence des conquérants asiatiques et c'est d'elle que je m'occuprai spécialement, en suivant autant que possible le livre de M. Hanoteau et le commentaire qu'en a publié M. Renan dans la *Revue des deux mondes*. Ces témoignages ne sont pas suspects de partialité en faveur du socialisme et on ne les accusera pas de prendre leurs désirs pour des réalités.

L'organisation politique des Kabyles est l'idéal de la démocratie. On n'y trouve pas l'ombre d'un gouvernement distinct du peuple, car il est exercé directement par ce dernier, et ne coûte rien à la communauté. L'unité de la société est le village ou *djemoa*. L'assemblée des citoyens exécute elle-même, dans ses plus petits détails, ses décisions souveraines. La *djemoa* ne délègue aucune de ses attributions ; sa souveraineté est inaliénable. En effet, l'*amin* qui est chargé de la police est élu temporairement et peut toujours être révoqué. Il exerce gratuitement ses fonctions et il ne fait rien sans consulter la *djemoa* qui se réunit une fois par semaine.

Pour les affaires importantes l'unanimité est nécessaire, car on respecte l'opinion de la minorité. La volonté du plus grand nombre, cette autre forme du despotisme, ne s'impose pas aux dissidents. Lorsque l'on ne parvient pas à s'entendre, on a recours à l'arbitrage d'une autre commune.

La *Djemoa* est omnipotente et cumule tous les pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires. Elle n'établit aucune distinction entre le droit public et privé. Les Kabyles n'ont pas de rhéteurs capables d'inventer les deux morales de M. Nisard. Chez eux il n'y a pas d'Etat, ni de raison d'Etat, ni de morale publique, car la *Djemoa* c'est la

réunion de tous les citoyens d'une commune, faisant leurs affaires eux-mêmes.

Suivant M. Renan, « elle constitue une sorte de reprise exercée par le pauvre sur le riche, et c'est par elle que la société Kabyle fait au socialisme la part qu'il est bien difficile à une démocratie de lui refuser. Cette organisation repose sur un esprit de solidarité qui dépasse tout ce qu'on a pu constater jusqu'ici dans une société vivante ou ayant vécu ».

Pour donner une idée de l'esprit qui a présidé à la rédaction du droit coutumier ou *canoun,* je citerai quelques unes des dispositions les plus caractéristiques, car elles atteignent ceux qui veulent se soustraire au devoir qu'imposent la charité et la générosité, choses que l'on abandonne au bon plaisir de chacun, dans les sociétés civilisées. — Celui qui cache la vérité au préjudice d'autrui paiera dix réaux d'amende. — Celui qui tire un coup de fusil sur un autre paiera cent réaux d'amende à la *Djemoa.* — Si une femme appelle au secours pour sauver son honneur, le coupable paiera 50 réaux d'amende, et de plus la *Djemoa* cassera les tuiles de sa maison. — Celui qui se disputera avec une femme paiera 50 réaux d'amende à la *Djemoa,* que la femme soit ou non l'agresseur.

Cette dernière disposition suffirait à elle seule pour faire apprécier la valeur de cette société, car rien n'honore un peuple autant que la protection des faibles. Les pauvres sont d'ailleurs nourris par la communauté. Un Kabyle qui abandonne, sans secours, un voyageur, même étranger, est puni d'une amende. L'hospitalité s'exerce d'une façon touchante et va parfois jusqu'à l'héroïsme, comme pendant la famine de 1867—68. Les Kabyles n'ont aucun préjugé national ni religieux, et ils accueillent avec générosité tous ceux qui se présentent pacifiquement à eux. Aussi beaucoup de déserteurs français ont trouvé asile chez eux, s'y sont mariés et n'ont jamais eu envie de revoir leur pays natal.

Le droit de corvée s'exerce avec réciprocité. Par exemple, celui qui bâtit une maison peut disposer de l'assistance du village entier. Nul ne peut refuser le passage sur sa propriété. Les travaux des champs se font au moyen de la prestation mutuelle. Ce système favorise peu le développement de la richesse; mais il empêche la misère. Il n'y a pas de riches ni de prolétaires chez les Kabyles et le dernier mendiant s'asseoit familièrement à côté du personnage le plus influent.

Les bases principales de la société Berbère sont l'honneur et l'association. L'*anaga* ou engagement d'honneur entre particuliers est un rouage essentiel. La tribu est une fédération de villages et il existe des confédérations de tribus unies par un lien très-relaché, mais d'une grande utilité pour pacifier le pays, au moyen de l'arbitrage, lorsqu'il se produit des différends entre villages. Sans cela l'autonomie absolue de la commune produirait des guerres incessantes comme celles que se livraient les républiques italiennes.

Le *çof* est un autre genre de fédérations ou d'assurances mutuelles, de ligues dont les adhérents ont des ramifications d'un bout à l'autre

de la Berbérie. Le *çof* comprend indistinctement des individus de toutes les tribus. Il a pour avantage de combattre l'immobilité résultant des vieilles formes traditionnelles. Essentiellement renouvelable, transitoire, il stimule pour ainsi dire par la concurrence d'une fédérations rurale et il empêche de s'endormir dans la béatitude contemplative d'une société parfaite et immuable.

Les Kabyles se livrent principalement à l'industrie : Ils fabriquent de l'huile, travaillent les métaux et font même de la fausse monnaie. Une de leurs principales tribus, celle des *baonaona,* s'adonne exclusivement au commerce d'exportation et lance des nuées de colporteurs, sur toute la région du Sud et des hauts plateaux. Ces colporteurs, qui forment une société, s'approvisionnent au même entrepôt, étudient dans la conversation des anciens la géographie pour laquelle ils ont une aptitude remarquable. Ils se dispersent de manière à ne jamais se faire concurrence. Ils traversent bravement l'Algérie à pied et en chantant. On les paie en laine ou en orge, qu'ils emmagasinent sur leur passage et qu'ils vendent sur les marchés, avant de rentrer au pays. Je n'ai jamais rencontré sans émotion ces intrépides jeunes gens dans mes longues pérégrinations à travers les tribus algériennes.

La seule critique sérieuse que M. Renan ait trouvé à adresser aux Kabyles, c'est que, n'ayant ni armée, ni pouvoir central, ils ne peuvent pas se défendre contre les envahisseurs. Ceci n'est pas exact, car ils ont résisté aux Arabes et aux Turcs, et n'ont été vaincus par nous qu'en 1857. D'ailleurs, le jour où les autres peuples seront aussi sages que les Kabyles, cette objection disparaîtra. Mais qu'on ne croie pas que l'amour de l'indépendance et de leurs institutions solidaires soit incapable d'inspirer aux Kabyles l'héroïsme le plus sublime.

Lorsque la patrie est en danger, on procède à l'enrôlement de volontaires qui prennent le nom d'*imessebelen* (qui s'offrent en sacrifice). Ces jeunes gens s'engagent par serment à vaincre ou mourir. Un contrat écrit est passé entre eux et leurs concitoyens. Ils forment un corps d'élite et ne se mêlent pas aux autres combattants. On leur confie les postes les plus périlleux. Leurs cadavres ne doivent pas être enlevés avant la fin du combat et on les enterre dans des cimetières réservés qui deviennent un lieu vénéré. Leurs veuves et leurs enfants sont adoptés par la commune. Le *messebel* qui échappe à la mort, mais qui a fait son devoir, jouit partout d'une grande vénération. Mais celui qui a manqué à ses engagements, est l'objet du mépris général. On ne lui parle plus, il est considéré comme mort. Aucune femme ne consent à l'épouser et s'il a une fille, il ne peut la marier. — Les *imessebelen*, pendant le combat, s'attachent parfois, deux par deux, afin de s'empêcher de reculer.

L'héroïsme des imessebelen ne put sauver la Kabylie contre les incendiaires Mobacher, Maissiat et Mac-Mahon en 1854. A propos de ce dernier, le *Journal officiel* de l'Algérie, insérait dernière-

ment le petit passage suivant qui peut se passer de commentaires :

« Le général de Mac-Mahon avait enlevé la position de Timexguida et livré aux flammes les villages d'Aït Hammon, Aït Mansour, Iberber, Aït Ali ou Yabia, Iferhounen ; la brigade Maissiat avait de son côté brûlé Aït-Arbi, mais le jour touchait à sa fin et il fallait songer à la retraite ; le village de Soumeur échappa cette fois à la destruction. »

En avril et mai 1871, au moment même où Paris luttait pour ses franchises communales, les Kabyles prirent les armes pour la même cause. Pendant un mois ils assiégèrent le *Fort national.* Leur chef Mohamed-Ben-Ali est aujourd'hui en Calédonie et il a droit au respect et à la sympathie de tous les soldats du droit. Etrange coïncidence ! C'est dans la nuit du 21 au 22 mai que les Kabyles tentèrent l'assaut. Le secret de leur entreprise ayant été mal gardé, ils échouèrent. Les *imessebelen* s'avancèrent jusqu'au pied du mur, y appliquèrent 700 échelles et se mirent à monter en criant : Je suis un tel, fils d'un tel et je suis *messebel.* Une fusillade terrible les foudroya à bout portant, parce qu'ils avaient été trahis. Environ 300 de ces sublimes jeunes gens trouvèrent la mort dans cette nuit qui vit l'entrée des Versaillais dans Paris.

La solidarité n'est pas un simple sentiment, c'est une loi de nature. Nous l'avons méconnue en ne considérant pas les barbares d'Algérie comme des frères et nous avons été victimes de nos préjugés et de notre égoïsme. C'est contre les Algériens que nos égorgeurs avait fait leur apprentissage de meurtre et d'incendie. C'est dans la solidarité des peuples que se trouve le remède à la faiblesse contre l'envahisseur et non pas, comme le croit M. Renan, dans l'armée permanente et le pouvoir central.

III

En Kabylie, la propriété du sol est individualisée, mais cela tient au morcellement naturel de la terre qui est sillonnée de ravins et qui se compose d'une infinité de parcelles enclavées dans le rocher ou la broussaille. Les conséquences de ce fait sont d'ailleurs assez minimes, car la société repose sur l'industrie et non sur l'agriculture, qui dans cette région est bonne à la greffe des oliviers et à la fabrication de l'huile. D'ailleurs, avec toutes les coutumes que je viens d'indiquer, les mauvais résultats que pourrait produire la propriété industrielle se trouvent annulés.

Dans les plaines et vallées du Tell, occupées par un mélange d'Arabes et de Berbères, l'exploitation du sol repose sur des bases assez ingénieuses et qui sont un compromis entre l'individualisme et la collectivité. Les Prudhommes de France, les avocats de mur mitoyen, les spéculateurs et les spoliateurs d'Algérie, ne cessent de répéter ce vieux cliché : Communisme et féodalité, comme si ces deux mots ne brûlaient pas de se trouver accouplés. La prétendue féodalité se compose de chefs nommés enrichis par nous

qui en avons fait des complices en leur donnant part à la curée, ils disparaîtront quand nous le voudrons, mais il n'en est pas de même de la féodalité financière qui est aussi notre œuvre et que sera plus difficile à terrasser. Quant au prétendu communisme, voici de quoi il se compose.

A son origine, l'islamisme n'était qu'une réforme du christianisme, lequel était une modification de l'Egyptianisme, opérée par les néo-platoniciens et les Juifs d'Alexandrie. Or, dans l'islam, «la terre appartient à Dieu», c'est-à-dire à la collectivité des croyants. A la réunion annuelle de tous les membres d'une tribu, on procède à la répartition des terres, pour leur mise en valeur pendant un an. Le fonds reste inaliénable, mais les produits du travail sont appropriés entre les mains du producteur. Il peut arriver qu'une famille laboure constamment la même parcelle, pendant une longue série d'années, mais elle n'a pas le droit de la laisser inculte, sans quoi on luienretirerait l'usufruit. D'un autre côté, un hommequi ne possède ni charrue, ni attellage, peut travailler pour le compte d'un autre, moyennant le cinquième de la récolte. De là vient son nom de *Khramès*. Le *Khramès* n'est pas un salarié, car il participe au bénéfice. Avec de l'économie, il peut en un an ou deux acheter une charrue et un attelage. Puis il se rend à la réunion de la tribu et il réclame un lot de terrain que l'on n'a pas le droit de lui refuser. La rédemption par le travail n'est pas un leurre comme en Europe. En s'efforçant de constituer la propriété individuelle, depuis 1871, afin de décourager les socialistes d'Europe qui seraient tentés de profiter de cette situation, le gouvernement français méconnaît les droits de ces *Khramès,* leur ferme l'accès de la propriété et constitue le prolétariat inconnu jusqu'alors en Algérie. Il existe des tribus qui plusieurs fois sont retournées à la collectivité, malgré le coûteux barrage imposé par une administration tracassière et des légistes que désole l'absence de procès.

Avec la propriété *arch* ou collective la répartition des eaux est facile, on peut créer des *silos* de réserve pour les grains et empêcher les famines résultant de l'absence de récoltes. Avec le morcellement il ne faut attendre que misère et dépeuplement. Il existe également dans le Tell des terrains nommés *azels* qui proviennent de spoliations exercées par les beys turcs et dont le gouvernement français s'est emparé, pour les affermer à des indigènes. Ces derniers sont méprisés par les cultivateurs de l'*arch* qui les considèrent comme des salariés exploités et par suite sans moralité, car ils sont tentés de reprendre par le vol les produits dont les dépouille le parasitisme gouvernemental.

C'est dans les plus riches vallées du Tell que l'on a réussi à fixer quelques colons européens à force d'argent et de spoliations. Les farouches défenseurs de la propriété en Europe la violent sans scrupule en Afrique et donnent pour raison ce prétexte fallacieux que la terre n'est pas cultivée, ce qui est faux. Les endroits non

cultivés ne sont guère cultivables et ce que l'on a enlevé aux indigènes, c'est précisémemt ce qui était le plus fertile et le plus travaillé depuis des siècles. Si encore on avait fait le bonheur des travailleurs européens, mais il n'en est rien. On a enrichi des spéculateurs parasites et on compte un nombre très restreint de cultivateurs français arrivés au bien-être par leur travail. D'ailleurs on n'accorde jamais de concessions aux plus vaillants pionniers, c'est-à-dire aux Espagnols et aux Kabyles marocains, parce qu'ils sont étrangers.

Mais je ne veux pas m'étendre sur ce sujet. Il y aurait un gros volume à écrire pour faire seulement la critique des agissements des conquérants de l'Algérie et cette étude dépasserait les dimensions de cette *Revue*. Je tiens seulement à constater que la colonisation ne pourra s'effectuer que par l'association, mais qu'il faut bien se garder de ce que Fourier appelait « les illusions en association ». Ainsi l'on a concédé à la Compagnie Débrousse une plaine de 24,000 hectares, à condition qu'elle construirait le barrage de l'*Habra* et qu'elle irriguerait le territoire concédé, de manière à rendre possible la culture du coton. La Compagnie a dépensé quelques millions dont il faut payer l'intérêt, de sorte qu'elle loue les terres irriguées à un prix tellement élevé que personne n'en veut. Ces terrains, qui autrefois faisaient vivre des milliers d'indigènes, sont aujourd'hui stériles. C'est encore là une des prouesses de la féodalité financière. On assure que le directeur de cette Compagnie a du reste l'intention de ruiner ses actionnaires, afin de racheter secrètement et à vil prix toutes les actions, ce qui est tout à fait dans les mœurs des agioteurs.

La vraie colonisation n'est pas un inutile et coûteux déplacement de population. Elle doit apporter à un pays un outillage nouveau permettant l'exploitation de produits jusqu'alors négligés. Ainsi, dans la province d'Oran, il y a près d'un million d'hectares incultivables, où l'*alfa* vient naturellement et ne servait absolument à rien. Depuis quelques années, on a utilisé l'*alfa* pour la fabrication du papier et pour une grande quantité d'autres usages. On en fait jusqu'à de faux cheveux et de fausses plumes d'autruche. Les moyens de transport sont encore bien incomplets et pourtant le port d'Oran est rempli de navires qui ne font absolument que transporter de l'*alfa*. Déjà des millions de travailleurs espagnols n'ont pas d'autre profession que la récolte et l'expédition de ce produit. Lorsque les chemius de fer seront terminés, l'exportation décuplera. Un grand nombre de familles trouveront leur subsistance sans dépouiller les indigènes. Que n'a-t-on agi toujours ainsi depuis 40 ans? Il est regrettable que la tentative d'association intégrale, appelée l'*Union du Sig,* n'ait pas été imitée ni encouragée. Je constate pourtant son succès relatif et je rappelle que c'est elle qui la première a introduit en Algérie la culture du coton.

(La fin au prochain No). LÉON HUGONNET.

AVIS.

Malgré le retard apporté à la publication du présent numéro de la *Revue* nous n'avons pas encore reçu le compte-rendu des deux congrès socialistes qui se sont tenus en Belgique.

Nous prions nos lecteurs d'excuser ce double retard.



CORRESPONDANCES

Paris.

Que pensez-vous de notre situation? Pour moi je ne la trouve pas des plus brillantes quant à nos idées. Je ne vois autour de moi que des opportunistes ou modérés, qui trouvent que tout est pour le mieux et que nous allons triompher avec la république Simon-Gambetta et Ce. Quant aux réformes à apporter dans toutes les branches de l'administration, idéal des moins exigeants, point n'est utile d'en parler, c'est avec le temps que nous réaliserons toutes les réformes; nous pouvons mourir de faim encore pendant longtemps, ces honnêtes bourgeois ne sont pas pressés, ils ont des rentes! Si périodiquement les ouvriers réclament le droit de vivre, le droit de vivre en travaillant, c'est que périodiquement chaque génération éprouve les mêmes besoins que ses devancières, et ces besoins sont tellement pressants, qu'ils n'ont pas à choisir entre la mort par le plomb ou par la faim!...

Quand les plus courageux sont moissonnés par les mitrailleuses, ou déportés, ou exilés, nos honnêtes bourgeois respirent encore un peu et rêvent de nouveaux moyens d'anéantir les prolétaires dont ils vivent. Aussi combien est-il pénible pour nous, qui avons fait et faisons tous nos efforts pour secouer le joug, de voir l'indifférence de la masse qui ne s'inquiète nullement du lendemain, malgré les chômages qui vont toujours croissant: les impôts, les vivres, les loyers, tout enfin de ce qui est indispensable à une famille de prolétaires, est inabordable avec le modique salaire du père de famille. Tous ces gens-là ne s'aperçoivent pas que leurs femmes, leurs enfants sont en haillons, que la plupart sont anémiques par les privations. Ils lèchent la main qui les frappe. Quand nous leur parlons de solidarité, ils disent que cela ne peut exister, que de tout temps il y a eu des malheureux, qu'il y en aura toujours, quoiqu'on fasse.

Malgré les exemples que nous nous efforçons de leur donner, chaque jour voit naître des défections. La misère les abrutissant de plus en plus, ils regardent Gambetta comme un messie, malgré toutes les scélératesses qu'il a faites depuis sept ans, ils croient encore à lui et disent que c'est une tactique qu'il a eu raison d'employer pour ne pas effrayer les timides: les timides qui ne viennent à la république que dans l'espoir de lui sucer le meilleur de son sang.

Les élections vont se faire; nous aurons une Chambre incapable d'entreprendre rien de grand, de généreux. Une Chambre nommée, ô honte! sous le contrôle de Gambetta!

Ne peut-on se demander avec raison si tous ces gredins ne se sont pas en-

tendus ensemble pour enrayer encore une fois le grand mouvement qui semblait poindre à l'horizon, car depuis le 16 mai tout est contre le gouvernement, mais tout est avec Gambetta-Simon?

Que faire pour secouer cette torpeur qui semble devoir nous envelopper tous?

Les jésuites entrent partout: possédant l'argent, ils possèdent le monde; partout ils essaient d'exploiter la misère : ils réussissent quelquefois, et cela par la faute de nos républicains, qui n'ont que de grandes phrases, mais ne fondent rien, ni ne veulent rien fonder.

Un certain nombre d'entre eux se contentent de vivre de leur grande fortune, laissant les autres prêcher d'exemple. Mais les autres..... les autres les imitent?

A.

LYON.

La France démocratique est en voie de pourriture complète.

On ne raisonne plus, on ne pense plus, on laisse raisonner et penser pour soi, les deux ou trois grands *leaders*, comme on les appelle, qui dirigent le parti, grâce à la possession de toute une légion de journaux serviles.

Malheur à celui qui prétend aller où il veut et voler de ses propres ailes. Sur un signe parti de l'officine de la Chaussée d'Antin, deux cents journaux le morigèrent de la plus belle façon et le forcent à reprendre le licou gambettiste.

On a pu lire dans les excellentes correspondances de notre ami de Leipzig, insérées au *Travailleur,* combien en Allemagne les socialistes s'étaient peu à peu habitués à porter le joug d'une direction par l'Etat-major du parti.

En France, c'est autre chose. Les ouvriers radicaux, dits intransigeants, commerçants, manufacturiers, banquiers, avocats, bourgeois et exploiteurs de toutes sortes faisant profession de libéralisme, tout est uni, tout est confondu dans « le grand parti républicain » dont Gambetta est le grand pontife.

De l'antagonisme des intérêts bourgeois et ouvriers, il n'est pas plus question que de Colin-Tampon.

Il y a quelques jours, c'était la mort de Thiers, l'ignoble chacal qui a le plus versé de sang; eh bien, depuis Tolain qui parle « de son intelligence et de son dévouement » jusqu'à Naquet, qui déclare que la France démocratique a perdu en lui « un serviteur illustre », on ne saurait croire ce que tous, hommes et journaux, prétendus républicains radicaux, ont débité à son égard d'ineptes flatteries et de basses adulations.

Presse corrompue ! presse décomposée ! c'est à ta prose abjecte que la France ouvrière, ouverte d'ordinaire aux grandes et nouvelles idées, doit d'être avachie, aplatie, sans énergie, d'avoir perdu conscience d'elle-même, de sa propre force et de ses intérêts véritables.

La presse démocratique toute entière, est devenue un instrument docile entre les mains de personnalités ambitieuses haut placés et maitresses de l'opinion publique.

Et si une protestatation indignée, inspirée par le dégoût, s'élève de quelque part, toute cette presse éhontée se hâte de désigner comme un traître ou un bonapartiste le courageux citoyen qui a essayé de jeter une note discordante dans le concert.

Lors de la dernière réunion tenue par Gambetta à Belleville, un citoyen osa hardiment monter à la tribune après lui et contre lui. Le lendemain toute la presse imprimait en chœur que l'intrus qui s'était permis de demander des comptes à Monsieur Gambetta était un « bonapartiste »

Il y a quelques jours, un ouvrier s'avisa de dire sur le passage du cortège funèbre de Thiers « qu'on amusait les badauds de Paris aux funérailles de l'assassin des Parisiens. »

Un reporter d'un journal gambettiste se trouvait sans doute là, car le lendemain celui-ci publiait ce détail en ajoutant que « l'ouvrier en question devait être bonapartiste. » Parbleu ! rien de plus naturel, du moment qu'il avait l'impolitesse de se souvenir que « l'illustre homme d'Etat » avait fait six ans auparavant massacrer ou déporter le tiers des ouvriers de Paris.

En admettant la réélection des 363, nous n'en allons pas moins tout droit à la pire des Républiques conservatrices, bourgeoise, honnête (?) et modérée.

Et cela sera, tant que les Travailleurs de France ne sauront pas repousser le contact de la bourgeoisie, se refaire une organisation à eux afin de se préparer efficacement à la lutte pour le triomphe de la Révolution sociale.

B.

MOSCOU.

Dans ma précédente correspondance j'ai essayé de tracer un aperçu général du programme ou pour mieux dire des aspirations des socialistes russes. Je suis obligé aujourd'hui de vous raconter aussi brièvement que possible et avec la plus grande discrétion les effets de leur activité dans le domaine de la réalisation pratique de leurs convictions.

Persuadés que nul gouvernement, fût-il radical ou socialistes,

qu'aucun groupe même révolutionnaire d'aspiration ou de tendance, ne peut effectuer les transformations nécessaires pour la création d'une vie économique nouvelle, les socialistes russes ont été forcément amenés à la pensée de la propagande directe au sein du peuple.

Mais de quelle manière réaliser cette tâche ardue? Toute propagande dans les réunions populaires, par la parole, toute vulgarisation par la voie de la presse, des brochures, ou des livres n'est-elle pas complétement interdite?

Qu'importe! Les socialistes n'hésitèrent pas! se rappelant la propagande organisée par le christianisme à ses débuts, ils se rendirent dans les campagnes pour faire comme l'on dit en Russie, la propagande par «les mots». Dès lors, la propagande personnelle était organisée, mais la brochure n'était encore qu'un accessoire, une sorte d'appendice aux discours tenus par le propagandiste lui-même.

Mais avant de parler de la marche progressive de la propagande en Russie, je crois utile d'expliquer aux lecteurs du *Travailleur* comment se sont fait ces livres, ces brochures auxiliaires utiles du propagandiste.

Dans les grands centres industriels, à St Petersbourg, etc., il existait déjà plusieurs cercles socialistes composés de travailleurs des fabriques et de jeunes gens des deux sexes appartenant principalement à la classe privilégiée et presque exclusivement composée d'étudiants et d'étudiantes des diverses écoles.

Dans ces cercles se discutaient les questions du socialisme et celles se rapportant à la propagande parmi les paysans. Tous voulaient prendre part à la propagande active, malheureusement peu possédaient des connaissances vraiement suffisantes pour s'utiliser à la propagande immédiate. Notons en passant que pour tous les renseignements sur l'Internationale, les mouvements ouvriers, leurs buts et leurs principes, nous étions obligés de les chercher dans les publications de langues étrangères. Dans la littérature russe, bien pauvre en livres socialistes, à peine avions-nous Tschernychewsky, Lassalle et Marx. Et encore ces livres étaient-ils bien chers pour nos maigres ressources et bien rares hors des grands centres de population. Outre cela, c'était plutôt des livres d'étude et de cabinet que des livres de propagande pratique. Et puis chaque propagandiste ne pouvait traîner avec lui toute une bibliothèque dans les villages, et l'aurait-il pu, qui, parmi les travailleurs, aurait eu le temps de la lire? Enfin beaucoup de questions et des plus palpitantes étaient oubliées ou répétées au dernier plan de ces livres.

Toutes ces circonstances donnèrent naissance aux premières brochures socialistes, et grâce à l'activité de nos amis réfugiés à l'étranger qui s'occupèrent de la rédaction, de la composition et de l'impression de ces publications. De nombreuses publications nous firent connaître les doctrines et les diverses phases de l'agitation socialiste dans l'Europe occidentale, en même temps

qu'elles réveillaient le souvenir des insurrections populaires et des mouvements héroïques des cosaques.

Mais les brochures imprimées, un nouvel obstacle se présentait. L'entrée en était absolument prohibée. Toute personne trouvée en possession d'une de ces brochures était déjà par cela même comme une sorte de candidat aux travaux forcés. Il fallait donc organiser un mode de transport, de dépôt et de distribution pour ces publications

Cet obstacle surmonté, bien d'autres restaient à vaincre. On avait beau dire — aller faire la propagande parmi les paysans — mais comment? Des siècles d'oppression et de servage ont inspiré au peuple la défiance et la haine des représentants des classes privilégiées; pour le paysan russe tout homme en redingote est un ennemi ; celui qui ne travaille pas comme lui et avec lui, lui est forcément suspect. Et puis la police n'est-elle pas là qui veille? Ne lui faut-il pas empêcher l'intronisation d'une idée de justice, d'un sentiment d'égalité parmi ce malheureux peuple? Tout individu vivant à la campagne et qui ne s'occupe pas de spolier et d'exploiter les paysans, n'est-il pas suspect, voire dangereux?

La plupart de nos propagandistes étaient des citadins n'ayant que fort rarement quitté les villes. La vie des paysans, leurs habitudes, leurs mœurs leur étaient complétement inconnus.

Le sentiment du devoir triompha de tous les obstacles. Il fallait poser les premières assises du parti socialiste populaire. « Pour faire alliance avec le peuple, il faut souffrir avec lui ; à l'époque où nous sommes, le peuple n'a d'autres frères que des frères de souffrance. Les trois quart d'entre nous périront à l'œuvre, probablement beaucoup succomberont aux privations de la vie, inexpérimentée encore par eux, qui est faite aux ouvriers. Qu'importe! D'autres nous imiteront et plus habiles que nous, ils réussiront à tromper la vigilance des argus de l'empereur et à supporter mieux que nous les dures conditions de la vie populaire. Telles étaient les idées qui s'éveillaient chez les socialistes russes à la veille de l'accomplissement de la mission qu'ils allaient remplir dans le peuple.

Quelques-uns se mirent d'abord à l'étude d'un métier quelconque, d'autres plus impatients se mirent à l'œuvre immédiatement. Une partie de ces derniers s'installait dans les localités convenues et s'occupait de rechercher les éléments révolutionnaires qui pouvaient s'y rencontrer. Malgré leur prudence ils ne tardèrent pas être arrêtés dans leur propagande après une période plus ou moins longue d'activité. Quelques-uns plus heureux, comme par exemple Iwantchine-Pisareff dans le gouvernement de Jaroslaw et Kryloff dans le gouvernement Twer réussirent à créer des groupes locaux de révolutionnaires-socialistes. Les membres du groupe de Moscou travaillaient dans le même sens à Iwanowo-Vosnyesensk, à Toula, à Kiew, à Odessa. Le but principal de cette active propagande était surtout la recherche des individus les plus intelligents

et les plus énergiques auxquels les propagandistes essayaient de faire comprendre la vérité et la justice du socialisme pour les rendre aptes au service de la Révolution sociale. La plupart de ces propagandistes travaillent encore à leur œuvre. Aussi les lecteurs du *Travailleur* comprendront-ils que je ne puis donner plus de détails sur leur activité. Beaucoup qui ont été en proie aux poursuites de la police, ont abandonnés une localité et se sont soustraits aux recherches tout en reprenant leur œuvre dans une localité nouvelle. Grâce à eux, non-seulement les idées socialistes ont pénétré dans le peuple, mais elles y ont trouvé des partisans ardents comme par exemple Peter Alexeieff, ouvrier de fabrique qui au procès de St-Petersbourg, a évoqué avec une énergie et une éloquence chaleureuses la justice des idées révolutionnaires.

Pendant ce temps d'autres propagandistes commençaient leur apprentissage révolutionnaire en parcourant la Russie, à pied, sur leur dos un sac contenant des brochures et des appels populaires. Ils se proposaient de visiter jusqu'aux coins les plus reculés du pays pour se rendre compte des besoins et des sentiments de la classe ouvrière, et choisir ensuite un centre de propagande dans les lieux les plus favorables à leur entreprise.

Après s'être nanti d'un passeport faux ou falsifié, le jeune homme ou la jeune fille couvert d'un nom d'emprunt se mettait en marche à la recherche de travail. Une grande quantité de ces jeunes gens se dispersaient ainsi aux quatre coins de la Russie. Quelques-uns pénétrèrent jusqu'au Caucase, en Sibérie, à la mer Blanche.

Ainsi que je le faisais remarquer plus haut, la plupart d'entre eux n'avaient jamais vécu à la campagne et étaient entièrement étrangers aux habitudes de la vie rustique. Tout leur espoir était basé sur une foi sans bornes dans la force de leurs idées. Jamais ils ne manquèrent une occasion de poursuivre leur propagande.

A peine arrivé dans un village, le propagandiste pénètre sous un prétexte quelconque dans telle ou telle maison ; il commence à causer de la situation critique des paysans, du manque de travail, de la rareté pour eux de la terre cultivable, de la somme considérable exigée pour les impôts, etc. ; s'il rencontre quelque sympathie pour les idées qu'il exprime, il décrit alors les moyens qui lui semblent propres à apporter un remède à cette situation intolérable, et après avoir bien exposé ses idées, il part en laissant quelques brochures.

Malheureusement, beaucoup de nos compagnous trop inexpérimentés ont mené cette propagande sans réserve. Les poursuites ont commencé et de nombreux propagandistes ont été arrêtés ; mais ceux qui ont pu échapper aux recherches de la police continuent à propager dans les campagnes les idées socialistes et un nouveau contingent instruit par l'expérience est venu remplacer ceux qui ont succombé dans la lutte.

Il n'est pas rare aussi, je me plais à le constater, de voir les

paysans eux-mêmes donner asile et cacher dans leur masure les propagandistes poursuivis et traqués.

Le gouvernement se sentant incapable de lutter contre les idées socialistes essaya bientôt d'un autre moyen pour entraver la propagande. Impuissant par la force et la brutalité, il eut recours à la ruse.

Des *mouchards*, des gendarmes déguisés furent chargés de parcourir les campagnes afin d'insinuer aux paysans que les propagandistes n'étaient que des propriétaires voulant rétablir le servage aboli par Alexandre II. Mais le mensonge était si grossier et si contraire aux faits que cette entreprise ne réussit qu'à faire rire les paysans qui se moquaient des malheureux néo-propagandistes.

Uue autre cause encore, fit avorter cette ridicule campagne. Il est impossible en Russie de faire faire la propagande par des agents achetés. La vie y est trop rude, les privations trop nombreuses, la fatigue trop grande. Il faut pour cela un dévouement absolu et une foi bien sérieuse pour accepter d'une semblable existence :

Les agents fatigués de travailler 14 heures par jour avec les paysans et n'ayant pour toute nourriture qu'un peu de pain et des choux renoncèrent bien vite à poursuivre leur œuvre, et depuis deux ans il n'en est plus question. Aussi faut-il reconnaître que l'activité qui s'est fait jour parmi les socialistes russes ne leur a pas apporté les ménagements du pouvoir. De 1873 à ce jour 8 procès politiques. — Les membres les plus dévoués des groupes de propagande condamnés aux prisons de forçats, peine en comparaison de laquelle la déportation en Sibérie n'est qu'une punition légère, ne sont plus à compter. La mortalité dans ces prisons y est de plus de 60 p. 0[0.

A la privation de la liberté s'ajoutent les tortures physiques. Les chaînes, les bastonnades, toutes les vieilles pratiques du Moyen-âge se retrouvent chez nous pour le prisonnier politique.

Beaucoup de personnes sont déportées sans jugement dans les régions septentrionales de la Russie. Plus de 1500 de nos amis ont déjà succombés aux poursuites de la police.

Aujourdhui encore nous sommes à la veille d'un nouveau grand procès qui commencera le 1er novembre à St-Pétersbourg. Le nombre des accusés comprend 150 hommes et près de 45 femmes. 400 témoins sont cités et il est bien rare qu'un témoin reste inattaqués par le gouvernement s'il n'est espion ou vendu.

Mais nos procès mêmes sont encore un moyen de propagande. C'est la tribune, malheureusement sans beaucoup d'écho, d'où partent de la bouche des socialistes poursuivis des accusations sans merci contre le gouvernement et l'ordre social actuel.

D. K.



TOMBOLA ORGANISÉE A LONDRES

AU PROFIT DES CONDAMNÉS POLITIQUES

à la Nouvelle-Calédonie.

Citoyens,

Nous vous avons demandé de vous associer à notre œuvre en nous adressant des lots pour notre **Tombola**, et vous avez répondu à notre appel au delà de nos espérances.

De France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse, de Belgique, nous avons reçu des offrandes avec des adresses sympathiques. Peintres, sculpteurs, dessinateurs, bijoutiers, horlogers, etc., ont travaillé pour nous. Pour nous des poètes, des écrivains célèbres ont signé leurs œuvres.

Nous les remercions au nom de ceux qui souffrent pour une révolution que les évènements présents justifient et que l'avenir glorifiera.

Mais notre tâche n'est pas terminée ; nous avons recueilli les lots, il faut placer les billets ; nous croyons que nul ne se refusera à nous apporter son concours pour assurer notre succès.

Ouvriers, la Révolution du 18 Mars vous appartient, vous en êtes tous responsables ; la renier serait une trahison ! Vous êtes solidaires de ceux qui expient le crime d'avoir été vaincus, vous devez coopérer à notre œuvre.

Nous comptons aussi sur vous, penseurs, hommes de progrès, défenseurs de la justice, qui ne pouvez accepter un ordre social auquel il faut, pour se maintenir, des massacres périodiques, des bagnes, des transportations et l'exil de milliers de citoyens.

Le nombre des lots est de plus de 1,200 répresentant une valeur de 25,000 francs.

Tout porteur de billet dont le numéro ne sera pas sorti au tirage des lots aura droit à un Dessin, souvenir de la Tombola, composé spécialement par un de nos meilleurs artistes.

Le nombre des billets est fixé à 60,000.

Le prix du billet est de UN franc.

Un avis par la voie de la presse indiquera la date et le lieu du tirage.

On trouve des billets à l'administration du *Travailleur.*

Imprimerie du « Rabotnik », 26, chemin de Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 6. Octobre 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction: N. **Joukowsky**, A. **Oelsnitz**, Ch. **Perron**, Elisée **Reclus**.

ABONNEMENT : Un an, **6** fr.; Six mois, **3** fr.; Trois mois, **1** fr. **50**.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** » Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève**.

BULLETIN

Notre chronique pour ce mois n'a que des faits tristes à relater. La crise russo-turque dure toujours; la crise française, finie en apparence par le fait des dernières élections, n'en reste pas moins vivante. Le succès des 363 n'en est pas un; Mac-Mahon garde sa situation, et celle-ci n'est pas devenue plus sûre, car il a toujours sur le dos la majorité de l'Assemblée. Osera-t-il la renvoyer? Les 320 auront-ils l'audace de renvoyer Mac-Mahon? Il est fort à craindre que le gâchis, dans lequel vit la France depuis la chûte de la Commune, ne dure jusqu'au moment où la force des choses viendra mettre un terme à toutes les indécisions, à tous ces compromis qui font de toutes les opinions politiques une macédoine dans laquelle il n'est plus possible de saisir le caractère des partis.

* * *

C'est toujours la question d'Orient et la politique du « maréchal » qui préoccupent les esprits de tous les pays.

L'empereur d'Allemagne verse des larmes sur les insuccès des

généraux de son neveu, boit volontiers un verre de vin quand, par hasard, l'ex-colosse du Nord réussit à remporter une victoire et attend religieusement le moment où il pourra enfin faire les malles d'un Hohenzollern pour aller régner sur le peu de contribuables qu'il restera en Bulgarie après cette guerre « d'émancipation. »

L'empereur d'Autriche trace la ligne de démarcation que les belligérants ne doivent dépasser et attend tranquillement l'occasion pour aggrandir son empire d'une parcelle quelconque d'un peuple quelconque, sans se rendre compte que son empire subira, bientôt peut-être, le sort de la Turquie. Louis XV ne disait-il pas : « après moi le déluge, » tout en taillant les contribuables sans mesure ni merci? François de Vienne peut bien en faire autant, — et son successeur s'arrangera comme il pourra.

* *
*

Le czar témoigne beaucoup d'entêtement. « Tous les membres de ma famille resteront, dit-il, à l'armée pour en partager la fortune et les travaux. » Et lui — il veut « s'occuper des besoins de l'armée. » Comme tout le monde le sait, c'est généralement à *l'insouciance* qu'on s'occupe *des besoins* (sic) de l'armée. Sa Majesté aurait donc reconnu son incapacité stratégique et voudrait s'utiliser en fixant son œil auguste sur les opérations des fournisseurs, juifs d'origine ou de profession; l'intention est louable; mais où Alexandre II prendra-t-il cette connaissance pratique de la vie, nécessaire pour attrapper les voleurs — fournisseurs de son armée? On ne s'improvise pas plus capitaine qu'intendant, et les paroles du czar se réduisent à un trompe l'œil. Après avoir fait sentir dans sa dépêche de Poradin, que « la Russie entière pourrait se trouver forcée de prendre les armes, » il fallait bien flatter un peu l'amour propre des naïfs qui prient pour lui, en lui offrant hommes et argent.

La nouvelle émission de papier s'élèvera à 290 millions; 153 millions sont mangés à l'avance. Pour ne pas faire tort au crédit, l'empire *s'empressera* de consolider une partie de la dette flottante et se propose d'introduire un impôt sur le revenu par catégories. Voilà où on en est en Russie au point de vue des ressources financières! Le travail est presque arrêté dans les villes; seules les industries produisant le matériel de guerre sont chargées et surchargées de commandes. Les fournisseurs gagnent des sommes folles; Novosilsky, pas juif d'origine, gagne 30 % sur tout ce qu'il livre à la guerre; quant aux juifs de race, voyons comment ils agissent.

Un fournisseur de tentes en toile, habitant Moscou, distribue le travail parmi les pauvres couturières qui vivent partout de misère et souvent de honte. Pour la confection d'une tente, le juif paie 8 Copeks, soit 32 centimes; pour une chemise 16 centimes. Pour faire une tente, il faut y mettre une journée de travail, on se surmène pour en faire deux, elles sont mal faites; le juif économise la toile, on la tire, on l'allonge, et on la transforme en une mousseline grossière. Une esclave crêve de faim à produire de mauvaises tentes; les soldats pourront succomber à la pluie; mais le juif s'enrichit, mais le czar émancipe le Bulgare et personne n'ose protester. En attendant, ceux qui préparent l'émancipation de la pauvre couturière, ceux qui cherchent à faire comprendre au paysan qu'il doit refuser l'impôt du sang, qu'il doit se débarrasser des seigneurs de la terre, ces *perturbateurs*, pour tout dire, sont envoyés en Sibérie. Tout dernièrement, le sénat de Pétersbourg vient de condamner dix socialistes de Kiew, dont deux appartiennent à la classe des privilégiés, et huit à la classe ouvrière.

* * *

Les élections sont enfin terminées en France et, suivant la formule consacrée, la souveraineté populaire s'est affirmée de nouveau.

Les républicains bourgeois sont en liesse; non pourtant que les *363* soient devenus les *400*, comme l'avait imprudemment prédit au Château-d'Eau M. Gambetta, le futur Pandore de M. Grévy. Mais qu'importe ? Malgré les pressions administratives de toute espèce et des plus monstrueuses, la majorité encore importante que le 14 octobre vient de donner aux républicains à la crême, n'en est pas moins de nature à fare réfléchir les monarchistes qu'abrite la « loyale épée », moins à cause du caractère des élus, qu'en raison de l'énergie déployée par les électeurs dans cette circonstance.

Tout cela, nous le comprenons, peut échauffer le cerveau de ceux qui se sont pris de belle passion pour la république de carton que les Thiers, les Gambetta et leurs amis ont ajustée à leur taille.

Mais si l'on tient compte des sacrifices faits par les électeurs pour obtenir ce résultat, il faut reconnaître en toute sincérité que le jeu ne vaut pas les frais.

Ce n'est rien moins, en effet, que la Révolution qui a été immolée sur l'autel des 363 : voilà le fait dans toute sa nudité.

Tout a été jeté par dessus bord pour regrimper ceux-ci sur le perchoir d'où ils s'étaient si sottement laissés tomber.

Indépendance et dignité de l'électeur; revendications du prolétariat ; liberté et garanties de tout ordre, tout ce qui, de près ou de loin, eût pu rappeler le 18 mars — la grande Révolution populaire — a été laissé dans l'ombre.

Vive Gambetta ! vive L. Blanc ! vive celui-ci ! vive celui-là ! Vivent jusqu'à MM. Germain Casse et J. Simon — deux domestiques — Vivent enfin les 363 ! — Tels ont été les seuls cris poussés dans les réunions électorales.

Vite un blanc-seing à tous ces hommes qui, depuis 18 mois, n'ont épargné aucune occasion de trahir de nouvean la cause qu'ils avaient juré de servir; applaudissons sans réserve ceux qui, par leur lâcheté, ont amené une situation dans laquelle la France pouvait de nouveau sombrer et pour toujours, peut-être.

A peine quelques voix ont tenté, bien vainement d'ailleurs, de rappeler les électeurs à plus de conscience de leurs droits ; il s'en est fallu de peu que l'honnête presse républicaine ne les traîtat de « blouses blanches » ! Ces fameuses « blouses blanches » crées par elle sous l'empire, afin de couvrir la couardise de l'opposition d'alors.

Jamais l'abaissement du peuple de Paris, notamment, n'a été plus nâvrant. Il s'y est trouvé même une réunion électorale où, sur la motion d'un président (dont le nom seul, il y peu a de temps encore, eût suffi à le faire honteusement jeter à la porte), les électeurs ont entendu, debout, les explications de leur candidat — se glorifiant lui-même — et qui, de son côté, n'a pas même compris qu'il partageait, en s'y associant sans protester, la honte d'un semblable procédé !

Aussi, Paris n'a-t-il pas même cette fois demandé à ses candidats, ne fût-ce que pour la forme, qu'ils s'expliquassent sur l'amnistie. — Il est vrai que c'eût été une véritable contradiction, puisque ces candidats étaient acclamés, bien qu'ayant refusé de la voter déjà, malgré de formelles promesses antérieures.

Dans un seul département, celui de la Nièvre, un candidat, le citoyen *Girerd*, a été interpellé sur ce sujet et, aux applaudissements de l'assemblée tenue à Nevers, a répondu « qu'il ne pourrait jamais amnistier le 18 mars, plus qu'il n'amnistierait le 2 décembre ». (Extrait du *Patriote de la Nièvre.*)

Ah ! citoyen Girerd ! comme vous mentiez à vos électeurs, en leur disant que vous n'amnistieriez jamais le 2 décembre ! — Cela

nous rappelle Trochu jurant aux Parisiens que « le gouverneur de Paris ne capitulerait pas. »

M. Leblond peut dormir tranquille. Il n'aura pas, dans la nouvelle Assemblée, à renouveler son fameux rapport sur cette question, bel et bien enterrée, de par la volonté même des électeurs.

Pauvres Calédoniens ! Qui donc, parmi vos camarades d'exil, pourrait se réjouir d'une victoire achetée au prix de la prolongation de votre atroce martyre ?

On prétend, depuis bien longtemps, que les Français sont ingouvernables : quelle calomnie !

Malgré tout cependant, nous ne désespérons pas. L'heure s'approche, des désillusions.

Bientôt les députés vont se trouver en présence de celui qui les a chassés le 16 mai.

Or nous gageons volontiers que la formule si chère à Gambetta et à ses amis : « se soumettre ou se démettre », demeurera, malgré tout, lettre morte et que les ex-363 s'accommoderont fort bien de M. Mac-Mahon, si celui-ci y veut mettre quelque forme : le vieux Dufaure n'est pas mort, que diable ! — Mais qu'en diront alors les électeurs ?

* * *

Ce n'est pas d'ailleurs en France seulement que la misérable politique dans laquelle nous nous vautrons comme à plaisir, fournit d'aussi tristes et d'aussi avilissants résultats.

La Suisse à cette heure est en train de nous en fournir un autre exemple.

Ce petit pays est, sous le rapport politique, organisé d'une façon aussi démocratique que possible : magistratures électives d'assez courte durée; liberté de presse, droit de réunion et d'association, votation populaire ou *referendum* sur toute loi de principe constitutionnel, enfin tous les désiderata du programme des plus purs intransigeants de France.

Il semblerait, tout d'abord, qu'avec une telle organisation, le peuple, c'est-à-dire la partie de la population qui produit, n'eût point besoin de se faire protéger par l'autorité.

Eh bien ! il n'en est cependant rien.

Oui, l'autorité, le gouvernement, qui a poursuivi ses nationaux pour s'être permis, tout en restant dans le droit constitutionnel, de promener un drapeau rouge dans les rues de Berne, et qui les a fait condamner par le tribunal de cette ville, le gouvernement prétend aussi régler les rapports de patrons à ouvriers. Tout comme en France, parbleu !

Donc, dimanche 21 octobre, le peuple suisse tout entier a été appelé à voter sur l'acceptation ou sur le rejet de la *Loi fédérale concernant le travail dans les fabriques,* loi adoptée par l'assemblée fédérale le 23 mars de cette année.

Cette loi porte en substance :

a) Qu'afin de *protéger* la santé des ouvriers, quiconque voudra établir une fabrique ou transformer une fabrique déjà créée, devra en prévenir le gouvernement du canton et présenter le plan et la distribution intérieure, afin que l'autorité puisse se convaincre que le plan et la distribution, étant donné la nature de l'exploitation projetée, n'ont rien de contraire aux prescriptions de la loi ;

b) Que tout fabricant devra fournir — *suivant un modèle donné par le Conseil fédéral* — (pouvoir exécutif) — un état exact des ouvriers travaillant dans l'établissement. — Que tout fabricant est *tenu* d'établir un règlement sur toute l'organisation du travail, sur la *police* de la fabrique, sur les conditions d'admission et de sortie, sur le paiement des salaires. — *Les amendes ne pouvant dépasser* la MOITIÉ du salaire *d'une journée.* — Le fabricant doit en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et au respect des convenances.

c) Patron et ouvrier ne peuvent se séparer qu'en se prévenant quatorze jours à l'avance . . . à moins que l'ouvrier ne donne lieu à son renvoi immédiat, par son incapacité ou pour une violation grave du règlement.

d) La durée du travail régulier d'une journée ne doit pas dépasser *onze heures* les jours ordinaires, et dix heures les veilles de dimanches et de jours fériés. — La prolongation de durée *pourra* être autorisée exceptionellement par les autorités du district, ou à défaut, par les autorités locales.

e) Sauf les cas d'absolue nécessité, le travail est interdit le dimanche.

f) Les femmes ne peuvent en aucun cas être employées au travail de nuit et du dimanche, non plus que deux semaines avant leur couches et six semaines après.

g) Les enfants ne peuvent travailler dans les fabriques qu'à quatorze ans révolus. De quatorze à seize ans, ils doivent y recevoir un enseignement scolaire et . . . *religieux.*

Enfin, l'exécution de la présente loi est surveillée par le gouvernement fédéral, représenté à cet effet par des inspecteurs spéciaux, permanents, dont il *règle* les obligations et attributions.

On le voit, un État monarchique n'aurait pas fait mieux. — Cette

loi ne semble-t-elle pas émaner de la Société protectrice des animaux ?

Aussi est-ce sur elle, bien plus encore que sur les lois relatives à la taxe d'exemption militaire, et aux droits politiques des Suisses établis ou en séjour hors de leur canton d'origine, toutes deux également soumises le même jour à la ratification populaire, que se sont portés les efforts des partis politiques qui se partagent la masse électorale de la libre Helvétie.

Or, si l'on écarte tout verbiage sentimental et prétendu humanitaire devant servir d'amorce aux naïfs, on s'aperçoit rapidement que toute l'économie de cette loi réside dans les paragraphes *a* et *b*, remettant la police des fabriques entre les mains de l'autorité, au moyen de la liste des ouvriers, dressée suivant la formule *préparée* par le gouvernement fédéral et de l'autorisation préalable à laquelle sera subordonné l'établissement de la fabrique elle-même.

Enfin l'obligation étroite — quant à l'ouvrier — de ne quitter l'atelier qu'après avoir prévenu le patron *quatorze jours à l'avance* — (paragraphe *c*) — est surtout créée en vue de rendre ainsi toute grève illégale et par conséquent punissable.

Or, par un renversément de situation assez inexplicable au premier abord, ce sont précisement les patrons et les conservateurs qui sont presque tous opposés à cette loi et qui vont même, comme à Zoug par exemple, jusqu'à menacer d'expulsion ceux de leurs ouvriers connus comme étant favorables à son adoption. (1)

Ce qui, par parenthèse, n'empêche pas le savant économiste Dameth — ex-fouriériste et ex-libre-penseur devenu mômier — d'affirmer dans le *Journal de Genève* qu'elle doit être rejetée au nom de la liberté des transactions. — Ah ! pauvre liberté, que d'âneries les économistes débiteront encore en ton nom !

Les conservateurs jettent donc les hauts cris contre la loi en question, qu'ils qualifient de *socialiste* et qu'ils regardent — avec plus de raison peut-être — comme une manœuvre des radicaux, désireux de se ramener les voix des travailleurs en ayant l'air de s'occuper de leurs intérêts.

Mais il est moins facile de comprendre que ceux-ci aient pu se laisser leurrer aussi grossièrement et ne comprennent pas qu'encore une fois ils ont lâché la proie pour l'ombre

Quelle est en effet pour eux la valeur réelle de la loi proposée à leur adoption? Qu'importe le maximum d'heures de travail qu'elle impose à leurs patrons, alors que presque partout, les ouvriers,

(1) Voir le *Journal de Genève* du 19 octobre — extrait du *Nouvelliste.*

par leurs seuls efforts ont obtenu une heure de moins que ce maximum? Qu'ont ils besoin que l'autorité leur assigne le dimanche comme jour de repos, dans le seul but de satisfaire les mômiers et au mépris de la liberté de conscience proclamée par la Constitution fédérale?

Quand à la question du travail des femmes et des enfants, cette loi, pas plus que celle édictée à ce propos dans d'autres pays, ne pourra la résoudre.

La faim ne connaît pas de règlement, et, comme partout, malgré Messieurs les inspecteurs spéciaux du gouvernement fédéral — si grassement qu'on les paie — la prétendue protection accordée aux femmes et aux enfants demeurera dérisoire, tant que le travailleur aiguillonné par la misère, restera économiquement à la merci de la rapacité de ceux qui exploitent ses bras.

Ceux qui proposent la loi le savent mieux que personne.

Avant comme après et quel que soit le résultat du vote populaire, le prolétaire et sa famille n'en seront pas moins les tributaires du capital et contraints de subir ses exigences.

Et si l'on nous accusait d'exagération à cet égard, nous renverrions nos contradicteurs à la lecture de la proclamation adressée par les partisans du *oui* aux ouvriers de Genève, proclamation au bas de laquelle figure entr'autres la signature d'un ouvrier socialiste, nommé député au Grand Conseil lors des élections de 1876. Or, voici ce que nous y relevons textuellement :

« Elle ne peut être faite contre les fabricants, puisqu'elle émane d'une assemblée qui ne compte pas un seul ouvrier dans son sein et qu'elle a été proposée par une commission composée en majorité de fabricants.

« Elle n'apportera aucune modification, aucun changement à nos habitudes et à notre travail. »

Avantage illusoire, augmentation réelle de servitude par la suppression du droit de grève, résultant de l'économie de l'art. 9, tel est pour les travailleurs suisses le résultat net de l'acceptation de la loi sur les fabriques.

A environ 12,000 voix de majorité sur 350,000 votants, la loi vient d'être adoptée par le referendum.

Donc, dès maintenant, nulle grève ne pourra être entreprise sans que *quatorze jours* à l'avance les ouvriers n'aient prévenu leurs patrons, afin que ceux-ci aient le temps d'y parer.

La bourgeoisie opposante le savait fort bien et son hypocrite

opposition lui permettra seulement de se laver les mains de ce beau résultat!

Ce sont, paraît-il, les campagnes, étrangères aux questions d'industrie manufacturière, qui ont fourni cette majorité.

Que les intéressés directs eussent été seuls consultés, la loi eût été rejetée.

Que le suffrage universel, appelant l'universalité des électeurs à résoudre des questions hors de leur compétence ou à élire des mandataires tout aussi incompétents qu'eux-mêmes à en légiférer, fasse place au suffrage direct des intéressés spéciaux; qu'en un mot la question à résoudre ne soit soumise qu'au suffrage de ceux qu'elle concerne et qui resteront seuls responsables de leur décision, ces anomalies, sources de tous nos malheurs sociaux, disparaîtront pour toujours. — Mais quand le comprendra-t-on?

DERNIÈRES NOUVELLES

D'après une correspondance de Londres du 23 Octobre, 232 mineurs viennent encore de payer leur tribut au terrible feu grisou dans les mines de *Blantyre*, près Glascow.

Messieurs les actionnaires de ce charbonnage en seront quittes pour participer aux frais d'enterrement de ceux de ces malheureux qu'on aura pu remonter du puits et pour donner quelques schellings aux veuves et aux orphelins, puis tout sera dit..... jusqu'à un nouveau désastre.

Asphyxies, inondations, explosions, tels sont les seuls profits que retirent de leur horrible travail ceux qui extraient des entrailles de la terre « *le pain de l'industrie* » !

Il est juste de dire qu'à ces mortels adversaires du travailleur des mines, l'intelligente et humaine bourgeoisie civilisée a cru devoir ajouter le chassepot et la mitraille pour mettre à la raison le mineur, lorsque ce dernier, en échange des risques épouvantables qu'il court chaque jour, prétend du moins obtenir un salaire suffisant pour l'empêcher de mourir de faim, lui et les siens!

∴

Une révolte de communistes vient d'éclater parmi les Indiens de l'état d'Hidalgo, dans le Mexique. Ils voulaient reprendre les terres que les blancs leur ont enlevées du temps de la conquête. Ils ont chassé les propriétaires et brûlé tous les papiers établissant les prétendus titres de propriété. Mais l'armée est venue rétablir l'ordre ... c'est-à-dire rétablir dans leurs propriétés

les successeurs actuels des anciens voleurs de terres. C'est partie remise. Les journaux honnêtes du Mexique ne manquent naturellement pas cette nouvelle occasion d'accuser les « internationaux » d'avoir exercé sur les Indiens « leur influence fatale. »

*
* *

Pour terminer notre bulletin, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'aveu suivant de M. Gambetta à un journaliste russe, aveu que nous trouvons dans une correspondance du *Journal de Genève*, N° du 25 Octobre.

« Dites bien à vos compatriotes qu'il s'est opéré en moi un change-« ment moral et intellectuel; je puis vous assurer qu'entre le Gambetta « de 1870 et celui de 1877, il y a un abîme ».

M. Gambetta se vante évidemment :

Farceur politique il était en 1870; farceur il est resté et farceur il mourra. — M. Thiers l'a depuis longtemps façonné à ce rôle.



LES DEUX CONGRÈS

Les 6, 7 et 8 septembre s'est tenu à Verviers le IXe Congrès général de l'Association Internationale des travailleurs,

Les fédérations espagnole, française, italienne, allemande et jurassienne s'étaient fait représenter à ce Congrès. Quant à la Fédération belge elle n'a pu être représentée que partiellement, le Conseil régional belge, n'ayant pas transmis aux diverses fédérations locales les circulaires du bureau fédéral : la fédération de la Vallée de la Vesdre put cependant y envoyer plusieurs délégués, lorsqu'elle fut informée du désir manifesté par les diverses fédérations de tenir à Verviers le Congrès annuel de l'Internationale.

Après la vérification des mandats de délégation et la constitution de son bureau, le Congrès s'occupa de diverses demandes d'affiliation qui lui étaient adressées : la fédération française, composée de 12 sections, divers groupes d'Allemagne et une fédération de Montevideo furent successivement admis. Les groupes socialistes de Patras (Grèce) et Alexandrie (Egypte) étaient représentés par un délégué italien. Citons enfin quelques groupes socialistes russes dont le délégué a été admis à assister aux séances du Congrès à titre d'invité.

Cinq questions figuraient à l'ordre du jour sans parler de celles portées à l'ordre du jour du Congrès de Gand. Pendant toute la durée du Congrès, la discussion fut très-animée ; cependant, on peut remarqer, par les résolutions prises, que l'entente était unanime.

Relativement à la première question de l'ordre du jour (vote des sections isolées aux Congrès généraux), il fut décidé que le vote dans les Congrès n'engageant pas d'une manière absolue les fédérations, voix délibérative serait accordée aux délégués des groupes isolés.

Les 2e et 3e questions soumises au Congrès étaient les suivantes :

Des moyens propres à réaliser le plutôt possible l'action révolutionnaire socialistes, et étude de ces moyens ;

Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, de la nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays.

Sur ces deux questions, la discussion fut d'un vif intérêt : tous les délégués prirent la parole et furent unanimes à exprimer le vœu et reconnaître la nécessité de s'entre-aider mutuellement, moralement et matériellement, lorsqu'il serait possible, dans toutes les circonstances où l'action révolutionnaire aurait été reconnue nécessaire. Une résolution fut votée en ce sens. Dans le cours de cette discussion, les délégués belges proposèrent de rédiger une adresse de sympathie aux victimes des divers mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu dans le courant de l'année. La proposition fut acceptée à l'unanimité.

4e question : Les socialistes d'Egypte avaient demandé au Congrès de porter à son ordre du jour la question de formation d'un bureau central de propagande socialiste : il fut décidé de les informer que ce bureau existait déjà, et qu'il allait se mettre en relation avec eux.

En dernier lieu, venaient les questions administratives. D'un commun accord, il fut convenu : 1. de désigner la Belgique pour le siège du bureau fédéral ; 2. de tenir en Suisse le Xe Congrès Général ; 3. de publier dans *Le Mirabeau* le compte-rendu in-extenso du Congrès de 1877.

Les questions portées à l'ordre du Congrès de Gand furent discutées d'abord dans leur ensemble, puis successivement : trois séances furent consacrées à la discussion de cet ordre du jour. Il en résulta une entente unanime sur chacune de questions soumises à la discussion, laquelle a, pour ainsi dire, déterminé la ligne de conduite que se proposaient de suivre les délégués de l'Internationale au Congrès de Gand.

Lecture a été donné d'un rapport adressé au Congrès par la section mixte de Genève, dont copie a été transmise au Congrès de Gand.

Un meeting public et plusieurs soirées familières avaient été organisés pendant la durée du Congrès : les rapports des fédérations et sections représentées au Congrès furent présentés à l'une de ces soirées, puis diverses questions de propagande révolutionnaire y furent discutées devant un très-nombreux auditoire qui a dû certainement en garder un bon souvenir.

Les délégués quittèrent Verviers, le dimanche 9 septembre, au matin, pour se rendre au Congrès de Gand ; là, une grande manifestation avait été organisée, le matin, à l'occasion de la réception des délégués. Avant de se rendre à la gare, les manifestants, précédés de drapeaux rouges, étaient allés déposer une couronne sur le piédestal d'un monument érigé à Jacque d'Artevelde sur l'une des places publiques de cette ville. La légende nous apprend que le personnage qui fut l'objet d'une telle ovation de la part des socialistes gantois était un brasseur de Gand, qui a combattu pour l'indépendance des Flandres.

Le dimanche les ouvriers socialistes de Gand étaient pleins d'enthousiasme ; il n'en fut pas de même pendant la durée du Congrès, car, fidèles à une décision prise par les diverses associations ouvrières et une recommandation qui leur fut faite le soir même du dimanche, ils crurent devoir s'abstenir d'assister aux séances du Congrès.

Enfin, le lundi, à 8 heures du matin, 40 délégués environs se rencontrèrent à la salle Mont-Parnasse : lorsque ces délégués eurent déposé leurs mandats, il fut nommé une Commission de vérification composée

d'un délégué de chaque pays représenté, et la séance fut suspendue jusqu'à deux heures de l'après-midi, à deux heures et demie, le rapport de la Commission était présenté aux délégués. Ce rapport concluait à l'admission de 45 délégués qui représentaient : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Grèce, l'Egypte, le Danemark, la Hongrie, la Russie, l'Espagne et la Belgique ; ce pays avait, pour sa part, 28 délégués, dont 20 appartenaient à des organisations ouvrières des provinces flamandes, qui suivent une tactique politico-socialiste absolument identique au programme des démocrates-socialistes allemands.

La journée du lundi fut employée à la formation du bureau et à la classification de l'ordre du jour. Ce fut seulement le mardi matin que la discussion fut engagée sur le premier point de l'ordre du jour (Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété). Là les deux grandes fractions du parti socialiste s'affirmèrent nettement : le Congrès reconnaissait unanimement le principe de la Propriété collective ; mais tandis que les partisans de l'Etat populaire croyaient à la nécessité de la centralisation absolue de toutes les richesses sociales sous la gérance de l'Etat socialiste, les délégués des groupes anarchistes affirmaient d'autre part que la propriété devait appartenir collectivement aux groupes des producteurs fédérés. Les uns disaient que la centralisation économique ferait non-seulement disparaître le salariat, mais préviendrait le monopole, qui, à leur yeux, pourrait se créer au sein de certains groupes de producteurs mieux favorisés qui repousseraient toute participation à l'organisation fédérative que conçoivent les socialistes anarchistes. Les autres, au contraire, entendaient respecter le principe de liberté iudividuelle, et pensaient que leurs adversaires transformaient tout simplement en salariés de l'Etat l'ensemble des producteurs ; pour eux la remise de la Propriété entre les mains de l'Etat aboutit à la transformation du salariat, mais non à sa suppression. Ce n'est pas sans un sentiment de vive répugnance qu'ils entrevoient l'Etat communiste faisant exécuter (sans doute par des gendarmes) les lois votées par la majorité et desquelles la minorité devrait subir le joug.

A la séance du mercredi matin, la discussion fut ouverte sur le 2ᵉ point (De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques.) Les délégués étaient unanimes à reconnaître que les travailleurs ne pourraient rien par les partis bourgeois ; cependant les partisans d'un pouvoir centralisé, voulaient, pour combattre les partis bourgeois, constituer les travailleurs en parti politique qui s'efforcerait de faire élire des représentants socialistes au Parlement dans un but de propagande socialiste ; les anarchistes croyaient au contraire, non-seulement indigne du prolétariat de se constituer en parti politique, mais encore ils pensaient qu'une telle tactique nuirait au but poursuivi par eux.

Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières socialistes. Il fut reconnu impossible de conclure un pacte de solidarité entre les diverses fractions du parti socialiste, en raison des différences trop marquées qui existent dans le but et les moyens révolutionnaires ; cependant, sur le terrain économique, le Congrès déclara unanimement qu'il était nécessaire de fédérer internationalement les corps de métier dans la lutte économique contre les classes possédantes.

Le jeudi soir, une séance privée, à laquelle prirent part un certain nombre de délégués, s'est tenue en dehors du Congrès ; un pacte de solidarité a été conclu entre les organisations que représentaient ces délégués, et il

fut décidé d'établir à Gand un bureau fédéral devant servir de point de ralliement.

Les délégués anarchistes ayant leur organisation et leur bureau fédéral au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, n'assistèrent pas à cette séance privée.

Le vendredi, à midi, trois questions restaient à l'ordre du jour ; les délégués étant en conformité d'opinion sur chacune d'elles la discussion en fut rapide.

Comme on pouvait s'y attendre, le Congrès de Gand n'a pas eu l'importance qu'auraient voulu lui donner ses organisateurs : les deux partis en présence se sont retirés sans avoir pu accomplir la partie la plus importante de leur mission, la conclusion du pacte de solidarité ; ils se sont bornés à mettre un vote de respect mutuel. Peut-on espérer qu'à l'avenir il ne s'engagera plus de polémiques envenimées par des questions personnelles entre les divers organes du parti socialiste ?

G. Gérombou.



LA SOLIDARITÉ CHEZ LES BERBÈRES

(Fin)

Mais il est temps de quitter le *Tell* pour parler un peu de la région des hauts plateaux et du Sahara algérien. Dans la première, les habitants sont des pasteurs, nomades d'origine arabe. Il est impossible de procéder autrement qu'il ne font, car il arrive parfois que toutes les sources et puits d'une tribu tarissent subitement, que tous les pâturages sont desséchés par le *simoun*. La tribu est forcée d'émigrer avec ses troupeaux et d'aller jusqu'à la limite du Tell où l'autorité française ne peut faire autrement que de lui concéder le droit de parcours et de pâture. Cette contrée deviendra très-riche par l'exploitation des plantes textiles, lorsque le réseau de chemin de fer sera terminé.

Dans les oasis du Sahara les Arabes sont mélangés aux Berbères. Ils vivent de leurs troupeaux, des produits du dattier et du commerce avec le Soudan. Là encore les Français ont promené la dévastation et l'incendie. Au siége de *Laghouat* on a abattu plus de 100,000 palmiers qui entouraient la ville et qui gênaient le feu de l'artillerie. Michelet raconte que le palmier, lorsqu'on l'abat, pousse des gémissements semblables à ceux des enfants, et que les soldats en étaient émus et effrayés. Un palmier dattier sufit à nourrir toute une famille, et rapporte au fisc un droit qui varie entre 5 et 10 fr. Ces stupides conquérants se privèrent ainsi d'un revenu énorme, tout en réduisant à la misère de paisibles indigènes, chez lesquels M. F. Mornand assure que « l'on trouve des rudiments de socialisme, et même d'un socialisme très-accentué. »

Voici ce que dit l'auteur de la *Vie arabe* :

« Nous voici maintenant en plein fouriérisme, et nous allons voir que le service rendu, si trivial qu'il soit, pourvu qu'il soit utile, constitue le premier des titres aux distinctions et aux égards. Nous allons voir aussi certaines professions, toutes matérielles, toutes nouvelles, érigées à l'état de fonction sociale, il faut même dire de *sacerdoce*, c'est-à-dire, rétribuées par la communauté et donnant droit à des privilèges, à des immunités considérables. De ce nombre est au premier rang le très-utile, très-précieux, mais subalterne office du maréchal-ferrant. Le maréchal ne paie pas de contributions... etc.

Après une longue énumération emprunté au général Daumas, l'auteur continue :

« Enfin (et ce dernier privilège en dit plus à lui seul que tout ce qui précède), il a le don de la vie dans les combats. Les armes à la main, à cheval, il peut être tué comme tous les autres, mais s'il met pied à terre et, s'agenouillant, imitant, des deux coins de son burnous qu'il élève et abaisse alternativement, le mouvement d'un soufflet de forge, il sera épargné.

« Maintenant et en retour de ces droits superbes qui non-seulement l'enrichissent, mais font de lui une sorte de personne sacrée, le maréchal est tenu de ferrer gratuitement tous les chevaux qu'on lui amène, sous condition bien entendu, que le cavalier apportera ses fers...

« Le vétérinaire jouit des mêmes exemptions et des mêmes avantages, sous les mêmes charges ; et enfin le cordonnier n'est soumis à aucun impôt.

« Ces trois professions sont à peu près les seuls arts et métiers du Sahara, et toutes les trois sont de véritables fonctions publiques, dans la bonne et juste acception du mot.

« Le vétérinaire est surtout tenu à une abnégation, à un désintéressement qu'on ne saurait trop admirer... Investi d'une *mission sacrée*, il sera toujours à la disposition de qui requerra sa science. Un de nos chefs d'école avait, dans la grande ébullition de février, lancé cette noble, mais trois fois utopique proposition : l'homme supérieur par le talent ou le génie n'a pas plus de droits que ses semblables, il a seulement plus de devoirs. La voilà cependant réalisé au vif cette utopie au Sahara ! »

Il existe également dans le Sahara une population bien intéressante à plusieurs titres, les *Thouareg* sont des Berbères purs. Ils ont conservé une langue et une écriture propres qui attirent l'attention des philologues. Au point de vue social, ils sont encore plus utiles à étudier. En effet, leur organisation intérieure est l'anarchie la plus étrange, les hommes passent leur vie au dehors à escorter les caravanes ou à prélever sur elles un péage forcé, car chassés de leur pays natal par la conquête, ils n'ont pas d'autres ressources

au milieu du désert, Il en résulte qu'ils ne s'occupent nullement des affaires intérieures qui sont administrées par les femmes. Pour eux la politique et le gouvernement se réduisent aux modestes proportions de la gérance d'un ménage. Heureuse, trois fois heureuse l'humanité lorsqu'elle n'aura plus d'autres gouvernements.

IV.

Pour résumer ce travail beaucoup trop restreint, je dirai que j'ai eu surtout pour but de démontrer que l'utopie en deçà était la réalité au-delà de la Méditerranée. Il y a quelques années, je signalais déjà l'Algérie comme la tere promise de l'association. Mais pour qu'elle occupe la place qu'elle mérite, il faut qu'elle jouisse de l'autonomie. Et je ne l'entends pas de la même façon que les républicains français d'Algérie. Pour ces derniers, c'est le droit concédé à une minorité de 100,000 Français d'administrer, sans contrôle, trois millions d'indigènes. Pour moi c'est l'égalité absolue de tous les habitants de l'Algérie, quelle que soit leur race ou leur religion. C'est l'autonomie et la fédération des communes. Aujourd'hui un grand nombre de tribus ont été transformées en communes mixtes ayant à leur tête un administrateur français. C'est déjà un progrès, mais dans les communes de plein exercice, tous les droits sont départis aux citoyens français, les indigènes ne veulent pas se faire naturaliser, à cause du code civil qui n'admet pas le divorce et qui est beaucoup plus réactionnaire que le *canom* kabyle ou que le droit musulman.

Il faudrait renoncer à subventionner les religions d'Etat et remercier le clergé musulman créé par les Français, car avant la conquête les indigènes n'avaient ni sacerdoce ni hiérarchie religieuse. Ils n'avaient même pas de grandes convictions religieuses, et les marabouts ont exploité habilement la haine du conquérant et l'amour de l'indépendance. De même la féodalité des chefs indigènes est l'œuvre des vainqueurs et il sera facile de la détruire.

Le jour où toutes les tribus communes seront en possession de leur autonomie, lorsqu'on reconnaîtra à tous les habitants de l'Algérie le droit de s'administrer eux-mêmes, les délégués des commnues s'entendront facilement pour l'adoption d'un *modus vivendi* satisfaisant tous les intérêts, mais il faut commencer par écheniller l'Algérie de tous les parasites : administration, clergé, armée, qui considèrent ce pays comme une proie.

Comme point d'appui pour la propagande de ces idées, on peut compter sur les jeunes espagnols de la province d'Oran. Ils sont nombreux et intelligents ; ils parlent le français, l'arabe et vivent en excellents termes avec les indigènes qui sont leurs ancêtres, et pour lesquels ils ne possèdent pas la morgue des vainqueurs. Les fils des proscrits français de 48 sont aussi d'excellents éléments, ainsi que les jeunes kabyles qui sont restés dans les villes, et

qui ont fréquenté les travailleurs européens. J'ai remarqué que les producteurs, quelque soit leur origine, après s'être rencontrés au champ d'honneur du travail, étaient plus près de s'entendre que leurs exploiteurs communs que divisent les intérêts antagonistes.

En Algérie le socialisme est la loi de nature. Il en était déjà ainsi dans l'antiquité, et c'est là que les Romains transportaient les partisans de la loi agraire. Il ne faudrait pas comparer ce pays aux terres vierges dont les habitants sont à l'état d'enfance. Les Berbères ont conservé la tradition d'une vieille civilisation, venue sans doute de l'Egypte, et reposant sur la solidarité. Les Kabyles portent au front un petit tatouage en forme de croix, et on a conclu qu'ils se souviennent d'avoir été chrétiens, mais le signe de la croix est de 4 à 5000 ans plus ancien que la rédaction des légendes évangéliques, on le retrouve dans tous les monument égyptiens dont quelques-uns ont 7000 ans d'existence.

Littré réfutant les opinions exclusives de M. Renan à l'égard des peuples qui ne sont pas Indo-Européens, dit fort bien « qu'une population même douée heureusement, peut rester pendant un temps indéfini dans l'immobilité d'esprit, si quelque chose d'intérieur ou d'extérieur surgissant n'y déclare ce que j'appellerais volontiers la fermentation intellectuelle. »

Ce quelque chose c'est à nous de le porter à la suite de la locomotion, c'est le socialisme théorique, car les Berbères connaissent déjà la pratique de la solidarité. Nous pouvons en toute certitude appliquer à nos frères du Djurjura le mot de Quinet sur les peuples éteints : S'ils sont las, ils se reposeront ; s'ils sont assis ils se relèveront ; s'ils sont morts, ils ressuciteront !

Léon Hugonnet.



VISITE AUX PERFECTIONNISTES D'ONEIDA

Il y a déjà une quinzaine d'années qu'à l'école phalanstérienne de la rue des Saints Pères, à Paris, j'avais entendu parler des Perfectionnistes d'Oneida, qui, nous disait-on, vivaient en communauté, non seulement de biens, mais aussi de femmes, et qui avaient réalisé quelques-unes des promesses de la réorganisation sociale par le travail attrayant.

Ce fut donc avec un vif intérêt que, dès mon arrivée à New-York, je m'enquis des Perfectionnistes, de leurs tenants et aboutissants. L'ancien représentant du peuple, en 1848, M. Pelletier, un

des hommes de notre époque, le mieux versé dans les questions sociales, et qui a fortifié ses études d'économie théorique par la pratique du commerce et de l'industrie, avait été déjà faire une visite aux Perfectionnistes dans leur succursale de Wallingford.

Avec la complaisance que ne savent trop louer ceux qui ont le bonheur d'être de ses amis, il s'offrit à faire avec moi le voyage d'Oneida. C'était une chance inespérée. Avec un guide de son expérience et de sa bonne humeur, la tournée ne pouvait manquer d'être agréable autant qu'instructive.

Provisoirement, je me mis à étudier l'*American Socialist.* C'est un journal sur beau papier, dont l'élégante impression a été remarquée à l'Exposition de Philadelphie. Il fait honneur aux presses de la Communauté, et bien qu'il soit pauvre de style et médiocre de philosophie, il n'en est pas moins une des curiosités littéraires des Etats-Unis. Le père Noyes, fondateur de la secte des Perfectionnistes, fait de cette publication la grande œuvre de sa vieillesse. Abandonnant à son fils la direction temporelle des affaires de la Communauté, le patriarche a maintenant, pour occupation principale, de diriger, de surveiller, et même de rédiger en grande partie le journal qui constate son succès et fait de la propagande à sa doctrine. Cette feuille se donne comme l'organe de toutes les Communautés américaines, comme le défenseur officieux du principe d'association dans le monde entier. — En réalité, elle est le *Moniteur* d'Oneïda, et pas autre chose. Très importante et même indispensable à connaître, pour tout ce qui concerne le mouvement socialiste et les mouvements antérieurs aux Etats-Unis, elle ne donne que de maigres renseignements sur les Coopérateurs de la Grande-Bretagne; elle est nulle pour tout ce qui se fait partout ailleurs. Chacun se figure qu'un journal socialiste doit être avant tout cosmopolite et international, mais le titre *American Socialist*, dont il se pare, n'est pas une épithète sans portée. Nous avons affaire à un patriote, dont le chauvinisme nous amuse par sa naïveté et nous désarme par sa sincérité. A vrai dire, sa véritable appellation devrait être : Le *Communiste chrétien.* Le socialisme n'a pour lui de valeur qu'autant qu'il se rapproche du communisme, et il confond le communisme avec le christianisme. A l'entendre, l'animal graviterait vers l'homme, l'homme graviterait vers le Communiste, et le communiste vers l'ange. L'*American Socialist* ne connaissait l'œuvre de Fourier que très-vaguement, par la colonie du Texas, et par deux ou trois ébauches d'associations agricoles faites aux Etats-Unis, il y a une trentaine d'années. Ces tentatives n'ayant pas réussies, il en concluait tout simplement qu'il n'y a rien qui

vaille dans la doctrine de Fourier, et que sa réputation est surfaite. Ces pauvres Français n'ont rien connu de mieux, — mais en Amérique, nous avons bien mieux que ça! — Néanmoins, l'*American Socialist* eut la pensée de demander à M. Albert Brisbane un exposé de la doctrine sociétaire. M. Brisbane, qui a eu l'honneur d'être enseigné par Fourier lui-même, voulut bien se donner cette peine. Mais quand il fut à l'œuvre, la rédaction faisait suivre son exposé de commentaires désagréables, puis déclara tout à coup qu'elle mettait « Fourier à la porte », et que c'était temps perdu que de s'occuper de ces billevesées.

Le temps trop précieux pour le consacrer aux études de la sériation et de l'harmonie, le journal le consacrait aux faits et gestes des revenants, car il est enthousiaste en matière de « spiritualisme », comme on dit en Amérique, du « spiritisme », comme on dit en France. Peut-être ne trouverait-on pas, en ce dernier pays, un spirite sur mille, mais aux Etats-Unis, parmi les gens distingués, et *refined*, il est de bon goût de professer la croyance à des communications entre notre monde terraqué, les intelligences célestes, planétaires, et les esprits sanctifiés, ou dans les périodes d'épreuves. L'*American Socialist* aime à penser que les Esprits du monde entier et de tous les siècles passés affluent en Amérique, dont ils font leur pays d'adoption, où ils sont accueillis avec une faveur et une bienveillance passionnée qu'on ne leur témoigne nulle autre part. Et comme ils ont manifestement influé sur la marche et l'issue des dernières élections présidentielles, l'*American Socialist* croit savoir qu'ils seraient très-flattés d'exercer, comme tous les bons citoyens, le droit de vote; mais il veut bien reconnaître, que la pratique de ce droit offrirait encore des difficultés matérielles.

Nos Oneidistes sont spirites, c'est bien, — ils sont aussi chrétiens, c'est mieux encore, ils sont même orthodoxes en tout ce qui concerne le dogme. Leur journal proclame, répète sur tous les tons qu'il est chrétien, et seulement chrétien, qu'il est socialiste en tant que communiste, et parce que la communauté des biens était une institution essentielle dans la religion de Jésus. Leur communauté est une église née du grand réveil de 1836, lequel a inspiré les Sociétés bibliques, les Sociétés des Missions, a donné une impulsion formidable, en Amérique, au congrégationalisme et au méthodisme; en Angleterre, au wesleyanisme; en Ecosse, au presbytérianisme; en Allemagne, au piétisme; en Suisse, à l'évangélisme des mômiers. Les Perfectionistes sont, rigoureusement parlant, non pas une école socialiste, mais une secte chré-

tienne. Il importe de le savoir, afin d'éviter les malentendus; afin de rendre à César ce qui appartient à César, afin de rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Ce serait aux *Archives du Christianisme*, ou à la *Feuille religieuse du canton de Vaud* qu'il appartiendrait, plutôt qu'au *Travailleur*, de rendre compte des agissements de la Communauté d'Oneida qui relève du christianisme et non pas de la Révolution sociale.

Sur ce point les témoignages abondent. Miss Noyes, parlant à ma personne, me l'affirmait itérativement : « Nous sommes des chrétiens. Notre principe est le principe chrétien. C'est parce que nous avons la foi chrétienne que nous faisons des œuvres socialistes. » Et l'une de ses compagnes me disait de son côté : « Avant d'être communiste, il faut être perfectionniste. Si vous voulez être initié dans notre communauté, il faut d'abord que le Père Noyes et nos Directeurs spiritualistes soient bien édifiées sur vos sentiments chrétiens. »

— C'est bien à tort qu'on accuse les Perfectionnistes « de n'être pas des chrétiens », avons-nous lu vingt fois dans les colonnes de l'*American Socialist.* Nous sommes des chrétiens convaincus, des chrétiens conséquents, des chrétiens à l'instar des fidèles de l'Eglise de Jérusalem, des chrétiens comme ils le seront tous, quand les temps prédits par les prophéties seront accomplis. Nous croyons mieux faire que les chrétiens qui nous entourent, mais, nous ne nous jugeons pas autorisés pour cela à récriminer contre eux. — Nous n'avons pas à leur reprocher d'avoir reçu de moindres grâces d'en Haut, et de n'être parvenu qu'à un moindre degré de sainteté. On se trompe, quand on croit, que nous entretenons le moindre sentiment d'hostilité contre les méthodistes de tout nom et de tout acabit, contre les Episcopaux, contre les Baptistes, contre les Anglicans. Nous leur souhaitons succès et prospérité. Car toutes ces sectes et Eglises sont des Ecoles préparatoires à la nôtre. Elles dégrossissent leurs fidèles qui, tôt ou tard, entreront dans la vie supérieure du Perfectionnisme. Les Eglises sont des intermédiaires indispensables entre le monde et nous; elles font leur œuvre de mission et de propagande, réveillent les âmes, assouplissent les intelligences, disciplinent les esprits, rassemblent les hommes en troupeaux. Elles forment des congrégations dans lesquelles les Perfectionnistes se sont recrutés et se recruteront. Pour être capable de vivre en communauté, il faut, au préalable, avoir fait le sacrifice de son moi, sacrifice dont les mondains sont incapables. Nous affirmons carrément qu'il n'y a de communauté viable que celle fondée sur les principes religieux, et l'*American Socialist*

ne se lassera pas d'en donner la preuve, l'histoire en main. Tandis que la plupart des communautés religieuses réussissent (et leur nombre n'est pas à dedaigner en Amérique), nous avons vu sombrer toutes celles qui se sont mises en dehors du principe religieux : Brook Farm et l'*American Phalanx* par exemple. — Les Icariens français n'ont pas encore fait naufrage, mais cela viendra, sans doute; ils ne font que végéter, parce qu'ils sont matérialistes et athées, s'ils ne font d'argent, c'est qu'ils n'ont pas de religion. Car, il n'y a que les promesses du ciel et les menaces de l'enfer qui soient capables d'arracher la multitude humaine aux satisfactions de l'égoïsme, et de la retenir dans l'étroite, dans la pénible route de la vertu. Le bien, selon les Perfectionnistes, est de préférer les intérêts de la collectivité aux siens propres, c'est de subordonner sa volonté personnelle à la volonté générale. Et pour la tenir en échec, cette volonté propre, il faut que la raison individuelle apprenne à être humble, à se défier d'elle même. Tel est le motif principal d'une institution que l'*American Socialist* ne sait trop louer, qui est, dit-il, le pilier de tout le système, la colonne de force, le grand secret du succès de toute communauté. Cette institution est celle de la critique mutuelle. L'opinion publique, souveraine des hommes, souveraine des Dieux eux-mêmes, s'il faut en croire l'opérette d'Offenbach, *Orphée aux Enfers*, n'a pas de sanctuaire où elle soit adorée avec plus de ferveur, où il lui soit brûlé un encens plus épais que dans la communauté d'Oneida.

Les profanes se font de la critique mutuelle des Oneidistes une idée trop superficielle. Ils racontent que le Perfectionniste dont la conduite laisse à désirer, que le collègue qui s'enorgueillit ou qui en fait à sa tête, est cité devant la grande synagogue. Le délinquant est assis sur la sellette, et doit écouter, bouche close, les mercuriales qui lui sont administrées solennellement, avec une sévérité proportionnelle au délit. Tous sont admis à dire son fait au « cher frère ici présent », les vieux et les jeunes, les hommes et les femmes, chacun arrive avec sa remarque, et l'on continue jusqu'à ce qu'on sente que les coups ont bien porté, que l'arrogant a été mâté, le vaniteux humilié. Il ne lui serait permis de répliquer que si on lui reprochait un fait matériellement inexact, ce qui n'arrive jamais. Au besoin, la critique pourrait être suivie d'un arrêt d'expulsion.

(*A suivre.*)

Élie Reclus.

CONDITIONS HYGIÉNIQUES DU TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

I

TRAVAILLEURS DES MINES. — TRAVAILLEURS DE LA CAMPAGNE.

En essayant d'esquisser en traits généraux la misère préparé-aux ouvriers, à l'immense majorité des hommes par notre civilie sation vantée, nous sommes loin de vouloir rechercher avec les économistes et les hygiénistes bourgeois des palliatifs quelconques. Au contraire, nous sommes persuadés que chacun de nos lecteurs sera bientôt convaincu comme nous, s'il ne l'est pas encore, que cette misère est trop grande, trop générale, et que ses causes ont des racines trop profondes dans les conditions mêmes de la société moderne, pour qu'elle puisse être combattue et guérie par des palliatifs. Si même ce fameux progrès pacifique, appelé à sauver le monde et tant préché par messieurs les bourgeois, était autre chose qu'un mensonge, il faudrait avoir le calme de l'impudence pour oser dire aux millions d'hommes qui mènent une vie impossible : « Ayez patience, attendez... dans cent ans votre position sera meilleure ! »

Notre essai ne peut être que très-bref et incomplet ; nous tâcherons néanmoins de donner un aperçu général des conditions hygiéniques du travail, autant que cela est possible dans le cadre restreint, qui nous est imposé par les dimensions de cette *Revue*.

Dans ce premier article nous prendrons deux immenses groupes d'ouvriers, qui se trouvent, par les conditions de leur métier, en deux milieux complètement opposés ; nous prendrons *les mineurs* et *les travailleurs de la campagne*, la nuit et le jour, les ténèbres et le soleil, les ouvriers des galeries souterraines, privés de lumière pendant toute leur vie, et les ouvriers, dont le travail se fait de la manière la plus salubre en comparaison de toutes les autres professions. Nous allons examiner ainsi, l'un à côté de l'autre, le maximum et le minimum de misère, qui pèse sur le monde des travailleurs, nous verrons toutes les horreurs de la pire situation, mais nous verrons en même temps combien la meilleure de toutes est souvent des plus lamentables.

L'idée seule que des centaines de milliers d'êtres humains sont condamnés, dès l'enfance, à passer toutes leurs années de force sous la terre, à voir le soleil une fois par semaine, — et tout cela pour gagner le strict nécessaire, — cette idée seule doit remplir d'indignation le cœur de tout homme juste ; ce fait est déjà une condamnation de l'état social. — Mais examinons de plus près la vie et les conditions du travail de ces malheureux.

A trois, à quatre heures du matin, à l'heure où l'heureux propriétaire de la mine retourne souvent d'un bal ou d'une *soirée*

agréable, pour dormir jusqu'à midi, l'ouvrier mineur descend au fond des puits, creusés de 40 mètres à 100, à 500 et même à 1000 mètres de la surface (Przibram, en Bohème). Dans les galeries étroites et basses, la température atteint souvent de 30 à 35 degrés centigrades et cette chaleur insupportable y devient encore plus pénible, parce que l'air est saturé de vapeur d'eau. Dans ces conditions, l'ouvrier ne peut travailler autrement que presque nu, ne gardant jamais qu'un pantalon sur le corps. Tout échauffé, ruisselant de sueur, il passe dans une autre galerie et se trouve subitement dans des conditions opposées : il est dans un courant d'air froid et pénétrant, arrosé de jets d'eau froide, qui ruissellent du plafond. Les galeries elles-mêmes sont souvent tellement basses que les ouvriers, loin de pouvoir travailler debout, sont obligés de ramper sur le sol. Couchés sur le côté, garanti par des planchettes, attachées à l'épaule et à la jambe gauches, ces malheureux sont obligés de rester dans cette position presque toute la journée, frappant la houille ou le minerai.

L'air respiré par les ouvriers mineurs est véritablement meurtrier et particulièrement dans les mines de houille. — « On peut considérer les houilleurs comme étant en proie à une asphyxie lente. » (1) C'est un hygiéniste bourgeois qui dit cela, et il est certainement loin de vouloir exagérer les choses. Mais dans certains cas une asphyxie rapide menace les ouvriers houilleurs : c'est lorsque, par une mauvaise disposition des galeries, des gaz irrespirables s'y sont accumulés, et surtout lorsqu'on vient de pénétrer dans celles qui depuis longtemps étaient abandonnées.

Quand le mineur est forcé de travailler peu de temps après les coups de mine, dans un air encore plein de vapeurs développées par les explosions de la poudre ou de la dynamite, il est exposé à une intoxication lente par l'acide carbonique et par l'oxyde de carbone.

C'est dans de pareilles conditions que des hommes sont obligés de travailler 8, 12, 14, 16 heures par jour et même davantage. Des enfants, âgés de 5 ans à peine, restent dans cet enfer jusqu'à 12 heures par jour, assis dans une obscurité complète, et ayant l'unique besogne d'ouvrir et de fermer les portes des galeries. Il n'est pas étonnant que beaucoup d'entre eux deviennent peu à peu presque idiots. En Angleterre, d'après la loi de 1842, les enfants ne devraient pas être employés dans les puits plus de 10 heures, et dans le cas, où ils travailleraient plus de trois jours par semaine, leur journée ne devrait pas dépasser 6 heures. Mais, hélas ! toutes ces lois restent impuissantes devant l'omnipotence du capital, — et nous voyons dans cette même Angleterre, où le contrôle de l'Etat est pourtant encore plus efficace qu'ailleurs, des en-

(1) *Layet*, Hygiène des professions et des industries, Paris, 1875, page 344.

fants de 10—12 ans travailler jusqu'à 14 heures par jour. Dans ce même pays, sur 1000 travailleurs 39 pour 100 commencent à travailler entre dix et treize ans, et 49 pour 100 avant quatorze ans.

Le travail de ces enfants, garçons et filles, est des plus pénibles : ils sont généralement occupés à traîner des chariots remplis de houille ou de minerai, souvent en rampant à quatre pattes. Ces malheureux enfants étant souvent obligés de pousser le chariot avec la tête, portent la marque de ce travail affreux : ils sont généralement chauves et leur crâne est couvert de plaies. Autrefois et même jusqu'à présent, dans quelques mines de l'Ecosse et de la France, on n'employait pas même de chariots ; des femmes y emportaient sur leurs épaules la charge énorme de 160 kilogrammes (10 pounds). (1)

Voici le tableau bien incomplet des conditions faites au travailleur des mines ; il n'est pas difficile de s'imaginer combien il doit en souffrir.

Les enfants sont maigres, décharnés ; leur teint est blafard et jaunâtre. — *Courbures des jambes, déviations de l'échine, poitrine de poulet* — Voilà pour leur vie et pour celle de leurs enfants, héritiers des infirmités paternelles, les conséquences presque inévitables de leur état, s'ils ont la chance d'échapper à mille autres dangers inséparables d'un pareil travail. — A l'âge de 40 ans, l'ouvrier mineur a le corps voûté, les jambes arquées ; à 50 ans c'est un vieillard infirme, incapable de continuer son travail. Plus graves encore sont les conséquences chez les femmes — la mère et l'enfant sont menacés à la fois. Les *déformations du bassin* qui résultent de ce travail ont une influence funeste sur la grossesse et l'accouchement des ouvrières, aussi bien que sur le développement, la santé et la vitalité des nouveaux-nés. Est-il étonnant après cela que nous observions uue dégénerescence rapide dans une population, où mères et grands-mères vivaient et donnaient la vie aux autres en de pareilles conditions. Un fait éloquent a été observé par le docteur Portougaloff chez les mineurs de l'Oural : la taille moyenne des ouvriers des mines de fer et de cuivre est de 140 cent., soit de 30 cent. inférieure à la taille des autres habitants du pays. (2) Mais, certes, ni la statistique, ni la voix de la science ne pourront vaincre l'égoïsme criminel des capitalistes. Des faits bien autrement éloquents viendront mettre fin à ces injustices.

En 1869, l'Académie de médecine de Bruxelles s'est prononcée de la manière la plus positive contre le travail des femmes dans les mines de houille.... mais rien n'a été changé jusqu'à ce jour, en Belgique, pas plus qu'ailleurs.

(1) *Erismann*, Hygiène professionnelle, St-Petersbourg, 1877. p. 193 (d'après *Tardieu*, dictionnaire d'Hygiène publique).

(2) *Erismann*, loc. cit., p. 167 (d'après *Portougaloff*, Travail dans les mines et hygiène des mineurs).

Parlons maintenant des maladies *professionnelles* des ouvriers mineurs.

Les efforts musculaires considérables, exigés par la nature du travail, sont souvent la cause de l'apparition de *hernies*. La poussière du charbon ou du minérai, différents accidents produisent de nombreuses maladies des yeux, et la *cécité* n'est pas rare chez les mineurs; mais le fléau, le plus terrible pour eux, ce sont les maladies des organes respiratoires. Tout ce qui a été dit jusqu'à présent les explique suffisamment, mais la cause principale de leur gravité provient surtout de l'inhalation des poussières, qui remplissent l'air des galeries pendant le travail. — Les parcelles de charbon ou de minérai agissant sur les muqueuses y produisent une irritation continuelle; elles pénètrent dans la substance même du poumon. Les expectorations du houilleur sont noires comme de l'encre, ses poumons, imprégnés de poussière de charbon, deviennent également noirs. — Les *catarrhes des bronches, emphisemes* (asthme des mineurs), *pneumonies* — tout cela est compris parmi les ouvriers sous le nom de «crachement noir». C'est la *phthysie* enfin qui vient couronner l'œuvre lente, mais sûre des poussières, jointes à tant d'autres causes, détruisant la santé du mineur. — Dernièrement on a démontré pourtant, que chez les ouvriers mineurs la phthysie est répandue beaucoup moins qu'on ne le supposait, qu'elle y est même plus rare que chez des ouvriers n'ayant pas à respirer de poussières; (3) néanmoins l'influence de cet agent est très-grave, et la statistique des maladies des organes respiratoires chez les ouvriers houilleurs va nous le prouver : — sur 100 houilleurs succombant à une mort naturelle, 53 sont emportés par des maladies des organes respiratoires, et 47 spécialement par l'affection désignée sous le nom d'asthme professionnel. (4)

Beaucoup plus graves encore sont à cet égard les conditions dans les mines de métal; là est le vrai royaume de la phthysie; la mortalité des ouvriers par suite d'affections pulmonaires y est énorme. Représentant par 100 le nombre de décès pour cette cause chez les mâles non mineurs, pour chaque période de la vie, on voit d'après les documents recueillis en Angleterre dans les trois années 1860, 1862, 1863, que ce chiffre de la mortalité chez les mineurs des mines de métal est de

114	—	entre	15-25	ans.
108	—	»	25-35	»
186	—	»	35-45	»
455	—	»	45-55	»
843	—	»	55-65	»
430	—	»	65-75	» (5)

(3) *Hirt*, Krankheiten der Arbeiter, I. Abth., 1 Th., p. 150.
(4) *Layet*, loc. cit., p. 347.
(5) *Layet*, p. 429.

Outre cela — *diarrhées, dyssenteries, rhumatismes, maladies de cœur* — tout cela ce sont des maladies *professionnelles* des mineurs, en dehors de toutes les autres, qui sont produites par la nourriture mauvaise et incomplète, par les habitations insalubres, par la misère en un mot. Le mineur peut éviter l'une ou l'autre de ces maladies, mais toujours et partout il est sous la domination d'une maladie lente, implacable, la maladie professionnelle par excellence, parce qu'elle embrasse la profession entière — l'*anémie des mineurs* — la résultante inévitable de toutes ces conditions affreuses, dont nous avons taché de décrire une partie; c'est un état d'épuisement, de défaillance, qui revêt les formes les plus graves, et dont l'issue est la mort.

Mais tout ce que nous avons décrit jusqu'à présent n'épuise pas encore le nombre de dangers professionnels qui accompagnent le travail du mineur. Chaque jour il peut s'attendre à être la victime d'un accident quelconque; éboulement, explosion des gaz inflammables, feu grisou des mines de houille, incendie, inondation : — c'est la mort qui menace les ouvriers de tous les côtés. Et bien souvent la cause de la plupart des accidents n'est autre que la négligence ou l'avidité des patrons. Une ventilation mauvaise et insuffisante permet aux gaz délétères et inflammables de s'accumuler dans les galeries; une exploitation sans plan et ayant pour seul but le minimum de dépenses et le maximum de profit devient inévitablement la cause d'éboulements. — On a inventé des appareils qui peuvent annoncer l'approche du danger en montrant la présence des gaz explosifs et en donnant un signe d'alarme; mais ces *indicateurs* sont relativement peu répandus, et on les trouve plus souvent dans les traités d'hygiène publique que dans les mines.... Mais cédons la parole aux chiffres :

Pendant les trois années de 1861, 1862 et 1866 on a compté en Angleterre, dans les mines de houille, 2508 accidents qui ont coûté la vie à 3480 hommes. — En 1866 on a compté une perte de 1848 existences sur un nombre de 320,663 individus, employés dans les mines de houille d'Angleterre et d'Ecosse; ce qui fait une proportion de 1 mort par accident sur 374 ouvriers. (6) En 1874 le nombre des accidents a été de 895 dans les mines de houille du même pays; en 1875, le nombre des ouvriers tués par des accidents s'est élevé à 1056. — Dans les mines métalliques, les ravages produits par les accidents sont encore plus horribles, relativement au nombre des ouvriers employés dans ces mines; ici nous voyons la proportion de 1 mort par accident sur 84 ouvriers. Et nous ne parlons pas des blessés ! (7)

Telles sont les conditions du travail dans les mines, où la matière exploitée par les ouvriers n'a pas de caractère dangereux;

(6) *Layet*, loc. cit. p. 351.
(7) *Layet*, p. 431.

tandis que dans ce dernier cas nous voyons surgir pour l'ouvrier de nouveaux dangers, des causes nouvelles de maladies et d'une mort prématurée.

Dans les mines de mercure l'ouvrier est menacé par des vapeurs mercurielles. Ce danger peut devenir terrible en cas d'incendie ; alors le minerai contenant le mercure (cinacre) s'échauffe, le métal se volatilise et en peu de temps l'air est rempli de ses vapeurs. Ce dernier fait est arrivé en 1863, en Carmiole, dans les mines d'Idria ; 1300 hommes ont été empoisonnés ; 900 d'entre eux ont gardé pour toute leur vie des tremblements des membres et n'ont jamais pu retourner au travail ; les 400 autres ont été à peu près guéris, mais sans jamais pouvoir complétement rétablir leurs forces. (8) A New-Almaden, en Californie, même les mulets, qui transportent le cinabre, sont atteints de salivation mercurielle, et dans chaque puits il en meurt de 20 à 30 pour cause d'inhalation de vapeurs mercuriales ; (9) et pourtant il est bien probable que les propriétaires soignent mieux leurs mulets que leurs ouvriers, parce que la perte d'un mulet leur coûte plus que celle d'un ouvrier.

Dans les mines de plomb, les ouvriers sont exposés aux coliques saturnines. D'après Hirt, dans les mines de plomb de Freiberg en Saxe, sur 1000 ouvriers 870 présentaient de 1862 à 1872 des symptômes d'intoxication par le plomb.

Dans les mines de cuivre les ouvriers se reconnaissent entre tous par la teinte verdâtre de leurs figures, des cheveux, des yeux et des dents. (10)

Pour compléter ce sombre tableau, nous ajouterons encore quelques chiffres démontrant la mortalité relative des mineurs.

Prenant la mortalité moyenne de cinq années (1849-1853) et représentant par 100 la mortalité des mâles de diverses professions à chaque période decennale de la vie, on trouve que pour les mineurs la mortalité est de

125	— entre	15-25 ans
101	— »	25-35 »
143	— »	35-45 »
227	— »	45-55 »
263	— »	55-65 »
189	— »	65-75 »

Nous n'avons rien à ajouter à ces chiffres ; ils sont assez éloquents sans commentaires.

Quittons maintenant ces lieux sombres, humides, où tout signifie souffrance, danger, mort — et transportons-nous au milieu des champs, à la lumière du soleil. Quelle que soit la misère du tra-

(8) *Eulenberg*, Handbuch der Gewerbehygiene, p. 734.
(9) *Eulenberg*, p. 734.
(10) *Eulenberg*, p. 714.

vailleur des campagnes — et nous verrons qu'elle est encore assez grande — sa position est en tout cas infiniment supérieure à celle que nous venons de décrire. Le travailleur de la campagne respire au moins un air pur, il voit le soleil, il voit la nature ; sa vie est encore bien dure et malheureuse ; mais comment lui comparer l'existence du mineur, enfermé dans les gouffres de la terre, où les plantes même ne peuvent trouver à vivre !

La situation des travailleurs de la campagne est supérieure non seulement à celle des mineurs, mais même à celle de toutes les autres professions prises en moyenne. En effet, nous voyons que la durée probable de la vie au moment de la naissance serait de 39 et même de 40 ans dans les contrées essentiellement agricoles, et seulement de 19 et 22,5 dans les centres manufacturiers. (11) Il faut remarquer pourtant que c'est surtout la mortalité des enfants qui se trouve considérablement réduite dans la population agricole, et que, si on ne prenait pour comparaison que les âges adultes, la différence entre la mortalité des villes et celle des campagnes serait beaucoup moins frappante. C'est donc aussi le travail professionnel qui vient détruire chez cette population les conditions relativement heureuses que nous y observons dans l'enfance. Aussi nous verrons que les maladies dites professionnelles, sévissent chez eux autant que dans la classe ouvrière. Nous ne nous arrêterons pas à la description des conditions du travail des paysans, comme nous l'avons fait pour les mineurs ; ces conditions sont connues plus ou moins par tout le monde. Nous passerons donc directement à la pathologie de cette profession, à l'énumération des maladies qui sont provoquées ou favorisées par la nature même de ses occupations. Nous verrons, helas ! que même les conditions qui paraissent les plus favorables au cultivateur — le travail à l'air et au soleil, — sont fréquemment aussi des sources d'affections diverses : en effet, *les rhumatismes et les maladies inflammatoires des poumons* sont plus nombreuses chez ces derniers que chez les autres ouvriers. Le travail en plein soleil, surtout dans les pays méridionaux, est une cause de nombreuses maladies — *insolations*, *méningites*, *érysipèles*, etc. De même nous voyons l'apparition des *ophtalmies*, des *cataractes* chez les moissonneurs au temps de la récolte. Les hommes qui rentrent le foin, les botteleurs surtout, sont exposés à contracter une affection particulière, connue sous le nom d'*asthme des foins*, dont la cause est attribuée aux poussières végétales et aux émanations de l'herbe coupée. Les batteurs, qu'ils fassent leur travail en grange ou à l'air libre, de même que ceux qui sont employés au battage à la mécanique, souffrent d'*irritations aux yeux, à la gorge et aux bronches*, produites par l'inhalation de la poussière végétale, soulevée pendant ce travail ; ces irritations deviennent gra-

(11) *Layet*, loc. cit. p.240.

ves chez ceux qui sont prédisposés à la phthysie. — Les mêmes inconvénients se présentent pour le vannage. — En général le travail pénible, l'excès d'efforts musculaires deviennent la cause de ce *reploiement de la taille* que nous voyons chez tous les paysans de 40 à 60 ans, et qui est l'effet d'une déviation de la colonne vertébrale.

Voilà ce que nous voyons partout; mais il existe encore bien des conditions qui, sans être générales, viennent assez souvent aggraver considérablement la situation du cultivateur. Ainsi, dans les contrées marécageuses (Bas-Valais, Bresse, Sologne) et dans les rizières (Lombardie, Parme) l'influence de l'humidité et des miasmes du sol entraîne, à la longue, un état prononcé d'*anémie* et des *fièvres intermittentes*. Tandis qu'en France la mortalité annuelle est de 1 sur 40, dans ces pays marécageux on voit cette proportion s'élever jusqu'à 1 sur 20, et même plus encore dans les contrées les moins favorisées. (12)

La nourriture des paysans, enfin, est complétement insuffisante et beaucoup moins en proportion avec leur travail pénible que ne l'est celle de la plupart des ouvriers. En 1863, en Angleterre, il a été fait une enquête officielle sur la nourriture des criminels condamnés aux travaux forcés ; dans le livre bleu, contenant le résultat de cette enquête, on trouve entre autres la conclusion suivante : « Une comparaison impartiale du régime alimentaire des criminels dans les prisons anglaises avec celui du travailleur libre de la campagne nous prouve positivement que la nourriture du premier est beaucoup meilleure que celle du second, tandis que les travaux forcés ne représentent qu'à peu près la moitié du travail des campagnards». — Ce ne sont pourtant pas des socialistes qui disent cela.

Nous avons dit plus haut, qu'il se trouvait des milieux bien au-dessous de la situation moyenne, mais il ne faut pas croire que nous parlions de quelques petites localités dispersées; non, ce sont des pays renfermant des dizaines de millions de travailleurs de la campagne qui restent inférieurs au niveau moyen. Nous prendrons comme exemple la Russie, cet immense pays dont la population est presque exclusivement agricole. Il est certain que les chiffres relatifs à cette population ne sont pas entrés dans la statistique générale des travailleurs de la campagne en Europe ; autrement la moyenne serait considérablement inférieure. — Les limites de notre article ne nous permettent pas d'étudier sérieusement la situation du paysan russe. Nous nous bornerons donc à citer quelques faits et observations d'un ouvrage intéressant de Flerofsky : — « La position de la classe ouvrière en Russie », — le seul du reste qui embrasse ce sujet d'une manière plus ou moins complète.

(12) *Layet*, loc. cit. p. 247.

Prenons le Nord, le gouvernement d'Olonetsk. La vie du paysan y est affreuse ; il est rare qu'il ait du pain de seigle pour toute l'année ; pareille fortune est un vrai bonheur, dont le souvenir devient légendaire dans ce pays ; et encore faut-il dire que ce pain serait regardé comme immangeable ailleurs ; il est noir, mélangé en forte proportion avec de la balle et, par conséquent, très peu nourrissant. Dans les années de mauvaise moisson, la misère du paysan est horrible, et pourtant la position générale du peuple est telle, que ces années de famine y sont presque l'état normal. Voici par exemple la description que Flerofsky nous donne de la situation en 1866 et 1867 dans le district de Kargopol d'après les données officielles :

« Au commencement on mangeaît du pain mêlé de balle, plus tard on y mit de la paille hachée, et à la fin on y ajouta tant de ces ingrédients que la pâte ne pouvait plus lever ; il était impossible de bien cuire le pain..... et pourtant les habitants du district de Kargopol assurent *que c'était pour eux un temps relativement heureux.* En 1867 le blé gela et ne pût mûrir ; il fut impossible de cuir même ce pain fade, à moitié mélangé avec de la paille. Les paysans, obligés de récolter le blé tel quel, hachèrent la paille et préparèrent une espèce de farine avec les épis. La paille dominait tellement dans ce mélange, qu'il n'y avait pas même assez de farine pour donner de la cohésion à la pâte ; le pain s'émiettait dans le four et représentait tout l'aspect de fumier». (13) Et pourtant, nous le répétons, de pareilles années ne sont pas très rares, et les *bonnes* seraient regardées comme le comble de la misère en France.

Aussi la mortalité est excessive dans le gouvernement d'Olonetsk et ne fait que progresser ; on comptait

En 1842 — 1 cas de mort sur 34 habitants ;
» 1843 — » 33 »
» 1844 — » 31 »

Même dans plusieurs des années suivantes, la mortalité a été de un sur 22 et même sur 21 habitants ; dans quelques districts cette proportion était même dépassée : en 1863 il y eut dans le district de Petrozavodsk 1 mort sur 18 et dans le district de Povenetsk 1 sur 16 ! (14)

On dira peut-être que nous prenons pour exemple uue contrée se trouvant dans des conditions trop exceptionnelles par sa position géographique, par son climat, etc. Choisissons donc un gouvernement du Midi, celui d'Astrakan, qui certainement se trouve à cet égard dans des conditions infiniment supérieures, et nous verrons comment l'état social actuel, le capitalisme et ses consé-

(13) *Flerofsky*, la position de la classe ouvrière en Russie, St-Petersbourg, 1869, p. 115 et 116.
(14) *Flerofsky*, p. 114.

quences peuvent complétement paralyser et changer les conditions naturelles. Il nous suffira de comparer la mortalité du gouvernement d'Astrakan avec celle des gouvernements d'Olonetsk et d'Archangel. Il y avait en moyenne dans les six années de 1856, 58, 59, 61, 62 et 63

dans le gouv.	d'Olonetsk	— 1	cas de mort sur	24	habitants ;
»	d'Astrakan	— 1	»	27	»
»	d'Archangel	— 1	»	31	»

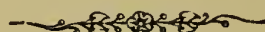
Nous voyons ainsi que la mortalité dans le gouvernement d'Astrakan est seulement un peu inférieure à celle d'Olonetsk et supérieure à celle d'Archangel, pays de l'extrême Nord, infiniment plus pauvre en ressources naturelles.

La mortalité du gouvernement de Samara (Terre noire) dépasse même celle que nous observons dans les quartiers les plus horribles de Londres, où l'on compte 1 cas de mort sur 25 habitants. (16)

Misère au nord, misère au midi, misère dans les plaines marécageuses d'Archangel et d'Olonetsk, misère sur la terre vierge des steppes du midi de la Russie, misère enfin dans les regions fertiles de la « Terre noire ». Voilà ce que dit Flerofsky de la position du paysan.

« Le cœur de l'habitant civilisé de l'Europe se remplit d'horreur en lisant la description de la vie de l'Esquimau ; mais qu'il se rappelle, qu'au milieu d'une nature plus heureuse, le cultivateur des steppes pourrait souvent désirer pour soi-même la position de l'Esquimau et regarder le sort de ce dernier comme un bonheur inaccessible. (15)

A. Oelsnitz.



BULLETN BIBLIOGRAPHIQUE

Le citoyen Ch. Beslay, ex-membre de la Commune de Paris, vient de publier à Neuchâtel un livre ayant pour titre : *La Vérité sur la Commune*,

Titre trop lourd à porter selon nous. Il est à regretter que le citoyen Beslay ne l'ait pas compris, car pas plus que ceux de ses ex-collègues qui ont publié quoi que ce soit sur ce grand drame populaire, il ne peut prétendre à dire *la vérité sur la Commune.*

En effet, l'auteur ne fait que donner ses propres impressions

(15) *Flerofsky*, p. 243.
(16) *Flerofsky*, p. 254.

sur les faits généraux d'alors et laisse ses lecteurs sur autant de points d'interrogation qu'il y a de chapitres dans son petit volume.

Nous n'en citerons d'autres preuves que ses dissertations sur l'exécution des ôtages et sur les incendies qui marquèrent les dernières péripéties de la lutte.

S'appuyant de ce fait que les réacteurs versaillais ont exploité largement ce qu'on est convenu d'appeler « les crimes de la Commune », le citoyen Beslay en conclut que les « crimes » ont été commis par des agents bonapartistes.

« On ne prête qu'aux riches », dit le proverbe. Or, les bonapartistes, entre tous les partis politiques, ont certainement un acquit colossal en fait de scélératesse de tous genres et pourraient, il est vrai, prétendre à bénéficier de ce proverbe.

Mais, outre que l'exemple d'un tel procédé nous paraît peu conforme aux lois de la vérité, à laquelle aspire l'auteur du livre en question, il nous paraît qu'il serait grand temps d'en finir avec les ineptes accusations que les journaux bourgeois lancent depuis plus de six ans à la tête des communards et que les badauds répètent sans savoir ce qu'ils disent.

Or le vrai moyen d'en finir selon nous, c'est précisément, pour les défenseurs du mouvement communaliste, d'accepter franchement mais sans forfanterie, l'entière responsabilité des faits qu'on leur impute à crimes.

Que le récent procès fait à un bonapartiste ait fait connaître que certaines gens ont profité de la situation pour s'incendier eux-mêmes afin de toucher des primes d'assurances, il n'y a pas à en douter.

Mais qu'importe ces faits quel qu'en puisse être le nombre ?

Eh bien, oui ! les fédérés, durant les heures suprêmes de la lutte finale, ont brûlé des maisons, des monuments publics de plus ou moins de valeur historique; oui, ils ont fusillé des ôtages !

Qui donc à le droit de le leur reprocher ? Sont-ce les Gallifet les Vinoy et tous ces chefs de l'armée versaillaise qui, dès les premiers combats, annonçaient dans de savantes proclamations qu'ils fusilleraient impitoyablement les prisonniers et exécutaient cette menace à la lettre ? Qui, du 21 mai, date de leur entrée dans Paris, jusqu'au 10 juin, 12 jours après l'enlèvement de la dernière barricade firent froidement fusiller des milliers de fédérés, leurs femmes, et jusqu'à leurs enfants ?

Sont-ce les journaux de l'ordre, dont le plus modéré d'alors,

le *Temps*, n'invoquait d'autre motif pour arrêter les horribles massacres, que la crainte d'être empesté ou envahi par quelque typhus produit par la décomposition des cadavres dont « le sol était jonché », comme l'annonçaient triomphalement le misérable auquel les bourgeois sentimentalistes viennent de faire de pompeuses funérailles ?

Sont-ce enfin les députés républicains qui, en face des cadavres encore chauds de leurs électeurs, ne savaient qu'acclamer lâchement les assassins ?

Certes, il faudrait être frappé d'imbécilité pour ériger en système le massacre et l'incendie.

Mais la guerre est la guerre. Deux mois durant, les fédérés, au mépris même des lois de guerre, furent traités avec la plus lâche barbarie par les réacteurs de Versailles qui avaient donné carte blanche à leurs soldats. Paris, durant ce même laps de temps, fut plus furieusement bombardé qu'il ne l'avait été par les Prussiens, et en face de la mort atroce que leur ménageaient les vainqueurs, les soldats de la Commune n'auraient pas usé de tous les moyens pour retarder l'heure de leur égorgement ? Ils n'auraient pas appelé à leur aide l'incendie pour entraver la marche de l'ennemi et ne se seraient pas vengé sur quelques prisonniers, archevêques, curés, sénateurs ou simples gendarmes, peu importe, de la guerre sauvage que leur faisaient les amis des ôtages ?

C'est là ce qui eût été absolument invraisemblable, citoyen Beslay, et vous vous êtes donné une peine bien inutile ponr soutenir le contraire !

L'auteur de « la vérité sur la Commune » termine son livre par une nouvelle justification de ses agissements en tant que délégué à la Banque. -- La seule chose nouvelle qu'il dise à ce sujet, c'est qu'il n'a été que le fidèle exécuteur des ordres que lui avait donnés la Commune et que celle-ci n'a jamais manifesté l'intention de s'emparer de cette forteresse financière de la bourgeoisie. — Cette fois le citoyen Beslay peut en effet affirmer qu'il est dans le vrai.

Malheureusement — la part de responsabilité qui nous incombe, comme ayant été son collègue à la Commune, nous donne le droit de le dire — malheureusement, ce n'est pas de cette vérité que la Commune de Paris en 1871 pourra se glorifier devant les révolutionnaires socialistes de l'avenir. G. L.

Imprimerie du «Rabotnik», 26, Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 7. Novembre 1877

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : **Arthur Arnould, A. Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, G. Lefrançais, L. Metschwikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.**

ABONNEMENT : Un an, **6** fr. ; Six mois, **3** fr. ; Trois mois, **1** fr. **50**.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** »
Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève**.

BULLETIN

Les événements à sensation n'ont pas manqué durant le mois qui vient de s'écouler. Ce sont toujours les Balkans et Versailles qui tiennent le plus de place dans les préoccupations du moment.

Dans la région des Balkans, c'est la mitraille qui parle, et depuis que les princes incapables ont cédé la place à des généraux presqu'inconnus jusqu'ici, on nous parle de miracles d'artillerie, d'assauts terribles et de victoires éclatantes.

Mais la médaille a son revers : les souffrances sont indescriptibles dans le camp des assaillants ; le vol est à son apogée ; la société de la *Croix-rouge* elle-même n'est pas exempte de tripotages, et le général Abaza, l'un de ses chefs, vient d'être signalé par la presse russe comme complice des vols qui se pratiquent ouvertement sous ses yeux. La charpie, les médicaments, les vivres disparaissent, pendant que les blessés sont la plupart du temps laissés sans soins et sans secours.

Pendant ce temps, à St-Pétersbourg, un nouveau procès a commencé. Les accusés appartiennent à toutes les classes sociales : des étudiants, des paysans, jusqu'à des prêtres. Les « libérateurs »

des peuples slaves, auteurs de la célèbre réforme judiciaire, n'ont pas voulu rendre publics les débats de ce procès. Les accusés ont une tenue excellente et se refusent à donner aux juges la moindre réponse. « Sachant d'avance le sort qui nous attend, sachant d'avance qu'après trois années de détention préventive, nous avons devant nous de longues années de travaux forcés, nous n'aurions intérêt à nous défendre que pour nous expliquer devant le public, mais celui-ci n'étant pas admis dans les tribunes, nous n'avons rien à dire aux juges. »

* * *

A Versailles, on en reste toujours au verbiage, et les péripéties de cette guerre, à coups de paroles, occupent toute l'Europe. Tous les journaux anglais, allemands, russes, suisses suivent avec une anxiété fiévreuse tous les détails de cette comédie parlementaire. La question d'Orient, le malaise économique qui tend à se généraliser de plus en plus, toutes les questions les plus intéressantes sont mises de côté; Mac-Mahon, de Broglie occupent tous les esprits. Comme toujours, les questions de troisième ordre priment la question principale; on dirait que l'humanité a peur de l'aborder, elle cherche toujours à côté, elle prend les effets pour les causes, une lutte de personnes pour une lutte de principes, elle croit aux hommes providentiels, elle est toujours prête à exagérer la valeur des paroles et des actes de ceux qui tiennent le haut du pavé.

Rien d'étonnant, après cela, qu'un général incapable, plus gendarme impérial que maréchal de France, M. Mac-Mahon, pour tout dire, soit devenu « grand » tout d'un coup, grâce aux lâchetés des gauches, et à la poltronnerie de la bourgeoisie française, grande et petite. En attendant, les usines chôment, les industriels qui, pour conserver leur personnel, l'occupent encore quelques heures par semaine, s'impatientent et pétitionnent, les transactions sont interrompues, les capitalistes crient misère et les ouvriers meurent silencieusement de faim.

Qui sait si demain la bourgeoisie, désireuse de voir cesser pour elle-même cette situation impossible, et trop lâche pour la dénouer, ne jettera pas pour enjeu dans la partie la vie des milliers et des milliers d'ouvriers qu'elle occupe encore et qu'elle chassera brutalement de ses ateliers. Il y aura là pour la gauche une excellente occasion de faire sa paix avec le sabre « loyal » qui protège la France et de l'aider à « sauver la société ». Puis, tous les partis se mettront d'accord sur les cadavres des ouvriers et, pendant vingt ans, la bourgeoisie vivra de nouveau dans une douce quiétude.

Les Grévy, les Gambetta, les Ferry et autres républicains de

même calibre, en seront quittes pour répéter cette imbécillité que nous trouvons reproduite dans un numéro du *Journal de Genève :* « De même que Juin 1848, la Commune de 1871 a désarmé la « liberté contre l'Empire. » (*Sic.*) — On ne sait vraiment qui l'emporte chez ces gens, de la canaillerie ou de la sottise !

On affirme pourtant que les députés Versaillais seraient décidés à refuser le vote du budget, afin de prendre le gouvernement par la famine.

Mais nous doutons fort d'une telle énergie et surtout d'un tel désintéressement de leur part.

La caisse de la questure n'a-t-elle pas besoin de se remplir pour le paiement régulier des appointements de ces honorables ?

* * *

L'Angleterre, ce pays classique de la stabilité politique, et dont la prospérité commerciale est devenue presque proverbiale, commence à souffrir d'un malaise de plus en plus inquiétant pour la bourgeoisie. Les nombreuses grèves préoccupent maintenant toute la presse, mais tant que les affaires allaient bien, tant que l'exportation ne manifestait aucune tendance à diminuer, on ne donnait pas grande importance au mouvement ouvrier.

Depuis deux ans cela a changé. En 1874, l'exportation s'évaluait à 239,558,000 livres sterlings, en 1875, à 223,465,000 liv. st., en 1876, le chiffre tombe à 200,576,000 liv. st., il y a donc en deux ans une différence de 38,982,000 liv. st.

Cette situation inquiète d'autant plus les capitalistes que du mois de janvier au mois de septembre on n'a qu'à constater de nouvelles diminutions. Les industriels, après avoir surchargé le marché, se trouvent forcés de diminuer la production, de chercher à réduire encore le prix de la main d'œuvre, ce qui fait que durant le premier semestre de 1877 le salaire a diminué en moyenne de 5 0/0, tandis que le prix des vivres et des loyers continuait à suivre une marche ascendante.

On s'explique, après cela, la série des grèves qui se succèdent dans ce pays. A *Bolton*, grand district manufacturier, une grève a commencé tout dernièrement ; les ouvriers ont dépensé en secours 16,000 livres sterlings et ont perdu 40,000 livres sterlings de salaires.

La Chambre de Commerce de Manchester, après avoir examiné la cause et les effets de cette crise industrielle, est arrivée à la conclusion suivante : « Il serait difficile d'atteindre le vieux chiffre de production et d'exportation, tant que les Unions ouvrières viendront troubler par leurs grèves toutes les combinaisons commerciales et financières. » Voilà où en est la science économique de

ces Messieurs. Incapables d'empêcher les grêves qui dureront tant qu'il n'y aura pas de changement radical et complet du système de propriété, ils reconnaissent que leurs industries diminuent et s'en vont.

Dans les districts agricoles, l'antagonisme entre fermiers et ouvriers n'a fait que grandir cet hiver. A *Norfolk*, à *Sporle*, à *Hall*, partout on annonce une nouvelle diminution des salaires. — Déjà de 15-14 shillings, il est tombé à 13-12 par semaine. L'*Agricultural Labourer's Union* a déclaré une grêve, et sa caisse centrale donne un secours de 9 shillings par homme et par semaine.

Dans les districts houilliers, les grêves continuent, et *Mac-Donald*, ce soi-disant représentant des travailleurs au Parlement anglais, fait des tournées continuelles et encourage à la résistance; selon lui, le gouvernement devrait prendre des mesures pour arrêter l'exportation de la houille.

A *Londres*, il y a grêve des tailleurs de pierres, les ouvriers anglais retournent dans les chantiers, quant aux américains, ils continuent à tenir bon.

Telle est la situation économique de l'Angleterre. La guerre de Turquie lui enlèvera peut-être une part de son influence sur le marché de Constantinople, elle perdra ce que le sultan doit à ses hommes de finance, aussi est-il bien à croire que malgré les discours provocateurs de Lord Beaconsfield, elle n'entrera pas en ligne pour défendre, les armes à la main, le drapeau du Prophète derrière lequel se cachent ses intérêts financiers. Du reste, ce même drapeau pourra un jour se tourner contre elle, car les populations de l'Inde souffrent cruellement de la famine qui en bonne partie est dûe à l'incurie et à la rapacité des conquérants.

1800 porteurs d'actions de la Compagnie des Indes, comme le disent les *Parliamentary papers* de 1851-52, 70,000 fonctionnaires et commerçants, une armée de 320,000 hommes exploitent une population de 161,000,000 d'indigènes qui occupent un territoire sept fois plus grand que la France!

* * *

Si les affaires du vieux continent ne sont pas dans une situation des plus réjouissantes, celles du Nouveau-Monde ne paraissent pas davantage offrir de sécurité aux bienheureux capitalistes des Etats-Unis. — La dernière grève des ouvriers des compagnies de chemins de fer a révélé un état de choses économique assez tendu dans la grande république, idéal jusqu'alors des républicains d'Europe.

Mais, tandis que les ouvriers, par la voix d'un des leurs, après avoir exposé la justesse de leurs griefs et de leurs revendications

contre leurs exploiteurs, demandent à l'Etat de prendre leur cause en main pour mettre fin à leurs maux, les capitalistes, les directeurs des grandes compagnies implorent, eux aussi, le secours de l'Etat pour maintenir les travailleurs dans le respect dû au dieu Dollard. Et comme il est, non-seulement plus facile, mais surtout plus dans le tempérament de l'Etat de soutenir les intérêts du capital, que de satisfaire et de régler ceux des travailleurs, il est à parier que la requête du colonel Thomas A. Scott, président du chemin de fer *Central-Pennsylvania*, tendant à ce qu'on établisse des garnisons dans toutes les villes où l'Etat possède des propriétés à protéger,—sera la mieux accueillie par le gouvernement fédéral.

« Nous serions impardonnables, » ajoute le digne colonel, « si « nous permettions à la démagogie, encouragée par les succès ré« cents qu'elle vient de remporter, *de se donner une organisation* « *plus complète.* La seule manière de conjurer le danger, c'est une « *forte organisation militaire* dans les différents Etats, s'appuyant « sur le gouvernement fédéral. *Le remède doit être proportionné à* « *la gravité du mal.* » (1)

Donc, c'est entendu, colonel, si les mitrailleurs et les assassins du prolétariat européen venaient à manquer de besogne chez nous, ils sont certains d'en trouver bientôt là-bas.

Ces braves républicains bourgeois! Partout les mêmes! — Ils n'y vont pas de main-morte avec les travailleurs, ces affreux démagogues. — Il n'est tel que les bons radicaux pour trancher la question sociale à coups de sabre..... quand on ne peut plus la nier.

Nous ne sommes pas fâchés, pour notre compte, que la lumière se fasse ainsi par des déclarations de ce genre.

Il faut que les travailleurs en arrivent à ressentir la même haine et le même mépris pour les républicains bourgeois que pour leurs congénères monarchistes de toutes nuances. — Il faut que les travailleurs en arrivent à comprendre qu'entre monarchistes et républicains il n'y a qu'une question de budget à se partager et de priviléges à conserver ou à conquérir. Qu'enfin il n'y a rien de commun entre la république bourgeoise, plus ou moins radicale, et la Révolution.

C'est sans doute parce qu'ils commencent à le comprendre ainsi, que les socialistes genevois viennent de déclarer qu'ils entendaient cesser désormais tous rapports avec les divers partis politiques qui se disputent le gouvernement du canton. (2)

(1) Extrait du *Journal de Genève*, — 21 novembre 1877. — Correspondance des Etats-Unis.

(2) Voir le *Précurseur*, organe socialiste, à Genève. — N° 44, 3 novembre 1877.

LE CAPITALISTE

II

Dans un précédent article (1), nous sommes arrivé à cette formule que « *le Capitaliste est le produit du travail accumulé des autres.* »

Notre formule eût été plus régulière, plus scientifique, si nous avions dit : — Le capital APPROPRIÉ est le produit du travail accumulé des autres; — mais, au fond, les deux expressions sont identiques, puisque le capital *approprié* se personnifie nécessairement dans quelqu'un, qui est le capitaliste.

Ici ce dernier proteste et nous arrête :

— Vous avez raison, — s'écrie-t-il. — Ce n'est pas, en effet, mon travail personnel, intellectuel ou manuel, qui m'a enrichi, à lui tout seul. — Mais vous avez tort aussi, car j'apportais, dans l'association des efforts communs, un élément de plus que mes compagnons. — Mes *salariés* ne fournissaient que leurs bras et leur intelligence. — Moi, je fournissais mes bras, mon intelligence et l'INSTRUMENT DU TRAVAIL, — c'est-à-dire le capital, — sans lequel ni leurs bras, ni leur intelligence n'auraient trouvé d'emploi. — Il était donc juste que je fusse rémunéré pour cet apport, que mon argent, en un mot, me rapportât un intérêt propre, particulier, puisqu'il n'appartenait qu'à moi.

Soit! — Admettons-le pour un instant.

Voyons ce que vaut cette réponse, étudions, d'un peu près, cet argument nouveau.

Voici un individu qui possède 20,000 francs.

C'est un capital *argent.* — En tant que capital argent, il a *actuellement* une valeur fixe, qui s'appelle l'intérêt légal. — Cet intérêt est approximativement de 5 $^0/_0$, et si le capitaliste achète de la rente sur l'Etat, il est assuré de toucher, chaque année, une somme de 1,000 francs.

— Cela ne me suffit pas, — se dit cet homme. — Mille francs par an, c'est trop peu, et, de la sorte, je ne toucherai pourtant jamais davantage. Je n'ai donc aucune chance, en procédant ainsi, d'augmenter ma fortune, de m'enrichir, en un mot.

Au lieu d'acheter de la rente, aux environs de 5 $^0/_0$, suivant le cours du jour, à la Bourse, je vais me lancer dans l'industrie, fonder, par exemple, un atelier de cordonnerie.

(1) Voir le No 4 du *Travailleur* — Août 1877.

Là, si je réussis, mes vingt mille francs, au bout de peu d'années, seront doublés, triplés, décuplés, peut-être! — Cela n'a pas de bornes! — Pourquoi ne deviendrais-je pas millionnaire?

Rien de plus possible, en effet, — puisque cela se voit tous les jours.

Mais, en vertu de quel mécanisme particulier, ces vingt mille francs qui, placés en rente sur l'Etat, n'auraient jamais rapporté que mille francs par an, sans jamais pouvoir s'augmenter, une fois placés dans l'industrie, vont-ils s'engendrer, pulluler indéfiniment, devenir des centaines de mille francs, puis des millions, et cela sans qu'il soit possible d'en prévoir le terme, ni d'en fixer la limite?

Où prendront-ils cette faculté prolifique?

Dans le travail!

Dans quel travail?

Toute la question est là.

Notre individu loue une boutique pour exposer ses marchandises et un atelier pour les fabriquer, dont le loyer sera, par exemple, de 5,000 francs par an.

Il achète, d'autre part, le cuir et les matières premières nécessaires à son industrie — outillage, machines, etc., — pour une somme de 10,000 francs, — et garde 5,000 francs afin de subvenir à ses frais d'entretien jusqu'aux premières rentrées, et au paiement du salaire d'un certain nombre d'ouvriers qui fabriqueront les chaussures sur la vente desquelles il compte établir sa fortune à venir.

En effet, s'il était seul, quelque habile qu'on le suppose, ce n'est point avec son travail individuel qu'il arriverait à couvrir les 5,000 francs de son loyer, à renouveler les 10,000 francs de matières premières, qui, sans cela, deviendraient un capital mort, etc., etc., à subvenir à son entretien sans entamer les 5,000 francs de réserve, en un mot, à produire, dans l'année, la somme de 21,000 francs qu'il doit produire au *minimum*, s'il ne veut détruire tout ou partie de son capital, et s'il veut que ce capital lui donne, au moins, cet intérêt de 5 $^0/_0$, qui est l'intérêt légal, certain, et dont il aurait joui sans fatigue, sans risques, en achetant de la rente.

En effet, il ne s'agit plus pour lui, dans la nouvelle situation où il s'est placé, de gagner 5, 6 ou 7 $^0/_0$ sur un capital de 20,000 fr. Ce capital s'est absolument transformé. — Il a changé de nature. – Il est engagé tout entier sous forme de loyer, de salaires, de matières premières, il faut le nourrir, le renouveler, l'échanger sans cesse, sous peine de le voir disparaître, sous peine de ruine complète.

Il doit, à proprement parler, créer maintenant l'intérêt d'un capital de 400,000 francs, représenté par les 20,000 francs primitifs entraînés chaque jour dans le torrent de la production industrielle.

Il exprime sa situation actuelle, en déclarant qu'il a 60 francs de frais par jour.

Or, ces 60 francs de frais sont pris sur le capital lui-même, sur le fond, et non plus sur l'intérêt de ce capital.

Dès lors, comment retrouver, d'abord, ces 60 francs par jour, qui représentent le capital, et créer la *plus-value* qui représentera 1° l'intérêt du capital avancé, 2° le *bénéfice net* sur lequel il compte pour s'enrichir, et qui a été le but unique de son entreprise.

S'il travaille seul, nous l'avons déjà dit, il n'y arrivera jamais.

En supposant que, dans sa journée, il parvienne à fabriquer une paire de chaussures, — ce qui est absolument exagéré, et même impossible, — et que cette paire de chaussures vaille 20 francs, — c'est-à-dire, puisse se vendre 20 francs; — en admettant que, sur cette somme, *dix francs* représentent la matière première employée, et *dix francs* la remunération de son travail et les autres frais de l'entreprise, on voit qu'il fera, chaque jour, un déficit de 40 francs.

Il doit donc, s'il ne veut faire faillite, se chercher des collaborateurs, trouver, embaucher des ouvriers, qui, moyennant un prix convenu, fabriqueront des chaussures à son compte.

Avec trois ouvriers, payés chacun 5 francs, il aura porté ses frais à 75 francs par jour, il est vrai, mais comme ses trois ouvriers et lui produisent, à eux quatre, une valeur de 80 francs (1), il se trouve que son capital est enfin couvert.

Quelle est sa situation, à ce moment? — Ce qu'elle eût été, s'il avait acheté de la rente. Son capital ne diminue, ni n'augmente, et il lui produit un intérêt d'environ 5 $^0/_0$.

Seulement il a beaucoup de travail, beaucoup de mal, beaucoup d'inquiétudes et beaucoup de risques.

Les trois ouvriers qu'il a embauchés, et qui n'auraient pas travaillé, s'il n'avait point fourni son capital, lui remboursent ce capital par leur travail et y trouvent leur salaire.

Capitaliste et salariés sont *quittes* à ce moment.

Mais qu'arrive-t-il? — C'est qu'à ce moment le capitaliste ne *gagne rien*, qu'il se trouve exactement, — je le répète, — dans la

(1) Nous prenons des chiffres quelconques. — Nous supposons, par exemple, que chaque ouvrier fera, par jour, une paire de chaussures valant 20 francs. — On comprend que le chiffre lui-même n'a point d'importance. Ce qui importe, c'est le rapport des chiffres entr'eux.

situation où il était auparavant, qu'il n'a et n'aura jamais que les vingt mille francs avec lesquels il a débuté, plus le faible intérêt qu'ils lui eussent rapporté tout naturellement en les plaçant sur l'Etat.

Il ne fait, il ne fera pas fortune.

Cependant, c'est bien là ce qu'il veut. Il veut que son capital lui rapporte dix, quinze, vingt, cinquante, cent pour cent.

Comment faire?

Nous avons vu que ses ouvriers *produisent* chacun 20 francs par jour, sur lesquels il est prélevé 5 francs pour le salaire.

La différence du produit au salaire est donc des trois quarts, ou de 75 $^0/_0$.

C'est un trait de lumière pour notre capitaliste.

— Mais alors, — se dit-il, — si, au lieu d'employer *trois* ouvriers, dont le travail joint au mien représente mon capital et rien d'autre, — j'employais *quatre, cinq, six* ouvriers, — en leur payant le même salaire, — ces ouvriers nouveaux me rapporteraient 15, 30, 45 francs par jour!

Il est vrai que, consommant plus de matière première, une partie de cet agent servirait à renouveler cette portion du capital, — mais en l'*agrandissant*, en l'*augmentant*, — tandis que le surplus, — *bénéfice net*, — irait enfin s'accumuler dans la poche du capitaliste, ou lui permettrait d'embaucher encore de nouveaux ouvriers, dont le salaire continuant de représenter, au maximum, 25 $^0/_0$ de la valeur produite par eux, les 75 $^0/_0$ de différence continueraient de devenir la part du capital.

Il est inutile de pousser plus loin l'analyse de ce mécanisme d'une extrême simplicité, en vertu duquel le travail engendre sans cesse un nouveau capital, qui produit encore du capital, toujours du capital.

La conséquence est claire : — c'est que le travailleur, le *salarié* embauché par le *capitaliste*, alors qu'il a reproduit le capital primitif, alors, par conséquent, qu'il l'a *remboursé*, intérêt compris, en *totalité*, et qu'il est *quitte* envers lui, — au lieu de toucher la *totalité* de son produit, en laisse la *totalité* au capitaliste.

Je dis bien la TOTALITÉ, et non une *partie*, fut-ce même la majeure partie.

En effet, ces travailleurs, ces salariés ont, eux aussi, apporté un *capital* dans l'entreprise. — Ce capital, c'est leurs bras, leur *force de travail*, — qui est bien un capital, nous le répétons, au même titre que tout autre.

Poursuivons le *raisonnement capitaliste*, poussons-en la théorie jusqu'au bout.

Ce n'est point un capital *gratuit*, comme les richesses naturelles, que ces salariés apportent dans l'entreprise, — car il a fallu du travail, un effort, une avance, pour le produire.

Avant d'être hommes, avant d'avoir la force et la capacité de travailler, — ces hommes ont été enfants, faibles, ignorants.

Il a donc fallu les élever, les nourrir, les instruire.

Il y a donc en eux un capital *avancé* réellement, qui aurait droit à remboursement.

Mais laissons cette considération de côté. Ne nous préoccupons que du fait présent : — leur force de travail.

Ce capital a droit à un intérêt, comme tout capital, — d'après votre théorie, — sans quoi il se consommerait sans se reproduire, — il disparaîtrait.

Quel est le taux de cet intérêt, — non pas légal, fictif, conventionnel, — mais forcé, nécessaire, imposé par les lois mêmes de la nature ?

C'est la quantité de *valeurs d'usage* de toute sorte, essentielle à l'entretien et au renouvellement de cette force de travail, — aliments, vêtements, logement, chauffage, etc., etc.

C'est bien là l'intérêt strict de ce capital particulier, — et c'est bien là ce qu'est censé représenter le SALAIRE.

Admettons, — ce qui n'est même pas, la plupart du temps, — que le salaire en soit la représentation exacte, qu'il assure effectivement l'entretien intégral du *capital* appelé *force de travail*, — lorsque cette force de travail a produit son salaire et remboursé l'autre *capital*, appelé *instrument de travail*, — *tout ce qui dépasse est une plus-value* créée *par elle, par elle seule*, — un bénéfice net qui devrait lui revenir.

C'est ce qu'on exprime, en disant que le salarié devrait toucher la totalité de son produit.

Or, la plus value qui la constituerait, retourne, au contraire, au possesseur de l'instrument de travail, et c'est donc en *dépouillant le salarié* de cette *plus-value* que le capitaliste s'enrichit, augmente indéfiniment son capital primitif, — où se retrouve tout entier le *travail d'autrui*, — *et rien d'autre*.

Il y a là une véritable spoliation, — un vol, pour tout dire.

Quand le capitaliste dit qu'il s'est enrichi par son travail — c'est faux.

Quand, voyant qu'il ne peut soutenir cette thèse, il ajoute, comme correctif, que c'est l'intérêt légitime de son capital primitif, qui, joint à son travail, l'a enrichi, — c'est faux, — car cet intérêt se compose exclusivement de la plus-value créée par autrui.

Son capital, une fois qu'il a été remboursé, — intérêt et princi-

pal, — n'a plus droit à rien de spécial, — ou, s'il a droit à une *plus-value.* — en tant que capital, — la *force de travail* qui est un capital aussi, représenté par le salarié, y a droit au même titre.

Il faut donc choisir :

Ou le capital n'a pas droit à la plus-value, — et alors le capitaliste ne doit pas y prétendre.

Ou le capital a droit à la plus-value qu'il a créée, — et alors le salarié y a un droit identique.

En résumé, ce que nous voulons établir, est ce fait évident :

Que le bénéfice du capitaliste, en toute entreprise industrielle, est *exclusivement* composé de la part enlevée au travailleur. — Que ce n'est ni son travail personnel, ni même son capital primitif, qui l'enrichit, en vertu d'une loi propre et rationnelle, — mais *exclusivement* le travail d'autrui.

En un mot, la confusion en cette matière provient seulement de ceci, que ce n'est point le TRAVAIL, comme on le dit, qui est PAYÉ, mais seulement la FORCE DE TRAVAIL qui est REMBOURSÉE.

Mais, — s'écrie encore le capitaliste, — j'ai fait vivre tous ces gens-là. Sans moi, sans mon capital, ils n'eussent point trouvé d'ouvrage.

Evidemment — l'*instrument de travail* est nécessaire à la *force de travail*, pour qu'elle puisse s'employer. — Qui le nie ?

Seulement, je vous ai démontré que le capital *approprié* était le produit du travail d'autrui, — c'est-à-dire, une spoliation pure et simple, — un vol !

Et vous ne m'avez point démontré que le capital étant nécessaire au travail, il était également nécessaire que ce capital fut APPROPRIÉ, — autrement dit concentré entre les mains d'un ou de plusieurs individus.

Le capital est nécessaire et alimente le travail.

Le capital « approprié » est nuisible au travailleur, le dépouille, le ruine, l'affame, en créant un parasite : — le capitaliste.

Arthur Arnould.

VISITE AUX PERFECTIONNISTES D'ONEIDA

(Fin).

Cette description, toute exacte qu'elle soit, ne donne du procédé qu'une idée incomplète ; elle lui attribue trop le caractère d'un tribunal pénal, ce qui n'a lieu que très exceptionnellement. D'ordinaire, la critique est tempérée par des compliments qui font passer

la leçon ; quelquefois même, mais si rarement que jamais, le miel est sans aucune mixture de vinaigre. La critique mutuelle est avant tout un moyen d'édification. Traduisez : c'est le moyen par lequel les esprits sont tenus en haleine, c'est une discipline qui empêche le relâchement. On s'attend à ce que tout communautaire demande lui-même de temps en temps à passer devant le tribunal de ses pairs, et si l'on vient à penser que la requête tarde, on glisse discrètement l'avis qu'elle ait à être présentée. Un Comité, élu pour un trimestre, décide sur les pétitions courantes ; il est investi du droit de citer au besoin tout Oneidiste devant sa barre, et de convoquer l'Assemblée en jugement. Tous les citoyens de la petite république font à tour de rôle partie du Sanhédrin, car il faut que chacun soit juge et jugé, tour à tour. On n'entre dans la communauté qu'après avoir été par tous critiqué en séance solennelle, rude et forte épreuve. Sa vie durant, le Perfectioniste est sous l'œil sévère de la critique, mais ces sévérités viennent en déduction de celles que pourrait exercer la divine Justice. La critique fait œuvre d'expiation elle détruit le péché après l'avoir vitupéré, elle le biffe et le rature sur le Grand Livre du Doit et de l'Avoir qui sera ouvert au jour du Dernier Jugement.

Ajoutons que, dans les communautés, l'opinion se fait d'autant plus exigeante que le contact est plus intime. Certaines qualités, certaines vertus, tels et tels vices et défauts sont particuliers aux rassemblements d'hommes. Il est des maladies physiques et morales qui restent latentes dans les individus isolés, mais qui font spontanément irruption parmi les agglomérations humaines. Les parties agissent sur le tout, mais le groupe à son tour réagit sur ses composants. Autre est la physiologie de la masse, autre est la physiologie de l'individu. L'hygiène et la morale sont autres dans une communauté de chasseurs, autres dans la hutte d'un seul.

Les Perfectionnistes disent pertinemment qu'une certaine dose de malveillance, ou pour mieux dire d'esprit critique, est innée en l'homme. C'est une faculté qui doit trouver son emploi. Dans le grand monde elle s'exerce au hasard, se manifestant le plus souvent par des médisances, ou même des calomnies. A Onéida on lui a donné une fonction régulière, elle n'opère plus en mode subversif, mais dans le sens de l'ordre et de l'harmonie, elle n'est plus malfaisante, mais bienfaisante. — Elle devient même le rouage le plus important du mécanisme social, elle est l'éducateur toujours actif, le régulateur incessant des esprits. Elle est leur vrai Gouvernement, car les plus critiques sont les citoyens les plus influents de leur petite république, ils remplissent les fonctions de

Juges et de procureurs généraux. La critique mutuelle est leur magistrature. Dans la société civile, l'autorité légale prend connaissance des actes et des faits seulement, elle s'en tient à l'extérieur, elle s'avoue incapable de juger des intentions, mais les Perfectionnistes vont à l'intérieur, ils prétendent scruter les intentions les plus intimes, sonder les cœurs et les reins, connaître les gens mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes. Ils disent que leur communauté est douée d'un instinct admirable pour deviner tout ce qu'on voudrait lui cacher, qu'elle voit à travers les individus comme s'ils étaient en verre, et de plus que le devoir de ses membres est de n'avoir rien de secret pour elle, de se maintenir dans l'état de transparence et de pureté le plus parfait.

En d'autres termes, votre cœur, votre âme, vos désirs naissants, vos volitions les plus discrètes, que vous n'osez pas toujours sonder vous-mêmes, ne vous appartiennent pas, et le frère Paul qui est peut-être un pitre, et la sœur Pauline qui est peut-être une sotte, vous en demanderont compte dès qu'il leur plaira. Vous n'avez rien, non pas même une pensée qui vous appartienne en propre, non pas même un germe d'idée, un embyron de projet. — C'est là, nous dit-on, la véritable *pauvreté d'esprit* recommandée par l'Evangile, indigence intellectuelle, à côté de laquelle l'indigence purement matérielle des biens de ce monde peut paraître bien douce. C'est l'abandon du moi le plus complet, le plus absolu. Cela nous semble bien dur, bien cruel, mais les Perfectionnistes nous répondent avec sang-froid que cela n'est dur qu'à notre orgueil, que cela n'est cruel qu'à notre égoïsme. — Mais est-il sûr que nous n'ayons aucun droit sinon à l'orgueil, du moins à la dignité, qui y ressemble beaucoup? Est-il sûr qu'une certaine somme d'égoïsme, — nous n'oserions dire laquelle, — ne soit une nécessité absolue de notre existence?

Quoiqu'il en soit, les Perfectionnistes se mettent au-dessus de ces considérations qui nous arrêtent nous autres, faibles mortels. Dans leur enthousiasme pour la critique mutuelle qui est le véritable pardon des péchés, l'expiation immédiate de toute coulpe, ils vont jusqu'à prétendre que ce remède souverain pour tous les maux de l'âme, est encore d'une efficacité singulière contre les maux du corps. Ils se vantent le plus sérieusement du monde d'avoir découvert une médication énergique, prompte, à bon marché. Cela guérit les maux de dents, cela guérit même les maladies chroniques. En 1864, la diphthérie, sous une forme très aiguë attaquait la communauté, cent douze individus en furent saisis presque d'emblée, cinq ne tardèrent pas à en mourir. Tous les remèdes recommandés par la Faculté furent mis en œuvre, on appela

des médecins du dehors ; mais rien n'arrêta les progrès de l'épidémie. Enfin, on recourut à la critique, prise en dose héroïque, et accompagnée d'un traitement à la glace. Immédiatement, les ravages de la maladie s'arrêtèrent. Des 59 individus individus traités par la glace et la critique, personne ne mourut ; et sur le nombre, 28 déclarèrent avoir éprouvé du traitement un mieux très-sensible, 12 affirmèrent lui avoir dû un mieux instantané, tous tinrent désormais la critique pour une médication de premier ordre. L'évènement fit impression, et l'on en perpétua le souvenir par une espèce de drame, un vrai *mystère*, que les Perfectionnistes représentent de temps à autre sur leur théâtre de famille.

Voici la reproduction, assez circonstanciée, d'un cas typique, tel qu'il est mentionné dans les registres de la communauté :

S. F. était alitée, fort souffrante et inquiète d'un mauvais rhume. Une amie lui rappela que la critique en avait guéri d'autres. S. se leva immédiatement, et fit savoir à la famille sociétaire qu'elle désirait une séance, qu'on lui accorda sans tarder. L'opération ne lui fut pas des plus agréables, — mais elle fut courte et efficace. Ceux qui l'admonestèrent, allant droit à la source du mal, découvrirent qu'un esprit de peur était entré en elle : cette peur lui ouvrait les pores et la prédisposait à prendre froid. S. ne manquait pas de s'enrhumer par la crainte même qu'elle en avait. — Mais la critique opéra sur son tempérament, la guérit net, et la fortifia contre de nouvelles attaques. Sans doute, il parût cruel à la malade d'être ainsi vertement secouée, quand elle eût préféré être plaignotée et dorlotée. Mais on l'obligea, tout au contraire, à faire un effort, et l'effort est déjà une demi-guérison. Le traitement par la critique ne s'applique pas à une sorte de maux seulement, et nous conseillons à tous les malades d'en essayer.

Dans les derniers temps, on a découvert que les vertus curatives de la critique mutuelle étaient singulièrement augmentées par des bains de vapeur, et l'on superpose volontiers le remède physique au remède moral. Le moyen moral, ayant des effets physiques, pourquoi le moyen physique n'aurait-il pas aussi des effets moraux ?

Nous avons feuilleté en vain l'*American Socialist* pour y trouver des renseignements sur le *mariage complexe* qui est pourtant la particularité la plus remarquable d'Oneida. — Sachant fort bien que les intérêts particuliers de la famille restreinte sont toujours fatalement en lutte avec les intérêts de la famille collective, les Perfectionnistes, qui font de la vie en commun le centre et le but de tous leurs efforts, ont résolument renoncé au mariage proprement dit, au mariage monogame, et sont revenus à l'antique polygamie,

l'ensemble des frères étant le mari de chaque femme, et la collectivité des sœurs étant l'épouse de chaque frère. — Entre parenthèse, les Oneidistes ne se qualifient de « frères et de sœurs » que dans les grandes occasions, à l'ordinaire, ils se titrent tout simplement de « Monsieur » et de « Mademoiselle », et les étrangers ne laissent pas que d'être étonnés, quand ils entendent demander à mademoiselle Clara des nouvelles de son baby. — L'amour exclusif d'un certain homme pour une certaine femme est, par les Perfectionnistes, décrié comme déplorable et corrupteur, ils vous crient de vous mettre en garde contre ce dangereux sentiment. A les en croire, l'amour engendrerait tous les égoïsmes, aussi le proscrivent-ils sévèrement. Des relations entre les sexes ne sont point interdites, tout au contraire. Il vaut mieux se marier, dit l'apôtre Paul, que de brûler. — Rien de tel qu'une certaine satiété pour dégoûter de la volupté, mais il faut que la jouissance soit physique, et rien que physique, qu'elle soit exempte de toute superfétation sentimentale, et surtout qu'elle ne soit point suivie de la procréation, c'est-à-dire de l'acte qui est l'objet essentiel et la raison légitimante de la vie matrimoniale, s'il faut en croire le Code civil et la dogmatique orthodoxe.

Le mariage complexe des Oneidistes est accompagné d'une pratique particulière à leur culte, sur laquelle ils se sont expliqués très franchement, et dans une brochure : *Bible Argument*, qu'ils ont adressée au gouverneur de New-York, lors de leur entrée dans son Etat, — et dans une autre publication toute récente que nous avons sous les yeux. *Male Continence* est le terme par lequel ils désignent « leur institution spéciale ». Ce mot est un trait de génie; mais ce qu'ils appellent de ce nom, tout Gentil, tout individu non touché par la Grâce, l'appellerait tout autrement. Il nous suffira de dire que la « Male Continence » est un procédé par lequel les Perfectionnistes déclarent pouvoir s'adonner à la volupté sans qu'il en résulte d'imprégnation. Ils sont très fiers de leur découverte. — « Les Yankees, lisons-nous dans leur brochure, se vantent d'être une nation d'inventeurs, mais par son idée de génie, John Humphrey Noyes a pris la tête de tous les pionniers de la civilisation. Jamais découverte ne fut plus avantageuse à l'espèce, ne fut plus utile à conserver la force et la santé. D'immenses bienfaits en résultent, bienfaits tout autrement précieux que les avantages de la vapeur et du télégraphe électrique.... Les libertins et les médecins sont presque unanimes à affirmer que la Male Continence est une nouveauté inouïe, qu'elle est même d'une pratique impossible. Or, nous la mettons en œuvre depuis plus de vingt-cinq ans, et nous nous en trouvons à merveille; mais nous rejetons avec dégoût les théories

fouriéristes de la *Papillonne*, les raffinements des débauchés français et autres coutumes de *Paris* (1).

Les Oneidistes nous intiment discrètement que leur coutume est loin de nuire à la volupté, puis ils nous répètent abondamment et surabondamment qu'ils l'exercent « dans la crainte du Seigneur » qu'elle est inséparable d'une théorie religieuse très-raisonnée; qu'elle implique la subordination de la chair à l'esprit, une modération sévère, l'immolation du moi, le contrôle rigoureux de la passion. A les en croire, leur « jouissance dématérialisée » serait le privilége des hommes selon l'esprit, des citoyens du royaume des cieux, et serait malaisée aux créatures selon la chair.

Nous ne voudrions pas insister sur ce sujet délicat, mais les Oneidistes s'y appesantissent volontiers. — « J'aime le principe de la Male Continence du plus profond de mon cœur » s'écrie l'un d'eux. Je constate qu'il a été, qu'il est toujours pour moi un moyen de communier avec Christ... La communauté reconnait par la bouche de son chef qu'elle doit jusqu'à un certain point l'existence à cette découverte qui est l'âme du système. Elle se considère comme prédestinée par la Providence pour en importer la pratique dans l'espèce humaine. — « Il faut commencer par la rédemption, mais après la réconciliation de l'homme avec Dieu, la chose qui nous importe le plus, est d'organiser les véritables relations entre les sexes. La religion d'abord, la moralité sexuelle ensuite; c'est ainsi que le Royaume du Ciel sera fondé sur la terre. De 1834 à 1846, nous avons développé la religion de la Nouvelle Alliance, depuis 1846, nous avons pour mission d'instaurer une société nouvelle sur le système des vrais rapports qui doivent exister entre les sexes.

Ce n'est pas à dire que les Perfectionnistes ne soient autre chose qu'une congréation de Malthusiens et de Malthusiennes. Tout « *complexe* » qu'il soit, leur « *Mariage* » comporte encore la procréation de quelques enfants. Mais cette procréation ne doit point être abandonnée au hasard des accouplements, elle doit être la fonction de reproducteurs de choix, délégués tout exprès, opérant suivant les prescriptions les plus approuvées de la science des éleveurs. Les Perfectionnistes inaugurent la « *Stirpiculture* » humaine. Durant un assez long temps, quand les sectaires étaient l'objet des persécutions du dehors, ou ne croyaient pas jouir d'une sécurité suffisante, aucun enfant ne naquit parmi eux. Depuis une dizaine d'années seulement ils se sont suffisamment rassurés pour

(1) Les Américains croient naïvement que les mots de *français*, de *parisien* et d'*immoral* sont synonymes.

vaquer de nouveau à la propagation de l'espèce; ils sont entrés dans une période normale.

« La Communauté d'Oneida, disent-ils, n'éprouve aucune honte à proclamer que la génération physique ne le cède en importance qu'à la régénération par l'esprit divin. La génération naturelle et la régénération surnaturelle se complètent l'une l'autre, comme une fonderie et une fabrique d'outils.

La Communauté d'Oneida n'a pas honte non plus, d'avouer que, dès son origine, elle s'est appliquée à accomplir la volonté divine par la réunion de ces deux affaires (*sic*). Elle y a travaillé efficacement par la découverte qu'elle a faite des procédés de la Male Continence, et de la discipline communautaire. Après une expérience de plusieurs années, elle est en mesure d'affirmer que, par la grâce de Dieu, les hommes et les femmes pourront apprendre à jouir d'un amour qui se tient en dehors de l'œuvre génératrice, et pourront apprendre aussi à aimer des enfants qui ne sont pas directement les leurs.

En troisième lieu, la Communauté d'Oneida n'a point honte de confesser qu'elle a fait son humble début dans la pratique d'un système raisonné de stirpiculture, et que les résultats obtenus sont des plus encourageants ... »

Dans cette stirpiculture, application à la race humaine des expériences acquises dans les haras renommés, la fonction de générateurs et de génératrices dévolues à certains membres ne leur constitue aucun privilége ; la procréation se fait, non pour leur agrément, mais pour le profit qu'en retirera la communauté. Cependant, on condescend à dire aux enfants, non seulement le nom de leur mère — ce qui n'aurait pu leur être aisément caché — mais encore le nom de leur père immédiat. C'est probablement une concession aux nécessités présentes. S'ils n'eussent conservé la connaissance de la paternité, ils eussent fatalement encouru le reproche d'inceste, reproche qui n'eût pas manqué d'ameuter les Gentils d'alentour, et les saints eussent été lapidés ou goudronnés tout au moins. La plus sérieuse difficulté de leur système gît, peut être, dans l'amour paternel qui se glisse si facilement dans le père de famille, dans l'amour maternel qui est la grande passion de la femme, dans l'amour conjugal, vers lequel inclinent le père et la mère du nourrisson; l'amour filial, lui aussi, n'est pas sans danger; bref, les affections naturelles sont lésées par le communisme, tel que les Onéidistes le conçoivent et le pratiquent. Aussi voyons-nous les sévérités de la critique mutuelle s'exercer fréquemment sur les frères assez faibles pour se laisser tenter par l'amour pater-

nel et par l'amour conjugal, misères du siècle, indignes d'un vrai Perfectionniste.

Ces théories et cette pratique n'ont le droit de se produire aux Etats-Unis que parce qu'elles sont le fait d'une secte religieuse. Mises en avant par des libres penseurs, on ne les eût pas tolérées un seul instant. Les Mormons sont polygames mais religieux; les Perfectionnistes sont polygynes et polyandres, mais fermes sur le dogme, et théologiens redoutables, et leur libidinosité — si libidinosité il y a, — va de pair avec la religiosité. Les Américains vous permettront l'athéisme, pourvu que vos athées se réunissent dans un club décoré du nom de chapelle; ils admettront que vous soyiez matérialistes, pourvu que vous chantiez vos hymnes à la matière increéée sur des airs d'église. De ce côté nos Oneidistes sont parfaitement en règle; ils sont nés dans le calvinisme, ils ont été élevés dans le sein du congrégationalisme, ils sont chrétiens et très chrétiens, — cela répond à tout.

Élie Reclus.



CORRESPONDANCES

LYON

Plusieurs de nos amis, même en France, s'étonneront en nous entendant affirmer que la démocratie lyonnaise a constamment eu depuis 1871, une vie politique, un mouvement d'idée, une organisation, disons plus, une discipline à part.

Et cependant rien n'est plus vrai.

Constatons de suite que cela tient à une forme d'organisation particulière à la démocratie du Rhône et aussi à l'influence que cette organisation a constamment exercé sur elle.

Il est nécessaire de dire quelques mots de tout cela à ceux qui n'ont point vu de près ce dont nous parlons, afin de leur faciliter la compréhension du mouvement qni se produit aujourd'hui et qui, s'il se généralise en France, — les évènements aidant, — pourrait bien devenir le point de départ d'un revirement plus ou moins lent dans l'esprit du prolétariat des villes et d'une prochaine et nouvelle organisation du parti socialiste et révolutionnaire.

Peu avant la chûte de la Commune, alors qu'une forte majorité royaliste siégeait à Versailles, se fonda à Lyon le Comité devenu fameux de l'*Alliance républicaine,* mieux connu sous le nom de Comité de la rue Grolée.

On a fait à ce dernier une réputation européenne et certainement non surfaite, si l'on considère le rôle important qu'il a joué

depuis ce moment. En vain l'autorité l'a traqué, poursuivi, condamné, il a survécu, grâce au mécanisme de sa puissante organisation, à tous les efforts du gouvernement. Non en réalité que ce dernier l'ait ignoré, puisque récemment encore le retentissant procès, dit de la Permanence, lui a revélé d'après les termes mêmes de l'acte d'accusation, que tout ce que Lyon comptait de démocrates militants, était embrigadé par groupes de vingt environ, que ces groupes avaient des délégués formant un comité dans chacun des arrondissements de la ville, lesquels étaient mis en relation entre eux par une commission centrale dite *La Permanence.*

A chaque élection, le comité apparaît et ses décisions font loi pour la démocratie. Les journaux républicains n'insèrent que ses communications (cet exclusivisme n'a rien de démocratique comme on le voit), et la dissidence, si elle se produit dans le parti, est impitoyablement écrasée par une discipline de fer.

Nous ne voulons retenir de ce que nous venons d'expliquer que ce fait, à savoir que le Comité central, en raison de ce qu'il était puissant et respecté, devait précisément attirer sur lui les convoitises de la bourgeoisie républicaine qui dès lors n'eut plus qu'un seul but : l'envahir, le diriger et s'en servir d'instrument sûr pour ses projets.

On peut bien dire qu'elle n'a depuis, hélas ! que trop bien réussi. Ainsi, la région lyonnaise est absolument dominée par le Comité central, et celui-ci, sans que la plupart de ceux qui le composent s'en doutent, est absolument placé sous l'influence de quelques personnalités bourgeoises inspirées par les fortes têtes de l'opportunisme.

Seulement, et c'est là ce que je signalais au début, on commence à voir la « ficelle », et nous constatons actuellement que le Comité rencontre les préventions des révolutionnaires lyonnais, préventions qui ne peuvent avoir des conséquences sérieuses quant à présent, mais qui certainement arriveront à dominer l'opinion publique.

Les plus avancés commencent à sentir qu'il y a nécessité de créer une organisation spéciale qui resserre et groupe fortement les éléments épars du parti socialiste, et quoique jusqu'à ce jour aucun plan d'organisation bien précis n'ait été formulé, on peut s'apercevoir déjà que l'isolement n'est plus si complet.

Ainsi, dimanche 11 novembre dernier, a eu lieu une réunion d'environ un millier de citoyens. Il s'agissait d'un projet de fondation d'un journal populaire quotidien, socialiste et révolutionnaire. L'idée est excellente. Pour la première fois depuis 1871 le prolétariat aurait à bon marché (5 centimes le numéro) un organe lui appartenant véritablement.

Des résolutions ont été prises, une commission de dix-huit membres (trois par arrondissement) a été nommée.

Nous voyons à la réussite du projet en question bien des difficultés, surtout pour le côté financier, mais quoiqu'il advienne de cette idée, nous avons confiance qu'il sortira de ces premières tentatives l'embryon d'une bonne et solide organisation, quelque chose de semblable, comme *forme,* à notre ancien Comité central — aujourd'hui dominé par *les opportunistes*, dont nous parlions plus haut.

Que nos amis ne se laissent décourager ni par les difficultés ou les insuccès momentanés, ni par les calomnies des modérés et des *politiqueurs*. Ils ne tarderont pas à triompher de tous les obstacles, car ils sont le parti de la Révolution, le parti de l'avenir!

B.

St-PETERSBOURG

Le procès des 193.

Le 30 octobre a commencé le procès des socialistes russes, le dixième depuis 1873. Et dans ce chiffre nous ne comptons pas le procès de deux groupes socialistes condamnés sans jugement. — Voici les noms des douze groupes condamnés soit publiquement, soit secrètement, depuis l'époque dont nous parlons : groupe *Dolgouchine*, poursuivi pour avoir publié et mis en circulation des proclamations socialistes ; affaire de l'ouvrier *Marc Molinowsky ;* affaire des étudiants *Diakoff* et *Sérakoff*, mis en jugement pour avoir fait de la propagande parmi les ouvriers et dans l'armée; affaire de l'ouvrier *Alexandre Ossipoff*, poursuivi pour avoir distribué des livres prohibés ; affaire de la citoyenne *Boutowsky* ; affaire de l'étudiant *Donetzsky* ; procès de l'avocat *Semanowsky*, pour propagande socialiste dans l'armée ; procès du groupe des socialistes du gouvernement de Riasan ; procès des ouvriers d'Odessa ; affaire de Notre-Dame de Kazan à Saint-Pétersbourg ; procès des socialistes de Moscou; puis enfin, le procès qui se juge actuellement pour la propagande socialiste dans 37 provinces de la Russie.

Dans ce procès sont jugés les socialistes qui ont fait les premières tentatives de propagande dans le peuple. La plupart des personnes qui y sont impliquées, ont été arrêtées en 1873 et 1874.

Durant cette période, le nombre des inculpés diminua sensiblement : beaucoup d'entre eux sont morts, d'autres sont devenus fous, d'autres encore ont été exilés sans jugement, enfin, quelques-uns, tels que *Lourié* et *Krapotkine* ont réussi à s'évader et à gagner la frontière.

Le gouvernement fut longtemps indécis sur ce qu'il ferait de cette masse de prisonniers ; longtemps le procès fut remis de date en date par suite des recherches infructueuses de la police pour trouver quelques-uns des principaux inculpés : *Iwantschine-Pisareff*, *Axelrod, Payewsky, Kraftschinsky*, *Klémentz*, etc. — Au fond,

toutes les tergiversations n'étaient qu'un prétexte ; en réalité, le gouvernement était effrayé du spectacle sans précédent en Russie auquel allait donner lieu le procès de 450 inculpés appelant à leur suite l'audition d'un nombre au moins égal de témoins.

La tactique du gouvernement lui réussit fort bien, car aujourd'hui, grâce aux tortures physiques et morales d'une détention rigoureuse, grâce aux jugements administratifs de 450 prévenus, le chiffre est réduit à 193 ; et les juges munis de lois faites dans l'intervalle peuvent appliquer, sans scrupules, aux accusés la peine des travaux forcés.

Ainsi armé et espérant que le bruit du canon qui tonne sur les bords du Danube et en Asie-Mineure empêchera le public russe d'entendre les gémissements des victimes, notre gouvernement entreprend enfin le procès des socialistes.

Avant de conduire le lecteur dans la salle du tribunal, je veux lui donner une idée du procès et du caractère de l'accusation.

L'accusation reproche aux 193 prévenus d'avoir pour but, dans leur propagande, la destruction de l'ordre économique et politique actuel pour le remplacer par une fédération libre de communes autonomes, possédant collectivement la terre, les fabriques et les autres instruments de travail.

Partout où cette propagande se faisait jour, les accusés trouvaient un auditoire plus ou moins nombreux prêt à accepter ce programme. Le principal foyer de la propagande se trouvait à Saint-Pétersbourg où s'étaient formés plusieurs groupes secrets d'étudiants et de travailleurs ; la seconde place appartient à Moscou, Kiew, Odessa et Charkow. De ces centres la propagande se répandait dans les environs et de là dans toute la Russie.

L'acte d'accusation observe deux directions principales dans la marche de la propagande : la première va de Saint-Pétersbourg à Moscou et Nijni-Novgorod par le Volga, la seconde embrasse le Sud de la Russie et une partie des provinces centrales. Les principaux centres d'action sont Kiew, Odessa, Charkow, Tambow, Novo-Tscherkasck.

A Saint-Pétersbourg il n'y avait presque pas de fabriques où les brochures socialistes fussent inconnues. Dans beaucoup de fabriques les propagandistes des deux sexes travaillaient eux-mêmes. Dans le gouvernement de Twer, les propagandistes se groupaient autour de l'ouvrier *Kryloff ;* dans le gouvernement de Jaroslaw s'était formé un cercle socialiste autour de *Iwantschine-Pisareff ;* à Kiew, la propagande était en pleine activité.

Le gouvernement sentait qu'il avait un ennemi actif, mais tous ses efforts pour le découvrir restaient vains. On arrêtait bien par-ci par-là quelques groupes isolés, mais nulle possibilité de se rendre compte des forces liguées contre lui, nul moyen de connaître l'organisation qui les faisait mouvoir. L'autonomie des groupes et leur fédération, — chaque groupe travaillant isolément

dans son rayon et poursuivant un but commun, — trompaient absolument toutes les recherches.

L'arrestation des membres d'un groupe servait de stimulant à l'activité des membres des autres groupes.

Les arrestations qui se multipliaient à Saint-Pétersbourg forcèrent quelques-uns des propagandistes de se rendre à Moscou où *Mischkine,* membre du groupe de Moscou, organisa une imprimerie clandestine destinée à servir à la publication des brochures et des proclamations, le nombre de celles arrivant de l'étranger ne suffisant plus à la propagande.

Les premiers faits qui permirent au gouvernement de donner à ses poursuites un caractère général, furent dus à l'arrestation de *Woïnarralsky* et à une perquisition opérée dans l'atelier de cordonnerie organisé par lui à Saratow. *Woïnaralsky* avait des relations directes avec plusieurs groupes socialistes et avec l'imprimerie secrète de Moscou. On saisit chez lui une masse d'adresses, de lettres et un dépôt de livres imprimés à Moscou, ainsi que des faux passe-ports au moyen desquels les propagandistes échappaient aux recherches de la police.

Le gouvernement a fait lui-même le récit de ses recherches dans un document secret adressé aux chefs de différents départements de l'administration ; ce document, connu sous le nom de lettre du comte *Pahlen,* n'en fut pas moins, quoique secret, connu des socialistes russes et publié, à Genève par la rédaction du «*Rabotnik*» et à Londres par le « *Vpered*». L'acte d'accusation répète avec plus de détails ce que nous connaissons déjà par la lettre du comte *Pahlen,* il fait à sa façon le récit de la propagande socialiste dans le peuple et recherche l'origine des sociétés secrètes en Russie.

En le lisant, on constate l'influence énorme qu'ont eu sur la propagande socialiste russe les évènements dont Paris a été le théâtre en 1871, et dont la Commune a été le symbole, mais on peut reconnaître aussi que celui qui a rédigé ce document, le procureur général *Jéléchowsky,* est le digne émule du commissaire du gouvernement français, *Gaveau !*

Même ton insolent, même mépris de la vérité, même ignorance des idées des accusés, mêmes calomnies !

Deux exemples en passant : D'après le procureur *Jéléchowsky,* l'Internationale fédéraliste ou révolutionnaire a pour programme le mutuellisme !

Examinant le manuscrit d'un ouvrage de *Krapotkine* intitulé : « Est-il indispensable d'examiner l'idéal d'une société future ? » le procureur dit qu'il est écrit d'après les idées de *Bakounine* et de *Katchoff !* Etre disciple des doctrines représentées par ces deux hommes n'est en effet guère plus difficile que d'être en même temps catholique absolutiste et athée révolutionnaire.

Si les doctrines sont ainsi traitées, combien moins encore sont

ménagées les personnes? Il divise et subdivise en catégories les 193 accusés sans autre raison que sa propre fantaisie; — si les perquisitions ont amené la découverte chez l'un des accusés d'une des brochures distribuées à des milliers d'exemplaires, l'inculpé est classé parmi les membres actifs de la propagande imprimée; — a-t-on trouvé chez tel autre une lettre socialiste, il est naturellement considéré par le sagace procureur comme un des chefs de l'organisation qu'il poursuit de son zèle et de sa stupidité.

Enfin, pour compléter son œuvre, le digne émule des magistrats français, profite de ce que quelques personnages inconscients qui se prétendent socialistes, continuent à vivre de la vie corrompue de la bourgeoisie dans laquelle lui-même est plongé jusqu'aux oreilles, pour attribuer aux socialistes des tendances contre lesquelles toute leur vie est une longue protestation.

Ainsi une malheureuse fille, prostituée, *Ida Polheim,* la maîtresse d'un officier de gendarmerie, ayant réussi, on ne sait comment, à tromper quelques socialistes et à assister à quelques-unes de leurs réunions, lui donne le prétexte de rejeter sur tous les accusés l'inconduite qu'ils combattent et à laquelle ils sont toujours restés étrangers.

L'attentat consommé contre *Gorinowitch,* soupçonné d'espionnage, devient pour lui le texte d'une accusation de cruauté et de sauvage barbarie contre tout le parti, lorsque le plus grand nombre ignorait jusqu'à l'existence de ce personnage.

Pour conclure, notre procureur termine par une hâblerie. Il prétend que, dès 1875, le socialisme avait été complétement extirpé de la Russie, alors que lui-même opérait cette année des perquisitions chez les socialistes de Moscou, alors qu'en 1876 le socialisme s'affirmait par la manifestation de Notre-Dame de Kazan, etc., mais l'espace me manque pour raconter toutes les turpitudes, tous les mensonges de ce personnage. Il est temps de parler du procès lui-même.

La première séance a eu lieu dans le bâtiment du tribunal d'arrondissement, dans une salle si étroite que toutes les places réservées au public étaient occupées par les prévenus et les 386 gendarmes qui les accompagnaient; *quatre chaises* seulement sont destinées au public, et quel public! Sur trois d'entre elles sont assis des fonctionnaires, la poitrine salie par une décoration

Voici les impressions d'un témoin occulaire :

« Point de public, tous les bancs sont occupés par les prévenus;
« devant les bancs des rangées compactes de gendarmes armés
« jusqu'aux dents. Les prévenus présentent un spectacle étrange.
« On dirait une réunion de mourants et de morts. Tous les visages
« sont livides, les yeux vitreux chez les uns, brillent chez les au-
« tres d'un éclat fiévreux; l'ami le plus intime ne pourrait les re-
« connaître au premier abord. Quelques-uns ont passé trois ans,
« la plupart quatre dans la prison préventive. Parmi eux il y en

« a qui sont entrés imberbes dans ce tombeau : ils se présentent « au tribunal avec l'aspect de vieillards, leur taille est courbée. « Une conversation à voix basse s'engage parmi les accusés, ces « malheureux qui, pendant de longues années, n'entendaient « pas de voix humaine, saisissent avec joie cette occasion de s'en« tretenir entre eux ; pour eux, le procès est une chose secon« daire, une comédie inutile dont personne n'est la dupe.

« Dans un coin, entourés d'une grille, sont placés séparément « quatre prévenus *Mischkine*, *Kovalik, Woïnaralsky*, et *Kostou« rine*. On les garde avec plus de rigueurs, parce qu'ils ont fait « plusieurs tentatives d'évasion, *Mischkine*, entr'autres, fut repris « en Sibérie au moment où il préparait l'évasion de *Tcherni« chewsky.*

« On procède à l'interrogatoire sommaire des acccusés. A la « question « de quelle religion êtes-vous ? » la plupart répondent : « d'aucune ». Mischkine dit qu'il a été baptisé d'après le rite de « l'Eglise orthodoxe, mais sans son consentement.

« Votre profession, demande le président *Peters*. Je me suis oc« cupé de l'impression et de la propagande des livres défendus « par le gouvernement. — Les autres répondent à la même ques« tion qu'ils se sont occupés de la propagande et d'exciter le peu« ple pour la lutte contre la tyrannie. »

Les avocats ont protesté contre le huis-clos effectif qui remplaçait les audiences publiques auxquelles avaient droit les accusés, mais leur protestation est restée sans effet. Le prévenu *Tchernewsky* déclare, en son nom et au nom de ses co-accusés, qu'ils refusent de répondre dans un procès où le public n'est pas admis à les entendre. Pendant qu'il parle, le président essaie de l'interrompre, tout à coup les accusés l'interpellent par ces mots : « Ecoutez, quand on vous parle. » Après le discours de *Tchernewsky*, le président donne l'ordre de l'emmener de la salle ; aussitôt ses compagnons de crier : « Qu'on nous emmène tous ! » Au milieu des cris, le président lève la séance et ordonne aux gendarmes de faire évacuer le prétoire.

Par suite d'une méprise, les accusés furent conduits dans une salle où se trouvaient les témoins, qui, voyant les gendarmes le sabre en l'air, se mirent à crier : « Voilà que l'on veut *hacher* les prévenus ! »

A la séance suivante le président fit une longue réprimande aux accusés, les invitant à se tenir tranquilles, leur intérêt même leur imposant une attitude calme. — *Mischkine* demande alors pourquoi il n'y a pas de public présent aux débats, — le président observe que la publicité est garantie non par la présence du public, mais par la présence des sténographes qui donnent de la publicité aux séances ; à quoi *Mischkine* répond « que les comptes-rendus des procès précédents sont remplis de mensonges et d'erreurs, et que l'acte d'accusation est un tissu de calomnies ; les

accusés, ajoute-t-il, n'ont pas à soumettre leur cause au jugement des sénateurs, mais à celui du peuple. Il n'y a que les hommes qui n'ont pas la conscience nette et qui font dans les ténèbres une œuvre vile qui peuvent avoir peur du jugement du public. Quant à nous, nous avons une foi si profonde dans la pureté de notre cause, nous avons déjà tant souffert et nous souffrirons encore tant pour elle, que notre unique espoir et notre seule consolation se trouve dans le jugement de nos descendants. » A ces mots *Mischkine* est violemment interrompu par le président qui toutefois lui dit que le tribunal n'est pas responsable de la rédaction de l'acte d'accusation.

Il est à remarquer qu'aucune des réclamations des avocats pour obtenir la moindre garantie dans la défense ne fut acceptée, mais dans la séance du 6 novembre, le tribunal se surpassa.

Les séances précédentes ayant été absorbées par la lecture du volumieux acte d'accusation, ce jour-là le président déclara que d'après un ordre du Sénat, les prévenus seraient partagés en dix-sept groupes, et que le procès de chaque groupe se ferait séparément, — de sorte que non-seulement les accusés étaient privés du public, mais même de la possibilité de suivre leur propre procès !

Les prévenus protestèrent contre cette violation absolue de toute possibilité de défense, et comme ils démentaient le président qui promettait de faire publier un compte rendu véritable des débats (!), la salle fut aussitôt envahie par une nuée de cosaques qui chassèrent les avocats et emmenèrent les accusés.

A la séance suivante, protestation écrite des avocats contre la séparation des accusés par catégorie. — Le procureur déclare trouver dans cette protestation tous les éléments d'un *complot* contre les juges !

Les prévenus du premier groupe que l'on devait juger ce jour-là, ayant refusé de se présenter devant le tribunal et entendant ne prendre nulle part à cette comédie judiciaire, ils furent trainés de force dans la salle. Leur figure et leurs habits portaient les traces irrécusables des violences qui leur avaient été faites. Les accusés, au nombre de dix-huit, dont trois femmes, déclarèrent qu'ils ne reconnaissaient pas le tribunal, qu'ils ne prendraient aucune part aux débats, et qu'ils refusaient d'assister aux séances considérant ce procès comme une ignoble comédie.

L'exemple donné par ce premier groupe d'accusés fut suivi par les membres du second groupe. — L'un de ces prévenus, *Lermontoff*, dit « que le tribunal ayant déjà résolu d'avance le verdict qui doit le frapper, il conseille aux juges d'en finir avec cette odieuse comédie. » Tous les groupes, jusqu'au dixième, suivent le même exemple, sur plus de cent accusés, à peine une vingtaine consentent à donner quelques réponses.

Un autre fait significatif : Les témoins du dixième groupe ré-

tractent leurs dépositions et déclarent n'avoir répondu au cours de l'instruction que sous la menace d'être eux-mêmes arrêtés. — Ils considèrent leur déposition comme nulle et non-avenue.

Le procès en est là au moment où je termine cette lettre.

D. K.



GENTILLESSES JUDICIAIRES

Sous ce titre, nous croyons devoir signaler à nos lecteurs les deux faits suivants, très capables de les édifier sur les progrès accomplis par l'ordre bourgeois dans les moyens qu'il emploie afin d'obtenir la vérité, à la plus grande gloire de la Justice et pour la punition des coupables.

Le premier de ces faits nous est transmis par un de nos amis de l'Internationale, jeté dans les prisons d'Espagne, à l'époque où le républicain Castelar était chargé de faire le bonheur de ce pays, et qui, depuis 1874, attend qu'il plaise aux tribunaux de lui faire connaître le crime dont il est accusé!

Nous citons textuellement :

« Un incendie ayant eu lieu tout dernièrement, quarante-deux « individus ont été arrêtés sur ordre de l'alcade, pour l'unique rai- « son que ce dernier les soupçonne de n'avoir pas *voté* en sa faveur « aux dernières élections.

« L'un d'eux, pauvre vieillard, couche à côté de moi et n'a pu « bouger durant un mois. On l'avait suspendu au plafond par les « pieds et, dans cette position, la gendarmerie l'avait roué de « coups. — Un enfant de 12 ans, n'a été arrêté que pour l'amener « à denoncer la retraite où son père s'est caché! Afin d'obtenir « ses aveux, on l'a souffleté, jeté à terre et un gendarme, lui met- « tant le pied sur la tête, l'a menacé de le tuer s'il ne révélait ce « qu'il ignorait. Mis au cachot, on a cloué les volets de la fenêtre « afin que, par une chaleur étouffante, il ne pût ni voir, ni res- « pirer! — Comme ses sanglots émouvaient tous les prisonniers, « le fils de l'alcade, jeune homme de vingt ans, lui criait : *tais-toi* « *cochon*! »

Le second fait, qui nous vient de France, est plus atroce encore.

Une petite fille de six ans, violée par un voisin de ses parents, refusait de dénoncer au médecin, appelé par la famille, l'auteur du crime, effrayé des menaces de mort que celui-ci lui avait faites, si elle parlait.

Le médecin ne trouve rien de mieux, après avoir été réquérir un commissaire de police pour recevoir la déclaration de l'enfant,

que de dire à la pauvre petite qu'il va lui COUPER LA JAMBE, si elle persiste à garder le silence!

Au comble de la terreur, l'enfant cède ..... mais, succombant aux terribles émotions qui l'ont assaillie coup sur coup, elle meurt au bout de quelques jours!

Tel est l'épouvantable récit que nous ont retracé les journaux parisiens.

Eh bien! il ne s'est pas trouvé un seul de ces journaux qui ait flétri le misérable médecin, organisateur de ce nouveau genre de torture infligée, non à l'auteur présumé du crime, mais précisément à sa victime, afin d'obtenir de celle-ci le nom du coupable! Pas un de ces journaux, racontant cette odieuse scène, n'a stigmatisé comme il le mérite le magistrat de police qui a prêté son concours à l'emploi de ce monstrueux procédé judiciaire, sans songer que l'accusé pourrait l'invoquer au bénéfice de sa défense même!

Quelle chose admirable que la justice des sociétés bourgeoises!



OBSERVATIONS SUR L'APPRENTISSAGE PROFESSIONNEL

Si quelque chose doit intéresser les travailleurs, c'est assurément l'apprentissage de leurs enfants. L'éducation professionnelle est d'une telle importance, présente une si grande gravité pour les ouvriers, que cette question doit être l'objet constant de leurs études. Tout producteur, tout être humain qui est dans la nécessité de vivre par le produit de son travail, tout salarié enfin, ne peut se désintéresser d'un pareil sujet, c'est un intérêt général, qui commande aux producteurs d'élaborer un bon programme d'instruction professionnelle. C'est là une proposition évidente et soluble en partie du moins, dans notre organisation industrielle; mais nous devons indiquer, autant que nos modestes connaissances le permettent, la voie qui selon nous, est la meilleure, sinon, à la solution complète d'un si important problème, du moins à une grande amélioration de ce qui existe actuellement.

Reconnaissons-le tout d'abord, rien, absolument rien n'a été fait, ni par les travailleurs, ni même par l'Etat, si enclin cependant à faire des règlements pour diriger l'instruction professionnelle des enfants du peuple. L'Etat, qui intervient en toute chose, qui dirige, réglemente, qui conserve le monopole de l'enseignement,

s'arrête, plein de respect pour les capitaux, devant le seuil de l'usine, et laisse l'enseignement professionnel au pouvoir discrésionnaire de l'industriel. Il prive de sa garantie les enfants de 12, 13, 15 ans, lorsqu'ils sont dans la nécessité d'aller à l'école professionnelle, qui est l'atelier, et ne cesse de protéger l'enfant qui reste assis sur le banc des écoles secondaires et supérieures — du moins c'est là sa prétention. — Il invoque pour agir ainsi le principe de la liberté du travail. Pourtant l'enseignement professionnel et scolaire sont intimement liés, et sous peine de périr, toute société doit aux enfants sans exception les connaissances tant théoriques que pratiques qui peuvent développer chez eux les facultés productries et préparer ainsi la richesse du monde à venir.

Le moment n'est pas éloigné où l'on comprendra mieux qu'il n'y a pas de ligne de démarcation entre la partie scientifique et la partie manuelle de l'industrie, entre la pratique et la théorie d'un métier. Nous n'aurons plus alors à citer comme exemples les rares écoles des arts et métiers comme celles d'Angers, d'Aix, de Châlon, en France, et l'école d'agriculture de Grandjouan, de Grignan, Cluny. Nous pourrons mentionner d'autres hommes que les rares ingénieurs qui, comprenant combien pratique et théorie se complètent, n'ont pas craint en sortant des écoles spéciales, d'aller passer quelques années dans les ateliers de constructions mécaniques, ce qui leur a marqué leur place dans les annales du génie civil.

Que le lecteur ne cherche pas, d'ailleurs, dans notre critique du rôle de l'Etat, un désir de le voir s'occuper plus directement de la question qui nous occupe. Au contraire, nous ne demandons et ne croyons en pareille matière qu'à l'intervention des travailleurs, la surveillance, le contrôle des ouvriers sous lesquels travaillent les enfants vaudront mieux que celui d'employés plus ou moins officiels ; mais il faut, pour que la mesure que nous proposons ait toute l'efficacité désirable que les travailleurs soient fortement organisés par groupes de corps de métier et émancipés économiquement. Il faut que les sociétés de métiers, représentants directs des intérêts moraux et matériels des corporations, prennent l'initiative de modifier les règles, les habitudes, les mœurs de l'atelier. Il faut enfin que les ouvriers considèrent comme le premier des devoirs, d'adhérer aux organisations de leurs métiers, et ensuite, d'être dans les ateliers les exécuteurs consciencieux, énergiques des mesures librement discutées, librement consenties dans les assemblées générales de leur profession. C'est alors seulement que nous pourrons soumettre aux travailleurs, avec pleine con-

fiance au succès, le programme sommaire d'éducation professionnelle que nous allons indiquer.

L'exploitation de l'enfance est la plus révoltante de toutes les tyrannies, parce que l'enfant est un être faible qui ne peut se défendre; or l'apprentissage, tel qu'il se pratique généralement, n'est autre chose que cette abominable exploitation de l'enfance où l'opprimé devient une source de bénéfices pour le patron. En effet, le jeune apprenti ne peut être rigoureusement considéré comme non-producteur que pendant le premier semestre de son apprentissage; dans le deuxième il compense entièrement par son travail les pertes de temps qu'il occasionne. Dans le premier semestre de la deuxième année, l'enfant, habitué qu'il est aux travaux et à l'outillage de la maison, égale très-souvent la production d'un petit ouvrier. Donc, au bout de dix-huit mois, on peut dire que l'apprenti a acquitté la dette contractée vis-à-vis de l'industriel pendant le premier semestre. Et, pourtant, il restera pendant dix-huit mois encore, toujours considéré comme un simple apprenti et ne devra peut-être une légère rénumération qu'à la générosité du patron. Ainsi, la journée d'un ouvrier médiocre travaillant à côté de l'apprenti, son égal en force productive, étant évaluée seulement à 3 fr. 75, il se trouve que pendant dix-huit mois de travail, dont il faut défalquer les jours de repos, l'apprenti aurait dû gagner 1650 francs. Voilà certes un assez joli bénéfice, et ce raisonnement n'est pas, comme on pourrait le croire, une pure fantaisie, c'est le résultat d'une expérience que nous avons pu faire nous-même. — Nous avons eu deux apprentis, qui devinrent au bout d'un an de « petits » ouvriers : l'un conduisait un tour de l'atelier et faisait couramment les pièces ordinaires, telles que gougeons, boulons, écrous, coussinets, axes, etc., etc.; l'autre à l'ajustage nous rendait les services d'un ouvrier moyen. Or, dans beaucoup de professions, l'apprenti peut rendre des services appréciables beaucoup plus tôt que dans la construction mécanique.

Que donne l'industriel à l'enfant qui durant trois années lui a procuré un si joli bénéfice? Un métier sans doute? Pas toujours! Souvent, pendant les trois années que dure l'apprentissage, on ne fait faire à l'enfant qu'une spécialité, de telle sorte qu'en sortant de la maison où il devait avoir appris à travailler, il ne connait pas l'ouvrage d'une autre maison; il se trouve embarrassé, gauche, obligé de faire un deuxième apprentissage, et cela arrivera autant de fois qu'il changera d'atelier : il ne devient réellement bon ouvrier qu'après avoir roulé pendant 6 ou 7 ans d'usine en usine. C'est dans ce cas surtout, que la tutelle des ouvriers sociétaires doit s'exercer; à eux de veiller pour que les apprentis étudient

toutes les spécialités concernant leur profession, et pour qu'ils en connaissent non-seulement le côté pratique, matériel, mais aussi le côté théorique.

Depuis la création de la grande industrie, qui se relie intimement à la science, il n'est pas d'usine, d'atelier un peu important qui n'ait un bureau d'études avec ses ingénieurs, ses dessinateurs, ses chimistes, ses préparateurs. C'est là un personnel suffisant pour donner aux enfants en apprentissage dans ces maisons toutes les notions techniques qui concernent le métier. Déjà, il est vrai, quelques industriels pratiquent cet enseignement, mais le soir seulement, après que les ingénieurs et les apprentis ont fourni leur journée de travail. Ce n'est pas ainsi que les choses devraient se passer. Deux fois par jour, l'apprenti devrait avoir le droit de travailler au bureau d'études ; il devrait, durant trois années, suivre les leçons des ingénieurs et dessinateurs, de même que dans l'atelier il suit les conseils du tourneur ou du forgeron. Quant aux maisons moins importantes, qui n'ont pas le personnel que nous venons d'indiquer, elles devraient se conformer aux mesures que prendraient les corporations pour assurer aux enfants les mêmes bénéfices que ceux des grands établissements.

Nous avons dit qu'il était nécessaire de modifier les règles, les habitudes, les mœurs de l'atelier. C'est à cette dernière indication que nous allons nous arrêter un instant.

Bien des parents s'étonnent parfois du peu de goût qu'ont leurs enfants pour le travail. Le contraire nous surprendrait. Outre que la plupart du temps les pères placent leurs garçons à l'usine sans tenir compte de leurs goûts et de leurs aptitudes, les ouvriers, il faut bien l'avouer, contribuent en majorité à n'inspirer aux enfants que l'horreur de l'atelier.

Nous le demandons à nos camarades : N'est-ce pas l'enfer que l'atelier pour ces pauvres petits ? Au lieu de trouver là des amis, des frères aînés disposés à leur apprendre ce qu'ils savent, avec bienveillance, ils ne rencontrent la plupart du temps que de vrais bourreaux. Oui : nous avons connu certains ouvriers qui se livraient sur leurs apprentis à des actes révoltants, qui même les frappaient de leurs outils. Il n'y a pas de grossièretés, d'invectives, de farces ignobles dont on ne se rende coupables à l'égard de ces malheureux enfants, toutes choses qui les rebutent, leur font haïr leur profession, et c'est ainsi que, de tentative en tentative, certains enfants finissent par n'apprendre aucun état et font plus tard des déclassés.

Il est donc urgent de réagir. L'ouvrier ne sera pas moins écouté s'il parle avec douceur à l'enfant qui est à côté de lui. Qu'il y

songe, s'il est père de famille, son enfant peut être aussi maltraité dans l'atelier où il est apprenti. Qu'il évite donc de faire à ceux des autres ce qu'il ne voudrait pas qu'on fît aux siens.

Il nous reste, avant de terminer, à expliquer la préférence que nous accordons aux petites maisons dans l'art de l'enseignement manuel.

Chez les petits patrons, où les capitaux font défaut pour acquérir un outillage complet et perfectionné, on est forcé de faire à la main ce qui ailleurs se fait à la machine. De plus, on est obligé d'entreprendre tous les travaux qui se présentent, et le personnel restreint ne lui permettant pas la division du travail, l'enfant ne risque pas de devenir un simple spécialiste. Ces deux avantages : c'est-à-dire l'habileté de main qu'il acquiert, et la nécessité de faire tout travail qui concerne sa profession, justifient la préférence que nous accordons aux petits ateliers. Néanmoins, à côté de l'avantage manuel qu'offrent ces maisons, on y rencontre d'autres inconvénients qui ont aussi leur gravité ; l'enfant y est souvent aussi maltraité que dans les grandes usines, et, de plus, il y est courbé très souvent à la servitude du ménage ; le patron fait de l'apprenti un simple domestique, et lui fait perdre à balayer, à porter des fardeaux, une partie du temps qu'il devrait passer à travailler.

On voit par ces quelques indications l'importance de la mission que nous assignons aux sociétés ouvrières. Nous les voulons solidement organisées, non point seulement en vue de la résistance au capital, mais aussi en vue de l'éducation d'une nouvelle race de travailleurs. Nous sommes dans une époque de transition. En préparant la Révolution sociale, qui seule pourra nous donner l'enseignement intégral, travaillons de notre mieux à l'éducation professionnelle dans l'atelier, afin de préparer à nos enfants une destinée plus heureuse que ne l'a été la nôtre.

Auguste Avrial.



AVIS

Les abonnés trimestriels sont prévenus qu'avec le prochain numéro il sera pris remboursement sur tous ceux qui n'auront pas fait parvenir d'ici le 15 Décembre prochain le montant de leur abonnement à l'administration de la Revue.

L'Administration.



SOUSCRIPTION

ouverte par le « TRAVAILLEUR » au profit des CONDAMNÉS DE BERNE

3eme LISTE

Plessis 1. » — E. R. 5. » — Ch. P. 3. » — P. G. 1. » — A. B. au M. 3. » — M. A. (Aude) 9. » — Lion Saciat 0, 50 »

Total = 22. 50.

Montant des listes précédentes = 81. 50.

Total **Fr. 104.**

Nota. — Les souscripteurs sont instamment priés d'envoyer *sans retard* le montant de leur souscription à l'administration du « **Travailleur** », 26, chemin de Montchoisy, Genève.

Imprimerie du «Rabotnik», 26, Montchoisy, à Genève.

1re Année. N° 8. Déc.-Janvier

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : **Arthur Arnould, A. Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, G. Lefrançais, L. Metschnikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.**

ABONNEMENT : Un an, **6** fr. ; Six mois, **3** fr. ; Trois mois, **1** fr. **50.**

Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** »
Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève.**

BULLETIN

La République de MM. Gambetta et consorts vient de l'échapper belle !

Grâce aux chinoiseries dont ces Messieurs ont gratifié la France et à l'intelligence de la fameuse « représentation des Communes françaises » — vulgo *Sénat* — on en était chaque matin à se demander si nous n'allions pas assister à ce charmant spectacle d'une bataille entre la chambre haute, protégée par les Ducrot et autres *trompe-la-mort* de même farine et la Chambre basse s'abritant derrière l'invincible Galliffet—(vous avez bien lu : *Galliffet*)— défendant les droits des députés, de sa vaillante épée, fumante encore du sang des fédérés de 1871 !

Mais, après plus de deux mois d'intrigues, de déclarations contradictoires, de menaces que d'ailleurs personne de droite ni de gauche n'était en mesure de réaliser, les élections si *républicaines* du 14 octobre ont en France, ramené au pouvoir MM. Dufaure, de Marcère et Léon Say, forcés d'en des-

cendre l'an dernier, devant un vote de la même majorité parlementaire, qui les regardait alors comme trop dévoués à la réaction monarchiste

Quel splendide résultat et n'est-ce pas le cas de chanter cet amusant refrain : «Ce n'était pas la peine, assurément, de changer de gouvernement ! »

La République en France est donc de nouveau consolidée... jusqu'à ce qu'on se croie en état de la reculbuter, cela va sans dire.

Messieurs les élèves des Ecoles Polytechnique, de Droit, de Médecine, de Pharmacie, d'Alfort etc. etc, — toute la *généreuse jeunesse* française enfin (style consacré) va pouvoir déposer désormais sans crainte ses immenses couronnes sur la tombe de Thiers, l'assassin de la Commune, dont nous espérons bien que se souviendront un jour les fils des fusillés de la *semaine sanglante.*

Même, chose plus merveilleuse encore, grâce à l'heureuse union de Dufaure et de Mac-Mahon, le contribuable est assuré de continuer de payer l'impôt tout comme devant. Si donc celui-ci n'est pas satisfait, Gambetta et ses amis auront le droit de le déclarer insatiable.

Nul n'ignorant à cette heure les détails de l'insipide pièce que viennent de représenter nos guignols politiques de toutes couleurs dans les Chambres haute et basse, nous ne fatiguerons pas nos lecteurs de ce fastidieux récit.

Nous nous contenterons d'en relever ce qui vient à l'appui de notre thèse favorite : que l'unique caractère de tout gouvernement que ce soit est d'être essentiellement malfaisant.

Considérons en effet ce qui se passe en France en ce moment.

Le nouveau ministère s'empresse de remettre en place les créatures que le 16 mai en avait balayées et qui, elles-mêmes, un an avant, avaient succédé aux créatures des de Broglie, Buffet et consorts, qui avaient remplacé celles de Thiers, et qui avaient succédé à leur tour., etc. etc. etc., — et ainsi de suite, en remontant dans la nuit des temps parlementaires.

N'est-ce pas, pour les administrés, la preuve évidente que la fonction est faite pour le fonctionnaire qui, lui-même, ne représente que les seuls intérêts de l'administrateur. Que,

dès lors, ces *administrés* pourraient fort bien se passer de la fonction et de celui qui la remplit?

Combien faudra-t-il de temps encore pour que cette grosse et banale vérité crève les yeux de ceux qui paient et subissent cette insupportable armée de parasites? Quelle poudre insecticide en délivrera les travailleurs?

Un autre enseignement nous semble aussi ressortir de l'écœurante comédie à laquelle nous venons d'assister.

Il est parmi nous encore des gens de bonne foi qui ont cru jusqu'à ce jour à la possibilité de faire sortir de l'urne électorale — cette fatale boîte de Pandore — l'affranchissement des travailleurs, dans l'espérance, assez illusoire d'ailleurs, que le suffrage universel pourrait envoyer une majorité de députés sincèrement dévoués et intéressés à la révolution sociale.

Nos amis sont à même maintenant d'apprécier quel cas on ferait des décisions prises par une telle majorité et comme s'y soumettraient les intéressés de l'ordre social actuel.

Rien que pour obtenir d'un vieux soudard qu'il se résignât à subir un ministère très-conservateur en somme, mais d'une autre nuance que celui qui flattait davantage ses appétits soldatesques, les deux camps, dont l'un parlait au nom d'une majorité légale et constitutionnelle, se sont menacés durant deux mois, avant d'aboutir au plus inoffensif des compromis, et ce n'est que grâce à l'égale lâcheté des adversaires qu'une nouvelle boucherie dans les rues de Paris a pu être évitée!

Que serait-ce donc s'il s'agissait de réaliser les décisions prises par une majorité socialiste, portant la cognée sur les divers priviléges dont, du plus pur légitimiste au plus endiablé des intransigeants, tous nos politiciens se disputent seulement l'exclusive jouissance.

Qu'en pensent aujourd'hui les naïfs dont nous parlons?

***

Peu de chose de la Suisse en ce moment.

La crise subie par l'industrie horlogère ne semble pas près de finir et la misère s'accentue chaque jour, malgré les loteries et les bazars de vente au profit des ouvriers sans ouvrage à Genève, organisés par les mômiers et les radicaux de notre République..... au seul bénéfice, en somme, des propriétaires et des fournisseurs, auxquels les produits de l'*œu-*

vre ont été attribués pour solder les notes arriérées de leurs pauvres créanciers !

La presse suisse nous fournit aussi un utile renseignement pour l'édification de ceux qui croient encore à la valeur du programme des radicaux et de leur fameuse ritournelle sur les bienfaits de l'instruction gratuite et obligatoire.

Voici ce qui vient de se passer à *Porrentruy,* canton de Berne, où gouvernent les radicaux et où fleurit cette bienheureuse institution démocratique..... mais non sociale :

Une pauvre veuve, malade, demeure plus d'un mois à l'hospice. Durant ce temps son enfant ne va point à l'école ; elle est condamnée pour ce fait à 13 fr. d'amende et, comme la maladie l'a mise hors d'état de payer cette somme, elle sort de l'hospice pour rentrer *trois jours* en prison !

Qu'en pensez-vous, bons radicaux de France et de tous autres pays ?

Nos compagnons de Buenos Ayres nous font parvenir 14 fr. pour la souscription en faveur des condamnés de Berne et nous annoncent l'envoi de 325 fr. fait au citoyen Maujean de Londres, en faveur des condamnés à la Nouvelle Calédonie.

LES PAYSANS AU JAPON

II

La possession japonaise nous intéresse uniquement comme un nouvel exemple d'un degré supérieur de civilisation, réalisé sans le concours du principe de propriété, en dehors duquel nos savants économistes n'entrevoient que ruine et désolation. A notre point de vue, il est donc important de prouver que la productivité du sol de l'empire du soleil Levant n'est guère moindre que dans les pays les plus favorisés par ce droit *sacré* d'user et d'abuser. La densité de la population japonaise (34 millions d'hommes sur 400.000 kilomètres carrés) en est déjà une preuve assez éloquente aux yeux de tous ceux qui savent que ces 34 millions de Japonais se nourrissent exclusivement de produits indigènes, que les machines et les fabriques n'existent pas encore dans l'empire et que

cependant le chancre du paupérisme qui ronge nos villes et nos campagnes y est presque inconnu. Mais le rapport que nous venons de signaler entre la population et la superficie totale de l'empire donne seulement une faible idée des ressources que les paysans japonais savent en réalité retirer de leur sol, non encore soustrait à la population des travailleurs au profit de quelques capitalistes privilégiés.

En effet, d'après la statistique officielle publiée en 1875 par un bureau du *Naï-mou,sion* (ministère de l'intérieur), de Yedo, 85,000 kilomètres carrés doivent être soustraits du chiffre total, parce qu'ils représentent le *Hok-Kaïdo*, ou la circonscription coloniale du Nord, c'est-à-dire les îles Yeso et les Kouriles, peuplées par les *yélusj* ou barbares, chasseurs et pêcheurs, *dinos* et *kouriles*, dont le nombre diminue d'année en année et ne dépasse guère actuellement 250,000 personnes. Environ 150,000 négociants ou colons japonais sont établis le long des côtes de l'île de Yeso, dont l'intérieur est entièrement désert. Les provinces du N.-E. de l'île principale sont aussi fort maigrement peuplées, et nous connaissons personnellement un nombre assez considérable de paysans qui, dans les dernières années du régime féodal, ont gagné des fortunes princières en exploitant, au nom du droit de premier occupant, les immenses terrains qui étaient encore en friche dans les provinces de Deva, Mouts, dans la principauté de Nambou, etc. Par l'effet de ses antécédents historiques, la population japonaise, faible ou nulle, dans le Nord, s'est concentrée dans le milieu et l'Ouest de l'île principale et dans quelques parties fertiles de l'île de Kin-Sin; de sorte que les 34 millions de Japonais de nos jours n'exploitent en réalité qu'une superficie de 200,000 à 250,000 kilomètres carrés. Ce calcul ne laisse donc qu'un kilomètre carré de terrain pour 120 ou 130 habitants ; ce qui nous permet d'affirmer que le Japon a une population plus dense que celle du royaume-uni de la Grande-Bretagne ; mais tandis qu'en Angleterre la classe agricole ne représente que les 12 centièmes de la population, au Japon elle est tout, comme le tiers-état du temps de Sièyes et, de toutes les autres branches de l'économie nationale, la pêche seule joue un rôle de quelque importance dans le budget populaire.

Nous n'avons malheureusement pas de données plus directes sur la productivité moyenne d'un hectare du sol japonais. La statistique officielle sus-mentionnée nous apprend seulement que durant l'année 1874, 12,837,692 *kok* de riz ont été versés dans les greniers de l'Etat à titre d'impôt foncier. Un *kok* vaut 173,86 litres et représente aujourd'hui une valeur vénale de 50 francs en-

viron. Mais à l'époque dont il s'agit il n'existait aucune unité d'impôt dans l'empire et il nous est impossible d'évaluer, ne fut-ce qu'approximativement, le nombre annuel de *kok* produits dans le pays.

La grande productivité du sol japonais ne pourrait guère être attribuée aux causes climateriques, géologiques, etc. Il est vrai que le terrain dans la majeure partie de l'empire est encore fertile, mais déjà passablement appauvri par de longs siècles de culture. Pourtant il demande des engrais, qui sont rares dans le pays, où le morcellement des terres et la densité de la population ne permettent point d'élever des bestiaux en grand nombre. Sous le rapport du climat, le Japon est moins favorisé que l'Europe occidentale et centrale, puisque nous y rencontrons aux latitudes de Marseille et de Bordeaux les températures d'Amsterdam et de Stockholm. Cependant, à l'exception de la circonscription Hok-Kaïdo, abritée contre l'influence calorifique du courant tropical, le riz et le mûrier sont cultivés partout dans l'île principale et donnent des produits qui jouissent d'une grande renommée. La culture de l'arbre à thé est plus avancée au Japon qu'en Chine, bien qu'il n'existe point au Japon de plantations particulières et que l'arbuste y forme des haies-vives autour des champs ensemencés de riz ou d'autres céréales. Certaines sortes très-parfumées de cette plante favorite des habitants de l'Extrême-Orient y sont cultivées sur des collines assez élevées et dans des conditions de climat extrêmement défavorables. Mais ce qui influe surtout d'une manière fâcheuse sur le développement de l'agriculture au Japon, c'est la configuration montagneuse du territoire qui rend absolument improductible la majeure partie de la superficie totale. Le Dr Daniel Green qui fut chargé de l'étude spéciale de l'agriculture au Japon par le commodore américain M. T. Perry, dit dans son « Rapport » (1) que, « dans les localités visitées par l'escadre, les trois quarts et souvent les sept neuvièmes sont occupées par des montagnes ou des collines très-abruptes qui ne présentent aucune trace d'agriculture. » La statistique officielle évalue toute la surface vouée à une culture quelconque dans l'empire du Soleil Levant seulement à trois millions et demi de *tsio*, soit moins de 40,000 kilomètres carrés qui ne représentent seulement pas un dixième de la superficie totale du Japon.

Enfin, de l'avis même d'agronomes anglais ou américains, enga-

(1) Report upon the agriculture of Japan, ley D. Green surgeon of U. S. navy.

gés dans ces dernières années au service du gouvernement japonais, l'agriculture dans ce pays est bien susceptible de quelques progrès extensifs, c'est-à-dire qu'elle peut être étendue à un certain nombre de terrains actuellement en friche ; mais, au point de vue intensif, elle semble avoir déjà réalisé le maximum de sa productivité.

Depuis quelques lustres, le gouvernement de Yedo, actuellement entre les mains d'un groupe entiché de centralisation à la française, s'évertue à suppléer au manque de législation codifiée dans le pays par une mauvaise traduction du code Napoléon. En quelques années la possession japonaise disparaîtra donc au milieu de l'imbroglio déjà engendré dans cet intéressant pays de l'Extrême-Orient par le mélange de velléités de progrès mal digérés et de restes d'un passé mal oublié, qui est le *statu quo* du Japon régénéré de nos jours. Sous d'autres influences, la possession japonaise aurait pu, sans nul doute, en se modifiant d'après les lois naturelles de l'évolution historique, donner le jour à quelque forme nouvelle de la possession foncière. Mais, du train dont vont les choses sous la direction des bureaucrates de Yedo, la possession ne peut que dégénérer en régime de propriété agrementée de la rhétorique usuelle, puisée dans nos paperasses par des législateurs japonais travaillant actuellement à cette besogne, sous la direction de quelques jurisconsultes parisiens, aussi ignorants de la langue et de l'histoire du Japon que leurs émules à pommettes saillantes le sont de ce qui fait le fonds de la vie politique et sociale en Europe, dont ils croient s'être assimilé le dernier mot civilisateur, depuis qu'ils boivent du champagne et qu'ils tuent leurs insurgés avec des fusils se chargeant par la culasse.

Puisque l'insurrection des derniers Mohicans du féodalisme japonais a été vaincue dans le Sud et que ses chefs : Saïgo, Mourata et quelques autres, après 15 mois d'une lutte héroïque, se sont ouvert le ventre d'après les prescriptions de l'étiquette traditionnelle, — les réformateurs de Yedo ne peuvent rencontrer d'opposition sérieuse que de la part des paysans mêmes dont nous avons déjà mentionné l'attitude indépendante et le mépris envers leurs administrateurs. Cette opposition des classes agricoles pèserait fortement dans la balance historique si les régénérateurs du Japon précipitaient les choses, et surtout s'ils s'avisaient, comme l'ont fait les civilisateurs de la Russie sous Catherine II, de se substituer à la place de grands propriétaires fonciers qui n'exitent pas au Japon. Mais ce danger sera plus imminent encore si la transition au régime propriétaire se fait insensiblement par la transformation

graduelle en aristocratie territoriale de certains paysans qui sont déjà les plus favorisés de nos jours. Quand ils auront accumulé sous leur domination, d'abord des terres qui restent en friche dans les provinces du Nord, puis (ce qui n'est qu'une conséquence inévitable de la concurrence sous le régime propriétaire), celles qui sont cultivées aujourd'hui par des métayers moins riches, c'est alors que se déchaînera sur le Japon le terrible fléau du prolétariat dont il y existe déjà des germes. Il y sera d'autant plus cruel que l'empire du Soleil-Levant est pauvre en capitaux et que l'industrie indigène pourrait difficilement s'y développer sous le régime des tarifs douaniers qui ont été imposés, au Japon comme à la Chine, par la diplomatie européenne dans l'intention unique de favoriser l'exploitation de ce pays par des spéculateurs étrangers.

Léon Metchnikoff.



CONDITIONS HYGIÉNIQUES DU TRAVAIL DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

II

PROFESSIONS EXPOSANT LES OUVRIERS A L'INHALATION DES POUSSIÈRES.

Après avoir examiné, dans notre premier article, les conditions du travail, chez les ouvriers des mines et les ouvriers de campagne, nous allons passser aujourd'hui en revue un groupe immense de professions ayant pour ennemi commun la POUSSIÈRE qui se développe pendant leur travail.

Les dangers présentés par ce nouvel ennemi sont généralement peu connus, et cela tient à ce qu'ils sont moins frappants à première vue que ceux de beaucoup d'autres professions. En effet, les maladies engendrées par l'inhalation de la poussière s'embusquent dans des fabriques élégantes à l'extérieur, au fond des faubourgs éloignés, au sein même des habitations du prolétaire, où personne ne viendra voir ses souffrances. Il se trouvait même des médecins qui prétendaient que la poussière ne pouvait entrer en ligne de compte parmi les causes de maladie des travailleurs, et que c'était l'ivrognerie et l'inconduite qui finissaient seules par détruire la santé de l'ouvrier.

Il a fallu que la statistique impartiale et implacable révélât dans ces derniers temps des chiffres et des faits indiscutables pour amener enfin les hommes de la science à examiner cette question de plus près.

Il est facile de comprendre que l'influence des poussières se manifeste presque exclusivement par des maladies des organes respiratoires. En effet, tandis que les maladies des organes respiratoires ne représentent que 35 0/0 des maladies internes de la population ouvrière des autres industries, dans les professions où la poussière se dégage, ces maladies spéciales s'élèvent jusqu'à 50 et 60 0/0 (1), et ce chiffre officiel, tiré des statistiques des hôpitaux est certainement au-dessous de la réalité. Ainsi la phthisie qui s'élève à 11,1 0/0 de toutes les maladies internes dans les professions *non-poussiéreuses*, est de 22,5 0/0, c'est-à-dire du double dans les professions *poussiéreuses* (2).

Les nombreuses variétés de poussières respirées par les ouvriers des différentes professions peuvent être divisées en 5 groupes: poussière *métallique*, *minérale*, *animale*, *vegétale* et *mixte*, cette dernière représentant un mélange des différentes poussières.

La plus dangereuse est la métallique (phthisie 28 0/0); viennent ensuite: — poussière minérale (phthisie 25 0/0) ; mélange de poussières organiques et inorganiques (phthisie 22,6 0/0); poussière animale (phthisie 20 0/0); végétale (phthisie 13,3 0/0).

Les affections pulmonaires que peut provoquer l'inhalation des poussières sont : le *catarrhe des voies respiratoires*, *l'emphysène* (comme conséquence de bronchites chroniques), la *dilatation des bronches* (conséquence de bronchites), la *pneumonie* (aigüe et chronique), enfin des formes particulières de *phthisie*. — Les recherches scientifiques de ces derniers temps ont constaté d'une manière positive et incontestable que c'est bien, en effet, la poussière qui produit ces maladies dans un grand nombre de professions. Le microscope et l'analyse chimique ont constaté dans les poumons la présence de la poussière respirée par les ouvriers pendant leur vie. Les petites particules qui composent ces poussières apportées avec l'air jusqu'aux alvéoles des poumons, se faisant peu à peu un chemin à travers les tissus, se rassemblent en dépôt, dont les poumons sont souvent parsemés dans toute leur étendue, et leur présence y forme des foyers nombreux d'irritation et d'inflammation.

Ce fait a été constaté pour la poussière de *charbon*, de *silex*, de *fer*, de *tabac* ; le même fait est très-probable pour les poussières du *coton*, de la *laine* et de beaucoup d'autres matières,

(1) Hirt, Krankheiten der Arbeiter, 1 Abth., 1 Th., p. 3.
(2) Hirt, p. 30.

bien qu'on n'ait pas encore réussi à trouver des traces de ces matières dans la substance des poumons.

Voici donc toute une série de professions qui ont le triste privilége d'avoir des maladies spéciales enfantées exclusivement par le genre de leur travail.

Les affections pulmonaires produites par l'inhalation de la poussière de charbon ont reçu le nom de *Anthracosis*. Les tailleurs de pierres et tous ceux qui sont exposés à l'inhalation de la poussière de silex succombent à la *phthisie siliceuse*. Les ouvriers de l'industrie du coton ont la *pneumonie cotonneuse*. On appelle *Siderosis* la maladie pulmonaire des ouvriers qui respirent la poussière de fer, et *Tabacosis* celle des ouvriers qui respirent la poussière du tabac.

Si les conditions hygiéniques du travail ne changent pas, bientôt la médecine aura encore à enrichir sa nomenclature d'une foule d'autres noms spéciaux à ces maladies professionnelles.

Nous allons maintenant passer rapidement en revue quelques-unes de ces professions, en choisissant surtout celles qui occupent le plus grand nombre d'ouvriers.

Commençons par les plus dangereuses, celles qui exposent l'ouvrier à l'inhalation des poussières métalliques, et encore parmi celles-là nous ne nous occuperons que de la poussière de fer, presque tous les autres métaux, comme le plomb, le cuivre, étant en même temps nuisibles par leur caractère *toxique*, tandis que nous ne devons nous occuper ici que des résultats de l'action *mécanique* de la poussière, en réservant l'étude de l'influence des matières toxiques sur les ouvriers pour un article suivant.

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DE LA POUSSIÈRE DE FER.

En 1864, on fit à Nuremberg l'autopsie d'une jeune ouvrière qui avait été employée pendant sa vie à préparer le papier qui sert à couvrir l'or fin. Cette préparation consiste dans l'application, sur une feuille de papier transparent, d'une poudre rouge très-fine (oxyde de fer, rouge anglais) jusqu'à complète imbibation du papier. Le local où elle travaillait était petit, la ventilation insuffisante, l'air chargé d'une poussière rouge intense ; la salive des ouvrières était rouge ; de loin on reconnaissait les bâtiments où s'accomplissait ce travail à la couleur rouge dont étaient revêtus même les murs extérieurs. —L'autopsie montra les deux poumons colorés d'un rouge-brique intense aussi bien à l'intérieur qu'à la surface. L'analyse chimique démontra en même temps la présence du fer dans les poumons en quantité énorme : les deux poumons ne contenaient pas moins de 22 grammes d'oxyde de fer.

C'est depuis cette époque seulement que l'introduction directe de la poussière de fer dans les poumons a été constatée, et cette introduction explique suffisamment les effets terribles qu'elle produit dans une foule d'industries beaucoup plus nombreuses. Des cas analogues à celui que nous venons de citer ont été observés chez les ouvriers occupés à nettoyer avec du sable des plaques de tôle qui s'étaient recouvertes d'oxyde de fer.

Mais dans aucune industrie l'influence de la poussière de fer n'est aussi pernicieuse que parmi les *aiguiseurs*. Ce métier est devenu beaucoup plus dangereux depuis que les ouvriers se sont trouvé concentrés dans de grandes usines où ils sont exposés à l'action combinée de deux poussières, — celle du fer et celle du silex provenant des meules. Le développement de poussière est énorme surtout pendant l'aiguisement à sec (fourchettes), aussi est-ce chez ces ouvriers que nous aurons à relever les effets les plus terribles. La maladie qui décime ces malheureux est la *phthisie ;* elle commence par une bronchite suivie bientôt de crachements et de vomissements de sang. Les ouvriers sont tourmentés par une toux opiniâtre accompagnée de fièvre et d'épuisement général. Les souffrances durent de 18 mois à 4 ans pour aboutir à la mort.

Quelques chiffres vont nous faire connaitre l'état réel de la question.

A Sheffield par exemple 69 °/₀ des *aiguiseurs* souffrent de maladies pulmonaires sérieuses et notamment de celle que nous venons de décrire, et qui est connue sous le nom *d'asthme des aiguiseurs*, tandis que dans les autres professions en moyenne cette proportion n'est que de 22 °/₀ (1).

Les *appointeurs d'aiguilles* dans le Dervishire ont une vie moyenne de 30 ans et 8 mois ; les *aiguiseurs de couteaux*, de *ciseaux* et de *fourchettes* meurent généralement avant 35 ans, tandis que la vie moyenne, d'après les données de la statistique est en général de 54 ans environ pour les ouvriers de la plupart des autres industries (2).

Hirt prétend que, dans les fabriques allemandes mieux ventilées, la vie moyenne des aiguiseurs s'élève à 50 ans; mais cette affirmation nous paraît peu vraisemblable, d'autant plus qu'elle n'est basée que sur 26 cas observés.

Voici d'ailleurs un tableau de la vie moyenne probable dans les différents groupes d'ouvriers *aiguiseurs* (3). Pour ne pas

(1) *Hirt*, loc., cit p. 76.
(2) *Hirt*, loc , cit. p. 78.
(3) *Proust*, Traité d'hygiène publique et privée Paris 1877, page 194, (d'après Hollande).

faire un second tableau nous avons compris les *appointeurs* d'aiguilles avec les *aiguiseurs*.

VIE PROBABLE

Age actuel.	DES AIGUISEURS						De la population	
	A sec.		A sec et humide.			Humide	En Angleterre, pays de Galles.	Dans les contrées agricoles.
	Fourchet^e^	Aiguilles	Canifs	Rasoirs	Ciseaux	Scies		
20	28,73	31,17	32,73	31,88	38,23	48,68	54,97	57
35	39 21	39,90	43,88	41,53	45,53	51,97	62,55	64,66
50	»	»	53,09	53,25	55,36	58,30	69,36	70,45

Parmi les autres industries exposées à l'inhalation de la poussière de fer, la statistique nous signale celle des *tailleurs de limes*, comme une des plus dangereuses. En effet, la phthisie y figure pour 62, 2 °/₀ de toutes les maladies internes. Mais dans ce cas la poussière ne joue qu'un rôle secondaire ; c'est plutôt le travail pénible, l'attitude professionnelle malsaine qui produit ce résultat.

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DE LA POUSSIÈRE DE SILICE.

Les industries les plus dangereuses de ce groupe sont celles des *tailleurs de pierres* et des *verriers*. La maladie professionnelle est la *pneumonie siliceuse*, suite de l'introduction des particules du silex dans la substance même du poumon. Les symptômes de la maladie sont à peu près les mêmes que chez les ouvriers du groupe précédent. L'analyse chimique a également constaté la présence de la poussière dans la substance des poumons. En effet, tandis que les poumons à l'état normal contiennent environ un gramme de silice, dans les cas de pneumonie siliceuse ce chiffre s'élève jusqu'à 3,56 et même 5,26 grammes.

C'est surtout la taille de la *pierre meulière* (silex molaire), qui produit les effets les plus meurtriers. L'âge moyen des tailleurs de pierres ne dépasse pas 36 ans, mais pour les ouvriers occupés à la taille de la pierre meulière, il faut descendre jusqu'à 24 ans ! (1). Une grande partie d'entr'eux succombent à la phthisie.

A ce sujet nous trouvons dans *Eulenberg* une statistique qui

(1) Proust, loc. cit., page 195, d'après Peacok.

nous semble tellement effrayante que nous sommes disposé à croire à quelque erreur. *Eulenberg* prétend avoir examiné une table de mortalité de 3199 tailleurs de pierres et avoir constaté que tous ces ouvriers sauf 8 étaient morts de phthisie (1). *Hirt* lui ne compte que 80 cas de phthisie sur 100 morts chez les tailleurs de pierres.

L'industrie du *verre* et du *cristal* offre également quelques métiers extrêmement dangereux à cause de la poussière de silice qui s'y développe. Parmi ceux-ci il faut citer le *broyage* et le *blutage* des matières premières, la *pulvérisation* et le *tamisage* de l'émeri employé pour polir les glaces, la *taille* du *verre* et du cristal et le *polissage*. D'après *Hirt* les affections de la poitrine chez les *broyeurs* sont dans la proportion de 80 °/₀ cas de maladie.

Sur cent *polisseurs* malades, d'après le même auteur, on peut compter 35 phthisiques ; leur vie moyenne ne dépasse pas 42 ans (2) ; ceux qui commencent jeunes, à l'âge de 15 ans par exemple, succombent généralement dès l'âge de 30 ans (3). L'une des occupations les plus pénibles et les plus dangereuses de cette industrie est le *soufflage* du verre, quoique, dans ce cas, il n'y ait pas production de poussière. Les *souffleurs* sont généralement atteints, après un certain temps, *d'emphysème*. Il faut ajouter à cette maladie, les refroidissements, rhumatismes, etc., qui sont la conséquence d'une température trop élevée.

Le métier de verrier est souvent héréditaire, il se transmet dans les familles de père en fils. On devine facilement dès lors l'aggravation apportée par l'hérédité même qui produit des individus de plus en plus faibles, de moins en moins capables de résister aux dangers du métier. Aussi la mortalité des enfants au-dessous de 4 ans s'élevait à 99 °/₀, tandis qu'à Genève, par exemple, la mortalité des enfants au-dessous de 5 ans ne montait qu'à 20 °/₀ (4).

Les dangers de cette industrie sont encore considérablement augmentés quand il s'agit de la fabrication du *verre mousseline*, dont les dessins sont produits par un émail qui contient une grande quantité de plomb.

Nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

La profession des *plâtriers* présente des dangers analogues, quoique moins prononcés, surtout pendant les opérations du *broyage* et du *tamisage* de la pierre calcaire.

(1) *Eulenberg*, Handbuch der Gewerbe Hygiène p. 883.
(2) Proust, loc. cit., p. 192.
(3) *Hirt*, loc. cit. p. 245.
(4) *Hirt*, loc. cit., p. 245.

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DE LA POUSSIÈRE D'ARGILE

Les industries, qui appartiennent à ce groupe, sont, en première ligne: l'industrie de la *porcelaine*, de la *faïence*, de la *briqueterie*, de la *tuilerie*.

Nous ne parlerons que des deux premières, et surtout des ouvriers en porcelaine, dont le travail présente le maximum de danger. Les opérations qui développent le plus de poussière sont: le *broyage* des matières premières, le *tournage* et le *grattage* de la poterie sortie du four.

Quant aux maladies dont les ouvriers de ce groupe sont menacés, rien que nous ne connaissions déjà. Les ouvriers porcelainiers sont sujets à la *toux*, à la *dyspnée*, à la fréquente récidive des *bronchites*, des *laryngites*, des *pneumonies*, qui aboutissent par une pente plus ou moins rapide, mais presque fatale à la phthisie (1).

Selon *Hirt*, les ouvriers occupés au *broyage*, peu de semaines après leur entrée à l'atelier, sont atteints de toux et de suffocations; chez eux la pneumonie est très-fréquente. — Les ouvriers dits *useurs de grains*, employés au grattage des particules siliceuses qui se trouvent à la surface de la poterie, sont presque tous poitrinaires; leur vie moyenne est de 38 ans (2). D'après le même auteur, après un travail de 5 à 10 ans, on compte sur cent ouvriers 50 malades; après un travail de plus de 10 ans 63 malades pour cent.

Les effets de l'intoxication par le plomb pendant la fabrication et l'application de l'émail, nous occuperont plus tard.

La fabrication de la poterie ordinaire, quoique présentant des dangers analogues, s'exerce pourtant dans des conditions beaucoup moins désastreuses.

A. OELSNITZ.

(*A suivre.*)

VISITE AUX PERFECTIONNISTES D'ONEIDA

(*Fin*).

II.

Le fondateur de la secte des Perfectionnistes, John Humphrey Noyes, est un compatriote des prophètes du Mormonisme, John Smith et Brigham Young, nés comme lui dans le Vermont. Noyes étudia la théologie à Yale College, puis au séminaire d'Andover, où il se ren-

(1) *Proust*, loc. cit., p. 201.
(2) *Hirt*, loc. cit., p. 221.

contra avec plusieurs jeunes gens, fanatiques de missions lointaines, et qui avaient formé une société secrète à l'effet de préparer leur grande entreprise, sans être troublés par l'opposition et les représentations du dehors. Notre futur réformateur entra dans la conspiration, fit partie des conciliabules, nocturnes, se promettant alors de prêcher le calvinisme calvinisant, soit aux négres du Soudan, soit aux cannibales des Mers du Sud. Mais il avait un esprit supérieur, il comprit bientôt que pour un homme d'élite le champ des missions à l'intérieur est tout autrement vaste et fécond que celui des missions à l'extérieur. Des illuminations célestes lui firent comprendre que la religion doit pénétrer la vie, la transformer tout entière et même l'absorber; qu'elle ne doit pas être pratiquée, comme en hors-d'œuvre, mais faire le centre de toutes les relations, qu'elle oblige par conséquent ses pratiquants et zélateurs à vivre en communauté. Noyes communiqua ses convictions à ses frères et sœurs, à plusieurs amis, et l'on s'aggrégea en une petite association de « *Communistes de la Bible* », qui avait pour objet l'étude approfondie des Saintes Ecritures, et les pratiques d'une dévotion raffinée; il s'agissait d'être parfaits «comme est parfait Notre Père qui est aux cieux.» Peu après les Noyes héritérent de leur père une propriété assez considérable à Putney (Vermont) .où se firent, en 1846, les premières tentatives d'appliquer la doctrine religieuse et sociale renouvelée de l'Eglise primitive. Il fallait sortir de l'individualisme, et mettre en commun tout ce que l'on possédait, esprit et volonté, affections et sentiments, tous biens, femmes, filles, garçons. Car la communauté des biens implique la communauté des femmes, disaient-ils; l'histoire impartiale l'atteste, quoiqu'en prétendent les chrétiens dégénérés, et nos Perfectionnistes ne sont pas gens à reculer devant la logique d'un principe. M. John Noyes nous raconte que pour sa part il était marié depuis une dizaine d'années quand il entra dans l'association. Les principaux membres appartenaient, comme lui, aux meilleures familles du Vermont, avaient été élevés aux écoles les plus renommées de la Nouvelle Angleterre, et avaient été, jusque là, tous réputés sans reproche quant à la moralité sexuelle. Le genre de vie qu'ils adoptèrent occasionna un gros scandale, souleva de formidables réprobations, mais leur détermination n'avait pas été prise à la légère, elle avait été préparée par de longs entretiens et de ferventes prières. La persécution augmenta, les religionnaires, ne se croyant plus sûrs de la vie, quittérent la place et secouèrent sur le Vermont la poussière de leurs souliers. On émigra, en 1848 — 49 dans le comté d'Oneida, naguère la demeure d'une tribu indienne, on y acheta, on y défricha des terrains sur lesquels on vécut laborieusement. Les nouveaux voisins, à leur tour, leur suscitèrent un procès, les accusant de s'être groupés en association de débauche, et non pas en église, et prétendant que des sectaires qui proclament leur hostilité contre le mariage et la famille, bases éternelles de l'ordre et de la moralité, ne sauraient

obtenir domicile légal dans aucun Etat civilisé. Grave accusation.

Il n'est pas de pays en Europe où les Perfectionnistes n'eussent été condamnés à l'amende et à la prison; mais on était aux Etats Unis, et les Jurés assemblés à Lennox déclarèrent que Noyes et ses adhérents, du moment qu'ils agissaient dans la sincérité de leur conscience et par des motifs religieux, avaient le droit de s'établir et de vivre paisiblement dans une contrée qui a fait sa loi fondamentale de la pleine liberté de conscience, de l'entière liberté de religion. Ce jugement fut rendu en 1850 et n'a pas été contesté depuis. Les Perfectionnistes se sont donc implantés à Oneida, ils y ont pris racine, ils y ont crû et prospéré.

Leur habitation, telle que nous la vîmes, M. Pelletier et moi, par une belle journée de juillet 1877, est une sorte de villa-château. Une tourelle lui donne quelque prétention architecturale. L'établissement central s'élève sur une petite éminence, et domine une plaine de bois et prairies avec champs entremêlés. Il est vaste, comfortablement établi, supérieurement chauffé et aéré; il est entouré, à distances diverses, de bâtiments de service, réfectoire, école, imprimerie, dépôts et magasins, fabriques et usines.

Pelletier avait prévenu par lettre la direction de la visite qu'il comptait faire à Oneida prochainement avec un autre socialiste français, mais n'avait pu fixer le jour. Le guignon voulut qu'à notre arrivée nous trouvâmes absentes les trois personnes que nous désirions le plus rencontrer: M. Noyes père, le fondateur, M. Noyes fils, le chef actuel de la communauté, et un Perfectionniste dont M. Pelletier avait déjà fait la connaissance à Wallingford,—et sur lequel nous comptions pour être introduits auprès de la communauté un peu plus familièrement que ne peuvent l'être de simples touristes. — Les visiteurs abondent tous les jours. Plusieurs voitures de dames des environs nous avaient précédés, plusieurs autres nous suivirent. Une semaine auparavant, à la fête nationale du 4 juillet, quelques centaines d'individus, nous dit-on, s'étaient présentés à la porte de la communauté. Nous comprîmes bientôt que cette affluence de curieux était une source d'ennuis plutôt que d'agréments pour les Perfectionnistes, tenus de perdre beaucoup de temps à conduire les gens par ci par là, à être aimables envers des indifférents, et même des malveillants; obligés aussi à répondre à de sottes questions. Ils sont donc obligés de se tenir sur la défensive au milieu de tout le monde qui les envahit. Nous ne nous étonnâmes pas de leur réserve; mais tout au contraire de l'inaltérable patience, et même de la complaisance qu'ils mettaient à recevoir les intrus, au nombre desquels nous appartenions, en l'absence de la connaissance de Wallingford. On nous conduisit à travers les bâtiments, on nous montra la bibliothèque que je trouvai assez maigrement pourvue, sauf en livres de théologie, en romans et voyages. Le choix me paraissait assez médiocre, j'allais peut-être en déduire une opinion trop défavorable sur l'intelligence de la majorité des lecteurs,

quand je me rappelai l'origine des Perfectionnistes, ouvriers et petits fermiers pour la plupart:—sans y prendre garde, j'allais les mesurer à l'étalon de l'Institut et de la British association. M'apercevant de mon erreur, j'admirai, tout au contraire, combien leur pâture intellectuelle est supérieure, je ne dis pas à celle de nos paysans français qui n'en ont pas, ou à celle des ouvriers anglais, avec leurs *Mechanic's Halls*, et leurs *Mechanic's Libraries*, mais à celle qu'ils eussent présentement, s'ils fussent restés dans leur Eglise du Vermont, dans leurs usines de New-York et de Buffalo. — Cependant, il faut mettre aussi en ligne de compte la seconde génération des Oneidistes qui ont reçu une éducation plus soignée que leurs parents. Plusieurs de leurs jeunes gens ont été envoyés à Yale Collége pour y étudier, au profit de la communauté, la médecine, la jurisprudence, la mécanique ou l'architecture; et plusieurs des jeunes filles ont été à New-York se perfectionner dans la musique.

Ensuite, on nous montra avec quelque complaisance, une collection très bigarrée d'objets de curiosités et des échantillons d'histoire naturelle sans grande valeur. La grande salle de réunion nous intéressa davantage, avec ses livres de cantiques que nous trouvâmes épars sur les chaises et les fauteuils et qui se trouvèrent être les hymnes édités par les fameux évangélistes Moody et Sankey. Puis on nous fit monter sur la tour du haut de laquelle on a une superbe vue sur le paysage environnant. Enfin on nous promena dans le petit parc et les deux jardins qui sont entretenus à merveille.

Mais après avoir vu tout cela, nous eûmes le sentiment que nous n'avions rien vu. Nous avions rencontré des étrangers, en plus grand nombre que les habitants du lieu. C'est à peine si nous avions aperçu quelques Perfectionnistes allant et venant à leur besogne. Nous avions examiné leur figure attentivement, mais pour dire la vérité, la population n'est pas belle à Oneida, et nous ne sommes pas les premiers à le dire. Quelques hommes sont grands, robustes et bien faits, mais la plupart ont une physionomie qui n'est rien moins que distinguée. Quelques femmes ont une figure intelligente, mais je regrette d'avoir à dire que nous n'en avons vu aucune de jolie, sauf parmi les très jeunes. Peut-être y en aurait-il eu d'agréables, n'eût été le déplorable costume dont on les a affublées, de lourds et grossiers pantalons noirs, avec une blouse grisâtre allant au jarret. Madame Bloomer et les réformatrices qui l'ont suivie, ont prétendu que ce costume, celui de nos rouliers, fait le charme des Orientales. On ne ment pas avec plus d'effronterie. Cet accoutrement garçonnier sied aussi peu que possible aux jeunes femmes, auxquelles il donne une certaine tournure d'hybride et d'hermaphrodite; mais il blesse le regard, quand il est porté par de pauvres vieilles à lunettes et à cheveux gris. C'est une justice qu'il faut leur rendre, parmi toutes celles qui portent ce costume, nous n'avons vu que des manières décentes et réservées. En y réfléchissant, nous avons trouvé que cette toilette si déplaisante

avait son utilité cachée: elle désarme l'envie des visiteuses qui accourent en grand nombre pour se repaitre de sa laideur; elle désarme aussi la jalousie des visiteurs, qui ne s'indignent plus de voir les Perfectionnistes posséder un harem dont eux-mêmes ils ne voudraient pas. Ces femmes sont disgracieuses: la morale oublie de s'offusquer.

Quant aux enfants, on nous avait prévenus à New-York que nous trouverions une race lourde et grossière, lymphatique et apathique, mais telle n'a pas été notre impression tout au contraire, les bambins que nous avons rencontrés par hasard nous ont paru frais, et roses, sains et d'heureuse physionomie. Nous eussions désiré les visiter dans le petit domaine qui leur est réservé — mais nous vimes un écriteau: « Les étrangers sont priés de ne pas franchir cette limite ». Et nous nous étions promis de regarder tout ce qu'on voudrait bien nous laisser voir, mais pas au delà, d'écouter tout ce qu'on voudrait bien nous dire, mais de ne faire aucune question qui put paraitre indiscrète, et de ne pas faire tourner nous-mêmes la conversation sur les sujets délicats, car nous n'avons jamais pu nous faire aux habitudes américaines de « reportage ». — Néanmoins quand on nous eût conduits de rechef au salon, et qu'on nous eût engagés avec une bienveillante insistance à regarder une collection de photographies dans un grand stéréoscope, et même à prendre en main un kaleidoscope qui, nous disait-on, amuse beaucoup les étrangers, nous nous permîmes de répondre que nous étions venus à Onéida pour voir de plus intéressantes choses que ces amusettes. On voulut bien alors nous faire visiter en détail les bâtiments d'exploitation, où nous vîmes à l'œuvre plusieurs des frères et sœurs. L'imprimerie d'abord; elle est petite, mais on y travaille avec un soin, un goût et une intelligence qui ne laissent rien à désirer. Sous le même toît que l'imprimerie on a installé les bains turcs qui sont fort en faveur dans la communauté, et que viennent prendre les gens du dehors, à plusieurs lieues à la ronde. — De plus, la société fabrique des piéges de tout espèce, dont elle a la spécialité, depuis la trappe aux ours, jusqu'aux souricières, qu'elle expédie sur tous les points du territoire. Elle s'est mise en outre à travailler les soies. Nous parcourûmes l'usine à conserves végétales, bâtiment bien aéré, bien éclairé. Une troupe de jeunes filles dont la bonne mine faisait plaisir à voir, — elles étaient du dehors, — écossaient gaiement des pois ou pelaient des pêches; l'ouvrage se faisait avec soin, avec méthode, et une propreté tout à fait engageante. — Ensuite nous parcourûmes les vignes et un vaste potager où l'on cultive des tomates, des groseilles et framboises qu'on traite dans l'usine. Partout, nous avons trouvé le même arrangement simple et pratique. Les Perfectionnistes s'entendent parfaitement en affaires, c'est chose évidente. Dans leurs diverses industries, ils emploient des ouvriers et ouvrières en grand nombre, trois à quatre cents, qui demeurent dans leur voisinage. — « Ces ouvriers » nous dit un aubergiste de la ville même d'Onéida, un Français intelligent que Pelletier

fit causer, «ces ouvriers font de l'argent à leurs patrons, mais ils font mieux que ça, ils leur donnent de la sécurité. Les dits patrons sont gens un peu singuliers, fit-il en clignant de l'œil, et les bourgeois d'ici qui ne les aiment pas plus qu'il ne faut, auraient déjà trouvé les moyens de se défaire d'eux, n'était que les malins ont établi des fabriques sur lesquelles vivent quantité de familles. Comme ils paient bien l'ouvrage qu'on leur fait, et tout ce qu'ils achètent, comme ils font venir de l'argent dans le pays et se tiennent tranquilles chez eux, les ouvriers veulent qu'on les laisse aussi tranquilles. Et si on leur faisait tort, on aurait affaire aux hommes des métiers et des usines ».

Tout cela, pensâmes-nous, est bien entendu et parfaitement pratique, mais c'est un terrible accroc à la théorie de la communauté dont le premier principe est la parfaite égalité entre tous les membres. Faire travailler les autres à son profit, exploiter le salariat et le servage industriel, voilà des énormités que les *Shakers*, communauté chrétienne, tout autrement rigide, ne se permettraient jamais. — Les Perfectionnistes admettent même la domesticité. En effet, je fus surpris de voir des femmes du dehors occupées dans la cuisine, et l'une d'elles servir à table. Cependant, il est de règle que tous les services soient exécutés par les membres de la communauté. Chacun, chacune fait la besogne à tour de rôle, et vous voyez dans les salles, des pancartes détaillant les devoirs du semainier ou de la semainière. Une affiche dans le grand corridor faisait savoir qu'on demandait des volontaires, les uns pour la cueillette des framboises, les autres pour la fabrique de soieries. Se présentait qui voulait. L'organisation du travail nous semblait admirablement entendue, et si notre visite à Onéida eût pu être prolongée, c'est la partie que nous eussions étudiée avec le plus de soin. Dans cette administration si vaste et si complexe, tout semble se faire de soi même, avec le minimum de bruit et de frottement. Personne ne paraissait travailler que pour son plaisir et suivant sa fantaisie, et néanmoins l'ordre le plus parfait régnait partout, dans les parterres comme dans les champs, dans la cordonnerie comme dans la fabrique de conserves, dans les chambres sans luxe mais confortables, dans les réfectoires où les aliments étaient simples et appétissants. On le voyait, on le constatait à Onéida, le travail attrayant n'est pas une chimère. Ce qui nous a semblé très remarquable, c'est la variété des occupations auxquelles se livrent les sociétaires. On dirait qu'il leur plaît de tâter de toutes les fonctions les unes après les autres. Ainsi, un de nos guides, — nous en avons eu une demi douzaine en plusieurs relais, nous racontait qu'il était présentement rédacteur de « l'*American Socialist* » après en avoir été l'imprimeur, mais il avait été aussi cordonnier dans l'établissement, et tailleur, et jardinier, il avait exercé nous ne savons combien d'autres métiers ; depuis, il s'est peut-être fait baigneur, à moins qu'il ne dirige la fromagerie. Chacun étant co-propriétaire s'intéresse aux divers travaux de sa propriété; tant d'intelligence, tant d'aptitudes variées laissent des traces de leur passage, tous les

métiers agissent successivement sur un seul, le simplifient et le perfectionnent, tout le monde est compétent pour apprécier les améliorations proposées. La division du travail nécessaire à toute fabrication industrielle peut s'accorder parfaitement avec le roulement incessant des travailleurs, roulement nécessaire pour empêcher que l'homme ne s'abrutisse et ne s'abétisse sur un détail toujours le même. Les courtes séances sont de régle à Onéida Du reste, on est loin de s'y échiner et de s'y accabler de fatigue, on y évalue à quatre ou cinq heures le travail matériel fourni journellement par un ouvrier moyen qui emploie le reste de son temps à lire, à se promener, à se gérer comme il l'entend. La communauté possède trois établissements, celui d'Onéida, qui est la grande maison-mère, et les deux succursales de Wallingford et de Willow Place. Les sociétaires font fréquemment la navette entre ces divers endroits, pour des raisons d'utilité générale, ou d'utilité particulière, pour la santé, pour une machine à mettre en train, quelquefois aussi pour l'agrément et la simple distraction. Car les Perfectionnistes aiment le changement, il leur plait de varier les heures de leurs travaux, de leurs récréations et même le nombre de leurs repas. On a vu que leurs affaires ne s'en portent pas plus mal. Ils possédaient 360 hectares de terrain (882 acres) en 1872. En 1857, leur avoir était évalué à fr. 200,000. En 1872 à fr. 2,000,000. En 1874 à 2,500,000. Nous n'avons pas demandé à combien il s'élevait en 1877. On peut le porter approximativement à trois millions. Or la communauté est aujourd'hui composée de 300 individus, nombre rond. La statistique de février 1874 portait 283 personnes—dont 131 hommes et 152 femmes. Les 219 adultes se subdivisaient en 98 hommes et 121 femmes, soit la proportion de 5 hommes contre 6 femmes, et les 64 enfants se subdivisaient en 33 garçons et 30 filles.

Ces chiffres suggèrent plusieurs réflexions parmi lesquelles nous ne relevons que deux. La première c'est que l'avoir social avait décuplé dans les 15 années de 1857 à 1872 et que la progression est toujours fortement ascendante. La seconde est, que malgré cet enrichissement constant, la part des Perfectionnistes ne serait encore que de 10,000 francs par tête, si la communauté venait à se dissoudre. Le revenu actuel d'un Onéidiste rentier ne serait donc que de 500 fr. Mais parce qu'il travaille et consomme en commun avec 299 autres Perfectionnistes, il a une somme de jouissance et de comfort dont ne jouirait pas dans la ville de Lennox, tout auprès, un rentier qui vivrait sur le pied de 5,000 fr. soit 1,000 dollars par an.

De sorte qu'à Onéida, le régime sociétaire a décuplé en quelques années le capital effectif, et décuplé en même temps l'utilité et les agréments qui en dérivent. Il valait la peine, pensons-nous, de faire le voyage d'Onéida pour obtenir ce renseignement.

La statistique vitale, si on en avait les chiffres précis, ne serait pas moins intéressante à étudier. Les vieillards sont remarquablement robustes et vigoureux ; parmi eux, il n'en est guère qui se décident à

déloger pour un monde meilleur. Quant aux enfants, sur une quarantaine, il n'en est mort que cinq, deux en naissant, par suite d'accouchement forcé, et trois par divers accidents. Aucun n'est mort de maladie, déclare formellement le Dr Théodore Noyes, fils du patriarche John Noyes. Ce qui impliquerait qu'ils ont une vitalité exceptionnelle, bien supérieure à celle de la population générale.

Il n'est pas étonnant que les Oneidistes soient fiers de leur œuvre. Ils ont su adapter l'idéal communiste de l'Eglise chrétienne primitive aux exigences financières et industrielles de la société moderne. S'ils ne sont pas tout à fait sans péché, ils se croient bien près de l'être. A vrai dire l'Oneidiste est un Christ incarné, il a été transformé, il a été régénéré, il est né de nouveau. Ce qui lui reste encore de son ancienne nature pécheresse est insignifiant, comparable tout au plus à ces pellicules, débris d'un organisme antérieur dont émerge l'insecte parfait; l'insecte barbotait naguère dans les boues de l'étang, mais, voici que toutes choses ont été faites nouvelles, des ailes lui sont venues, il les secoue, il les agite, et bientôt il va prendre son vol dans les régions aériennes. Pourquoi le cacher? Les Perfectionnistes sont saints, ils sont parfaits, ou bien près; ils tendaient à la perfection, ils l'ont réalisée. — « Nous sommes la lumière du monde » disait modestement une de leurs demoiselles qui m'expliquait leurs dogmes avec bonté.

« Sont-ils convaincus »? — m'a-t'on demandé plusieurs fois. Comment ne seraient-ils pas convaincus puisqu'ils ont si bien réussi. Comment ne seraient-ils pas sincères puisqu'on les admire! Est-ce que les faits n'ont pas donné raison à leur foi? Depuis trente années ils durent. Ils ont survécu aux persécutions, aux injures, aux insultes, et même à la critique; depuis longtemps ils sont arrivés au port. Le vieux Noyes peut dire avec satisfaction: J'ai fondé une religion qui est devenue une excellente affaire. — « Ça paie »! Cet argument est décisif, en Amérique, et ailleurs.

Pour ce qui nous concerne, cet argument, nous a paru plutôt prouver en sens contraire; et nous nous en sommes expliqués franchement avec nos hôtes d'Onéida quand la conversation s'y est prêtée. Peu à peu, on s'était familiarisé les uns avec les autres, la première défiance inévitable entre étrangers avait disparu. On avait mandé par télégraphe le Perfectionniste dont M. Pelletier avait fait la connaissance à Wallingford; il était accouru en poste, et dès qu'il eût échangé une poignée de mains avec M. Pelletier, la glace qui avait été déjà rompue en plusieurs endroits, fondit tout-à-fait. On nous présenta à quelques unes des demoiselles de la maison, avec lesquelles nous eûmes une conversation intéressante, trop courte seulement.

Le lendemain, de bonne heure, par une matinée d'été, tandis que les feuilles et les fleurs s'abreuvaient de lumière et que les gouttes de rosée scintillaient au bout des brins d'herbe, assis sous une tonnelle avec nos nouveaux amis, nous discutions de choses sérieuses, sans nous y absorber tout-à-fait, au point d'oublier le manége des robins

sautillant dans les branches. Nous dîmes à nos Perfectionnistes: « Vous gagnez de l'argent, vous en gagnez trop peut-être. Si vous devenez beaucoup plus riches que le monde du dehors, le monde ne tolèrera pas longtemps cette disproportion. Et quand même le monde la tolèrerait, votre communauté ne la supporterait pas, car la richesse est un agent subtil qui peu à peu décompose chimiquement le cœur le plus pur, dénature les intentions les plus droites. Si vous ne faisiez que de l'agriculture, où les bénéfices sont lents, où le travail est constant, vous pourriez encore durer longtemps, mais vous vous êtes mis dans l'industrie, ou vous réussissez d'une façon vraiment alarmante. Des affaires toujours plus grosses, toujours plus importantes, vous subjugueront peu à peu; tôt ou tard la loi commerciale entrant en lutte avec votre principe communiste, le principe communiste aura le dessous. Vous êtes chrétiens, vous n'êtes que chrétiens, eh bien! pourquoi des chrétiens du XIX[e] siècle feraient-ils mieux que des chrétiens du premier siècle? — Pourquoi le Père Noyes feraient-ils mieux que n'ont fait les apôtres Pierre, Jean et Jacques, le frère du Seigneur. Pourquoi les Perfectionnistes qui font de la religion, de l'agriculture, et de l'industrie, feraient-ils mieux que les moines Bénédictins qui faisaient de la religion, de l'agriculture et de la science? Et si vous résistez à la décomposition morale, vos enfants n'y résisteront pas, car ils n'auront pas travaillé autant que vous, ils n'auront pas été éprouvés par l'adversité comme vous. Et vos enfants, combien en avez-vous? Vous êtes plus de deux cents adultes qui en avez une soixantaine, et dans le monde autour de vous il y a trois cents enfants par deux cents adultes. Je sais que vous vous étiez abstenus d'en avoir pendant plusieurs années, et cela vous a mis en retard, mais à six ou sept par an, votre taux actuel, vous êtes toujours notablement au dessous de la moyenne.

Voilà quant à votre progéniture selon la chair. Quant à la progéniture selon l'esprit, vous n'en avez pas. — Vous faites une propagande platonique par votre journal, l'*Américan Socialist*, mais vous n'acceptez pas de novices; sans doute que vous avez vos bonnes raisons pour cela, que vous n'osez pas en avoir, que vous ne vous sentez pas capable d'attirer à vous, et de discipliner à votre méthode les esprits de la génération nouvelle... »

Bien entendu, nos Perfectionnistes ne demeurèrent pas à court d'arguments, mais en chrétiens qu'ils sont, ils répondaient par des arguments chrétiens: — Le Seigneur qui a semé la semence, qui l'a fait germer et croître, la fera aussi fructifier. Nous objections l'histoire et l'expérience, ils ripostaient par la foi et le miracle. Cependant ils admirent qu'ils avaient été peut-être paresseux à faire des enfants.

Au sujet de la discipline des Perfectionnistes, nous avions eu déjà l'occasion d'accuser nettement notre dissentiment. Il s'agissait de l'antipathie profonde que le journal avait montrée contre le Fouriérisme dans l'affaire Brisbane.

« Vous ne nierez point, nous répondit-on avec chaleur, que Fourier lui-même avait montré une antipathie profonde contre le principe communiste? Si nous lui en voulons, c'est qu'il nous en voulait! »

Là dessus, nous expliquâmes, M. Pelletier et moi, que Fourier, quand il faisait sa critique du communisme tel qu'il avait été établi par les jésuites dans les missions du Paraguay, et que ce communisme là, dont nous leur citâmes quelques traits caractéristiques, méritait de soulever leur indignation, autant qu'elle avait soulevé celle de Fourier, et que laissant de côté la question des exagérations, si on entendait par le principe de l'individualité propre, le meurtre de l'âme, oh alors! nous nous hâtions de déclarer que, pour notre part, nous étions socialistes et non pas communistes. Utopie ou non, nous cherchons l'harmonie des libertés individuelles dans la solidarité collective, et nous ne nous accommoderons jamais d'une théorie quelconque qui exigerait le suicide de la volonté personnelle, l'asservissement et l'avilissement du moi ».

A notre affirmation catégorique il ne fut répondu que par un sourire qui erra sur quelques lèvres. Et de ce sourire nous comprîmes bien la signification qu'on était trop poli pour exprimer: « Vous n'étes que des égoïstes, vous tenez à votre moi conçu dans le péché, réchauffé dans l'iniquité. Vous ne voulez pas en être débarrassé pour être faits participants de la perfection divine! — Encore une fois, nous étions socialistes, ils étaient chrétiens. — Nous aurions pu longtemps discuter, mais à condition de ne pas nous entendre.

Bien que nous n'ayons fait aucun mystère de notre divergence sur le point essentiel, nos hôtes furent aimables et prévenants jusqu'au dernier moment, et quand nous voulûmes partir, après avoir déjeuné avec la communauté, (les Oneidistes s'abstiennent généralement de viande, de liqueurs aussi et de tabac, et s'en trouvent fort bien), des Perfectionnistes attelèrent une voiture et nous conduisirent eux-mêmes à la ville d'Onéida, à quelques milles de là. Nous nous quittâmes dans les meilleurs termes.

Sur la plate forme du chemin de fer, en attendant le train nous résumâmes nos impressions. — « Gens curieux à voir, honnêtes certainement, qui nous ont fort bien accueillis, et dont nous n'avons eu qu'à nous louer, fit M. Pelletier, mais décidément, ils appartiennent à un monde autre que le nôtre. Ils ont admirablement mené leur barque, s'entendent très bien au commerce, à l'industrie, font supérieurement leur besogne, sans se tuer de travail. Ils la coulent douce, certes. Ils ont, sans doute, atteint la perfection qu'ils se proposent, car ils sont parfaitement contents d'eux-mêmes. Néanmoins, je leur abandonne volontiers tout leur comfort, je les laisse à leur religion et à leur moralité, et préfère vivre en simple mortel, à la bonne franquette, comme tout le monde ».

Et moi aussi. Nous voulons autre chose qu'eux, ils veulent autre chose que nous. Parce qu'ils ont supprimé l'individualité, ils se figurent avoir

résolu le problême. Comme principe, leur république de Salente est inférieure à la société qui nous entoure. tout infâme et misérable qu'elle est. Tant bien que mal, cahotant à droite, cahotant à gauche, le vulgaire maintient en face l'un de l'autre les deux principes de l'initiative personnelle et de la solidarité collective,—un père de famille travaillant avec sa femme à élever trois à quatre enfants me semble faire une œuvre plus difficile, plus méritoire, plus morale, que les Perfectionnistes qui se font d'autant plus riches qu'ils ont moins d'enfants. Il leur a fallu renoncer à la volonté, sauf à se distraire ensuite par la fantaisie. Ils ont cru faire merveille en extirpant l'amour, et ils ont conservé la sensualité. La quintessence de leur confession de foi, n'est autre que le dogme du Révérend Malthus. Et le fonds de leur communisme, c'est celui d'une société anonyme empochant des dividendes et accumulant des réserves.

Et Pelletier dit le mot de la fin :

Ces actionnaires là ont fermé leur société. On n'y entre plus. Ils hériteront les uns des autres, devenant de plus en plus riches, à mesure qu'ils deviendront plus vieux et plus infirmes. Ça finira par une tontine!

Élie Reclus.



JUIN 1848

Les Républicains bourgeois devant la République sociale.

« Traînez au Conseil de guerre
« Le martyr d'un délateur,
« Mais songez que chaque père
« Dans son fils trouve un vengeur!
« C'est son droit, c'est son honneur.
« Les orphelins vous maudissent,
« Vous auriez dû le prévoir :
« Ils ont des fils qui grandissent!
« Les soldats du Désespoir! »
(*Gustave Leroy*. — Juin 1848.)

Il semble que le chant du poète populaire d'alors soit écrit d'hier seulement, tant notre époque ressemble à celle d'il y a trente ans... Si ce n'est que l'armée des *Soldats du Désespoir*, simple corps d'avant-garde en ce temps, comprend aujourd'hui le prolétariat tout entier.

C'est qu'aujourd'hui, comme il y a trente ans, les situations sont identiques ; c'est qu'aujourd'hui comme alors, le peuple a été indignement trompé par ceux qui, sous le titre de républicains ont capté sa confiance et qui, plutôt que de sacrifier à la Révolution sociale leurs appétits de pouvoir, après l'avoir saigné à blanc, l'ont livré sans réserve à ses éternels exploiteurs.

Il nous semble donc utile, non de retracer les détails de la formidable lutte des travailleurs parisiens sur les barricades de Juin, mais de rappeler succintement les causes réelles de cette lutte et le rôle abominable en cette circonstance du parti qui, deux fois en un quart de siècle, a tenu le salut de la Révolution dans ses mains et deux fois a sciemment livré à l'ennemi, après l'avoir teint du sang de ses défenseurs, le drapeau que ceux-ci lui avaient confié.

Pour la troisième fois le suffrage universel vient de donner le pouvoir à ce même parti qui, nous n'en doutons pas, s'en fera chasser honteusement encore au bénéfice de quelque restauration monarchique, après avoir compromis irrémédiablement peut-être la cause qu'il est censé représenter.

Mais pour la troisième fois aussi ce sera surtout par la faute des électeurs, qui s'obstinent encore à vouloir obtenir de l'élu ce que *seuls* ils peuvent eux-mêmes, et directement conquérir : leur affranchissement économique intégral.

Ces quelques pages pourront leur en fournir la preuve irrécusable, en replaçant sous leurs yeux les doctrines professées par les républicains de 1848 et adoptées par l'école dont les Gambetta, les Ferry, les Clémenceau, les Floquet et *tutti quanti* sont à cette heure les plus brillantes étoiles. Le passage de ceux-ci aux affaires, au 4 Septembre 1870, et leur attitude dans les assemblées parlementaires depuis cette époque ne laisse aucun doute à cet égard.

* * *

La Révolution du 24 Février, bien qu'en apparence déterminée seulement par de purs incidents politiques, fut amenée en réalité par une succession de crises économiques qui devaient lui imprimer rapidement un caractère de lutte sociale.

Dès 1834, en effet, les canuts de Lyon s'étaient soulevés au cri de « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! — Du travail ou du plomb ! »

Les sociétés secrètes fondées sous la Restauration et d'abord exclusivement composées de bourgeois libéraux et de républicains bonapartistes, s'étaient transformées après 1830 en centres d'étude et d'action révolutionnaire socialiste. L'élément communiste y dominait, grâce à l'active propagande de Buonarotti — l'un des rares survivants de la *Conspiration des Egaux* [1]

[1] Plus connue sous le nom de Conspiration de Babœuf.

— et de ses amis, le vieux Teste, Victor Charassin et autres.

Pierre Leroux, Cabet, avaient également recruté de leur côté des adhérents à la révolution sociale parmi les travailleurs parisiens et dans les grands centres manufacturiers. Enfin la petite bourgeoisie de province était elle-même entraînée dans le courant, grâce à la propagande des fouriéristes, dont les théories plaisaient à son imagination et étaient de nature à flatter son ambition, en lui faisant entrevoir la possibilité de devenir à son tour classe dirigeante. Précisément à cause de cela même, la petite bourgeoisie donnait à la fois la main aux phalanstériens qui, dans leurs projets de transformations économiques, lui attribuaient double part comme capitaliste et comme directrice de l'industrie, et aux républicains formalistes qui, au moyen du suffrage universel, lui assuraient la prépondérance dans l'action politique.

Le terrain d'une révolution sociale, nous le répétons, était donc tout préparé.

Or, à quelles conditions cette révolution était-elle possible ?

Ceux que le 24 février venait de faire monter au pouvoir n'avaient qu'à se pénétrer de cette pensée :

L'autorité, source naturelle de toute oppression, doit faire place au Droit. Le gouvernement n'a plus pouvoir de déterminer et encore moins de limiter les droits des citoyens, mais a pour seule mission de leur en assurer l'exercice. En conséquence, les citoyens ne doivent plus être *gouvernés*, mais être remis en puissance du droit de constituer eux-mêmes l'administration de tout ce qui touche aux intérêts collectifs et selon le mode qui leur paraîtra le plus propre à sauvegarder ces intérêts.

La dictature de fait dont le Gouvernement Provisoire venait d'être investi ne devait plus dès lors avoir d'autre but que la suppression de toutes les institutions qui, de leur nature même, s'opposaient à réaliser la donnée révolutionnaire du moment.

Cette donnée comportait à cette époque :

1° La suppression de l'armée permanente et l'armement de toute la nation, seule chargée désormais de se défendre contre une guerre d'invasion — guerre fort improbable d'ailleurs, attendu les répercussions que la révolution venait de produire à Berlin, à Vienne, à Madrid, en Italie et à Bruxelles. L'armée ne demandait qu'à être licenciée, et le 25 février, les soldats étaient tout disposés à échanger l'uniforme contre des vêtements de civil.

2° Suppression de la magistrature à traditions essentiellement monarchiques, et dont la situation inamovible cadrait fort mal d'ailleurs avec le principe d'éligibilité qui allait devenir la base de la nouvelle organisation politique.

Son remplacement par les tribunaux d'arbitrage en matière civile et l'introduction du jury à tous les degrés en matière correctionnelle et criminelle était alors dans tous les esprits.

3° Suppression de tout budget des cultes, puisque tous allaient avoir droit de cité, ce qui entraînait qu'aucun d'eux ne pouvait être rétribué par l'impôt.

4° Suppression de toutes les entraves légales ou administratives apportées à l'exercice du droit d'écrire ou de parler, sans lequel le suffrage universel n'est qu'un mensonge et un leurre ;

Reconnaissance du droit absolu de se réunir ou de s'associer, droit sans lequel les travailleurs sont dans l'impossibilité complète de pouvoir débattre leurs intérêts dans toutes les questions se rattachant à leurs relations avec leurs patrons.

5° Suppression de toute police centrale ayant surtout pour objet de *protéger* le gouvernement à l'aide des moyens les plus honteux et les plus démoralisateurs.

Tel était en ce temps le programme de tous ceux pour qui la République était autre chose qu'un changement de mots et qu'une substitution de personnes.

Et afin de donner à ceux qu'ils venaient d'acclamer le temps de mener à bien cette révolution, les travailleurs mirent généreusement « trois mois de misère » au service de la République !

Voyons comment les prétendus amis du peuple siégeant à l'Hôtel de Ville, puis ceux qui plus tard composèrent l'Assemblée Constitutionnelle répondirent à la confiance qu'ils avaient si malheureusement inspirée.

*
* *

Conformément au titre de cet article, en effet, nous n'avons point ici à relever la part de responsabilité revenant en ces circonstances aux partis monarchiques qui, de la légimité au bonapartisme, contribuèrent avec un ensemble parfait à l'œuvre réactionnaire devant laquelle se dressèrent les barricades de Juin. Leur attitude dans ce terrible drame a été ce qu'elle devait être. Mais il en est autrement du rôle qu'y jouèrent les républicains et c'est celui-là seul qui doit nous occuper ici.

Dès leur installation, les membres du nouveau gouvernement, déjà connus comme républicains, n'eurent qu'un souci : reconstituer l'autorité ébranlée par la révolution ; une seule crainte : voir le peuple prendre la République au sérieux, avec toutes les conséquences qu'elles comportait, eu égard au titre de République démocratique, que lui avaient donné les gouvernants eux-mêmes.

Mais avant d'étaler les turpitudes et les bassesses à l'aide desquelles les républicains essayèrent plus tard de se faire absoudre par les réactionnaires triomphants ; avant de dévoiler les lâchetés de ceux-mêmes qu'on s'est trop longtemps complu à

couronner d'une auréole d'honnêteté et de sincérité, tels que les Arago, les Ledru-Rollin et même les Louis Blanc, il nous faut esquisser rapidement les événements du 24 Février au 23 Juin.

Terrifiés tout d'abord de la victoire remportée par le peuple et la petite bourgeoisie parisienne, tous les corps constitués et dirigeants, magistrature, armée, administration et clergé, s'empressèrent de faire acte d'adhésion à la République et se déclarèrent prêts à démontrer qu'ils étaient plus républicains que ceux qui venaient de la proclamer.

Le maréchal Bugeaud, après avoir, le 23 au soir, demandé de pleins-pouvoir pour noyer la révolution dans le sang des parisiens, — dût-il détruire Paris — faisait, dès le 25, placarder son adresse de dévouement au nouvel ordre de choses, auquel il offrait sa *loyale épée!* (sic)

Le gouvernement, qui peu de jours après, acceptait le concours de Changarnier pour la défense de l'ordre, n'osa pourtant, par accepter l'offre impudente de Bugeaud.

Afin de rassurer la magistrature on lui donna pour chef l'avocat Crémieux (1), orléaniste dévoué et professant pour l'inamovibilité des juges un respect absolu. On se hâta de rappeler aux soldats — déjà loin de leurs casernes — le respect qu'ils devaient à la discipline et à leurs chefs et on leur enjoignait de revenir immédiatement au corps sous peine d'être traités comme déserteurs.

Enfin, le 27 février, afin de témoigner au clergé qu'on n'entendait nullement toucher à ses « droits » où porter la moindre atteinte à sa considération, on le conviait à célébrer un service funèbre pour les victimes tombées dans la lutte, et à vouloir bien continuer, comme par le passé, d'être le protecteur de l'Etat, le salarié des contribuables. Le citoyen L. Blanc, dont la manie favorite était de *démocratiser le clergé*, appelait même les prêtres de St-Sulpice à *bénir* l'arbre de Liberté que le peuple plantait au Luxembourg!

Pour ce qui est de l'administration, on changea les titres de préfets et de sous-préfets en ceux de commissaires et sous-commissaires, plus ou moins extraordinaires de la République et, comme sous la monarchie, on se garda bien de laisser aux départements le soin de choisir leurs administrateurs dans le milieu même où ils devaient exercer leurs fonctions : c'eût été contraire à la *Sainte Unité* !

Les ex-sergents de ville prirent le nom de gardes de Paris, et la garde municipale, justement abhorée des parisiens, changea d'uniforme, prit le nom de garde républicaine et fut, comme

1) Aujourd'hui sénateur.

devant, chargée de maintenir l'ordre... en massacrant au besoin dans les rues les citoyens qui ne seraient pas satisfaits. — La police seule fut décentralisée... au profit des membres du gouvernement, qui eurent chacun la leur.

Quant au caractère social de la Révolution, voici ce qu'imaginèrent, afin d'y donner satisfaction, les *gens de Février*, qui, pour un certain nombre d'entr'eux, devaient, 22 ans plus tard, s'appeler les *gens de Septembre*.

Continuant la tradition monarchique. — *Diviser pour régner*, ils s'ingénièrent à partager la masse populaire en trois corps différents, dont deux étaient destinés à leur venir en aide contre les tentatives possibles du troisième.

Comme il n'était guère possible, sous peine de soulever l'opinion publique contre soi, de rappeler un nombre trop considérable de troupes dans Paris, on argua de l'imminence probable d'une guerre d'invasion et la garde mobile fut créée.

Composé en grande partie de tous jeunes ouvriers alors sans travail, elle fut naturellement destinée dans la pensée de ses créateurs à combattre un jour les nombreux et nouveaux bataillons de garde nationale dans lesquels venaient d'entrer les deux cent mille ouvriers et artisans qu'il avait bien *fallu* armer mais qui inspiraient à l'Hôtel de ville une véritable terreur.

D'autre part, un temps d'arrêt s'étant produit dans le travail par suite de la révolution, cinquante mille ouvriers de toutes industries se trouvaient littéralement sans ressources Il y fallait pourvoir absolument.

On aurait pu s'entendre avec les chefs d'atelier et les commanditer momentanément pour qu'ils rouvrissent leurs usines, mais on trouva plus simple de gaspiller en d'humiliantes et infructueuses aumônes l'argent des contribuables, sauf à représenter les ouvriers comme autant de fainéants demandant à vivre sans rien faire, et les ateliers nationaux furent créés. Placés sous la direction du sinistre Marie, avocat, les ateliers nationaux furent sournoisement déclarés comme étant l'œuvre de L. Blanc et des socialistes, mais en réalité, destinés, dans la pensée de Marie et de ses complices du Provisoire, à servir d'armée contre la révolution sociale.

Enfin, pour masquer tous ces projets d'écrasement et en même temps dans l'espérance d'une situation pouvant aider à leur réalisation, on résolut de mettre le parti socialiste dans cette fausse position que, chargé en apparence de préparer les réformes économiques attendues par les travailleurs, il n'aurait en réalité aucun moyen à sa disposition pour les opérer, ce qui devait d'autant mieux faire ressortir son impuissance et lui donner au moment voulu autant d'adversaires qu'il y aurait d'espoirs déçus. Cela fournissait en outre une excellente occasion au Gouvernement provisoire de se débarrasser de L. Blanc

qu'on craignait, bien à tort d'ailleurs, de voir servir de levier entre les mains des ouvriers révolutionnaires pour mener le mouvement à bonne fin. *La Commission de gouvernement pour les travailleurs,* installée au Luxembourg et dont L. Blanc fut nommé président officiel, fut présentée en ces termes au prolétariat par le Gouvernement :

« 1er Mars 1848.

Citoyens,

« *La Commission du Gouvernement pour les travailleurs* est en-
« trée en fonction aujourd'hui même. Sur les bancs où sié-
« geaient naguère les législateurs du privilége, les pairs de
« France, le peuple est venu s'asseoir à son tour, comme pour
« prendre matériellement possession de son droit et marquer
« la place de sa souveraineté. »

(*A suivre.*) **G. Lefrançais.**



BIBLIOGRAPHIE

Le citoyen Tonim (?), sous le titre de *La question sociale et le Congrès ouvrier de Paris*, vient de publier une sorte de procès-verbal des séances du Congrès tenu à Paris en 1876, accompagné de critiques et d'aperçus propres à l'auteur de ce livre, concernant les diverses questions qui y ont été débattues.

Le tort principal de ce travail est de présenter les discussions dont il rend compte, de façon à faciliter surtout les critiques de l'auteur et à lui fournir le moyen d'exposer ses idées personnelles sur chacune des questions traitées. — Tout le reste est naturellement rejeté dans l'ombre.

En ce qui concerne les conceptions du citoyen Tonim, il est difficile de savoir s'il est de ceux qui pensent qu'une porte doive être ouverte ou fermée.

S'agit-il, par exemple, du travail dans les prisons, contre lequel on s'est élevé dans le Congrès, comme faisant une véritable concurrence déloyale au travail du dehors, le citoyen Tonim, tout en déplorant le fait au point de vue sentimental, déclare que les plaintes sont exagérées ; que le trop grand nombre de bras portés sur un seul genre de production, n'a rien de contraire aux lois d'une bonne économie, et qu'enfin l'administration des prisons veille avec une tendre sollicitude à ce que le travail des prisonniers soit payé par les entrepreneurs, au même prix que le travail extérieur. — Enfin, ce travail *imposé* aux condamnés est un adou-

cissement aux souffrances de leur captivité. — Un peu plus, le critique Tonim nous représenterait les entrepreneurs du travail dans les prisons comme autant de St-Vincent-de-Paul avant tout préoccupés du soin de charmer les loisirs des malheureux qu'ils exploitent.

Le citoyen Tonim semble ignorer totalement la traite des blanches, à laquelle se livrent de temps à autre, à Paris, les agents de la police des mœurs, pour le plus grand bénéfice de ces entrepreneurs, lorsqu'ils manquent de bras au moment où ils ont d'importantes et de lucratives commandes à exécuter.

A propos des Conseils des Prud'hommes et de la gratuité de la justice, notre auteur déclare que cette gratuité n'aurait d'autre effet que de multiplier les procès, au grand détriment des voies de conciliation,..... et de spoliation aurait-il pu ajouter.

La question des associations coopératives, qu'il examine longuement, sans la toucher à fond, donne lieu au citoyen Tonim de préconiser l'impôt progressif sur le revenu de consommation, mais sans qu'il fasse voir comment cet impôt, de même que tous ses aînés, ne retombera pas en définitive sur le producteur, seul et réel payeur jusqu'ici de tout impôt, quel qu'il soit.

En somme, le citoyen Tonim, après avoir largement puisé dans l'arsenal des critiques proudhoniennes, pour combattre Babœuf, St-Simon et Fourier, qu'il lui plaît d'appeler les « Maniaques du Socialisme », termine son étude de la façon la plus piteuse.

Il finit en déplorant amèrement que « la naïveté, dont la moelle
« de nos enthousiasmes était formée, quitte l'art qui lui doit ses
« manifestations les plus vantées, et que le sentiment démolisseur
« règne en plein chez l'ouvrier, devant lequel l'autorité du passé
« tombe en quenouilles ! »

En sorte qu'après s'être promené à travers 400 pages de cette force, dans le chimérique espoir d'y trouver une solution quelconque des problèmes soulevés, on en arrive à se demander, si l'on n'est pas dupe d'une mystification.

Décidément, le citoyen Tonim ne nous paraît pas avoir été mieux inspiré en écrivant son livre, que lorsqu'il organisait autrefois ses *baptêmes rationalistes*, de maçonnique mémoire. G. L.

* * *

L'éditeur Henri Kistemaekers, à Bruxelles, vient de mettre en vente le premier volume de sa *petite bibliothèque socialiste* consacrée à la publication d'un ouvrage de JULES GUESDE intitulé : « *Essai de Cathéchisme socialiste.* » (1 FR. LE VOLUME.)

Ce travail qui avait déjà paru dans le *Mirabeau* de Verviers, et qui

est par conséquent connu d'une partie du public socialiste résume d'une façon claire et concise les principes essentiels du socialisme moderne.

Le temps et l'espace nous manquent aujourd'hui pour faire une critique plus détaillée de ce travail utile et intéressant. Nous nous contenterons de signaler le passage où l'auteur opposant *l'Etat social ou collectif à l'Etat individuel* déclare d'une façon beaucoup trop absolue que l'animal ne connait que l'état individuel et que l'homme seul connait l'état social ou collectif.

Il y a là croyons-nous une véritable erreur. Une foule d'animaux, au contraire, vivent dans un état collectif et même *social* assez avancé. Il suffit de nommer les abeilles, les fourmis, un grand nombre d'oiseaux, les castors, les tribus de singes, etc. etc.

Pas plus sur ce terrain que sur le terrain physiologique l'homme n'est un être différent des autres animaux et la sociabilité même n'est pas une faculté qui lui soit exclusive, mais seulement une faculté qu'il a poussée plus loin.

Nous eussions donc désiré que certains chapitres en fussent plus développés, l'auteur nous ayant paru, sur divers points, procéder plutôt par axiômes et affirmations que par une véritable démonstration scientifique. X.

Le troisième numéro de la revue allemande **Die Neue Gesellschaft** (La Société Nouvelle) contient les articles suivants : Le courant contre le socialisme dans la société (suite), par le Dr *A. Dulk.* — Un phénomène unique dans la vie économique, par *Siegmund Politzer.*— La République de Platon (suite), par *C. Lübeck* —Le droit pénal et le socialisme, par le Dr *Max Lehn.*—Histoire du mouvement ouvrier en Autriche (suite), par *Joh. Most.* — De la surproduction (fin), par le Dr *F. Wiede.*—Communications de la rédaction et de l'administration.

On peut s'abonner chez tous les libraires au prix de 3»75 par trimestre.

Imprimerie du «Rabotnik», 26, Montchoisy, à Genève.

2me Année. No 1. Janv.-Févr. 1878

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : **Arthur Arnould, A. Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, G. Lefrançais, L. Metschnikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.**

ABONNEMENT : Un an, 6 fr.; Six mois, 3 fr.; Trois mois, 1 fr. 50.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** » Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève**.

BULLETIN

La France nage à cette heure en pleine eau opportuniste, et, pourquoi ne l'avouerions-nous pas, malgré les nausées qui se dégagent de cette fange, nous sommes presque tenté de nous en réjouir.

Gambettistes et intransigeants, unis dans une fraternelle étreinte, tiennent la situation dans leurs mains. Sans doute, ils ne sont officiellement que membres de la Chambre basse... très-basse, mais le ministère est leur chose, à ce point que M. Lockroy — un intransigeant à tous crins — a pu dire dans les bureaux du ministère de l'Intérieur que le cabinet actuel durerait autant qu'il voudrait « tant lui et ses amis sont devenus *réactionnaires* ! » *devenus* nous paraît de trop (1).

Nous allons donc voir s'épanouir dans sa libre floraison le régime tant désiré des électeurs qui, pour amener leurs élus à cette situation, leur ont pardonné leurs lâchetés et leurs trahi-

(1) Correspondance française du *Journal de Genève*, du 23 Janvier.

sons, répétées depuis le 8 février 1871. Il est bon que ces électeurs goûtent les fruits de leur faiblesse et de leur abandon de leur propre cause.

Il est vrai que les ouvriers qui sont réunis à cette heure en Congrès à Lyon, ont reçu du préfet de cette ville, la promesse de sa gracieuse protection. — Puissent les discussions si importantes que doivent soulever les questions composant l'ordre du jour de ce Congrès, ne pas être amoindries d'une telle faveur! Nous le désirons, sans trop l'espérer. A la fois encouragés par l'administration et par le journal le *Petit Lyonnais,* qui presse en même temps sur son cœur Thiers, Gambetta, Victor-Emmanuel et Raspail, nous craignons fort que le Congrès ne s'en trouve très-mal.

Tout à la joie de leur triomphe, les chefs les plus autorisés des divers groupes formant la majorité Versaillaise, se sont empressés de déclarer, qui aux électeurs de Marseille — comme Gambetta — qui, aux centre-gauchiers — comme Léon Renault — que devant la victoire remportée, il ne reste plus qu'à adorer M. Dufaure, et... à faire une chasse plus vigoureuse encore aux socialistes : travailleurs du Congrès de Lyon, ne vous laissez donc pas prendre aux promesses des souteneurs du Ministère.

Il ne s'agit, pour ces gens-là, que de gagner du temps.

Fidèles à ce programme d'aplatissement sans vergogne, le Conseil Général de Lyon, — un des plus foncés pourtant, — vient de rejeter le vœu tout platonique qu'un de ses membres proposait timidement en faveur de l'amnistie.

De son côté, le citoyen Alfred Tallandier, député de Paris, intransigeant, ex-disciple de Pierre Leroux, a combattu avec véhémence à Versailles, la proposition émanée, il est vrai d'un bonapartiste, d'étendre aux condamnés du 18 mars le bénéfice de l'amnistie proposée par Dufaure, en faveur des délits de presse, commis du 16 mai au 15 décembre 1877.

Sans doute, la proposition des bonapartistes n'avait rien de sincère et n'était qu'une machine de guerre, mais n'était-ce pas une raison de plus pour prendre ces gens à leur propre piége et pour démontrer qu'ils ne veulent pas plus de l'amnistie que M. Gambetta, devenu l'ami de MM. Tallandier et Alfred Naquet, malgré les dénégations de ce dernier dans le *Petit Lyonnais.*

En tous cas, M. Tallandier eût-il dû se souvenir, du moins, que Pierre Leroux fut le seul homme qui eut le courage de protester en faveur des insurgés de juin 1848, et se contenter alors de ne pas prendre la parole dans cette circonstance.

Quelle belle occasion de se taire a perdu cet intransigeant, autrefois socialiste!

Les déportés de Calédonie attendront donc cette fois encore. Ils pourront se consoler, il est vrai, d'avoir été aussi lestement sacrifiés aux petites combinaisons machiavéliques des députés de la gauche, en songeant que M. Gambetta a eu l'honneur de s'entretenir quelques instants avec Victor-Emmanuel — qui en est mort, d'ailleurs, presque immédiatement.

De retour à Paris, le farouche tribun, s'est empressé de raconter à une députation d'industriels du Nord — venus pour le renseigner sur des questions de tarifs,— toutes les jolies platitudes qu'il a débitées au feu roi *Galant-homme*, afin d'assurer à celui-ci que les républicains français ne désiraient rien tant que le maintien de la monarchie en Italie.... dans l'intérêt même des Italiens, cela va sans dire. — Il paraît que les habitants de Rimini ne sont pas absolument de cet avis, car, alors, que les libres-penseurs de Versailles s'en allaient pieusement entendre la messe dite pour le repos de l'âme de celui qui fut presque l'assassin de Garibaldi à Aspromonte, le Conseil municipal riminésien refusait, à l'unanimité, de voter les frais d'une cérémonie de ce genre.

Plus on suit avec attention les changements que subissent les convictions affichées autrefois à Belleville, par M. Gambetta, plus on s'aperçoit que cet homme s'incarne de plus en plus dans la peau de son défunt protecteur, le petit Thiers. — Seulement, à la différence de ce dernier, Gambetta,— ce sera son châtiment, — en arrive à croire à ses propres inepties. Après Prudhomme roublard, les républicains français ont maintenant pour chef un Prudhomme non moins misérable sans doute, mais naïf et débitant sans gêne ni contrainte d'esprit, avec sincérité même, des jocrissades à démonter Calino en personne.

Quel sujet de curiosité pour l'Exposition Universelle qui se prépare !

Ne quittons pas la France sans dire un mot de l'incident soulevé à Versailles, à propos de la *Marseillaise*, chantée sur un Théâtre de Nantes.

Un député de la gauche, M. Farcy, ayant rappelé que ce chant,— autrefois national,— avait été autorisé sous l'Empire, après la déclaration de guerre à l'Allemagne, le fougueux Paul de Cassagnac, répondit que la « Commune avait déshonoré la Marseillaise. »

Or, nous devons dire que les Fédérés de 1871, comprenant très-bien que le *sang impur* dont *s'abreuvent* trop souvent *les sillons*, est toujours celui des prolétaires de tous pays, les Fédérés de la Commune, disons-nous, n'ont que très-peu chanté ce refrain, peu en harmonie avec le cri de : « *Vive la Républi-*

que Universelle, » qui sortait si souvent alors de leurs vaillantes poitrines.

La Marseillaise, en effet, ne peut plus convenir à ceux qui combattent pour qu'à l'avenir la Justice et l'Egalité ne soient plus limitées par des questions de frontières.

Mais nous dirons aussi, comme M. Cassagnac, que la Marseillaise a été « déshonorée, » malgré les glorieux souvenirs qu'elle évoque, le jour où, sous le coup de la plus ignoble peur, M. Gambetta la hurlait à l'Opéra, en compagnie des argousins de Bonaparte qui, eux, la beuglaient pour gagner leur argent.

* * *

Nous ne pouvons terminer notre bulletin sans parler de l'incident qui, dans la presse parisienne, s'est appelé : « l'affaire A. Duportal. »

Le rédacteur en chef du *Réveil*, journal intransigeant, ayant pris à partie le Grand Chef des opportunistes — M. Gambetta — celui-ci a riposté en publiant, dans la *République Française*, une lettre écrite en 1852, par M. Duportal, alors déporté en Afrique à la suite du Coup-d'Etat, lettre dans laquelle ce citoyen demandait sa grâce au futur héros de Sédan et offrait de plus à ce dernier, de le servir dans tel poste qu'on voudrait bien lui confier.

Nous ne connaissons pas personnellement M. Duportal, et nous sommes depuis longtemps convaincu que l'intransigeance et l'opportunisme sortent du même tonneau, malgré la couleur différente du cachet.

C'est suffisamment dire que cette querelle n'a pour nous d'autre intérêt que de faire ressortir une fois de plus le peu de cas que les vrais amis de la Révolution doivent faire des politiqueurs, dont l'unique souci est d'arriver premier à l'émargement du budget.

Cependant, malgré tout, l'accusé reste à nos yeux plus digne d'intérêt encore que son dénonciateur.

Nous ne pouvons oublier que, seul, après la défaite sanglante du prolétariat, en mai 1871, M. Armand Duportal, alors rédacteur en chef de *l'Emancipation* de Toulouse, défendit courageusement la Commune assassinée, alors que ses confrères les plus rouges de Paris acclamaient lâchement le massacre des vaincus, et pendant que de son côté, M. Gambetta attendait prudemment à Saint-Sébastien que les événements lui indiquassent à quel parti il devait décidément adresser sans crainte ses plus plates insultes.

Qui sait même si ce n'est pas cette différence d'attitude qui, dès cette époque, fit germer dans le cœur de ce génois la haine dont le malheureux Duportal vient de ressentir les vipérins effets.

Pourquoi donc M. Gambetta montre-t-il tant d'indignation contre la démarche, peu digne il est vrai, de son intransigeant collègue à Versailles, alors qu'il témoigne de tant d'égards pour son lieutenant à la commission du budget, le colonel Langlois, qui, lui aussi, ne sortit de Belle-Ile, en 1854, que sur une demande en grâce avec soumission, apostillée par Plon-Plon?

Pourquoi donc deux poids et deux mesures, ô chantre des vertus de Pouyer-Quertier, (1) devenu le pur et austère directeur des opportunistes?

Ah! M. Gambetta, ne vous brouillez jamais avec vos deux copains, MM. Ranc et Laurier! Car alors vous pourriez bien ne pas rire!

Gare en ce cas aux petits papiers que ces deux malins doivent avoir en réserve,

PETITE REVUE INDUSTRIELLE

L'année qui commence ne paraît pas s'annoncer mieux que n'a fini 1877; le travail continue de chômer partout.

En France, les grosses affaires sont toujours rares, et pour remédier à cet état de choses, qui serait mortel pour la République bourgeoise, le gouvernement va inaugurer l'ère des travaux publics. Il n'est bruit que du projet Freycinet, qui consiste à achever le réseau ferré, les voies navigables, améliorer les ports, etc., etc. L'exécution de ces travaux coûtera la modeste somme de 4 à 5 milliards (devis primitif) et, bien entendu, on aura recours à l'emprunt pour se procurer cette somme: les travailleurs en paieront les intérêts, — c'est ce qu'on appelle faire grand.

En Allemagne, la situation industrielle est des plus critiques. Bon nombre d'usines se ferment, et de grands établissements financiers menacent ruine. Au milieu de cette débâcle générale, un seul établissement prospère: c'est l'usine Krupp. Il est vrai qu'on y fond des canons.

Dans les provinces annexées (Alsace-Lorraine), les produits importés dépassent de 2 milliards la somme des produits exportés, le ministre des travaux publics, qui est un grand économiste, propose, pour remédier à cet état de choses, la diminu-

(1) Article sur Pouyer-Quertier, dans la *Revue politique* de 1866 — par M. Gambetta.

tion des salaires, afin que les prix de revient des produits soient moindres que les produits similaires des Etats voisins. Le procédé est connu, c'est la concurrence sur le dos des travailleurs.

En Angleterre, le mal est aussi grave. Voici le bilan genéral de la situation pour la métallurgie et les charbonnages.

Dans le Nord-Lancasbire, les maîtres de forge ont pris la résolution de réduire leur production; quelques haut fourneaux ont été éteints.

En Ecosse, les exportations de fonte brute pendant la dernière semaine ont été de 5,761 tonnes, contre 9,842 tonnes exportées en 1876, pendant la période correspondante, soit une diminution de 4,081 tonnes.

L'Iron and Coal Trades Review, dans son calendrier pour 1878, publie la liste de tous les hauts-fourneaux du Royaume-Uni avec les noms des établissements et des propriétaires auxquels ils appartiennent. Il résulte de cette statistique qu'à la fin de 1877, il y avait en tout 974 hauts-fourneaux dans le pays, dont 489 en activité. Dans le nord de l'Angleterre, sur 164 il y en avait 107 en activité; dans le South Straffordshire, 42 sur 147; en Ecosse, 88 sur 155; dans le South Wales, 58 sur 163; dans le district de Cumberland et Westmoreland, 59 sur 97. Plus de la moitié du total des hauts-fourneaux anglais chôme donc.

A Sheffield, la grève des puddleurs s'est terminée le 2 janvier. Les puddleurs ont accepté la réduction de 6 pence par tonne que leur imposent leurs patrons.

Dans le South Wales, le différend existant entre les patrons et les ouvriers mineurs a également pris fin; ces derniers ayant accepté une diminution de 5 pour cent.

La grève de Northumberland persiste et semble loin encore de la période d'apaisement.

La Belgique ne brille pas non plus dans l'industrie européenne. Tous les esprits sont soucieux de cet état de choses qu'on ne croyait que passager et qui va en s'aggravant depuis six années.

Sur le marché métallurgique aussi bien que sur le marché charbonnier, la production, si restreinte qu'elle soit, est toujours de beaucoup supérieure à la demande.

Uu cruel accident est arrivé samedi dernier à la fosse Gaillet de Belle-et-Bonne, près Quaregnon. Une cage remontant quinze ouvriers a été précipitée au fond du puits d'une hauteur de 150 mètres, et tous ceux qu'elle portait ont été tués sur le coup.

De la Suisse, nous n'en parlerons que pour mémoire. Il ne reste plus qu'une ressource aux ouvriers : travailler aux terrassements, ou, pour les moins délicats, devenir employés du gouvernement dans le département de justice et police.

A. Avrial.

L'ÉVOLUTION LÉGALE ET L'ANARCHIE

Au compagnon Baux, de Buénos-Ayres.

Vous m'avez fait l'amitié de m'écrire à propos du *Travailleur.* Permettez-moi de résumer brièvement votre lettre et d'y répondre par la voie de notre journal.

Le mot « Anarchie » vous effraie. Vous nous blâmez de nous en servir et d'empêcher ainsi les gens bien intentionnés, mais timorés, de venir à nous. Vous nous blâmez surtout de nous être placés complétement en dehors de l'Etat : la voie de l'évolution légale vous paraît de beaucoup la plus sûre.

Le socialisme révolutionnaire vous semble redoutable, parce qu'il peut amener la dictature; mais vous avez confiance dans le mouvement des associations et vous pensez qu'il sera possible de déplacer ainsi le capital. Vous espérez même que peuple et bourgeoisie arriveront à conclure la paix, et, dans vos rêves d'avenir, vous fixez d'avance au 14 juillet 1889, anniversaire de la prise de la Bastille, la grande fête de la réconciliation des peuples et des classes.

Sans doute « le mot Anarchie » peut effrayer ceux qui s'en tiennent au sens dérivé de ce terme et n'y voient qu'un synonime de désordre, de luttes violentes et sans but, mais avons-nous tort de nous en tenir au sens primitif du mot, à celui que donnent honnêtement tous les dictionnaires : « Absence de gouvernement? » Il nous suffit de ne pas violer la langue, regrettant qu'elle ne soit pas plus riche et ne mette pas à notre disposition des termes non viciés par un usage illogique. D'ailleurs, il ne nous déplait point que ce mot revendiqué par nous arrête un instant ceux qui s'intéressent au problème social. Dans le royaume de la fable, tous les jardins merveilleux, tous les palais de fée, sont gardés par quelque dragon féroce. Le dragon qui veille au seuil du palais anarchique n'a rien de bien terrible, ce n'est qu'un mot, mais s'il en est qui se laissent effrayer par lui, nous n'essaierons point de les retenir; nous pouvons être assurés qu'ils n'auraient jamais la liberté d'esprit nécessaire pour étudier la chose elle-même. Qu'ils restent à leurs préjugés, à leur routine, à leurs

formules, et qu'ils parlent à leur aise de « l'hydre sociale, » dans les termes les plus choisis du jargon officiel.

La société actuelle arrivée pour ainsi dire sur la limite de deux mondes est pleine des contradictions les plus bizarres, c'est là que règne arbitrairement « l'anarchie, » dans le sens que l'on donne ordinairement à ce mot.

Entrez dans une école supérieure: le professeur y parle de Descartes et nous raconte comment le grand philosophe a commencé par faire « table rase » de tous les préjugés, de toutes les idées reçues, de tous les systèmes antérieurs. Il le loue fort d'avoir eu cette vigueur intellectuelle; il nous dit qu'à dater de l'heure où fut prononcée l'audacieuse parole d'absolue négation, la pensée humaine était émancipée; mais ce même professeur n'a plus que des exclamations d'horreur pour tous ceux qui seraient tentés d'imiter son héros! A l'exemple de Descartes, qui, le premier, osa se dire anarchiste, nous faisons table rase des rois et des institutions qui pèsent sur les sociétés humaines, et nous nous débarassons de l'obéissance traditionnelle que la morale des maîtres a de tout temps inculquée aux serviteurs. Toutefois nous n'imiterons pas Descartes jusqu'au bout. Si, après avoir fait table rase de Dieu, il ne s'était empressé de le remettre en place avec tout son cortège spirituel et temporel, s'il n'avait eu la prudence de parcourir en sens inverse toute la route qu'il avait fournie, certes on se garderait bien de nous le donner en exemple. Ni princes, ni républiques ne lui eussent donné asile, et son nom fut resté celui d'un maudit.

Eh bien! en dépit des persécutions qui ne nous ont point manqué et des malédictions dont on nous accable, d'un bout du monde à l'autre, nous, les anarchistes, nous ne croyons pas devoir reconstruire l'Etat dont nous avons fait « table rase. » D'ailleurs, tel qu'il existe, vous avouez que l'édifice est d'aspect assez laid, et vous comprenez qu'il nous tarde de le démolir. Nous en avons assez de ces rois élus par la grâce de Dieu ou nommés par la volonté du peuple, de ces plénipotentiaires, ou ministres, responsables ou irresponsables; de ces législateurs qui se sont fait accorder, soit par le prince, soit par un troupeau d'électeurs, leur « part de royauté; » de ces magistrats qui vendent au plus offrant ce qu'ils appellent « la justice; » de ces prêtres qui, représentant Dieu sur la terre, promettent des places au paradis à ceux qui se font

leurs esclaves, de ces grossiers sabreurs, qui demandent, eux aussi, une obéissance aveugle, une suspension absolue de l'intelligence et de la morale personnelles, chez tous ceux qui ont le malheur d'emboîter le pas dans leurs bataillons; de ces propriétaires ou patrons qui disposent du travail et par conséquent de la vie de la foule immense des faibles et des pauvres. Nous en avons assez de toutes les formules religieuses, juridiques, ou prétendues morales, qui nous enferment et maintiennent nos esprits dans la servitude, assez de cette affreuse routine qui est le pire de tous les gouvernements et le mieux obéi, ainsi que l'a récemment démontré, avec un grand luxe de preuves, le philosophe Herbert Spencer.

Mais du moins ne pourrons-nous transformer la société économique, pacifiquement et comme en sourdine, par le mouvement des associations ? Certes, les anarchistes, plus que tous les autres hommes, ont à compter avec la force de l'association, car ils attendent tout des libres affinités entre les personnalités libres ; mais ils ne croient pas que les associations coopératives de travailleurs puissent accomplir un changement sérieux dans la société. Les tentatives faites dans ce sens sont des expériences utiles, et nous devons nous féliciter de les avoir vues, mais elles suffisent, et nous pouvons désormais nous prononcer. La Société est un ensemble que nous ne réussirons point à changer en la reprenant ainsi en sous-œuvre par un de ses plus minces détails. Ne pas toucher au capital, laisser intacts tous ces priviléges à l'infini qui constituent l'Etat, et nous imaginer que nous pourrons enter sur tout cet organisme fatal un organisme nouveau, autant vaudrait espérer qu'il nous sera possible de faire germer une rose sur une euphorbe empoisonnée.

L'histoire des associations ouvrières est déjà longue, et nous savons comment, en pareille matière, il est encore plus dangereux de réussir que de succomber. Un insuccès est une expérience de plus, et permet à ceux qui l'ont subi de rentrer dans le grand courant de la vie et de la Révolution. Mais un succès, voilà qui est fatal ! Une association qui réussit, qui gagne de l'argent et se fait propriétaire, est obligée de se conformer aux conditions du capital, elle se fait bourgeoise, elle escompte des traites, poursuit ses débiteurs, a recours aux hommes de loi, place ses valeurs en banque, spécule sur

les fonds publics, accumule son capital et le fait valoir par l'exploitation du pauvre. Devenue riche, elle entre dans la grande confrérie des privilégiés ; elle n'est plus qu'une compagnie financière obligée de se fermer à ceux qui n'apportent que leurs bras. Complétement séparée du peuple, devenue simple excroissance sociale, elle se constitue un Etat : loin de seconder la révolution, elle la combat à outrance ; tout ce qu'elle avait de force vive en commençant son œuvre, elle le tourne désormais contre ses anciens amis, les déshérités et les révolutionnaires ; en dépit de toute la bonne volonté de ses membres, elle passe au camp de l'ennemi : ce n'est plus qu'une bande de traîtres. Ah mon ami, rien ne déprave comme le sucrès! Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ; soyons toujours vaincus !

Il vous paraît possible d'arriver à la rénovation générale de la société avec l'aide de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie, s'entend, — de celle dont les intérêts immédiats seraient les mêmes que ceux des ouvriers. C'est là, nous semble t-il, une illusion grave. Ne comptons jamais sur une caste, qu'elle qu'elle soit, et sur celle-ci moins que sur toute autre, car elle se croit née pour le privilége, et tout naturellement elle en épouse les préjugés et les passions. Sans doute, le petit bourgeois, — de même que tous les hommes, — aurait grand avantage à ne pas avoir sans cesse devant lui le spectre de la misère ; sans doute, il aurait dans la société nouvelle ce qui lui manque aujourd'hui, la possibilité de se développer complétement et de vivre sans avoir à mendier sa pitance ; mais il faut tenir compte d'une cause spéciale de démoralisation qui n'existe pas chez les hommes obligés de travailler de leurs mains, le paysan et l'ouvrier. Cette cause d'avilissement est le mépris du labeur matériel. Par l'effet de son éducation, le bourgeois, petit ou grand, croit s'abaisser en prenant un outil ; son idéal naturel est de garder ses mains vierges de la souillure du travail ; il est esclave de son habit noir, de certaines habitudes extérieures qui le classent parmi les Messieurs. Il n'est pas d'humiliations auxquelles il ne s'expose pour garder sa caste, pas de bassesse qu'il ne fasse pour obtenir les faveurs qui doivent lui procurer, avec le pain, le droit d'être au nombre des privilégiés et des gouvernants. Parents, instituteurs, amis, lui ont toujours montré ce but

comme le seul digne de son ambition. On ne s'imagine pas les avanies que doit subir l'employé « surnuméraire », les formules abjectes qu'on exige de lui avant de le laisser entrer dans la classe des mandarins. Une fois rompu par l'étroit laminoir dans lequel il a dû se glisser, il n'a plus d'épine dorsale. N'attendez rien de lui, ce n'est plus un homme. Des transfuges de la bourgeoisie viendront à nous, et nous l'espérons, de plus en plus nombreux, mais que la caste nous aide un jour, cela est impossible.

Car nous sommes des « niveleurs. » Pour nous, la caste doit disparaître comme l'Etat, dont elle n'est qu'une miniature, avec les inégalités traditionnelles aussi bien que les inégalités légales ; et ce n'est point par des alliances politiques, par des œuvres de détail, par des tentatives d'amélioration partielle que nous croyons pouvoir avancer le jour de la Révolution future. Il vaut mieux marcher directement vers notre but que de suivre des voies détournées qui nous feraient perdre de vue le point à atteindre. En restant sincèrement anarchistes, ennemis de l'Etat sous toutes ses formes, nous avons l'avantage de ne tromper personne, et surtout de ne pas nous tromper nous-mêmes. Sous prétexte de réaliser une petite partie de notre programme, même avec le chagrin d'en violer une autre partie, nous ne serons pas tentés de nous adresser au pouvoir ou d'essayer d'en prendre aussi notre part. Nous nous épargnerons le scandale de ces palinodies qui font tant d'ambitieux et de sceptiques et troublent si profondément la conscience du peuple.

Et pourtant, si nous devions maintenir les cadres de l'Etat, de pareils scandales seraient inévitables. Dès que le révolutionnaire est « arrivé, » dès qu'il s'est casé dans une niche gouvernementale, il cesse naturellement d'être révolutionnaire pour se faire conservateur ; cela est fatal. De défenseur de l'opprimé il se change à son tour en oppresseur ; après avoir excité le peuple, il travaille à l'émasculer. Nous n'avons point à citer ici de noms propres : l'histoire contemporaine les crie. Mais comment pourrait-il en être autrement? C'est la place qui fait l'homme ; c'est l'ensemble de la machine qui donne leurs diverses fonctions aux rouages, et ceux-ci doivent s'y adapter. Ainsi que l'a dit depuis longtemps un célèbre diplomate, Robert Walpole : « Les intérêts des gouvernants sont

toujours absolument contraires à ceux des gouvernés. » Qui se fait gouvernant se fait en conséquence ennemi du peuple.

Si nous voulons rester utiles à notre cause, celle des opprimés et des vaincus, sachons donc ne pas sortir des rangs. A aucun prix ne nous séparons de nos camarades, même sous prétexte de les servir; que notre groupement soit toujours spontané, notre discipline toujours volontaire. Que tout homme d'honneur fasse grève dès qu'il s'agit pour lui de titres, de pouvoir, de délégation qui le place au-dessus des autres et lui donne une part d'irresponsabilité. Ainsi les forces révolutionnaires ne se diviseront plus et le peuple n'aura plus à pousser incessamment des chefs au pouvoir pour se faire opprimer par eux. N'est-ce pas là l'histoire que symbolise le rocher de Sisyphe, retombant sur ceux qui l'ont roulé à grand'peine au sommet de la montagne.

Quant aux hommes assez vils pour avoir besoin d'un maître, qu'ils en cherchent! De longtemps hélas! ils n'en manqueront pas. Il en est du gouvernement comme de la religion. Vous rencontrez des milliers d'hommes qui vous disent d'un air important : « Si tous me ressemblaient, certes nous n'aurions pas besoin de gouvernement, mais il en faut pour le peuple. De même je me passerais bien de religion, mais il en faut pour les femmes et les enfants. » Et c'est ainsi que l'on fait durer les gouvernements et la religion. Quant à nous, appréciant fort la liberté pour nous-mêmes, nous l'apprécions également pour les autres; nous ne voulons point de maîtres, et nous ne voulons pas davantage que d'autres nous soient asservis. Quoiqu'en disent les partisans de l'Etat, nous savons que la solidarité des intérêts et les avantages infinis de la vie en commun suffiront pour maintenir l'organisme social. Seulement, il ne sera pas constamment troublé par les caprices des gouvernants qui pourchassent les peuples de çà et de là comme de misérables troupeaux.

Certes, notre illusion serait grande si, dans notre zèle enthousiaste, nous comptions sur une évolution prochaine des hommes dans le sens de l'anarchie. Nous savons que leur éducation de préjugés et de mensonges les maintiendra longtemps encore dans la servitude. Quelle sera la « spirale » de civilisation par laquelle ils auront à monter avant de comprendre enfin qu'ils peuvent se passer de lisières ou de chaînes? Nous l'ignorons, mais, à en juger par le présent, cette voie sera longue.

Tandis que les prêtres et les instituteurs travaillent de concert à l'abêtissement général, que rois, généraux, fonctionnaires et policiers, capitalistes et patrons font de leur mieux œuvre de guerre et d'asservissement, ceux que le peuple acclame comme ses défenseurs lui promettent aussi de le gouverner, de constituer un « pouvoir fort, » de défendre les intérêts sacrés de la religion et de la propriété. N'a-t-on pas vu une Assemblée dite républicaine, voter d'une voix unanime des remerciements à la « noble armée » qui venait de sauver la société en mitraillant trente mille prisonniers, en égorgeant des femmes et des enfants ? Ne voit-on pas une autre Assemblée, plus républicaine encore, donner des preuves de « sagesse et de bon sens politique,» en laissant les prisons et les bagnes remplis de républicains et en saisissant toutes les occasions de faire sa cour aux souverains du monde. Tous nos législateurs, jadis clubistes farouches, se sont changés en autant de marquis !

Quoi qu'il en soit, et que des années, des décades ou des siècles nous séparent de la révolution définitive, nous n'en travaillons pas moins avec confiance à l'œuvre que nous avons entreprise, étudiant avec intérêt l'histoire contemporaine, mais sans y prendre une part qui puisse nous compromettre et nous rendre traîtres à nos convictions. « Laissons les morts enterrer leurs morts » ; laissons les candidats au pouvoir vanter leurs panacées d'amélioration gouvernementale et dirigeons tous nos efforts à augmenter les éléments de la société égalitaire et libre qui existent déjà, quoique isolés et fragmentaires. L'œuvre que nous poursuivons n'est point chimérique, car sur mille points à la fois nous la voyons déjà se préparer, de même que dans une solution chimique mille petits cristaux se forment çà et là, avant que la masse tout entière se transforme. Cette foule d'associations qui naissent de toutes parts, agricoles, industrielles, commerciales, scientifiques, littéraires, artistiques, ne sont-elles pas une preuve du changement qui s'accomplit dans les esprits et qui les tourne de plus en plus vers le travail en commun ? Le mépris dans lequel tombent les anciennes formules de religion et de morale officielles, les progrès de la pensée libre ne témoignent-ils pas d'une valeur personnelle de plus en plus grande chez les individus ? Le nombre des socialistes réfractaires vivant en égaux, sans chef qui leur donne le mot d'ordre, sans

loi qui les étreigne, sans autre lien de cohésion que le sentiment d'un devoir commun, l'affection et l'estime mutuelles, n'augmente-il pas de jour en jour? Enfin, parmi les événements qui se sont récemment accomplis, n'en est-il pas qui semblent présager tout un avenir nouveau. Ce n'est point à nous qu'il convient de vanter la Commune de Paris, puisque nous y avons pris part; mais l'histoire ne se fait-elle pas déjà, et ne montre-t-elle pas que dans ce vaste bouillonnement fermentait tout un nouvel ordre de choses, dont ni le roi, ni le prêtre, ni le policier, ni le patron n'auraient été les maitres? Et là-bas en Russie, combien grand est le spectacle de ces jeunes hommes et de ces héroïnes qui laissent de côté position, fortune, et les jouissances infinies de la vie des sciences et des arts pour se faire peuple, vivre avec lui de son existence misérable, puis finir leur carrière de dévouement dans les prisons ou les mines! C'est à réunir tous ces éléments épars de la grande société future que nous devons consacrer nos forces. Le jour de fête que vous attendez viendra mais il n'aura pas seulement pour but de célébrer la fédération des peuples sans rois; il glorifiera aussi l'union des hommes, libres désormais, vivant sans maîtres, et réalisant la prophétie de notre grand ancêtre Rabelais : « Fais ce que veux! »

Elisée Reclus.

Simple proposition aux économistes de bonne volonté.

« A la cour d'Haroun al Raschid, le médecin de Sa Majesté recevait en traitement chaque année le salaire de quatre vingt millions journées d'ouvriers. »

Si l'historien arabe qui nous raconte cette particularité eût exprimé la somme dont s'agit en tomans et en sequins, qu'on nous aurait traduite en dollars, en francs ou en livres sterlings, nous eussions laissé passer ce curieux renseignement sans y prendre garde. Nous avions entendu d'une oreille distraite, qu'il y a une trentaine d'années seulement, les employés supérieurs de la Compagnie des Indes, après un service de quinze années, se retiraient avec une pension de soixante mille francs et au-delà. La signification pratique de ce chiffre ne nous a été

révélée que lorsque on nous a expliqué qu'à cette même époque on ne payait que deux francs cinquante centimes la journée collective de vingt coolies. De sorte que la pension du fonctionnaire en question absorbait à elle seule les gages d'environ cinq cent mille ouvriers et gagne-petit. Telle était alors la différence de valeur entre le travail des uns et le travail des autres, telle était la disproportion économique et sociale entre les hommes de la race conquérante, et les hommes de la race conquise.

Nous aimerions que la coutume se généralisât d'évaluer en salaires le prix des objets. Les économistes qui disent tous que le travail est la mesure économique des choses, seraient, sans doute, enchantés de cette réforme. Il est possible, il est même probable que nos représentants seraient plus économes et plus consciencieux dans la gestion des deniers publics, s'ils se rendaient toujours compte de l'importance réelle des grosses sommes dont ils disposent d'un trait de plume. Quand, par exemple, les républicains français ont, malgré le maréchal Mac-Mahon, augmenté de trois cent mille francs son traitement déjà plus que suffisant, ils lui ont fait cadeau en quelques minutes de cent mille journées de paysans, bûcherons, mineurs, ouvriers cordonniers et boulangers. Quand on éprouve le besoin de dépenser quelques millions de plus en fusils et soldats, canons et forteresses, ou bien encore, quand on croit indispensable d'inaugurer un nouvel évêché on devrait se rappeler les pauvres couturières auxquelles on paie trois francs la façon d'une douzaine de chemises. Chacun devrait savoir qu'en dernière analyse, c'est aux pauvres diables ayant, ou n'ayant pas le nécessaire, qu'il incombe de payer les dépenses inutiles du budget et le gaspillage de nos législateurs. Elie Reclus.

CONDITIONS HYGIÉNIQUES DU TRAVAIL

DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

(Suite)

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DES POUSSIÈRES VÉGÉTALES

Ces différentes poussières sont : la *poussière de coton*, de *lin* et de *chanvre*, la *poussière de charbon*, la *poussière de farine*, la *poussière de bois* et la *poussière de tabac*.

L'*industrie cotonnière* occupe en France plus d'un million d'ouvriers, dont 150,000 enfants. Elle présente trois opérations particulièrement dangereuses, qui sont ; le *battage*, le *cardage* et le *filage*.

Le *battage* du coton, apporté dans les manufactures à l'état brut, se fait, soit à la mécanique, soit à la main avec des baguettes d'osier, ce qui produit un dégagement considérable de poussières irritantes. Suivant *Hirt*, pendant ce travail, 70 grammes de coton ne produisent pas moins de 10 grammes de poussière. Le *cardage* est plus dangereux et développe une quantité plus considérable de poussière. Pour les *aiguiseurs de cardes*, le danger augmente encore, car ici à la poussière de coton vient s'ajouter une poussière métallique (poudre d'émeri).

Enfin les dangers présentés par le *filage*, en dehors de la poussière, se compliquent de l'élévation de la température dans laquelle les *fileurs* sont contraints de travailler pour éviter la rupture des fils. Il n'est pas rare de voir cette température s'élever jusqu'à 40 degrés.

La maladie professionnelle des *ouvriers cotonniers* est connue sous le nom de *pneumonie* ou *phthisie cotonneuse*. Sa durée est de 16 à 22 mois. Elle commencc par un simple catarrhe et se termine par les symptômes prononcés de la phthisie et la mort.

Les *batteurs*, par exemple, ne peuvent travailler plus de trois ans ; au bout de ce temps, les plus forts quittent le métier pour en chercher un autre.

Avant de passer aux autres professions sujettes à l'inhalation des poussières végétales, nous devons parler des conditions de la vie des *tisserands*. Les ouvriers de cette profession ont à respirer non-seulement la poussière de *coton*, mais encore celle de la *laine*, et quoique cette dernière appartienne à la catégorie des poussières animales, dont nous parlerons plus tard, nous allons nous en occuper dès à présent, l'influence de ces deux sortes de poussière sur la santé des ouvriers étant presque identique.

Ajoutons de plus que la statistique suivante, établie par *Hirt*, s'applique spécialement aux tisserands allemands, et notamment à ceux qui travaillent isolés, soit en famille, soit par groupe peu nombreux dans de petits ateliers. — Jusqu'à présent, nous n'avons parlé que de l'influence des poussières, en faisant abstraction de toutes les autres conditions nuisibles. En ce qui touche les *tisserands*, nous ferons, pour cette fois, une exception, afin de présenter à nos lecteurs la situation d'une profession envisagée sous un point de vue plus uo moins complet.

Enfermés dans de petites chambres, sombres, humides, habitées souvent par deux ou trois familles à la fois, les tisserands passent leurs longues journées dans un air infect et chargé d'atomes de poussières. Les chambres humides sont souvent même recherchées avec intention, parce que le travail exige un certain degré d'humidité, les fils se brisant à l'air trop sec. Les fenêtres sont généralement fermées avec soin pour empêcher les courants d'air. Toute ventilation y fait donc défaut. L'attitude du corps, imposée par ce travail déjà si fatigant et si pénible, est en plus extrêmement malsaine. Le tisserand phthisique, ou en train de le devenir, est obligé d'appuyer sa poitrine, d'une façon continue, contre le métier. L'air, infecté déjà par la présence de plusieurs hommes dans un espace restreint, est rempli d'une fine poussière de fibres cotonneuses incessamment aspirées par les ouvriers.

C'est dans cette même chambre qu'habitent les enfants du tisserand. Dès la naissance leurs poumons s'impreignent de cette poussière qui tue leurs pères, et qui les tuera fatalement à leur tour.

Le salaire du tisserand ne s'élève pas au-delà de 8 à 10 francs par semaine. Sur cette somme il lui faut d'abord prélever l'impot et le loyer; — le reste doit suffire à son entretien et à celui de sa famille. Il est vrai que le menu est bien simple, horriblement simple : le matin une soupe (farine et pommes de terre) ou du café de gland (sans lait, bien entendu); à midi, pain et pommes de terre; le soir, nouvelle soupe (farine et pommes de terre); de temps en temps, très-rarement, le dimanche ou les jours de fêtes, on achète une demi-livre de veau pour toute la famille.

En moyenne, un homme adulte de cette profession consomme par an 5 à 600 livres de pommes de terre, 250 à 300 livres de pain, et de 8 à 9 livres de viande, — ce qui fait par jour moins de 2 livres de pommes de terre, moins d'une livre de pain et pas même 20 grammes de viande !

On se demande comment ils peuvent même exister. (*Hirt*, loc. cit. p. 186).

Nous avons eu l'occasion d'observer les conséquences d'un régime pareil à l'hôpital de Zurich, chez des ouvrières de l'industrie de la soie. Au bout d'un certain temps, peu à peu, mais fatalement, elles succombaient à un état d'épuisement complet, à une anémie à laquelle son caractère incurable et dangereux avait fait donner le nom spécial d'*anémie pernicieuse*. Ces malheureuses, des jeunes filles le plus souvent, au teint jaune et transparent comme de la cire, s'éteignaient, sans qu'un régime fortifiant, mais trop tardif, le fer ou autres médicaments toniques puissent les sauver.

Mais revenons aux tisserands.

Chez eux, comme chez les verriers, nous trouvons la déplorable habitude de transmettre le métier du père au fils. Cela équivaut à une véritable extermination de race. Prenons en effet l'ouvrier le plus robuste, supposons que sa femme le soit aussi ; dans les conditions que nous venons de décrire, leurs enfants ne peuvent qu'être déjà beaucoup plus faibles qu'eux, à la troisième génération, les ravages seront évidemment beaucoup plus grands. Les cas de phthisie seront de plus en plus nombreux, et il suffira de quelques générations pour détruire la postérité d'une famille.

La nourriture des enfants, naturellement, n'est pas meilleure que celle des parents, ou, pour mieux dire, il n'existe pas même de nourriture spéciale pour les enfants. Pendant les premières semaines on leur donne une infusion de tilleul et un peu de pain mâché ; plus tard ils mangent avec les grandes personnes. Il n'est pas étonnant que la mortalité soit effroyable parmi ces malheureuses créatures. La seule chose qui doive étonner c'est qu'ils ne périssent pas tous, du premier jusqu'au dernier.

Tandis que la mortalité moyenne des enfants, dans la première année de leur vie, est en général de 28, 83 °/₀, la mortalité des enfants de cet âge, chez les tisserands, est de 39, 6 °/₀. (*Hirt*, loc. cit., p. 187.)

Il y a pourtant une circonstance qui explique jusqu'à un certain point comment toute cette misère peut encore être supportée assez longtemps ! C'est que la plupart de ces tisserands quittent leur métier, pendant une partie de l'été, pour participer aux travaux des champs.

Exposés à l'inhalation des poussières de coton et de laine, les tisserands offrent naturellement des maladies analogues à celles qui règnent dans l'industrie du coton. *Hirt* compte parmi ces ouvriers 50 °/₀ de malades, et au-dessus. Un tisserand âgé de 30 à 40 ans est en moyenne malade pendant 10,5 semaines par an ; de 40 à 50 ans il l'est pendant 14 semaines par an. Les maladies des organes respiratoires représentent 70 °/₀ de toutes leurs maladies, la phthisie 25 °/₀. (*Hirt*, loc. cit. p. 181 et passim.)

Les industries du *lin* et du *chanvre* exposent les ouvriers à des dangers analogues, surtout le *cardage*, le *rouissage*, ou macération des plantes dans le but de détruire la matière résineuse et gommeuse de leur écorce. Ce procédé donne lieu, en effet, à des émanations gazeuses très-fétides et très-malsaines.

Dans un prochain article nous passerons en revue les autres professions exposant les ouvriers à l'inhalation des poussières végétales.

A. Oelsnitz.

JUIN 1848

Les Républicains bourgeois devant la République sociale.

(Suite et fin)

La *Commission de Gouvernement pour les travailleurs*, installée au Luxembourg et dont L. Blanc fut nommé président officiel, fut présentée en ces termes au prolétariat par le Gouvernement :

1er Mars 1848.

Citoyens,

« *La Commission du Gouvernement pour les travailleurs*, est « entrée en fonctions aujourd'hui même. Sur les bancs où sié- « geaient naguère les législateurs du privilége, les pairs de « France, le peuple est venu s'asseoir à son tour, comme pour « prendre matériellement possession de son droit et marquer « la place de sa souveraineté.

« Des ouvriers, vos camarades, ont discuté devant nous et « avec nous les intérêts qui vous sont chers. Ils l'ont fait avec « le calme et la dignité qui conviennent à des hommes libres. « Nous avons recueilli leurs vœux, et, afin qu'ils soient réalisés « promptement, nous avons décidé que chaque profession choi- « sirait un délégué qui sera appelé au sein de la *Commission du* « *gouvernement.*

« En attendant... » suivaient les objurgations d'usage pour inviter les ouvriers à reprendre paisiblement leurs travaux... absents sur toute la ligne, le gouvernement le savait bien.

La proclamation se terminait par cette phrase ironique et impudente :

« *Le gouvernement vous aime, ayez confiance en lui, et sachez bien qu'il est presque plus impatient de votre bonheur que vous-mêmes.* »

Rouen, en avril, Paris, en Juin, devaient apprendre, au prix du sang, la nature réelle de « l'impatience » de ces *amis* du peuple.

*
* *

Lorsqu'à l'aide du tronçonnement des forces populaires, l'œuvre de réaction fut ainsi préparée, nos républicains au pouvoir commencèrent à lever le masque.

Les ouvriers de Rouen, aux premiers jours d'avril, s'étant soulevés à propos d'élections dans la garde nationale de cette ville, le gouvernement provisoire donna pleins-pouvoirs au maréchal Gérard, — tout dévoué aux d'Orléans, — pour réprimer l'insurrection, et délégua auprès de lui le juge Frank-Carré, qui avait fait ses preuves dans les précédents procès politiques sous Louis-Philippe, pour instruire contre les *coupables*. Quelques-uns furent condamnés au bagne, — et cela malgré les protestations indignées des clubs révolutionnaires de Paris, dont les principaux étaient présidés par Blanqui et par Barbès.

C'est donc aux républicains autoritaires de 1848 que revient l'honneur d'avoir inauguré le système de transformer les faits insurrectionnels en crimes de droit commun, système appliqué en 1871 sur une vaste échelle.

Le second coup porté à la Révolution, en plein Paris, et par ceux qui avaient mission de la faire triompher, suivit de près.

Le 16 avril, le Gouvernement provisoire se vit placé en face de cette alternative: ou quitter la place ou accomplir franchement la mission qu'il avait acceptée du peuple,

Profitant du rôle que jouait Blanqui dans la manifestation de cette journée et des suspicions qu'on avait habilement suscitées contre lui, les gens du Provisoire surent détacher de cette manifestation Barbès et d'autres républicains plus sincères qu'intelligents. Louis Blanc vint lui-même donner l'appoint de sa popularité à ses misérables collègues, sous prétexte, écrivit-il plus tard dans le *Nouveau Monde* (1849), que cette manifestation d'au moins cent mille hommes, était dirigée par des hommes à « figures sinistres ! » La journée finit par le triomphe des républicains bourgeois, aux cris de : Mort aux communistes ! Mort aux socialistes ! Mort à Cabet ! Mort à Blanqui ! Cris répétés avec enthousiasme par tous les bataillons royalistes de l'ancienne garde nationale, convoqués pour la circonstance.

Dès ce jour, républicains bourgeois et royalistes de toutes nuances se sentirent revivre. Le Gouvernement provisoire, même la partie la plus avancée, leur était acquis sans réserve !

Dès ce jour aussi les socialistes révolutionnaires commencèrent à comprendre que République et Révolution n'étaient pas aussi solidaires l'une de l'autre qu'ils avaient pu le croire jusqu'alors.

Les républicains depuis cette époque, y compris M. Gambetta et tous les gauchiers de Versailles, se sont chargés de le démontrer d'une façon de plus en plus évidente.

La journée du 16 avril était tellement préméditée et voulue, qu'en 1852, — à Londres, — peu après le coup d'Etat, les pros-

crits de la Seine étant réunis dans la salle de *Little Dean street* (Soho square), le citoyen Pierre Leroux, en présence de Louis Blanc et de Ledru-Rollin, rappela à ce dernier que, l'étant allé trouver en compagnie du citoyen Thoré, dans la soirée du 15, pour le supplier de ne pas faire battre le rappel contre la manifestation du lendemain, Ledru lui avait répondu par ces paroles significatives : « Nous voulons en finir avec les socialistes! »

Ledru-Rollin, devant cette révélation publique, sortit de la réunion sans répondre un mot. De son côté, Louis Blanc n'essaya même pas de se justifier d'avoir prêté son concours, dans cette circonstance, au triomphe de la réaction.

Vint ensuite la *Constituante* qui, le 4 mai, inaugura ses travaux. Bien que la grande majorité se composât de républicains, cette assemblée donna tout de suite la mesure de son esprit conservateur et anti-socialiste.

Toutes les mesures proposées du 4 mai au 23 juin, ayant pour but de donner satisfaction aux intérêts des travailleurs, furent systématiquement repoussées, non à cause de leur plus ou moins de valeur pratique, — ce qui se fût compris, — mais uniquement en raison de leur caractère même.

Sans doute, on pouvait contester la nécessité et le principe d'un *ministère du Progrès*, dont L. Blanc s'était fait le promoteur, impatient qu'il était de donner à l'Etat la direction des réformes économiques que comportait la Révolution. Mais l'idée en fut surtout rejetée parce qu'elle correspondait aux légitimes aspirations des prolétaires vers une société plus équitable, plus égalitaire, plus disposée enfin à reconnaître leurs droits jusque-là méconnus ou indignement violés.

Aussi cette Assemblée arriva-t-elle vite à l'impopularité. Dès le 15 mai, pour une cause toute politique, (il s'agissait de l'éternelle question polonaise, — le dada d'un grand nombre de républicains d'alors —), la Constituante fut à deux doigts de sa fin, tant était profonde déjà sa séparation d'avec la Révolution d'où elle était sortie.

C'est encore de ce moment que certaines menées bonapartistes fournirent aux républicains bourgeois l'occasion d'affirmer que le peuple, les ouvriers de Paris, étaient césariens et, sous prétexte de révolution sociale, voulaient substituer l'empire à la République. — Calomnie toute gratuite que tous les événements ultérieurs ont constamment réfutée, mais trop commode aux républicains pour que ceux-ci ne s'empressent pas de la rééditer, à chaque fois que, par leur sottise et leur infamie, ils auront de nouveau rétabli quelque monarchie sur les cadavres des plus dévoués défenseurs de la Révolution.

La journée du 15 mai ayant avorté et la peur de nos braves

constituants s'étant calmée, les députés revinrent, triomphants, s'asseoir sur leur chaise... curule, — qu'ils avaient d'abord désertée avec plus de promptitude que de dignité, — et n'eurent plus qu'une pensée : assurer leur victoire.

Las d'insulter les ouvriers des ateliers nationaux qui, chaque jour étaient. à la tribune, traités de « forçats en rupture de banc, » expression dont se servait, à leur égard, le républicain Goudchaux, et cela d'accord avec l'orléaniste Dupin aîné, les Constituants résolurent de s'en défaire à tout prix... même en les massacrant.

Le citoyen Marie, créateur de ces ateliers, membre de la Commission Exécutive, qui avait succédé au Provisoire, fut chargé de cette noble besogne. Ses collègues, Lamartine, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès et l'*austère* François Arago, s'y associèrent, d'ailleurs, sans réserve; nos cinq vertueux et sincères républicains se mirent à la disposition de M. de Falloux, chef reconnu de la réaction, au bénéfice de laquelle cette épouvantable tragédie allait se jouer.

La menace du 15 avril : « Il faut en finir avec les socialistes » allait enfin se réaliser !

Le moyen fut facile à trouver.

Le 16 juin, la Commission Exécutive avait *décidé* que tous les ouvriers âgés de 18 à 25 ans seraient mis en demeure de *contracter un engagement militaire de deux années* ou, en cas de refus de leur part, renvoyés sur le champ des ateliers nationaux — c'est-à-dire condamnés à mourir de faim, puisque les ateliers et les usines continuaient à leur être fermés systématiquement. — Les autres ouvriers, plus âgés, devaient être dirigés administrativement en Sologne, pour y faire de grands travaux d'assainissement.

Il va sans dire qu'on espérait que, grâce à leur peu d'aptitudes et surtout à leur inexpérience de ce genre de travaux, tous ces ouvriers, dont la vie s'était passée à manier l'outillage délicat de leurs industries de luxe, seraient bientôt mis hors de combat par le maniement de la pioche et de la pelle, et aussi par les miasmes fiévreux se dégageant des terrassements qu'il s'agissait de leur faire exécuter.

Engagement militaire forcé ; travail malsain, mortel peut-être, — on l'espérait du moins, telle était donc la conclusion des trois mois de misère mis au service de la République ! Tels étaient aussi les bienfaits que les signataires de la proclamation du 1er Mars, annonçant l'institution d'une Commission de gouvernement du travail, offraient généreusement aux travailleurs dont ils désiraient si *impatiemment* le bonheur !

Indignés d'une prétention que n'eût osé seulement concevoir le monarque le plus absolu, les ouvriers des ateliers nationaux

envoyèrent des délégués auprès de Marie, pour lui représenter tout l'odieux d'une telle mesure et lui déclarer qu'ils se refusaient à s'y conformer.

C'était bien d'ailleurs la réponse qu'on attendait à cette insolente provocation.

*
* *

C'est chez un historien non suspect, grand ami des réacteurs républicains, et notamment de Cavaignac; c'est dans l'histoire de Daniel Stern (Mme la comtesse d'Agoult) que nous trouvons le récit de l'entrevue des délégués avec le citoyen Marie.

L'un des délégués, nommé Pujol, ayant été chargé de porter la parole, Marie refusa d'abord de l'entendre, mais comme les délégués insistaient, Marie, prenant Pujol par le bras, lui dit:

« Savez-vous que vous parlez à un membre du Pouvoir Exé-
« cutif? — (Louis XIV n'eût pas mieux fait.)

« Je le sais, » dit Pujol, « mais je suis, moi, délégué du
« Peuple. »

« Puisque vous voilà, » reprit Marie, « parlez ! »

« Citoyen, » continua Pujol, « avant la Révolution de février,
« le peuple des travailleurs, subissait la funeste influence du
« capital. — Pour se soustraire à l'exploitation de ses maîtres
« il fit des barricades et ne déposa les armes qu'après avoir
« proclamé la République démocratique et sociale qui devait,
« pour toujours, le soustraire à la servitude.

« Aujourd'hui, les travailleurs s'aperçoivent qu'ils ont été
« indignement trompés; c'est vous dire qu'ils sont prêts à faire
« tous les sacrifices, même celui de leur vie, pour le maintien
« de leurs libertés. »

« Je vous comprends, » répondit Marie. « Eh bien, écoutez :
« Si les ouvriers ne veulent ni s'enrôler, ni partir pour la Solo-
« gne, nous les y contraindrons *par la force;* PAR LA FORCE; PAR
« LA FORCE, entendez-vous ?

« Par la force ! C'est bien, citoyen Marie ; nous savons main-
« tenant ce que nous voulions savoir. Adieu citoyen. »

(*Révolution de* 1848, Daniel Stern, tome II, pages 367-368.)

Cette monstrueuse menace, venant de gens qui, de 1830 à 1848, criaient et écrivaient contre la tyrannie monarchique, se passe de commentaires.

Il était évident qu'on voulait la bataille, sauf, comme toujours, à affirmer que le Peuple avait commencé.

La lutte s'ouvrit le 23, vers 10 heures du matin. — Engagée aux abords de la porte Saint-Denis et du Panthéon, elle s'étendit bientôt sur tout Paris.

Jusqu'au samedi 24, la garde mobile, presque entièrement composée d'enfants de Paris, manifesta une grande répugnance à tirer sur ses anciens camarades, malgré les efforts que faisaient, pour l'y engager, la plupart de ses chefs de bataillons, dont une grande partie appartenaient aux bonapartistes, (tels que les Clary, les Aladenize et bien d'autres). Le mouvement paraissait devoir être victorieux. Dans beaucoup de départements, la garde nationale, appelée en toute hâte sur Paris, par la voie télégraphique, semblait plutôt vouloir venir en aide à l'insurrection que décidée à la combattre. L'enquête faite ultérieurement en fait foi. Les Constituants prirent peur et ne parlèrent de rien moins que d'abandonner Paris, pour aller siéger à Bourges: Versailles semblait trop près, alors.

Que ceux des Représentants du Peuple qui avaient paru jusque-là ne point vouloir abandonner la République, eussent montré quelque énergie et de la décision, la Révolution était sauvée.

Ledru-Rollin, le seul membre de la Commission exécutive qui ne fût pas encore livré entièrement à la réaction, épouvanté sans doute de l'horrible trahison à laquelle il allait prendre part, avait en quelque sorte perdu la tête; ses collègues commençaient à trembler pour eux-mêmes, en se voyant seuls responsables, peut-être, devant le peuple de nouveau triomphant!

Un peu d'énergie, nous le répétons, de la part de ceux qui devaient plus tard s'appeler pompeusement les *Montagnards!* et la réaction était perdue pour toujours.

Hélas! ces pauvres Montagnards ne surent que venir protester à la tribune contre les mesures que votèrent coup sur coup la presque totalité de leurs collègues, en proie à la plus ignoble peur!

Quelques-uns, plus courageux, mais malheureusement peu au courant de la situation, — ils étaient de la province, — s'en furent aux barricades, au péril de leur vie, offrir leur médiation entre les combattants et l'Assemblée. Mais, inconnus encore des Parisiens, et n'ayant d'ailleurs aucun mandat de l'Assemblée, ils n'aboutirent à rien. Hâtons-nous d'ajouter que, s'ils furent insuffisants, du moins surent-ils accomplir leur devoir comme ils le comprenaient. Les gauchiers de Versailles, en 1871, qui, sans exception, applaudirent à l'égorgement des fédérés de la Commune, n'en pourraient dire autant.

Le 24, suffisamment préparée par les intrigues combinées des royalistes et des futurs impérialistes de toutes nuances, l'Assemblée, sur la proposition de Pascal Duprat, — à jamais exécrable, — déclarait Paris en état de siége; concentrait tous les pouvoirs entre les mains du général Cavaignac (justement

appelé depuis le *Boucher de Juin*), nommé Dictateur en remplacement de la Commission exécutive, — dont la « démission » était acceptée. Le nouveau dictateur se fit assister du colonel Charras, promu à cet effet ministre de la guerre. Soixante députés seulement, sur plus de 700 présents, votèrent contre l'état de siége!

La parole était au sabre. — Les républicains venaient de lui livrer le prolétariat (1).

Afin de grouper toutes les forces possibles contre l'insurrection, les grands journaux de la bourgeoisie eurent carte blanche à cet effet.

La *Patrie*, le *Constitutionnel*, le *Siècle*, le *National*, l'*Ordre* (fondé par Chambolle, ex-directeur du *Siècle* sous Louis-Philippe), inaugurèrent le système de calomnies dont l'invention leur revient à tous, et que la presse de 1871, — notamment les mêmes journaux, — reprirent avec tant de succès contre la Commune.

Dès le 25, circulèrent dans Paris et dans les départements les histoires de « mobiles sciés entre deux planches, » ou « empoisonnés à l'aide d'eau-de-vie et de tabac ; » de « soldats enduits de goudron et brûlés vifs, ou mutilés de la plus atroce façon ; » « d'or russe trouvé sur les cadavres des insurgés ; » de « maisons incendiées à l'aide d'essence de thérébenthine enflammée, projetée au moyen de pompes d'arrosement » (On ne connaissait pas encore le pétrole !) (2). — Tout journal qui se refusa à propager ces monstruosités fut supprimé comme suspect. — L'effet ne se fit pas attendre.

La garde mobile donna alors comme un seul homme. Connaissant la guerre de barricades, (elle les avait défendues quatre mois avant), elle décida de la victoire en faveur de la bourgeoisie. — Les anciens bataillons de la garde nationale bourgeoise sous Louis-Philippe furent chargés de la police des rues et de fusiller les prisonniers qu'on lui amenait. — Ils remplirent consciencieusement leur abominable mission Mais, plus avisés que les bataillons de l'ordre qui, après mai 1871, se vantèrent, — même par la voie des journaux, — de tous les assassinats qu'ils venaient de commettre, les bourgeois de

(1) MM. les élèves de l'Ecole Polytechnique, en dignes aînés de ceux qui devaient plus tard aller déposer leurs couronnes sur la tombe de Thiers, l'assassin de la Commune, se mirent à la disposition du dictateur.

(2) Voir la brochure : *Calomnies de la presse réactionnaire sur l'Insurrection de Juin*, par I.-Ph. Berjeaud et Victor Borie (le même qui est aujourd'hui sous-directeur du Comptoir d'Escompte.) — 1849.

1848, plus modestes et moins confiants peut-être dans l'avenir, s'empressèrent de nier leur sanglante besogne... même après la victoire.

La lutte dura quatre jours et témoigna d'une rare énergie du côté des insurgés qui, au nombre de douze mille à peine, munis seulement de mauvais fusils à pierre, sans artillerie, durent soutenir le choc de plus de 120 mille hommes, dont 40,000 de troupes régulières (infanterie, cavalerie) bien armés de fusils à percussion et parfaitement pourvus de canons et d'obusiers.

Sept généraux et un nombre considérable d'officiers de tous grades y furent tués. L'un d'eux, le général de Bréa, fut surpris en flagrant délit de trahison à l'égard des insurgés qu'il amusait de belles paroles, tandis que ses soldats tentaient de tourner la position, — trahison plusieurs fois répétée par lui et grâce à laquelle il s'était rendu maître des quartiers St-Jacques et Mouffetard. Il fut tué à bout portant ainsi que son aide-de-camp.

Mais en face de l'inertie des membres de l'extrême gauche de la Constituante, cette énergie des combattants ne pouvait que prolonger la lutte sans lui donner la victoire.

Le 28 juin, le faubourg St-Antoine, dernier rempart du prolétariat, tomba entre les mains des défenseurs de l'ordre.

La Révolution sociale était vaincue et les conservateurs triomphants, grâce au concours et à la trahison du parti républicain bourgeois.

Par une proclamation adressée à Paris et à la France, la Constituante annonça ce triomphe, en se décernant à elle-même une couronne civique qu'elle partagea d'ailleurs modestement avec le général Cavaignac qui, de son côté, s'écriait : « Que mon nom soit maudit, si je vois dans les vaincus autre chose que des frères égarés ! »

Cette généreuse promesse se traduisit par *huit* jours de fusillades sommaires, un mois d'arrestations arbitraires, quatre mois d'état de siége et le transport de plus de 12,000 prisonniers dans les casemates des environs de Paris d'abord, puis ensuite sur les pontons de Brest et de Cherbourg, où ils restèrent plus d'un an. Une loi spéciale décida qu'ils seraient transportés en masse,— sans jugement. — Quant aux chefs de barricades et à ceux désignés comme fauteurs du mouvement, ils furent livrés aux conseils de guerre.—Un grand nombre furent condamnés à la déportation ; d'autres aux travaux forcés ; plusieurs enfin à la peine de mort, malgré le décret d'abolition rendu par le Gouvernement provisoire dès le 25 février : les républicains au pouvoir ne la redoutant plus alors pour eux-mêmes !

Enfin, point important à noter, Cavaignac, ce généreux

vainqueur, votait, en mars 1849, contre une proposition d'amnistie présentée à la Constituante !

L'énergie ne fait jamais défaut aux républicains bourgeois, lorsqu'il s'agit de sacrifier les prolétaires.

Juin 1848 et mai 1871 en sont d'éclatants témoignages !

Il est juste d'ajouter qu'ils s'empressèrent ensuite de se transformer en St-Vincent de Paul des orphelins et des veuves dont ils avaient fait massacrer le père et le mari, en leur distribuant les secours que les camarades survivant au désastre eurent la naïveté de leur remettre, ce qui permit à ces généreux républicains de se refaire, — sans frais, — une nouvelle popularité (1) !

Quatre ans plus tard, jour pour jour, le 24 juin 1852, la trahison des républicains bourgeois ayant porté ses fruits et Bonaparte ayant donné le coup de pouce à la République, que les gens de 48 avaient aux trois quarts étranglée, ceux-ci se retrouvaient en exil, — à Londres, — côte à côte avec d'anciens insurgés de juin, devant la fosse béante d'un proscrit de la Côte-d'Or, le citoyen Goujon, qui, le premier, venait de succomber sous les étreintes de la misère.

Un de nos amis, Joseph *Déjacque*, leur lança cette sévère apostrophe (2) :

« Aujourd'hui, comme alors, assassins et victimes
« Se trouvent en présence... enseignements sublimes !
« Ceux qui nous proscrivaient, à leur tour sont proscrits.
« Le glaive à deux tranchants de la force brutale,
« Dont ils frappaient le Droit soulevé dans Paris,
« Ce glaive s'est contre eux, dans une main rivale.
« A la fin retourné !
« C'est que toujours le crime est un appel au crime.
« Le coup d'Etat de juin, ce vampire anonyme,
« En vous, tribuns, en vous, bourgeois, s'est incarné,
« Et Décembre n'en est que l'enfant légitime. »

*
* *

En rappelant l'histoire des journées si justement appelées *Prologue d'une révolution sociale* (3) par le citoyen Louis Ménard qui, de ce fait, encourut une condamnation à deux ans de prison ; en évoquant le souvenir de ces sanglantes journées,

(1) Le même jeu fut joué et par les mêmes individus, après Mai 1871.

(2) J. *Déjacque*. ouvrier colleur de papiers, auteur de plusieurs poésies socialistes publiées en 1850, sous le titre des *Lazariennes*, mourut à Paris en 1864. La faim l'avait d'abord rendu fou.

(3) Voir le journal *la Voix du Peuple*, de Proudhon, 1849.

dont les épouvantements devaient encore être surpassés 23 ans plus tard, nous voulons surtout prouver que ce massacre des travailleurs n'a point été le résultat d'un malentendu, comme ses auteurs ont affecté de le dire plus tard, mais qu'au contraire il a été voulu, prémédité et organisé par eux. Si l'exécution en a été confiée à Cavaignac, c'est seulement parce qu'au dernier moment l'énergie leur a fait défaut.

Mais comme la haine et le mépris que, dès cette époque, nous leur avons voués, pourrait nous rendre suspect de parti pris et de mauvaise foi à leur égard, nous nous garderons bien de juger leurs actes en raison seulement des sentiments qu'ils nous inspirent.

C'est sur les propres déclarations de ces républicains, après l'horrible victoire qu'ils venaient de remporter, que nous allons évoquer le jugement de ceux de nos lecteurs qui, plus jeunes, ne connaissent cette époque que par ouï-dire.

* *
*

Comme après le 18 mars, la réaction d'alors demanda un rapport sur les événements et sur les causes qui les avaient amenés.

Ce rapport fut présenté à la Constituante le 3 août 1848, par le député Quentin-Bauchard. Un seul des déposants devant la Commission a protesté contre l'authenticité des témoignages que relate ce rapport. — C'est le citoyen Garnier-Pagès qui, en 1869 seulement, au moment où il posait sa candidature devant les ouvriers de Paris, affirma sur son honneur que sa déposition avait été falsifiée. — Le temps écoulé depuis la lecture de l'enquête, devant la Constituante, et cette protestation tardivement faite dans un intérêt de candidature, nous dispense d'en tenir le moindre compte. — Le citoyen Garnier-Pagès oubliait d'ailleurs en ce moment que *l'Histoire de la Révolution de Février*, qu'il venait de publier, fournissait amplement la preuve du peu de valeur de ses dénégations.

C'est donc de ce rapport que nous allons extraire l'aveu du crime prémédité par le parti républicain bourgeois, dont, à peu d'exceptions près (quelques-uns, comme Ledru, Marie, Lamartine, étant morts depuis), tous les membres ont fait de nouveau partie du Gouvernement après le 4 Septembre ou ont siégé ensuite dans les assemblées versaillaises. C'est par ces aveux que nous allons connaître à fond les procédés gouvernementaux de ces républicains, dont M. Gambetta et ses amis sont les fidèles continuateurs.

Pour plus de clarté et afin d'éviter toute confusion, nous allons relever l'ensemble de chacune des dépositions faites par

les membres du Gouvernement du 24 février devant la Commission d'enquête.

1° Déposition de Fr. ARAGO — ministre de la guerre.

Le président lui ayant demandé si ce n'était pas Ledru-Rollin et L. Blanc qui s'opposaient à la rentrée de l'armée dans Paris, Arago répond : « Oui, mais les clubs y étaient pour beaucoup ; « ils se montraient très-menaçants à cet endroit. J'ai pris sur « moi, étant ministre de la guerre, de rappeler quelques trou- « pes ; *j'ai été obligé de recourir à un subterfuge pour obtenir de « l'artillerie.* »

Plus loin, « Ledru-Rollin n'a jamais partagé les opinions « socialistes de Louis Blanc, ...*mais pour les mesures de répres- » sions, tous deux étaient d'accord.* »

Le président : « Que pensez-vous de la manifestation du « 16 avril ?

Arago : « La veille, nous fûmes avertis que cette manifesta- « tion serait considérable. Le gouvernement décida de ne pas « aller à l'Hôtel-de-Ville pour ne pas céder aux exigences qui « se produiraient : *On ne devait y aller qu'autant que la garde « nationale serait maîtresse du mouvement.* » ... « Je me retirai à « la mairie du VIIIe arrondissement, — *d'où je pouvais faire venir « des munitions de Vincennes.* »

« Ordre avait été donné le 22 juin d'arrêter 57 délégués des « ateliers nationaux. — On nous a dit qu'on n'avait pas trouvé « leurs adresses. »

Parlant de l'attitude des ouvriers du faubourg St-Antoine dans les journées de Juin, Arago l'explique ainsi : « On avait troublé l'esprit des ouvriers de ce faubourg. »

« Les prédications des clubs y avaient été pour beaucoup. « *J'aimerais mieux les plus mauvais théâtres du monde que les clubs.* « Nous les avons chassés des édifices appartenant à l'Etat, mais « nous étions *forcés* de respecter le droit d'association. » — C'est le pur, l'austère, le dévoué républicain Fr. Arago qui s'exprime de cette façon !

Enfin il termine ainsi sa déposition du 5 Juillet :

« Sous le Gouvernement Provisoire, la position était diffi- « cile ; on disait : « Pourquoi ne mordez-vous pas ? Nous aurions « pu répondre : PARCE QUE NOUS N'AVONS PAS DE QUOI MORDRE. » — C'est assez clair, — aussi, quand ils ont de quoi MORDRE, les républicains s'y entendent..., lorsqu'il s'agit des ouvriers, cela va sans dire. (Enquête. Tome Ier, pages 224 à 230.)

2° Déposition *Ledru-Rollin.* — Sa déposition roule surtout sur les événements du 15 mai et du 22 juin... « Vous savez que « les délégués envoyèrent une députation à la Commission exé- « cutive et *quelle réponse leur fit Marie* ; c'est alors que *Nous* « donnâmes l'ordre d'arrêter 56 délégués. Le préfet de police

« répondit qu'il n'avait pas trouvé les adresses. »... « On a dit « que la Commission exécutive avait été imprévoyante. *Je re-« pousse ce reproche* et je déclare que toutes les mesures de pré-« caution avaient été prises. *Nos ordres étaient formels*, mais ils « n'ont pas été exécutés. Ainsi, *nous* avions voulu que la gar-« nison de Paris et de la banlieue, en y comprenant la garde « mobile et la garde républicaine, fut portée à *soixante mille « hommes*.... Le 23 juin, on se plaignait de n'avoir pas assez de « troupes; en l'absence de nos collègues. je pris sur moi d'écrire « aux préfets pour leur demander toutes les forces *sans distinc-« tion* qui se trouvaient dans le voisinage de Paris. J'expédiai « des ordres à l'amiral Corsy pour qu'il demandât sur le champ « des troupes à Brest et à Cherbourg... Les événements me pa-« raissaient si graves que je dus songer à l'emploi du canon. « J'engageai à faire prendre des pièces à Vincennes. Par quelle « *fatalité* n'arrivèrent-elles que le lendemain ? »

On le voit, par cette déposition, le citoyen Ledru-Rollin était, comme dans la proclamation du 1er mars aux ouvriers, toujours plus *impatient* qu'eux de faire leur bonheur! (Enquête Tome I, pages 311 à 313.)

3° Déposition *Garnier-Pagès*. — « Au moment où éclatait la « Révolution du 24 février, il y a eu deux mouvements, l'un « fait par l'opposition parlementaire ; l'autre fait par le peuple. « Il fallait sauver le pays. Le Gouvernement Provisoire s'est « trouvé entouré par le peuple qui venait de se battre et qui « demandait satisfaction pour ses intérêts matériels. Il le de-« mandait en armes et traduisait tout par ces mots : la révolu-« tion s'est faite par le peuple, il faut qu'elle soit faite pour le « peuple et dans son intérêt exclusif. *Dès ce moment le gouver-« nement dut lutter contre cette tendance.* »

... « Il faut noter en outre que les ouvriers avaient une or-« ganisation antérieure à la Révolution de 1848. La tête de cette « organisation n'avait d'autre but que de renverser le gouver-« nement provisoire. *En détournant cette tête, on est parvenu à « faire crier à la masse : Vive le gouvernemeut provisoire.* » (Enquête, Tome I, pages 284.)

Cette déposition dispense de tous commentaires. Ajoutons que Garnier-Pagès, dans son histoire, (tome V, page 258), explique ainsi la formation de la garde mobile : « Les enfants de Paris étaient un élément de trouble. »

Le 24 février à midi c'étaient des héros au cœur sublime,— mais une fois le gouvernement provisoire à l'Hôtel de Ville, c'est-à-dire une fois les républicains bourgeois au pouvoir, les « nobles enfants de Paris » redevenaient de simples gredins.

Mais reprenons Garnier-Pagès : « Les réunir, les grouper, les « vêtir, leur donner un refuge et du pain, les transformer en

« une *force intelligente*, c'était à la fois *faire acte de politique* et « d'humanité. »

L'aveu est ici dépouillé de tout artifice et on ne s'explique pas bien ensuite pourquoi Garnier-Pagès s'acharnait en 1869 à nier la véracité de l'enquête parlementaire.

4° Déposition *L. Blanc*. — Il s'agit de son attitude, très-louche pour tous au 15 mai, lors de l'invasion de l'Assemblée. Le Président : « Les témoins déclarent que votre premier dis- « cours était une excitation au peuple ; une provocation plutôt qu'une exhortation au calme. »

L. Blanc : « Je nie cela. J'ai pensé qu*'il ne fallait pas trop entra-* « *ver les vœux du peuple, pour avoir raison de lui.* Je n'ai pas « réussi dans ce que je voulais. J'ai parlé du droit au travail, de « l'intervention en faveur de la Pologne. *Je flattais le peuple* « dans ce que ses *vœux* avaient de légitime ; mais ma conclusion « était toujours : « Si vous voulez que vos vœux se réalisent, « laissez à l'Assemblée la liberté de délibérer. » (Enquête, tome I, page 240).

Et, grâce à ces *flatteries*, si le peuple avait triomphé ce jour-là, M. Louis Blanc eût été membre du nouveau Gouvernement révolutionnaire... il le savait bien. Ce tartuffe socialiste était alors ce qu'il s'est montré en 1871.

5e *Déposition de Crémieux* — ministre de la Justice. — Il s'agit de ses rapports avec la magistrature.

« Ma correspondance avec tous les procureurs-généraux « démontrera avec quelle énergie de volonté j'ai veillé sur la « magistrature, dont je me regardais avec orgueil, dans ces « temps difficiles, *comme le protecteur nécessaire*. » (Enquête, tome I, page 266.) Jamais le citoyen Crémieux n'a manqué l'occasion, depuis 1848, de s'affirmer comme étant le fondateur de la République et le père du suffrage universel. Comme cela cadre bien avec l'orgueil de ce *protecteur nécessaire* de cette magistrature qui, trois ans plus tard, se vautrait aux pieds de Bonaparte tout couvert encore du sang des républicains qu'il venait de faire égorger !

6° Déposition de *Lamartine*. Il s'agit du 16 avril. « Je dis à « Ledru-Rollin : Vous avez le droit de faire battre le rappel ; « si par hasard il y a une garde nationale dans Paris nous « sommes sauvés. M. Ledru-Rollin accepta sans hésiter et sor- « tit pour faire battre le rappel. Je courus chez Duvivier (géné- « ral tué depuis en Juin). Mon projet était de rassembler quel- « ques bataillons de garde mobile autour de l'Hôtel-de-Ville, « et, *avec le général Changarnier*, de m'y défendre jusqu'à la « mort, espérant que la garde nationale viendrait aux coups de « fusils pour sauver Paris. »... Le général Changarnier vint me « rejoindre à l'Hôtel-de-Ville, fit ses dispositions militaires, et

« nous attendîmes la manifestation. » (Enquête, tome I, page 305).

Il faut se rappeler que cette manifestation était sans armes. Ledru-Rollin faisait battre le rappel, et, d'accord avec Lamartine, plaçait la République sous la protection de Changarnier !

7° Déposition de *Marie*... « La Commission du Luxembourg « fut créé... *Le seul bien* qui en soit résulté a été de démontrer « jusqu'à l'évidence l'inanité des doctrines el des moyens pro- « posés. » Ce qui n'empêche pas le citoyen Marie de déclarer un peu plus loin que plus de cent mille ouvriers obéissaient au mot d'ordre donné par Louis Blanc.

Par un singulier hasard, la déposition de Marie, l'exécuteur des hautes œuvres de la réaction en Juin, est, de toutes, la plus insignifiante. Mais sa conversation du 22 avec les délégués des ateliers nationaux, que nous avons relatée d'après l'histoire de Daniel Stern, est suffisamment explicite à son égard.

8° Déposition du libraire *Pagnerre*, secrétaire du Gouvernement Provisoire. « *Dès les commencements*, j'étais de ceux qui « voulaient que des mesures *énergiques* fussent prises pour con- « tenir les partis violents de la République... Le parti qui nous « était le plus hostile, dès le début, était celui des socialistes. » (Enquête, tome I, page 330.) On voit que le libraire républicain, qui avait pourtant gagné pas mal d'argent avec L. Blanc, n'était pas doué d'une vive tendresse pour ceux qui pensaient que la République devait être autre chose qu'un changement de mots et de personnes. La réaction de Juin ne peut avoir été pour lui le résultat d'un *déplorable malentendu.*

Telles sont les diverses dépositions contenues dans le rapport Quentin Bauchard et que nous avons cru devoir relever, pour prouver que, du 24 février au 24 juin 1848, l'unique pensée des membres du gouvernement a été d'organiser l'écrasement de tous ceux qui, comme le relate Garnier-Pagès, prétendaient que la révolution, ayant été faite par le peuple, — les Travailleurs, — elle devait aussi être faite pour eux.

* * *

Entre Juin 1848 et Mai 1871, on le voit, l'analogie est saisissante.

A chacune de ces époques, les travailleurs, l'esprit imbu de cette idée que République est synonyme de Justice et d'Egalité sociale, confient le pouvoir aux hommes qui, comme tribuns ou comme publicistes, se sont affirmés républicains, et deux fois ceux-ci les ont trahis et livrés à leurs exploiteurs, après avoir fait égorger les meilleurs et les plus braves.

Est-ce que ces horribles déceptions ne seraient pas le résultat forcé d'une erreur reposant, non-seulement sur les caractères,

mais encore sur le point de vue même auquel sont placés ces mandataires infidèles de la Révolution ?

Que des Jules Favre, des Garnier-Pagès, des J. Ferry, des Pelletan (qui, en 1848, regrettait, dans le *Bien Public*, qu'on n'eût pas assez fusillé d'insurgés) ; que des Gambetta enfin et autres de même trempe, gens décidés à l'avance à commettre toutes les infamies, à renier tous les principes par eux invoqués pour arriver au pouvoir, se hâtent, une fois au but de leurs désirs, d'imiter ceux auquels ils succèdent, afin de se maintenir le plus longtemps possible dans la position conquise au prix du sang du peuple, il n'y a pas là matière à s'étonner.— Que des Martin-Bernard, des Greppo et tout le menu fretin dont l'unique rôle est de faire nombre dans les assemblées parlementaires deviennent facilement les dupes des de Falloux, des Thiers, des de Broglie et consorts, cela est tout naturel.

Mais, lorsqu'au milieu de cette tourbe d'intrigants et de niais, on rencontre certaines figures comme Ledru-Rollin, dévoué en somme et sans arrière-pensée à la cause républicaine ; comme Louis Blanc, dont les tendances socialistes, très-discutables d'ailleurs, ne peuvent pourtant être contestées, et qu'on voit ces hommes, le premier, en 1848, le second en 1848 et 1871, se faire les complices avérés de la réaction monarchique et bourgeoise, applaudir et même participer à l'écrasement des prolétaires soulevés par eux au nom du Droit et de la Justice, on est bien forcé de rechercher, en dehors du rôle naturel qu'y jouent les préoccupations malsaines des uns et l'insanité des autres, les véritables causes de ces douloureux et formidables reculs de l'idée révolutionnaire.

Or, c'est du moins notre façon de comprendre les faits, ils sont uniquement dûs à une erreur constamment répétée par les travailleurs, à chaque fois qu'un incident révolutionnaire heureux leur remet entre les mains les moyens de s'émanciper.

La Révolution, on ne saurait trop le redire, sous peine de n'être qu'une farce sanglante, a pour but de restituer à la masse, jusqu'alors gouvernée au profit d'intérêts particuliers, sa complète initiative pour tout ce qui touche aux intérêts collectifs, et de supprimer les priviléges économiques dont l'existence, malgré toutes les affirmations contraires, fera de la souveraineté populaire une constante ironie.

Étant données, en effet, les inégalités qui résultent forcément des différences de situations créées par le système économique actuel, cette prétendue souveraineté n'a d'autre résultat, pour ceux qui l'exercent, que de légaliser les oppressions sociales de tous genres auxquelles ils sont en proie. Ces oppressions, autrefois basées sur l'abus de la force, pouvaient

du moins être combattues par les moyens à l'aide desquels elles s'étaient produites. Grâce aux républicains parlementaires, les bénéficiaires des inégalités sociales se sont abrités derrière le suffrage universel, pour repousser toute revendication contre les priviléges juridiquement reconstitués, et cela au nom de la volonté souveraine, soi-disant légalement exprimée, de ceux-là même qui en sont les victimes !

Le Souverain est ainsi lésé, emprisonné, et, au besoin, massacré de par la prétendue souveraineté que le suffrage universel lui a conférée !

La loi, censée faite par le prolétaire, prime son droit ; tout soulèvement en faveur de ce droit violé par la loi, est alors réputé crime ; ainsi l'ont décrété les républicains de 1848 ; — ainsi ceux de 1871. — La République elle-même a été soumise par eux à cette monstrueuse doctrine.

Telle est l'erreur quant à la théorie.

En fait, et depuis qu'ils ont été déclarés souverains par les doctrinaires du parti. les travailleurs ont constamment délégué leur puissance à des gens que leurs intérêts et leurs préjugés éducationnels conduisent à ne voir dans la République qu'une forme de gouvernement qui, mieux que toute autre, leur donne une accession facile aux fonctions publiques, et qui, par son caractère d'anonymat, fournit à l'autorité une force d'autant plus grande que la responsabilité n'est, en fait, nulle part saisissable.

Enfin, comme nous venons de le dire plus haut, toute revendication effective du droit violé devient *légalement* impossible. Aussi, notamment depuis 1871, le parti républicain ne cesse-t-il, par l'organe des Gambetta et consorts, de répéter sur tous les tons que la République seule pouvait avoir la force de terrasser la Commune.

Que les travailleurs, c'est-à-dire la plus grande partie de ce qu'on nomme la « *matière électorale* » abandonnent donc le rôle de dupes qu'ils jouent depuis 1848. Qu'ils comprennent que la République n'a de valeur réelle qu'autant que seront supprimées les institutions juridiques et économiques qui protègent les priviléges actuels, sur lesquels s'appuient à leur tour les monarchies de toutes nuances. Qu'ils se gardent de confier désormais le soin de leur affranchissement à ceux qui nient la légitimité de leurs revendications et se prétendent leurs *protecteurs* ou s'intitulent *amis du peuple.* Qu'ils se persuadent bien, surtout, qu'aucun gouvernement, quel qu'il soit, monarchiste, républicain ou bonapartiste, ne *veut* ni ne *peut* opérer la révolution sociale, — anti-thèse de toute prétention gouvernementale. Qu'enfin ils reconnaissent la vérité incontestable de cette formule adoptée par l'*Internationale :* « L'affranchissement des

Travailleurs ne peut et ne doit être que l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes, » et la Révolution, identifiée avec la République devenue une vérité, ne pourra plus être ni trahie ni entravée.

G. Lefrançais

SAINT-PÉTERSBOURG

Le procès des 193

(Suite)

Les séances qui ont suivi celles dont le compte-rendu a paru dans le numéro 7 du *Travailleur* n'ayant été marquées par aucun fait saillant, les accusés, pour la plupart, refusant de se présenter devant le tribunal, j'arrive immédiatement à la comparution des accusés du douzième groupe.

Après quelques interrogations suivies de réponses sans importance, le président *Péters* s'adresse au prévenu *Myschkine* et lui dit : Prévenu *Myschkine*, vous êtes accusé d'appartenir à une société secrète illégale, ayant pour but la destruction, dans un avenir plus ou moins éloigné, de l'ordre actuel. Est-ce que vous avouez votre crime ?

Myschkine. Je n'ai pas été membre d'une société secrète, mais je déclare avoir l'honneur de compter parmi les membres du parti socialiste révolutionnaire, et je demande à expliquer en quoi consiste le crime que j'ai commis, d'après mon propre aveu, contre les lois de l'Etat russe.

Je ne puis pas me laisser traiter comme membre d'une société secrète. Mes compagnons et moi ne représentons pas quelque chose d'isolé ou d'exclusif, liés par une organisation commune et uniforme. Nous ne sommes qu'une parcelle du parti socialiste révolutionnaire, actuellement nombreux en Russie, et qui embrasse toute la masse des personnes qui partagent nos opinions critiques en général. — Je ne tiens pas compte des différences qui peuvent nous séparer sur les questions secondaires. Le but essentiel du parti socialiste révolutionnaire est de fonder un ordre social qui représenterait la forme la plus juste de l'organisation sociale, en indiquant les besoins du peuple, qui se sont manifestés dans un grand nombre de mouvements, et dont heureusement le peuple se rend compte partout. Cet ordre nouveau se traduit pour nous par la Fédération des communes productives autonomes ; pour nous, il ne peut être réalisé que par la Révolution sociale, parce que les mille rouages de l'Etat, son essence même, rendent impossibles toutes les voies paci-

fiques, et que l'Etat ne cédera jamais ses droits, ses priviléges, qu'il a conquis par la force.

Comment penser à la voie pacifique vis-à-vis de ce pouvoir qui, non-seulement, ne cède pas aux demandes du peuple, mais qui ne veut pas même les entendre, et qui n'a d'autres réponses envers les plaintes, les cris de misères passionnés ou les froides tendances de la raison moderne, que la prison et les travaux forcés ?

Comment penser à une solution pacifique des questions sociales conformément aux besoins du peuple, lorsque celui-ci n'a d'autre moyen pour réaliser ses vœux, et même pour les exprimer seulement, que la révolte, cet unique organe de publicité par le peuple !

Le Président. Vous vous êtes déclaré membre d'un certain parti ; vous avez expliqué en quoi consistaient vos tendances. Quant aux obstacles dont vous parlez, ils n'entrent pas dans le cercle des questions à traiter par le tribunal ; je trouve qu'il n'est ni nécessaire, ni possible d'écouter ce que vous dites.

Myschkine. Il est indispensable d'expliquer pourquoi la révolution est le seul moyen de sortir de la situation actuelle.

Le Président. Vous avez suffisamment expliqué tout ce qui concerne votre culpabilité ; vous reparlerez plus tard, si cela est nécessaire.

Myschkine. Encore une fois, il y a une grande importance pour le tribunal à connaître notre opinion, c'est-à-dire à savoir si l'intention de notre parti est de provoquer, de pousser à la révolution immédiate, ou bien si nous cherchons seulement à en garantir le succès dans un avenir plus ou moins éloigné. De la résolution de cette question dépendra le degré de ma culpabilité au point de vue de l'Etat.

Le premier problème que nous avons à resoudre n'est pas de provoquer ou de pousser à la révolution, mais bien de garantir son succès, car il n'est pas difficile de prévoir, en face de la misère horrible et comme conséquence de cette situation misérable, un soulèvement général du peuple. Devant l'imminence de ce soulèvement, il est nécessaire de chercher à le rendre aussi profitable que possible pour le peuple ; il faut — et c'est là le plus important — le mettre en garde contre les mensonges au moyen desquels la bourgeoisie de l'Europe occidentale a trompé les masses populaires, en confisquant pour elle seule les avantages conquis au prix du sang du peuple versé sur les barricades. Pour arriver à ce but, il nous faut tout d'abord consolider et unir les forces et les tendances révolutionnaires, unir les deux grands courants révolutionnaires : le premier n'a paru que depuis peu d'années, mais il a déjà montré une grande force, c'est celui de la jeunesse instruite ; le second, plus puissant, plus prof nd, ne tarissant jamais, est le courant révolutionnaire du peuple. Cette réunion des éléments révolutionnaires par la constitution définitive du parti socialiste révolutionnaire, représentait tout le problème du mouvement propagandiste de 1874-1875. Aujourd'hui, ce problème est presque résolu, et le drapeau de la révolution sociale est arboré sur tous les points de la Russie.

Et encore ce que je viens de dire ne concerne que le centre de notre

activité. La masse des personnes qui ont participé à l'agitation socialiste présentait des degrés très-différents de développements, depuis celles qui cherchaient seulement la cause des souffrances du peuple, jusqu'à celles qui essayaient d'organiser les forces révolutionnaires de notre parti.

Malgré des divergences d'opinions, tous les partisans de la révolution sociale sont d'accord sur une chose, — que la révolution ne peut être accomplie que par le peuple lui-même, qui doit bien se rendre compte du but de la révolution; — autrement dit l'Etat actuel ne peut être aboli que lorsque le peuple le voudra lui-même; par conséquent, si le gouvernement se croit solidaire avec le peuple, de quel droit nous traiterait-il de malintentionnés? Peut-on appeler conspirateurs et émeutiers ceux qui disent: « Nous voulons solliciter le peuple de pourvoir à la satisfaction des besoins essentiels du pays, très-bien connus du peuple; nous y apporterons notre concours selon nos forces; et ensuite que tout se fasse selon la volonté du peuple. »

Nous n'avons à notre disposition ni prisons, ni forces militaires, ni grandes entreprises industrielles tenant en servitude des milliers d'ouvriers; comment pourrions-nous faire violence à la volonté du peuple au profit des idées que nous poursuivons? Notre unique moyen d'action, c'est la conviction.

Tous les moyens de violence sont entre les mains de nos adversaires, qui en font réellement usage. Et si, malgré ces conditions déplorables, le gouvernement a réellement des motifs sérieux de nous craindre, c'est que nous ne nous trompons pas en comptant sur la sympathie du peuple pour nos idées. Mais alors nous ne sommes ni criminels, ni malintentionnés, nous ne sommes que les interprètes des besoins ressentis par le peuple.

Je passe maintenant à une question non moins importante: je veux parler des causes de la naissance et du développement du parti socialiste révolutionnaire et du mouvement propagandiste de 1874.

Dans l'acte d'accusation, on a essayé de faire croire qu'il y avait en Russie des débris d'anciennes sociétés politiques; qu'il y avait, en outre, les éléments émigrés en Suisse, et qu'au cri poussé par quelques personnes énergiques: « Que le mouvement révolutionnaire se fasse en Russie! » ce mouvement a éclaté aussitôt.

On sait que les débris d'anciennes sociétés politiques, aussi bien que l'émigration, ont existé et existeront toujours. Il s'en suivrait qu'un mouvement comme celni qui est en question peut être provoqué à chaque instant par trois ou quatre personnes.

Aucun homme comprenant un peu les causes des phénomènes sociaux ne pourra se contenter d'une semblable explication, tout à fait digne d'un procureur. Un phénomène social important ne se produit qu'à la suite de causes également importantes. Il faut donc être très-borné ou de très-mauvaise foi pour traiter d'artificiels les mouvements révolutionnaires qui se sont produits au milieu du peuple russe et de notre jeunesse.

Le Président. Je vous prie de ne pas employer de pareilles expressions.

Myschkine. Ces mouvements n'ont pas été provoqués d'une manière artificielle. Partout où des étudiants ont fait de l'agitation, des mouvements analogues se sont produits parmi le peuple. De la sorte se forment deux courànts partiels qui tendent à se réunir dans un lit commun en détruisant la digue qui les avait séparés pendant des siècles. La jeunesse intelligente en prit l'initiative en 1861. Ce fut l'écho de l'explosion populaire engendrée par l'abolition du servage. Le peuple ne voulait pas se contenter de cet affranchissement illusoire : telle fut l'origine de la formation du parti socialiste révolutionnaire. Plus tard, une dizaine d'années après, des bruits constants de diminution et même d'abolition des paiements pour l'appropriatien du sol circulaient dans le peuple. Quoique, cette fois, ces bruits n'amenassent pas, comme en 1861, des révoltes nombreuses, ils entretinrent néanmoins une certaine agitation dans les masses, dont l'écho se retrouve dans les mouvements de la jeunesse.

La misère de ce peuple affamé, écrasé d'impôts et de contributions, est telle à cette heure qu'il faut être absolument sourd pour ne pas entendre ses cris de désespoir. Ce sont ces plaintes qui ont donné naissance aux mouvements de 1873 et de 1875 qui marquèrent la dernière phase du développement révolutionnaire. Si le lien que j'ai indiqué tout à l'heure, et qui existe incontestablement entre les mouvements révolutionnaires des étudiants et du peuple, a pu échapper à l'attention des masses, cela tient à ce que grâce à la publicité telle qu'elle est possible en Russie, le public ne sait jamais que ce que l'on veut qu'il sache. Les faits les plus importants de la vie populaire, on les étouffe sous le silence ou on les dénature. Ainsi les révoltes des paysans qui ont eu lieu après 1861 ne sont connues du public que par ouï dire... .

A ces mots, *Myschkine* est interrompu par le Président, qui, sur ses protestations, lui accorde de nouveau la parole, à la condition expresse qu'il reviendra aux questions mêmes du procès

Myschkine. Soit. Quoique, d'après l'article 229, j'aie le droit d'exiger que tout ce qui s'est passé dans les séances où ont comparu les onze groupes précédents, me soit communiqué, je crois inutile de le demander, persuadé que ma demande, malgré toute sa légalité, ne serait pas prise en considération. Mais ce que je demande au moins, c'est qu'on me communique les parties les plus essentielles de l'interrogatoire, celles qui me touchent directement comme accusé de faire partie d'une société secrète.

L'accusation dit que nous sommes « capables de tous les crimes pour avoir de l'argent. ». L'accusation dit aussi que « quelques accusés ont proposé à *Ida Polheim* de devenir la maîtresse d'un vieillard, propriétaire dans le gouvernement de Koursk, pour ensuite le dépouiller, l'empoisonner et verser l'argent obtenu par ce crime dans la caisse du groupe dont elle faisait partie. » Quels sont les faits constatés par les interrogatoires sur lesquels le procureur a pu baser ces accusations ? Quand on aura répondu à cette question, j'aurai encore à mentionner d'autres passages de l'acte d'accusation sur lesquels j'ai droit à des explications.

Le Président. Pendant l'interrogatoire des onze premiers groupes

votre nom n'a pas été prononcé ; cette partie de l'instruction ne vous concerne donc pas.

Myschkine. Tout ce qui a pu servir de base aux conclusions du Procureur me touche personnellement. J'ai indiqué la partie de l'acte d'accusation dans laquelle nous sommes présentés comme prêts à tous les crimes pour avoir de l'argent. Or, on ne dit pas que cela ne concerne que quelques individus, mais cette accusation s'étend au contraire à tous les accusés. Il est clair qu'on suppose qu'il existe entre nous une entière solidarité, chacun de nous a, par conséquent, le droit de connaître toutes les parties de l'instruction.

Le Président. Vous assisterez à l'interrogatoire des membres de votre groupe, et vous saurez tout ce qu'il est utile que vous sachiez.

Myschkine. Et je ne saurai rien sur les accusations dont je parle, et qui sont applicables à tous les accusés.

Le Président. Vous ne pouvez savoir d'avance ce qui pourra être démontré au cours du procès.

Myschkine. Soit, passons. Mais alors je veux tout au moins répondre à quelques-unes des accusations du procureur. L'acte d'accusation prétend que, considérant la science comme un instrument d'exploitation du peuple, nous invitons la jeunesse studieuse à abandonner les écoles. Je déclare franchement que j'appartiens au nombre de ceux qui ne croient pas nécessaire, pour les révolutionnaires, d'achever leurs études dans les écoles de l'Etat. Et comme cette opinion a été l'objet de critiques nombreuses de la part d'une certaine portion du public, je tiens à expliquer par quelles considérations je suis arrivé à cette opinion.

Supposons que la Russie soit actuellement sous le joug des Tartares, et qu'avec l'argent prélevé sur le peuple on établisse dans toutes les grandes villes des écoles dirigées par des *Baskaks* tartares.

Supposons encore que dans ces écoles on fasse des cours nombreux sur les vertus des Khans tartares, sur les brillantes qualités militaires des Khans tartares, sur le droit historique des Tartares de dominer le peuple russe et de lui réclamer le tribut.....

Le Président. Cette hypothèse est en dehors de la question.

Myschkine. M. le Président, j'ai cette particularité intellectuelle que je ne peux prouver certaines choses qu'en procédant par voie d'analogies et de comparaisons, veuillez donc me laisser achever ; eh bien ! si, dans ces écoles supposées, l'histoire était enseignée de manière à prouver l'incapacité du peuple russe à posséder une vie indépendante, et que tout l'enseignement n'eût d'autre but que de faire des jeunes gens russes des serviteurs dociles des Khans tartares, je vous demande si, dans ce cas, il serait bon de faire ses études dans ces écoles pour cette partie de la jeunesse russe qui voudrait conserver toutes ses forces à pousser le peuple à une lutte générale contre ses ennemis déclarés. Evidemment non, n'est-ce pas ?

C'est pourquoi je pense que dans les conditions actuelles, il n'y a aucune nécessité pour un révolutionnaire d'achever ses études dans les écoles de l'Etat parce que..... mais je ne finis pas ma phrase, craignant d'être de nouveau arrêté par M. le Président

Revenons donc à l'acte d'accusation. On y prétend que la quintes-

sence de la doctrine révolutionnaire « c'est de prendre le bien du voisin, de détruire le pouvoir qui le défend, et que tout en parlant de réaliser le bonheur général, les révolutionnaires abandonneraient vite cette formule pour se contenter de la réalisation de leur bonheur particulier. »

Je dois avouer que je ne connais pas de pareille doctrine révolutionnaire. La doctrine dont je suis partisan déclare au contraire que pour la réalisation du bonheur de la classe travailleuse, il est nécessaire de garantir aux travailleurs le droit à la jouissance entière du produit de leur travail et de détruire le pouvoir qui s'y oppose.

Mais peut-on appeler protecteur de la propriété l'Etat qui s'est approprié par force le droit d'imposer au peuple des contributions dont il fixe lui-même la quotité, et qui exige ces impôts au moyen de forces militaires, en privant le paysan de son dernier morceau de pain ?

Le Président. Ne continuez pas sur ce sujet.

Myschkine. Il paraît donc que le procureur peut dire et écrire ce qu'il veut, et que nous accusés, attaqués par lui, nous devons nous taire. Soit je passe. Il est une autre question que je ne veux point laisser de côté. Je veux parler des mesures non moins illégales que brutales qui ont été employées contre moi durant ma détention.

Après mon premier interrogatoire, sur mon refus de répondre à certaines questions, on m'a mis les fers aux pieds et aux mains, on m'a privé non-seulement de thé, mais même d'eau chaude.

Le Président. Votre déclaration n'est pas prouvée.

Myschkine. Il existe un procès-verbal joint au dossier qui constate le fait ; mais ce n'est pas tout, et ce que j'ai à ajouter prouve jusqu'à quel point peut aller l'acharnement vindicatif du pouvoir en tout ce qui concerne les accusés politiques qui sont regardés par lui comme des ennemis personnels.

Lorsqu'après avoir porté les fers pendant quelque temps, mes jambes ne formant plus qu'une plaie, je me suis abaissé à demander la permission de porter des bas sous mes fers, on répondit par un refus brutal à une demande si naturelle.

Dirai-je que pendant tout le temps de ma détention on ne permit pas une seule fois à ma mère de me voir ?

Le Président. Le tribunal ne peut contrôler la véracité de vos affirmations qui ne reposent que sur vos propres paroles.

Myschkine. Qu'à cela ne tienne. Je me suis adressé à l'*Osoboyé-Prisoutswyé* (Comité politique permanent du Sénat), lui demandant d'examiner ces faits, et on m'a répondu que ma demande n'était pas assez grave pour qu'on eût à s'en occuper. Vous n'avez qu'à demander à M. le procureur *Jéléchowsky* la réponse qu'il fit lorsque je le priai de permettre à ma mère de me venir voir.

Le Président. Le tribunal n'est pas compétent pour examiner les actes de la procurature, et n'a pas à s'occuper de pareilles questions.

Myschkine. Mais les mesures brutales que je dénonce ne peuvent être sans influence sur le résultat des dépositions d'un accusé, et par conséquent sur l'impression qu'elles doivent produire aux juges ; voilà pourquoi ...

Le Président. Vous ne pouvez savoir d'avance quelle opinion nous avons sur vous.

Myschkine. Mais je crois que cette impression s'est produite principalement par les documents de l'instruction préventive, aussi ne me semble-t-il pas inutile pour les juges de savoir quelles tortures sont employées pour obtenir des accusés les réponses voulues par le gouvernement, — quoique ce procédé reste souvent sans résultat.

Le Président. Ces mesures ont été employées contre vous pendant l'enquête préventive, le tribunal ne doit pas, ne peut pas s'occuper des actes de ceux qui ont pu prescrire ces mesures.

Myschkine. Cela veut dire que nous pouvons être tourmentés, torturés, et que nous ne pouvons pas demander justice..... Naturellement je ne suis pas assez naïf pour attendre une justice quelconque du tribunal ou de quelque pouvoir gouvernemental que ce soit, mais je constate qu'il nous est impossible de faire connaître au public que les accusés politiques sont traités en Russie comme les Turcs ne traitent pas les chrétiens.

Le Président. De quelles tortures parlez-vous ?

Myschkine. Oui je puis dire que nous avons été mis à la torture, j'ai déjà parlé des fers mais ce ne sont là que des bagatelles en comparaison des mesures qui ont été prises pour obtenir nos déclarations. J'ai été par exemple entièrement privé de livres pendant plusieurs mois, même les livres religieux m'étaient refusés, et l'officier de gendarmerie me dit franchement qu'aussitôt que j'aurais fait la déclaration qu'on me demandait concernant mes co-accusés, j'aurais immédiatement livres et journaux.

Le Président. Votre observation est sans bases sérieuses.

Myschkine. J'ai protesté plusieurs fois contre cette mesure illégale, mais je ne sais pourquoi mes protestations n'ont pas été jointes aux pièces du procès Rester emprisonné de longs mois, dans une cellule, seul, toujours seul, sans livres, sans rien, c'est une torture épouvantable !

Est-il étonnant après cela qu'il se soit trouvé parmi les accusés autant de cas de mortalité et de folie ?

Oui beaucoup, beaucoup de nos compagnons, sont descendus dans la tombe avant de subir votre jugement ....

Le Président. Ce n'est pas le moment de s'occuper de cela.

Myschkine. Est-il possible qu'au prix des longues années de travaux forcés qui nous attendent, nous n'ayons même pas acheté le droit de dénoncer devant le tribunal les brutalités, les tortures dont nous avons été les victimes ? A chaque mot que nous disons on nous ferme la bouche.....

Le Président. Vous avez dit néanmoins ce que vous vouliez.

Myschkine. Non, ce n'est pas encore tout, mais si vous le permettez j'achèverai.

Le Président. Je ne puis vous le permettre maintenant.

Myschkine. Dans ce cas après les interruptions nombreuses dont m'a honoré M. le président, il ne me reste à faire qu'une seule et probablement dernière déclaration. Maintenant je comprends com-

bien avaient raison ceux de mes compagnons qui ont refusé dès le début de prendre part au procès par des réponses quelconques. Je suis convaincu que, même, malgré l'absence du public, on ne nous donnera pas la possibilité d'exposer le véritable caractère des poursuites. Maintenant il est évident pour tout le monde qu'ici, ne peut retentir la voix de la vérité, qu'ici à chaque parole franche et sincère on ferme la bouche à l'accusé. Maintenant j'ai le plein droit de dire que ce n'est pas un jugement qui se déroule, mais une comédie qui se joue, et que ce qui se passe ici est quelque chose de pire, de plus honteux et de plus dégoutant.....

A ces paroles, le Président s'écrie : Emmenez-le! L'officier de gendarmerie se précipite sur *Myschkine*, mais l'accusé *Rabinowitch* lui barre le chemin et tenant la porte qui conduit au golgotha (1), il empêche l'officier de passer. Ce dernier réussit après quelques efforts à renverser *Rabinowitch* et un autre accusé *Stopané* qui cherchait également à le retenir, et prenant *Myschkine* d'une main par le corps pour l'emmener, il essaie de lui fermer la bouche avec l'autre main, mais n'y réussissant pas, *Myschkine* continue pendant ce temps d'une voix de plus en plus forte....

« Plus honteux que ce qui se passe dans une maison publique, car là nous voyons de malheureuses femmes se prostituer pour échapper à la faim, par misère, et ici ce sont des sénateurs qui vendent la vie des hommes, la vérité et la justice, enfin tout ce qu'il y a de plus cher à l'humanité, par simple lâcheté, par servilité, pour des grades et de gros appointements! »

Pendant que *Myschkine* prononce ces derniers mots quelques gendarmes se précipitent pour aider l'officier, et une lutte s'engage, ils renversent de nouveau *Rabinowitch* qui tente de leur barrer le chemin, et parviennent enfin à se saisir de *Myschkine* qu'ils entraînent hors de la salle.

L'accusé *Stopané* s'approche alors de la grille qui le sépare des juges et leur crie :

« Ce n'est pas ici un tribunal, vous êtes des lâches, je vous méprise, misérables laquais! »

Un gendarme le saisit par la poitrine et lui assène un horrible coup sur la tête, d'autres arrivent et l'emmènent- Peu après *Rabinowitch* est également emmené.

Cette scène de brutalité est suivie des cris d'indignation des autres accusés et du public.

Du reste pendant toute cette scène de sauvagerie, la salle présentait une grande agitation. Quelques femmes parmi les accusés et le public s'évanouissent. Une entr'autres, prise de crises nerveuses, poussait des cris entrecoupés mêlés de larmes et de rires disant :

« Que fait-on? Barbares, ils frappent, ils menacent les accusés! Vous êtes des bourreaux! »

Au milieu du tumulte le Président sans prononcer la clôture de la séance s'éloigne et disparaît dans une salle voisine.

(1) Les accusés ont surnommé ainsi une tribune grillée affectée à ceux d'entre eux qui sont considérés par l'accusation comme particulièrement dangereux.

Après son départ un membre du tribunal déclare au nom du président la séance terminée. Les avocats protestent et déclarent que la séance ne peut être loyalement close que par le président, et ils se dirigent vers lui. Après en avoir obtenu la clôture légale de la séance, ils demandent qu'il soit dressé un procès-verbal des incidents. Le président repousse cette requête, et le procureur *Jéléchowsky* termine en disant que « c'est une véritable révolution. »

D. K.

Dernières nouvelles. — Au moment de mettre sous presse nous recevons les nouvelles suivantes :

Les avocats ont réussi à réfuter tous les faits de l'acte d'accusation, et à démasquer toutes les calomnies dont il est rempli.

Jéléchowsky est atterré, il sent sa carrière compromise ; il semble avoir perdu la tête, et s'inflige à lui-même un désaveu éclatant.

Il n'ose plus soutenir l'accusation que contre vingt accusés, et déclare que si les autres ont été poursuivis, c'est afin de faciliter la découverte de la vérité.

Cent neuf des accusés détenus, pour la plupart depuis 4 ans, ont été mis en liberté provisoire.

VERVIERS

En Belgique, et surtout dans les provinces flamandes, le parti socialiste est entré complétement dans la voie pacifique des réformes politiques sollicitées auprès des assemblées législatives, soit au moyen de pétitions collectives, soit par l'intermédiaire des représentants régulièrement élus. Le découragement de quelques-uns d'entre nous n'est peut-être pas étranger à cette volte-face ; cependant il ne me paraît guère douteux qu'il ne se trouve parmi ceux qui ont cru devoir recourir à l'agitation politique comme moyen de propagande socialiste, des gens absolument convaincus de la stérilité de leurs efforts sur le terrain politique, mais très-persuadés que leur arrivée au pouvoir ne serait pas fort éloignée.

Les quelques socialistes qui formaient la *Fédération anversoise* de l'*Internationale* se sont retirés de la Fédération belge pour se joindre au parti socialiste flamand, dont le programme de revendication est entièrement conforme à celui des bourgois du parti progressiste.

Malgré la propagande que font les socialistes « opportunistes » (c'est le nom qu'ils se donnent), il n'existe d'organisation sérieuse dans les Flandres qu'à Gand seulement : dans cette localité même, les craintes qu'éprouvent les propagandistes d'entendre parler d'organisation révolutionnaire nous laisse supposer que les ouvriers seraient plus disposés à porter le drapeau de la révolution qu'à rester dans cette duperie qu'entretient l'opportunisme.

A Bruxelles, il existe une organisation qui s'intitule: « Parti socialiste Brabançon ; elle vient de publier son programme, absolument identique au fond, à celui du « parti socialiste flamand. » Il me suffira d'en citer quelques extraits pour vous permettre d'apprécier ce qu'il peut y avoir de socialiste dans un tel programme :

« Responsabilité réelle des patrons dans le cas d'accidents survenus aux ouvriers pendant le cours de leur travail, et du fait de leur travail.

« Abolition de la concurrence faite à l'industrie privée par le travail des prisons et des couvents.

« Réforme de la loi des prud'hommes sur des bases démocratiques égalitaires.

« Suppression absolue de toutes les lois sur les grèves et les coalitions ouvrières ? »

Ce programme est précédé d'un manifeste dans lequel les auteurs se déclarent encore partisans du mouvement insurrectionnel sans doute pour donner le change à ceux qui ne placent leur confiance qu'en des moyens révolutionnaires ; mais se dire socialiste avec un semblable programme ne manque pas d'une certaine audace.

Le « Parti socialiste Brabançon, » qui s'est constitué tout récemment, se propose donc, comme il le dit du reste dans son manifeste, d'obtenir du pouvoir bourgeois un *minimum* de réformes, toutes d'ordre politiques qu'il croit nécessaires aux besoins du moment et qu'il considère suffisantes pour préparer notre pays à lutter efficacement contre le vieux monde.

Cette association se propose en outre et surtout de se mettre en rapport avec les électeurs censitaires de la région, dans le but, sans doute, d'arriver à faire élire des députés socialistes au Parlement, et par là d'obtenir plus sûrement les réformes contenues dans son programme.

Pour donner une idée de ce que pourraient être les représentants patronés par le « parti socialiste Brabançon, » il ne serait peut-être pas sans intérêt de faire connaître la conduite tenue au Parlement par le seul député qui ait obtenu jusqu'à présent les sympathies de cette association.

L'année dernière, les électeurs de Bruxelles étaient convoqués à l'effet d'élire un député à la Chambre des représentants : le choix désigne M. *Janson*, avocat au barreau de Bruxelles, bien connu en Belgique par ses professions de foi révolutionnaires et la part active qu'il prit au mouvement socialiste dans ces dernières années.

Chacun se rappelle les articles foudroyants qu'il publia au journal *La Liberté*, de Bruxelles, dont il était un des principaux collaborateurs. On sait avec quelle énergie il défendit l'insurrection parisienne de 1871, et on se souvient aussi avec quelle véhémence il s'est élevé contre le mode de représentation législative.

Eh bien! le même M. Janson accepta l'année dernière la candidature qu'il avait à peu près refusée dix ans auparavant aux électeurs censitaires de Bruxelles ; bien plus, il l'accepta sans conditions aucune ; aussi, dès qu'il fut élu il prit place à la Chambre des représentants, dans le camp des progressistes où il vote constamment avec eux ; il *accepta les budgets de la guerre*, *des cultes*, etc. et vota

l'ensemble du budget. A l'une des premières séances de la présente session, M. Janson honorait la mémoire de « l'illustre homme d'Etat » (ce sont les termes de M Janson), qui fut l'auteur des massacres de la rue Transnonain et des journées de mai 1871 ; c'est par de cordiales poignées de mains et des paroles très-affectueuses qu'il aborde M. Frère-Orban dans les galeries du Palais national, quoiqu'il n'ignore pas l'ignoble conduite de celui-ci, qui était chef du cabinet lors des massacres de l'Epine, de Seraing, etc. Enfin il est au Parlement, et il est dès lors aisé de comprendre qu'il puisse y faire de telles jongleries : Cela fait partie du métier d'homme d'État.

* *
*

Une réorganisation des bassins houilliers est nécessaire : les grèves nombreuses qui ont eu lieu récemment dans les divers charbonnages ont anéanti la formidable organisation qui y existait, pourtant, quelques groupes subsistent encore et nous avons tout à espérer de leur dévouement.

Liége, qui était dépourvue d'organisation socialiste a repris sa place dans notre association, et le groupe qui existe actuellement s'efforce de réorganiser la *Fédération liégeoise* de l'*Internationale.*

Quant aux organisations socialistes du bassin de la Vesdre, beaucoup de leurs membres ont perdu de leur énergie première et négligent d'assister aux réunions ; cependant il en reste un certain nombre dont le zèle compense ou, du moins, atténue l'inertie des premiers. Sauf quelques individualités, les socialistes Verviétois sont unanimes à repousser toute tentative par les voies législatives.

La *Fédération belge* de l'*Association internationale des travailleurs* vient de tenir son congrès ; l'esprit d'antagonisme qui y régnait a décidé le congrès à ajourner à six mois la discussion des résolutions à prendre.

La majorité des délégués présents a désigné Bruxelles comme siége du *Bureau fédéral* de l'*Internationale,* que le Congrès général de 1877 avait placé provisoirement à Verviers.

* *
*

La situation des ouvriers mineurs s'empire continuellement; nous avons tous les jours de nouvelles victimes à inscrire dans le martyrologe du travail : dans le Borinage (Mons), 18 ouvriers qui remontaient d'un puits ont été précipités dans la fosse par suite de la rupture du câble, d'où on n'a pu retirer que des cadavres.

G. G.

TRIBUNE LIBRE

On nous communique la lettre suivante :

Aux Rédacteurs du Bulletin jurassien.

Genève, 23 janvier 1878.

Citoyens,

Votre numéro du 20 de ce mois contient une sorte de sommation du *Précurseur* de Genève, reproduite par le *Gutenberg*, concernant la double collaboration supposée d'un des nôtres, comme rédacteur du *Réveil*, de Paris, et de la Revue socialiste, le *Travailleur* de Genève.

La personne visée dans cette interrogation ne pouvant s'affirmer sans donner lieu aussitôt à certaines mesures répressives, que son auteur anonyme a peut-être mission de faciliter, j'avoue ne pas trop comprendre que vous ayez cru devoir la reprendre pour votre compte.

M. de Rochefort ne peut en effet être mis en cause dans cette affaire, puisqu'il n'a jamais collaboré au *Travailleur* -- C'est donc bien un autre que lui qu'on a voulu amener à se dévoiler.

Or, — je parle ici bien entendu sous ma propre responsabilité, — ne se pourrait-il pas que cet *autre* n'eût écrit, dans aucun journal, la moindre ligne qui fût en contradiction avec ce qu'il écrit dans le *Travailleur?*

Là est la vraie question et il vous est facile de la résoudre.

Quant à votre façon de voir au sujet de l'impossibilité qu'il y aurait, pour tout socialiste sincère, d'écrire dans le *Réveil*, vous me permettrez, — à moi qui ne suis pas journaliste, — de ne la pas partager : 1° parce que le *Réveil*, trop indifférent sans doute à ce qui touche à la Révolution sociale, ne peut pourtant être classé parmi les adversaires du socialisme ; 2° parce que je serais curieux de savoir, à mon tour, comment les socialistes résidant en France pourraient s'y prendre, pour propager leurs idées, s'ils devaient s'abstenir, au nom de leurs principes, de se servir du seul organe quotidien dans lequel il leur est permis de les exposer.

Votre bien dévoué,

G. Lefrançais.

Collaborateur de la Revue socialiste révolutionnaire le *Travailleur*.

BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle Revue socialiste mensuelle, le *Socialisme progressif*, est publiée à Lugano, depuis le commencement de l'année 1878. Autant que nous avons pu en juger par les premiers numéros, les idées que défendra cette Revue diffèrent notablement des nôtres. Ses rédacteurs semblent se rattacher à l'école *étatiste*. Notre devoir, à nous, anarchistes révolutionnaires, n'en est pas moins de souhaiter la bienvenue à cet organe socialiste de libre et courtoise discussion. Aux lecteurs d'étudier et de juger en connaissance de cause.

E. R.

Le numéro de janvier de la *Neue Gesellschaft* contient les articles suivants : La Mission historique du socialisme, par *P. Pixis.* — L'Utopie de Thomas Morus, par le professeur *S. Vögelin.* — Sur l'hérédité des particularités intellectuelles et physiques, par le Dr *Aug. Specht.* — Quelques mots sur le droit d'héritage, par le Dr *M. Lehn.* — Recensions, par le prof. *Von Arx*, le Dr *A. Dulck, G. Schaumann* et *R. R.* — Liste des ouvrages reçus.

On s'abonne chez tous les libraires au prix de 3 fr. 75 par trimestre.

Le 1er février paraîtra à Bruxelles, chez l'éditeur Henri Kistemæckers, 60, boulevard du Nord, dans le format de la « Petite Bibliothèque socialiste, » le premier volume de l'Histoire populaire de la Commune de Paris, par *Arthur Arnould*, membre de la Commune. Cet ouvrage se composera

de trois volumes qui paraîtront respectivement le 1er février, le 18 mars et le 20 mai prochains, à dates fixes.

L'éditeur nous prie d'annoncer que toutes les mesures sont prises pour que les personnes qui lui en feront la demande reçoivent *régulièrement* et *sûrement* les volumes aux époques indiquées. Il suffit d'envoyer le montant de l'ouvrage complet, soit **3 fr. 75** pour les trois volumes.

AVIS

Le tirage de la Tombola organisée à Londres au profit des condamnés politiques de la Nouvelle-Calédonie aura lieu dans la salle de *Coopérative Institute*, 55, Castle Street, Berners Street, à Londres, le mardi 16 avril. La liste des numéros gagnants sera publiée dans le *Daily Telegraph*, du 23 avril et expédiée à tous les correspondants hors de l'Angleterre.

Imprimerie du « RABOTNIK » Chemin de Montchoisy, 26, Genève.

2me Année. No 2. Fév.-Mars 1878

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : **Arthur Arnould, A. Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, G. Lefrançais, L. Metschnikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.**

ABONNEMENT : Un an, **6** fr. ; Six mois, **3** fr. ; Trois mois, **1** fr. **50.**
Le numéro, 50 centimes.
Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** »
Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève.**

BULLETIN

Les événements qui viennent de s'accomplir et ceux qui se préparent sont assez considérables pour qu'il soit utile de les exposer, non point en répétant ce que chacun peut lire à satiété dans les journaux, mais en nous plaçant au point de vue qui convient à des « travailleurs, » celui de l'intérêt général des peuples.

Un acte du grand drame de la guerre d'Orient vient de se terminer. Après la chûte du boulevard de Plevna, la Turquie n'avait plus d'armée solide à opposer aux Russes : ceux-ci ont pu faire la conquête du pays à marches forcées : chacune de leurs étapes était une victoire. Maintenant ils sont aux portes de Constantinople, ils y sont peut-être entrés, bien plus, ils sont aux bords de la mer de Marmara, et par leurs alliés les Monténégrins, ils touchent aux rivages de l'Adriatique. Les voici donc pour la première fois, depuis le commencement de leur histoire politique, arrivés en maîtres sur la Méditerranée ; ils ont enfin rompu le cercle de territoires qui les séparait de la

mer libre, ils ont atteint ces eaux du Midi dont le mirage lointain les fascinait depuis des siècles !

Combien a coûté cette guerre ? Question naïve, Qu'importe à notre « petit père » le tsar ? Tous les millions dépensés, tous les hommes tués, ne l'ont ils pas été pour sa gloire ? Les roubles qu'on ramasse pour lui de cabane en cabane, jusqu'aux frontières de la Chine, viendront remplir de nouveau son impérial trésor, et sur les trois millions d'êtres humains qui naissent chaque année dans ses domaines, il pourra toujours prélever assez de beaux hommes pour leur faire monter la garde devant son palais, assez de chair à canon pour les faire mitrailler dans ses batailles. Quant au sultan c'est autre chose ! On a souvent parlé de rejeter les Turcs en Asie ; mais à la façon dont on procède à leur extermination, il est permis de se demander s'il en restera beaucoup pour repasser le Bosphore. Les massacres, la famine, le typhus, tout le cortége de maladies qui suit les armées en campagne ont déjà fait un premier déblai de population musulmane ; maintenant l'oppression persistante et la misère ont à terminer l'œuvre de destruction. Ce que nous avons vu en Serbie et en Grèce, d'où les Osmanlis ont disparu jusqu'au dernier, nous le verrons aussi en Bulgarie, en Thrace, en Bosnie, en Crête. Là aussi les Turcs disparaitront de gré ou de force, et dans l'espace de quelques années la masse de la population aura complètement changé. Les Turcs avaient la tolérance de laisser vivre les chrétiens à côté d'eux ; les chrétiens ne leur rendront certainement pas la pareille. Tout un peuple est condamné à disparaître. Or, est-il bien facile de s'imaginer la somme de douleurs que représente un pareil changement ! Effacer une nation de la terre, telle est l'œuvre « sainte » pour laquelle tant de popes et d'archimandrites font monter leurs prières au ciel.

Quant aux comparses de la Russie, ils verront ce qu'il en coûte de se faire les alliés d'un maître tout puissant. Déjà les Roumains ont eu leur première récompense. Pour les remercier d'avoir servi de limiers aux chasseurs impériaux, un ordre souverain leur a signifié qu'ils eussent à dire adieu à leurs frères de race et de langue qui habitent au nord des bouches danubiennes. Désormais les Roumains de Bessarabie sont baptisés Slaves de par la volonté du tsar, et si les Roumains moldaves et valaques ne sont pas contents, qu'ils craignent, eux aussi, de perdre et leur langue et leur nom. Ce n'est pas en vain qu'ils ont changé de vasselage : la main qui s'est appesantie sur eux n'est pas débonnaire comme l'était celle du Grand-Turc. Ce qu'on leur demande, ce ne sont point de vaines formules de soumission, c'est une obéissance sans phrases.

De leur côté, les Serbes, de race slave comme les Russes,

ont à se rappeler qu'ils ont maintenant affaire à leurs frères aînés et qu'ils leur doivent à la fois déférence et gratitude. D'ailleurs, quel que soit le sort à eux réservé par le maître, on serait presque tenté de le trouver trop doux après le rôle ignoble qu'on leur a fait jouer, en les lançant à la poursuite des Turcs vaincus, pour couper les jarrets des fuyards. L'année dernière, le tsar Alexandre qui témoigne de son noble courage en élevant, après dîner, ses deux bras vers le Dieu des armées, a daigné lancer publiquement contre le peuple serbe l'accusation de lâcheté; cette année, chose bien plus grave, il lui a fait mériter cette insulte. Sans doute, la nation elle-même n'est qu'à demi responsable des ignominies faites en son nom; mais ce n'est pas impunément qu'on se laisse gouverner et le sujet est toujours solidaire de son maître.

Tôt ou tard, les Monténégrins eux-mêmes apprendront à connaître le magnanime allié qui depuis si longtemps leur envoie des munitions de guerre. Eux du moins n'ont rien à se reprocher. Entourés de tous les côtés par des ennemis, c'était leur droit de combattre et ils n'ont jamais marchandé leur vie; mais le jour viendra où la lutte à soutenir sera bien autrement périlleuse : ils auront alors à se défendre contre leurs amis. Leur prince sera fait ministre, chambellan, que sais-je ? et sa paie sera doublée, mais en même temps, le bureaucrate, le collecteur d'impôts, le policier feront apparition dans les montagnes. L'antique indépendance aura cessé.

Le gouvernement russe ne sait pas encore quels seront pour lui les résultats du triomphe et n'ôse pas mettre la main sur tout son butin de guerre. C'est qu'il n'est pas seul en Europe; d'autres loups l'entourent et le regardent d'un œil jaloux dépecer sa proie. Et puis, le grand chancelier d'Allemagne, qui dans ce moment est encore le plus haut personnage de la terre, n'a pas fait entendre sa grosse voix. Quelle pensée couve sous ce crâne chauve? Quelle parole se fera jour à travers sa moustache? Dès qu'on l'aura entendu et dès qu'on sera assuré d'en comprendre le sens, alors cinquante millions, cent millions d'hommes, adorateurs du succès seront de son avis, et formeront une « opinion publique, » à laquelle Bismark pourra, quand il le voudra, joindre cinq cent mille fusils et dix mille canons. Ce sont là des raisons péremptoires que le gouvernement de Pétersbourg saura comprendre à demi-mot.

Mais que la Russie doive arrêter ses armées aux portes de Constantinople ou qu'il lui soit permis de bâtir ses casernes sur la Corne d'Or, sa victoire n'en est pas moins un évènement politique des plus considérables, et l'ancien équilibre de l'Orient n'en est pas moins rompu à son profit. Pour elle, il n'y a plus de Danube ni de Balkans, de Bosphore ni de Dardanelles ; dé-

sormais, que son triomphe soit ou non limité par l'envieuse rivalité des autres puissances européennes, elle reste assurée d'avoir toujours la prépondérance en Orient. Elle sera là chez elle, quand même le nom d'un souverain autre que le tsar devrait être officiellement écrit dans les protocoles, quand même un étendart autre que le drapeau russe devrait flotter sur les forteresses de la Bulgarie et de la Macédoine. Qui sait? le gouvernement russe sera peut-être d'autant plus à son aise pour établir solidement sa puissance, qu'il pourra faire agir à sa place de petits princes ayant l'apparence d'un pouvoir indépendant! Ce seront pour lui autant de pions qu'il poussera sur son échiquier; il fera la guerre sans avoir l'air de s'en douter; c'est malgré lui qu'il marchera de conquêtes en conquêtes. A peine le sultan de Constantinople eut-il perdu l'espoir de repousser les envahisseurs slaves, à peine eut-il appris qu'ils avaient dépassé les Balkans et marchaient sur Constantinople, que le malheureux, avec une ignominie vraiment royale, s'est empressé de prendre le rôle d'agent salarié, de « mouchard » de la Russie ! Oubliant toutes ses belles protestations de lutte jusqu'à la mort, le voilà qui, avant même d'avoir entendu le bruit du canon russe, se met aux gages du tsar et prépare des chausses-trappes pour ses bons amis les Anglais. On comprend de quelle utilité peuvent être de pareils instruments dans la main d'un maître habile. On s'est servi de la Roumanie, de la Serbie, du Montenegro pour disloquer la Turquie; on se servira du padichah de Stamboul, du shah de Perse, de l'émir de l'Afghanistan pour affaiblir la puissance anglaise. Les occasions ne manqueront pas. La « sainte Russie, » devenue moralement maîtresse de Constantinople, veut aussi dominer à Jérusalem, elle veut posséder l'étable où naquit son Dieu, le sépulcre où il fut enseveli. Mais se contentera-t-elle d'envoyer des moines en Palestine, et les Anglais, déjà virtuellement chassés de Constantinople, verront-ils sans appréhension les Russes s'installer en maîtres aux portes mêmes de l'Egypte, tout près du canal de Suez ?

L'Angleterre, dont les intérêts politiques sont tellement mis en péril par les victoires de la Russie, ne va-t-elle pas se décider bientôt à passer des promenades navales à une intervention sérieuse? Si la vieille Albion se décide en effet, il est bien tard. Elle a laissé aux Russes le temps d'anéantir la Turquie comme puissance politique et de s'en servir comme alliée, après l'avoir eue pour ennemie; elle n'a pas eu l'audace d'occuper les points stratégiques des passages entre l'Archipel et la mer Noire, et d'un jour à l'autre, elle peut apprendre que ces positions ont été fortifiées par les Russes et que sa flotte est bloquée dans les eaux de Constantinople. On pourrait croire, il est vrai, qu'elle

possède une alliée naturelle dans l'Austro-Hongrie, puissance qui tient les défilés des Carpates et le cours supérieur du Danube, et qui peut, en conséquence, le jour où elle le voudra, couper en deux les armées de la Russie, ou les forcer à une retraite précipitée; mais l'Austro-Hongrie ne dépend-elle pas elle-même de la volonté toute puissante de l'Allemagne? N'est elle pas comme un vase brisé dont Bismark tient les fragments dans sa main? Enfin, l'Angleterre, dont la force serait peut-être irrésistible, si elle employait à l'attaque toute son énergie morale et ses immenses ressources financières, n'est elle pas divisée, et le parti de la paix à outrance n'a-t-il pas neutralisé jusqu'à maintenant le parti de la guerre? La Russie a ses meilleurs alliés dans le Parlement et dans la presse britanniques. Si l'Angleterre s'aventure dans une guerre contre les Russes, elle sera dans la même position que la France en 1870 : elle aura ses Bazaine et ses Trochu.

Certes, nous aurions mauvaise grâce à vouloir deviner les secrets de la diplomatie ; nous ne savons pas ce qui se prépare dans les conseils de ceux qui font mouvoir à leur gré les flottes et les armées. Néanmoins, la marche générale de l'histoire contemporaine nous permet de prévoir quelques-uns des grands faits qui « projettent leur ombre devant eux. » De même que par une pente fatale, les petits capitaux glissent vers les énormes agglomérations d'argent, de même les petits Etats sont entraînés dans le cercle d'attraction des grandes puissances et sont destinés à s'y perdre. Ce mouvement de centralisation, qui fit jadis « l'unité » française, et tout récemment l'unité italienne et l'unité germanique, fera certainement aussi l'unité slave. Mais cette unité ne sera point le produit d'un groupement spontané des peuples, elle arrivera par la volonté des maîtres, et slaves ou non slaves, tous ceux que leur position géographique permettra d'enfermer dans le cadre des nouvelles frontières, devront à la fois obéir et se montrer reconnaissants. De même que Polonais et Tartares, Géorgiens et Bachkirs, Arméniens et Samoyèdes, ont dû se faire Russes par ordre du tsar, de même Albanais et Grecs, Persans et Kourdes auront à devenir de fidèles sujets, des patriotes à la baguette. La prétendue unité politique de la Russie ne peut être amenée que par l'écrasement des nationalités. Dans une agglomération pareille, les tribus, les nations mêmes ne comptent pas plus que les individus isolés. Est-ce que les Polonais, les Petits-Russiens ou les Tcherkesses ont seulement le droit de parler de leur patrie? C'est là un crime puni du knout ou de l'exil.

L'Angleterre, comme la Russie, ne cesse de manger des peuples. En ce moment elle arrondit ses frontières de l'Inde, et par ses millions et ses comptoirs de commerce s'empare peu

à peu de toute l'Afrique du centre et du midi. Mais ses immenses domaines n'ont pas, comme ceux de la Russie, l'avantage de présenter une forme compacte ; ils sont attaquables sur un grand nombre de points, et la métropole elle-même est une île de trop faibles dimensions pour qu'une guerre européenne à laquelle il lui faudrait prendre part ne la mette pas dans un extrême péril. L'avenir est plein de menaces pour elle, et ce n'est pas en reculant sans cesse devant le danger qu'elle pourra le conjurer. Son influence baisse, et celle des Etats militaires centralisés à outrance, comme l'Allemagne et la Russie, grandit au fur et à mesure que l'Angleterre continue de s'écarter pour laisser les « rouleaux concasseurs » passer sur le monde.

Et nous socialistes lutteurs, que sommes-nous en face de ces grands Etats, de ces énormes machines de guerre et de destruction ? Pauvres insectes qui nous pressons sous la roue du char, comme pour en arrêter la marche en nous faisant écraser ! Que les hauts triomphateurs doivent nous mépriser parfois et se rire de nos efforts ! Et pourtant, nous le savons, ils ne sont pas toujours rassurés et plus d'un a déjà poussé des cris d'effroi. C'est que toute leur force n'a d'autre résultat possible que de supprimer et de détruire, ils ne peuvent rien que pour la mort; mais la vie leur échappe. Toute pensée libre, tout sentiment vrai, tout effort spontané sont autant d'ennemis de l'Etat. Les gouvernements ont pour eux ce qu'ils appellent le « principe d'autorité » et les vieux oripeaux de religion et de morale officielle ; mais nous, les révoltés, nous avons avec nous la science et la justice.

Elisée Reclus.

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs l'apparition d'une nouvelle revue socialiste révolutionnaire en langue russe l'*Obschina* (la Commune), rédigée par un groupe de réfugiés dont quelques-uns collaborent déjà au *Travailleur*.

Par la publication mutuelle de leurs études, par l'échange de leurs renseignements, l'*Obschina* et le *Travailleur*, se donnant fraternellement la main, constitueront une double force au service de la Révolution sociale.

Nous souhaitons à nos amis de la Commune russe tout le succès que mérite leur tentative.

LE CONGRÈS OUVRIER

Ce n'est pas sans hésitation que nous prenons la plume pour dire ce que nous pensons de cette seconde assemblée des délégués ouvriers français.

Par où commencer? Comment finir? Ces travailleurs, ceux avec qui nous luttions hier et avec qui nous lutterons encore demain pour l'affranchissement de tous, faut-il, sans ménagements, sans respect pour leurs intentions, excellentes sans doute, faut-il, ne tenant compte que du but poursuivi, leur dire crûment que leur œuvre à été mauvaise, que leurs résolutions sont non-seulement nulles, mais dangereuses pour la cause qui nous est chère à tous?

Eh bien! oui; dussions-nous froisser nos amis, jusqu'à provoquer leur colère, oui, nous devons, malgré tout, leur dire qu'ils se sont trompés, et que leur congrès, plus faible encore que celui de Paris en 1876, sera, selon nous, une des plus tristes pages de l'histoire du Prolétariat français.

Oh! combien nous avions raison de redouter la protection que leur accordait la presse bourgeoise et le préfet de Lyon! Cette protection n'a que trop tôt porté ses fruits détestables.

Examinons en effet le but que se proposait le congrès et les moyens qu'il y a employés.

De tout ce qui s'est dit dans cette assemblée — répétition de celle de Paris — il ressort que les travailleurs ont, en grande majorité, cette double conviction, d'abord, que la bourgeoisie est, de par ses propres tendances économiques, l'ennemie née du prolétariat et, d'autre part, que l'Etat, organisme du principe d'autorité, défenseur naturel des priviléges sans lesquels il cesserait de vivre, ne *peut* vouloir l'affranchissement des salariés (1).

Les délégués eussent donc dû logiquement se préoccuper surtout des moyens de supprimer l'organisation économique bourgeoise et les priviléges soutenant l'Etat, afin d'obtenir la disparition de l'une et de l'autre à la fois. — Sans cela, les cris

(1) Discours des citoyens: *Lombard*, de Marseille (30 juin), — *Amat*, de Lyon (1er février), — *Ballivet*, de Lyon (2 février), — *Bellèle*, de Paris (3 février), — *Gayet*, de Grenoble (4 février). — Mandat impératif des délégués de Tarare (lu le 30 janvier). — Résolutions proposées, le 8 février, par les citoyens *Ballivet* et *Dupire*, sur les chambres syndicales et la représentation ouvrière au Parlement.
(*Tribune des Travailleurs.*)

de « Vive la République sociale » qui ont salué la plupart des orateurs, n'auraient ni valeur ni sens.

Or, qu'a-t-on fait, qu'a-t-on discuté au congrès, en vue d'obtenir ce double résultat ?

Mettons d'abord sous les yeux de nos lecteurs l'ordre du jour élaboré par la Commission organisatrice qui, avec une sollicitude touchante pour la bourgeoisie, n'a pas permis qu'on s'en écartât, menaçant, en cas d'infractions, de dissoudre la réunion.

Disons, en passant, que cette rogue et déplaisante Commission a usé de son autorité de façon à faire envie aux plus farouches commissaires de police qui, sous l'Empire, dissolvaient les réunions publiques, à Paris.

Voici donc les questions composant l'ordre du jour auquel les délégués ont eu le premier tort de se soumettre aveuglement :

1° *Travail des femmes ;*

2° *Chambres syndicales et associations coopératives ;*

3° *Crises industrielles et chômages ;*

4° *Instruction, enseignement professionnel, apprentissage ;*

5° *Représentation directe du prolétariat au Parlement ;*

6° *Caisses de retraites à la vieillesse et aux invalides de travail ;*

7° *Vagabondage et police des mœurs dans les contrées industrielles ;*

8° *Travail agricole et rapports entre les ouvriers des villes et des campagnes ;*

9° *Conseils de prudhommes.*

Demeurant fidèles à leur rôle de pionniers de la Révolution sociale, les délégués n'eussent dû envisager un pareil programme qu'au point de vue de la critique des divers phénomènes sociaux engendrés par l'économie bourgeoise, afin de prouver l'absolue nécessité d'y mettre fin.

Puis, passant à la recherche réellement *pratique* — c'est-à-dire scientifique — des bases sur lesquelles doit s'établir la nouvelle organisation du travail, afin d'empêcher le retour de ces monstrueux phénomènes, nos amis eussent dû alors accepter franchement l'examen du système de propriété individuelle, et du système collectif, ainsi que les discours des citoyens Dupire et Finance leur en fournissaient l'occasion, et vérifier lequel des deux systèmes répond le mieux à la solution cherchée.

On aurait pu voir alors de quel poids eussent été dans la discussion les arguments que le peintre positiviste *Finance* et le laboureur proudhonien *Jacquemin* ont tirés tout fourbis du vieil arsenal des économistes bourgeois, en faveur de la propriété individuelle.

Ont eût pu faire justice de toutes les banalités que ces trop

fidèles écoliers de Comte et de Proudhon, que ces admirateurs de la propriété, de la famille, de la Patrie et de l'Etat — (ils ont omis de se dire amis de la religion... positiviste) — sont venus débiter sur le respect des droits acquis, sur la nécessité de conserver des stimulants au travail individuel, et toutes autres ritournelles de même force dont les économistes font entre eux des gorges chaudes.... lorsqu'ils sont certains de n'être point entendus de leurs naïfs disciples !

On eût alors compris qu'il ne sufit pas de geindre sempiternellement sur la dureté des patrons, sur les abus de la propriété individuelle — qui est elle-même le plus formidable des abus — mais qu'il faut, ou se résoudre à porter toujours le bât et le licou, ou se mettre à saper résolument le principe même de la propriété.

Mais point.

Il s'est alors rencontré un citoyen *Pessey*, trouvant étrange qu'après « l'admirable discours de son ami Jaquemin, » on osât encore discuter une chose aussi sacrée que la propriété individuelle ! Puis le citoyen *Labouret*, au nom toujours de la Commission organisatrice, est venu déclarer « qu'en raison de leur responsabilité devant l'administration supérieure, » il ne serait pas toléré que pareille chose se renouvelât. — Et les délégués de *tolérer* qu'un des leurs eût l'impudence de leur tenir un semblable langage !

Hâtons-nous de dire que ces deux citoyens nous ont paru représenter tout spécialement la partie réactionnaire de ce congrès. — Ce qui leur a valu à tous deux les constants éloges de la *Tribune des Travailleurs*, organe dirigé ou du moins inspiré par le sénateur-ouvrier Tolain, ce transfuge du Socialisme et de l'Internationale.

Aussi, à la grande joie de la presse bourgeoise, les délégués se sont-ils traînés péniblement dans l'ornière tracée par l'ordre du jour que nous venons de reproduire.

Perdant alors de vue que les réformes visées, si humbles, si misérables soient-elles, ne se peuvent accomplir que par l'acquiéscement de la bourgeoisie, qui détient en même temps les capitaux et le pouvoir politique sous toutes ses formes ; oubliant qu'on a reconnu, avec raison, qu'il n'y a rien à attendre de cette même bourgeoisie, on en est arrivé à des résolutions — dites *pratiques* d'ailleurs — absolument incohérentes.

Nos lecteurs en seront juges.

Sur la question du travail des femmes — qu'on persiste, malgré tout, à regarder comme soluble en dehors de la question du travail en général et sans acception de sexe — voici la solution adoptée :

« Création de chambres syndicales ouvrières — application

» du tarif des corporations au travail des prisons — *Loi* rédui- » sant le nombre d'heures du travail— suppression des ouvroirs » et de tout travail dans les couvents.... etc. » — Sans dire, et pour cause, comment ces belles choses se pourront obtenir autrement que du consentement de gens qui se considèrent comme absolument intéressés à le refuser.

De même pour les chambres syndicales, reconnues comme devant venir aider la solution de toutes les questions posées, en donnant aux travailleurs la force nécèssaire pour faire exécuter les décisions prises par les corporations.— Ce à quoi il n'y a point à redire, mais ce à quoi aussi la bourgeoisie se gardera bien d'acquiescer, en supprimant les obstacles légaux de tous genres qui s'opposent à la formation des dites chambres syndicales. — Il serait vraiment trop naïf d'y compter.

Sur la question de l'enseignement et de l'apprentissage, le congrès, inspiré par le citoyen Desmoulins, grand admirateur de la colonie de Mettray, du congrès mômier récemment tenu à Genève à propos de la réforme des mœurs, et de toutes autres bonnes œuvres protestantes anglo-suisses, le congrès, disons-nous, a décidé que l'enseignement doit être *national*, laïque et obligatoire, et qu'une *loi* doit être demandée pour *régler* les contrats d'apprentissage.

Toujours une *loi* — on le voit — c'est-à-dire l'intervention de l'Etat bourgeois.

Puis, que veut dire à ce propos, un enseignement *national* ? — Le citoyen Desmoulins a bien tenté de l'expliquer en faisant entendre que ce devait être un enseignement placé en dehors de l'influeuce de Rome et des jésuites. — Mais on aurait pu lui répondre qu'en Suisse, par exemple, l'enseignement n'est pas sous cette influence, qu'il est national, laïque et obligatoire.... et que les choses, sous ce rapport, sont tout aussi détestables qu'autre part.

Enfin, le citoyen Desmoulins ayant tenu à son mot *national*, le congrès, pour ne le pas chagriner, j'imagine, l'a voté ainsi.

Quant à dire ce que sera cet enseignement ; sur quelles bases il reposera ; comment il sera gratuit et comment obligatoire, ce sont là de ces questions que des gens qui se piquent d'être *pratiques*, n'ont point à examiner.

Il est plus facile de débiter à satiété des phrases toutes faites sur la nécessité de « combattre la misère en détruisant l'ignorance. » — Notre ami Desmoulins et avec lui bon nombre de délégués n'y ont pas manqué.

Quant à la question relative à la représentation du prolétariat au Parlement, la même logique paraît avoir guidé les résolutions du congrès à son égard.

La plupart des délégués, en effet, n'ont pas failli à la tirade

obligatoire sur l'inutilité et même le danger pour les prolétai-de se faire représenter par des avocats (et ce n'est certes pas de cela que nous les blâmons).

Les citoyens *Dupire* et *Ballivet*, élevant le débat plus haut, ont, avec une grande logique, démontré que le parlementarisme, mode d'action exclusivement au service des intérêts bourgeois, ne pouvait, entre les mains du prolétariat, n'être qu'un moyen de river d'autant mieux ses chaînes, et qu'il y avait tout avantage pour lui au contraire à s'abstenir de toute participation au parlementarisme. (1)

Il va sans dire que malgré tout, on a conclu à la nécessité de nommer des députés ouvriers au Parlement.... pour y jouer le rôle qu'y ont tenu leurs devanciers, les uns complètement effacés, comme les Agricol Perdiguier, les Faure, les Gilland, etc., les autres se mêlant à toutes sortes de basses et viles manœuvres réactionnaires, comme les Peupin et les Tolain.

Donc le congrès a invité les chambres syndicales à préparer et à soutenir, le cas échéant, les candidatures ouvrières.... Ce qui fait qu'aux prochaines élections, il y aura certainement d'autant plus d'avocats à l'assemblée.

La question des caisses de retraites pour les vieillards et les invalides du travail a été résolue au moyen d'une invitation aux chambres syndicales de constituer les dites caisses à l'aide des cotisations fournies par les travailleurs.

Le moyen, on en conviendra, n'est pas d'une grande nouveauté. — Les économistes bourgeois le prêchent depuis assez longtemps. — Or c'est précisément là que gît la difficulté. Ou la quotité de leur salaire sera telle que les travailleurs pourront faire une épargne suffisante pour subvenir aux nécessités de l'époque à laquelle ils seront hors d'état de produire, et alors ils n'auront nul besoin de caisses de retraites, ou la situation de salariés dans laquelle ils se trouvent actuellement leur permet à peine de suffire à leurs besoins de chaque jour, et alors comment pourront-ils sérieusement alimenter vos caisses de retraites de façon à ce que celles-ci leur viennent efficacement en aide ?

Mais des gens *pratiques* ne peuvent songer à de semblables détails.

(1) Comme le leur a si clairement dit le citoyen *Ballivet*, le 2 février dans le remarquable discours dont nous extrayons le passage suivant:
« Ces libertés que vous demandez, supposons, en effet, qu'on vous » les donne, qu'arrivera-t-il ? que par le fait de l'organisation de » l'Etat, la réforme que nous revendiquons aujourd'hui, SERA LA LOI » QUI NOUS ÉCRASERA DEMAIN ! »

(*Tribune des Travailleurs.*)

Sur la question du vagabondage, on a trouvé le remède suivant — nous citons textuellement, afin de ne pas être accusé de critiquer de parti pris :

« Qu'au régime actuel de répression du vagabondage, on » substitue un régime tendant à *relever* et à *instruire* les jeunes » vagabonds. »

Quant à rechercher comment il pourrait et devrait même n'y avoir plus de *jeunes vagabonds*, qui, nous le supposons, ne le sont généralement pas par goût, il ne pouvait être permis à des gens *pratiques* et désirant ne pas indisposer « l'administration supérieure, » d'y songer un seul instant.

Toujours l'éternelle scie inventée par les Jules Simon et consorts : « Instruire l'ignorance pour détruire la misère. » Quand changera-t-on cette formule inventée par les malins pour endormir les imbéciles ?

Enfin, quant à la question de l'organisation du conseil des prudhommes — qui suppose naturellement le maintien des deux classes : *patrons* et *salariés* — pour la plus grande gloire de la liberté du travail — la Commission est allée jusqu'à demander que les femmes y pussent être admises.... à titre de « juges supplémentaires ! » — Quelle audace !

Il est vrai que, toujours en vue d'être aimable pour « l'administration supérieure, » la Commission organisatrice s'était énergiquement opposée — au nom d'une loi qui n'existe d'ailleurs pas — à ce qu'une femme fût chargée de présider une des séances du congrès !

Et penser que voilà bientôt trente ans que de courageux ouvriers de Paris plantèrent, au prix de leur sang, le drapeau de la Révolution sociale sur les barricades de Juin ! — Qu'il y a sept ans à peine, le prolétariat parisien se levait comme un seul homme pour conquérir l'affranchissement économique et politique de tous les travailleurs ! Que plus de cent mille socialistes payèrent alors de leur vie ou de leur liberté cette glorieuse tentative ! Que plusieurs milliers d'entre eux expient leur dévouement à cette heure sous le bâton des argousins des bagnes calédoniens, alors que leurs frères, réunis en congrès, déclarent qu'il serait *déplacé* de demander leur amnistie !

C'est à n'y pas croire — et pourtant cela est.

Heureusement, ce congrès en somme, nous en avons la certitude, n'a donné que l'expression des sentiments propres aux délégués qui le composaient et qui, inconsciemment ou non, valent mieux eux-mêmes que les discours insipides et malsains qu'il y ont prononcés pour la plupart.

Le caractère spontané et inattendu de la révolution du 18 mars 1871 en est la preuve. — Il n'y a donc pas lieu de trop s'inquiéter des tendances que les délégués ont manifestées à

s'accommoder de la misérable république bourgeoise que la France a le bonheur de posséder en ce moment.

Sans cela nous pourrions dire aux membres du congrès de Lyon que si, pour le malheur des générations futures, la bourgeoisie, moins inintelligente que les délégués, accordait satisfaction aux résolutions qu'ils ont votées, les délégués pourraient, à juste titre, être appelés les ORGANISATEURS DE LA MISÈRE !

G. LEFRANÇAIS.

Le 24 Février au Père-Lachaise.

A propos du trentième anniversaire de la révolution de Février, — d'où datera l'ère de la rénovation sociale, — un assez grand nombre de ceux qui représentent officiellement à cette heure la République, se sont réunis, le dimanche 24 février, au cimetière du Père Lachaise, à Paris, pour inaugurer le monument funéraire que Mme Ledru-Rollin y a fait construire à la mémoire de son mari.

Si cette cérémonie n'eût eu qu'un caractère intime et si les journaux prétendus démocratiques n'en eussent profité pour la glorification posthume des «gens du Provisoire,» nous n'eussions point cru devoir en parler. Mais en face de l'espèce d'apothéose qu'on a prétendu organiser en faveur de ceux qui, en 1848, trahirent de parti pris et de leur propre aveu, le mandat que le peuple leur avait confié, nous devons réduire cette apothéose à sa juste valeur et arracher les couronnes que les survivants parmi ces traîtres se sont impudemment posées sur le front, durant cette indigne comédie.

Que Victor Hugo, avec cette facilité d'oubli qui le caractérise, soit venu déclâmer ses monotones dythirambes sur la tombe de celui qu'il combattit de son vivant, alors que, collègue de Changarnier et de Thiers à la fameuse ligue de la rue de Poitiers, il dénonçait les républicains aux fureurs réactionnaires dans sa célèbre affiche « *La République rouge*, » il n'y a rien d'étonnant à cela : l'*enfant sublime* en a fait bien d'autres, et nous ne sommes pas au bout.

Que l'avocat Crémieux, converti à la République juste à l'heure où le peuple de Paris l'empêchait, à la Chambre des députés, de proclamer la régence de la duchesse d'Orléans, évoque, entr'autres, devant son auditoire de bourgeois, l'*ombre vénérée* de Marie, le complice de Cavaignac dans l'assassinat

des travailleurs, en juin 1848 ; que Crémieux chante les louanges du bourgeois Carnot, ne voyant dans la révolution que le moyen de créer, sous le titre « d'école d'administration, » une nouvelle fabrique de mandarins émargeant grassement au budget, cela n'a rien de surprenant.

Que Gambetta s'abrite à l'ombre de la statue de Clément Thomas, qui, deux fois promu au grade de général de la Garde nationale, ne sut, en 1848 et en 1870, faire autre chose qu'insulter gratuitement les travailleurs, ce dont ceux-ci firent enfin justice le 18 mars 1871, cela nous semble très-logique.

Mais il s'est dit à cette cérémonie des choses qui dépassent vraiment en cynisme et en tartufferie tout ce que n'aurait pas osé l'impudence même des bonapartistes, passés maîtres pourtant dans ce genre !

Faisant du gouvernement Provisoire de 1848 une apologie dont l'orateur s'accordait naturellement une large part, M. Louis Blanc, ce tartuffe socialiste trop connu, n'a-t-il pas eu l'audace d'affirmer que ce gouvernement se maintint au pouvoir par la seule force de la raison, sans recourir ni à l'armée, ni à la magistrature, ni à la police ; sans avoir fusillé, ni déporté, ni proscrit personne !

Il fallait vraiment que cet homme eût une rude confiance dans le peu de mémoire ou dans l'hypocrite complaisance de ceux qui l'écoutaient, pour leur tenir un semblable discours !

Eh quoi ! vous prétendez, M. L. Blanc, que ni vos complices ni vous, n'avez jamais eu à recourir à la force ?

Et le rappel, battu, le 16 avril, par vos soins à tous, contre les délégations ouvrières parties du Champ-de-Mars ?

Et les gardes nationales bourgeoises envoyées par vous tous, et à la tête desquelles devait se placer Changarnier, pour repousser ces délégations ?

Et le massacre des ouvriers de Rouen, le 23 avril, et l'état de siége proclamé dans cette ville, la livrant à la discrétion du maréchal Gérard ? Et le juge Frank Carré chargé de faire procéder aux arrestations et d'instruire la procédure ? Et les condamnations aux travaux forcés qui furent prononcées ? — Qu'en faites-vous donc ?

Et la répression du 15 mai, à laquelle procédèrent vos amis Ledru-Rollin, Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, qui remplirent le Donjon de Vincennes des plus dévoués défenseurs de la République ? Etait-ce un rêve, citoyen Louis Blanc ?

Et l'effroyable boucherie de juin, organisée par ces mêmes hommes ? Et les fusillades sommaires, et les arrestations en masse, et les transportations sans jugement, et les condamnations à mort (dont deux furent exécutées), et celles aux travaux forcés ? Etait-ce donc un simple songe, citoyen Louis Blanc ?

« Oh ! » répondez-vous, hypocritement, « ceci regarde la » Commission exécutive, qui avait remplacé le gouvernement » provisoire depuis le 5 mai. »

Mais de qui était-elle composée cette Commission ? Tous ses membres n'étaient-ils pas du précédent gouvernement ? Et n'était-ce pas leurs « *ombres vénérées* » qu'évoquait tout-à-l'heure Crémieux, un autre de vos complices en trahison ?

Il faut, nous le répétons, une fière impudence, pour oser ce que vous avez fait, citoyen Louis Blanc !

Cependant les Travailleurs peuvent recueillir un grand enseignement de votre discours.

Vous avez dit que, malgré ses fautes (il aurait été plus exact de les qualifier de crimes), le gouvernement de 1848 peut soutenir la comparaison avec les *meilleurs* gouvernements qui aient jamais existé.

Nous sommes absolument de cet avis, mais pouvant, l'histoire à la main, fournir les preuves que ce gouvernement est seulement digne d'exécration, nous en devons conclure que, puisqu'il fut un des meilleurs, les peuples n'ont rien de plus pressant à faire que de les supprimer tous.

G. Lefrançais.

A PROPOS DE « L'ANARCHIE »

A la Commission de rédaction du Travailleur.

Chers citoyens et amis,

J'ai lu et relu l'article du citoyen Elisée Reclus sur « l'Evolution légale et l'Anarchie » et, je ne le cacherai pas, tout anti-anarchiste que je suis, j'en ai d'abord été ébloui.

Si nous devions vivre dans l'éternel idéal, rien de plus splendide, de plus largement conçu, que la lettre de notre ami au compagnon *Baux*, de Buenos-Ayres.

Comment, en effet, ne pas être d'accord avec lui, sur le mépris que doivent inspirer les petits procédés tant préconisés par les républicains bourgeois et même par les *faiseurs* du socialisme, comme devant faciliter l'affranchissement des travailleurs, alors que ces procédés ne peuvent qu'énerver toute initiative révolutionnaire ?

Comment ne pas faire chorus avec l'homme qui démontre

d'une façon si lumineuse et si péremptoire tout ce qu'a de faux et de démoralisant cette « Evolution légale, » au moyen de laquelle certains d'entre nous se plaisent à supposer encore que l'Etat, tombant des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat, pourrait ainsi devenir l'organisateur suprême de la Révolution sociale ?

Combien enfin est nette et sans réplique la critique du citoyen Elisée Reclus, nous faisant toucher du doigt ce qu'offre de dangers, pour l'affranchissement économique de tous, la réussite des associations coopératives, créant, par leur succès même, de nouveaux obstacles à cet affranchissement !

Pourtant, bien que d'accord avec lui et avec vous tous, sur ces divers points, plus que jamais je repousse le titre d'anarchiste pour me contenter de celui d'*anti-autoritaire.*

Et tout d'abord, quoi qu'en dise le citoyen Reclus, je persiste à penser que, malgré toutes explications philologiques, l'anarchie restant pour la grande généralité synonyme de désordre, il est inutile de perdre son temps à vouloir redresser à ce propos l'opinion publique.

« Ah ! pour l'amour du grec, faut-il qu'on s'embrasse ? »

Puis, est-ce bien la seule peur d'être incompris pour un mot, qui me fait vous adresser les objections que soulève dans mon esprit l'article dont il s'agit ?

Franchement, ce n'est pas seulement le mot qui m'offusque. Le « dragon qui veille au seuil du palais anarchique » est beaucoup plus malfaisant, à mon avis, que ne le suppose notre ami.

L'article du citoyen Reclus repose en somme sur l'*idéal*, c'est-à-dire sur une conception en dehors de la vie réelle et de ses besoins. Il a surtout pour objet d'inspirer aux révolutionnaires le désir de réaliser le fameux « fais ce que tu veux » par lequel il se termine. Et c'est bien ainsi que l'entendent du reste les vrais anarchistes. — Ceux qui vont jusqu'au bout.

Ils ne comprennent la Révolution sociale que comme une situation économique garantissant à l'individu une telle somme de liberté, que ce dernier pourra travailler quand il lui plaira ; faire de la matière ce qu'il voudra ; disposer aussi de son produit comme il lui conviendra, à ce point même qu'il le puisse détruire à sa fantaisie. Enfin, ils aspirent à un état social tel, que, tout pacte, toute convention étant considé-

rée comme une aliénation de la liberté des contractants n'aura plus raison d'être et qu'également disparaîtra toute organisation qui, sous le nom actuel de *services publics*, supplée à l'insuffisance de l'individu, pour lui garantir, non seulement la satisfaction de ses besoins les plus immédiats, mais de ceux que lui crée chaque jour le développement de ses facultés.

Sans doute, le citoyen Reclus peut ne pas partager cette façon de penser des anarchistes conséquents, lui, dont la vie entière aura été un continuel hommage rendu au principe de solidarité consciente, vers la réalisation de laquelle aspirent les socialistes. Mais qu'importe, si la logique de la conception y conduit forcément ceux qui la veulent traduire en faits ?

« Faire ce qu'il voudra, » tel est bien réellement le but poursuivi par tout véritable anarchiste.

Certes, si l'on suppose la chose réalisable et si l'on peut surtout en démontrer la possibilité, — car la supposition seule ne saurait suffire, — je ne vois pas en effet pourquoi l'on s'effraierait du « monstre, » — mais c'est là justement qu'est la question.

Or, sans parler des découvertes de la physiologie, démontrant, dit-on, que la liberté n'existe pas plus pour l'homme que pour tout autre animal — ce que je n'ai d'ailleurs qualité ni pour affirmer ni pour combattre, — or, dis-je, comment peut-on prétendre à démontrer que l'*individu* deviendra libre de produire à sa fantaisie et de faire de son produit ce qu'il voudra, en présence des affirmations contraires qui ressortent à chaque instant de la constatation des faits, touchant la solidarité dans les diverses séries de l'ordre économique ?

Je dis *individu*, à cette occasion, pour qu'il soit bien entendu qu'il s'agit, non d'un type ou de l'espèce considérée dans la collectivité, mais bien (en raison même de la théorie de l'anarchie) de *chacun* des individus qui composent l'espèce entière.

Car il me semble à cet égard que les socialistes, plus que personne, doivent battre en brêche cette entité psychique appelée *homme*, au bénéfice de laquelle, sous prétexte d'un progrès très-discutable, les droits de l'individu ont été constamment sacrifiés.

Mais, à cause de cela même, il est nécessaire de tenir compte des conditions économiques auxquelles se rattachent la garantie et la satisfaction de ces droits.

Et c'est précisément dans l'analyse de ces conditions, que nous trouvons la meilleure critique du caractère purement abstrait de la conception anarchiste.

Il n'est pas un produit en effet, si simples qu'en soient les éléments, qui n'ait nécessité le concours d'efforts collectifs. Or, lequel des auteurs de ce produit pourrait prétendre à détruire, de par son seul caprice ou son seul intérêt, le résultat obtenu par ses collaborateurs?

Et, si l'on convient qu'une telle prétention serait injuste, que devient alors l'anarchie?

Mais, répondra-t-on, il ne s'agit point de l'homme tel que nous le connaissons aujourd'hui et dont les facultés, surexcitées par des intérêts antagoniques ou de malsaines fantaisies, sont en rupture constante d'équilibre.

Nous avons en vue, au contraire, l'individu transformé de telle sorte, par une éducation rationnelle, qu'il ne puisse concevoir la satisfaction de ce qui lui est propre que dans la garantie des intérêts collectifs et solidarisés.

Soit. Mais c'est donc que, alors votre *individu*, ainsi transformé, ne fera pas *ce qu'il voudra,* mais seulement ce que la raison lui aura fait concevoir comme strictement conforme à ses besoins mieux équilibrés.

D'autre part, l'individu, par le fait même du développement intégral auquel il aspire et auquel il a droit, verra chaque jour s'accroître la somme de ses besoins, sans que la durée normale de son existence s'augmente en proportion. Il sentira de plus en plus la nécessité de suppléer à la durée par une nouvelle puissance de production qu'il ne pourra trouver que dans la force collective elle-même et, là encore, la grande loi de solidarité lui fera comprendre, mieux que le christianisme, la justice désormais indiscutable de cette maxime : « Qui ne travaille pas ne doit pas manger. »

Qu'à donc à faire en ce cas l'idéal anarchiste dans le terrible problême social dont la solution s'impose à nos esprits ?

Est-ce donc une conception idéale pure qui a soulevé la sublime tempête de 1871 ? Est-ce en vue d'une simple spéculation intellectuelle qu'ont cessé de battre, avant le temps, ces milliers de braves et dignes cœurs qui avaient cru voir, dans le nouvel avénement de la République, la fin de leurs misères et surtout la possibilité de meilleurs jours pour leurs enfants ?

Est-ce par amour de l'idéal seulement, que notre ami, lui, l'homme d'étude, avait pris le fusil et combattait dans les rangs des fédérés de la Commune?

« Laissez les morts enterrer leurs morts, » nous dit le citoyen Elisée Reclus.

Tout cela, à mon avis, sent encore trop le christianisme, doctrine extra-humaine avec laquelle nous devons rompre pour toujours. Ce qu'il y a de vrai, ce pourquoi les travailleurs de tous pays tendent à organiser le grand soulèvement définitif, c'est précisément qu'ils en veulent finir avec toutes les constitutions sociales reposant sur des abstractions et aboutissant toutes à leur asservissement. C'est qu'ils veulent que les trois phénomènes de la vie, *production*, *circulation*, et *consommation* se réalisent, non pas seulement chez quelques-uns, mais chez tous, et dans la mesure que comportera le complet développement des facultés de chacun.

Sans doute nous sommes d'accord sur ce point, que toute organisation autoritaire, c'est-à-dire résultant d'une volonté autre que celle des intéressés, doit être reconnue comme impuissante à créer cette nouvelle situation économique, négation même du principe d'autorité, de toute raison d'Etat.

Aussi est-ce pour cela que l'expression *anti-autoritaire* me semble mieux caractériser le but réellement poursuivi par les socialistes révolutionnaires.

L'*Anarchie*, au contraire, conduisant logiquement à la poursuite tout idéale du « fais ce que tu veux, » pourrait bien, contre le gré de ses partisans, nous ramener tout simplement, par l'exaltation de l'individualisme, à la devise si chère aux bourgeois: « Gloire au plus fort et au plus adroit ! »

G. Lefrançais.

Au compagnon Lefrançais.

Cher compagnon,

Je vous remercie de m'avoir écrit. Vous me donnez ainsi l'occasion de m'expliquer en peu de mots sur un côté de la question que j'avais laissé dans l'ombre, ne prévoyant point qu'il pût exister à cet égard le moindre doute dans les esprits.

Il est inutile de revenir sur la discussion relative aux mots

d'anarchie et d'anarchistes. Ces termes me paraissent bons, parce qu'ils ont l'avantage d'être conformes à l'étymologie et à la logique, et plus encore, parce qu'ils secouent un peu de sa torpeur habituelle l'intelligence de ceux qui les entendent pour la première fois. Mais ces critiques dussent-elles même être fondées, il serait trop tard maintenant pour y faire droit. Désormais amis et ennemis nous connaissent sous le nom d'anarchistes, et je crains que les « anti-autoritaires » ne risquent fort d'être confondus avec nous.

Arrivons à l'objection capitale de votre lettre. La voici : Les anarchistes conséquents n'ont aucune idée de la solidarité. Ils pourront « faire de la matière ce qu'ils voudront, disposer de leurs produits comme il leur conviendra, les détruire à leur fantaisie et faire disparaître même toute l'organisation des services publics qui supplée à l'insuffisance de l'individu. »

Ces critiques seraient justes si les anarchistes n'étaient pas en même temps collectivistes, et ne saisissaient toutes les occasions de combattre la propriété privée. Or, si la terre entière devient pour l'humanité un champ de travail collectif, si chaque produit est le résultat des efforts de tous, comment l'individu isolé pourrait-il prétendre au droit de détruire une partie quelconque de l'avoir social ? Et si, par l'aménagement scientifique de la propriété collective, nous transformons la nature en un immense organisme mis à la disposition de l'homme et vibrant à sa moindre volonté, comment pourra-t-on nous accuser de troubler les « services publics ? »

La liberté de l'individu, le bien-être solidaire de l'humanité, tels sont les deux buts que nous poursuivons et qui doivent se servir l'un à l'autre de moyens de réalisation. Sans la liberté complète de l'homme, c'est-à-dire sans le développement intégral et le jeu régulier de toutes ses forces, le trouble persiste dans le corps social et la Révolution reste le fait nécessaire ; sans le fonctionnement régulier de la société dans son ensemble, l'individu ne peut que souffrir, vivre dans la misère, l'ignorance et le vice. C'est ainsi que dans le corps humain le jeu normal de la cellule et la santé générale de l'être dépendent absolument l'un de l'autre. Le dualisme de l'individu et de la société s'harmonisent et se confondent.

Est-ce là de l'idéal ou même du « christianisme, » comme vous le dites ? Nous croyons, au contraire, que c'est de la

science. Et c'est aussi aux méthodes scientifiques, à l'observation et à l'expérience que nous aurons recours pour étudier les conditions normales du groupement des hommes. La sociologie n'est pas autre chose que cette étude, et déjà elle a mis hors de doute pour nous deux faits primordiaux : d'une part, que l'homme, solidaire de tous les autres hommes, périt par l'isolement ; d'autre part, que tout progrès social s'accomplit par le ressort des volontés individuelles. Ce sont-là des « lois » scientifiques, bien différentes de ces lois extérieures que nous impose l'Etat, et contre lesquelles nous sommes en révolte permanente. C'est pour nous conformer à la première de ces lois reconnues par notre raison que nous sommes collectivistes ; nous sommes anarchistes pour nous conformer à la seconde. Pourrait-il en être autrement et ces lois ne se montrent-elles pas à nous avec l'évidence d'une solution mathématique ?

Nous aurons souvent l'occasion de traiter ces questions dans le *Travailleur*. Mais n'êtes-vous pas d'accord avec nous puisque vous voulez aussi que toute société se fonde « de la libre volonté des intéressés et contre l'autorité de tout groupe extérieur constituant l'Etat. » En dehors de la libre volonté que vous admettez comme moi, en dehors de la solidarité que je reconnais comme vous, y a-t-il un autre principe, à moins que ce ne soit le miracle comme le veulent les chrétiens, ou l'autorité autre forme de caprice, comme le veulent les « hommes de gouvernement. »

Elisée Reclus.

CONDITIONS HYGIÉNIQUES DU TRAVAIL

DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

(Suite)

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DES POUSSIÈRES MINÉRALES.

Poussière de charbon. Les professions qui exposent les ouvriers à l'inhalation de la poussière de charbon sont en première ligne celles des *houilleurs* et des *fondeurs,* viennent ensuite les *employés des chemins de fer*, les *chauffeurs*, les *ramoneurs*, etc.

Ayant examiné les conditions des *houilleurs* dans notre premier article nous n'avons plus à y revenir ; nous nous contenterons cette fois de tracer les conditions hygiéniques faites aux *fondeurs en cuivre*, ce qui nous permettra de juger plus ou moins les dangers auxquels sont exposées d'autres professions analogues.

La partie la plus dangereuse du travail du fondeur est la *facture du moule* et spécialement le *saupoudrage*, opération qui consiste à couvrir la surface intérieure du moule d'une couche de poudre de charbon. Pendant cette opération, l'atmosphère de l'atelier est obscurcie d'épais nuages de cette poudre continuellement respirée par les ouvriers. A l'heure qu'il est, le saupoudrage avec le charbon ne s'emploie que par les mouleurs en fonte, les mouleurs en cuivre en sont débarrassés en France depuis un certain temps. Notons-le en passant, dans cette question, comme partout, ce ne fut ni l'*Etat protecteur* ni la philanthropie qui ont apporté cette petite amélioration dans la profession des fondeurs. Ce fut par une lutte longue et acharnée, par une série de grèves principalement à Paris depuis 1853 qu'on parvint à forcer les patrons à substituer la poussière de fécule à la poussière de charbon. Encore se trouve-t-il des bourgeois ingénieux qui trompent leurs ouvriers en employant du charbon blanchi. Touchant exemple de ce progrès préparé par leurs *frères aînés*. Quant aux ouvriers mouleurs en fonte ils continuent à employer la poussière de charbon au détriment de leur santé.

Après le saupoudrage vient le *séchage du moule* ne présentant pas de danger, le *coulage* de la fonte suivie d'un dégagement considérable de fumée respirée par les ouvriers, le *flambage* présentant les mêmes inconvénients et enfin le *saupoudrage* de l'objet moulé, renouvelant les mêmes dangers que le saupoudrage du moule.

Quel est le résultat de ce travail ? Des bronchites, un malaise et une faiblesse générales, une oppression continue, une toux qui augmente sans cesse, des crachements de sang et des expectorations de masses noires qui épuisent l'ouvrier de plus en plus ; puis des maladies consécutives du cœur, diarrhées, œdèmes, finissant par l'épuiser à tel degré qu'il ne peut travailler qu'à de longs intervalles, pendant la belle saison, mais toujours sans pouvoir *arracher* une journée entière. Peu après le malheureux ira mourir d'asphyxie dans un hôpital quelconque, — si on veut bien l'y recevoir.

Comment M. Parent-Duchatelet a-t-il pu dire : « nos charbonniers ne sont pas plus sensibles à la poussière du charbon, assez dur pour polir les métaux, que nos mineurs à celle de la houille ! » Est-ce ironie de sa part ? Il n'ignorait sans doute pas

la statistique des houilleurs dont nous avons nous-mêmes donné un aperçu dans le *Travailleur* (n° 6). Et pourtant M. Parent-Duchatelet déclare purement et simplement la poussière de charbon inoffensive et la condition hygiénique des ouvriers excellente. En termes modérés cela s'appelle « fausser la science. » C'est én réalité un attentat à la santé de la masse des producteurs, mais comme cela se fait au bénéfice de la bourgeoisie il n'est compliment dont cette affirmation ne paraisse digne.

En parlant de la phthisie chez les houilleurs, nous avons mentionné un fait étrange constaté dernièrement par *Hirt*, c'est que la phthisie est plus rare chez les ouvriers exposés à l'inhalation de la poussière de charbon que chez ceux qui n'ont à respirer aucune poussière. Cette constatation a naturellement donné lieu à certaines gens de déclarer non seulement inoffensive mais encore salutaire l'inhalation du charbon. Quoi qu'il en puisse coûter à ces observateurs superficiels, nous devons dire qu'il ne faut pas confondre deux choses distinctes; il est vrai qu'on a constaté ce «phénomène» qu'avec l'inhalation du charbon on observe une diminution des cas de phthisie, A côté de cela, l'inhalation de ce même charbon devient la source d'une autre maladie, plus lente, mais frappante, qui n'est pas de la phthisie tuberculeuse portant son caractère pathologique et clinique, qui, sous le nom différent d'*anthracnose*, ne fait que remplacer la phthisie,

Les poumons de l'ouvrier mort d'anthracnose sont noirs comme le charbon qu'il respirait, et tous les tissus des poumons sont imprégnés de charbon, dont les particules se voient en masse, quand on examine sous le microscope un fragment de poumon. La plus grande partie est parsemée de noyaux noirs et compacts, qui, à d'autres endroits, se sont transformés en cavernes, pleines d'une masse liquide et noire. Les parties des poumons relativement intactes sont rétrécies et comprimées.

Hirt évalue la fréquence des maladies des organes respiratoires chez les ouvriers respirant la poussière de charbon à 46, 9 sur 100 cas de maladie,

Poussière de tabac. L'influence malsaine produite par la poussière de tabac se manifeste surtout dans la fabrication du tabac à priser. Voici en quelques mots quels sont les procédés de cette fabrication. La première opération consiste dans le hachage, puis le tabac, en énormes masses, parfois de 300,000 à 400,000 kilogrammes, est enfermé dans des magasins ; il ne tarde pas à s'échauffer et la température s'élève bientôt à 80 degrés; il y a alors un dégagement considérable de gaz qui donne à l'atmosphère des qualités irritantes et une âcreté difficile à supporter. Lorsque après 5 ou 6 mois la fermentation est

jugée suffisante, on procède à la démolition de ces blocs de tabac; une vapeur épaisse et fumante s'en dégage; on procède alors au *râpage*. Puis le tabac subit une deuxième fermentation qui s'opère dans des espèces de cellules où le tabac pressé et foulé, est, autant que possible, à l'abri du contact de l'air. Le tabac est ensuite extrait d'une cuve pour être transporté dans une autre, l'ouvrier, obligé une pelle à la main, d'agiter la poudre encore brûlante, en emplit des hottes et des sacs; il est alors soumis à une atmosphère âcre et infecte, qui lui pique les yeux, lui irrite la gorge et provoque des suffocations.

A la fermentation en cellules, succède le *tamisage*, qui aujourd'hui est exécuté à la vapeur; malgré ce perfectionnement, l'ouvrier respire le tabac qui voltige en fine poussière. (*Proust*, traité d'hygiène, pages 168 et 169.)

Les effets d'une pareille atmosphère et de la poussière abondante qu'elle contient ne se font pas attendre. Sur 100 confectionneurs de cigares, par exemple de 12 à 16 ans, nouvellement entrés dans une fabrique de tabac, 72 tombent malades dans les premiers 6 mois; la maladie dure une ou plusieurs semaines (*Proust*, d'après *Kostial*, page 170). Et dire que les cigarières sont dans de bien meilleures conditions que les ouvriers de tabacs à priser ! La maladie consiste en *congestions*, *insomnies*, *palpitations de cœur, fièvres*, *catarrhes d'estomac*, etc. Ces premières attaques passées, suit une certaine acclimatation, mais qui n'est que relative et temporaire, et qui est bientôt suivie d'effets plus graves et plus profonds. Ce fait d'acclimatation relative a pourtant servi de prétexte à plusieurs médecins pour déclarer *absolument inoffensive* cette profession; il est vrai qu'à leur tour d'autres médecins plus consciencieux la jugeaient comme une *des plus dangereuses*.

Le travail dans une atmosphère pleine de poussière et d'émanations de tabac est surtout funeste aux ouvrières nourrices ou enceintes; le lait s'impreignant d'une odeur de tabac très prononcée, les avortements par suite de la mort du fœtus, la présence de la nicotine dans les eaux du bassin, la mort fréquente des nourrissons à la suite de maladies du cerveau; — tout cela suffit pour montrer que la professi on est loin d'être bénigne et même *salutaire*, comme a osé le déclarer le vicomte Siméon, ancien directeur général de l'administration des tabacs en France.

Parmi les autres professions exposant les ouvriers à l'inhalation des poussières végétales, nous avons à mentionner les *scieurs de bois*, *menuisiers*, *charpentiers*, *ébénistes*, *tourneurs*, *tonneliers*, *batteurs en granges, vanneurs*, *meuniers*, *boulangers*, *et les ouvriers employés à la fabrication des crayons.*

La fabrication des crayons et le métier de boulanger sont les deux professions de ce groupe qui présentent le plus de dangers, aussi en dirons-nous quelques mots, laissant de côté les autres.

Les ateliers où l'on scie au moyen de petites scies mécaniques les morceaux de bois servant pour la fabrication des crayons, sont pendant toute la journée remplis d'épais nuages bruns de poussière de bois. Un homme qui n'est pas *habitué* à séjourner dans une pareille atmosphère ne peut y rester plus de quelques instants, des accès violents de toux le forcent bientôt à se retirer. Ici l'on n'observe même pas cette *acclimatation provisoire* signalée dans l'*industrie* du tabac : la plupart des ouvriers ne restent que très peu de temps dans l'atelier ; des bronchites, une toux continuelle viennent bientôt leur rendre le travail presque impossible, et ils se sauvent pour embrasser un autre métier. C'est pourquoi ce travail si dangereux ne présente pas de ces données statistiques si alarmantes, que nous avons observées dans d'autres professions dont les ouvriers subissaient pendant longtemps les dangers. Ceux des ouvriers de la manufacture de crayons qui ne veulent ou ne peuvent quitter ce travail à temps, succombent presque tous à des affections pulmonaires sérieuses. (*Hirt*, pages 201 et 202).

Dans le métier de boulanger, la poussière de farine que respirent les ouvriers ne joue qu'un rôle secondaire en comparaison des autres conditions de leur travail. C'est surtout le travail pénible et épuisant du *pétrisseur* (geindre) qui occasionne fréquemment des *maladies de cœur*, et le travail nocturne, qui amène à la longue l'ouvrier à un état d'anémie et d'affaiblissement qui explique le peu de résistance qu'opposent en général les boulangers en temps d'épidémie. Ce fait a été constaté d'une manière éloquente lors de la peste de Marseille en 1720 : *tous les boulangers furent emportés par l'épidémie*, et ceux des villes voisines dûrent être appelés pour subvenir aux besoins de la consommation. Le même fait a été observé lors de plusieurs pestes en Orient ; les boulangers succombent également plus facilement que le reste de la population au typhus, au choléra, à la fièvre jaune (*Layet*, d'après Patissier.)

A l'influence de la poussière de farine, qui se manifeste par des bronchites et leurs conséquences, s'ajoute une poussière qui provient des moisissures se développant durant la préparation, et qui produit des *rhumes*, des *ophthalmies*, des *inflamations eczemateuses* de la peau etc. Les ouvriers qui sont chargés de la cuisson, obligés de travailler à une température très-élevée, sont souvent atteints de rhumatismes, à lasuite desquels viennent fréquemment des maladies de cœur.

Pour ne point parler en détail des autres professions du genre dont nous nous occupons dans ce chapitre, disons seu-

lement, pour terminer, que pour les professions en apparence presque inoffensives des *menuisiers* et des *tourneurs*, sur 100 cas de mort, la première de ces professions présente 46 cas de phthisie et la seconde 66,6

PROFESSIONS EXPOSANT A L'INHALATION DES POUSSIÈRES ANIMALES.

Industrie de la laine. — Cette industrie qui occupe en France environ 500,000 ouvriers présente beaucoup moins de dangers que l'industrie du coton, bien que le travail de ces deux professions offre une grande analogie. Cela tient à ce que le *peignage* de la laine ne produit heureusement que peu de poussière, la laine étant imbibée d'huile avant d'être peignée. De plus les ateliers sont plus vastes et mieux aérés, et la température y est moins élevée que dans les filatures de coton,Le *battage* se faisant à l'air libre ne présente également que peu de dangers.

Les autres parties du travail, telles que le *triage* (désuintage), le *lavage*, le *dégraissage*, ont souvent pour conséquence des *furoncles*, des *érysipèles*, des éruptions diverses.

Hirt évalue la mortalité pour les ouvriers des manufactures de drap à cinq pour cent; leur vie moyenne, d'après lui, est de 57 à 59 ans.

Industrie de la soie. — Elle compte en France à peu près 300,000 ouvriers et ouvrières. En général les conditions hygiéniques de cette industrie sont déplorables et exercent sur la santé une influence des plus funestes.

La plupart des manipulations de la soie exigent une température très-chaude et humide, qui expose l'ouvrier aux refroidissements, tandis que d'autres parties du travail demandent juste le contraire. En Suisse, par exemple, la fabrication d'une certaine gaze en soie écrue s'accomplit dans des caves, au sein d'une atmosphère humide et glacée, afin d'empêcher les fils de soie de se briser. Quant à la santé des malheureux que la faim contraint à se livrer au travail dans ces cachots, c'est la dernière chose à laquelle on pense.

En ce qui touche à l'inhalation de la poussière, il faut signaler spécialement le *cardage* de la bourre de soie.

En France, ce travail est surtout concentré dans les maisons de détention du Midi, notamment dans les prisons de Nimes et de Montpellier. Un rapport, adressé au ministre de l'intérieur (1840), sur l'influence de ce travail, constate que les *cardeurs* de la maison centrale de Nimes ont fourni plus d'entrée à l'infirmerie, à eux seuls, que toutes les autres professions réunies. (*Proust*, d'après Boileau de Castelnau.)

Les conséquences du travail du *cardeur* sont la toux longue

et fatigante, l'asthme, le crachement de sang et la phthisie. Il faut aussi mentionner le *mal de ver* ou de *bassine*, éruption qui atteint les mains des ouvrières chargées de tirer et de réunir les fils du coton après qu'ils ont été trempés et désagrégés par l'eau chaude.

Brossiers, coiffeurs, selliers, tapissiers, pelletiers, chapeliers. — Toutes ces professions sont sujettes à l'inhalation de la poussière. A la poussière minérale, se joignent ici des fragments de poils et de cheveux, de là naissance de la phthisie.

Sur 100 malades on y compte les chiffres suivants de phthisiques :

Brossiers, —	Coiffeurs, —	Tapissiers, —	Pelletiers,
49, 1.	22, 1.	25, 9.	23, 2.
Chapeliers, —	Selliers,		
13, 5.	12, 8.		

Les brossiers, selliers et pelletiers sont en plus sujets à la *pustule maligne*.

Epuration des plumes et du duvet. Elle produit des *ophtalmies*, des *catarrhes* chroniques des voies respiratoires se terminant souvent par la phthisie. Les mêmes dangers menacent les ouvriers employés au triage des plumes destinées à la fabrication des garnitures. Chez un de ces ouvriers, on trouva, à l'autopsie, après sa mort, les bronches presqu'entièrement remplies de duvet, (Hirt, *loc. cit.* p. 236.)

Dans un prochain article nous passerons en revue une autre série des dangers professionnels créés par les conditions actuelles du travail.

A. OELSNITZ.

(*A suivre*.)

Notre dernier numéro reproduisait une lettre du citoyen Lefrançais adressée en son nom personnel au *Bulletin de la Fédération jurassienne*, au sujet d'une question de principe posée par ce journal, concernant la double collaboration supposée d'un de nos amis à la rédaction du *Travailleur* et du *Réveil* de Paris.

Le *Bulletin*, seul en cause pour nous dans cette affaire, ayant reconnu la justesse des observations contenues dans la lettre du citoyen Lefrançais, nous considérons l'incident comme clos.

Nous n'insérerons donc pas la lettre que nous a envoyée sur le même sujet le citoyen A. Pierron.

VERVIERS.

Notre Parlement s'occupe, en ce moment, d'élaborer une loi portant suppression du travail des enfants dans les mines. Nos socialistes opportunistes ont l'œil fixé sur nos représentants et particulièrement sur l'élu des unitaires libéraux de Bruxelles.

La question prend une belle tournure! Nos libéraux défendent la question avec une énergie inouïe!! Et, pour cette fois, je crois qu'ils l'emporteront, car nos catholiques semblent vouloir s'y rallier, par cette considération qu'il est inadmissible que l'enfant puisse travailler avant d'avoir fait « sa première communion !!! »

Le Ministre des Travaux publics a proposé d'interdire le travail dans les mines aux enfants âgés du moins de 12 ans; il reste bien entendu que notre bienveillant ministre n'a pas manqué d'ajouter une réserve stipulant que la dite loi ne s'appliquerait pas aux enfants qui sont actuellement occupés dans cette industrie. Voilà, je crois, la seule modification qui sera apportée à la loi du 3 Janvier 1813, laquelle interdisait le travail dans les mines aux enfants âgés de moins de 10 ans Il y a tout lieu de croire que le projet de loi présenté par le gouvernement sera adopté à la presque unanimité; mais cette loi ne vise que l'industrie minière: cependant, et divers orateurs l'ont fait observer, le mal est aussi criant dans plusieurs autres industries comme par exemple, dans les verreries.

La loi votée, que fera-t-on des enfants auxquels elle sera appliquée? L'un de nos députés, qui n'était que médiocrement partisan de la réforme, demandait à la Chambre si on voulait les envoyer mendier. MM. les Socialises opportunistes auront, sans doute, trouvé cette question bien inopportune, car elle n'est pas pas dans leur programme : il va sans dire, pourtant que le père de famille auquel son salaire est insuffisant n'hésitera pas à laisser aller son enfant tendre la main aux passants, afin de compenser la perte de salaire qu'aurait reçu cette enfant.

Voilà la plaie: que vont faire les pétitionnaires? peut-être les enverront-ils au Bureau de bienfaisance, que M. *Janson* considère non seulement comme une bonne institution, mais encore comme un progrès! (1)

Les ouvriers actuellement sans travail pourront remplacer les enfants, disent les opportunistes d'un ton qui ferait croire á une découverte; mais déjà les faits ont montré le contraire : au charbonnage de *Belle-et-Bonne* (Borinage), les enfants ont été récemment

(1) Voir à ce sujet, la conférence qu'il donne à la Chambre du Travail de Bruxelles sur la *loi de solidarité.*

congédiés; depuis lors, les adultes doivent effectuer en même temps que leur propre besogne celle qui était confiée à ces enfants, et, évidemment sans augmentation de salaire.

*
* *

Plusieurs pétitions ont été adressées à la Chambre des représentants réclamant le suffrage universel : cette question a déjà été soulevée incidemment dans cette assemblée et a fourni à M. Malou, ministre des finances, l'occasion de dire « très-naïvement » que si nous avions le suffrage universel, la majorité serait désormais assurée sans retard aux catholiques. La digestion de ces paroles, doit se faire difficilement chez nos agitateurs politico-socialistes. Et pourtant, c'est là une vérité indéniable pour quiconque veut se rendre compte de l'influence qu'exercera le cléricalisme sur nos populations des campagnes et même sur une notable partie des habitants des villes.

D'autre part, si l'organe officiel du cléricalisme bruxellois nous renseigne bien, le docteur de Paepe aurait dit, à un meeting organisé par le *parti socialiste Brabançon,* que dans dix ans, nous aurions de jeunes libéraux au Parlement desquels nous obtiendrons les réformes nécessaires!

Le seul espoir fait vivre
Et l'attente nous fait mourir.

*
* *

Les ouvriers chaufourniers ont fait une manifestation à Basècles (Hainaut), au nombre d'environ 400, dans le but de réclamer du travail; mais les exploitants ont refusé d'ouvrir aucun chaufour, s'appuyant sur ce que le stok ne s'écoule pas.

A *Bélœil,* les ouvriers carriers et marbriers, au nombre de 300 ont réclamé du travail au bourgmestre, et celui-ci a remis la pétition au prince de Ligne qui en a occupé une centaine dans ses propriétés.

G. G.

SAINT-PÉTERSBOURG

Le 23 janvier s'est terminé le procès des 193 et le Sénat a prononcé son jugement.

Hyppolite Myschkine a été condamné à la dégradation civile et à 10 ans de travaux forcés dans les mines.

Le tribunal a résolu, en ce qui concerne tous les autres inculpés, d'intercéder auprès du tsar pour que les peines encourues d'après la loi (travaux forcés) soient changées pour *Wolchowskoy, Serge Jebouneff, Kosturine,* en dégradation civile, et en exil dans le gouvernement de Tobolsk (Sibérie); pour *Sophie Leschern von Herzfeld* et

Meyer en dégradation civile et en exil dans un gouvernement du Nord de la Russie européenne; pour *Woinaralsky*, *Kowalik* et *Rogatschoff* en dégradation civile et en exil dans la Sibérie orientale; pour *Mourawsky*, déjà privé de ses droits civils et forçat politique, en exil dans la Sibérie orientale; pour *Sinégoub* et *Stachowsky* en dégradation civile et en exil dans la Sibérie occidentale; pour *Rabinowitch* en dégradation civile et en exil dans le gouvernement d'Irkousk; pour *Dobrowolsky*, *Kwiatkowsky*, *Ostachkine*, *Tscharouchine*, *Schischko*, *Makaréwitch*, *Awerkieff*, *Tschoudnowsky*, *Stopané*, *Zaroubaïeff*, *Soïouzoff*, *Emelianoff* en dégradation civile et en exil dans le gouvernement de Tobolsk; pour *Kouprianoff*, *Mlle Soupinski*, *Sajine*, *Lermontoff* en perte de quelques droits civils et en exil dans un gouvernement du Nord de la Russie européenne. Pour 63 autres inculpés, la prison préventive qu'ils ont subie est jugée, par le tribunal, comme une peine suffisante.

Les 90 autres inculpés sont purement et simplement déclarés innocents et leur acquittement est prononcé.

Ces condamnations paraîtront légères à première vue pour le lecteur qui se rappellera que les poursuites, restreintes à plusieurs reprises, s'étendaient encore à 193 personnes, et que dans les procès précédents il n'y eût pas d'acquittement. Malheureusement parmi ceux qui sortent de prison bien peu seront dans la possibité de survivre à la longue détention qu'ils viennent de subir; beaucoup n'ont quitté leur cellule que pour entrer à l'hôpital ; le typhus surtout a atteint un grand nombre d'entre eux.

Le 24 février (vieux style), nous avons déjà enterré *Podlewsky*, un de ceux que la griffe judiciaire a bien voulu lâcher, certaine que sa proie n'en était pas moins condamnée à ne pas survivre longtemps aux effets mortels de la captivité en Russie.

La police craignant une manifestation a fait tous ses efforts pour s'emparer de son cadavre, et c'est par la force seulement que les socialistes ont pu réussir, non seulement à l'enterrer, mais à faire une manifestation en plein jour, à St-Pétersbourg.

Le 4 mars (vieux style), est morte à l'âge de 22 ans, dans une petite ville du gouvernement de Samara, loin de ses amis, épuisée et sans ressources, une autre victime de ce procès : *Marie Soubotine*

D'autres encore sont mourants.

Le procès à peine terminé, la capitale du Tsar a été stupéfiée par un attentat commis par une jeune socialiste sur la personne du chef de la police, *Trépoff*. Le 23 janvier (vieux style), réussissant à pénétrer dans l'hôtel du policier impérial, elle tira sur lui deux coups de revolver, vengeant ainsi l'acte d'odieuse brutalité dont il s'était rendu coupable envers le condamné socialiste *Bogolioubofff*.

Cette héroïque jeune fille qui porte le nom de Vera *Zassoulitch* n'a jamais connu personnellement celui qu'elle vient de venger. Il est bon que, dans notre société avachie et vile des faits semblables viennent de temps à autre jeter leurs éclairs lumineux au milieu de l'obscurité où elle se complaît. La virilité dont Véra *Zassoulitch* vient de donner l'exemple portera ses fruits et sera un jalon nouveau planté sur la voie que parcourt le parti socialiste révolutionnaire russe.

Le sort qui lui est réservé est terrible sans doute, mais sa conduite

est sublime. Peu nous importe que *Trépoff* survive à ses blessures, ce qui nous intéresse, c'est que déjà il semble que l'exemple donné par Vera a trouvé des imitateurs.

Le 30 janvier (vieux style), à peine la nouvelle de l'attentat s'était-elle répandue dans toute la Russie, qu'un nouvel acte d'énergie révolutionnaire affirmait une fois encore l'inébranlable volonté des socialistes de triompher du vieux monde en le combattant par tous les moyens en leur pouvoir. Huit jeunes gens réunis à Odessa (5 hommes et 3 femmes), chez lesquels devait se faire une perquisition, ont résisté à main armée aux gendarmes qui se sont présentés. C'est seulement grâce à l'intervention d'un bataillon de soldats et à la suite d'une décharge générale, après avoir vu tomber deux des leurs grièvement atteints, qu'ils ont pu être arrêtés. Deux hommes tués et huit blessés, tel a été, du côté de la force armée, le résultat de la lutte désespérée soutenue par ce vaillant groupe de socialistes.

Jean Kowalsky et *Nicolas Witachewsky*, les deux jeunes gens atteints par le plomb de la soldatesque sont morts des suites de leurs blessures.

Les six autres prisonniers seront jugés par le Conseil de Guerre, Odessa se trouvant en état de siége.

De nombreuses perquisitions et des arrestations continuelles ont été faites à la suite de cet acte courageux Les convois de chemin de fer ont été soumis à une surveillance rigoureuse, et chaque wagon a été soigneusement visité.

Au même moment. dans une autre partie de la Russie, à *Rostoff*, sur le Don, la police a trouvé dans la rue un individu déjà expirant frappé de neuf coups de revolver et portant sur la poitrine une inscription ainsi conçue « *tué pour avoir dénoncé des socialistes russes* »

La proclamation suivante était en même temps placardée sur les murs :

« Dans la nuit du 1er au 2 février, à Rostoff, sur le Don, a été tué « l'espion *Akime Nikonoff*. Cette exécution a été faite par nous, socia- « listes révolutionnaires Nous le déclarons à haute voix, *Nikonoff* « a livré, l'automne passé, entre les mains du gouvernement, ses « compagnons et les nôtres, qui ont été appliqués à la torture. Trente « hommes vont périr pour la cause, grâce à ce traître.

« Pour nous, qui défendons les intérêts de milliers de prolétaires, « pour nous, qui défendons la vérité contre le mensonge et la force « brutale, un meurtre est un fait grave et sérieux.

« Mais le gouvernement qui pèse sur le peuple russe et qui « l'épuise, nous traque comme des bêtes fauves. On nous arrête et on « nous étouffe dans les forteresses, dans les prisons, dans les « mines.

« En ce moment, dans toute la Russie, périssent nos compagnons, « sacrifiés par leur dévouement et martyrs de la cause du peuple ; « et pendant ce temps, alors que la curée sanglante qui dure depuis » de nombreuses années déjà, se continue et se répète, il se trouve « des hommes sans honneur et sans conscience qui, par terreur ou « plutôt par rapacité, se font espions et nous livrent entre les mains « de nos ennemis implacables

« *Nikonoff* était un de ces hommes !

« Il était traître, notre ennemi, l'ennemi de la cause du peuple !

« Combien de nous devaient encore tomber sous sa main « infâme !

« C'est pourquoi nous avons résolu de nous en défaire et nous nous « en sommes délivrés.

« Nous déclarons que nous sommes à bout de patience. Nous « avons résolu de nous défendre. Nous allons frapper ces Judas, et « nous déclarons à haute voix que pour eux, dorénavant, il n'y aura « qu'une expiation : la mort! »

Par les faits qui précèdent, nous pouvons voir que l'action du parti socialiste en Russie entre dans une phase nouvelle. C'est l'agitation par le *fait* qui accompagne désormais la propagande orale ou imprimée. Avec la propagande orale et imprimée ont pénétré en Russie les idées de la Révolution occidentale et les théories des socialistes européens sur la propriété collective. Les tendances des révolutionnaires russes se sont fait jour, et bientôt toutes leurs idées se sont logiquement coordonnées. Mais le développement intellectuel, qui constitue aujourd'hui un fait acquis pour le parti socialiste, ne suffit plus à son activité. Pour arriver à l'extension nécessaire du parti révolutionnaire, un autre champ de bataille lui est maintenant indispensable.

Son organisation définitive nécessite, dans le mouvement propagandiste dont il a eu jusqu'ici l'initiative, la mise à exécution d'actes qui remuent profondément, jusque dans ses fibres les plus secrètes, la masse même du peuple.

A la suite de longs siècles de despotisme asiatique, la classe privilégiée s'est complétement émasculée, et le peuple, courbé sous le double joug politique et économique, livré à une oppression épouvantable, soumis à un servage avilissant, a perdu jusqu'au sentiment de révolte si naturel chez l'esclave.

Le fier pays de la Petite-Russie, le pays des Cosaques, luttant à mort contre la Pologne aristocratique et la Turquie despotique, arrêtant orgueilleusement les cohortes tartares de la Crimée, a courbé sa tête devant le Tsar de Moscou. Les va-nu-pieds de la Grande-Russie, qui se rassemblaient sous le drapeau de *Stenko Razine* et de *Pougatscheff*, ont mis bas les armes. Et voilà cent ans, depuis la dernière révolte des paysans, que ces pays restent inertes, laissant se étouffer dans le sang les émeutes partielles et locales qui, par suite de la puissance de l'Etat, n'arrivent même pas à être connues.

Aujourd'hui, grâce à l'organisation du parti socialiste-révolutionnaire, le gouvernement est impuissant à empêcher le peuple russe de savoir enfin ce qui se passe. C'est ainsi que, par un acte justicier d'une jeune fille contre le chef de la police impériale ; c'est ainsi que, commençant par une simple résistance d'un groupe infime en nombre contre toute une soldatesque armée ; c'est ainsi que, par une exécution solennelle d'un espion et d'un traître dans une ville quelconque de la Russie, le parti socialiste russe affirme — en attendant mieux — dans son programme et par ses actes, l'article des « Droits de l'Homme » qui déclare « le droit à l'insurrection le plus saint et le plus sacré des devoirs. »

D. K.

Imprimerie du « RABOTNIK » Chemin de Montchoisy, 26, Genève.

2me Année. No 3. Mars-Avril 1878

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : Arthur Arnould, A. Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, L. Metschnikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Z. Ralli, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.

ABONNEMENT : Un an, 6 fr. ; Six mois, 3 fr. ; Trois mois, 1 fr. 50.

Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « Rabotnik » Chemin de Montchoisy, 26, à Genève.

BULLETIN

Notre bulletin sera court.

Pour nous, un fait domine tout aujourd'hui.

Devant ce fait disparaissent à nos yeux et les tripotages de la diplomatie, et les monstrueux armements, et tous ces préparatifs de massacres, qui laisseront après eux de nouvelles misères, pour les malheureux producteurs de la richesse sociale.

Dans le pays d'oppression, d'esclavage et de mort, qui a nom la Russie, un coup de foudre vient d'éclater, et toutes les mesquineries du monde bourgeois n'ont plus d'intérêt pour nous. Le jury de Saint-Pétersbourg, soigneusement trié par la police, comme le jury français, — a déclaré non coupable Véra Zassoulitch, la vaillante jeune fille qui avait vengé la cause de ses amis les socialistes sur la personne du général Trepoff, chef de la police et complice immédiat du tsar.

Comment les jurés, auxquels le verdict avait été pourtant dicté d'avance, ont-ils pu acquitter l'ennemie de la police et du tsar,

proclamer ainsi son innocence et son droit? Ces hommes, voyant devant eux une femme héroïque, ont-ils eu l'intuition soudaine de la justice, ont-ils compris qu'au dessus des gouvernements et des ukases, il existe un impérissable droit, celui de la dignité humaine? Ou bien ces êtres pusillanimes ont-ils tremblé pour leur propre vie et se sont-ils demandé si la condamnation de Véra Zassoulitch n'armerait pas d'autres bras? Quoiqu'il en soit Véra Zassoulitch a été acquittée!

Mais les gens de police étaient en fureur. Aussitôt après la proclamation de l'acquittement, des ouvriers, des étudiants, qui attendaient aux environs du tribunal le résultat du procès, ont été chargées par la gendarmerie. Un étudiant a été tué, une femme grièvement blessée, et Véra Zassoulitch, à peine sortie des griffes de ses bourreaux, a failli subir le même sort.

Les valets du tsar n'ont pas perdu de temps. Véra Zassoulitch, qu'ils ne pouvaient plus tuer légalement, ils ont du moins tenté de l'assassiner. Mais ils n'ont pas réussi, et Véra Zassoulitch, — nous l'espérons ardemment, — échappera cette fois encore aux mains des policiers, et vivra, en exemple pour nous tous.

La nouvelle de l'acquittement de Véra et du lâche attentat de la police a produit une impression immense, non-seulement à Saint-Pétersbourg, mais dans toute la Russie. L'énergie d'une jeune fille a suffi pour montrer l'infranchissable abîme qui sépare le peuple russe de son gouvernement.

Et maintenant, tu peux faire ta guerre, ô tsar Alexandre, nous aussi, nous ferons la nôtre. Tu peux aller parader à Constantinople et visiter les forteresses du Bosphore, prince Nicolas, tu laisses des ennemis derrière toi. Tandis que vous faites manœuvrer autour de vous des milliers d'hommes stupides, il reste des milliers d'hommes intelligents et fiers que vous ne ferez point marcher du geste, auxquels vous ne ferez point fléchir honteusement le genou. Vous avez des ennemis dans les cabanes du village, dans les ateliers de l'usine, sur les bancs de l'école; jusque dans vos maisons, vos fils et vos filles se lèvent contre vous; une femme va frapper chez lui le chef de votre police; vos sénateurs s'évanouissent d'émotion sur leurs siéges de juges, et vos jurés acquittent ceux qu'ils ont mission d'envoyer en Sibérie. Et c'est maintenant que vous partez en conquêtes? Vous allez achever «l'homme malade;» mais votre empire n'est-il donc pas pourri, et n'êtes-vous pas pourris avec lui?

Contre tous les gouvernements, russes ou tartares, de quelque nom qu'ils s'appellent, nous avons une grande force, celle que nous donne le sentiment invincible du droit. Un seul individu luttant contre la masse aveugle du gouvernement peut

quelquefois le tenir en échec, malgré toute sa police et ses armées, malgré ses diplomates, ses prêtres et ses juges. Véra Zassoulitch ne s'est-elle pas trouvée seule en face de tout l'empire qu'a fondé Pierre-le-Grand, — et qui donc a reculé ?

N'oublions pas cet exemple et rappelons-le à tous ceux qui doivent travailler pour l'avènement de la justice. Rappelons-le aux ouvriers français qui, dans le congrès de Lyon, ont joué à l'assemblée populaire, rappelons-le aux maçons anglais qui se sont laissé benoitement enfermer dans un cercle de lois qu'ils n'ont point faites ! et qui viennent de rentrer humblement en grâce auprès de leurs patrons.

Si nous voulons l'égalité, il nous fait la conquérir, si nous voulons le droit osons le prendre.

LA RÉVOLUTION DU 18 MARS

par un socialiste-révolutionnaire russe

(*Traduit du russe.*)

Le 18 Mars est notre anniversaire.

L'anniversaire des socialistes révolutionnaires.

L'anniversaire du prolétariat européen.

Le meilleur moyen d'honorer cette date glorieuse, la meilleure façon de rendre aux victimes de la Révolution la justice qui leur est due, est à nos yeux d'étudier impartialement le but de ce mouvement populaire et les moyens employés pour réaliser la Révolution qu'il contenait en lui.

Il nous semble que cette étude sera d'autant moins inutile que la grande idée pour laquelle sont morts 40,000 êtres humains, cette idée qui a été si bassement calomniée par les adversaires intéressés au maintien de l'ordre social actuel, s'est trouvée défigurée aussi par une partie de ceux-là mêmes qui ont combattu pour elle aux jours glorieux qui suivirent le 18 Mars.

Quant à nous socialistes-révolutionnaires, si nous célébrons avec une foi ardente la Révolution de 1871, c'est que cette Révolution a tenté de réaliser *notre programme*, c'est que le sang généreux qui a arrosé les pavés de Paris a été versé pour *notre idée*, c'est que ses défenseurs pendant les sinistres journées de la semaine sanglante sont morts pour *notre idéal*, c'est qu'en un mot la Révolution parisienne avait pour but unique *l'émancipation complète du prolétariat dans le monde entier*.

Aussi les travailleurs de l'univers entier ne se sont-ils pas mépris sur la portée immense de cette Révolution. Le drapeau

rouge de la Commune est devenu l'étendard de tous les opprimés de tous pays.

Il y a sept ans, le peuple de Paris, fatigué d'une lutte inutile, épuisé par les privations d'un long siége, humilié par la lâcheté de ceux qui s'étaient fait ses chefs, exaspéré par une capitulation honteuse qui le livrait lui et la France aux envahisseurs du sol national, — il y a sept ans, le peuple de Paris se souleva devant les menaces de la bourgeoisie et refusa de rendre les armes qu'il avait si chèrement conquises au prix des plus cruels sacrifices !

A quoi lui avaient servi, à ce peuple de Paris, tant d'héroïsme et d'abnégation, tant de dévouement et de souffrances ?

A la place de l'Empire, — il avait la République bourgeoise !

A la place de Napoléon III, — l'homme de Décembre et de Sédan, — il avait Thiers, — l'homme de Transnonain et de la rue de Poitiers.

Et c'est à ce moment que la bourgeoisie osait lui réclamer de force ses armes, c'est à ce moment qu'elle préméditait de le ramener, comme un vil troupeau, à l'atelier, à la fabrique, condamnant sans appel et sans merci, non-seulement lui, mais ses enfants et les enfants de ses enfants aux *travaux forcés* à perpétuité.

Le sinistre tableau des misères sans nombre de l'exploitation capitaliste à laquelle il croyait avoir naïvement échappé par la proclamation de la République, vint tout à coup réveiller en lui le sentiment de l'horrible réalité, et de ses mains crispées il saisit ce fusil qu'il ne devait plus abandonner que dans la mort.

La Révolution du 18 Mars, et c'est là sa grandeur, fut un de ces mouvements spontanés sortis des entrailles mêmes du peuple, qui parfois ébranlent les fondements de la société. Ils ne sont point le résultat des efforts ou des volontés des individus, ils sont la conséquence d'une lente élaboration au sein des masses populaires.

Mille obstacles opiniâtres créés par l'opposition de l'ordre de choses existant, par tout ce qui meurt et ne veut pas céder la place sans une lutte acharnée, viennent entraver le développement et la réalisation des idées nouvelles qui sont pourtant la conséquence du vieil ordre social.

Ces idées, d'abord adoptées par une simple minorité, grandissent et se répandent au milieu des luttes de chaque jour, et par la propagande de la *parole* et du *fait* préparent souterrainement la chute inévitable du vieil édifice social.

A première vue, rien de changé dans la physionomie extérieure de cet organisme social qui va périr: les rouages qui font mouvoir les institutions sont les mêmes, mais sous cette appa-

rence d'immobilisme naît et croît une grande force qui transformera en un clin-d'œil la société tout entière.

Enfin vient le moment où l'antagonisme des vieilles institutions et des idées nouvelles touche à sa limite extrême : — alors le vieux monde s'ébranle ou s'écroule dans une Révolution.

Tel fut le mouvement du 18 Mars.

Paris, ce Paris qui avait survécu aux Journées de Juin 1848 et au 2 Décembre 1851, ce Paris qui venait de se retremper dans les réunions publiques où des orateurs socialistes faisaient la propagande des idées nouvelles, Paris prolétaire en un mot, se leva tout entier.

En quelques instants les rues populeuses furent hérissées de barricades, tous les points stratégiques occupés et défendus par le peuple insurgé.

La bourgeoisie affolée ne savait plus où donner de la tête, gouvernement, généraux, juges, mouchards et soldats tout avait pris la fuite.

Que voulait-il donc ce peuple de travailleurs ?

Conquérir l'instrument du travail, fonder l'autonomie et l'indépendance du groupe corporatif, gérer en pleine liberté par lui-même ses affaires extérieures et intérieures.

S'il n'avait pas voulu fonder l'égalité sociale, eût-il envoyé à l'Hôtel de Ville, comme ses élus, 18 des membres les plus actifs de l'Association internationale des Travailleurs, 21 des orateurs les plus énergiques des réunions publiques, 13 membres du Comité central qui avait inauguré l'organisation fédéraliste de la garde nationale, organisation qui englobait tous les groupes ouvriers ?

Ces élus en majorité étaient des socialistes.

Cette volonté du peuple, cette immense pression morale expliquent comment de vieux Jacobins, tels que Delescluze et F. Pyat, dûrent abandonner leur idéal de gouvernement dictatorial et unitaire pour se rallier à une idée si diamétralement opposée à toutes les revendications de leur existence entière.

Des hommes de cette valeur n'abandonnent pas ainsi sans douleur les idées qui leur sont chères, avec lesquelles ils ont vécu, qui furent l'espoir et le but de leur vie.

Ce n'est pas le peuple qui courbait la tête devant les derniers représentants de la vieille idée autoritaire ; ce sont eux qui ont cédé à la pression des aspirations nouvelles, mais ils ne cédèrent qu'après une lutte intestine qui paralysât le libre et original développement de la Révolution du 18 Mars.

Le gouvernement était en fuite, et les vagues populaires battaient les murailles de Paris, hélas ! pour s'y briser.

Si au lieu de se cantonner dans Paris, si au lieu de *régula-*

riser une situation révolutionnaire, c'est-à-dire de briser l'initiative populaire, l'armée révolutionnaire fût allée trouver le paysan et lui eût dit :

— Paysan sans terre, ton nombre est de 3,900,000; désormais la terre de la bourgeoisie, de la noblesse et des prêtres t'appartiendra. — Paysan petit propriétaire, ton nombre est d'un MILLION ; cette terre que tu cultives de tes mains, que tu arroses de tes sueurs, te donne un revenu annuel insuffisant (106 fr.), cette terre ne saurait pourvoir à ton existence « d'homme, de citoyen, de travailleur. » Prends-en autant qu'il t'en faut, que tu en pourras cultiver par tes propres mains. La Révolution te garantit ton exploitation. Désormais, plus d'impôts, plus d'hypothèques, plus d'usure. La Révolution émancipe ton travail et ta terre !

Qui pourrait prétendre que la grande idée révolutionnaire n'eût pas entraîné la France entière ?

De ville en ville, de village en village, elle eût chassé devant elle toute l'organisation gouvernementale du vieux monde ! Ce même paysan, auquel le gouvernement versaillais, secondé par la bourgeoisie, a pu impunément raconter ses calomnies contre Paris, se fût alors armé d'une faulx à défaut d'un fusil, d'une fourche à défaut d'une faulx, et tendant la main à l'ouvrier des villes, eût marché à la conquête de la liberté commune.

Malheureusement entre Paris et la province, depuis le siècle dernier, les liens de solidarité sont rompus. Paris a absorbé l'initiative de la province ; elle lui a donné toutes ses forces vitales ; il lui a rendu des décrets et des préfets. Les nouvelles idées nées dans la capitale, passées au creuset de cette immense fournaise intellectuelle, ne parvenaient à la province qu'en s'imposant au nom de l'autorité.

Au nom du droit de l'Etat, toute initiative, toute autonomie était entravée, détruite ou suppriméeen province. Sa physionomie, sa langue, ses mœurs étaient ridiculisés par la société parisienne et le pouvoir central, persécutés, anéantis au nom de l'unité gouvernementale.

Le paysan, lui, n'a pas abdiqué devant le représentant du pouvoir central, gendarme ou garde-champêtre, maire au préfet. Il a su conserver son caractère particulier, sa langue locale. Il a conservé, à l'abri des railleries de la capitale, sa pensée intime, ses mœurs, ses coutumes. Il a su conserver pour lui et pour les siens les traits caractéristiques de son individualité.

L'Etat n'a pu supprimer la personnalité des citoyens ; mais l'énergie de lutter pour sauvegarder l'autonomie de la province, de la commune, cette énergie s'est absorbée dans la lutte contre l'Etat, contre Paris siège du gouvernement.

Les masses populaires insurgées pouvaient seules arracher la province à sa torpeur, effacer à jamais les préventions que la province nourrit contre la population parisienne.

Le paysan n'a répondu ni aux proclamations, ni aux appels. — Qu'était-ce pour lui?— Des décrets ! — Mais lefonctionnaire désespérés de chargé de les appliquer faisant défaut, les cris Paris ne trouvèrent pas d'écho en lui.

Pour reconquérir la confiance perdue, il eût fallu que la Révolution parisienne proclamât nettement la *liquidation sociale au profit de la collectivité.*

Par quels moyens la Révolution pourrait-elle opérer cette liquidation du vieux monde ?

Par un seul : — le *fait* révolutionnaire.

En juillet 1789, le paysan français, n'attendant ni ordonnances, ni décrets d'une autorité quelconque, s'est emparé, au son du tocsin, à la lueur des châteaux en flammes, de la terre qui lui avait été ravie par la conquête et la spoliation.

C'est par la même initiative populaire que les exploités pourront en finir avec l'exploitation en s'emparant des instruments du travail.

Le peuple de Paris a-t-il eu cette initiative au lendemain du 18 Mars ?

Hélas ! non.

Le peuple de Paris, à peine victorieux, retomba aux mains d'hommes imbus de la vieille idée étatiste, qui arrêtèrent le mouvement révolutionnaire.

Tout pleins des vieux préjugés jacobins, l'esprit absorbé par la tradition parlementaire, entraînés d'un côté vers les tendances nouvelles, retenus de l'autre par la routine, ils cherchèrent dans la poussière des archives les matériaux de la construction nouvelle, la solution du problème social. Ils ne réussirent qu'à tracer des bornes à la Révolution.

Ce sont eux qui retinrent le peuple dans la ville de Paris.

C'est par eux que la Révolution s'est localisée.

Lorsque l'on tenta la sortie des 3 et 4 Avril, il était trop tard.

Le gouvernement versaillais avait réussi à isoler Paris, à le séparer du reste du monde.

Paris se déclara Ville libre, Commune autonome, puis, élisant l'assemblée communaliste, se donna un gouvernement.

Le peuple de Paris demandait pour la France :

« L'autonomie absolue de la Commune, étendue à toutes les localités de la France, et assurant à chacun l'intégralité de ses droits, et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur. »

Pour la ville de Paris il demandait :

« Le vote du budget communal, recettes et dépenses ; la fixation et la répartition de l'impôt ; la direction des services locaux ; l'organisation de sa magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement ; l'administration des biens appartenant à la Commune.

« Le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres.

« L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts : droits garantis par la Commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice de réunion et de publicité.

« Enfin, Paris, à la faveur de son autonomie et profitant de sa liberté d'action, Paris se réservait d'opérer comme il l'entendrait, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclamait sa population ; de créer des institutions propres à développer et à propager l'instruction, la production, l'échange et le crédit ; à UNIVERSALISER LE POUVOIR ET LA PROPRIÉTÉ, suivant les nécessités du moment, le vœu des intéressés et les données fournies par l'expérience.

« Paris ne voulait rien de plus à titres de garanties locales, à condition, bien entendu, de retrouver dans la grande administration centrale, délégation des Communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes. »

Telles étaient les exigences fondamentales de la Révolution de 1871, tel fut son testament.

Mais le peuple insurgé ne devait pas réaliser ce programme qui demandait l'*universalisation du pouvoir et de la propriété*. Il en laissait la tâche au nouveau gouvernement qu'il venait d'élire, comme si un gouvernement quelconque pouvait être jamais capable de résoudre le problème colossal de la transformation économique de la Société.

Admettons pour un moment que ce nouveau gouvernement eût osé entreprendre cette tâche par le seul moyen en son pouvoir : — la transformation par *décret*.

Admettons que les ateliers, les fabriques de la capitale, les matières premières, etc., eûssent été déclarés propriété collective de la Commune.

Il n'en restait pas moins à régler l'organisation du travail sur des données scientifiques, pour une population de 2 millions d'individus.

Ce gouvernement socialiste eût succombé devant la tâche, comme succombera tout gouvernement en pareil cas, fut-il composé de savants et d'économistes de la valeur de Karl Marx.

C'est par la seule action collective de tous les travailleurs organisés, reliés entre eux par un libre contrat en groupes corporatifs, que la question du travail pourra être tranchée.

Pourquoi donc le peuple n'a-t-il pas pris sur lui la solution de ce problème que personne autre que lui ne peut résoudre?

Pourquoi? Parce que le peuple de Paris a été pris à l'improviste par la Révolution. Son organisation ouvrière n'était pas faite, ses corporations étaient désorganisées par la guerre, ses sections étaient à peu près anéanties. Aussi remît-il la tâche qui lui incombait entre les mains de ses élus, dont quelques-uns pourtant avaient proclamé que « l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

Qu'était la Commune?

En quoi son programme diffère-t-il du vieux programme révolutionnaire?

La Commune voulait résoudre la question sociale. La minorité, dès son entrée à l'Hôtel-de-Ville, était résolue à rompre avec la vieille idée de la centralisation, avec la dictature jacobine.

Cette minorité regardait l'idée de la représentation populaire comme une idée fausse. Elle affirmait que les élus ne peuvent *représenter* les électeurs, elle pensait que le nœud de la question sociale ne pouvait être tranché que par le peuple lui-même, appelé à organiser directement sa vie nouvelle.

C'est là ce qui constitue l'originalité de la Révolution du 18 Mars, et c'est pourquoi la Commune de 1871 a été, à un point de vue, le contre-pied de sa devancière la Commune de 1793.

Les hommes du 18 Mars pensaient qu'on peut être représentant, commis, administrateur, comptable, d'un groupe économique, d'un corps de métier, mais que prétendre représenter la totalité des intérêts du peuple, voire même d'un seul groupe, est une idée absurde.

Ils pensaient que, dans la société future, le gouvernement doit arriver à disparaître entièrement pour faire place à la *libre association*, à la *libre fédération* des groupes économiques du monde entier.

Ils pensaient que l'organisation de la Société, aujourd'hui destructive de toute initiative de l'individu, deviendrait la garantie du complet développement et de l'entière liberté de l'être humain, par la supression de la concurrence et l'établissement de la solidarité des intérêts de tous et de chacun.

Les révolutionnaires modernes disent aux travailleurs : — « Organise-toi, gère toi-même tes affaires, prends le capital et les instruments de travail, et alors disparaîtront pour toujours patrons, représentants, dictateurs, tous ceux, en un mot, qui taillent et rognent à leur aise dans ta liberté et dans tes droits,

«C'est à toi, travailleur, à toi seul, par ta propre initiative, de réorganiser la Société.

«Le point de départ de cette nouvelle organisation sera la Commune autonome.

C'est à la Révolution du 18 Mars que se rattachent ces idées nouvelles.

Pendant 72 jours, le peuple de Paris a lutté contre la bourgeoisie. Cette fois encore le vieux monde a vaincu.

« Le cadavre est à terre, et l'idée est debout. »

Elle est maintenant la propriété collective de la masse travailleuse du monde entier.

Les rangs des futurs combattants se reforment. La grande idée de la dernière Révolution, se dégageant de tout ce qui l'obscurcissait, est plus nette et plus claire pour ceux qui vont la continuer, et le temps n'est pas loin où le peuple de Paris se réunira de nouveau sous le drapeau rouge. Mais cette fois Paris ne restera pas seul au milieu de la France inerte, de l'Europe encore plongée dans les ténèbres.

Non, ce n'est plus Paris seul qui luttera contre le vieux monde!

Les travailleurs savent aujourd'hui que la Révolution Sociale ne peut être circonscrite dans une ville, même dans une nation; sous peine de périr, elle doit entraîner au moins dans son orbite tous les peuples du Continent européen, car la victoire locale des travailleurs, dans un pays quelconque, verrait se dresser devant elle la coalition des Etats voisins, qui réuniraient toutes leurs forces pour arrêter et étouffer la Révolution croissante.

Z. Ralli.

LES MORTS DE LA COMMUNE

Découvrez-vous! — Il s'agit ici des martyrs de la Commune.

Combien furent-ils? — Il serait impossible de le dire au juste.

Interrogez les pavés de Paris, les mitrailleuses de la caserne Lobau, le Jardin du Luxembourg, les Buttes Chaumont, le Chatelet, la pierre ensanglantée des tombes du Père-Lachaise, les squares pleins de verdure devenus charniers, et dont la terre fraîchement remuée laissait, la nuit, filtrer des râles d'agonies.

Les ruisseaux coulaient du sang. — La Seine était rouge. —
Le long des rues les corps empilés couvraient des milliers

de mètres carrés sur deux ou trois cadavres d'épaisseur. — Les roues des canons de l'ordre avaient des débris de cervelle et de la bouillie humaine coagulée jusqu'au moyeu.

Pendant quinze jours on égorgea sans jugement, Paris fut un immense abattoir.

Après, il manquait, à la grande ville, *cent mille ouvriers*, — morts, prisonniers ou en fuite. — De certains corps de métier, il ne restait plus un seul représentant! — C'est le Conseil Municipal qui le constatait dans un rapport officiel.

Ah ! ce fut une véritable orgie pour la bourgeoisie française ! — Nos grands chefs militaires, — rien qu'au souvenir, — s'en pourlèchent encore les moustaches.

M. Thiers, — gnôme hideux, — retrouva presque sa jeunesse dans ce bain de sang sorti de la veine du peuple.

Rien ne fut épargné au banquet des Capitalistes! — On mit les petit plats dans les grands. — On fusilla les femmes, — les jeunes et les vieilles,— les mères avec les enfants,les enfants sans les mères, et les mères sans les enfants, — ce qui est encore de plus haut goût ; — on fusilla les hommes désarmés, — vieillards, infirmes, blessés ! — On vida les ambulances par les fenêtres, à la pointe des baïonnettes, jetant dans le ruisseau sanglant le fédéré amputé, comme une guenille qui souffre et qui hurle !

Ce fut magnifique !

Les journalistes en carte et les grandes dames de joie allaient flairer les cadavres. Ces dernières plongèrent parfois le bout de leur ombrelle dans les trous de balle de ceux qui vivaient encore.

Jules Favre, le faussaire, tout couvert du sang de Millière, étonnait le monde du spectacle de son épilepsie farouche, et se faisait rappeler à la pudeur par l'Europe monarchique qui refusait de lui livrer les fugitifs.

Le marquis de Galiffet égorgeait parce qu'il était infâme. — « Je prends ma revanche! » —disait-il. Il comptait, sans doute, que les meurtres du mari feraient oublier les prostitutions de la marquise, sa femme, émule et bonne amie d'Eugénie, l'ex-impératrice.

Les Vinoy, les Cissey, les Mac-Mahon et les autres généraux de l'Empire, rendaient au peuple désarmé, — en feux de peloton, — les coups de pieds aux reins qu'ils avaient reçus de la Prusse victorieuse, laquelle, ne les ayant jamais vus que par derrière, ne pouvait les frapper ailleurs.

Alexandre Dumas fils, chantre des courtisanes, souteneur de la religion, de la propriété et de la famille bourgeoise reposant sur l'adultère et le lupanar, déclarait que « la *femelle* du fédéré ressemble à une femme, quand elle est morte. »

Vrignault, rédacteur en chef du *Bien public*, Benjamin de Thiers, se vantait d'avoir, de sa main, tué trente gardes nationaux, — prisonniers, enchaînés ou blessés, — cela va sans dire.

L'Assemblée Nationale votait des remerciements à l'armée Versaillaise, et, se barbouillant de tout ce sang, déclarait à *l'unanimité moins une voix*, que les bourreaux du peuple « avaient bien mérité de la patrie ! »

Paris-Journal, le 5 juin 1871, publiait le dialogue suivant :

« — Qu'est-ce que vous voulez voir? — dit la mère à ses filles : — Les ruines ou les cadavres?

— Oh ! les deux, petite mère, les deux !

— Alors, voilà ce que nous allons faire. Nous irons d'a-« bord où sont les morts. Nous déjeunerons n'im-« porte comment....

— Nous emporterons un morceau de pain.

— Et si je ne suis pas trop fatiguée. nous irons voir les « incendies pour notre dessert.

— Et les fillettes battent des mains! »

Quel joli tableau de la Bourgeoisie peinte par elle-même !

Ces cadavres que vous allez voir, en battant des mains, oh! fillettes, ce sont les cadavres du peuple, de ce peuple dont le travail alimente votre luxe, et qu'on a égorgé parce qu'il ne voulait plus que ses filles à lui n'aient à choisir qu'entre la faim, le suicide et la prostitution!

Un peuple tout entier était là, renfermé dans l'enceinte d'une ville close, dont deux armées alliées, — la *Versaillaise* et la *Prussienne*, — gardaient les issues.

A ce peuple, la contre-révolution ivre hurlait :

— Quoique tu fasses, tu vas périr! Si l'on te prend les armes à la main, — LA MORT ! Si tu déposes les armes,— LA MORT ! Si tu implores, — LA MORT ! De quelque côté que tu tournes les yeux à droite, à gauche, devant, derrière, en haut, en bas, — LA MORT ! Tu es, non seulement hors la loi, mais hors de l'humanité ! Ni l'âge, ni le sexe, ne te sauveront, ni toi, ni les tiens. Tu vas mourir, mais, avant, tu savoureras l'agonie de ta femme, de ta sœur, de ta mère, de tes filles, de tes fils, même au berceau.

LA MORT ! LA MORT ! LA MORT !

— Hier, on respectait le Prussien. Prisonnier, on le nourrissait, plein d'égards. Blessé, on le soignait tendrement.—Et on avait raison, car il était homme, bien qu'il ne représentât, à ce moment, que la force brutale, au service des haines et des ambitions dynastiques. — Chapeau bas devant cet ennemi,

troupeau aveugle sous les ordres de Bismarck. — Jules Favre va pleurer à ses genoux. Trochu et Thiers sont heureux et fiers, après le combat, de serrer sa main dont l'étreinte a brisé l'élan de la Révolution. — Mais toi, citoyen français, soulevé pour le triomphe du Droit et de la Justice, toi qui défendais hier Paris contre la guerre de conquête où Guillaume ramassait la couronne impériale que Bonaparte venait de laisser choir dans la boue de Sedan, — toi qui as pris les armes, parce qu'on t'attaquait, pour affirmer la fraternité des peuples, la solidarité universelle, — toi qui rêves le bonheur de la France et du genre humain, — toi qui veux fonder la grandeur de la patrie sur les principes qui seront le salut de l'univers, — toi, maudit, tu fais horreur !

Le Droit des gens n'existe pas pour toi.

Ta main dégoûte, et si elle se tendait pour demander grâce, on l'abattrait, en te crachant au visage.

Meurs, rebelle ! — Meurs socialiste ! — Meurs, communard ! — Meurs, toi, ta femelle et tes petits !

La mort ! La mort ! La mort !

Quels étaient donc ces hommes que les Peaux-Rouges de la classe dirigeante attachaient ainsi au poteau du supplice, avec des hurlements de joie, ajoutant l'insulte au martyre, effaçant, par leur férocité de sauvages en goguette, tous les grands massacres du passé ?

Quelques noms surnagent sur cette mer de sang fouettée par la tempête des passions réactionnaires, des appétits menacés et des terreurs qui se vengent.

Ceux-là feront juger des autres, — masse anonyme et sublime, — qui, lorsque l'histoire les interrogera, répondront d'une seule voix :

« Nous nous appelons : — le Peuple ! »

Voici d'abord

DELESCLUZE

Vieillard en cheveux blancs, au corps sec, aux traits vigoureux, au regard fier, type de l'honnêteté et du désintéressement, jacobin taillé sur le modèle de bronze des hommes de la Convention, dont on peut dire, aujourd'hui, qu'il a été la dernière incarnation, et non pas la moins belle.

Toute sa vie fut une longue lutte pour ce qu'il crut le Droit, la Justice, la Vérité. Ni la défaite, ni les persécutions, — l'Empire l'envoya à Cayenne, — ni les souffrances physiques et morales, ni l'âge, rien ne calma son ardeur, son dévouement absolu.

Pour mieux servir la Révolution, il renonça aux douceurs du

foyer, ne se maria point, vivant près de sa mère et de sa sœur, n'ayant jamais connu ni le doute, ni la défaillance, ni la lassitude.

Il vécut et mourut sans peur et sans reproche.

La fin de sa vie surtout fut particulièrement admirable. Député à l'Assemblée de Bordeaux, puis nommé à la Commune, il accourut, sans hésiter, où le peuple l'appelait.

Pourtant il appartenait à une génération éprise d'unité, de Dictature gouvernementale, pleine de la religion de l'Etat, peu au courant des questions sociales, — et il ne tarda pas à voir qu'il donnait sa vie pour une cause, — la Cause communaliste, — dont plusieurs principes contredisaient, combattaient quelques-unes de ses plus chères convictions.

Mais, Delescluze, au-dessus de ses idées, mettait la Révolution. Cet homme de fer n'avait rien d'un doctrinaire. C'était un stoïque, ce n'était pas un dogmatique. Il n'était pas de ceux qui enferment la Révolution dans une formule, et s'écrient : *Hors de mon Eglise, point de salut!*

Aussi, bien qu'il ne partagât pas, au début, tous les vœux des lutteurs de la Commune, bien que certains de ces vœux choquassent plusieurs croyances politiques auxquelles il avait donné sa vie, ou révélassent un côté nouveau de la question, qui jetait l'hésitation, le trouble, dans son cerveau accoutumé à une façon de concevoir différente, — il faut lui rendre cette justice qu'il comprit parfaitement le programme de la Commune, qu'il en saisit et en accepta toute la portée.

Ses sympathies *organiques*, si l'on peut dire, n'étaient peut-être pas là, — mais là était le peuple, là sa volonté.

Delescluze s'inclina, et fit stoïquement les sacrifices nécessaires.

A côté de lui, aussi grand, bien qu'absolument différent, voici

VARLIN,

Enfant du peuple, fils de ses propres œuvres. — Il était né, en 1839, d'une famille de pauvres paysans, dans le département de Seine-et-Marne. — A l'âge de 13 ou 14 ans, il vint à Paris et entra en apprentissage chez un relieur.

A cette époque, il ne savait ni lire ni érire. — Il eût le courage de s'instruire lui-même, en prenant sur les quelques heures de repos que lui laissait le travail de l'atelier.

Delescluze, d'origine bourgeoise, d'éducation jacobine, est le type du vieux révolutionnaire converti à l'idée socialiste par la seule sincérité de son dévouement à la cause du peuple, qui est la cause de la justice.

Varlin, au contraire, est le type *nouveau*, si je puis dire, de

la révolution moderne. Il appartient tout entier au socialisme militant, dont il restera l'une des figures les plus belles, les plus nobles et les plus touchantes.

Il fut d'abord le principal promoteur de la *Société de résistance* des ouvriers relieurs, puis le premier créateur des *Marmites sociales,* à Paris, enfin l'un des premiers adhérents de *l'Association internationale des Travailleurs* et son infatigable propagateur en France.

On se rappelle encore sa belle et fière attitude devant les juges de l'Empire, lorsque Napoléon III, voyant qu'il ne pouvait ni séduire ni absorber l'*Internationale*, essaya de la combattre et de la détruire.

C'est à la *Marseillaise* que je connus Varlin.

Je me rappellerai toujours sa jeune et belle tête couronnée déjà de cheveux blancs, le regard profond de ses yeux noirs, sa voix douce et calme, la dignité de ses manières.

Il parlait peu, ne s'emportait jamais. — Il avait la douceur de la force et la mélancolie du penseur.

Le rôle de Varlin, à la Commune, est connu.

Il y parla peu, agit beaucoup. — Après avoir fait partie du Comité central, il fut élu par trois arrondissements de Paris, les 6e, 12e et 17e. — Il s'occupa principalement de l'Administration des finances avec Jourde, puis passa à l'Intendance, où il pût déployer ses admirables facultés organisatrices.

Lors de l'entrée des Versaillais à Paris, il fit héroiquement son devoir jusqu'à la fin, puis il tomba prisonnier des vainqueurs de la Commune.

Pendant plus de *deux heures*, les mains liées derrière le dos, exposé aux coups, aux insultes d'une tourbe de lâches, couvert de crachats, de boue et de sang, on le promena dans Montmartre, prolongeant à dessein, par un hideux raffinement de férocité, sa cruelle agonie.

Cette longue torture ne put abattre cette fière nature. — Pâle et calme, sans dire un mot, sans un geste d'impatience, ou de colère, ou de faiblesse, il regardait ses bourreaux de son regard profond.

Enfin, les balles le délivrèrent !

Il fut si grand que ses ennemis et ses tortionnaires eux-mêmes furent obligés d'en convenir.

Qu'on lise le récit de cette mort, extrait textuellement d'un journal réactionnaire de l'époque :

« Varlin, arrêté rue Lafayette, avait été conduit à Montmar-
« tre.

« La foule grossissait de plus en plus, et on arriva, avec
» beaucoup de peine, au bas des buttes Montmartre, où le pri-
« sonnier fut conduit devant un général, dont nous n'avons pu

« retenir le nom. Alors l'officier de service s'avança et causa « quelques instants avec le général qui lui répondit : — *Là*, « *derrière ce mur.*

« Nous n'avions entendu que ces quatre mots. et, quoique « nous doutant de leur signification, nous avons voulu voir jus- « qu'au bout la fin d'un des acteurs de cet affreux drame.....; « mais la vindicte publique en avait décidé autrement!

« Arrivé à l'endroit désigné, une voix, dont nous n'avons pu « reconnaître l'auteur, et qui fut immédiatement suivie de plu- « sieurs autres, se mit à crier : — *Il faut le promener encore*, « *c'est trop tôt !...*

« Le triste cortége se remit en marche. — Arrivé rue des « Rosiers, l'état-major, ayant son quartier-général dans cette « rue, s'opposa à l'exécution.

« Il fallut donc, toujours suivi de cette foule augmentant à « chaque pas, reprendre le chemin des buttes Montmartre. — « C'était de plus en plus funèbre, car, malgré tous les crimes « que cet homme *avait pu* commettre, IL MARCHAIT AVEC TANT DE « FERMETÉ, *sachant le sort qui l'attendait depuis plus d'une heure*, « *que l'on arrivait à souffrir d'une si longue agonie.*

« Enfin, le voilà arrivé; on l'adosse au mur, et, pendant que « l'officier faisait ranger ses hommes se préparant à comman- « der le feu, le fusil d'un soldat, qui était, sans doute, mal « épaulé, partit, — *mais le coup rata!* Immédiatement les autres « soldats firent feu, -- et Varlin tomba.

« Aussitôt après, les soldats, craignant, sans doute, qu'il ne « fût pas mort, se *jetèrent sur lui pour l'achever à coups de crosse.* « L'officier leur dit : Vous voyez bien qu'il est mort, laissez-le. »

Tel est le récit d'un ennemi, — témoin oculaire, — d'une de ces bêtes fauves qui se ruèrent sur le peuple vaincu, et couraient aux exécutions comme à une fête.

Bien qu'adouci à dessein, ce récit en dit plus sur la férocité lâche des bourreaux et l'attitude sublime de la victime, qu'un long volume.

C'est un tableau vivant et qu'on ne peut pas oublier.

Telle fut la fin de Varlin, couronnant par le martyre une existence consacrée tout entière à la défense du droit et de la justice.

J'ai beaucoup insisté sur ces deux figures, parce qu'elles personnifient admirablement les deux côtés de la Révolution communaliste et sont comme les deux faces de la Commune de Paris.

Delescluze représente le Jacobin bourgeois se convertissant au programme socialiste, oubliant son origine, son éducation, ses instincts et les traditions de sa caste, pour revenir au peuple, marcher avec lui à la conquête de la justice sociale.

Varlin, c'est le peuple jeune, se relevant par un effort d'énergie sublime, atteignant au savoir à force de volonté, faisant corps avec la Révolution sociale, dont il est la représentation exacte et magnifique, naturelle pour ainsi dire, la chair et le sang.

Le premier dit à la Commune : — *Tu es la justice.*

Le second dit au monde surpris : — *Le peuple est prêt!*

Que d'autres noms, pourtant, méritent la même apothéose, reproduisent le même dualisme consolant et sublime, répètent les mêmes paroles, démontrent la même vérité !

Qui pourrait oublier

DUVAL et FLOURENS ?

L'un, simple ouvrier, comme Varlin, l'autre fils d'un des grands savants officiels de l'époque, l'académicien, professeur, membre de l'Institut, Flourens.

Tous deux donnèrent leur vie pour la même cause et l'auraient fait triompher si l'héroïsme au service de la justice suffisait à triompher de l'organisation savante de l'Etat bourgeois, — cette horrible machine de guerre dirigée contre le droit et vomissant sa mitraille sur l'avenir, le progrès, l'humanité.

Tous deux étaient jeunes, tous deux membres de la Commune, ainsi que Delescluze et Varlin, tous deux commandaient un corps de fédérés, à la sortie du 3 avril, lorsque Paris attaqué par les Versaillais mit sur pied, d'un seul élan, ces deux cent mille hommes que Thiers dénonçait à la France comme *une poignée de repris de justice!*

Gustave Flourens était depuis longtemps connu pour sa lutte audacieuse contre l'empire. — Chevalier errant de la Révolution, il était allé en Crête combattre en faveur du peuple grec soulevé et qui repoussait le despotisme turc. — De retour à Paris, il continua la lutte à *la Marseillaise* et dans les réunions publiques. Sous le siége, chef de bataillon, il essaya de sauver Paris et la République au 31 octobre, et le Gouvernement de la Défense nationale, qu'il eut la faiblesse de ménager, l'envoya à Mazas, d'où le peuple le délivra le 21 janvier.

Le 4 avril, il fut surpris, dans Rueil, par les gendarmes qui entourèrent la maison où il prenait quelques instants de repos. Il voulut se défendre. Un capitaine, nommé Desmarais, lui fendit la tète d'un si furieux revers de sabre, que la cervelle jaillit.

Son corps fut jeté sur un tombereau et conduit à Versailles, où il servit de spectacle aux dames du monde, ces « chiennes, »

— comme les appelle le poète dans un vers indigné, — qui venaient lécher le sang des blessés et aviver les plaies des vaincus prisonniers,

« ... du manche sculpté d'une ombrelle de soie. »

Duval, lui, appartenait à l'*Internationale*. — C'était un ouvrier fondeur. — Il ne siégea que quelques jours à la Commune, où il se distingua tout de suite par son énergie, son activité, son courage plein de sang-froid.

A l'assemblée nos deux places se touchaient. J'ai vu peu de figures plus sympathiques, rencontré peu d'hommes dont la nature fut plus évidemment loyale, généreuse et dévouée.

Il n'a fait que passer pour combattre et mourir ; mais ceux qui l'ont connu ne l'oublieront jamais.

Il fut fait prisonnier, avec le corps qu'il commandait, sur le plateau de Chatillon, après une héroïque résistance.

Lui et ses hommes sont cernés, les munitions manquent.

— Rendez-vous, vous aurez la vie sauve, — leur dit-on, au nom du général Pellé, qui commande.

Ils se rendent.

Aussitôt, les Versaillais s'emparent des soldats de l'armée régulière qui combattaient dans les rangs de la Commune, et les fusillent, séance tenante.

Plus tard, le maréchal Mac-Mahon fera grâce à son camarade, le non moins maréchal Bazaine, coupable d'avoir seulement livré Metz et son armée.

On enferme les autres prisonniers entre deux haies de chasseurs, et on les dirige sur Versailles.

En route, on rencontre Vinoy, — celui qui s'était chargé, avec joie, de la sale besogne de rendre Paris.

Il demande s'il y a un chef.

— Moi ! — s'écrie Duval, en sortant des rangs.

Un autre s'avance :

— Je suis le chef d'état-major de Duval, dit-il.

Un troisième, qui commandait les volontaires de Montrouge, vient se ranger près d'eux.

— Vous êtes d'affreuses canailles, — dit alors Vinoy, en son style de corps-de-garde, — on va vous fusiller.

Duval et ses deux compagnons, sans daigner répondre, vont d'eux-mêmes se placer devant un mur, défont leur capote, crient :

Vive la Commune !

et tombent foudroyés.

Ce furent les premiers martyrs de la Commune. Versailles

commençait cette œuvre de boucher, qui devait finir par l'égorgement de toute une population.

Ils furent les premiers, ils furent aussi les plus heureux. Ils moururent, du moins, avec leurs illusions, pouvant espérer encore la victoire. — On en était à la première bataille. Ils sentaient derrière eux Paris intact et formidable.

Dormez en paix, amis. — Vous ne vous êtes pas trompés. — D'autres viendront, plus tard, qui poursuivront l'œuvre à laquelle vous avez donné votre jeunesse et votre vie. Un jour, le peuple affranchi invoquera hautement vos noms, qu'il ose à peine murmurer tout bas, et s'écriera de sa grande et mâle voix :

« Honneur à vous, et merci, martyrs de la première heure ! »

A côté d'eux, dans ce Panthéon glorieux de la défaite, il faut inscrire le nom de

VERMOREL

Celui-là aussi était jeune. Né en 1841, c'est par le journalisme qu'il s'était fait connaître.

Comme Delescluze, comme Flourens, secouant la poussière de ses souliers, il avait abandonné la bourgeoisie, il avait mis sa main dans la main du peuple, il avait voulu se confondre avec lui, vivre, combattre, mourir avec lui, pour lui !

Il sortait, de plus, du séminaire. — Il avait tout vaincu, même l'éducation cléricale, même l'influence empoisonnée du prêtre.

Fondateur du *Courrier français*, l'un des premiers, sous l'Empire, il avait arboré le drapeau du Socialisme.

La calomnie fut sa récompense. Pendant longtemps il resta suspect au parti révolutionnaire.

Elu à la Commune, quoique absent de Paris, il accourut, sans illusion sur la victoire immédiate, remplir le poste de péril et d'honneur qui lui était confié.

Là, il ne tarda pas à devenir l'un des principaux orateurs de l'Assemblée, déployant une activité dévorante, assistant régulièrement aux séances de l'Hôtel de Ville, prenant part aux travaux de la Commission dont il faisait partie, écrivant quand il ne parlait pas, courant, lorsqu'il le fallait, aux avant-postes, se prodiguant partout où il croyait rendre un service, où il voyait un devoir à accomplir.

Après l'entrée des Versaillais dans Paris, cet homme de lettres, ce journaliste, qui n'avait rien du soldat, dont la vie avait été toute d'étude et d'activité purement cérébrale, se

transforme, se mêle à la bataille, conduisant les fourgons, portant les ordres, veillant au salut commun, s'exposant vingt fois par heure à la mort.

Enfin il tombe frappé d'une balle.

On l'emporte, on le cache. — Il est découvert, transporté prisonnier dans un hospice, où il meurt lentement.

Détail hideux, mais qui eût manqué à la boucherie Versaillaise : — L'officier qui l'arrêta, le fit lever de son lit de douleur, le força de descendre dans la rue et de gagner la voiture stationnée devant la porte, — *sur sa cuisse brisée*,— pour que personne lui offrît le bras ou l'aidât à se soutenir.

Qu'elle dût être cruelle, son agonie prolongée sous les yeux des gardes-chiourmes versaillais, sans l'exaltation du combat, au moment de cet effroyable effondrement de la première ville du monde et de la plus noble des causes !

Quelques heures avant d'être atteint, Vermorel, qui conduisait des munitions à une barricadē rencontra Ferré.

— Eh bien, — lui dit-il, faisant allusion à de regrettables divisions, — vous le voyez, Ferré, les membres de la minorité se battent !

— Les membres de la majorité feront leur devoir ! — répond Ferré.

Et ces deux hommes qui allaient mourir, l'un et l'autre, se séparent sur ces fières paroles.

Que de mots sublimes il y aurait à citer de toutes ces bouches fermées par la fureur infâme du soudard versaillais et la férocité lâche de la bourgeoisie affolée.

C'est **MILLIÈRE** répondant à l'assassin Garcin, fait depuis colonel, en récompense de son meurtre, et qui lui reprochait de ne pas « mourir simplement ! »

— *J'ai bien le droit de mourir comme je l'entends dans l'intérêt de mon parti !*

Réponse dont l'histoire ne donne peut-être pas un autre exemple plus grand.

C'est un pauvre ouvrier, vieillard en cheveux blancs, qui, fait prisonnier, après avoir brûlé sa dernière cartouche, s'écrie indigné, à l'officier qui veut le faire fusiller sur un tas d'ordure, comme suprême insulte :

— *Je me suis battu bravement, j'ai le droit de ne pas mourir dans la merde !*

Mais la place me manque, — et les noms se pressent sous ma plume.

Je voudrais parler de tous, — je ne puis même les citer.

Un dernier pourtant :

FERRÉ

C'est à Pélagie, en prison, où l'Empire nous avait jetés tous les deux, que je vis pour la première fois Ferré.

Impossible d'oublier cette figure pâle, maigre, énergique, coupée par un long nez tombant droit sur la bouche, ces yeux noirs, au regard rapide et sombre.

A la Commune, il prit rarement part aux discussions. Il s'occupait de la police, avec Raoul Rigault, qu'il remplaça, à la fin, comme délégué à la Préfecture.

Toujours calme, volontiers taciturne, un peu froid d'apparence, c'était une volonté de fer, un courage de héros, dans un corps frêle et délicat. — Au fond, nature exaltée, quoique concentrée, dont l'enthousiasme contenu et l'inébranlable fermeté rappelaient les réformateurs du XVI[e] siècle qui confessaient leur foi au milieu des flammes du bûcher.

Devant le Conseil de guerre qui le condamna, avec les plus grossières insultes, son attitude fut admirable de dignité froide, de mépris pour les bourreaux que la victoire déguisait en juges.

Une heure avant de marcher à l'exécution, il écrivit à sa sœur une lettre sans phrases, où il se déclarait hautement athée et matérialiste.

Pendant *douze semaines*, après sa condamnation, il avait attendu la mort !

Les Versaillais prolongeaient les agonies à dessein, espérant, par cette torture, briser ces cœurs de héros.

GASTON CRÉMIEUX, de Marseille, fut exécuté *six mois* après sa condamnation.

Les bourreaux de l'ordre en furent pour leur infamie.

Pas un ne faiblit !

TOUS, soit dans la rue, soit au poteau de Satory, — anonymes ou célèbres, — dans un coin obscur, ou sous les yeux de l'histoire, — TOUS moururent stoïques et debout !

Ferré, ainsi que Varlin, eût son Calvaire.

Sa mère était morte folle de désespoir.

Son frère était enfermé comme fou, dans un cabanon de Versailles.

Son père était prisonnier.

Sa sœur, -- martyre aussi, âgée de 19 ans, — restait seule dans cette épouvantable solitude peuplée des fantômes sanglants ou désespérés de tous les siens, entre la tombe fermée de sa mère et la tombe ouverte qui attendait son frère.

Silencieuse, fière, indomptable, digne de celui qui allait

mourir, elle travaillait nuit et jour pour vivre et porter, chaque semaine, vingt francs au condamné.

Enfin, le 25 décembre, à six heures du matin, on conduisit Ferré à Satory, en compagnie de Rossel et de Bourgeois, pauvre soldat obscur dont il faut se rappeler aussi le nom.

Vêtu de noir, fumant un cigare, sans qu'un muscle de son visage tressaillît, il alla se placer d'un pas lent, égal et ferme, devant le poteau qui lui était destiné, regarda la mort en face.

Les soldats tirèrent. — Rossel et Bourgeois tombèrent. — Ferré resta debout.

On tire encore, — il s'affaisse.

Un soldat s'approche, pose le canon du chassepot dans l'oreille et fait sauter la cervelle.

Il meurt en trois fois !

Tels furent ces hommes ! Tel fut le peuple de la Commune !

Nous finirons par ces mots vengeurs de Ferré devant le conseil de guerre chargé de l'égorger légalement.

Tout commentaire les affaiblirait.

C'est le testament d'un héros.

Nous y voyons aussi le présage de la résurrection d'une cause immortelle qu'on a voulu vainement noyer dans le sang de ses défenseurs.

« Membre de la Commune, je suis entre les mains de ses » vainqueurs. Ils veulent ma tête, — qu'ils la prennent ! » Jamais je ne sauverai ma vie par la lacheté. — Libre, j'ai » vécu, j'entends mourir de même.

« Je n'ajoute qu'un mot : — La fortune est capricieuse. — Je » confie a l'avenir le soin de ma mémoire et de ma vengeance. »

L'avenir accepte!

Arthur Arnould.

L'INTERNATIONALE ET LES CHINOIS

C'est là un titre qui paraîtra baroque à ceux pour lesquels les Chinois ne sont qu'un objet de plaisanteries bêtes et l'*Internationale* qu'un prétexte à divagations féroces. « Ah ! dira-t-on, voilà les barbares de nos sociétés modernes qui parlent de s'allier avec les magots d'une société décrépite ! Voilà l'écume impure des sociétés occidentales en train de se mêler aux détritus rancis des peuples de l'Orient ! Bonne chance ! Puisse le mélange aller se perdre bientôt au fond de la mer Rouge ! »

Quant à nous, qui n'avons point à nous laisser duper par de vieilles plaisanteries, et qui devons toujours regarder au fond des choses, nous savons que la question du travail est sérieuse partout, même en Chine ; nous avons le droit de nous occuper d'un pays où, comme dans l'Europe occidentale et en Amérique, il y a des oisifs qui vivent aux dépens des travailleurs, des travailleurs qui meurent au profit des oisifs. Là-bas comme chez nous, la grande question sociale, celle du pain quotidien, soulève les peuples, et comme chez nous les gouvernants n'ont trouvé d'autre moyen de la résoudre que par le massacre des multitudes, quand les famines et les épidémies n'ont pas fait des vides suffisants. Entre les opprimés de l'Orient et ceux de l'Occident, il y a la solidarité que donne la lutte commune contre la misère.

Aussi loin que l'on remonte dans le passé du peuple chinois, on voit qu'il n'a cessé de se révolter contre l'oppression, mais on voit aussi que ses efforts ont toujours été vains : il s'est agité au hasard comme un malheureux qui se débat sous un rocher. La dernière guerre des Taïpings, que les missionnaires ont voulu représenter comme une guerre religieuse entre un parti de néo-chrétiens et les vieilles religions de la Chine, n'était qu'une guerre sociale. Des prophètes parcouraient le pays en proclamant que bientôt il n'y aurait plus ni pauvres ni riches ; ils appelaient au combat tous ceux qui voulaient faire cesser la monstrueuse inégalité des fortunes et des misères, et derrière eux marchait la foule des mécontents. Seulement ces malheureux s'imaginaient qu'il suffirait de saccager les champs des mandarins et de brûler les baraques et les papiers des collecteurs d'impôts ; ils ne s'apercevaient pas qu'en se donnant des chefs ils construisaient un nouvel Etat sur les ruines du premier. Bientôt ils eurent rétabli tout ce qu'ils avaient renversé ! Comme les Chinois conservateurs, les Taïpings révolutionnaires eurent empereur, généraux, mandarins de tous bonnets et de tous boutons, puis quand le peuple opprimé par les uns et par les autres cessa de prêter sa force au mouvement, le massacre commença. On sait que dans ce cas-là les Chinois n'y vont pas de main morte. Ils tuent, tuent jusqu'à ce qu'ils ne reste pas un homme debout. Là où se trouvait une cité populeuse, ils ne laissent plus que des mares de sang, des poutres incendiées, des cadavres carbonisés. Nanking, qui fut jadis une cité d'un million d'hommes, n'était plus qu'une grande ruine après le passage des « soldats de l'ordre. »

Ainsi les révoltes de la faim n'ont jusqu'à maintenant abouti en Chine, — comme en bien d'autres pays, — qu'à faire massacrer les affamés. Cependant en Chine, — toujours comme chez nous, — il ne manque pas d'esprits libéraux qui, dans

l'espoir d'une conciliation impossible entre l'exploiteur et l'exploité, ont fait appel à la coopération sous toutes ses formes. Dans l'empire du Milieu on a parlé aussi de l'association du travail, du capital et du talent ; là aussi on a fondé des cités ouvrières où les travailleurs devaient jouir d'un parfait bonheur sous la surveillance de bons patrons. Des ouvriers eux-mêmes ont établi des sociétés de crédit, de consommation, de production ; là-bas les « Equitables » de Rochdale trouvent leurs maîtres et leurs devanciers. Tandis que dans nos contrées de l'Europe occidentale les associations ouvrières sont encore l'exception, elles sont depuis des siècles la règle uniforme dans l'extrême Orient. Dans les parties commerçantes de la Chine, on ne rencontrerait peut-être pas un seul individu, riche ou pauvre, bourgeois ou travailleur, qui n'appartienne à quelque groupe sociétaire.

D'abord, — pour commencer par les patrons, — ceux-ci ont parfaitement compris que leur vie s'écoule beaucoup plus paisiblement et que leurs bénéfices sont moins aléatoires quand ils évitent de se lancer dans le vertige de la concurrence. Aussi, les chefs industriels de chaque ville, de chaque province, s'entendent-ils pour fixer au même prix tous les produits similaires de même qualité. Négociants, commissionnaires, revendeurs, épiciers, tous livrent leurs marchandises et leurs denrées à un taux fixé par le syndicat, et celui d'entre eux qui se permet de vendre à plus bas prix que ses confrères pour attirer les pratiques, doit acquitter une forte amende, servant à payer des banquets et des représentations théâtrales pour l'amusement des membres de la corporation. Il va sans dire aussi que la ligue des marchands n'est pas seulement formée contre le public, mais aussi contre les travailleurs ; si d'un côté il s'agit de vendre le plus cher possible, de l'autre, il importe de payer les salaires au plus bas.

Toutefois, à cette solide coalition des patrons les travailleurs de chaque corps de métier opposent partout des coalitions non moins solides ; aux exigences des patrons ils répondent par des grèves et plus souvent par des entreprises rivales ; ils se constituent en associations de production, et grâce à leur esprit de solidarité, à leur admirable discipline volontaire, qui va jusqu'à l'acceptation tranquille du suicide par la faim, ils finissent presque toujours par l'emporter. Leur force est si bien établie qu'en maints endroits, dit-on, les patrons n'acceptent même pas la lutte. Les ouvriers fixent eux-mêmes le taux des salaires au commencement de chaque saison industrielle, et les prix fixés par eux sont fidèlement payés. Mais chaque groupe ne voyant pas au-delà de ses propres intérêts, les travailleurs n'ont pas encore eu l'idée d'employer la force im-

mense qu'ils ont dans les mains pour s'affranchir complétement et s'emparer de l'outillage agricole et industriel au profit de la nation tout entière. Ils pourraient le faire sans peine, mais les rivalités de la profession, l'avidité personnelle, le besoin de se ranger eux-mêmes parmi les patrons, les entraînent à faire de leurs corps de métier autant de sociétés fermées. Organisées en maîtrises, les diverses associations n'accueillent les apprentis que pour les faire passer pendant deux ou trois ans par une véritable servitude ; elles constituent une sorte d'aristocratie, au-dessous de laquelle grouille un misérable prolétariat.

Ainsi en Chine comme dans nos pays d'Europe, des hommes en multitude se trouvent rejetés en dehors des cadres de la société : ils n'ont de place ni parmi les patrons, ni parmi les travailleurs privilégiés ; obligés de s'ingénier pour vivre, ils volent à l'ordre social officiel chaque jour de leur existence. Les plus heureux encore parmi ces déclassés de la société chinoise sont les mendiants de profession. Ceux-là du moins sont organisés comme les négociants en associations régulières ayant leurs statuts, leurs revenus fixes, leurs fêtes et leurs banquets. Mais en dehors de ces corporations plus ou moins puissantes, que de misères et quelle abjection dans le dénuement ! Riche comme elle l'est, la Chine ne l'est pourtant pas assez pour nourrir tous ses enfants, et des millions d'entre eux doivent périr avant l'âge ! Quoique l'argent mendié par les « Protecteurs de la Sainte-Enfance » serve d'ordinaire à bien autre chose qu'à l'achat de petits Chinois, il est certain que l'infanticide des filles est très-commun dans les districts peuplés de la Chine ; les parents les plus sensibles prennent eux-mêmes l'enfant nouveau-né pour l'étouffer en le plongeant dans un baquet d'eau froide. Que de fois aussi, quand ils ont élevé la petite fille pendant quelques années, ils sont obligés de la vendre comme esclave ou de la céder d'avance comme future prostituée ! Le tarif est fixé pour ces sortes de transactions, cinq francs par année d'âge, en attendant que la chair des pauvres enfants soit à point pour le vice.

On le voit, la question sociale existe bien en Chine, et les conséquences de la misère y sont plus affreuses, s'il est possible, que dans notre pays, parce que la morale vulgaire, reposant en entier sur le respect de la tradition et le pouvoir absolu du chef de famille, y est encore très-inférieure à la nôtre ; mais ce ne sont là que des différences de détail : les traits principaux sont bien les mêmes. Paris, Londres et New-York peuvent reconnaître leurs plaies dans celles de Changhaï et de Fouchou ! D'ailleurs, les différences de détail elles-mêmes ne peuvent manquer de s'atténuer peu à peu, car, par

l'amoindrissemant des distances et l'accroissement rapide des communications internationales, les sociétés de la Chine et de l'Europe se rapprochent de plus en plus, et déjà par l'émigration les deux prolétariats sont en contact. Tôt ou tard ils se confondront, et du nord au sud, de l'Occident à l'Orient, la cause du peuple sera la même.

Les Chinois sont le peuple émigrant par excellence. C'est par millions qu'ils ont peuplé les territoires jadis presque déserts de la Mantchourie et les vallées du plateau mongol; mainte région montagneuse de l'intérieur a été conquise par eux sur les populations sauvages; pas à pas, ils avancent en cultivant le sol. Mais l'émigration des prolétaires chinois n'est pas en entier un mouvement spontané et ce n'est pas seulement dans les contrées avoisinantes qu'ils vont porter leur industrie. Les planteurs de Cuba, de la Louisiane, des Antilles, de la Guyane, du Pérou, des Mascareignes, ont besoin de remplacer leurs nègres par d'autres travailleurs. L'esclavage est aboli, à leur grand regret; vite, il faut le remplacer par la servitude des jaunes! La dépense est un peu plus forte, mais un spéculateur habile peut en tirer plus grand profit. En pareille matière il est bon d'être philanthrope! Sans doute on veut produire du sucre et du coton à bon marché; mais on veut aussi faire le bonheur des « engagés! » On leur assure bonne nourriture, bonne paie, — 10 francs par mois, — puis le retour dans la patrie après trois, cinq ou sept années de travail; toutefois on s'arrange de manière à exploiter à outrance le malheureux « coolie » pendant la durée de son engagement. Il meurt à la peine, c'est vrai; mais ainsi le veulent les saintes lois de « l'offre et de la demande! »

Pour se conformer à ces principes d'une « saine économie politique, » on sait à quelles abominations se livrent les introducteurs de bétail humain. D'honnêtes compères de Macao ou de tout autre port du littoral attirent dans leurs entrepôts des Chinois faméliques ou naïfs; ils leur donnent d'abord une nourriture convenable, de bonnes paroles, de magnifiques promesses; ils font miroiter devant eux tous les avantages d'une vie libre et fortunée! Puis, un beau soir, le navire étranger se présente, la cargaison de travailleurs est embarquée; on y joint précipitamment tous les malheureux qu'on a pu saisir au passage, tous les passants attardés qui n'ont pu se sauver assez tôt, puis les matelots lèvent l'ancre et le navire s'enfuit dans la nuit. C'est alors que commence la torture. Les coolies sont entassés dans la cale: on ne leur donne plus qu'une pitance avare et malsaine, on leur mesure l'air, on laisse mourir par économie tous ceux qui paraissent trop faibles ou que vient assaillir la fièvre du bord. L'épidémie s'empare de ces victimes

toutes préparées ; c'est elle qui fait le vide dans la cohue et qui donne un peu de place aux restants. Que les malheureux se plaignent, des canons de fusils braqués sur eux à travers les planches frappent au hasard et font taire les gémissements. Il est arrivé fréquemment que des coolies chinois, comprenant le sort terrible qui leur était réservé, ont voulu se donner eux-mêmes la mort et ont froidement, patiemment préparé leur suicide en masse. Il en est qui ont mis le feu au navire, d'autres qui l'ont sabordé pour le couler à fond, heureux si, au dernier moment, ils ont pu savourer les cris de terreur et les gémissements de l'équipage abhorré !

Une émigration forcée qui se fait dans de pareilles conditions ne peut avoir qu'une très faible importance au point de vue du mélange des races et des transformations sociales. Sans espoir pour eux-mêmes, sans famille qui puisse les aider à vivre, — car on a rarement l'humanité d'emporter des femmes avec les travailleurs mâles, — les malheureux coolies dépérissent peu à peu ; ils meurent sans laisser de traces de leur séjour. Parfois ils se révoltent, et les planteurs se donnent alors la joie de les massacrer, ou bien la manie du suicide s'empare d'eux, et chaque matin les surveillants ont à en décrocher des douzaines pendus en grappes aux branches des arbres.

Toutefois, les populations chinoises du littoral, averties du sort qui attend les « engagés » de leur race sur les plantations étrangères, se tiennent de plus en plus sur leurs gardes, et le vol des travailleurs ne peut plus se faire que dans des circonstances exceptionnelles. En revanche, l'émigration libre augmente chaque année malgré les restrictions que les autorités impériales veulent imposer à ce mouvement. Aux Philippines, les colons chinois sont déjà fort nombreux, et ce sont eux, avec les métis de leur race, qui se sont emparés de presque tout le commerce des îles. A Java et dans les autres îles de la Sonde, leur nombre s'élève à plus de 300,000, et par leurs croisements avec les indigènes ils constituent déjà un des éléments naturels de population dans le pays. Les divers états de Bornéo, les Moluques, Singapore, la Cochinchine et Siam sont également des lieux d'émigration très-aimés des Chinois, et dans toutes ces contrées ce sont les nouveau-venus qui, par leur amour du travail, leur industrie, leur persévérance, sont les initiateurs des populations natives. Toute une race nouvelle, celle des Min-Huong, est née de leur croisement avec les femmes de l'Indo-Chine et ce sont les mœurs des pères que suivent les enfants.

Les voyageurs, trop pressés de voir et trop pourris de préjugés européens, négligent en général de s'informer de la vie intime de ces émigrants chinois et de l'organisation de leurs

communautés; cependant les quelques renseignements parvenus en Europe constatent, — ce que l'on pouvait prévoir d'avance, — que les émigrants de la Chine ont transporté dans toutes leurs colonies les institutions de la mère patrie. Ils ont leurs sociétés de production et de consommation, leurs associations de crédit et de secours mutuels, leurs syndicats, leurs caisses de résistance. Dans tous ces pays étrangers, où l'isolement les exposerait à la ruine, ils savent admirablement pratiquer la solidarité, et c'est là ce qui fait leur force. A Java, où ils constituent une forte bourgeoisie, ils ont su profiter du jour au lendemain de la permission d'acheter des terres, concédée récemment par les autorités hollandaises, et maintenant ils arrondissent de plus en plus leurs propriétés. Dans l'île de Singapore, où ils sont relativement trop nombreux pour s'enrichir comme propriétaires, ils se sont du moins organisés en sociétés ouvrières assez puissantes pour maintenir et relever graduellement les salaires en dépit des grands commerçants anglais. A propos de je ne sais quelle bagarre, peut-être provoquée, la police britannique mit la main sur les statuts d'une société populaire très-influente, et c'est avec stupeur qu'on y reconnut, et presque dans les mêmes termes, le langage de nos ouvriers d'Europe. Ces programmes, qualifiés « d'abominables, » déclaraient aussi qu'il n'y a « point de devoirs sans droits, ni de droits sans devoirs; » ils affirmaient que « la justice doit être désormais la base de tous les rapports entre les hommes; » ils réclamaient pour le travailleur « le produit intégral de son travail. » On comprend combien ces préceptes horribles ont dû scandaliser tous les Européens privilégiés qui se sont établis dans l'extrême Orient! Aussi le gouvernement colonial français installé à Saïgon s'est-il vraiment surpassé pour surveiller policièrement les immigrants chinois. Il ne se contente pas de leur demander un passeport, de les mesurer sous la toise, de noter la longueur de leurs moustaches et de leur queue, il les fait encore poser devant un photographe assermenté et garde dans un grand registre officiel les cartes authentiques de tous les « Fils du Ciel! » Heureusement pour eux, que les Chinois sont passés maîtres dans l'art de se grimer! Il est arrivé quelquefois qu'un même individu a posé plusieurs fois devant le même photographe, et chaque portrait représentait un autre personnage. En pareil cas, il n'est pas difficile d'établir un alibi!

Mais, dira-t-on, que nous importe ce monde des travailleurs chinois, tant qu'il n'entre pas en rapport direct avec les ouvriers d'Europe? Sans doute, il n'y aurait à l'étudier qu'un intérêt purement scientifique, si la juxtaposition des travailleurs de l'Orient et de l'Occident n'avait commencé sur certains

points. Mais, nous l'avons vu, ils se sont déjà rencontrés, et les misères de l'un et de l'autre prolétariat ont pu se reconnaître. Il est donc grand temps de nous occuper de la question, car de toutes les fabriques d'hommes, de tous les « laboratoires de chair humaine, » la Chine est la plus féconde, et ses enfants peuvent déborder par millions sur le reste de la terre.

C'est en Australie et aux Etats-Unis qu'ont eu lieu la rencontre et les premiers conflits des ouvriers chinois et des travailleurs de race blanche. Les conflits, disons-nous, car il était inévitable que des éléments de population aussi foncièrement différents par l'origine, les habitudes, la façon de penser, pussent se juxtaposer sans lutte préalable. La grande différence des salaires faisait de ce choc une nécessité historique. En Chine, les charpentiers et les maçons gagnent en moyenne de fr. 1 à fr. 1 50 par jour ; les terrassiers, les manœuvres se croient bien payés quand ils reçoivent 30 francs par mois, et encore à condition de se nourrir eux-mêmes. Les commis, les employés de maison de commerce ont un traitement mensuel de 50 à 150 francs. Dans les ports d'Australie et de Californie, les immigrants de race jaune pouvaient donc se croire très-audacieux, presque insolents, en demandant le quintuple de leur salaire habituel ; mais ce quintuple même représentait à peine le tiers de ce que réclamaient les immigrants européens. Ceux-ci ont besoin d'une bonne et grasse nourriture. Ceux-là sont accoutumés aux privations ; ils trouvent à vivre amplement là où l'Européen mourrait de faim ; ils s'enrichissent là où l'Européen s'appauvrit. Ce qui est la prospérité pour les jaunes est déjà la ruine pour le travailleur blanc.

Aussi le travailleur chinois, — cela va sans dire, — est-il très-mal vu par les autres travailleurs en Australie et aux Etats-Unis. Les ouvriers ont pour lui le sentiment que le Français du Midi a pour le Piémontais : ils l'accusent avec raison de faire baisser les salaires, et fréquemment ils tâchent de lui rendre la vie dure, de l'expulser des fabriques ou même du pays quand ils sont les maîtres. De leur côté, les grands entrepreneurs, les riches industriels favorisent grandement les travailleurs chinois, et s'ils osaient, ils en peupleraient leurs chantiers et leurs usines; il leur convient fort d'avoir de bons ouvriers et de ne les payer qu'à moitié prix. Toutefois, dans un pays de démocratie, ils n'osent lutter qu'à la sourdine contre la volonté populaire, et les immigrants chinois n'ont guère que les travaux de rebut à exécuter ou des occupations serviles à remplir. En outre, le manque presque absolu de femmes, la difficulté qu'ils ont à fonder une famille sur ces terres étrangères, les a empêchés jusqu'à maintenant de s'établir dans l'Amérique du Nord en colonies aussi considérables qu'on

aurait pu s'y attendre. En 1877, ils n'étaient aux Etats-Unis qu'au nombre d'environ 150,000, et le nombre des émigrants n'est que de sept à huit mille par an. C'est bien peu en comparaison des prodigieuses multitudes de misérables qui, dans la mère-patrie, disputent sans cesse à la mort leurs membres émaciés ; les patrons dont l'intérêt est de se procurer le travail au plus bas marché possible, c'est-à-dire d'utiliser des Chinois de préférence aux ouvriers d'Amérique et d'Europe, n'ont que l'embarras du choix. Déjà les fabricants de souliers au Massachusetts, dans la Nouvelle-Angleterre, ont importé des centaines de Chinois, et de grands propriétaires de houille du pays de Galles ont menacé leurs ouvriers d'un recours au même moyen. S'ils n'ont pas encore exécuté leur menace, ce n'est certes pas à la bienveillance qu'il faut l'attribuer, c'est qu'ils ont su maintenir les salaires au taux qui leur convient. Et puis, ils n'osent pas encore! mais l'appui de l'Etat leur permettra peut-être d'oser bientôt !

Quoiqu'il en soit, ce n'est là qu'une affaire de temps; les intérêts, comme les eaux de la mer, cherchent incessamment leur niveau. La terre se fait petite sous le réseau de chemins de fer et de bateaux à vapeur qui l'entoure ; les peuples de plus en plus voisins les uns des autres, multiplient leurs points de contact : ils se rapprochent et se mêlent ; de leurs éléments divers et même opposés, ils se préparent à former graduellement une race nouvelle où toutes les races se trouveront unies. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, les frontières de peuple à peuple deviennent de plus en plus une misérable fiction ; même les limites de race à race deviennent incertaines et s'effacent ; toute association, quel que soit le but qu'elle poursuive, le maintien de l'asservissement humain ou le triomphe de la justice, doit prendre nécessairement un caractère international. Demandez au prêtre s'il reconnaît la frontière des Alpes ou du Rhin ? Demandez au capitaliste s'il s'inquiète de l'effigie de ses écus? Demandez au conservateur s'il ne criera pas : A mort! A mort ! pour les communeux de tous les pays ? Déjà les documents officiels du Japon parlent en langage des plus corrects des « bases éternelles de la société » et de « l'hydre du socialisme ».

Ainsi les maîtres du capital savent se comprendre d'un bout du monde à l'autre, et par la suppression des petites concurrences, la puissance grandissante des monopoles, ils nous menacent de former une commandite générale de l'exploitation des hommes. En comparaison de ce pouvoir immense, que sont les royautés passagères des Alexandre, des Charlemagne et des Djenghiz-Khan? Des bulles de savon qui se montrent un instant et disparaissent sans laisser de traces.

Contre cette ligue terrible des patrons, les travailleurs, condamnés au salaire de famine, sauront-ils former une autre ligue, opposer force à force et remporter finalement le triomphe que semblerait devoir leur assurer le nombre? Jusqu'à maintenant, les travailleurs lésés ont assouvi leur colère sur d'autres malheureux : ils ont combattu comme des gladiateurs dans une arène, tandis que les maîtres regardaient le massacre. L'ouvrier combat des ouvriers ; un corps de métier lutte contre d'autres corps de métier ; nations et races s'entr'égorgent sur les frontières communes. Et maintenant, Chinois, Américains et Européens, se rencontrant sur le même champ de bataille, vont-ils se massacrer les uns les autres, s'arracher le pain de la bouche, comme en Angleterre des maçons faméliques de toutes les nations sont venus enlever leur pain aux maçons anglais? ou bien, comprenant les mêmes idées, s'unissant dans une même volonté, sauront-ils s'associer pour revendiquer en commun le produit intégral de leur travail ? De cet accord des hommes de labeur, dépend l'avenir de l'humanité. Maîtres de trois cents millions de prolétaires chinois, les capitalistes d'Europe peuvent, s'ils le veulent. faire baisser tous les salaires de moitié. Ils le voudront, n'en doutez pas, et que ferez-vous, ouvriers, pour détourner la mort? *Elisée Reclus.*

ODESSA

Nous recevons d'un groupe de socialistes-révolutionnaires d'Odessa la communication suivante, que nous nous empressons de porter à la connaissance de nos lecteurs.

Odessa, 20 mars 1878.

Le 18 mars, au soir, a eu lieu à Odessa une réunion pour célébrer ce jour mémorable pour les socialistes du monde entier. L'assemblée était nombreuse et animée, plus de la moitié des assistants appartenait à la classe ouvrière. Plusieurs discours ont été prononcés.

Le premier orateur — un ouvrier — a exprimé en termes émus le bonheur, qu'il éprouvait à vue d'une réunion aussi nombreuse.

L'orateur qui vient après lui, prononce le discours suivant : « Quand le gouvernement français a eu écrasé la Commune de Paris, il a répandu contre les défenseurs de la Révolution ses calomnies les plus infâmes. Il a essayé de les flétrir en les traitant de voleurs, de brigands, d'incendiaires ; les femmes qui avaient participé au mouvement ont été déshonorées sans exception du nom de prostituées. Le gouvernement français osa même adresser une note circulaire aux gouvernements étrangers pour obtenir l'extradition des fédéres qui avaient échappé à la fusillade et aux massacres, prétendant que les gens dont il s'agissait n'étaient point passibles de poursuites politiques, mais que ce n'étaient que de simples criminels, — des voleurs des brigands, des assassins, etc:

» Après cette odieuse démarche retentirent dans tous les pays des cris d'indignation et des protestations contre le cynisme du gouvernement français.

» Les ouvriers du monde entier envoyèrent des adresses sympathiques aux ouvriers français qui avaient combattu pour l'humanité. Et depuis, chaque année ces adresses se renouvellent. Seuls, les ouvriers russes n'ont pas encore ouvertement affirmé leurs sympathies. En nous réunissant ici pour célébrer l'anniversaire de la Révolution du 18 mars, nous montrons par ce fait notre sympathie pour l'œuvre à laquelle ont pris part nos frères français, et nous nous manifestons en même temps notre indignation contre les calomnies ignobles répandues contre les défenseurs de la Commune de Paris par la bourgeoisie européenne tout entière. C'est pourquoi, compagnons, je vous propose d'envoyer aux ouvriers français l'adresse suivante dont je vais vous donner lecture :

« Les travailleurs russes aux travailleurs français.

« Les ouvriers d'Odessa réunis le jour mémorable de la proclamation de la Commune de Paris vous envoient leur chaleureux et fraternel salut.

« Nous travaillons dans notre pays pour le même grand but pour lequel périrent en 1871 sur les barricades de Paris tant de vos frères, sœurs, pères, fils, filles et amis. C'est avec impatience que nous attendons l'approche de ce moment décisif où nous pourrons nous jeter dans la lutte pour les droits des travailleurs contre les exploiteurs, pour le triomphe de la Révolution sociale. En attendant, continue chez nous cette lutte sombre et inégale, où périssent d'une mort lente et douloureuse dans les prisons et dans les bagnes nos compagnons les meilleurs, ces vaillants enfants perdus de la sainte cause de l'affranchissement du peuple,

« Vous aviez raison, quand en 1871 vous avez dit que vous combattiez pour toute l'humanité : oui, les intérêts de tous les peuples sont liés si étroitement que la victoire du peuple dans un pays aura immédiatement pour contre-coup la victoire du peuple dans le monde entier....

« Ouvriers français, quand le temps viendra où vous lèverez de nouveau le drapeau rouge, le drapeau de la Révolution Sociale, soyez animés du même courage héroïque, du même amour chaleureux, qui animèrent les combattants de 1871, mais que cette fois, pour le bonheur de l'humanité entière, la victoire couronne vos longs efforts.

« Odessa, 18 mars 1878. »

Cette adresse est votée à l'unanimité.

L'assemblée décide ensuite que communication en sera fait à l'*Obschina* et au *Travailleur*.

Quelques discours sont encore prononcés, quelques toasts succèdent aux discours, entre autres à *Véra Zassoulitch*, enfin à minuit passé les assistants se sont séparés emportant de cette réunion une excellente impression

Pour la réunion du 18 mars à Odessa et par son ordre : X.

Imprimerie du « RABOTNIK » Chemin de Montchoisy, 26, Genève.

2me Année. No 4. Avril-Mai 1878

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Avec le concours de : **Arthur Arnould, A Avrial, M. Dragomanow, G. Gérombou, Léon Hugonnet, N. Joukowsky, D. Klementz, L. Metschnikoff, A. Oelsnitz, Ch. Perron, Z, Ralli, Elie Reclus, Élisée Reclus, A. Rogeard, etc., etc.**

ABONNEMENT : Un an, 6 fr.; Six mois, 3 fr.; Trois mois, 1 fr. 50.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « **Rabotnik** »
Chemin de Montchoisy, 26, à **Genève.**

BULLETIN

Leur Exposition universelle est ouverte. Elle a été inaugurée au bruit des pétards, au milieu de milliers de drapeaux, au son des fanfares, au bruit monotone des discours officiels, mais en l'absence des producteurs et sous la présidence de gens, présidents et rois, payés pour ne rien faire ou pour ne faire que le mal.

C'est bien *leur* Exposition, en effet, qu'il faut dire, car ce n'est point la nôtre. Cette prétendue fête du travail a été celle de la paresse. Tandis que les improductifs se rengorgeaient et, frelons orgueilleux, bourdonnaient dans les longues files du cortége, quelqu'un attendait qui était consigné à la porte. Qui? la foule : c'est-à-dire les travailleurs, les ouvriers, tous ceux qui ont produit les merveilles que l'on expose, tous ceux qui, en payant l'impôt, paieront aussi les frais de toutes ces splendeurs.

Et ces travailleurs absents des fêtes de l'inauguration, resteront aussi absents pendant toute la durée de l'Exposition universelle. Beaucoup d'entre eux n'auront même pas la satisfaction de regarder les chefs-d'œuvre sortis de leurs mains.

Les travailleurs français seront absents. La Chambre vient de repousser une proposition tendant à établir, au moins pour le dimanche, la gratuité de l'entrée, sous prétexte que l'ouvrier est trop digne pour accepter une offrande, et qu'il sera fier de payer pour aller voir les produits de son propre travail.

Les travailleurs étrangers seront absents. Si les heureux de tous pays vont accourir en foule, peu d'ouvriers oseront enjamber notre frontière. Pour peu qu'ils soient socialistes, qu'ils aient appartenu dans leur pays à un cercle ouvrier, ils savent quel sort peut les attendre. Comme Nabruzzi et Zanardelli, ils peuvent être reconduits à la frontière, comme Mme Koulichoff ils pourront être fouillés et dénoncés à la police de leur pays, comme Costa, enfin, ils courent le risque d'être enfermés dans les prisons de la République. Notre gouvernement républicain n'a pas l'audace de les frapper publiquement d'ostracisme, mais il a l'hypocrisie et la lâcheté de les proscrire ou de les jeter en prison sous le plus futile des prétextes.

Et tandis que les patrons célèbrent la fête du « travail des autres », des travailleurs par centaines de mille continuent péniblement la lutte contre la misère et la faim. Les grèves sont plus nombreuses que jamais, et dans la plupart de ces luttes, les ouvriers se savent battus d'avance. En Angleterre, cent mille filateurs à la fois ont quitté les manufactures, non parce qu'on diminuait leur salaire, mais parce qu'on le diminuait jusqu'au dessous de la limite de famine. Les malheureux acceptaient un abaissement de 5 % sur les prix, ils offraient de s'en remettre à la décision d'un comité de grands personnages, évêques, propriétaires, avocats. Mais cet arbitrage même fut repoussé, et les ouvriers se sont mis en grève; ils vont mourir de faim pour le principe. Au lieu de cent mille faméliques nous aurions cent mille révolutionnaires, sans le stupide respect des ouvriers anglais pour le fatras religieux et juridique inventé par leurs ennemis.

Mais partout, que l'on respecte ou non la Bible et le gri-

moire des lois, en Amérique, en Espagne, en Norvége, en Danemark, en France, etc., l'Etat républicain ou monarchique donne l'appui des gros bataillons aux gros sacs d'écus.

On nous écrit de Lyon à ce sujet :

« Nous venons encore de voir se terminer les grèves de Montceau-les-Mines et de Decazeville au préjudice de l'ouvrier.

« Comme toujours, le gouvernement émancipateur que nous subissons a voulu protéger les intérêts... des patrons. Les ouvriers de Montceau ont été condamnés de 8 à 45 jours de prison, et à Decazeville la Société des houillères et des forges a remercié 350 de ses ouvriers, dont 250 sont pères de famille.

» A Bousquet d'Orb, on arrête les grévistes... avant que la grève ait commencé. Ni la monarchie de Juillet, ni l'empire n'eussent inventé cela. Décidément la république, pour laquelle tant d'ouvriers sont morts, se montre reconnaissante... envers les capitalistes, qui jadis faisaient tout pour la tuer. »

*
* *

En Pologne, un grand nombre d'arrestations ont eu lieu. A Varsovie, les étudiants Schiff, Scymanski, Sobolewski ont été saisis et, les chaînes aux mains, conduits en prison; de plus, comme l'argent est toujours chose excellente à prendre, la fortune de Schiff, 240,000 francs environ, a été confisquée. Le même jour étaient incarcérés Moscynski, dix-sept étudiants et dix-sept avocats.

*
* *

Une émeute de paysans a éclaté dans la partie polonaise de la Galicie. Le sang a coulé.

Paysans et gentilshommes se disputaient des terres vagues où pâturent les bestiaux. Un procès devait décider. Mais voilà que le gouverneur envoie des gendarmes pour occuper les parties du sol en litige. Les paysans se révoltent ; les gendarmes tirent, et leurs fusils « font merveille. » Cependant il leur faut battre en retraite : l'autorité mande de nouvelles troupes, mais tandis que beaucoup de soldats refusent de faire usage de leurs armes, les habitants des villages voisins viennent grossir chaque jour les rangs des insurgés. Gageons que c'est par la faim qu'on les prendra, et, dès que les malheureux seront rentrés dans leurs cabanes, les espions et les gendar-

mes choisiront ceux qu'il leur conviendra pour les enfermer dans les forteresses.

En Hongrie, la misère est affreuse. A Meshisko, deux malheureux sont affamés. Leurs enfants mourant de faim, ils volent dans un champ quelques pommes de terre. Grand émoi dans le monde des possesseurs. On s'assemble et on court après les deux malheureux. D'abord l'un d'eux est frappé à coups redoublés, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le second est rejoint ensuite et subit le même supplice. Pendant deux jours, les cadavres sont exposés en épouvantail, aux yeux de tous, sans que la police bouge, sans que les meurtriers soient inquiétés!

En revanche, gare à ceux qui, dans le grand empire d'Allemagne, se permettraient de ne pas lever les bras d'indignation en prononçant le nom de Hœdel! Des coups de pistolet ont été tirés sous les Tilleuls de Berlin au moment où l'empereur daignait revenir en calèche de sa promenade habituelle. Personne n'a été atteint; on ne sait pas même où sont allées se loger les mystérieuses balles. L'empereur prétend que ces coups de pistolet étaient à son adresse, et certes personne ne saurait douter de la parole d'un homme comme lui, en l'honneur duquel tant de villes ont été brûlées, tant de pays ravagés, tant de populations massacrées! Celui qu'on a saisi le pistolet à la main ose pourtant contredire Sa Majesté. Il raconte que sa vie de misère étant devenue atroce, il a voulu en finir publiquement, pour montrer à tous les passants oisifs aussi bien qu'au « Père du Peuple », que le sort de l'ouvrier cherchant à vivre dignement de son labeur est devenu intolérable. Hélas! cette affirmation n'est que trop plausible, et pour un travailleur qui cherche à se tuer bruyamment, combien qui meurent en silence, soit dans les affres de la faim, soit par l'effet graduel du dénuement!

Mais l'empereur Guillaume tient à ce que l'on ait tiré sur lui : c'est un dogme. un article de foi, une des clauses de la constitution de l'empire. D'ailleurs, une grande-duchesse qui se trouvait dans la voiture impériale a eu peur : ces larmes de princesse doivent être vengées! Désormais il faut que les socialistes disparaisssent, et que la misère cesse de faire parler d'elle! L'empereur et roi a décidé de mettre un terme aux « mauvaises passions » et de restaurer

le « grand principe d'autorité. » Ce n'est pas tout : il rétablira la religion, il ramènera l'antique foi dans le cœur de ses sujets ; suivant le précepte de l'Eglise, il les forcera d'entrer dans le troupeau des fidèles : ils croiront malgré eux.

De par le roi, décret à Dieu
De faire miracle en ce lieu.

Mais le temps des miracles n'est-il pas passé ? Quoi qu'il en soit, les socialistes d'Allemagne qui espéraient, grâce au suffrage universel, de marcher peu à peu à la conquête du pouvoir, de monter les uns après les autres tous les échelons de l'Etat, se trouvent maintenant, comme parti, dans une position de péril extrême. Nous allons voir si les rouages de la loi leur suffiront, s'ils pourront continuer de vivre à la fois en groupes révolutionnaires et en parti légal.

Le gouvernement français vient de témoigner de sa haute politesse à l'égard du gouvernement de St-Pétersbourg. Après avoir invité les mouchards russes à bien vouloir jeter les yeux sur les papiers de Mme Koulichoff, il a interdit l'entrée en France du journal l'*Obtschina*.

M. Trépoff et les autres policiers qui visiteront l'Exposition pourraient y lire des paroles désagréables à leur adresse.

Lorsque Michel Bakounine mourut, en juillet 1876, un certain nombre de ses amis politiques pensèrent que c'était un devoir de réunir et d'éditer les divers travaux manuscrits que ce grand esprit avait pu laisser.

En conséquence, il se forma, sur la proposition de Mme Bakounine, et d'accord avec elle, un Comité international chargé de dépouiller les papiers qui lui seraient remis et d'en assurer la publication la plus prompte possible.

C'est en vertu de ces résolutions que nous faisons paraitre aujourd'hui, en français dans le *Travailleur* et en russe dans l'*Obtschina* la première partie d'un travail inédit de Bakounine.

Nous continuerons successivement la publication de tous ces fragments posthumes qui, plus tard, réunis aux mémoires déjà imprimés, formeront l'œuvre complète de ce vaillant lutteur de la Révolution sociale.

Pour le Comité :
Arthur Arnould, Elisée Reclus.

Mai 1878.

La Commune de Paris et la notion de l'Etat

(*Ecrit vers la fin de Juillet 1871.*)

Fragments d'une œuvre inédite de Michel Bakounine.

Comme tous les écrits, d'ailleurs peu nombreux, que j'ai publiés jusqu'à présent, celui-ci est né des événements. Il continue naturellement mes «*Lettres à un Français*» (Septembre 1870), dans lesquelles j'ai eu le triste honneur de prévoir et de prédire les horibles malheurs qui frappent aujourd'hui la France et, avec elle, tout le monde civilisé. Il n'y avait alors qu'un remède a tous ces maux; maintenant il n'en est encore qu'un seul : *la Révolution sociale.*

Etablir cette vérité désormais incontestable, par le développement historique de la société et par les faits mêmes qui se passent sous nos yeux en Europe, de manière à la faire accepter par tous les hommes de bonne foi, puis exposer franchement, sans réticences et sans équivoques, les principes philosophiques et le but de ce que nous appelons la Révolution sociale, tel est l'objet de ce travail.

La tâche que je me suis imposée n'est pas facile, je le sais, et l'on pourrait m'accuser de présomption si j'apportais dans ce travail la moindre prétention personnelle. Mais il n'en est rien, je puis en assurer le lecteur. Je ne suis ni savant, ni philosophe, ni même écrivain de métier. J'ai écrit très peu dans ma vie et je ne l'ai jamais fait, pour ainsi dire, qu'à mon corps défendant, seulement lorsqu'une conviction passionnée me forçait à vaincre ma répugnance instinctive contre toute exhibition de ma propre personne.

Que suis-je donc et qu'est-ce qui me pousse maintenant à publier cet écrit? Je suis un chercheur passionné de la vérité et un ennemi non moins acharné des fictions malfaisantes, dont le *parti de l'ordre*, ce représentant officiel, privilégié et intéressé de toutes les turpitudes religieuses, métaphysiques, politiques, économiques et sociales, présentes et passées, prétend se servir encore aujourd'hui pour abêtir et pour asservir le monde. Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu, au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes; non de cette liberté toute de forme, octroyée, mesurée, et réglementée par l'Etat, mensonge éternel, et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns

fondé sur l'esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, brutale, et toujours mesquine et fictive, que prônent l'école de J.-J. Rousseau et toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours, à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun de nous ; la liberté qui ne reconnait d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler, il n'y a pas même de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas même imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituant la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral. Au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme à une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité, la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais autre chose que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui après avoir renversé toutes les idéalités célestes et terrestres, fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Eglises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'*Egalité économique et sociale*, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus, aussi bien que la prospérité des nations, ne seront jamais rien que des mensonges. Mais partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par la propriété collective et l'organisation libre des associations productrices fédéralisées dans les communes, non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là l'esprit qui sépare principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires, partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même ;

les uns et les autres veulent également la création d'un ordre social nouveau, fondé uniquement sur l'appropriation collective des instruments de travail et sur le travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiquement égales pour tous. Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières, et spécialement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de toute alliance équivoque, pensent au contraire qu'ils ne pourront atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance sociale, et par conséquent anti-politique, des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, *y compris tous les hommes de bonne volonté* des classes supérieures qui, rompant avec leur passé, voudront s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

De là deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des Etats. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction ou, si l'on veut être plus poli, de la liquidation des Etats. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté. Les uns et les autres sont également partisans de la science qui doit tuer la superstition et remplacer la foi. Les premiers voudraient l'imposer, les autres s'efforceront de la propager, afin que les groupes humains, convaincus, s'organisent et se fédéralisent spontanément, librement, de bas en haut, par leur mouvement propre et conformément à leurs intérêts, mais jamais d'après un plan tracé d'avance et imposé aux *masses ignorantes* par quelques intelligences supérieures. L'histoire a déjà montré le contraste. D'une part est le communisme scientifiquement développé par l'école allemande, accepté en partie par les socialistes américains et anglais ; d'autre part est l'anarchie proudhonienne, largement développée et poussée jusqu'à ses dernières conséquences.

Les socialistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison et d'esprit pratique dans les aspirations instinctives et dans les besoins réels des masses populaires que dans l'intelligence profonde de tous ces docteurs et tuteurs de l'humanité, qui, à de si nombreuses tentatives manquées pour la rendre heureuse, prétendent encore ajouter leurs propres essais. Les socialistes révolutionnaires pensent, au contraire, que l'humanité s'est laissé assez longtemps gouverner, et que l'origine

de ses malheurs n'est pas dans telle ou telle forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du gouvernement, quel qu'il soit.

Accepté par le prolétariat des pays latins *, le socialisme révolutionnaire vient de tenter une première manifestation éclatante et pratique dans la COMMUNE DE PARIS.

Je suis un partisan de la Commune de Paris, de cette Commune qui, pour avoir été étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivante, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée de l'Etat.

C'est un fait historique immense, que la négation de l'Etat se soit manifestée précisément dans cette France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, le créateur historique de la grande centralisation française, qui ait pris l'initiative du travail inverse. Paris se découronnant et se demandant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et la vie à la France, à l'Europe, au monde entier! Paris affirmant de nouveau sa puissance d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves — et quelles sont les masses populaires qui ne soient point esclaves? — l'unique voie d'émancipation et de salut! Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire! Paris, méritant à nouveau les malédictions de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe, et s'ensevelissant dans ses ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante! Paris sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France, et prouvant à l'humanité consolée, que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se sont retirées des classes supérieures, elles se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat! Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des Etats ! Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité! Paris se proclamant humanitaire et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale, la foi par la science, les mensonges et les inepties de la morale reli-

* Il est également accepté et il le sera toujours davantage par l'instinct essentiellement anti-politique des peuples slaves.

gieuse, politique et juridique, par les principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine! Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées humaines par sa chûte glorieuse, par sa mort, et la léguant d'autant plus énergique et vivante aux générations présentes et à venir!

Paris noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, c'est l'humanité crucifiée par la réaction internationale et coalisée de l'Europe, sous l'inspiration immédiate de toutes les églises chrétiennes et du grand prêtre de l'iniquité, le Pape; mais la prochaine révolution internationale et solidaire des peuples sera la résurrection de Paris.

Tel est le vrai sens et telles sont les conséquences bienfaisantes et immenses des deux mois d'existence et de la chûte à jamais mémorable de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a duré trop peu de temps et elle a été trop gênée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis pas même appliquer, mais seulement élaborer historiquement son programme socialiste. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la majorité des membres de la Commune n'étaient pas à proprement parler des socialistes, et s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position, non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très-infime minorité, ils n'étaient tout au plus que quatorze ou quinze membres. Le reste était composé de Jacobins, Mais entendons-nous, il y a Jacobins et Jacobins. Il y a les Jacobins avocats et doctrinaires comme M. Gambetta, dont le républicanisme positiviste, présomptueux, despotique et formaliste, ayant répudié l'antique foi révolutionnaire et n'ayant conservé du Jacobinisme que le culte de l'unité et de l'autorité, a livré la France populaire désorganisée par lui même, d'abord aux Prussiens et plus tard à la réaction indigène; et il y a les Jacobins franchement révolutionnaires, les héros et les derniers représentants sincères de la foi démocratique de 1793, capables de sacrifier plutôt et leur unité et leur autorité, bien aimées aux nécessités de la Révolution, que de ployer le cou devant l'insolence de la réaction. Ces Jacobins magnanimes parmi lesquels nous devons citer en tête Delescluze, une grande âme et un grand caractère, veulent le triomphe de la Révolution avant tout, et comme il n'y a point de Révolution possible sans masses populaires, et comme ces

masses ont éminemment aujourd'hui l'instinct socialiste et ne peuvent plus faire d'autre Révolution qu'une Révolution économique et sociale, les Jacobins de bonne foi, se laissant entraîner toujours davantage par la logique du mouvement révolutionnaire, finissent par devenir des socialistes malgré eux.

Telle fut précisément la situation des Jacobins qui firent partie de la Commune de Paris. Delescluze, et bien d'autres avec lui signèrent des programmes et des proclamations dont l'esprit général et les tendances étaient positivement socialistes. Mais comme, malgré leur bonne foi et leur bonne volonté, ils n'étaient que des socialistes, plus extérieurement entrainés qu'intérieurement convaincus, comme ils n'avaient pas eu le temps ni même peut-être la capacité de vaincre et de supprimer en eux-mêmes une masse de préjugés bourgeois qui étaient en contradiction avec leur socialisme récent, on comprend que, rendus impuissants par cette lutte intérieure, ils n'aient jamais pu sortir des généralités ni prendre une de ces mesures décisives qui auraient brisé à jamais tous leurs rapports avec le monde bourgeois.

Ce fut un grand malheur pour la Commune et pour eux, Ils en furent paralysés et ils paralysèrent la Commune. Mais on ne peut pas le leur reprocher comme une faute. Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent ni de nature, ni d'habitudes à volonté. Ils ont prouvé leur sincérité en se faisant tuer pour la Commune. Qui osera leur en demander davantage?

Ils sont d'autant plus excusables que le peuple de Paris lui-même, sous l'influence immédiate duquel ils ont pensé et agi, était socialiste beaucoup plus d'instinct que d'idée ou de conviction réfléchie. Toutes ses aspirations sont au plus haut degré et exclusivement socialistes, mais ses idées ou plutôt les représentations traditionnelles et concrètes de ses idées sont encore loin d'être arrivées à cette hauteur. Il y a encore beaucoup de préjugés jacobins, beaucoup de velléités dictatoriales et gouvernementales dans le prolétariat des grandes villes de France et même dans celui de Paris. Le culte de l'autorité, produit fatal de l'éducation religieuse, cette source historique de tous les malheurs, de toutes les dépravations et de toutes les servitudes populaires, n'a pas été encore complétement déraciné de son sein. Même les enfants les plus intelligents du peuple, les socialistes les plus convaincus, ne sont pas encore parvenus à s'en délivrer d'une manière complète. Fouillez dans leur conscience et vous y retrouverez le Jacobin, le gouvernementaliste blotti

dans quelque coin bien obscur et devenu tout modeste, tout honteux.... mais il y est, et il vit encore!

D'ailleurs la situation du petit nombre de socialistes convaincus qui ont fait partie de la Commune, était excessivement difficile. Ne se sentant pas suffisamment soutenus par la grande masse de la population parisienne, et l'organisation de l'Association internationale, très-imparfaite d'ailleurs, embrassant à peine quelques milliers d'individus, ils ont dû soutenir une lutte journalière contre la majorité jacobine.

Et au milieu de quelles circonstances!

Il leur a fallu donner du travail et du pain à quelques centaines de milliers d'ouvriers, les organiser, les armer et surveiller en même temps les menées réactionnaires dans une ville immense comme Paris, assiégée, menacée de la faim et livrée à toutes les ignobles entreprises de la réaction qui avait pu s'établir et se maintenait à Versailles avec la permission et par la grâce des Prussiens! Il leur a fallu opposer un gouvernement et une armée révolutionnaires au gouvernement et à l'armée de Versailles. C'est-à-dire que pour combattre la réaction monarchique et cléricale ils ont dû, oubliant et sacrifiant eux-mêmes les premières conditions du socialisme révolutionnaire, s'organiser en réaction jacobine.

N'est-il pas naturel qu'en des circonstances pareilles, les Jacobins, qui déjà étaient les plus forts, puisqu'ils constituaient la majorité de la Commune, et qui, en outre, possédaient à un degré infiniment supérieur l'instinct politique, la tradition et la pratique de l'organisation gouvernementale, aient eu d'immenses avantages sur les socialistes? Ce dont il faut s'étonner c'est qu'ils n'en aient pas profité beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait, qu'ils n'aient pas donné au soulèvement de Paris un caractere exclusivement jacobin, et qu'ils se soient laissé entraîner au contraire dans une révolution sociale?

Je sais que beaucoup de socialistes, très-conséquents dans leur théorie, reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire, tandis que les aboyeurs de la presse bourgeoise les accusent, au contraire, de n'avoir suivi que trop fidèlement le programme du socialisme. Laissant de côté les ignobles dénonciations de cette presse, je ferai remarquer aux rigides théoriciens de l'émancipation du prolétariat qu'ils sont injustes envers nos frères de Paris, car, entre les théories les plus justes et la mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître

Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui-là, sait combien en lui et en tous ses amis les convictions ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient de bonne foi, ils étaient pleins de défiance envers eux-mêmes. En présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie, ils se comptaient pour si peu! Ils avaient d'ailleurs cette conviction si juste, que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée en ceci comme dans tout le reste, à la révolution politique, l'action des individus est presque nulle et que l'action libre des masses doit être tout : ce que les individus peuvent faire, c'est d'élaborer, d'éclaircir, et de propager les idées correspondant à l'instinct populaire ; c'est, en outre, de contribuer par leurs efforts incessants à l'organisation révolutionnaire de la puissance naturelle des masses : mais ils n'ont rien à faire au-delà, car tout le reste doit et ne peut s'accomplir que par le peuple lui-même. Autrement on aboutirait à la dictature politique, c'est-à-dire à la restauration de l'Etat, des priviléges, des inégalités, de toutes les oppressions de l'Etat, et on arriverait par une voie détournée, mais logique, au rétablissement de l'esclavage politique, social, économique des masses populaires.

Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et, en général, comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures. Et comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient cette prévoyance, cette défiance, aussi bien contre eux-mêmes que contre toute autre personne.

Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une Assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis, les socialistes de Paris, ont pensé qu'elle ne pouvait être faite, ni arriver à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.

Nos amis de Paris ont eu mille fois raison ; car, en effet, quelle est la tête, si puissante qu'elle soit, ou, si l'on veut parler, d'une dictature collective, fût-elle même formée de plusieurs centaines d'individus doués de facultés supérieures, quels sont les cerveaux assez complets, assez vastes, pour

embrasser l'infini, la multiplicité et la diversité des intérêts réels, des aspirations, des volontés, des besoins dont la somme constitue la vie collective d'un peuple, et pour inventer une organisation sociale capable de satisfaire tout le monde? Cette organisation ne sera jamais qu'un lit de Procuste sur lequel la violence plus ou moins masquée de l'Etat forcera la malheureuse société à s'étendre. C'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici, et c'est précisément à ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution sociale doit mettre un terme, en rendant leur pleine liberté aux groupes de toute espèce, aux communes, aux individus mêmes, et en détruisant, une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, l'Etat lui-même, entraînant dans sa chute toutes les indignités consacrées par le droit juridique, avec tous les mensonges des cultes divins, car ce droit et ces cultes n'ont jamais été que la consécration obligée, tant idéale que réelle, de toutes les violences représentées, garanties et privilégiées par l'Etat.

Il est évident que la liberté ne sera rendue au monde et que les intérêts réels de la société, de tous les groupes, de toutes les organisations locales, ainsi que de tous les individus qui forment la société, ne pourront trouver de satisfaction réelle qu'après l'abolition de l'Etat. Il est évident que tous ces intérêts soi-disant généraux de la société, que l'Etat est censé représenter, et qui, en réalité, ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des régions, des provinces, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'Etat, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge. L'Etat est comme une vaste boucherie, comme un immense cimetière où, sous l'empire de cette abstraction, viennent bêtement se laisser immoler et ensevelir tous les hommes généreux, tous ceux qui font la force vive d'un pays. Or, aucune abstraction n'existant par elle-même, aucune abstraction n'ayant soit des bras pour créer, soit un estomac pour digérer cette masse de victimes qu'on lui jette en pâture, il est évident que l'abstraction religieuse ou céleste, Dieu, représente, en réalité, les intérêts très-positifs, très-réels, d'une classe privilégiée, le clergé; il est également évident que son complément terrestre, l'abstraction politique, l'Etat, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd'hui principalement, sinon exclusivement exploitante, et qui, d'ailleurs, tend à englober toutes les autres, la Bourgeoisie. Et comme le clergé s'est toujours divisé et aujourd'hui tend à se diviser encore plus en une minorité très-puissante et très-riche, et en une majorité très-subordonnée et passablement misérable, de même la bourgeoisie et

ses diverses organisations sociales et politiques, dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la banque et dans le commerce, aussi bien que dans les fonctions administratives, financières, judiciaires, universitaires, policières et militaires de l'Etat, tend à se scinder chaque jour davantage en une oligarchie réellement dominante et en une masse innombrable de créatures plus ou moins vaniteuses et plus ou moins déchues, vivant dans une perpétuelle illusion, repoussés toujours davantage dans le prolétariat par une force irrésistible, celle du développement économique actuel, les malheureux sont fatalement réduits à servir d'instruments aveugles à cette oligarchie toute puissante.

(*A suivre*) Michel Bakounine.

Quelques mots sur les Associations chinoises

Je vous adresse ces quelques notes qui, seules n'auraient point de valeur; mais qui peuvent fournir quelques preuves nouvelles à l'appui des thèses soutenues par notre collaborateur Elisée Reclus, dans votre dernière livraison. Une étude circonstanciée de l'état économique de la Chine nous conduirait inévitablement à reconnaître l'inefficacité des associations, considérées comme moyen d'améliorer le sort des travailleurs dans toute société propriétaire.

Notre ami nous dit que les principes de Robert Owen et de Schultze-Delitch sont depuis longtemps pratiqués par les ouvriers chinois. J'ajouterai que les Chinois ont poussé les associations à un point encore inconnu de nos propagateurs de la coopération. Là où la consommation est trop minime pour permettre des épargnes sérieuses de ce chef, — là où les salaires suffisent à peine à l'entretien journalier de l'ouvrier le plus malheureux de ce pays, nous voyons encore les prolétaires se réunir en groupes dont chaque membre est tenu de verser dans la caisse commune quelques misérables rognures de son budget. Un ouvrier qui ne gagne que 30 à 40 *taëls* par an ne sent pas sa misère considérablement s'aggraver par l'abandon d'un demi *taël* au profit de l'association *. Cependant, dès que

* Le *taël* peut être approximativement évalué à 8 francs. Il y en a de deux espèces : celui de Changhaé vaut 60 centimes de moins que le *lan* ou le *taël* de Kan-Kouan.

le nombre des sociétaires atteint la centaine, et il y a des groupes de ce genre qui comptent des affiliés bien plus nombreux, on parvient à former au bout de l'année un capital qui suffit amplement pour l'établissement d'un seul petit industriel. On désigne habituellement par un tirage au sort celui auquel le capital social sera confié en entier. Une fois établi sous le contrôle rigoureux de ses compagnons, l'heureux élu doit non seulement restituer par des amortissements périodiques la somme qui lui a été prêtée, mais en plus, il verse à la caisse une partie de ses bénéfices. Dès que le capital primitif a été reconstitué, l'on procède de même à l'établissement d'un nouveau confrère, et ainsi de suite d'année en année. Ce procédé, n'est pas essentiellement chinois et n'est guère différent de tous les genres d'associations connus en Europe ; mais il est bien plus démocratique au fond et suppose l'esprit de solidarité développé à un degré remarquable au sein de la population indigente de la Chine.

Ce genre d'association est pratiqué en grand par les immigrés chinois dans les villes occidentales de l'Union américaine. A San Francisco, par exemple, il leur est d'un secours précieux. Dans toute la Californie un garçon chinois de 12 à 15 ans gagne facilement de 150 à 200 dollars par an étant au surplus logé et nourri. Une association de ce genre, composée seulement de 50 personnes, réunit facilement au bout de la première année les fonds nécessaires pour établir un ou deux de ses affiliés comme blanchisseurs, orfèvres, tailleurs, cordonniers, etc. Avec la parcimonie et la persévérance bien connue des fils du céleste empire, le capital primitif est souvent plus que décuplé dans le courant d'une année. Il n'est pas rare qu'un Chinois, sauvé de la misère par l'association, cherche à se soustraire aux obligations qu'il a contractées envers ses confrères ; mais la protection des lois de l'Union ne réussit pas toujours à sauver le coupable du poignard de ses compatriotes justement irrités. Je ne crois pas que les juges américains considèrent comme circonstance atténuante en faveur des prévenus, pour les homicides de cette nature, le fait qu'ils ont agi comme exécuteurs d'un arrêt prononcé par l'assemblée des sociétaires; mais j'ai été toujours frappé de ce que les bourreaux volontaires se laissent généralement pendre, sans dévoiler l'existence de l'association, qui du reste n'est un mystère pour aucun de ceux qui ont observé les mœurs des Chinois. Peut-être leur silence n'est-il motivé que par leur méfiance excessive à l'égard des autorités; mais il est probable aussi qu'ils ne tiennent pas à faire connaître à leurs ennemis, les ouvriers blancs, l'une des armes les plus terribles de leur

arsenal industriel. Je dis ennemis, car la lutte acharnée que se livrent les déshérités de la race jaune et blanche dans les deux Amériques ne saurait être exprimée par des phrases sentimentales. Si les Chinois sortent toujours victorieux de cette lutte, s'ils ont réussi à refouler en partie les Irlandais et les Allemands des parages ci-devant hospitaliers de l'extrême Occident, ce n'est pas uniquement parce qu'ils savent se contenter d'un salaire qui ne monte pas toujours à la moitié de ce que demandent dans les mêmes conditions les femmes irlandaises; c'est aussi parce qu'ils s'avancent par masses mieux disciplinées. Partout où les Chinois apparaissent, les ouvriers blancs sont condamnés à rétrograder ou à fuir.

Mais cette lutte se limitera-t-elle aux pays transatlantiques? Cette terrible *question jaune* est une impasse dans laquelle le régime bourgeois accule la civilisation. Celle-ci a beau se débattre : ni l'hypocrisie, ni la fureur ne l'en dégageront. De quel droit d'ailleurs, refuserions-nous aux Chinois le droit imprescriptible de tout être vivant, de choisir à son gré le milieu qu'il juge le plus favorable pour faire valoir son travail ? Aussi la légalité américaine se trouve-t-elle décidément à court de prétextes plausibles pour mettre un frein à l'immigration de ces Orientaux dont l'apparition, profitable aux capitalistes, fait baisser les salaires et dégrade l'ouvrier blanc.

Au point de vue du fait non moins qu'à celui du droit, la civilisation occidentale est impuissante contre cette nouvelle invasion des Mongols. Rien ne les arrête. La traite des coolies chinois a considérablement diminué depuis quelques années, grâce à ce que les Chinois eux-mêmes deviennent de moins en moins « *traitables.* » La colonie portugaise de Macao qui devait sa richesse à cet honnête commerce de chair humaine, ayant été plus qu'à moitié détruite par un cyclone en 1874, l'on ne s'est pas donné la peine de rebâtir un grand nombre de maisons : la plupart des traitants de coolies ont jugé prudent de se retirer pour jouir paisiblement en Europe de leurs épargnes. Ce n'est cependant pas la sévérité des gouvernements chrétiens qui les a rebutés du métier. A en juger par quelques faits qui sont à ma connaissance, les représentants des puissances civilisées dans les ports du Pacifique sont d'une condescendance toute chrétienne à l'égard de ces industriels. Jugez en vous même par les exemples suivants :

En 1874, un *steamer* sous pavillon péruvien vint mouiller sur la rade de Yokohama. A la tombée de la nuit, un Chinois hâve et décharné parvint à se sauver à la nage du bord de ce navire et vint porter plainte au consulat de la Grande-Breta-

gne. Il racontait que les cales du *steamer* péruvien étaient remplies de Chinois enlevés par ruse ou par force, et qu'ils y étaient en proie aux plus mauvais traitements. Le représentant de la puissance humanitaire et piétiste par excellence s'empressa.. de remettre le malheureux entre les mains du capitaine. La nuit suivante, un autre Chinois se jeta à la mer; il réussit à gagner la plage et vint trouver le *Ken-rei* ou gouverneur japonais de la ville. Celui-ci, étant encore peu au courant des pratiques civilisatrices, s'avisa mal à propos d'intervenir. Les Chinois furent libérés, mais le Pérou menaça le Japon d'une guerre pour « *outrage au pavillon de la république du Guano.* » L'affaire ne fut réglée que par un arbitrage de l'empereur de Russie ; très-libéral en Chine, ce personnage donna gain de cause au Japonais.

Jamais les esclaves à bord des négriers n'ont eu à souffrir les mauvais traitements qu'on inflige aux coolies; un nègre devait être acheté et représentait par conséquent aux yeux de l'honnête entrepreneur une somme assez considérable; un Chinois ne vaut pas 25 francs, *dépensés* tant en pots de vin qu'en frais de capture.

Voici ce qui arriva à quelques centaines d'entre eux, en 1875, autant qu'il m'en souvient. Un navire chargé de chair humaine ayant quitté Macao pour le Pérou, fut forcé par une avarie de relâcher à Manille. Le capitaine débarqua dès le matin et ne revint que le soir à son bord. A son retour le lieutenant lui conta que les Chinois avaient eu l'audace de demander à grands cris qu'on les laissât aller à terre. Pour éviter une effusion de sang inutile, le second du bord avait fait fermer les sabords et les écoutilles... Le sang ne fut pas versé; mais de quelques centaines de Chinois enfermés dans la cale, dix à peine conservèrent-ils quelques restes de vie. Le meurtrier principal fut sévèrement condamné... à quelques semaines de réclusion.

Mais si la traite des Chinois diminue, leur émigration volontaire augmente considérablement d'année en année; à eux seuls ils couvrent le fret des paquebots américains et anglais entre la côte de la Chine et de San Francisco. Pendant la morte saison, le chiffre des émigrants chinois dans l'entrepont de ces immenses navires descend rarement au dessous de 500. Il est de 800 en moyenne après les moissons, lorsque les salariés chinois sont libérés de leurs engagements à l'égard de leurs patrons indigènes. Cependant, la distinction que nous faisons ici, entre l'émigration volontaire et la traite n'a qu'une valeur de convention. Vous avez lu dans les journaux

les détails écœurants de la famine qui sévit actuellement en Chine, et vous n'ignorez pas que des calamités analogues s'y reproduisent périodiquement, à de très courts intervalles. Qui ne connait les récits (authentiques) sur les corporations de pauvres Chinois qui ont le privilège de prendre possession des têtes des suppliciés pour en assouvir leur faim ? La misère sans issue pousse ces Mongols vers les terres nouvelles avec non moins de rigueur que les brasiers mouvants pénétrant dans les cellules des cirques romains, poussaient les esclaves dans le cirque où les tigres allaient les dévorer. Autant dire que ces malheurenx s'avançaient volontairement dans l'arène. —

J'ai eu l'occasion de voir plus de 400 Chinois entassés dans l'entrepont du grand steamer anglais, l'*Océanie*, qui est le plus beau navire du Pacifique, et je puis assurer que les gens qui résistent à 4 ou 5 semaines du traitement auquel sont condamnés les émigrés chinois, même dans les meilleurs conditions, ne sont pas faciles à rebuter...

Je résume ma pensée en peu de mots :

1° La pratique des associations, poussées à un degré de développement, inconnu en Europe, ne sauve pas les Chinois de la dure nécessité de vendre leurs enfants, dans le temps de disette, au marché des comestibles, à cent sous la paire.

2° Le régime bourgeois pousse fatalement notre civilisation au conflit qui se produit déjà en Amérique, entre les Chinois et les ouvriers blancs. Tant que notre régime industriel aura pour base l'exploitation de l'ouvrier par le capital, ce conflit ne saurait guère avoir d'issue. D'une part il serait absurde de contester aux Chinois, ou à n'importe quels hommes, le droit de se vendre à un prix aussi vil qu'ils le jugeront convenable ; d'autre part, le capital, serré de près par les crises et la concurrence, fera nécessairement en Europe ce qu'il fait déjà ailleurs ; c'est-à-dire il achètera la provision de chair humaine qui lui est nécessaire aux marchés qui la lui fourniront à meilleur compte. L'anthropophagie des peuples civilisés est assez raffinée pour que ce consommateur au palais peu délicat, le capital, puisse ne tenir aucun compte de la couleur de la chair qu'il dévore.

Le monde est devenu international. L'absolutisme et la disette en Chine pousseront fatalement les Mongols abrutis vers ces usines où l'on sait le mieux faire valoir la dégradation des masses au profit de quelques-uns. A nous d'aviser, puisque nous connaissons la destinée qui nous attend. A nous de tuer le sphinx, puisque nous l'avons deviné !

Léon Metchnikoff.

CORRESPONDANCES

FRANCE

Nous recevons de Lyon la lettre suivante :

Dans une réunion tenue le dernier dimanche d'avril, les ouvriers tisseurs ont résolu de s'isoler des patrons ; ils ont lancé un appel aux ouvriers de la campagne, et beaucoup de localités rurales où les patrons ont transporté l'industrie du tissage étaient représentés à cette réunion corporative.

Il y a une différence énorme entre le salaire des ouvriers urbains et ceux des travailleurs ruraux. L'union des deux branches d'une même industrie permet d'espérer les plus heureux résultats de ce réveil du prolétariat lyonnais.

D'après les chiffres officiels, nous voyons que l'ouvrier tisseur *gagne*, à Lyon, en moyenne, la somme de 6 francs; sur cette somme, la moitié est retenue par le patron qui l'occupe. C'est donc avec un salaire moyen de 3 francs, sur lequel il y a à déduire les jours de chômage normal, comme les dimanches et jours de fête, et les chômages pour cause de maladie, réparations de métiers, crise, etc., — chômage de plus en plus fréquent,— que l'ouvrier tisseur doit vivre et élever sa famille.

A la campagne c'est pis encore ; les ouvriers travaillent presque tous en fabrique. Dans l'Isère, par exemple, il n'est pas rare de trouver des manufactures contenant 4,5 et jusqu'à 600 métiers marchant à la vapeur. Ordinairement un ouvrier, ou plutôt une ouvrière — car les fabricants aiment mieux occuper ces dernières, qu'ils peuvent exploiter plus facilement — a deux métiers sous sa direction, chaque métier fait de 7 à 8 mètres par jour ; un ouvrier produit donc journellement de 14 à 16 mètres d'étoffe qui, à Lyon, seraient payés 75 centimes le mètre, prix *minimum* adopté par les négociants et les tisseurs pour les étoffes les plus légères, et qui atteint jusqu'à 1 fr. 50 c. et au-dessus, selon la qualité des tissus. Or, les salaires des tisseuses de l'Isère s'élèvent de 75 centimes à 1 fr. par jour !

Une seule maison, qui s'est toujours fait remarquer par l'élévation des salaires qu'elle donne aux ouvriers hors Lyon, appointe ses tisseurs à 60 fr. par mois et ajoute une prime de quelques centimes pour ceux d'entre eux qui produisent la plus grande quantité d'étoffe.

Et à côté de ces salaires dérisoires, croira-t-on qu'il existe des maisons qui ont abaissé le salaire jusqu'à **25** centimes par jour, et qui trouvent encore des ouvriers ?

C'est contre cette exploitation impudente, facilitée par le manque de solidarité, que les ouvriers lyonnais veulent réagir.

Je vous tiendrai au courant du résultat de leurs efforts.

G. Delville.

ITALIE

Depuis longtemps, je désirais envoyer au *Travailleur* une correspondance sur les causes qui ont amené le mouvement insurrectionnel de Bénévent, sur les conséquences et les avantages qui en ont été le résultat.

C'est à la suite des nombreux procès relatifs aux mouvements de 1874, procès qui, vous le savez, se terminèrent favorablement, que des sections de l'Internationale se développèrent en assez grand nombre en Italie. Plusieurs républicains, vraiment révolutionnaires, acceptèrent notre programme, et nos idées se propagèrent avec fruit en beaucoup d'endroits.

Notre *Commission de correspondance* avait organisé le troisième Congrès de la *Fédération italienne*, qui devait avoir lieu publiquement à Florence, le 21 octobre 1876. C'était compter sans M. Nicotera (l'ancien compagnon de notre Pisacane), grand policier de l'ex-roi Victor-Emmanuel. Dès les premiers jours de son accès au pouvoir, il avait commencé sa lutte contre les socialistes-révolutionnaires en les emprisonnant, en les chassant d'une ville à l'autre au moyen de l'*ammonizione* (surveillance de la police) ou du *domicilio coatto* (internement). Il n'osa pas interdire ouvertement le Congrès ; mais, bien décidé à l'empêcher d'avoir lieu, il fit emprisonner sans motifs nos compagnons délégués Costa, d'Imola ; Natta, Talchi, Innocenti, Grassi, Fanfani, Baldacci et Scarlatti, de Florence ; Battistini, de Cesena ; Artioli, de Regio-Emilia, et Farcilli, de Pistoia. De procès, il n'en fut jamais question.

Les autres délégués eurent le temps de gagner la campagne, et, au nombre de quarante, se réunirent dans un pays de montagnes, à Tosi, près de Vallombrosa ; mais, pourchassés bientôt jusque là, ils furent obligés de se retirer dans un bois, où ils achevèrent les travaux du Congrès.

Pour cette fois, la police était vaincue. Mais Nicotera, ce caméléon républicain, ne s'en tint pas là. Les meetings, réunions, conférences, en un mot, tout acte de vie publique nous fut interdit; les meilleurs d'entre nous furent persécutés avec un acharnement qui rappelait bien les temps des Bourbons, que M. Nicotera avait toutes raisons de ne pas oublier. Enfin, tous nos journaux étaient condamnés au silence par des poursuites acharnées.

La bourgeoisie applaudissait, et ses feuilles n'avaient que des éloges pour le grand homme, pour le *parvenu*, pour M. Nicotera, jadis un des chefs de la *Camorra* de Naples, qui faisait du courage à très-bon marché, en nous outrageant au Parlement.

C'est alors qu'un groupe de socialistes-révolutionnaires, se voyant interdire toute propagande pacifique et publique, prit les armes et leva courageusement le drapeau de la Révolution sociale, dans la province de Bénévent. D'heureux résultats ne se seraient pas fait attendre, si la bande, qui malheureusement n'eut pas le temps de s'organiser complétement, avait pu se maintenir un mois seulement dans les montagnes. Le peuple des campagnes témoigne toujours

d'une grande sympathie pour tous ceux qui s'insurgent contre les iniquités sociales. Cette fois encore l'apparition de cette petite troupe produisit une grande agitation. Une commune importante des provinces méridionales fut envahie par des paysans qui criaient : « Nous voulons du pain et de l'argent ». Et ils en reçurent. Dans d'autres localités, on proclama que « le temps des riches était fini et que celui des pauvres était commencé ». D'ailleurs, la presse bourgeoise elle-même avoua que cette bande laissa dans les provinces qu'elle put parcourir des germes nombreux de commotion sociale.

Plusieurs communes de la province de Mantoue furent aussi le théâtre des revendications populaires. Des troubles sérieux s'y manifestèrent et ils auraient pu se changer en révolution, si le mouvement n'avait été enrayé par ceux-là même qui l'avaient provoqué, révolutionnaires pacifiques et timorés, peu désireux de se voir déborder par la force des choses

Le gouvernement. qui avait mis sur pied un corps d'armée sous les ordres du général de Sauget pour réprimer le mouvement de Bénévent, ne se borna pas à emprisonner tous ceux qui y avaient pris part. Partout où les socialistes étaient signalés comme nombreux et dangereux, l'état de siége fut établi ; les internements et les arrestations furent à l'ordre du jour Dans les Romagnes, les soldats campaient sur les places publiques, et les préfets faisaient de l'arbitraire à qui mieux mieux, pour supprimer nos sections.

Malgré toutes ces persécutions, aussitôt après la manifestation de Benévent, le mouvement social s'accentua en Italie et entra complétement dans la voie de la révolution. Depuis ce moment, les ouvriers italiens ne se laissent plus duper par les mystificateurs qui précisément se croyaient maîtres de la situation. Ils viennent à nous, déjà nos sections se sont reconstituées secrètement ; les républicains en grand nombre, entrent dans nos rangs et tous nos compagnons à chaque occasion , démontrent et soutiennent les principes révolutionnaires.

A Cesena, depuis que l'Internationale est hors la loi, nos compagnons déployèrent le drapeau rouge à l'enterrement civil de la citoyenne Emilia Brunelli ; une lutte s'engagea avec les policiers, et plusieurs de ces derniers furent blessés.

A Florence, 13 membres de l'Internationale protestèrent publiquement contre les actes arbitraires de la police, en exposant nettement leurs principes. On leur fit un procès, le jour des débats, plus de cent membres de la Fédération Florentine envoyèrent au tribunal une déclaration de complète solidarité avec les 13 signataires de la protestation.

A Pise, le même fait se produisit. Les *Reducci delle Patrie battaglie* (l'association garibaldienne et mazzinienne) avaient organisé une fête, en septembre dernier, en l'honneur des *Volontaires de la liberté* de Gênes. La fête prit un caractère socialiste : on y cria vive l'anarchie ! vive le collectivisme ! vive la révolution sociale ! Deux des nôtres, les compagnons Falleri et Martini furent envoyés en justice, et là aussi une centaine de socialistes, réclamant la solidarité, envoyèrent une protestation au procureur du roi.

Un de nos organes, l'*Anarchia,* qui vécut trois mois, du mois d'août au mois d'octobre 1877, fut condamné par décret à chaque numéro ; mais je dois ajouter que la police ne pût jamais mettre la main sur un seul exemplaire.

Enfin et malgré tout, nos sections subsistent. Vous avez su que la *Fédération italienne* avait été représentée au Congrès de Verviers et de Gand par les compagnons Andrea Costa et Ernesto Martini.

A Biella, nous avons encouragé et soutenu une grève qui eut lieu au mois de septembre dernier dans toutes les manufactures et qui dure encore.

L'anniversaire de la Commune de Paris a été fêté, cette année, avec enthousiasme, par les socialistes italiens. Le gouvernement n'a pas manqué de saisir cette occasion, pour emprisonner encore plusieurs d'entre nous, surtout dans les Romagnes. A Ravenne, parmi les incarcérés se trouve un Russe, Woldemar Holstein, docteur en médecine. Mais le gouvernement n'est pas seul à combattre les socialistes : les républicains, de la nuance de ceux qui assassinèrent notre compagnon Piccini, sont également en lutte ouverte avec nous, et voulaient empêcher la publication des manifestes commémoratifs de la Commune. A Cesena, il en est résulté une sanglante bagarre entre les « républicains » et les internationalistes ; à Villa-Juferno, le soir du 18 mars, les gens qui, le matin, avaient travaillé de concert avec la police pour arracher nos manifestes, reçurent des coups de fusil.

L'épouvantable misère dans laquelle est plongée l'Italie aide beaucoup à notre propagande et semble réveiller notre prolétariat, appartenant ou non à l'Internationale. Dans plusieurs endroits, des troupes d'ouvriers et de paysans ont envahi les mairies et pillé les boutiques de boulangers et d'autres négociants, au cri de : « *pane i lavoro* » qui semble être le mot d'ordre du prolétariat. Il faut remarquer que ces faits, qui se produisent en dehors de l'Internationale sont la conséquence naturelle, même nécessaire, des conditions économiques du pays. Nous espérons que les socialistes italiens sauront profiter de cet état de choses qui est loin de vouloir changer. A eux de ne pas oublier qu'en Italie le peuple est essentiellement révolutionnaire, et que le seul socialisme qui puisse être accepté par lui, est celui qui inscrit sur son drapeau : « Anarchie et collectivisme ! »

Nos compagnons emprisonnés pour le mouvement de Bénévent, ont été transportés. dans cette ville, de Santa-Maria Capua Venere où ils étaient auparavant. Vous savez que la cour de cassation de Naples a écarté la qualification de crimes de droits commun, qu'on voulait appliquer à nos amis ; elle l'a réservée cependant pour ceux qui sont accusés de blessures faites aux gendarmes, dans l'escarmouche du 5 avril 1877. Tant mieux ! Ils feront du tribunal une tribune pour la propagande de nos principes.

Le tribunal de Livourne a acquitté nos compagnons Neri Jacopo, Vico Tancredi, Chiti Antonio, Vincenti Massimo, Micheli Luigi, Fedi Tito, Norfini Oreste, Giuliani Enrico, Rontacci Augusto,

Tocci Pilade et Braccini Gustavo, tous de Livourne, Ils avaient été emprisonnés, en février dernier, à la suite de la découverte d'un dépôt de vieilles bombes et autres matières incendiaires dans un local de la police. C'était tout bonnement une de ces infâmes manœuvres policières, si souvent employées par les gouvernements pour sauver la patrie et la société.

On lit dans les journaux du 23 avril :

« Au ministère de l'intérieur sont arrivées de graves nouvelles de Ferrare au sujet des troubles survenus dans cette ville. L'attitude prise par beaucoup d'ouvriers sans travail et les cris poussés dans une démonstration organisée par eux, auraient rendu nécessaire le prompt envoi des troupes, pour la sauvegarde de l'ordre public. »

Ma prochaine correspondance vous donnera des détails

A. G.

ROUMANIE

La situation des travailleurs roumains est devenue intolérable depuis les derniers évènements qui se sont succédé dans notre pays. Mais avant de vous faire connaître les conditions économiques qui sont faites au prolétariat roumain, il est nécessaire, me semble-t-il, de dire quelques mots sur le degré de developpement révolutionnaire auquel nous sommes arrivés.

La propagande socialiste n'existe pas ou presque pas chez nous : les travailleurs roumains, loin de songer à une organisation sociale où chaque être humain aura sa part du bonheur commun, et la possibilité de développer ses facultés physiques et intellectuelles, se contentent de laisser au parti politique des *nationaux-libéraux* le soin de s'occuper « du bonheur du peuple ; » et vous savez à quoi aboutit, dans tous les pays, la sympathie affichée par les partis politiques

Mais la situation a tellement empiré depuis quelque temps que, malgré le défaut d'organisation, d'entente et de solidarité, le peuple manifeste son mécontentement et exprime énergiquement sa volonté de se soustraire aux souffrances qu'il endure

Les plus modérés affirment le dégoût que leur inspirent les partis qui se disputent la possession du pouvoir ; d'autres, moins endurants, témoignent de l'épouvantable situation qui leur est faite par des meurtres répétés des représentants de la classe possédante et exploitante ; mais l'insurrection, l'émeute même, qui lient un ou plusieurs groupes économiques pour la réalisation d'une amélioration ou d'une tranformation sociale, sont encore des phénomènes rares dans notre pays.

Les finances de l'Etat étaient déjà dans une situation désespérée bien avant le début de la guerre ; et ce n'est qu'à l'aide d'une fantasmagorie de chiffres que le parti *national-libéral* a pu faire croire à l'équilibre du budget.

Pour le paiement de la dette flottante 1875-1876, on n'a pu trouver

d'autre expédient que la mise en circulation du papier-monnaie avec *cours forcé.*

Les impôts étaient déjà tellement élevés que notre gouvernement se voyait obligé de renoncer à les augmenter encore ; mais ce n'est qu'à regret et après dûe constatation qu'il s'est résigné à cette *douloureuse* extrémité.

Le crédit intérieur et extérieur était absolument nul.

Et c'est dans de telles conditions que la Roumanie a déclaré la guerre à la Turquie — *guerre d'indépendance* — décrétée par le Parlement !

Le gouvernement a mis sur pied 60,000 hommes, dont 40,000 ont franchi le Danube et sont venus se masser sous les murs de Plevna.

La guerre fut déclarée sur les instances et par les intrigues de la classe possédante et exploitante. Tout le rêve avoué, caressé depuis longtemps, était *l'indépendance politique* de la Roumanie, et, naturellement, pour réaliser ce but, tout le fardeau de la guerre a été rejeté sur les épaules chancelantes des travailleurs roumains.

L'extrême indigence de la masse ouvrière et certaines particularités de l'exploitation du peuple ont amené l'expropriation de la presque totalité des cultivateurs, qui, de petits propriétaires, sont devenus les plus misérables des prolétaires, et qui ne pourront, sauf de rares exceptions, se relever et sortir de cette déplorable situation avec les conditions économiques actuelles.

L'argent faisant complétement défaut pour soutenir la guerre dans laquelle nos gouvernants s'étaient engagés, ceux-ci trouvèrent un moyen facile de s'en passer.

Le gouvernement proposa une loi de réquisition que la Chambre et le Sénat s'empressèrent de sanctionner.

Il fut donc décrété que tous les citoyens, sans distinction, paieraient la taxe de guerre en nature, c'est-à-dire que le gouvernement se réservait le droit de prendre *légalement* au peuple roumain tout ce dont il aurait besoin pour l'entretien de l'armée et pour le transport du matériel de guerre. De là naturellement, et en vertu même de *l'égalité devant la loi* dont nous jouissons ici, toutes espèces de réquisitions, retombant de tout leur poids sur les petits cultivateurs, souvent obligés de livrer *tous leurs produits*; jusqu'à rester eux et leur famille dans le plus complet dénuement.

Il est vrai qu'ils recevaient une promesse, parfaitement illusoire du reste, d'être indemnisés par le gouvernement. La loi visait bien tous les citoyens, les riches comme les pauvres, mais le texte en était bien obscur et l'exécution confiée aux fonctionnaires qui l'appliquaient selon leur bon plaisir et ayant d'ailleurs tout intérêt à ménager les riches, le grand propriétaire qui jouit de sa rente, le riche industriel qui trafique des produits, furent exceptés : toutes les charges de la loi frappèrent les gens du peuple.

La réquisition la plus onéreuse pour le cultivateur, celle qui donna lieu aux plus criantes injustices fut certainement la réquisition des hommes, voitures et de leur attelage pour le transport des provisions et des matériaux de l'armée. Ce qui rendit cette réquisi-

tion plus lourde encore pour le peuple, c'est qu'elle ne se faisait pas seulement pour l'armée roumaine, mais encore pour l'armée russe.

Aussi le paysan ne se soumit-il à cette corvée que contraint par les autorités roumaines. De temps à autre l'Etat-Major russe remettait quelque indemnité au malheureux paysan, mais malgré ses protestations il ne fut jamais écouté des autorités roumaines qui ne voulurent prendre en considération ni la distance, qui souvent dépassait quinze jours de voyage, ni l'état des bêtes, le plus souvent exténuées déjà par la fatigue des réquisitions précédentes et par la privation de nourriture, ni enfin par la perte de temps qui constituait pour le cultivateur la ruine complète de son ménage.

Aussi aujourd'hui nombre de petits propriétaires qui jouissaient d'une aisance relative sont-ils réduits à la mendicité, car la fatigue et le manque de nourriture ont fait périr leurs bêtes dans des voyages réitérés, et le gouvernement, qui ne s'est nullement occupé de pourvoir à la nourriture de ces animaux, n'a pas pris soin davantage de la ruine de ces paysans, car la perte du bétail est la ruine pour un petit cultivateur: de ce moment il est à la discrétion de l'industriel, du capitaliste — l'exploiteur le plus féroce des paysans.

La petite portion de terrain qu'il possédait ne put être cultivée en temps utile, le maigre produit de ce terrain a été dévoré par les réquisitions de toutes sortes et le voilà réduit à se vendre à l'industriel qui, pour un misérable salaire, accapare tout son travail, toutes ses forces!

Le désastre, la ruine, sont tellement complets, tellement criants, qu'il n'est pas maintenant jusqu'aux classes gouvernementales qui ne soient forcées d'ouvrir les yeux.

Déjà le 18 janvier quelques députés ont interpellé le gouvernement et ont constaté l'horreur de la situation. *Cernotescu* entre autres a dit; « Tout le poids de cette guerre contre les Turcs est tombé presque exclusivement sur le paysan. Une foule de paysans veulent aller jusqu'à vendre leur bétail à vil prix pour échapper aux réquisitions des transports. » Dans la même séance le député Bogdot dit que « chaque district a envoyé deux mille hommes avec autant de voitures attelées d'une ou deux paires de bœufs pour les transports les plus lointains. » Le député Monicu a déclaré que « les maux de la guerre ont pesé presque exclusivement sur le peuple qui, ne possédant rien, a pourtant donné bien plus que les riches et a fait plus de sacrifice que ceux qui avaient pourtant les moyens de les supporter. La guerre, » a-t-il ajouté, « a pris au paysan son fils et tout son avoir et en retour de tous les sacrifices ne lui a donné aucune compensation. « Le député Vergati a constaté que « toutes sortes de mesures oppressives ont réduit le paysan à la mendicité et en ont fait un prolétaire dans toute l'acception du mot et que la plupart des paysans ont perdu tout leur bétail par les réquisitions ou le manque de nourriture. »

A ces constatations officielles le gouvernement a répondu par l'organe de son ministère qu'il savait cela mieux que MM. les députés eux-mêmes, qu'il avait fait tout ce qui lui était possible pour

prévenir ces maux, mais que tous ses efforts étaient restés impuissants, et que d'ailleurs il était de mauvaise politique de parler de ces choses en ce moment — surtout en séance publique; — que toutes ces récriminations ne pouvaient aboutir qu'à jeter la déconsidération sur le pays, à abaisser la haute considération et la belle réputation acquise par lui pendant la guerre. Le ministre a terminé son discours par cette phrase qui caractérise on ne peut mieux les nationaux-libéraux : « Je ne pense pas qu'un homme avec une plaie à la jambe ayant été surpris par une tempête de neige fasse sagement en s'arrêtant au milieu du chemin pour faire guérir sa plaie. Il ne manquerait pas de périr sous la neige. Notre pays est en ce moment en proie à une terrible bourrasque, nous arrêterons-nous au milieu du chemin pour guérir les plaies de nos jambes ? »

Pour terminer cette correspondance en style ministériel, j'ajouterai que ce ne sont pas seulement nos jambes qui sont malades et que du train dont nous marchons en Roumanie les plaies dont notre corps tout entier est couvert ne tarderont pas à devenir inguérissables, si le peuple dans un accès de virilité ne se débarasse pas de tous ses exploiteurs. DRAGOSCH.

RUSSIE

Le « Colosse du Nord » commence à tressaillir sur ses pieds. Fortement ébranlée par la guerre de Crimée, la Russie fut délivrée de Nicolas. Alexandre entreprit ses réformes, et toutes les couches de la Société russe se mirent en mouvement.

Vingt-trois ans de réformes ont donné à la « sainte Russie » des avocats, un jury et une police mieux habillée, mieux payée, et civilisée à la napoléon du moins dans la capitale.

Le gouvernement, la societé lettrée, les travailleurs — vivent chacun de leur vie propre. Le gouvernement, peu intelligent et despotique comme il y a un quart de siècle, procède à la turque dans son ménage intérieur, joue au libéralisme en dehors des frontières, crible le peuple d'impôts, et fait la guerre.

Victorieux dans les Balkans, il se heurte contre l'élément révolutionnaire sorti des entrailles de la noblesse et de la classe des prêtres. Le gymnase et le séminaire ne donnent pas toujours des conseillers d'Etat et des popes; de nombreux champions de la révolution se forment dans les écoles malgré tous les efforts que fait le comte Tolstoï pour en « sauver » la Société.

Les peuples russes vivent d'une vie réelle et repoussent la vie factice de l'Empire.

Le droit coutumier, celui des Communes rurales n'a pas encore cessé de combattre le droit officiel, élaboré par les jurisconsultes des tzars.

Il y a mouvement partout. Le gouvernement, ruiné par la guerre ; discrédité aux yeux des peuples des Balkans par l'ignoble conduite des officiers ; voyant son despotisme compromis par le « trop de zèle » des Trepoff ; le gouvernement est forcé de chercher son salut dans un semblant quelconque de Constitution. Certes, il ne le voudrait pas, mais comment sortir de l'impasse financière ? Comment rétablir le prestige de la maison Impériale, compromis aux yeux, non seulement des libéraux, mais d'une partie des personnages « *haut-placés* », qui applaudissaient il n'y a pas longtemps le discours de M. Alexandroff ?

Représailles et réformes ! tel fut toujours le mot d'ordre d'Alexandre II, cet homme, qui, on ne sait trop pourquoi, passe pour le magnanime *émancipateur du peuple !* Malgré le désir du cabinet il fait juger Zassoulitch par le jury, mais en même temps le pusillamine empereur s'empresse de chasser Alexandroff de la capitale, et *démissionne* de leurs fonctions les fonctionnaires membres du jury.

Ayant appris que le « père » Trépoff a trouvé le moyen de passer pour le bienfaiteur de la capitale tout en se faisant un capital de deux millions de roubles, le tzar consent au jugement de Zassoulitch par le jury ; effrayé par le résultat, il s'empresse de donner à Trépoff le grade supérieur de général de cavalerie. Il y a plus — Trépoff va dit-on être élevé au rang de comte et et des mauvais plaisants prétendent que la verge qui a frappé Bogoliouboff figurera dans les armoiries du nouvel annobli.

Galitzine et Kosloff cherchent toujours Zassoulitch ; le général Mezentzoff, de la 3e division (police secrète), poursuit les imprimeries clandestines qui, presque tous les jours, font paraître des feuilles révolutionnaires, mais Zassoulitch est en sûreté et les imprimeries continuent à fonctionner. Valouïeff, pendant ce temps, élabore la « charte » *des libertés* qu'Alexandre veut, dit-on, octroyer à ses peuples avant de quitter pour tout de bon son palais impérial.

Le mécontentement général de la société se prononce de plus en plus : manifestation à l'enterrement de Padlewsky, manifestation à l'enterrement de Sidoratsky, tué par les gendarmes ; expulsion de 140 étudiants de l'université de Kiew, dont 34 exilés sans jugement ; ovations à Charkow et à Moscou en l'honneur de ces exilés ; à Odessa les étudiants triomphent de l'acquittement de Fomitchoff, poursuivi pour propagande révolutionnaire ; tous ces faits qui se succèdent prouvent bien que le mouvement commencé il y a vingt-trois ans ne cesse pas de se développer, malgré toutes les persécutions du tzar « émancipateur. »

Un groupe de socialistes révolutionnaires vient de faire paraître à St-Pétersbourg un journal, *le Commencement*, et le répand sous le nez de la police impériale. Le programme de ce journal est anarchiste révolutionnaire ; il est fait par des hommes qui savent que le peuple n'a rien à attendre de la Constitution, que ses misères resteront les mêmes et que la Révolution sociale sera toujours à l'ordre du jour.

Le peuple, lui aussi, ne reste pas inactif; malgré la guerre, les ouvriers tisserands de St-Pétersbourg viennent de faire une grève qu'ils n'ont malheureusement pas gagnée, mais le fait par lui-même nous prouve qu'ils s'occupent de leurs affaires et de leurs intérêts beaucoup plus que des intérêts du « saint » empire. Cela nous prouve aussi que la Russie entre à son tour dans le mouvement général de la Révolution sociale, et que nos travailleurs ne manqueront pas, dans un avenir prochain, de suivre dans leurs revendications les ouvriers de l'Europe occidentale.

Enfin, les paysans viennent, à leur tour, de manifester leur volonté. On a découvert, dans le gouvernement de Kiew, une conspiration agraire à laquelle participait une centaine de paysans. Le socialiste Stephanowitch était l'un des membres les plus actifs de ce mouvement. A bientôt les détails. N. J.

BIBLIOGRAPHIE

Nous recevons le programme d'une Revue paraissant à Paris sous le titre : *la Science politique*. Nous en extrayons les passages suivants :

« Nous nous présentons comme les fils du dix-huitième siècle et de la Révolution française.

Nous sommes la lignée de tous ceux qui, dans tous les âges et chez tous les peuples, ont travaillé à l'émancipation de l'être humain. Animés de leur esprit, libres envers leurs doctrines, nous venons déclarer la guerre à toutes les vieilles entités et à tous les vieux dogmes sociaux, et démontrer l'idéal qui convient à nos temps.

L'œuvre que nous entreprenons dans cette Revue sera donc négative et affirmative ; elle sera critique au sens large, à la fois destructive et organique. Mais, dans nos affirmations les plus nettes et les plus vives de ce qui, à nos yeux, est la vérité, nous aurons à cœur de ne jamais quitter les régions de la science, d'en parler toujours le langage, d'en observer toujours la dignité.

Les mythes auxquels nous en voulons particulièrement sont ceux qui, sous le nom de Providence et d'Etat, ont engendré le plus de maux pour les espèces humaines.

Quant à notre idéal, il est pour chaque homme le droit, en face des autres, de s'appartenir à lui-même, le droit de disposer de lui-même; il est l'autonomie de la personne humaine.

. . . .

Pour notre méthode, la Politique n'étant, suivant nous, qu'un chapitre de l'histoire naturelle, cette méthode sera celle des sciences naturelles, c'est-à-dire que, sans exclure l'hypothèse scientifique, c'est à l'induction appuyée sur la stricte observation des faits que nous demandons ses enseignements.

. . . .

Et maintenant, à tous ceux, à quelque nation ou à quelque race qu'ils appartiennent, sous quelque latitude qu'ils habitent, qui sympathisent avec nos traditions, qui adoptent nos vues et partagent nos espérances, nous adressons un énergique appel; sur notre drapeau est écrit : Emancipation par la science; Justice et Liberté pour tous! »

Citoyen Rédacteur,

Il m'a été donné connaissance d'un article bibliographique écrit par le citoyen Lefrançais sur mon livre *La question sociale et le Congrès ouvrier de Paris* et qui a été inséré dans le *Travailleur*.

Je respecte trop l'indépendance et je suis trop convaincu de l'utilité de la critique, pour me plaindre des appréciations rigoureuses du citoyen Lefrançais, alors même qu'elles me paraissent donner une idée inexacte des vues économiques, que j'avais cru cependant avoir exposées d'une façon non équivoque.

Mais il est un point qui me donne droit je pense à réclamer l'insertion de cette lettre rectificative. l'auteur de l'article, dit que je termine mon étude de la façon la plus « piteuse » lorsque je *déplore amèrement* « que la naïveté, dont la moëlle de nos enthousiasmes « était formée guide l'art qui lui doit ses manifestations les plus « vantées, que le sentiment démolisseur règne en plein chez l'ouvrier, » devant lequel l'autorité du passé tombe en quenouille »

D'abord le passage est bien inexactement rapporté (1) Ensuite loin de « déplorer amèrement » que l'autorité du passé, faite entièrement

---

(1) Afin d'éviter toute polémique concernant l'accusation porté par le citoyen *Tonim* contre l'auteur de la critique dont il s'agit, nous croyons devoir reproduire intégralement le passage en question :

« *La naïveté nous abandonne.*

« *La moelle de nos enthousiasmes en était formée.*

« *Elle quitte l'art qui lui doit ses manifestations les plus vantées,*
« *elle retire sa base à la foi, et sa désertion, dans les deux modes d'ê-*
« *tre de la pensée humaine menace en dernier lieu la politique, le sen-*
« *timent démolisseur règne en plein chez l'ouvrier, l'autorité du passé*
« *pour lui tombe en quenouille.—*

(La question sociale — page 332)

A nos lecteurs de juger si la critique a travesti la pensée de l'auteur du livre.

G. L.

de théocratie, de préjugés et d'erreurs, s'efface des esprits pour être remplacée par des concepts rationnels, je m'en réjouis en constatant que c'est là l'avertissement heureux d'un progrès qui doit s'étendre à toutes les parties de la vie sociale et transformer surtout le monde économique.

Je n'ai nul goût pour les formes épileptiques du style. Elles procèdent d'un spiritualisme caduc. L'évidence des intentions et des convictions peut résulter d'une phraséologie plus tranquille. M'est-il permis de penser que, sobre d'expressions, mes idées aient pu avoir un sens équivoque pour le citoyen Lefrançais, malgré les 400 pages dont il rappelle l'existence et qui toutes sont dirigées contre l'ancienne orientation philosophique, morale et économique ?

Si j'avais pu laisser dans l'esprit du lecteur un pareil doute, il n'y aurait pas de critique plus formidable contre mon œuvre, dont je devrais alors « déplorer amèrement » l'éclosion plus qu'inutile.

Le citoyen Lefrançais a peut-être trop conservé le souvenir des baptêmes maçonniques *rationnels* dont j'avais conçu en effet autrefois le plan comme un progrès, d'ailleurs, sur des rituels maçonniques ridicules, encore en vigueur par la force de la tradition. Il y a longtemps de cela. J'émergeais alors du spiritualisme que l'étude et la réflexion m'ont fait complétement repousser depuis. Le citoyen Lefrançais était alors, si l'équivoque ne me trompe, un adepte des idées communistes. Tandis que je changeais, il paraît être resté ferme sur le terrain du communisme ou du collectivisme, l'euphémisme nouveau du communisme. J'ai pu en raison de sa doctrine, le heurter dans mon livre proudhonien, mais je le prie de croire à mon détachement absolu de tout mysticisme artistique ou autre et à la considération avec laquelle je suis son dévoué serviteur,

TONIM.



„DIE NEUE GESELLSCHAFT", Monatsschrift für Socialwissenschaft. (Zürich, Verlag der « Neuen Gesellschaft .)»

Das vor uns liegende achte Heft enthält: Ueber die Arbeitsentschädigung im « Zukunftsstaate » von MAX NEISSER. I. Rechtsbegriff und Recht. — Zoll-und Steuercredite von R. — Vom kaufmännischen Gewinn von Dr. K. SCHALK. — Namenloses Russland. Eine literarische Studie auf social-politischem Hintergrund von FRIEDR. VON BAERENBACH. (Schluss.) — Zur « Bühnenfrage » von EMIL. BRUCK. — Friedrich II. und die Volkserziehung von C. LUBECK. — Babeuf und die Verschwörung der Gleichen von Prof. JAMES GUILLAUME. Aus dem Französischen übersetzt von Dr. A. MULBERGER. III. IV.

Die Zeitschrift ist durch alle Buchhandlungen quartaliter für Mk 3. = Fr. 3 75 zu beziehen.

Souscriptions

L'Administration du *Travailleur* a fait parvenir au Comité de la Fédération jurassienne, en trois envois, la somme de 83 francs au profit des condamnés de Berne.

Une somme de 19 francs a été également remise entre les mains des condamnés de Berne, au nom du *Travailleur* par les soins de la Section de propagande de Berne.

Nous prions les souscripteurs qui n'ont pas encore payé le montant de leur souscription, de vouloir bien le faire dans le plus bref délai possible.

L'Administration du *Travailleur* a fait parvenir, par l'entremise du compagnon Arthur Arnould, la somme de 61 fr. aux condamnés socialistes en Russie.

AVIS

Les abonnés du *Travailleur* sont prévenus qu'avec le prochain numéro il sera pris remboursement sur tous ceux qui n'auraient pas fait parvenir, d'ici au 15 Juin, le montant de leur abonnement à l'Administration de la Revue.

Les lecteurs et abonnés de l'Extérieur qui recevront ce numéro du *Travailleur*, et qui n'ont pas encore réglé leur abonnement, sont invités à le faire d'ici au 15 Juin, faute de quoi il sera impossible de continuer l'envoi du journal.

Les personnes qui, pour une cause ou l'autre, ne pourraient payer immédiatement leur abonnement, sont priées de vouloir bien en prévenir l'Administration du journal.

Celles qui n'auraient pas reçu régulièrement tous les numéros du *Travailleur* sont également priées de vouloir bien faire connaître les numéros qui leur manquent, afin que l'on puisse les leur faire parvenir.

L'ADMINISTRATION.

Imprimerie du « RABOTNIK » Chemin de Montchoisy, 26, Genève.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 118918330